




3 1761 11555335 6



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115553356>



House of Commons
Chambre des communes
CANADA

NOTICE OF MOTION AVIS DE MOTION

WAYS AND MEANS VOIES ET MOYENS

Wednesday, December 7, 1983

Le mercredi 7 décembre 1983

53

322-1/308
322-1/313
322-1/310
322-1/310A
322-1/310B
322-1/311
322-1/307



CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

	Page		Page
Statute Law relating to Income Tax and amendments to the Canada Pension Plan and the Unemployment Insurance Act, 1971.....	iii	Législation relative à l'impôt sur le revenu et modifications au Régime de pensions du Canada et à la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage.....	iii
Petroleum and Gas Revenue Tax Act.....	217	Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers.....	217
Excise Tax Act (1).....	221	Loi sur la taxe d'accise (1).....	221
Excise Tax Act (2).....	227	Loi sur la taxe d'accise (2).....	227
Excise Act.....	235	Loi sur l'accise.....	235
Customs Tariff.....	237	Tarif des douanes.....	272
To apply the customs and excise jurisdiction of Canada to the continental shelf of Canada and to amend certain Acts in relation thereto or in consequence thereof.....	311	Application de la compétence du Canada en matière de douanes et d'accise à son plateau continental et modification de certaines lois en conséquence ou de façon corrélative.....	311

**Notice of Ways and Means Motions to amend
the Statute Law relating to Income Tax and
to make related amendments to the Canada
Pension Plan and the Unemployment Insurance
Act, 1971**

**Avis de motions des voies et moyens visant à
modifier la législation relative à l'impôt sur
le revenu et à effectuer des modifications
corrélatives au Régime de pensions du
Canada et à la Loi de 1971 sur l'assurance-
chômage**

Notice of Ways and Means Motion to
Amend the Income Tax Act

Avis de motion des voies et moyens visant à
modifier la Loi de l'impôt sur le revenu

That it is expedient to amend the Income
Tax Act as follows:

Qu'il y a lieu de modifier la Loi de l'impôt
sur le revenu ainsi :

1. (1) Subsection 2(2) of the *Income Tax
Act* is repealed and the following substituted
therefor:

5 1. (1) Le paragraphe 2(2) de la *Loi de
l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé
par ce qui suit :

“(2) The taxable income of a taxpayer
for a taxation year is his income for the
year plus the addition and minus the 10
deductions permitted by Division C.”

«(2) Le revenu imposable d'un contri-
buable pour une année d'imposition est son
revenu pour l'année plus l'addition et 10
moins les déductions permises par la sec-
tion C.»

(2) Subsection (1) is applicable to the
1983 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux
années d'imposition 1983 et suivantes.

2. (1) Subparagraph 3(b)(i) of the said
Act is repealed and the following substituted 15
therefor:

2. (1) Le sous-alinéa 3b)(i) de la même loi 15
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(i) the aggregate of
(A) the aggregate of his taxable
capital gains for the year from dis-
positions of property other than 20
listed personal property,
(B) his taxable net gain for the year
from dispositions of listed personal
property, and
(C) the amount, if any, by which 25
(I) the aggregate of his taxable
capital gains for the year from
indexed security investment plans
exceeds
(II) the aggregate of his allow- 30
able capital losses for the year
from indexed security investment
plans,”

«(i) du total
(A) du total de ses gains en capital
imposables pour l'année tirés de la
disposition de biens, autres que des 20
biens personnels désignés,
(B) de son gain net imposable pour
l'année tiré de la disposition de
biens personnels désignés, et
(C) de l'excédent éventuel 25
(I) du total de ses gains en capi-
tal imposables pour l'année tirés
de régimes de placements en
titres indexés
sur 30
(II) le total de ses pertes en capi-
tal déductibles pour l'année
résultant de régimes de place-
ments en titres indexés,»

(2) Paragraph 3(d) of the said Act is
repealed and the following substituted 35
therefor:

(2) L'alinéa 3d) de la même loi est abrogé 35
et remplacé par ce qui suit :

“(d) determine the amount, if any, by
which the remainder determined under
paragraph (c) exceeds the aggregate of
(i) the aggregate of amounts each of 40
which is his loss for the year from an
office, employment, business or prop-

«d) en calculant l'excédent éventuel du
reste établi selon l'alinéa c) sur le total
(i) du total des montants dont chacun
représente sa perte pour l'année résul- 40
tant d'une charge, d'un emploi, d'une
entreprise ou d'un bien, ou sa perte

Taxable income
defined

Définition du
revenu
imposable

erty or his allowable business investment loss for the year, and

(ii) the amount, if any, by which the amount determined under subclause *b(i)(C)(II)* exceeds the amount determined under subclause *b(i)(C)(I)*; and”

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to taxation years ending after September 30, 1983.

3. (1) All that portion of paragraph 8(1)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(a) a single amount in respect of all 15 offices and employments of the taxpayer, equal to the lesser of \$500 and 20% of the aggregate of”

(2) Subsections 8(10) and (11) of the said Act are repealed.

(3) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(4) Subsection (2) is applicable to the 1984 and subsequent taxation years.

4. (1) Subsection 9(3) of the said Act is 25 repealed and the following substituted therefor:

“(3) In this Act, “income from a property” does not include any amount that is, or that would but for subparagraph 30 39(1)(a)(v) be, a capital gain from the disposition of that property or any amount that is a capital gain (within the meaning assigned by paragraph 47.1(1)(b)) from an indexed security investment plan and 35 “loss from a property” does not include any amount that is, or that would but for subparagraph 39(1)(a)(v) be, a capital loss from the disposition of that property or any amount that is a capital loss (within 40 the meaning assigned by paragraph 47.1(1)(c)) from an indexed security investment plan.”

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years ending after September 30, 1983.

déductible au titre d'un placement d'entreprise pour l'année, et

(ii) de l'excédent éventuel du montant établi selon la sous-disposition *b(i)(C)(II)* sur le montant établi 5 selon la sous-disposition *b(i)(C)(I)*; et»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition se terminant après le 10 30 septembre 1983.

3. (1) Le passage de l'alinéa 8(1)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) un montant unique pour toutes les charges et tous les emplois remplis par 15 le contribuable égal au moins élevé des deux montants suivants : \$ 500 ou 20 % du total constitué par»

(2) Les paragraphes 8(10) et (11) de la 20 même loi sont abrogés.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1984 et suivantes.

4. (1) Le paragraphe 9(3) de la même loi 25 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Dans la présente loi, le «revenu tiré d'un bien» ne comprend aucun montant qui est, ou qui serait si ce n'était du sous- 30 alinéa 39(1)a)(v), un gain en capital résultant de la disposition de ce bien ou un montant qui est un gain en capital (au sens de l'alinéa 47.1(1)b)) résultant d'un régime de placements en titres indexés, et 35 la «perte provenant d'un bien» ne comprend aucun montant qui est, ou qui serait si ce n'était du sous-alinéa 39(1)a)(v), une perte en capital résultant de la disposition de ce bien ou un montant qui est une perte 40 en capital (au sens de l'alinéa 47.1(1)c)) résultant d'un régime de placements en titres indexés.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 45 années d'imposition se terminant après le 30 septembre 1983.

Employment
expense
deduction

Déduction des
dépenses
afférentes à un
emploi

Gains and
losses not
included

Gains et pertes
non compris

5. (1) All that portion of subparagraph 12(1)(o)(v) of the said Act following clause (B) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“situated on property in Canada in which the taxpayer had an interest with respect to which the obligation imposed by statute or the contractual obligation, as the case may be, applied;”

5. (1) Le passage du sous-alinéa 12(1)o(v) de la même loi qui suit la disposition (B) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«situés au Canada sur un bien dans lequel le contribuable avait une participation assujettie à l'obligation imposée par une loi ou à l'obligation contractuelle, selon le cas;»

(2) Subsection 12(9) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 12(9) de la même loi 10 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(9) For the purposes of subsections (3), (4), (8) and (11) and 20(14) and (21), 15 where a taxpayer has at any time acquired an interest in a prescribed debt obligation, an amount determined in prescribed manner shall be deemed to accrue to the taxpayer as interest on the obligation in 20 each taxation year during which he holds the interest in the obligation.”

«(9) Pour l'application des paragraphes (3), (4), (8) et (11) et 20(14) et (21), lorsqu'un contribuable a acquis, à une date quelconque, une participation dans une 15 créance prescrite, un montant calculé de la manière prescrite est réputé courir sur cette créance à titre d'intérêt en faveur du contribuable dans chacune des années d'imposition au cours de laquelle il détient 20 la participation dans la créance.»

Intérêts réputés courus

(3) Paragraph 12(11)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 12(11)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) “investment contract”, in relation to a taxpayer, means any debt obligation (other than a prescribed contract, an income bond, an income debenture, a 30 small business development bond, a small business bond or an obligation in respect of which the taxpayer has, at periodic intervals of less than three years, included, in computing his income throughout the period in which he held 35 an interest in the obligation, the income accrued thereon for such intervals); and”

«a) «contrat de placement» désigne, par rapport à un contribuable, toute créance 25 (autre qu'un contrat prescrit, une obligation à intérêt conditionnel, une obligation pour le développement de la petite entreprise, une obligation pour la petite entreprise ou une obligation à l'égard de 30 laquelle le contribuable a, à des intervalles périodiques de moins de trois ans, inclus, dans le calcul de son revenu tout au long de la période pendant laquelle il détenait une participation dans l'obliga- 35 tion, le revenu qui s'est accumulé pendant ces intervalles); et»

«contrat de placement»

(4) Subsection (1) is applicable with respect to amounts that became receivable 40 after April 19, 1983 in respect of any period after that date.

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux sommes devenues à recevoir après le 19 avril 1983 pour toute période postérieure à cette 40 date.

(5) Subsections (2) and (3) are applicable to taxation years commencing after 1981.

(5) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent aux années d'imposition commençant après 1981.

emed accrual

vestment
contract”

6. (1) Subsection 12.2(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Election

“(4) Where in a taxation year a taxpayer (other than a corporation, partnership, unit trust or any trust of which a corporation or partnership is a beneficiary) who holds an interest in

(a) a life insurance policy (other than an annuity contract) last acquired after 10 December 1, 1982, or

(b) an annuity contract (other than a prescribed annuity contract)

has, in the year or a preceding taxation year, elected in respect of that interest by 15 notifying the issuer thereof in writing, he shall, in computing his income for the year, include the amount by which the accumulating fund at the end of the year, as determined in prescribed manner, in 20 respect of that interest exceeds the aggregate of

(c) the adjusted cost basis to him of the interest at the end of the year; and

(d) the amount, if any, at that time of 25 unallocated income accrued in respect of the interest before 1982, as determined in prescribed manner.”

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after 1982.

7. All that portion of paragraph 15.1(3)(b) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“Qualifying debt obligation”

“(b) “qualifying debt obligation” of a 35 corporation at any particular time means an obligation that is a bond, debenture, bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued after December 11, 1979 and before 1986,” 40

8. All that portion of paragraph 15.2(3)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

6. (1) Le paragraphe 12.2(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Choix

«(4) Lorsque, dans une année d'imposition, un contribuable (autre qu'une corporation, une société, une fiducie d'investissement à participation unitaire ou une fiducie dont une corporation ou une société est un bénéficiaire) qui détient une participation dans

a) une police d'assurance-vie (autre 10 qu'un contrat de rente) acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982, ou

b) un contrat de rente (autre qu'un contrat de rente prescrit) 15

fait un choix, au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure, relativement à cette participation en avisant par écrit l'émetteur, il doit, dans le calcul de son revenu pour l'année, inclure l'excédent 20 du fonds accumulé à la fin de l'année d'imposition, déterminé de la manière prescrite, relativement à cette participation, sur le total

c) du prix de base rajusté, pour lui, de la 25 participation à la fin de l'année; et

d) du montant, si montant il y a, à ce moment, du revenu non attribué accumulé à l'égard de la participation avant 1982, déterminé de la manière pres- 30 crite.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 30 années d'imposition commençant après 1982.

7. Le passage de l'alinéa 15.1(3)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est 35 abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) «créance admissible» d'une corporation à une date donnée désigne une valeur qui est une obligation, un effet, un billet, un *mortgage*, une hypothèque 40 ou un titre semblable émis après le 11 décembre 1979 et avant 1986.»

«créance admissible»

8. Le passage de l'alinéa 15.2(3)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 45

qualifying
bt obliga-
-on"

"(a) "qualifying debt obligation" of an individual or a partnership at any particular time means an obligation that is a bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued after November 12, 1981 and before 1986,"

9. (1) All that portion of paragraph 18(3.1)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(a) no deduction shall be made in respect of any outlay or expense made or incurred by the taxpayer, other than an amount deductible by virtue of paragraph 20(1)(a) or (aa) or section 37 or 37.1, that"

(2) Subsection 18(11) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

"(e) acquiring property that is or has become an indexed security or for which an indexed security has been substituted, other than an amount that relates to a period when the property or any property substituted therefor, as the case may be, was not an indexed security;

(f) acquiring property that is or has become an interest in a trust that is a participant under an indexed security investment plan or for which such an interest has been substituted, other than an amount that relates to a period when the property or any property substituted therefor, as the case may be, was not an interest in such a trust;

(g) making a contribution to, or acquiring property that is used to make a contribution to, a trust under which the taxpayer is a beneficiary and that is or has become a participant under an indexed security investment plan, other than an amount that relates to a period when the trust was not such a participant; or

(h) acquiring property that is a loan to a trust under which the taxpayer, or a person with whom the taxpayer does not deal at arm's length, is a beneficiary and

«a) «créance admissible» d'un particulier ou d'une société à une date donnée désigne une valeur qui est un effet, un billet, un *mortgage*, une hypothèque ou un titre semblable émis après le 12 novembre 1981 et avant 1986,»

«créance
admissible»

9. (1) Le passage de l'alinéa 18(3.1)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) aucune déduction n'est effectuée au titre d'un débours ou d'une dépense fait ou engagé par le contribuable, à l'exception d'une somme déductible en vertu de l'alinéa 20(1)a) ou aa) ou de l'article 37 ou 37.1, qui»

(2) Le paragraphe 18(11) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa c) et par adjonction de ce qui suit :

«e) d'acquérir un bien qui est, ou est devenu, un titre indexé, ou auquel un titre indexé a été substitué, autre qu'un montant qui se rapporte à une période où le bien, ou un bien substitué à celui-ci, selon le cas, n'était pas un titre indexé;

f) d'acquérir un bien qui est, ou est devenu, une participation dans une fiducie qui participe à un régime de placements en titres indexés, ou auquel une participation dans une fiducie a été substituée, autre qu'un montant qui se rapporte à une période où le bien, ou un bien substitué à celui-ci, selon le cas, n'était pas une participation dans une telle fiducie;

g) de verser une contribution, ou d'acquérir un bien qui est utilisé pour verser une contribution, à une fiducie dont le contribuable est un bénéficiaire et qui est, ou est devenue, un participant à un régime de placements en titres indexés, autre qu'un montant qui se rapporte à une période où la fiducie n'était pas un tel participant; ou

h) d'acquérir un bien qui est un prêt à une fiducie dont le contribuable, ou une personne avec qui celui-ci a un lien de

that is or has become a participant under an indexed security investment plan, or for which such a loan has been substituted, other than an amount that relates to a period when the trust was not such a participant.” 5

dépendance, est un bénéficiaire et qui est, ou est devenue, un participant à un régime de placements en titres indexés, ou auquel bien un tel prêt a été substitué, autre qu'un montant qui se rapporte à une période où la fiducie n'était pas un tel participant.» 5

(3) Subsection (1) is applicable with respect to outlays and expenses made or incurred after 1981.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux débours et dépenses faits ou engagés après 1981. 10

(4) Subsection (2) is applicable to taxation 10 years ending after September 30, 1983.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition se terminant après le 30 septembre 1983.

10. (1) Subsection 20(1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (m.1) thereof, the following paragraph: 15

10. (1) Le paragraphe 20(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa 15 m.1), de ce qui suit :

Repayment of amount previously included in income

“(m.2) a repayment in the year by the taxpayer of an amount required by paragraph 12(1)(a) to be included in computing his income from a business for the year or a preceding taxation 20 year;”

«m.2) un remboursement dans l'année par le contribuable d'un montant qui, en application de l'alinéa 12(1)a), doit être inclus dans le calcul de son revenu tiré 20 d'une entreprise pour l'année ou une année d'imposition antérieure;»

Remboursement d'un montant antérieurement inclus dans le revenu

(2) Subsection 20(1) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (jj) thereof, by adding the word “and” at the end of 25 paragraph (kk) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(2) Le paragraphe 20(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa jj), par adjonction du mot «et» 25 à la fin de l'alinéa kk) et par adjonction de ce qui suit :

Amount deemed to be tax payable

“(ll) such part of any amount payable by the taxpayer by virtue of paragraph 164(3.1)(a) or by virtue of paragraph 30 91(3.1)(a) of the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* as was paid in the year and as may reasonably be considered to be a repayment of interest that was included in computing his 35 income for the year or a preceding taxation year, but not exceeding, where the taxpayer is an individual (other than a trust that is not a testamentary trust), the amount by which the excess deter- 40 mined under paragraph 110.1(1)(b) in respect of the taxpayer for the year in which the interest was included in computing his income exceeds \$1,000.”

«ll) la fraction d'une somme que doit payer le contribuable, en application de l'alinéa 164(3.1)a) ou en application de 30 l'alinéa 91(3.1)a) de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*, qui a été payée dans l'année et qui peut raisonnablement être considérée comme un remboursement d'intérêt qui a été inclus 35 dans le calcul de son revenu pour l'année ou une année d'imposition antérieure, mais sans dépasser, dans les cas où le contribuable est un particulier (à l'exception d'une fiducie qui n'est pas une 40 fiducie testamentaire) la fraction de l'excédent déterminé pour le contribuable en vertu de l'alinéa 110.1(1)b) pour l'année au cours de laquelle l'intérêt a été inclus dans le calcul de son revenu 45 qui est en sus de \$1,000.»

Somme présumée de l'impôt payable

(3) Section 20 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (14) thereof, the following subsection:

interest on debt obligation

“(14.1) Where a person who has issued 5
a debt obligation (other than an income
bond, an income debenture, a small busi-
ness development bond or a small business
bond) is obligated to pay an amount that is
stipulated to be interest on that debt obli- 10
gation in respect of a period before its
issue (in this subsection referred to as the
“unearned interest amount”) and it is
reasonable to consider that the person to
whom the debt obligation was issued paid 15
to the issuer consideration for the debt
obligation that included an amount in
respect of the unearned interest amount,
(a) for the purposes of section 12 and
subsection (14), the issue of the debt 20
obligation shall be deemed to be an
assignment of the debt obligation from
the issuer, as transferor, to the person to
whom the obligation was issued, as 25
transferee, and an amount equal to the
unearned interest amount shall be
deemed to be interest that accrued
thereon for a period commencing before
the issue and ending at the time thereof;
and 30
(b) notwithstanding paragraph (a) or
any other provision of this Act, no
amount that can reasonably be con-
sidered to be an amount in respect of the
unearned interest amount shall be 35
deducted or included in computing the
income of the issuer.”

(4) Subsections 20(20) and (21) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

life insurance policy

“(20) Where a taxpayer has in a par-
ticular taxation year disposed of an inter-
est in a life insurance policy that is not an
annuity contract (otherwise than as a
consequence of a death) or an interest in 45
an annuity contract under which annuity
payments have not commenced and in
respect of which an amount was included
by virtue of subsection 12.2(1), (3) or (4)

(3) L'article 20 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (14), de ce qui suit :

Intérêts sur une créance

«(14.1) Lorsqu'une personne ayant émis 5
une créance (à l'exception d'une obligation
à intérêt conditionnel, d'une obligation
pour le développement de la petite entre-
prise ou d'une obligation pour la petite
entreprise) est obligée de payer un mon-
tant stipulé à titre d'intérêts sur cette 10
créance visant une période antérieure à son
émission (appelée dans le présent para-
graphe le «montant d'intérêts non gagnés») et
il est raisonnable de considérer que la per-
sonne à qui la créance a été émise a versé à 15
l'émetteur une contrepartie pour la
créance qui comprenait un montant cou-
vrant le montant d'intérêts non gagnés,
a) pour l'application de l'article 12 et
du paragraphe (14), l'émission de la 20
créance est réputée être une cession de
la créance par l'émetteur, à titre d'au-
teur du transfert, à la personne à qui la
créance a été émise, à titre de destina-
taire; un montant égal au montant d'in- 25
térêts non gagnés est réputé constituer
les intérêts courus sur la créance au
cours d'une période commençant avant
l'émission et finissant au moment de
celle-ci; et 30
b) nonobstant l'alinéa a) ou toute autre
disposition de la présente loi, il ne peut
être déduit ni inclus, dans le calcul du
revenu de l'émetteur, un montant qui
peut raisonnablement être considéré 35
comme se rapportant au montant d'inté-
rêts non gagnés.»

(4) Les paragraphes 20(20) et (21) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce 40
qui suit :

Police d'assurance-vie

«(20) Lorsque, dans une année d'impo-
sition donnée, un contribuable a disposé
d'une participation dans une police d'assu-
rance-vie qui n'est pas un contrat de rente
(autrement qu'à cause d'un décès) ou 45
d'une participation dans un contrat de
rente en vertu duquel les versements de
rente n'ont pas commencé et à l'égard
duquel un montant a été inclus, en vertu

in computing his income for a taxation year, there may be deducted in computing his income for the particular year an amount equal to the lesser of

- (a) the aggregate of all amounts each of which is an amount in respect of the interest in the policy that was included by virtue of subsection 12.2(1), (3), (4) or (5) in computing his income for the year or a preceding taxation year; and
- (b) the amount, if any, by which the adjusted cost basis (within the meaning assigned by section 148) to him of that interest immediately before the disposition exceeds the proceeds of the disposition (within the meaning assigned by section 148) of the interest that the policyholder, a beneficiary or an assignee became entitled to receive.

du paragraphe 12.2(1), (3) ou (4), dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, il peut être déduit, dans le calcul de son revenu pour l'année donnée, un montant égal au moins élevé des montants suivants :

- a) le total de tous les montants dont chacun représente un montant à l'égard de la participation inclus en vertu du paragraphe 12.2(1), (3), (4) ou (5) dans le calcul de son revenu pour l'année ou une année d'imposition antérieure; et
- b) l'excédent éventuel du prix de base rajusté (au sens de l'article 148) pour lui de cette participation, immédiatement avant la disposition, sur le produit de la disposition (au sens de l'article 148) de la participation que le détenteur de la police, un bénéficiaire ou un cessionnaire est devenu en droit de recevoir.

Debt obligation

(21) Where a taxpayer has in a particular taxation year disposed of a property that is an interest in a debt obligation for consideration equal to its fair market value at the time of disposition, there may be deducted in computing his income for the particular year the amount, if any, by which

- (a) the aggregate of all amounts each of which is an amount that was included in computing his income for the particular year or a preceding taxation year as interest in respect of that property exceeds the aggregate of all amounts each of which is
- (b) the portion of an amount that was received or became receivable by him at or before that time as can reasonably be considered to be in respect of an amount described in paragraph (a); or
- (c) an amount in respect of that property that was deductible by him by virtue of paragraph (14)(b) in computing his income for the particular year or a preceding taxation year."

(21) Lorsque, dans une année d'imposition donnée, un contribuable a disposé d'un bien qui est une participation dans une créance pour une contrepartie égale à sa juste valeur marchande à la date de la disposition, il peut être déduit, dans le calcul de son revenu pour l'année donnée, l'excédent, si excédent il y a,

- a) du total de tous les montants dont chacun représente un montant qui a été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année donnée ou une année d'imposition antérieure à titre d'intérêt sur ce bien sur le total de tous les montants dont chacun représente
- b) la fraction d'un montant reçu ou devenu à recevoir par lui au plus tard à cette date qui peut être raisonnablement considérée comme se rapportant à un montant visé à l'alinéa a); ou
- c) un montant à l'égard de ce bien qui était déductible par lui en vertu de l'alinéa (14)b) dans le calcul de son revenu pour l'année donnée ou une année d'imposition antérieure."

Créance

(5) Subsection (1) is applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1982 et suivantes.

(6) Subsection (2) is applicable with respect to payments made after April 19, 1983.

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux paiements effectués après le 19 avril 1983.

(7) Subsections (3) and (4) are applicable to taxation years commencing after 1982.

(7) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent aux années d'imposition commençant après 1982.

11. (1) Subsection 37(1) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (f) thereof and by adding thereto the following paragraph:

11. (1) Le paragraphe 37(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa e), par adjonction du mot «et» à la fin de l'alinéa f) et par adjonction de ce qui suit :

"(g) the aggregate of all amounts each of which is an amount equal to twice the amount claimed under subparagraph 194(2)(a)(ii) by the taxpayer for the year or any preceding taxation year."

«g) du total des montants dont chacun représente un montant égal au double du montant réclamé en vertu du sous-alinéa 194(2)a)(ii) par le contribuable pour l'année ou toute année d'imposition antérieure.»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

12. Notwithstanding subsection 6(2) of An Act to amend the statute law relating to income tax and to authorize payments related to provincial sales tax reductions, chapter 32 of the Statutes of Canada, 1977-78, subsections 37.1(1) and (2) of the *Income Tax Act* do not apply to a taxation year of a corporation that ends after October 1983 unless

12. Par dérogation au paragraphe 6(2) de la Loi modifiant le droit fiscal et autorisant des paiements portant sur les réductions de taxes de vente provinciales, chapitre 32 des Statuts du Canada, 1977-78, les paragraphes 37.1(1) et (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ne s'appliquent pas à l'année d'imposition d'une corporation qui se termine après octobre 1983, sauf si

(a) in the case of a particular taxation year that includes November 1, 1983, the corporation elects in its return of income under Part I of the *Income Tax Act* for the year to have those subsections apply, in which case each corporation that was associated with the corporation in the year shall be deemed to have so elected in respect of its taxation year that ended in the calendar year in which the particular taxation year ended; or

a) dans le cas d'une corporation dont une année d'imposition donnée comprend le 1^{er} novembre 1983, celle-ci choisit dans sa déclaration de revenu à produire en vertu de la Partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour l'année d'imposition d'appliquer ces paragraphes, auquel cas chaque corporation qui était associée à la corporation dans l'année est réputée avoir exercé un tel choix à l'égard de son année d'imposition qui se termine pendant l'année civile au cours de laquelle se termine l'année d'imposition donnée; ou

(b) the qualified expenditure (within the meaning assigned by paragraph 37.1(5)(c) of the *Income Tax Act*) made by the corporation in the year includes

b) les dépenses admissibles (au sens de l'alinéa 37.1(5)c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*) engagées par la corporation durant l'année comprennent

(i) an expenditure that the corporation was obligated to make pursuant to an agreement in writing entered into by the corporation before April 20, 1983, or

(i) une dépense que la corporation a été tenue d'engager en vertu d'une entente

Application of subsections 7.1(1) and (2)

Application des paragraphes 37.1(1) et (2)

(ii) an expenditure that the corporation was obligated to make in respect of a project pursuant to an agreement in writing entered into by the corporation before November 2, 1983, where the project commenced before 1984 and proceeded without undue delay, and arrangements, evidenced by writing, respecting the project were substantially advanced before April 20, 1983,

and the corporation elects in its return of income under Part I of the *Income Tax Act* for the taxation year to have those subsections apply, in which case the amount that may be deducted under section 37.1 of the *Income Tax Act* in computing the income of the corporation for the year shall be that proportion of the amount thereof that could, but for this section, have been so deducted by the corporation (on the assumption that it is not associated in the year with any other corporation) that

(iii) an amount equal to the aggregate of expenditures made by the corporation in the year each of which is an expenditure described in paragraph 37.1(5)(c) of the *Income Tax Act* and is made pursuant to an agreement referred to in subparagraph (i) or (ii) of this paragraph

is of

(iv) the qualified expenditure (within the meaning assigned by paragraph 37.1(5)(c) of the *Income Tax Act*) made by the corporation in the year.

13. (1) Section 38 of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

"(d) a taxpayer's taxable capital gain for a taxation year from an indexed security investment plan is 1/2 of the amount, if any, by which

(i) the taxpayer's capital gain for the year from the plan

exceeds

(ii) the aggregate of all amounts, other than a commission or an

écrite conclue par elle avant le 20 avril 1983, ou

(ii) une dépense que la corporation a été tenue d'engager à l'égard d'un projet en vertu d'une entente écrite conclue par elle avant le 2 novembre 1983, si le projet a été entrepris avant 1984 et s'est poursuivi sans retard injustifié et si des arrangements écrits concernant le projet étaient très avancés au 20 avril 1983,

et si la corporation choisit dans sa déclaration de revenu à produire en vertu de la Partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour l'année d'imposition d'appliquer ces paragraphes, à condition que le montant pouvant être déduit en vertu de l'article 37.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année représente la fraction de ce montant qui aurait pu être déduit par la corporation, n'eût été du présent article (en supposant que la corporation n'a pas été associée à une autre corporation durant l'année) représentée par le rapport entre

(iii) le total des dépenses engagées par la corporation durant l'année dont chacune représente une dépense visée à l'alinéa 37.1(5)c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et engagée en vertu d'une entente visée au sous-alinéa (i) ou (ii) du présent alinéa

et

(iv) les dépenses admissibles (au sens de l'alinéa 37.1(5)c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*) engagées par la corporation durant l'année.

13. (1) L'article 38 de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa b) et par adjonction de ce qui

suit :

«d) le gain en capital imposable d'un contribuable provenant, pour une année d'imposition, d'un régime de placements en titres indexés est 1/2 de l'excédent éventuel :

(i) du gain en capital du contribuable provenant du régime pour l'année

sur

45

40

amount that may reasonably be considered to relate to a commission, paid by the taxpayer in the year to a person for services in respect of the administration of the plan; and 5

(e) a taxpayer's allowable capital loss for a taxation year from an indexed security investment plan is 1/2 of the aggregate of

(i) the taxpayer's capital loss, if any, 10
for the year from the plan, and

(ii) the amount, if any, by which

(A) the aggregate of all amounts, other than a commission or an amount that may reasonably be 15
considered to relate to a commission, paid by the taxpayer in the year to a person for services in respect of the administration of the plan 20

exceeds

(B) the taxpayer's capital gain, if any, for the year from the plan."

(ii) le total des sommes, autres qu'une commission ou une somme qui peut raisonnablement être considérée comme se rapportant à une commission, versées par le contribuable dans 5
l'année à une personne pour les services d'administration du régime; et

e) la perte en capital déductible d'un contribuable, pour une année d'imposition, résultant d'un régime de place-10
ments en titres indexés est 1/2 du total

(i) de la perte en capital éventuelle du contribuable résultant du régime pour l'année, et

(ii) de l'excédent éventuel 15

(A) du total des sommes, autres qu'une commission ou une somme qui peut raisonnablement être considérée comme se rapportant à une commission, versées par le contri-20
buable dans l'année pour les services d'administration du régime,

sur

(B) le gain en capital éventuel du contribuable provenant du régime 25
pour l'année.»

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years ending after September 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 25
années d'imposition se terminant après le 30
septembre 1983.

14. (1) Paragraph 39(1)(a) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (iii) thereof, by adding the word "or" at the end of subparagraph (iv) thereof and by adding thereto the 30
following subparagraph:

"(v) an indexed security;"

(2) Subparagraph 39(1)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 35

"(ii) property described in subparagraph (a)(i), (ii), (iii) or (v); and"

(3) Subsection 39(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 40

"(6) For the purposes of this section, "Canadian security" means a security (other than an indexed security or a prescribed security) that is a share of the

14. (1) L'alinéa 39(1)a) de la même loi 30
est modifié par suppression du mot «ou» à la fin du sous-alinéa (iii), par adjonction du mot «ou» à la fin du sous-alinéa (iv) et par adjonction de ce qui suit :

«(v) qu'un titre indexé;» 35

(2) Le sous-alinéa 39(1)b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) qu'un bien visé au sous-alinéa a)(i), (ii), (iii) ou (v); et»

(3) Le paragraphe 39(6) de la même loi 40
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(6) Pour l'application du présent article, «titre canadien» désigne un titre (autre qu'un titre indexé ou un titre prescrit) qui est une action du capital-actions d'une cor- 45

Definition of "Canadian security"

Définition de «titre canadien»

capital stock of a corporation resident in Canada, a unit of a mutual fund trust or a bond, debenture, bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued by a person resident in Canada.

5

poration résidant au Canada, une unité d'une fiducie de fonds mutuels ou une obligation, un effet, un billet, un *mortgage*, une hypothèque ou un titre semblable émis par une personne résidant au Canada.

5

Unused share-
purchase tax
credit

(7) The amount of any unused share-purchase tax credit of a taxpayer for a particular taxation year, to the extent that it was not deducted from his tax otherwise payable under this Part for the immediately preceding taxation year, shall be deemed to be a capital loss of the taxpayer from a disposition of property for the year immediately following the particular taxation year.

15

(7) Toute fraction inutilisée du crédit d'impôt à l'achat d'actions d'un contribuable pour une année d'imposition donnée, dans la mesure où elle n'a pas été déduite de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie pour l'année d'imposition précédente, est réputée être une perte en capital du contribuable résultant de la disposition d'un bien pour l'année 15 suivant l'année d'imposition donnée.

Crédit d'impôt
à l'achat
d'actions
inutilisé

Unused
scientific
research tax
credit

(8) The amount of any unused scientific research tax credit of a taxpayer for a particular taxation year, to the extent that it was not deducted from its tax otherwise payable under this Part for the immediately preceding taxation year, shall be deemed to be a capital loss of the taxpayer from a disposition of property for the year immediately following the particular taxation year, except that where the taxpayer is an individual such capital loss shall be deemed to be 147% of that amount."

25

(8) Toute fraction inutilisée du crédit d'impôt pour la recherche scientifique d'un contribuable pour une année d'imposition donnée, dans la mesure où elle n'a pas été déduite de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie pour l'année d'imposition précédente, est réputée être une perte en capital du contribuable résultant de la disposition d'un bien pour l'année 25 suivante suivant l'année d'imposition donnée, sauf que, pour un contribuable étant un particulier, cette perte en capital est réputée représenter 147% de ce montant."

Crédit d'impôt
pour la
recherche
scientifique
inutilisé

(4) Subsections (1) and (2) are applicable to taxation years ending after September 30, 1983.

30

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition se terminant après le 30 septembre 1983.

(5) Subsection 39(6) of the said Act, as enacted by subsection (3), is applicable after September 30, 1983.

(5) Le paragraphe 39(6) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (3), s'applique après le 30 septembre 1983.

35

(6) Subsections 39(7) and (8) of the said Act, as enacted by subsection (3), are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

35

(6) Les paragraphes 39(7) et (8) de la même loi, tels qu'édicte par le paragraphe (3), s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes.

15. (1) Subsection 40(2) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (h) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (i) thereof and by adding thereto the following paragraph:

40

15. (1) Le paragraphe 40(2) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa h), par adjonction du mot «et» à la fin de l'alinéa i) et par adjonction de ce qui suit :

"(j) where the taxpayer is a participant under an indexed security investment plan and pursuant to paragraph 47.1(2)(c) has transferred a security to

45

«j) lorsque le contribuable participe à un régime de placements en titres indexés et a transféré, en application de l'alinéa 47.1(2)c), un titre au régime

the plan within 60 days after the day on which he acquired the security, his loss from the deemed disposition arising by virtue of such transfer shall be deemed to be the amount, if any, by which

(i) the loss otherwise determined exceeds

(ii) any outlays and expenses to the extent they were made or incurred by the taxpayer for the purpose of acquiring the security and were included in the cost to him of the security.”

(2) Section 40 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

“(3.1) Where, in any taxation year, a taxpayer pursuant to paragraph 47.1(2)(c) transfers a security owned by him to an indexed security investment plan under which he is the participant and

(a) the total of all capital losses of the taxpayer for the year from dispositions of property arising by virtue of transfers to such plans exceeds

(b) the total of all capital gains of the taxpayer for the year from dispositions of property arising by virtue of transfers to such plans,

the amount of the excess shall be deemed to be a gain of the taxpayer for the year from a disposition in the year of a capital property.”

(3) Subsection (1) is applicable with respect to transfers occurring after September 30, 1983.

(4) Subsection (2) is applicable to taxation years commencing after December 31, 1984.

16. (1) All that portion of paragraph 41(2)(b) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(b) deduct from the amount determined under paragraph (a) such portion as the taxpayer may claim of his listed-

dans les 60 jours suivant la date de son acquisition du titre, sa perte résultant de la disposition présumée avoir été effectuée par ce transfert est réputée l'excédent éventuel

(i) de la perte déterminée par ailleurs sur

(ii) les débours et dépenses, dans la mesure où ils ont été faits ou engagés par le contribuable afin d'acquérir le titre et ont été inclus dans le coût du titre pour lui.”

(2) L'article 40 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

«(3.1) Lorsque, dans une année d'imposition, un contribuable transfère, en application de l'alinéa 47.1(2)c), un titre qui lui appartient à un régime de placements en titres indexés auquel il participe et

a) le total de ses pertes en capital, pour l'année, résultant de dispositions de biens découlant de transferts à un tel régime

est supérieur

b) au total de ses gains en capital, pour l'année, provenant de dispositions de biens découlant de transferts à un tel régime,

l'excédent est réputé un gain du contribuable, pour l'année, provenant de la disposition dans l'année d'un bien en immobilisations.»

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux transferts survenant après le 30 septembre 1983.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition commençant après le 31 décembre 1984.

16. (1) Le passage de l'alinéa 41(2)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) en retranchant de la somme calculée conformément à l'alinéa a) la fraction que le contribuable peut réclamer de ses

5

15

20

25

30

35

35

40

40

45

Pertes lors du transfert de titres à un régime de placements en titres indexés

Losses on transferring securities to an indexed security investment plan

personal-property losses for the 7 taxation years immediately preceding and the 3 taxation years immediately following the taxation year, except that for the purposes of this paragraph

(i) an amount in respect of a listed-personal-property loss is deductible for a taxation year only to the extent that it exceeds the aggregate of amounts deducted under this paragraph in respect of that loss for preceding taxation years,”

- (2) Subsection (1) is applicable with respect to
- (a) the computation of a taxpayer's net gain from dispositions of listed personal property for the 1983 and subsequent taxation years, except that in the application of paragraph 41(2)(b) of the said Act, as enacted by subsection (1), to a listed-personal-property loss determined for the 1982 and preceding taxation years, the reference therein to “7 taxation years” shall be read as a reference to “5 taxation years”, and
- (b) a taxpayer's listed-personal-property losses for the 1983 and subsequent taxation years, except that in the application of paragraph 41(2)(b) of the said Act, as enacted by subsection (1), the reference therein to “3 taxation years” shall, in the case of a loss determined for the 1983 taxation year, be read as a reference to “taxation year” and, in the case of a loss determined for the 1984 taxation year, be read as a reference to “2 taxation years”.

17. (1) Section 47 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Meaning of “property”

“(4) For the purposes of subsection (1), “property” does not include an indexed security.”

(2) Subsection (1) is applicable after September 30, 1983.

pertes relatives à des biens personnels désignés pour les 7 années d'imposition qui précèdent l'année d'imposition, ainsi que pour les 3 années d'imposition qui la suivent, sauf que, aux fins du présent alinéa,

(i) une somme n'est déductible pour une année d'imposition au titre d'une perte relative à un bien personnel désigné que dans la mesure où elle dépasse le total des sommes déduites, au titre de cette perte, en vertu du présent alinéa pour les années d'imposition antérieures,»

- (2) Le paragraphe (1) s'applique
- a) au calcul du gain net que le contribuable a tiré de la disposition de biens personnels désignés pour les années d'imposition 1983 et suivantes, sauf que, pour l'application de l'alinéa 41(2)b) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (1), à une perte relative à des biens personnels désignés pour les années d'imposition 1982 et les années d'imposition antérieures à cette année, la mention à cet alinéa de «7 années d'imposition» est interprétée comme étant la mention de «5 années d'imposition»; et
- b) aux pertes relatives à des biens personnels désignés d'un contribuable pour les années d'imposition 1983 et suivantes, sauf que, pour l'application de l'alinéa 41(2)b) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (1), la mention à cet alinéa de «3 années d'imposition», dans le cas d'une perte déterminée pour l'année d'imposition 1983, est interprétée comme la mention de l'«année d'imposition» et, dans le cas d'une perte déterminée pour l'année d'imposition 1984, elle est interprétée comme la mention de «2 années d'imposition».

17. (1) L'article 47 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

“(4) Pour l'application du paragraphe (1), le mot «biens» ne comprend pas un titre indexé.»

Sens de «biens»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après le 30 septembre 1983.

18. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 47 thereof, the following heading and section:

"Indexed Security Investment Plans

Definitions

"Administrator"

"Capital gain"

"Capital loss"

"Fair market value"

47.1 (1) In this section and section 38, 5

(a) "administrator", in relation to a Plan, means the trader or dealer in securities, mutual fund corporation, mutual fund trust or insurer who has entered into the contract described in 10 paragraph (f) in respect of the Plan other than as the participant under the Plan;

(b) "capital gain" of a taxpayer for a taxation year from a Plan means the amount determined in respect of the Plan for the taxpayer for the year under subsection (9), 48(1.1), 70(5.4), 74(2), 75(2), 104(5.1) or 128(2), whichever is applicable; 20

(c) "capital loss" of a taxpayer for a taxation year from a Plan means the amount determined in respect of the Plan for the taxpayer for the year under subsection (9), (10), (12), 48(1.1), 25 70(5.4), 74(2), 75(2), 104(5.1) or 128(2), whichever is applicable;

(d) "fair market value", at any time of a security, means

(i) in the case of a security listed or 30 traded on a prescribed stock exchange in Canada and owned under or in respect of a Plan or transferred to a Plan, the quoted price at that time determined in accordance with the 35 method regularly followed by the administrator of the Plan in determining quoted prices, and

(ii) in the case of a security that is a share of the capital stock of a mutual 40 fund corporation, a unit of a mutual fund trust or an interest in a related segregated fund trust, the amount that would be received in respect of that share, unit or interest if it were 45 redeemed or disposed of at that time,

or such other amount as may be prescribed;

18. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 47, de ce qui suit :

«Régimes de placements en titres indexés

Définitions

47.1 (1) Dans le présent article et dans l'article 38,

a) «administrateur» désigne, en ce qui 5 concerne un Régime, le négociant ou courtier en valeurs, la corporation de fonds mutuels, la fiducie de fonds mutuels ou l'assureur qui a conclu le contrat décrit à l'alinéa f) en rapport 10 avec le Régime à un titre autre que celui de participant au Régime;

b) «gain en capital» d'un contribuable pour une année d'imposition provenant d'un Régime désigne le montant établi 15 pour le contribuable en rapport avec le Régime pour l'année en vertu du paragraphe (9), 48(1.1), 70(5.4), 74(2), 75(2), 104(5.1) ou 128(2), selon le cas;

c) «perte en capital» d'un contribuable 20 pour une année d'imposition résultant d'un Régime désigne le montant établi pour le contribuable en rapport avec le Régime pour l'année en vertu du paragraphe (9), (10), (12), 48(1.1), 70(5.4), 25 74(2), 75(2), 104(5.1) ou 128(2), selon le cas;

d) «juste valeur marchande» d'un titre, à une date quelconque, désigne :

(i) dans le cas d'un titre coté à une 30 bourse de valeurs prescrite au Canada, ou qui y est négocié, et faisant l'objet de propriété dans le cadre d'un Régime ou transféré à un Régime, le prix coté, à cette date, fixé 35 conformément à la méthode habituelle suivie par l'administrateur du Régime pour fixer les prix cotés, et

(ii) dans le cas d'un titre qui est une action du capital-actions d'une corpo- 40 ration de fonds mutuels, une unité d'une fiducie de fonds mutuels ou une participation dans une fiducie créée à l'égard du fonds réservé, le produit de la disposition ou du rachat de l'action, 45 de l'unité ou de la participation, si la

«juste valeur marchande»

"Indexed security"

(e) "indexed security" means a qualified security beneficially owned by a taxpayer under a Plan and, where the Plan is administered by a trader or dealer in securities, held in the care and custody of a trader or dealer in securities and registered in the name of a trader or dealer in securities or person who is a nominee for a trader or dealer in securities;

"Indexed security investment plan"

(f) "indexed security investment plan" means a plan of investment in securities that are qualified securities in relation to the plan and that is evidenced by a written contract

(i) entered into between

(A) a person resident in Canada who is an individual (other than a trust) or a trust (other than a mutual fund trust) of which each beneficiary is

(I) an individual (other than a trust) or a person described in paragraph 110(1)(a), (b) or (b.1) (other than the taxpayer referred to in any such paragraph), or

(II) a testamentary trust that arose on and in consequence of the death of a person who was a beneficiary of the trust and of which all the beneficiaries are persons described in subclause (I), and

(B) a person resident in Canada or licensed to carry on business in Canada who is a trader or dealer in securities, a mutual fund corporation, a mutual fund trust or an insurer in respect of a related segregated fund trust, and

(ii) under which the trader or dealer, corporation, trust or insurer, as the case may be, agrees to compute any taxable capital gain or allowable capital loss of the person referred to in clause (A) from the plan for each taxation year of such person in which the contract is in force;

"Indexing factor"

(g) "indexing factor" for a particular month means the quotient obtained when

disposition ou le rachat avait lieu à cette date,

ou tout autre montant qui peut être prescrit;

e) «titre indexé» désigne un titre admissible dont un contribuable est le véritable propriétaire dans le cadre d'un Régime et, lorsque le Régime est administré par un négociant ou un courtier en valeurs, détenu sous la garde d'un courtier ou d'un négociant en valeurs et enregistré au nom d'un courtier ou d'un négociant en valeurs ou d'une personne dénommée pour un négociant ou un courtier en valeurs;

f) «régime de placements en titres indexés» désigne un régime de placements en des titres admissibles dans le cadre du Régime, établi par un contrat écrit

(i) conclu entre

(A) une personne résidant au Canada qui est un particulier (autre qu'une fiducie) ou une fiducie (à l'exception d'une fiducie de fonds mutuels) dont chaque bénéficiaire est

(I) un particulier (autre qu'une fiducie) ou une personne décrite à l'alinéa 110(1)a, b) ou b.1) (à l'exception du contribuable visé à l'un de ces alinéas), ou

(II) une fiducie testamentaire créée au décès d'une personne qui était bénéficiaire de la fiducie et dont tous les bénéficiaires sont des personnes visées à la sous-disposition (I), et

(B) une personne résidant au Canada, ou le titulaire d'une licence d'exploitation d'entreprise au Canada, qui est un négociant ou un courtier en valeurs, une corporation de fonds mutuels, une fiducie de fonds mutuels ou un assureur relativement à une fiducie créée à l'égard du fonds réservé, et

(ii) aux termes duquel le négociant ou le courtier, la corporation, la fiducie ou l'assureur, selon le cas, convient de calculer tout gain en capital imposable

5 «titre indexé»

10

15

«régime de placements en titres indexés»

20

5

10

15

20

25

30

35

40

45

50

"Participant"

"Plan"

"Qualified security"

(i) the Consumer Price Index, as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, adjusted in the prescribed manner, for the month immediately preceding the particular month 5

is divided by

(ii) the Consumer Price Index, as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, 10 adjusted in the prescribed manner, for the month that is two months before the particular month,

and such quotient is rounded to the nearest one-hundred thousandth or, 15 where the quotient is equidistant from two one-hundred thousandths, to the larger thereof;

(h) "participant" under a Plan means any person who has entered into a contract described in paragraph (f) under which his taxable capital gain or allowable capital loss from the Plan will be computed for each taxation year in which the contract is in force or a spouse or trust who has acquired all the rights and assumed all the obligations of the person under the contract in circumstances described in subparagraph 70(5.4)(g)(ii); 20 30

(i) "Plan" means an indexed security investment plan;

(j) "qualified security", at any time, means,

(i) in relation to a Plan administered by a trader or dealer in securities, a security in respect of which there is at that time a subsisting certification by a prescribed stock exchange in Canada that the security is 35 40

(A) a share of a class of the capital stock of a corporation incorporated and having its head office in Canada, other than a corporation recognized as a mutual fund corporation by that stock exchange, in respect of which the following requirements are met, namely:

(I) the class to which the share belongs is listed, or is condition- 50

sable ou toute perte en capital déductible de la personne visée à la disposition (A) résultant du régime pour chaque année d'imposition de cette personne au cours de laquelle le contrat est en vigueur; 5

g) «facteur d'indexation» pour un mois donné désigne le quotient obtenu lorsque

«facteur d'indexation»

(i) l'indice des prix à la consommation, publié par Statistique Canada aux termes de la *Loi sur la statistique*, rajusté de la manière prescrite, pour le mois qui précède immédiatement le mois donné 10

est divisé par 15

(ii) l'indice des prix à la consommation, publié par Statistique Canada aux termes de la *Loi sur la statistique*, rajusté de la manière prescrite, pour le mois qui précède de deux mois le mois donné, 20

et ce quotient est arrêté au cent millième, le quotient qui a au moins cinq en sixième décimale étant arrondi au cent millième supérieur; 25

h) «participant» à un Régime désigne toute personne qui a conclu le contrat décrit à l'alinéa f), dans le cadre duquel son gain en capital imposable ou sa perte en capital déductible résultant du Régime sera calculée pour chaque année d'imposition au cours de laquelle le contrat est en vigueur, ou un conjoint ou une fiducie ayant acquis tous les droits et assumé toutes les obligations de cette personne dans le cadre du contrat en des circonstances énoncées au sous-alinéa 70(5.4)g)(ii); 30 35

«participant»

i) «Régime» désigne un régime de placements en titres indexés; 40

«Régime»

j) «titre admissible», à une date quelconque, désigne :

«titre admissible»

(i) relativement à un Régime administré par un négociant ou un courtier en valeurs, un titre dont est toujours valable à cette date la certification d'une bourse de valeurs prescrite au Canada à l'effet que le titre est

(A) une action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation 50

ally approved for listing, on that stock exchange,

(II) the amount that the owner of the share is entitled to receive on the dissolution, liquidation or winding-up of the corporation is not limited to a fixed or determinable amount, other than an amount determinable by reference to the entitlement of another share described in this clause on the dissolution, liquidation or winding-up of the corporation,

(III) there is no right, privilege, restriction or condition attaching to the share under the corporation's charter or any amendment thereto that

1. gives the owner of the share the right to cause it to be redeemed, acquired or cancelled by the corporation, in whole or in part, or to cause the paid-up capital of the share to be reduced,

2. limits the amount of the dividends that the corporation may declare or pay on the share, or that the owner thereof may receive thereon, to an amount not to exceed a fixed or determinable amount, other than an amount determinable by reference to a dividend payable on another share described in this clause,

constituée et ayant son siège social au Canada, autre qu'une corporation reconnue comme étant une corporation de fonds mutuels par cette bourse de valeurs, qui satisfait aux exigences suivantes :

(I) la catégorie à laquelle l'action appartient est cotée, ou est admise conditionnellement à la cote, à cette bourse de valeurs,

(II) le montant que le propriétaire de l'action a droit de recevoir, lors de la dissolution ou de la liquidation de la corporation, n'est pas limité à un montant établi ou déterminable, autre qu'un montant déterminable par rapport au droit d'une autre action décrite dans la présente disposition lors de la dissolution ou de la liquidation de la corporation,

(III) les droits, privilèges, restrictions et conditions se rapportant à l'action prévus dans le document de constitution de la corporation ou dans une modification de celui-ci :

1. ne confèrent pas au propriétaire de l'action le droit de faire en sorte qu'elle soit rachetée, acquise ou annulée par la corporation, en totalité ou en partie, ou de faire en sorte que le capital versé à l'égard de l'action soit réduit,

2. ne limitent pas le montant des dividendes que la corporation peut déclarer ou verser au titre de l'action, ou que son propriétaire peut recevoir au titre de celle-ci, à un montant ne devant pas être supérieur à un montant établi ou déterminable, autre qu'un montant déterminable par rapport au dividende payable au titre d'une autre action décrite à la présente disposition,

3. gives the owner of the share the right to convert it into, or exchange it for, another property, other than a share that is, or that if issued would be, described in this clause read without reference to subclause (I), or 5

4. gives the corporation the right without the consent of the beneficial owner of the share, or obligates the corporation, to redeem, acquire or cancel (other than a right or obligation to redeem, acquire or cancel for the purpose of keeping the total number of shares of the class to which the share belongs that is owned by a person or group of persons below a specific percentage of all shares of that class that have been issued) the share, in whole or in part, to reduce the corporation's paid-up capital in respect of the share or to convert the share into, or exchange the share for, another property, other than a share that is, or that if issued would be, described in this clause, and 20

(IV) the owners of all shares of the class have no right or obligation under a contract, in equity or otherwise, either immediately or in the future and either absolutely or contingently, to dispose of their shares to the corporation, a person not dealing at arm's length with the corporation or a partnership or trust of which the corporation or a person not dealing at arm's length with the corporation is a member or beneficiary, 45

(B) a right or warrant that is posted for trading, or that is conditionally approved for such posting,

3. ne confèrent pas au propriétaire de l'action le droit de la convertir en un autre bien (autre qu'une action qui est, ou qui le serait si elle était émise, décrite à la présente disposition interprétée sans la mention de la sous-disposition (I)) ni de l'échanger contre un tel bien, ou 10

4. ne confèrent pas à la corporation le droit — sans le consentement du véritable propriétaire de l'action — ou l'obligation de racheter, d'acquérir ou d'annuler (à l'exception d'un droit ou d'une obligation de racheter, d'acquérir ou d'annuler pour maintenir le nombre total d'actions d'une catégorie dont l'action fait partie, appartenant à une personne ou à un groupe de personnes, sous un pourcentage donné de toutes les actions de cette catégorie qui ont été émises) l'action, en totalité ou en partie, de réduire son capital versé au titre de l'action ou de la convertir en un autre bien — autre qu'une action qui est, ou qui le serait si elle était émise, décrite à la présente disposition — ni de l'échanger contre un tel bien, et 35

(IV) les propriétaires de toutes les actions de la catégorie n'ont, en vertu d'un contrat, en *equity* ou autrement, aucun droit ni obligation immédiats ou éventuels et avec ou sans réserve de disposer de leurs actions en faveur de la corporation, d'une personne ou d'une société ou d'une fiducie dont la corporation, ou une personne qui a un lien de dépendance avec la corporation, est membre ou bénéficiaire, 45

(B) un droit ou un bon de souscription qui est offert à la négociation, ou qui est conditionnellement offert 50

on that stock exchange and that grants the owner thereof the right to acquire a determinable number of shares described in clause (A) at a determinable price, or 5
 (C) a put or call option in respect of a share described in clause (A) that is traded on that stock exchange, 10
 unless the security is at that time 10
 (D) a prescribed security,
 (E) a share of the capital stock of a corporation in respect of which 25% or more of the issued shares of any class thereof are owned by the tax- 15
 payer who is the participant under the Plan, by any one or more persons with whom the taxpayer does not deal at arm's length or by the taxpayer and any one or more such 20
 persons,
 (F) a share of the capital stock of a corporation that is prescribed to be an investment corporation,
 (G) a right, warrant or call option 25
 that, if exercised, would allow the taxpayer who is the participant under the Plan to acquire securities outside the Plan, or
 (H) a put option in respect of 30
 shares not owned under the Plan, other than any such shares that would be required to be acquired under the Plan on the exercise of a put option written under the Plan 35
 that together with the option is recognized as a spread position by a prescribed stock exchange in Canada, and
 (ii) in relation to a Plan administered 40
 by a mutual fund corporation or mutual fund trust or by an insurer in respect of a related segregated fund trust, a share of the capital stock of the mutual fund corporation, a unit of 45
 the mutual fund trust or an interest in the related segregated fund trust, other than a prescribed share, unit or interest;
 (k) "specified adjustment factor" for a 50
 taxation year in respect of a Plan means

à la négociation, à cette bourse de valeurs, qui confère à son propriétaire le droit d'acquérir un nombre déterminable d'actions décrites à la disposition (A) à un prix détermi- 5
 nable, ou
 (C) une option de vente ou d'achat relative à une action visée à la disposition (A) qui est négociée à cette bourse de valeurs, 10
 sauf si le titre est, à cette date,
 (D) un titre prescrit,
 (E) une action du capital-actions d'une corporation dont une fraction de 25% ou plus des actions émises 15
 de toute catégorie de celui-ci appartient au contribuable qui participe au Régime, à une ou plusieurs personnes avec qui le contribuable a un lien de dépendance ou au contri- 20
 buable et à une ou plusieurs de ces personnes, ou
 (F) une action du capital-actions d'une corporation qui est prescrite comme étant une corporation de 25
 placements,
 (G) un droit, un bon de souscription ou une option d'achat qui, si exercés, permettraient au contribuable participant à un Régime 30
 d'acquérir des titres hors du cadre du Régime, ou
 (H) une option de vente relative à des actions qui ne font pas l'objet de propriété dans le cadre du 35
 Régime, à l'exception de celles qui doivent être acquises dans le cadre du Régime dans l'exercice d'une option de vente dans le cadre du Régime qui, avec l'option, est 40
 reconnue comme étant une position mixte par une bourse de valeurs prescrite au Canada, et
 (ii) relativement à un Régime administré par une corporation de fonds 45
 mutuels ou une fiducie de fonds mutuels ou un assureur relativement à une fiducie créée à l'égard du fonds réservé, une action du capital-actions de la corporation de fonds mutuels, 50
 une unité de la fiducie de fonds mutuels ou une participation dans la

- (i) where the Plan is administered by a trader or dealer in securities, nil, and
- (ii) where the Plan is administered by a mutual fund corporation, a mutual fund trust or an insurer, the amount, if any, obtained when .100 is subtracted from the quotient obtained when

(A) the aggregate of

(I) the total of all amounts that are obtained by determining, for each month in the year, the fair market value of all property, other than securities described in subparagraph (j)(i), owned by the administrator in respect of the Plan at the end of a day (to be selected by the administrator) of the month after the twenty-third day thereof, and

(II) the total of all amounts that are obtained by determining, for each month in the year, the fair market value of all property, other than securities described in subparagraph (j)(i), owned by the administrator in respect of the Plan at the end of a day (to be selected by the administrator) between the tenth and twentieth days of the month

is divided by

(B) the aggregate of

(I) the total of all amounts that are obtained by determining, for each month in the year, the fair market value of all property owned by the administrator in respect of the Plan at the end of such day of that month as was used in computing the fair market value for that month for the purposes of subclause (A)(I), and

(II) the total of all amounts that are obtained by determining, for each month in the year, the fair market value of all property owned by the administrator in respect of the Plan at the end of such day in the month as was

fiducie créée à l'égard du fonds réservé, à l'exception d'une action, d'une unité ou d'un droit prescrits;

k) «facteur de rajustement désigné» pour une année d'imposition dans le cadre d'un Régime désigné,

(i) lorsque le Régime est administré par un négociant ou un courtier en valeurs, zéro, et

(ii) lorsque le Régime est administré par une corporation de fonds mutuels, une fiducie de fonds mutuels ou un assureur, le montant éventuel obtenu de la soustraction de ,100 du quotient obtenu lorsque

(A) le total

(I) du total de tous les montants qui sont obtenus en déterminant, pour chaque mois de l'année, la juste valeur marchande de tous les biens, autres que les titres décrits au sous-alinéa j)(i), qui appartiennent à l'administrateur dans le cadre du Régime à la fin d'un jour (que l'administrateur doit choisir) du mois postérieur au vingt-troisième jour, et

(II) du total des montants qui sont obtenus en déterminant, pour chaque mois de l'année, la juste valeur marchande de tous les biens, autres que les titres décrits au sous-alinéa j)(i), qui appartiennent à l'administrateur dans le cadre du Régime à la fin d'un jour (que l'administrateur doit choisir) situé entre le dixième et le vingtième jour du mois

est divisé par

(B) le total

(I) du total des montants qui sont obtenus en déterminant, pour chaque mois de l'année, la juste valeur marchande de tous les biens qui appartiennent à l'administrateur dans le cadre du Régime à la fin du jour du mois qui a servi au calcul de la juste valeur marchande pour ce mois

«facteur de rajustement désigné»

"Trader or
dealer in
securities"

used in computing the fair market value for that month for the purposes of subclause (A)(II),

except that where the amount thus obtained is .400 or greater, it shall be deemed to be 1; and

(I) "trader or dealer in securities" means a person

(i) who is registered or licensed under the laws of a province to trade in securities and who is a member of a prescribed contingency fund,

(ii) that is

(A) a bank to which the *Bank Act* or the *Quebec Savings Banks Act* applies,

(B) a corporation licensed or otherwise authorized under the laws of Canada or a province to carry on in Canada the business of offering to the public its services as trustee, or

(C) a credit union,

and that purchases or sells, through a person described in subparagraph (i), securities as agent for other persons, or

(iii) who is a prescribed person.

Acquisitions
and dispositions
under a Plan

(2) Where, in any month, a taxpayer who is a participant under a Plan owns a security that is a qualified security in relation to the Plan and that is, or would but for this section and subparagraph 39(1)(a)(v) be, a capital property of the taxpayer, the following rules apply:

(a) where

dans l'application de la sous-disposition (A)(I), et

(II) du total de tous les montants qui sont obtenus en déterminant, pour chaque mois de l'année, la juste valeur marchande de tous les biens qui appartiennent à l'administrateur dans le cadre du Régime à la fin du jour du mois qui a servi au calcul de la juste valeur marchande pour ce mois dans l'application de la sous-disposition (A)(II),

sauf que, lorsque le montant obtenu ainsi est de ,400, il est réputé égal à 1; 15 et

I) «négociant ou courtier en valeurs» désigne une personne

«négociant ou
courtier en
valeurs»

(i) qui est enregistrée ou qui détient un permis en vertu des lois d'une province l'autorisant à faire le commerce de valeurs ou de titres et qui est membre d'un fonds de prévoyance prescrit,

(ii) qui est

(A) une banque à laquelle s'applique la *Loi sur les banques* ou la *Loi sur les banques d'épargne de Québec*,

(B) une corporation qui détient un permis ou une autre forme d'autorisation prévue par les lois du Canada ou d'une province lui permettant d'exploiter au Canada une entreprise offrant au public ses services comme fiduciaire, ou

(C) une caisse de crédit,

et qui achète ou vend des titres comme mandataire par l'entremise d'une personne décrite au sous-alinéa 40

(i), ou

(iii) qui est une personne prescrite.

(2) Lorsque, au cours d'un mois quelconque, un contribuable participant à un Régime est propriétaire d'un titre qui est un titre admissible dans le cadre du Régime et qui est, ou serait si ce n'était du présent article et du sous-alinéa 39(1)(a)(v), un bien en immobilisations du contribuable, les règles suivantes s'appliquent :

Acquisitions et
dispositions
dans le cadre
d'un Régime

- (i) the security was acquired or disposed of by the taxpayer at any time in the month,
- (ii) the administrator of the Plan treats the acquisition or disposition as having taken place under the Plan, and 5
- (iii) the taxpayer does not notify the administrator of the Plan in writing within 21 days after the end of the month that the security was not acquired or disposed of under the Plan, 10

the security shall be deemed to have been acquired or disposed of under the Plan; 15

(b) where

- (i) the security was acquired or disposed of by the taxpayer at any time in the month, 20
- (ii) the administrator of the Plan does not treat the acquisition or disposition as having taken place under the Plan, and
- (iii) the taxpayer notifies the administrator of the Plan in writing within 21 days after the end of the month that the security was acquired or disposed of under the Plan, 25

the security shall be deemed to have been acquired or disposed of under the Plan; and 30

(c) where the security was not acquired under the Plan by the taxpayer and the taxpayer notifies the administrator of the Plan in writing at any time that the security is to be transferred to the Plan, the security shall be deemed to have been disposed of immediately before that time by the taxpayer for proceeds of disposition equal to its fair market value at that time and shall be deemed to have been reacquired under the Plan by the taxpayer immediately after that time at a cost equal to that fair market value. 45

a) lorsque

- (i) le titre a été acquis par le contribuable, ou que celui-ci en a disposé, à une date quelconque du mois,
- (ii) l'administrateur du Régime agit comme si l'acquisition ou la disposition avait eu lieu dans le cadre du Régime, et 5
- (iii) le contribuable n'avise pas par écrit, dans les 21 jours suivant la fin du mois, l'administrateur du Régime que le titre n'a pas été acquis ou n'a pas fait l'objet d'une disposition dans le cadre du Régime, 10

le titre est réputé avoir été acquis ou avoir fait l'objet d'une disposition dans le cadre du Régime; 15

b) lorsque

- (i) le titre a été acquis par le contribuable, ou que celui-ci en a disposé, à une date quelconque du mois, 20
- (ii) l'administrateur du Régime n'agit pas comme si l'acquisition ou la disposition avait eu lieu dans le cadre du Régime, et 25
- (iii) le contribuable avise par écrit, dans les 21 jours suivant la fin du mois, l'administrateur du Régime que le titre a été acquis ou a fait l'objet d'une disposition dans le cadre du Régime, 30

le titre est réputé avoir été acquis ou avoir fait l'objet d'une disposition dans le cadre du Régime; et

c) lorsque le titre n'a pas été acquis par le contribuable dans le cadre du Régime et que celui-ci avise par écrit l'administrateur du Régime, à une date quelconque, que le titre doit être transféré au Régime, le titre est réputé avoir fait l'objet d'une disposition par le contribuable immédiatement avant cette date pour un produit de disposition égal à sa juste valeur marchande à cette date et est réputé avoir été acquis de nouveau par le contribuable dans le cadre du Régime immédiatement après cette date à un prix égal à cette juste valeur marchande. 45

Indexing base
at beginning of
year

(3) For the purposes of subsection (4), where a taxpayer is a participant under a Plan at the beginning of a taxation year, the indexing base of the Plan at that time is

(a) where the taxpayer had a gain from the Plan for the preceding taxation year, the amount, if any, by which

(i) the amount, if any, by which

(A) the fair market value of all indexed securities owned by the taxpayer under the Plan at the end of the preceding taxation year exceeds

(B) the total of all amounts that are obtained by determining, for each put or call option referred to in clause (4)(a)(iv)(B) or (C) outstanding under the Plan at the end of the preceding taxation year, the amount that the taxpayer would have had to pay at that time to close out that option on a prescribed stock exchange in Canada

exceeds

(ii) the amount, if any, by which the taxpayer's gain from the Plan for the preceding taxation year exceeds the taxpayer's capital gain from the Plan for the preceding taxation year; and

(b) in any other case, the aggregate of

(i) the amount referred to in subparagraph (a)(i), and

(ii) the amount, if any, by which the taxpayer's loss from the Plan for the preceding taxation year exceeds the taxpayer's capital loss from the Plan for the preceding taxation year.

(4) For the purposes of this subsection and subsections (5) and (24), where a taxpayer is a participant under a Plan in any month in a taxation year,

(a) the indexing base of the Plan at the end of the month is the amount, if any, by which the aggregate of

(3) Pour l'application du paragraphe (4), la base d'indexation pour un contribuable, au début d'une année d'imposition, relativement à un Régime auquel il participe correspond,

a) lorsque le contribuable a réalisé un gain provenant du Régime pour l'année d'imposition précédente, à l'excédent éventuel

(i) de l'excédent éventuel

(A) de la juste valeur marchande de tous les titres indexés appartenant au contribuable dans le cadre du Régime à la fin de l'année d'imposition précédente

sur

(B) le total des montants qui sont obtenus en déterminant, pour les options de vente ou d'achat visées à la disposition (4)a)(iv)(B) ou (C) en cours dans le cadre du Régime à la fin de l'année d'imposition précédente, le montant que le contribuable aurait eu à payer à cette date pour liquider ces options à une bourse de valeurs prescrite au Canada

sur

(ii) l'excédent éventuel du gain du contribuable tiré du Régime pour l'année d'imposition précédente sur le gain en capital du contribuable provenant du Régime pour l'année d'imposition précédente; et

b) dans tout autre cas, au total

(i) du montant visé au sous-alinéa a)(i), et

(ii) de l'excédent éventuel de la perte du contribuable résultant du Régime pour l'année d'imposition précédente 40 sur la perte en capital du contribuable résultant du Régime pour l'année d'imposition précédente.

(4) Pour l'application du présent paragraphe et des paragraphes (5) et (24), lorsque le contribuable participe à un Régime au cours d'un mois d'une année d'imposition,

Base d'indexa-
tion au début
de l'année

Indexing base
at end of a
month and
indexed gain
amount for a
month

Base d'indexa-
tion à la fin
d'un mois et
montant du
gain indexé

- (i) the product obtained when the indexing factor for the month is multiplied by
- (A) where the month is the first month in the year, the indexing base of the Plan at the beginning of the year, and
- (B) in any other case, the indexing base of the Plan at the end of the preceding month,
- (ii) the total of all amounts that are obtained by determining, for each indexed security acquired under the Plan by the taxpayer in the month, the cost of the security, and
- (iii) the total of all amounts that are obtained by determining, for each put or call option referred to in clause (iv)(B) or (C) that was closed out under the Plan in the month, the cost of closing out that option,
- exceeds the aggregate of
- (iv) the total of all amounts that are obtained by determining, for
- (A) each indexed security owned by the taxpayer under the Plan that was disposed of in the month,
- (B) each call option written under the Plan in the month on a prescribed stock exchange in Canada in respect of a security
- (I) that is an indexed security owned by the taxpayer under the Plan,
- (II) that the taxpayer will acquire under the Plan if he exercises a call option owned under the Plan that, together with the call option written under the Plan, is recognized as a spread position by a prescribed stock exchange in Canada, or
- (III) that the taxpayer will acquire under the Plan if he exercises a right or warrant owned under the Plan that does not expire at a time prior to the time at which the call option written under the Plan expires, and
- (C) each put option written under the Plan in the month on a pre-
- a) la base d'indexation du Régime à la fin du mois est l'excédent éventuel du total
- (i) du produit obtenu lorsque le facteur d'indexation pour le mois est multiplié par,
- (A) lorsque le mois est le premier de l'année, la base d'indexation du Régime au début de l'année, ou
- (B) dans tout autre cas, la base d'indexation du Régime à la fin du mois précédent,
- (ii) la somme des montants qui sont obtenus en déterminant, pour chaque titre indexé que le contribuable acquiert dans le cadre du Régime au cours du mois, le prix du titre, et
- (iii) la somme des montants qui sont obtenus en déterminant, pour les options de vente et d'achat visées à la 20 disposition (iv)(A) ou (B) qui ont été exercées dans le cadre du Régime au cours du mois, les frais encourus pour exercer ces options,
- sur le total
- (iv) de la somme des montants obtenus en déterminant, pour
- (A) chaque titre indexé, appartenant au contribuable dans le cadre du Régime, dont il a été disposé au cours du mois,
- (B) chaque option d'achat convertie au Régime au cours du mois à une bourse de valeurs prescrite au Canada relativement à un titre
- (I) qui est un titre indexé appartenant au contribuable dans le cadre du Régime,
- (II) que le contribuable acquerra dans le cadre du Régime s'il exerce une option d'achat faisant l'objet de propriété dans le cadre du Régime, avec l'option d'achat convertie au Régime, effectuant ainsi une opération reconnue comme étant une position mixte par une bourse de valeurs prescrite au Canada, ou
- (III) que le contribuable acquerra dans le cadre du Régime s'il exerce un droit ou un bon de

scribed stock exchange in Canada in respect of a security that is a qualified security in relation to the Plan and that the taxpayer will acquire under the Plan if exercised, 5
the amount, if any, by which the proceeds to the taxpayer from such disposition or writing exceed such of any outlays and expenses with respect to the disposition or writing as were 10
made or incurred by the taxpayer for the purpose of making the disposition or writing, and

(v) the amount, if any, by which
(A) the total of all amounts that 15
are obtained by determining, for each preceding month in the year, the indexed gain amount, if any, of the taxpayer from the Plan for that preceding month 20

exceeds
(B) where any portion of an indexed gain amount of the taxpayer from the Plan for a preceding month in the year had the effect of 25
reducing to a lesser amount the amount that would otherwise have been the indexing base of the Plan at the end of any month following (and in the same year as) the 30
preceding month, the total of all such portions that had that effect; and

(b) the indexed gain amount of the taxpayer for the month from the Plan is the 35
amount, if any, by which the total determined under subparagraph (a)(iv) exceeds the aggregate of the product determined under subparagraph (a)(i) and the totals determined under sub- 40
paragraphs (a)(ii) and (iii).

(5) For the purposes of subsection (7), where a taxpayer is a participant under a Plan in a taxation year,

(a) the indexed gain of the taxpayer for 45
the year from the Plan is the aggregate of

souscription faisant l'objet de propriété dans le cadre du Régime et qui ne prend pas fin avant que ne prenne fin l'option d'achat convertie au Régime, et 5
(C) chaque option de vente, convertie au Régime au cours du mois, à une bourse de valeurs prescrite au Canada relative à un titre qui est admissible dans le cadre du Régime 10
et que le contribuable acquérera dans ce cadre si l'option est exercée, la somme éventuelle de l'excédent du produit tiré par le contribuable de cette disposition ou vente sur les 15
débours et dépenses relatifs à la disposition ou à la vente qui ont été faits ou supportés par le contribuable pour effectuer la disposition ou la vente, et

(v) de l'excédent éventuel de 20
(A) la somme des montants qui sont obtenus en déterminant, pour chaque mois antérieur de l'année, le montant du gain indexé éventuel du contribuable provenant du Régime 25
pour ce mois

sur,

(B) lorsqu'une fraction d'un montant de gain indexé du contribuable provenant du Régime pour un mois 30
antérieur de l'année a eu pour effet de réduire le montant, qui aurait par ailleurs été la base d'indexation du Régime à la fin d'un mois de la même année suivant le mois anté- 35
rieur, le total de toutes les fractions qui ont eu cet effet; et

b) le montant du gain indexé du contribuable pour le mois provenant du Régime est l'excédent éventuel de la 40
somme déterminée en vertu du sous-alinéa a)(iv) sur le total du produit déterminé en vertu du sous-alinéa a)(i) et de la somme déterminée en vertu des sous-alinéas a)(ii) et (iii). 45

(5) Pour l'application du paragraphe (7), lorsqu'un contribuable participe à un Régime dans une année d'imposition,

a) le gain indexé du contribuable pour l'année provenant du Régime est le total 50
(i) de l'excédent éventuel

- (i) the amount, if any, by which
 (A) the total of all amounts that are obtained by determining, for each month in the year, the indexed gain amount of the taxpayer from the Plan for the month exceeds 5
 (B) where any portion of an indexed gain amount of the taxpayer from the Plan for a month in the year had the effect of reducing to a lesser amount the amount that would otherwise have been the indexing base of the Plan at the end of any month following (and in the same year as) that month, the total of all such portions that had that effect, and 15
- (ii) the amount, if any, by which
 (A) the amount, if any, by which exceeds 20
 (I) the fair market value of all indexed securities owned by the taxpayer under the Plan at the end of the year 25
 (II) the indexing base of the Plan at the end of the last month in the year exceeds
 (B) the total of all amounts that are obtained by determining, for each put or call option referred to in clause (4)(a)(iv)(B) or (C) outstanding under the Plan at the end of the year, the amount that the taxpayer would have to pay at that time to close out that option on a prescribed stock exchange in Canada; and 35
- (b) where the gain described in paragraph (a) is nil, the indexed loss of the taxpayer for the year from the Plan is the amount, if any, by which
 (i) the indexing base described in subclause (a)(ii)(A)(II) exceeds 45
 (ii) the amount, if any, by which
 (A) the fair market value described in subclause (a)(ii)(A)(I) exceeds 50
- (A) du total des montants qui sont obtenus en déterminant, pour chaque mois de l'année, le montant du gain indexé du contribuable provenant du Régime pour le mois sur, 5
 (B) lorsqu'une fraction d'un montant de gain indexé du contribuable provenant du Régime pour un mois de l'année a eu pour effet de réduire le montant, qui aurait par ailleurs été la base d'indexation du Régime à la fin d'un mois de la même année suivant ce mois, le total de toutes les fractions qui ont eu cet effet, et 15
- (ii) de l'excédent éventuel
 (A) de l'excédent éventuel
 (I) de la juste valeur marchande de tous les titres indexés appartenant au contribuable dans le cadre du Régime à la fin de l'année sur 20
 (II) la base d'indexation du Régime à la fin du dernier mois de l'année 25
- sur
 (B) le total des montants obtenus en déterminant, pour les options d'achat ou de vente visées à la disposition (4)a)(iv)(B) ou (C) en cours dans le cadre du Régime à la fin de l'année, le montant que le contribuable aurait à payer à ce moment pour exercer ces options à une bourse de valeurs prescrite au Canada; et 35
- b) lorsque le gain visé à l'alinéa a) est nul, la perte indexée du contribuable résultant du Régime pour l'année est l'excédent éventuel 40
 (i) de la base d'indexation visée à la sous-disposition a)(ii)(A)(II) sur 45
 (ii) l'excédent éventuel
 (A) de la juste valeur marchande visée à la sous-disposition a)(ii)(A)(I) sur 50

	(B) the total described in clause (a)(ii)(B).	(B) le total visé à la disposition a)(ii)(B).	
Unindexed gain or loss	<p>(6) For the purposes of subsection (7),</p> <p>(a) a taxpayer's unindexed gain for a taxation year from a Plan is the amount that would be determined under paragraph (5)(a) to be the indexed gain of the taxpayer for the year from the Plan if the indexing factor for each month in the year were one; and</p> <p>(b) a taxpayer's unindexed loss for a taxation year from a Plan is the amount that would be determined under paragraph (5)(b) to be the indexed loss of the taxpayer for the year from the Plan if the indexing factor for each month in the year were one.</p>	<p>(6) Pour l'application du paragraphe (7),</p> <p>a) le gain non indexé d'un contribuable pour une année d'imposition provenant d'un Régime est le montant qui serait déterminé en vertu de l'alinéa (5)a) comme le gain indexé du contribuable pour l'année provenant du Régime si le facteur d'indexation pour chaque mois de l'année était égal à un; et</p> <p>b) la perte non indexée d'un contribuable pour une année d'imposition résultant d'un Régime est le montant qui serait déterminé en vertu de l'alinéa (5)b) comme la perte indexée du contribuable pour l'année résultant du Régime si le facteur d'indexation pour chaque mois de l'année était égal à un.</p>	Gain ou perte non indexée
Gain or loss	<p>(7) For the purposes of subsections (3), (9), (10), (24), 70(5.4), 104(5.1) and 128(2),</p> <p>(a) the gain of a taxpayer for a taxation year from a Plan is</p> <p>(i) where the taxpayer had an indexed gain and an unindexed gain for the year from the Plan, the aggregate of</p> <p>(A) the indexed gain of the taxpayer for the year from the Plan, and</p> <p>(B) the product obtained when the specified adjustment factor of the taxpayer for the year in respect of the Plan is multiplied by the amount, if any, by which</p> <p>(I) the unindexed gain of the taxpayer for the year from the Plan exceeds</p> <p>(II) the indexed gain of the taxpayer for the year from the Plan, and</p> <p>(ii) where the taxpayer had an indexed loss and an unindexed gain for the year from the Plan, the amount, if any, by which</p> <p>(A) the product obtained when the specified adjustment factor of the taxpayer for the year in respect of the Plan is multiplied by the aggregate of</p>	<p>(7) Pour l'application des paragraphes (3), (9), (10), (24), 70(5.4), 104(5.1) et 128(2),</p> <p>a) le gain d'un contribuable pour l'année d'imposition provenant d'un Régime est,</p> <p>(i) lorsque le contribuable a tiré un gain indexé et un gain non indexé du Régime pour l'année, le total</p> <p>(A) du gain indexé du contribuable pour l'année provenant du Régime, et</p> <p>(B) du produit de la multiplication du facteur de rajustement désigné du contribuable pour l'année à l'égard du Régime et de l'excédent éventuel</p> <p>(I) du gain non indexé du contribuable provenant du Régime pour l'année</p> <p>sur</p> <p>(II) le gain indexé du contribuable provenant du Régime pour l'année, et</p> <p>(ii) lorsque le contribuable a subi une perte indexée et un gain non indexé résultant du Régime pour l'année, l'excédent éventuel</p> <p>(A) du produit de la multiplication du facteur de rajustement désigné</p>	Gain ou perte

(I) the indexed loss of the taxpayer for the year from the Plan, and		du contribuable pour l'année à l'égard du Régime par le total	
(II) the unindexed gain of the taxpayer for the year from the Plan	5	(I) de la perte indexée du contribuable résultant du Régime pour l'année, et	5
exceeds		(II) du gain non indexé du contribuable provenant du Régime pour l'année;	
(B) the indexed loss of the taxpayer for the year from the Plan; and		sur	
(b) the loss of a taxpayer for a taxation year from a Plan is	10	(B) la perte indexée du contribuable résultant du Régime pour l'année; et	10
(i) where the taxpayer had an indexed loss and an unindexed loss for the year from the Plan, the amount, if any, by which	15	b) la perte d'un contribuable résultant d'un Régime pour une année d'imposition est,	15
(A) the indexed loss of the taxpayer for the year from the Plan exceeds		(i) lorsque le contribuable a subi une perte indexée et une perte non indexée pour l'année résultant du Régime, l'excédent éventuel	
(B) the product obtained when the specified adjustment factor of the taxpayer for the year in respect of the Plan is multiplied by the amount, if any, by which	20	(A) de la perte indexée du contribuable résultant du Régime pour l'année	20
(I) the indexed loss of the taxpayer for the year from the Plan exceeds	25	sur	
(II) the unindexed loss of the taxpayer for the year from the Plan, and		(B) le produit de la multiplication du facteur de rajustement désigné du contribuable pour l'année à l'égard du Régime par l'excédent éventuel	
(ii) where the taxpayer had an indexed loss and an unindexed gain for the year from the Plan, the amount, if any, by which	30	(I) de la perte indexée du contribuable résultant du Régime pour l'année	30
(A) the indexed loss of the taxpayer for the year from the Plan exceeds	35	sur	
(B) the amount determined under clause (a)(ii)(A).		(II) la perte non indexée du contribuable résultant du Régime pour l'année, et	35
		(ii) lorsque le contribuable a subi une perte indexée et réalisé un gain non indexé pour l'année résultant du Régime, l'excédent éventuel	
		(A) de la perte indexée du contribuable résultant du Régime pour l'année	40
		sur	
		(B) le montant établi en vertu de la disposition a)(ii)(A).	45
(8) Where in a taxation year a taxpayer is a participant under a Plan and the Consumer Price Index, as published by Statistics Canada under the authority of the <i>Statistics Act</i> , for the month immediately preceding the last month of the year or,	40	(8) Lorsque, au cours d'une année d'imposition, un contribuable participe à un Régime et que l'indice des prix à la consommation, publié par Statistique Canada aux termes de la <i>Loi sur la statistique</i> pour le mois qui précède immédiatement le	50

Where
Consumer Price
Index declines

Cas de
diminution de
l'indice des prix
à la consommation

where the taxpayer ceased to be a participant under the Plan in the year, the month immediately preceding the month in which he so ceased is less than the Consumer Price Index so published for the month two months preceding the first month of the year or, where the taxpayer commenced to be a participant under the Plan in the year, the month immediately preceding the month in which he so commenced, subsection (7) shall, for the purpose of determining any gain or loss of the taxpayer for the year from the Plan, be read as if any reference therein to

- (a) "indexed gain" were a reference to "unindexed gain";
- (b) "unindexed gain" were a reference to "indexed gain";
- (c) "indexed loss" were a reference to "unindexed loss";
- (d) "unindexed loss" were a reference to "indexed loss"; and
- (e) "the specified adjustment factor" were a reference to "one minus the specified adjustment factor".

Capital gain or
loss

(9) Where a taxpayer is a participant under a Plan in a taxation year,

- (a) the taxpayer's capital gain for the year from the Plan is the greater of
 - (i) 1/4 of the gain of the taxpayer for the year from the Plan, and
 - (ii) the amount, if any, by which
 - (A) the gain of the taxpayer for the year from the Plan exceeds
 - (B) the amount, if any, by which
 - (I) the fair market value of all indexed securities owned by the taxpayer under the Plan at the end of the year exceeds
 - (II) the total of all amounts that are obtained by determining, for each put or call option referred to in clause (4)(a)(iv)(B) or (C) outstanding under the Plan at the end of the year, the amount that the taxpayer would have to pay at that time to close out that

dernier mois de l'année ou, lorsque le contribuable a cessé de participer au Régime dans l'année, le mois qui précède celui de la cessation, est inférieur à l'indice des prix à la consommation publié ainsi pour le mois qui précède de deux mois le premier mois de l'année ou, lorsque le contribuable a commencé à participer au Régime dans l'année, le mois qui précède celui du commencement, le paragraphe (7) est, aux fins d'établir le gain ou la perte du contribuable pour l'année provenant du Régime, interprété comme si la mention

- a) d'un «gain indexé» était celle d'un «gain non indexé»;
- b) d'un «gain non indexé» était celle d'un «gain indexé»;
- c) d'une «perte indexée» était celle d'une «perte non indexée»;
- d) d'une «perte non indexée» était celle d'une «perte indexée»; et
- e) du «facteur de rajustement désigné» était celle de «un moins le facteur de rajustement désigné».

(9) Lorsqu'un contribuable participe à un Régime dans une année d'imposition,

- a) le gain en capital du contribuable provenant du Régime pour l'année est le plus élevé des montants suivants :
 - (i) 1/4 de son gain provenant du Régime pour l'année, ou
 - (ii) l'excédent éventuel
 - (A) de son gain provenant du Régime sur
 - (B) l'excédent éventuel
 - (I) de la juste valeur marchande de tous les titres indexés lui appartenant dans le cadre du Régime à la fin de l'année sur
 - (II) le total des montants obtenus en déterminant, pour les options d'achat ou de vente visées à la disposition (4)a)(iv)(B) ou (C) en cours dans le cadre du Régime à la fin de l'année, le montant qu'il aurait payé à ce moment

Gain ou perte
en capital

Termination of
a Plan

option on a prescribed stock exchange in Canada; and

(b) the taxpayer's capital loss for the year from the Plan is 1/4 of the loss of the taxpayer for the year from the Plan. 5

(10) Where at any particular time in a taxation year a Plan under which a taxpayer is the participant is terminated, the following rules apply:

(a) the taxpayer's indexed gain or loss, 10 as the case may be, for the year from the Plan and unindexed gain or loss, as the case may be, for the year from the Plan shall be computed as if the year ended at the end of the month in which 15 the Plan was terminated;

(b) each indexed security owned under the Plan by the taxpayer immediately before the particular time shall be deemed to have been disposed of under 20 the Plan at that time for proceeds of disposition equal to the fair market value of the security at that time;

(c) each security deemed to have been disposed of by virtue of paragraph (b) 25 shall be deemed to be reacquired outside the Plan by the taxpayer immediately after the particular time at a cost equal to the amount for which it was so deemed to have been disposed of; 30

(d) each put or call option referred to in clause (4)(a)(iv)(B) or (C) outstanding under the Plan immediately before the particular time shall be deemed to have been closed out under the Plan at that 35 time at a cost equal to the amount the taxpayer would have had to pay at that time if he had actually closed out the option on a prescribed stock exchange in Canada; 40

(e) each put or call option deemed to have been closed out by virtue of paragraph (d) shall be deemed to be written outside the Plan by the taxpayer immediately after the particular time 45 for proceeds equal to the amount at which the option was so deemed to have been closed out; and

pour exercer ces options à une bourse de valeurs prescrite au Canada; et

b) la perte en capital du contribuable pour l'année résultant d'un Régime est 5 égale à 1/4 de sa perte résultant du Régime pour l'année.

(10) Lorsque, à une date donnée d'une année d'imposition, il est mis fin au Régime auquel participe un contribuable, 10 les règles suivantes s'appliquent :

a) les pertes ou gains indexés du contribuable, selon le cas, résultant du Régime pour l'année et les pertes ou gains non indexés, selon le cas, résultant 15 du Régime pour l'année sont calculés comme si l'année se terminait à la fin du mois au cours duquel le Régime prend fin;

b) les titres indexés appartenant au con- 20 tribuable dans le cadre du Régime, immédiatement avant la date donnée, sont réputés avoir fait l'objet d'une disposition, à cette date, dans le cadre du Régime pour un produit égal à leur juste 25 valeur marchande à cette date;

c) les titres qui sont réputés avoir fait l'objet d'une disposition, en application de l'alinéa b), sont réputés avoir été acquis de nouveau par le contribuable 30 hors du cadre du Régime, immédiatement après la date donnée, à un prix égal au montant auquel ils sont réputés avoir fait l'objet de cette disposition;

d) les options d'achat ou de vente visées 35 à la disposition (4)a)(iv)(B) ou (C) en cours dans le cadre du Régime, immédiatement avant la date donnée, sont réputées avoir été exercées dans le cadre du Régime à un prix correspondant au 40 montant que le contribuable aurait eu à payer à cette date s'il avait exercé les options à une bourse de valeurs prescrite au Canada;

e) les options d'achat ou de vente répu- 45 tées avoir été exercées, en application de l'alinéa d), sont réputées vendues hors du cadre du Régime par le contribuable immédiatement après la date donnée en contrepartie d'un produit égal au mon- 50

Résiliation du
Régime

(f) where the taxpayer had a loss for the year from the Plan, the taxpayer shall, notwithstanding subsection (9), be deemed to have a capital loss from the Plan for the year and each of the four subsequent taxation years equal to 1/5 of the taxpayer's loss for the year from the Plan.

Deemed
termination of a
Plan

(11) Where

(a) a taxpayer who was a participant under a Plan at the end of a taxation year had a loss for the year from the Plan of less than \$2,500 and did not own any indexed securities under the Plan at the end of the year or have any obligations in respect of options referred to in clause (4)(a)(iv)(B) or (C) outstanding under the Plan at the end of the year,

(b) at any particular time in a taxation year a trust that is a participant under a Plan ceases to be a trust described in clause (1)(f)(i)(A), or

(c) at any particular time in a taxation year a taxpayer who is a participant under a Plan writes a call option under the Plan in respect of an indexed security and the option is not written on a prescribed stock exchange in Canada, the Plan shall be deemed to be terminated at the end of the year or at the particular time, as the case may be.

Termination of
a trust

(12) Where paragraph (10)(f) is applicable in a taxation year to a trust in respect of a Plan and at any time in that year the trust is terminated, the trust shall, notwithstanding that paragraph, be deemed to have a capital loss from the Plan for that year equal to the aggregate of all amounts that are obtained by determining every amount that, but for the termination of the trust, would have been a capital loss of the trust from the Plan for that year or any subsequent taxation year.

tant auquel les options sont réputées avoir été exercées; et

f) lorsque le contribuable a subi une perte dans l'année résultant du Régime, il est, nonobstant le paragraphe (9), réputé avoir subi une perte en capital résultant du Régime pour l'année et pour chacune des quatre années d'imposition subséquentes égale à 1/5 de la perte du contribuable résultant du Régime pour l'année.

(11) Lorsque

a) un contribuable participant à un Régime à la fin d'une année d'imposition a subi une perte résultant du Régime pour l'année de moins de \$2,500 et qu'il n'était propriétaire d'aucun titre indexé dans le cadre du Régime à la fin de l'année, et n'avait aucune obligation relative à des options visées à la disposition (4)a)(iv)(B) ou (C) en cours dans le cadre du Régime à la fin de l'année,

b) à une date donnée d'une année d'imposition, une fiducie participant à un Régime cesse d'être une fiducie visée à la disposition (1)f)(i)(A), ou

c) à une date donnée d'une année d'imposition, un contribuable participant à un Régime vend une option d'achat dans le cadre du Régime relativement à un titre indexé et que l'option n'est pas vendue à une bourse de valeurs prescrite au Canada, le Régime est réputé prendre fin à la fin de l'année ou à la date donnée, selon le cas.

Résiliation
présumée d'un
Régime

Fin d'une
fiducie

(12) Lorsque l'alinéa (10)f) s'applique, dans une année d'imposition, à une fiducie dans le cadre d'un Régime et que la fiducie, à une date de cette année, prend fin, elle est, nonobstant cet alinéa, réputée avoir subi une perte en capital résultant du Régime pour cette année égale au total des montants qui sont obtenus en déterminant tout montant qui, si ce n'avait été de la fin de la fiducie, aurait été une perte en capital de la fiducie résultant du Régime pour cette année ou une année d'imposition subséquente.

Indexed securities exchanged or replaced

(13) Notwithstanding any other provision of this Act, other than subsections (17) and 49(3) and paragraph 69(1)(b), where at any particular time an indexed security owned by a taxpayer under a Plan is exchanged for or replaced by other property, the following rules apply:

(a) the indexed security shall be deemed to have been disposed of under the Plan by the taxpayer immediately before the particular time for proceeds of disposition equal to the fair market value of the other property at that time;

(b) where the other property includes a qualified security in relation to the Plan, the qualified security shall be deemed to be an indexed security acquired under the Plan by the taxpayer immediately after the particular time at a cost equal to its fair market value at that time; and

(c) where the other property includes a particular property that is not a qualified security in relation to the Plan, the particular property shall be deemed to have been acquired outside the Plan by the taxpayer immediately after the particular time at a cost equal to its fair market value at that time.

Rights and stock dividends

(14) Where at any time a taxpayer who is a participant under a Plan receives, in respect of an indexed security owned under the Plan, a right described in clause (1)(j)(i)(B) at nil cost or a stock dividend that is not a dividend, and the right or stock dividend is a qualified security in relation to the Plan, such right or stock dividend shall be deemed to be acquired under the Plan by the taxpayer at that time at a cost equal to nil.

Indexed securities withdrawn from a Plan or that cease to be qualified securities

(15) Where at any particular time a security that is an indexed security owned under a Plan by a taxpayer is withdrawn from the Plan or ceases to be a qualified security in relation to the Plan, the following rules apply:

(a) the security shall be deemed to have been disposed of under the Plan by the taxpayer immediately before the par-

(13) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, sauf les paragraphes (17) et 49(3) et l'alinéa 69(1)b), lorsque, à une date donnée, un titre indexé appartenant à un contribuable dans le cadre d'un Régime est échangé contre un autre bien ou remplacé par celui-ci, les règles suivantes s'appliquent :

a) le titre indexé est réputé avoir fait l'objet d'une disposition par le contribuable dans le cadre du Régime, immédiatement avant la date donnée, pour un produit égal à la juste valeur marchande de l'autre bien à cette date;

b) lorsque l'autre bien comprend un titre admissible relativement au Régime, le titre admissible est réputé un titre indexé acquis par le contribuable dans le cadre du Régime, immédiatement avant la date donnée, à un prix égal à sa juste valeur marchande à cette date; et

c) lorsque l'autre bien comprend un bien donné qui n'est pas un titre admissible relativement au Régime, le bien donné est réputé avoir été acquis par le contribuable, hors du cadre du Régime, immédiatement après la date donnée, à un prix égal à sa juste valeur marchande à cette date.

(14) Lorsque, à une date quelconque, un contribuable participant à un Régime reçoit, relativement à un titre indexé lui appartenant dans le cadre du Régime, un droit visé à la disposition (1)(j)(i)(B) pour un prix égal à zéro ou un dividende en actions qui n'est pas un dividende et que le droit ou le dividende en actions est un titre admissible relativement au Régime, le droit ou le dividende en actions est réputé avoir été acquis par le contribuable dans le cadre du Régime pour un prix égal à zéro.

(15) Lorsque, à une date donnée, un titre indexé appartenant à un contribuable dans le cadre d'un Régime est retiré de celui-ci ou cesse d'être un titre admissible relativement au Régime, les règles suivantes s'appliquent :

a) le titre est réputé avoir fait l'objet d'une disposition par le contribuable dans le cadre du Régime, immédiate-

Titres indexés échangés ou remplacés

Droits et dividendes en actions

Titre indexé retiré d'un Régime ou cessant d'être un titre admissible

Disqualification
of option
written under
Plan

particular time for proceeds of disposition equal to its fair market value at that time; and

(b) the security shall be deemed to have been reacquired outside the Plan by the taxpayer immediately after the particular time at a cost equal to the fair market value referred to in paragraph (a).

(16) Where at any time a put or call option outstanding under a Plan ceases to be in respect of a security described in clause (4)(a)(iv)(B) or (C), the following rules apply in respect of the taxpayer who is the participant under the Plan:

(a) the taxpayer shall be deemed to have closed out the option under the Plan immediately before that time at a cost equal to the amount that the taxpayer would have had to pay at that time if he had actually closed out the option on a prescribed stock exchange in Canada; and

(b) the taxpayer shall be deemed to have written the option outside the Plan immediately after that time for proceeds of disposition equal to the amount at which the option was deemed to have been closed out under paragraph (a).

(17) Where at any particular time a taxpayer who is a participant under a Plan disposes of an indexed security owned under the Plan by virtue of the exercise of a put option owned or a call option written outside the Plan, the taxpayer shall be deemed to have disposed of the security under the Plan immediately before the time that is immediately before the particular time for proceeds of disposition equal to the fair market value of the security at the particular time and to have reacquired the security outside the Plan immediately before the particular time at a cost equal to that fair market value.

(18) For the purposes of subparagraph (4)(a)(iv) and paragraph 131(1)(b), where a taxpayer owns a share of the capital stock of a mutual fund corporation under a Plan, the following rules apply:

Exercise of
options

Shares of a
mutual fund
corporation

ment avant la date donnée, pour un produit égal à sa juste valeur marchande à cette date; et

b) le titre est réputé avoir été acquis de nouveau par le contribuable hors du cadre du Régime, immédiatement après la date donnée, à un prix égal à la juste valeur marchande visée à l'alinéa a).

(16) Lorsque, à une date quelconque, une option de vente ou d'achat en cours dans le cadre d'un Régime cesse de s'appliquer à un titre visé à la disposition (4)a)(iv)(B) ou (C), les règles suivantes s'appliquent au contribuable participant au Régime :

a) le contribuable est réputé avoir exercé l'option dans le cadre du Régime immédiatement avant cette date à un prix égal au montant qu'il aurait eu à payer à cette date s'il avait exercé l'option à une bourse de valeurs prescrite au Canada; et

b) le contribuable est réputé avoir vendu l'option hors du cadre du Régime immédiatement après cette date en contrepartie d'un produit égal au montant auquel l'option est réputée avoir été vendue en vertu de l'alinéa a).

(17) Lorsque, à une date donnée, un contribuable participant à un Régime dispose d'un titre indexé faisant l'objet de propriété dans le cadre du Régime à la suite de l'exercice d'une option de vente faisant l'objet de propriété hors du cadre du Régime ou d'une option d'achat vendue hors du cadre du Régime, le contribuable est réputé avoir disposé du titre dans le cadre du Régime avant la date donnée en contrepartie d'un produit égal à la juste valeur marchande du titre à la date donnée et avoir acquis le titre de nouveau hors du cadre du Régime avant la date donnée à un prix égal à la juste valeur marchande.

(18) Pour l'application du sous-alinéa (4)a)(iv) et de l'alinéa 131(1)b), lorsqu'un contribuable est propriétaire d'une action du capital-actions d'une corporation de fonds mutuels dans le cadre d'un Régime, les règles suivantes s'appliquent :

Exclusion d'une
option inscrite
dans un Régime

Exercice
d'options

Actions d'une
corporation de
fonds mutuels

(a) any amount received in respect of the share by the taxpayer at any time in a taxation year in relation to a period during which the share was so owned that would, but for this paragraph, be deemed by paragraph 131(1)(b) to be a capital gain of the taxpayer for the year from the disposition of capital property shall be deemed to be proceeds received at that time on the disposition of the share and not to be a capital gain of the taxpayer for the year from the disposition of capital property; and

(b) any amount received by the taxpayer on the redemption, in whole or in part, of the share in relation to a period during which the share was so owned shall, notwithstanding any other provision of this Act, be deemed to be proceeds received by the taxpayer on the disposition of the share.

(19) For the purposes of subparagraph (4)(a)(iv), subsections 104(13) and (14) and section 105, where a taxpayer owns a unit of a mutual fund trust under a Plan, the following rules apply:

(a) any amount that becomes receivable by the taxpayer in respect of the unit at any time in a taxation year in relation to a period during which the unit was so owned that would, but for this paragraph, be deemed by virtue of subsection 104(13) or (14) or section 105, whichever is applicable, and subsection 104(21) to be a taxable capital gain of the taxpayer for the year from the disposition of capital property shall, notwithstanding those provisions,

(i) be deemed to be proceeds received at that time on the disposition of the unit,

(ii) not be included in computing the income of the taxpayer for the year by virtue of subsection 104(13) or (14) or section 105, as the case may be, and

(iii) not be deemed by virtue of subsection 104(21) to be a taxable capital gain of the taxpayer for the year

a) tout montant reçu par le contribuable au titre de l'action, à une date quelconque d'une année d'imposition, relativement à une période au cours de laquelle il en était le propriétaire et qui serait, si ce n'était du présent alinéa, réputé un gain en capital du contribuable pour l'année tiré de la disposition de biens en immobilisations en application de l'alinéa 131(1)b), est réputé le produit reçu à la date de la disposition de l'action et non un gain en capital du contribuable pour l'année tiré de la disposition de biens en immobilisations; et

b) tout montant reçu par le contribuable lors du rachat de la totalité ou d'une partie de l'action, en rapport avec une période au cours de laquelle l'action faisait ainsi l'objet de propriété, est réputé, nonobstant toute autre disposition de la présente loi, le produit reçu par le contribuable lors de la disposition de l'action.

(19) Pour l'application du sous-alinéa (4)a)(iv), des paragraphes 104(13) et (14) et de l'article 105, lorsqu'un contribuable est propriétaire d'une unité d'une fiducie de fonds mutuels dans le cadre d'un Régime, les règles suivantes s'appliquent :

a) tout montant qui devient à recevoir par le contribuable à l'égard de l'unité, à une date quelconque dans une année d'imposition, relativement à une période au cours de laquelle il en était le propriétaire, qui serait, si ce n'était du présent alinéa, réputé, en application du paragraphe 104(13) ou (14) ou de l'article 105, selon le cas, et du paragraphe 104(21), un gain en capital imposable du contribuable pour l'année tiré de la disposition de biens en immobilisations est, nonobstant ces dispositions,

(i) réputé le produit reçu à cette date de la disposition de l'unité,

(ii) exclu du calcul du revenu du contribuable pour l'année en application du paragraphe 104(13) ou (14) ou de l'article 105, selon le cas, et

(iii) réputé ne pas être, en application du paragraphe 104(21), un gain en capital imposable du contribuable

Units of a mutual fund trust

Unité d'une fiducie de fonds mutuels

from the disposition of capital property; and

(b) any amount received by the taxpayer as, on account of or in lieu of payment of, or in satisfaction of a distribution or payment of, capital in respect of the unit in relation to a period during which the unit was so owned shall, notwithstanding any other provision of this Act, be deemed to be proceeds received by the taxpayer on the disposition of the unit.

(20) For the purposes of this subdivision, where a taxpayer owns an interest in a related segregated fund trust under a Plan, the following rules apply:

(a) any amount required by paragraph 138.1(1)(g) to be added at any time to the cost of the interest to the taxpayer shall be deemed to be a cost in respect of an interest in the trust acquired by the taxpayer at that time;

(b) any amount deemed by paragraph 138.1(1)(f) to be an amount payable at any time in respect of the interest shall be deemed to be a cost in respect of an interest in the trust acquired by the taxpayer at that time;

(c) any amount deemed by subsection 138.1(3) to be a capital gain or capital loss of the taxpayer for a taxation year from the disposition of property shall not be included in computing the taxpayer's taxable capital gains or allowable capital losses, as the case may be, for the year; and

(d) any amount deemed by subsection 138.1(4) to be a capital gain or capital loss allocated to the taxpayer in a taxation year shall not be included in computing the taxpayer's taxable capital gains or allowable capital losses, as the case may be, for the year.

(21) Where at any time a taxpayer becomes a participant under two or more

pour l'année tiré de la disposition de biens en immobilisations; et

b) tout montant reçu par le contribuable au titre, en paiement intégral ou partiel d'une distribution ou d'un paiement en capital à l'égard de l'unité, relativement à une période au cours de laquelle l'unité faisait ainsi l'objet de propriété, est réputé, nonobstant toute autre disposition de la présente loi, le produit reçu par le contribuable lors de la disposition de l'unité.

(20) Pour l'application de la présente sous-section, lorsqu'un contribuable est propriétaire, dans le cadre d'un Régime, d'une participation dans une fiducie créée à l'égard d'un fonds réservé, les règles suivantes s'appliquent :

a) tout montant qui, en vertu de l'alinéa 138.1(1)g), doit être ajouté à une date quelconque au coût de la participation du contribuable est réputé un coût relatif à une participation dans la fiducie acquise par le contribuable à cette date;

b) tout montant qui est réputé, en vertu de l'alinéa 138.1(1)f), un montant payable à une date quelconque à l'égard de la participation, est réputé un coût relatif à une participation dans la fiducie acquise par le contribuable à cette date;

c) tout montant qui est réputé, en vertu du paragraphe 138.1(3), un gain en capital ou une perte en capital du contribuable pour une année d'imposition résultant de la disposition d'un bien n'est pas inclus dans le calcul des gains en capital imposables ou des pertes en capital déductibles du contribuable, selon le cas, pour l'année; et

d) tout montant réputé, en application du paragraphe 138.1(4), un gain en capital ou une perte en capital attribuée au contribuable dans une année d'imposition n'est pas inclus dans le calcul des gains en capital imposables ou des pertes en capital déductibles du contribuable, selon le cas, pour l'année.

(21) Lorsque, à une date quelconque, un contribuable participe à plus d'un Régime

Interest in a related segregated fund trust

Participation à une fiducie créée à l'égard d'un fonds réservé

Where more than one Plan

Plusieurs Régimes

Transfers
between Plans

Plans administered by the same trader or dealer in securities, all such Plans shall be deemed to become one Plan.

(22) Where in any month in a taxation year there is a transfer by a taxpayer of all indexed securities owned by him under a Plan under which the taxpayer is the participant and of all obligations outstanding under the Plan in respect of options written under the Plan (in this subsection referred to as the "first Plan") to another Plan under which the taxpayer is the participant (in this subsection referred to as the "second Plan") and immediately thereafter the first Plan is terminated, notwithstanding any other provision of this section, the following rules apply:

(a) the taxpayer shall be deemed to have no capital gain or loss for the year from the first Plan;

(b) for the purpose of computing the taxpayer's capital gain or loss, as the case may be, for the year from the second Plan,

(i) where the taxpayer was not the participant under the second Plan at the end of the preceding month, he shall be deemed to have become the participant at the end of the preceding month,

(ii) all acquisitions and dispositions and each writing of an option in the month under the first Plan, other than dispositions arising by virtue of the transfer, shall be deemed to have taken place under the second Plan,

(iii) the taxpayer shall be deemed to have acquired indexed securities under the second Plan on the last day of the preceding month at a cost equal to the amount of the indexing base, if any, of the first Plan at the end of the preceding month, and

(iv) the taxpayer shall be deemed to have disposed of indexed securities under the second Plan on the last day of the preceding month for proceeds of disposition equal to the amount, if any, by which

(A) the total of all amounts that are obtained by determining, for

administré par le même négociant ou courtier en valeurs, tous ces Régimes sont réputés n'être qu'un seul Régime.

(22) Lorsque, au cours d'un mois d'une année d'imposition, un contribuable transfère tous les titres indexés lui appartenant dans le cadre du Régime auquel le contribuable participe et toutes les obligations contenues dans le Régime relativement aux options converties au Régime (appelé dans le présent paragraphe le «premier Régime») à un autre Régime auquel le contribuable participe (appelé dans le présent paragraphe le «deuxième Régime») et qu'il est mis fin au premier Régime immédiatement après, les règles suivantes s'appliquent, nonobstant les autres dispositions du présent article :

a) le contribuable est réputé n'avoir tiré aucun gain en capital ni subi aucune perte en capital résultant du premier Régime pour l'année;

b) pour le calcul du gain ou de la perte en capital, selon le cas, du contribuable résultant du deuxième Régime pour l'année,

(i) lorsque le contribuable ne participait pas au deuxième Régime à la fin du mois précédent, il est réputé être devenu participant à la fin du mois précédent,

(ii) toutes les acquisitions, dispositions et conversions d'options au cours du mois dans le cadre du premier Régime, à l'exception des dispositions résultant du transfert, sont réputées avoir eu lieu dans le cadre du deuxième Régime,

(iii) le contribuable est réputé avoir acquis des titres indexés dans le cadre du deuxième Régime le dernier jour du mois précédent à un prix égal au montant de la base d'indexation, s'il y a lieu, du premier Régime à la fin du mois précédent, et

(iv) le contribuable est réputé avoir liquidé les titres indexés dans le cadre du deuxième Régime le dernier jour du mois précédent en contrepartie d'un produit égal à l'excédent éventuel

Transferts entre
Régimes

each preceding month in the year, the indexed gain amount of the taxpayer from the first Plan for the preceding month exceeds 5

(B) where any portion of an indexed gain amount of the taxpayer from the first Plan for a preceding month in the year had the effect of reducing to a lesser amount the 10 amount that would otherwise have been the indexing base of the first Plan at the end of any month in that year following that month, the total of all such portions that had 15 that effect; and

(c) the administrator of the first Plan shall, without notice or demand, within 21 days after the end of the month,

(i) file with the Minister a return in 20 respect of the transfer in prescribed form and containing prescribed information, and

(ii) send or deliver in person two 25 copies of the return to each of the taxpayer and the administrator of the second Plan at their latest known address.

Taxation year

(23) Where a taxpayer who is a participant under a Plan has a taxation year that 30 ends on a particular day other than the last day of a month, the taxpayer's gain or loss for the year from the Plan shall be computed as if the taxation year of the taxpayer were the period beginning on the 35 first day of the first month ending in the year and ending on

(a) where the year was a taxation year deemed to have ended by virtue of paragraph 128(2)(d), the last day of the 40 month that includes the particular day; and

(b) in any other case, the last day of the last month ending in the year.

Avoidance

(24) Where 45
(a) at any particular time in a taxation year a taxpayer who is a participant under a Plan withdraws an indexed

(A) du total des montants obtenus en déterminant, pour chaque mois antérieur de l'année, le montant du gain indexé tiré par le contribuable du premier Régime pour le mois 5 précédent

sur,

(B) lorsqu'une fraction du montant du gain indexé du contribuable tirée du premier Régime pour un 10 mois antérieur de l'année a eu pour effet de réduire le montant qui aurait constitué la base d'indexation du premier Régime à la fin d'un mois de cette année suivant ce 15 mois, le total de ces fractions qui ont eu un tel effet; et

c) l'administrateur du premier Régime doit, sans avis ni mise en demeure, dans 20 les 21 jours suivant la fin du mois,

(i) produire auprès du Ministre une déclaration sur le transfert selon la forme prescrite et contenant les renseignements prescrits, et

(ii) envoyer ou livrer en personne 25 deux exemplaires de la déclaration au contribuable et à l'administrateur du deuxième Régime à leur dernière adresse connue.

(23) Lorsque l'année d'imposition d'un 30 ^{Année d'imposition} contribuable participant à un Régime se termine à une date donnée, autre que le dernier jour d'un mois, le gain ou la perte du contribuable pour l'année résultant du Régime est calculée comme si l'année 35 d'imposition du contribuable était la période commençant le premier jour du premier mois se terminant dans l'année et se terminant

a) lorsque l'année est une année d'im- 40 position réputée terminée, en application de l'alinéa 128(2)d), le dernier jour du mois qui comprend la date donnée; et

b) dans tout autre cas, le dernier jour du dernier mois se terminant dans 45 l'année.

(24) Lorsque

Évasion fiscale

a) à une date donnée d'une année d'im- position, un contribuable participant à un Régime en retire un titre indexé ou 50

security from the Plan or disposes of an indexed security owned by him under the Plan,

(b) the taxpayer has an indexed gain amount from the Plan for any month in the year, and 5

(c) the withdrawal or disposition was part of a transaction or event or series of transactions or events that may reasonably be considered to have artificially or unduly decreased any gain or increased or created any loss 10

(i) of the taxpayer from a Plan for the year, or

(ii) of any person not dealing at arm's length with the taxpayer from a Plan under which the person was a participant in the taxation year in which the particular time occurred, 15

the specified adjustment factor in respect of each Plan referred to in paragraph (c) for the taxation year in which the particular time occurred shall, notwithstanding paragraph (1)(k), be deemed to be one. 20

(25) Where the result of one or more acquisitions, dispositions, exchanges, declarations of trust or other transactions of any kind whatever under a Plan (including the direct or indirect matching of a long position under a Plan with a short position outside of that Plan) is that a taxpayer or a person with whom the taxpayer does not deal at arm's length may reasonably be considered, other than in circumstances described in subsection (24), to have artificially or unduly decreased or deferred the amount of taxes that would otherwise be payable under this Act for a taxation year, the taxpayer shall be deemed to have terminated the Plan at the later of the time the Plan was established and the commencement of the year. 25 30 35 40

(26) Every person who administers a Plan under which a taxpayer is a participant in a taxation year shall, without 45

dispose d'un titre indexé lui appartenant dans le cadre du Régime,

b) le contribuable tire un montant de gain indexé du Régime pour un mois de l'année, et 5

c) le retrait ou la disposition faisait partie d'une opération ou d'un événement ou de séries d'opérations ou d'événements qui peuvent raisonnablement être considérés comme ayant, indûment ou de manière factice, réduit un gain, ou augmenté ou provoqué une perte, 10

(i) du contribuable résultant d'un Régime pour l'année, ou

(ii) de toute personne qui a un lien de dépendance avec le contribuable résultant d'un Régime auquel la personne a participé dans l'année d'imposition au cours de laquelle la date donnée est survenue, 15 20

le facteur de rajustement désigné pour chaque Régime visé à l'alinéa c) pour l'année d'imposition au cours de laquelle la date donnée est survenue est, nonobstant l'alinéa (1)k), réputé égal à un. 25

(25) Lorsque plusieurs opérations de toutes sortes, notamment des acquisitions, dispositions, ventes, échanges ou déclarations de fiducie dans le cadre d'un Régime (notamment la compensation directe ou indirecte d'une position acheteur dans le cadre d'un Régime par une position de vente hors du cadre de ce Régime) ont comme résultat que le contribuable, ou une personne avec qui le contribuable a un lien de dépendance, peuvent raisonnablement être considérés, sauf en des circonstances prévues au paragraphe (24), comme ayant, indûment ou de manière factice, reporté le montant de l'impôt qui serait par ailleurs payable en vertu de la présente loi pour une année d'imposition, le contribuable est réputé avoir mis fin au Régime au début de l'année ou à la date de l'établissement du Régime, la date la plus tardive étant à retenir. 30 35 40 45

(26) Quiconque administre un Régime auquel un contribuable participe au cours d'une année d'imposition doit, sans avis ni

Déclaration

notice or demand, within 60 days from the end of the year,

(a) file with the Minister a return for the year in prescribed form and containing prescribed information; and

(b) forward or deliver in person two copies of the return to the taxpayer at his latest known address."

mise en demeure, dans les 60 jours de la fin de l'année,

a) produire auprès du Ministre une déclaration pour l'année selon la forme prescrite et contenant les renseignements prescrits; et

b) faire parvenir ou livrer en personne deux exemplaires de la déclaration au contribuable à sa dernière adresse connue.»

(2) Subsection (1) is applicable after September 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) s'applique après le 30 septembre 1983.

19. (1) Paragraph 48(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

19. (1) L'alinéa 48(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(a) any property that is an indexed security or that would be taxable Canadian property if at no time in the year he had been resident in Canada,"

«a) qu'un bien qui est un titre indexé ou qui serait un bien canadien imposable s'il n'avait résidé au Canada en aucun temps de l'année,»

(2) Section 48 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

(2) L'article 48 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

"(1.1) For the purposes of this subdivision, where a taxpayer has ceased at any particular time in a taxation year to be resident in Canada, the following rules apply:

«(1.1) Pour l'application de la présente sous-section, lorsqu'un contribuable a cessé, à une date donnée d'une année d'imposition, de résider au Canada, les règles suivantes s'appliquent :

(a) each indexed security investment plan under which the taxpayer was a participant at the particular time shall be deemed to have been terminated immediately before that time and, notwithstanding paragraph 47.1(10)(f), the taxpayer's capital gain or capital loss for the year from each such plan shall be deemed to be the amount of the taxpayer's gain or loss, as the case may be, for the year from that plan and the taxpayer shall be deemed not to have a capital loss from that plan for any subsequent taxation year; and

a) chaque régime de placements en titres indexés auquel le contribuable participait à la date donnée est réputé avoir pris fin immédiatement avant cette date et, nonobstant l'alinéa 47.1(10)f), le gain en capital ou la perte en capital du contribuable pour l'année résultant de ce régime est réputé le montant du gain en capital ou de la perte en capital, selon le cas, du contribuable pour l'année résultant du régime, et le contribuable est réputé ne pas avoir subi de perte en capital résultant de ce régime pour une année d'imposition subséquente; et

(b) where paragraph 47.1(10)(f) is applicable in the year to the taxpayer in respect of an indexed security investment plan, the taxpayer shall, notwithstanding that paragraph, be deemed to have a capital loss from the plan for the

b) lorsque l'alinéa 47.1(10)f) s'applique dans l'année au contribuable relativement à un régime de placements en titres indexés, le contribuable est réputé, nonobstant le présent alinéa, avoir subi une perte en capital résultant du régime

Gains and losses from indexed security investment plans where taxpayer has ceased to be resident in Canada

Gains et pertes résultant de régimes de placements en titres indexés lorsque le contribuable ne réside plus au Canada

year equal to the aggregate of all amounts that are obtained by determining every amount that, but for this paragraph, would have been a capital loss of the taxpayer from the plan for the year or any subsequent taxation year and not to have a capital loss from the plan for any subsequent taxation year.”

pour l'année égale au total des montants qui sont obtenus en déterminant tout montant qui, si ce n'était du présent alinéa, aurait été une perte en capital du contribuable résultant du régime pour l'année ou pour une année d'imposition subséquente, et est réputé ne pas subir de perte en capital résultant du régime pour une année d'imposition subséquente.»

(3) Subsections (1) and (2) are applicable with respect to taxpayers who cease to be resident in Canada after September 30, 1983.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux contribuables qui cessent de résider au Canada après le 30 septembre 1983.

20. (1) Subsection 49(1) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

20. (1) Le paragraphe 49(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l'alinéa a), par adjonction du mot «ou» à la fin de l'alinéa b) et par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

“(c) an option granted under an indexed security investment plan to acquire or dispose of a security that is a qualified security in relation to the plan,”

«c) l'option accordée dans le cadre d'un régime de placements en titres indexés pour acquérir un titre qui est un titre admissible relativement au régime ou pour en disposer,»

(2) Paragraphs 49(3)(a) and (b) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les alinéas 49(3)a) et b) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

“(a) if the option is an option to acquire property, there shall be included

«a) si l'option porte sur l'acquisition de biens, doivent entrer

(i) in computing the vendor's proceeds of disposition of the property (other than a property that is an indexed security) the consideration received by him for the option, and

(ii) in computing the cost to the purchaser of the property (other than a property acquired by him under an indexed security investment plan) the adjusted cost base to him of the option; and

(i) dans le calcul du produit de la disposition des biens (à l'exception de biens qui sont des titres indexés) qui revient au vendeur, la contrepartie de l'option reçue par lui, et

(ii) dans le calcul du prix que le bien (à l'exception d'un bien qu'il a acquis dans le cadre d'un régime de placements en titres indexés) a coûté à l'acheteur, le prix de base rajusté de l'option, pour lui; et

(b) if the option is an option to dispose of property, there shall be deducted

b) si l'option porte sur la disposition de biens, il faut retrancher

(i) in computing the vendor's proceeds of disposition of the property (other than a property that is an indexed security), the adjusted cost base to him of the option, and

(i) dans le calcul du produit de la disposition des biens (à l'exception de biens qui sont des titres indexés) qui revient au vendeur, le prix de base rajusté de l'option, pour lui, et

(ii) in computing the cost to the purchaser of the property (other than a property acquired by him under an indexed security investment plan) the consideration received by him for the option.” 5

(3) Subsection (1) is applicable with respect to options granted after September 30, 1983.

(4) Subsection (2) is applicable with 10 respect to options exercised after September 30, 1983.

21. (1) Clause 53(1)(e)(i)(B) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(B) paragraph (i) of this subsection, paragraphs 12(1)(o), 18(1)(m), 20(1)(v.1) and (gg), 29(1)(b) and (2)(b), section 55, subsections 69(6) and (7) and paragraphs 81(1)(r) and (s) and 82(1)(b) and the provisions of the *Income Tax Application Rules, 1971* relating to income from the operation of new mines,” 25

(2) Subparagraph 53(1)(i)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) was not deducted in computing the taxpayer’s taxable income for the 30 taxation year in which the taxpayer disposed of the property or any preceding taxation year,”

(3) Clause 53(2)(c)(i)(B) of the said Act is repealed and the following substituted 35 therefor:

“(B) paragraphs 12(1)(o), 18(1)(m), 20(1)(v.1) and (gg), section 31, subsection 40(2), section 55, subsections 69(6) and (7) and 40 paragraphs 81(1)(r) and (s), and”

(4) Paragraph 53(2)(c) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (v) thereof and by adding thereto the following subparagraphs: 45

(ii) dans le calcul du prix que le bien (à l’exception d’un bien qu’il a acquis dans le cadre d’un régime de placements en titres indexés) a coûté à l’acheteur, la contrepartie de l’option 5 reçue par lui.»

(3) Le paragraphe (1) s’applique aux options accordées après le 30 septembre 1983.

(4) Le paragraphe (2) s’applique aux 10 options exercées après le 30 septembre 1983.

21. (1) La disposition 53(1)(e)(i)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui 15 suit :

«(B) de l’alinéa i) du présent paragraphe, des alinéas 12(1)o), 18(1)m), 20(1)v.1) et gg) et 29(1)b) et (2)b), de l’article 55, des paragraphes 69(6) et (7) et des alinéas 81(1)r), s) et 82(1)b) et des 20 *Règles de 1971 concernant l’application de la Loi de l’impôt sur le revenu*, relativement au revenu provenant de l’exploitation de nouvelles mines,» 25

(2) Le sous-alinéa 53(1)i)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) n’a pas été déduite dans le calcul du revenu imposable du contribuable pour l’année d’imposition dans 30 laquelle le contribuable a disposé du bien, ou pour toute année d’imposition antérieure,»

(3) La disposition 53(2)c)(i)(B) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui 35 suit :

«(B) des alinéas 12(1)o), 18(1)m) et 20(1)v.1) et gg), de l’article 31, du paragraphe 40(2), de l’article 55, des paragraphes 69(6) et (7) et 40 des alinéas 81(1)r) et s), et»

(4) L’alinéa 53(2)c) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin du sous-alinéa (v) et par adjonction de ce qui 45

“(vii) any amount added pursuant to subsection 127.2(4) in computing his share-purchase tax credit for a taxation year ending before or after that time, and 5
(viii) an amount equal to 50% of the amount deemed to be designated pursuant to subsection 127.3(4) before that time in respect of each share, debt obligation or right acquired by 10 the partnership and deemed to have been acquired by the taxpayer under that subsection;”

(5) All that portion of paragraph 53(2)(f) of the said Act preceding subparagraph (iii) 15 thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(f) where the property was received by the taxpayer as consideration for any payment or loan 20

(i) made before April 20, 1983 by the taxpayer as a shareholder corporation (within the meaning assigned by subsection 66(15)) to a joint exploration corporation of the shareholder, and 25
(ii) described in subparagraph 66(15)(a)(i),

or the property was substituted for such a property, such portion of the payment or loan as may reasonably be considered 30 to be related to an agreed portion (within the meaning assigned by paragraph 66(15)(a)) of the joint exploration corporation’s”

(6) Subsection 53(2) of the said Act is 35 further amended by adding thereto, immediately after paragraph (f.1) thereof, the following paragraph:

“(f.2) any amount required by paragraph 66(10.4)(a) to be deducted before 40 that time in computing the adjusted cost base to him of the property;”

(7) Paragraph 53(2)(h) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (i) thereof and by 45 adding thereto the following subparagraphs:

“(iii) any amount added pursuant to subsection 127.2(3) in computing his share-purchase tax credit for a taxa-

«(vii) toute somme ajoutée en vertu du paragraphe 127.2(4) dans le calcul de son crédit d’impôt à l’achat d’actions pour une année d’imposition finissant avant ou après cette date, et 5
(viii) une somme égale à 50% du montant réputé avoir été désigné en vertu du paragraphe 127.3(4), avant cette date, à l’égard de chaque action, créance ou droit, acquis par la société 10 et réputé avoir été acquis par le contribuable en vertu de ce paragraphe;»

(5) Le passage de l’alinéa 53(2)f) de la même loi qui précède le sous-alinéa (iii) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15

«f) lorsque le bien a été reçu par le contribuable en contrepartie de tout paiement effectué ou prêt consenti

(i) avant le 20 avril 1983 par le contribuable en tant que corporation 20 actionnaire (au sens du paragraphe 66(15)) à une corporation d’exploration en commun de l’actionnaire, et
(ii) visé au sous-alinéa 66(15)a)(i),

ou lorsque le bien a été substitué à un tel 25 bien la fraction du paiement ou du prêt qui peut raisonnablement être considérée comme se rapportant à une partie convenue (au sens de l’alinéa 66(15)a)) de la corporation d’exploration en 30 commun»

(6) Le paragraphe 53(2) de la même loi est modifié par insertion, après l’alinéa f.1), de ce qui suit :

«f.2) tout montant dont l’alinéa 35 66(10.4)a) exige la déduction avant cette date dans le calcul du prix de base rajusté du bien pour lui;»

(7) L’alinéa 53(2)h) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin 40 du sous-alinéa (i) et par adjonction de ce qui suit :

«(iii) toute somme ajoutée en vertu du paragraphe 127.2(3) dans le calcul de son crédit d’impôt à l’achat d’actions 45

tion year ending before or after that time; and
 (iv) an amount equal to 50% of the amount deemed to be designated pursuant to subsection 127.3(3) before that time in respect of each share, debt obligation or right acquired by the trust and deemed to have been acquired by the taxpayer under that subsection;”

pour une année d'imposition finissant avant ou après cette date, et

(iv) une somme égale à 50% du montant réputé avoir été désigné en vertu du paragraphe 127.3(3), avant cette date, à l'égard de chaque action, créance ou droit, acquis par la fiducie et réputé avoir été acquis par le contribuable en vertu de ce paragraphe;»

(8) Paragraph 53(2)(r) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(8) L'alinéa 53(2)r) de la même loi est 10 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(r) where the property is

«r) lorsque le bien est

(i) a share of a class of the capital stock of a corporation, which share was acquired (otherwise than by way of purchase) by the taxpayer as a consequence of the death of a person, or another share of the same class acquired by that taxpayer after the death of that person, or

(i) une action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation, action que le contribuable a acquise (autrement que par un achat) à la suite du décès d'une personne, ou une autre action de la même catégorie que ce contribuable a acquise après le décès de cette personne, ou

(ii) a share substituted for a share referred to in subparagraph (i),

(ii) une action substituée à une action visée au sous-alinéa (i),

the aggregate of all amounts each of which is a dividend thereon received by the taxpayer on or before that time, or deemed to have been received after that time by virtue of subsection 84(2) or (3), that can reasonably be considered to be as, on account or in lieu of proceeds of a disposition and in respect of which the corporation has made an election under subsection 83(2.1).”

le total des montants dont chacun représente un dividende reçu par le contribuable sur cette action au plus tard à cette date, ou réputé avoir été reçu après cette date en application du paragraphe 84(2) ou (3), qui peut raisonnablement être considéré comme étant au titre ou en paiement intégral ou partiel du produit d'une disposition et à l'égard duquel la corporation a fait un choix en vertu du paragraphe 83(2.1).»

(9) Subsection (2) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(9) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes. 35

(10) Subsections (4) and (7) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(10) Les paragraphes (4) et (7) s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes.

(11) Subsection (6) is applicable with respect to any property received by a taxpayer with respect to payments or loans made after April 19, 1983.

(11) Le paragraphe (6) s'applique à tout bien reçu par le contribuable en contrepartie de paiements effectués ou de prêts consentis après le 19 avril 1983.

(12) Subsection (8) is applicable after June 28, 1982, except that all that portion of paragraph 53(2)(r) of the said Act following subparagraph (ii) thereof, as enacted by sub-

(12) Le paragraphe (8) s'applique après le 28 juin 1982, sauf que le passage de l'alinéa 53(2)r) de la même loi qui suit le sous-alinéa (ii), tel qu'édicte par le paragraphe (8), s'ap-

section (8), is applicable with respect to windings-up commencing after 1983.

(13) Subsections (1) and (3) are applicable to the 1982 and subsequent taxation years, except that for the period before the day this Act is assented to the reference to "paragraphs 81(1)(r)" in clause 53(1)(e)(i)(B) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to "paragraphs 69(7.1)(b), 81(1)(r)" and the reference to "paragraphs 81(1)(r)" in clause 53(2)(c)(i)(B) of the said Act, as enacted by subsection (3), shall be read as a reference to "paragraphs 69(7.1)(b), 81(1)(r)".

22. (1) Paragraph 54(h) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of subparagraph (viii) thereof, by adding the word "and" at the end of subparagraph (ix) thereof and by adding thereto, immediately after subparagraph (ix) thereof, the following subparagraph:

"(ix.1) in the case of a share that is an indexed security, any amount received in respect of that share on a reduction of the paid-up capital of a corporation,"

(2) Paragraph 54(i) of the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (iv) thereof, by adding the word "or" at the end of subparagraph (v) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

"(vi) was a disposition deemed by paragraph 47.1(2)(c) to have been made on the transfer of the property to an indexed security investment plan and the property was not within 30 days after the disposition withdrawn from the plan or disposed of under the plan to a person with whom the taxpayer did not deal at arm's length."

(3) Subsections (1) and (2) are applicable after September 30, 1983.

23. All that portion of paragraph 55(3)(b) of the said Act preceding subparagraph (i)

plique aux liquidations commençant après 1983.

(13) Les paragraphes (1) et (3) s'appliquent aux années d'imposition 1982 et suivantes, sauf que, pour la période qui précède le jour de la sanction de la présente loi, la mention des «alinéas 81(1)r» à la disposition 53(1)e(i)(B) de la même loi, telle qu'éditée par le paragraphe (1), est interprétée comme la mention des «alinéas 69(7.1)b), 81(1)r)» et la mention des «alinéas 81(1)r)» à la disposition 53(2)c(i)(B) de la même loi, telle qu'éditée par le ^aparagraphe (3), est interprétée comme la mention des «alinéas 69(7.1)b), 81(1)r)».

22. (1) L'alinéa 54h) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin du sous-alinéa (viii), par adjonction du mot «et» à la fin du sous-alinéa (ix) et par insertion, après le sous-alinéa (ix), de ce qui suit :

«(ix.1) dans le cas d'une action qui est un titre indexé, tout montant reçu au titre de cette action lors d'une réduction du capital versé d'une corporation,»

(2) L'alinéa 54i) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin du sous-alinéa (iv), par adjonction du mot «ou» à la fin du sous-alinéa (v) et par adjonction de ce qui suit :

«(vi) était une disposition réputée, en vertu de l'alinéa 47.1(2)c), avoir été effectuée lors du transfert du bien à un régime de placements en titres indexés et que le bien n'a pas, dans les 30 jours de la disposition, été retiré du régime en faveur d'une personne avec qui le contribuable avait un lien de dépendance.»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent après le 30 septembre 1983.

23. Le passage de l'alinéa 55(3)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(b) if the dividend was received in the course of a series of transactions or events the principal purpose of which was to effect a reorganization in order to transfer, directly or indirectly, property of a particular corporation to one or more corporations (each of which is in this section referred to as a “transferee”) and in the course of the series of transactions or events (other than a series of transactions or events that commenced before December 8, 1982) no person other than the transferee owned any of the shares of the particular corporation that the transferee owned immediately before the series of transactions or events and, in respect of each type of property transferred by the particular corporation, the fair market value of the property so received by each transferee was equal to or approximated the proportion of the fair market value of all property of that type owned by the particular corporation immediately before the series of transactions or events that”

24. (1) All that portion of subparagraph 56(1)(a)(i) of the said Act preceding clause 30 (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(i) a superannuation or pension benefit (other than the portion thereof received out of or under an employee benefit plan that is required by paragraph 6(1)(g) to be included in computing his income for the year, or would be required to be so included if that paragraph were read without reference to subparagraph (ii) thereof), including, without limiting the generality of the foregoing,”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1980 and subsequent taxation years.

25. (1) Subsection 59(3.2) of the said Act is amending by striking out the word “or” at

«b) dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements dont le but principal était d'effectuer une réorganisation afin de transférer, directement ou indirectement, des biens d'une corporation donnée à une ou plusieurs corporations (chacune d'elles appelée au présent article le «bénéficiaire du transfert») si, dans le cadre de la série d'opérations ou d'événements (sauf une série d'opérations ou d'événements qui a commencé avant le 8 décembre 1982) nulle personne autre que le bénéficiaire du transfert n'était propriétaire d'actions de la corporation donnée dont le bénéficiaire du transfert était propriétaire immédiatement avant la série d'opérations ou d'événements et si, à l'égard de chaque genre de bien transféré par la corporation donnée, la juste valeur marchande des biens reçus ainsi par chaque bénéficiaire du transfert était égale ou presque égale à la proportion de la juste valeur marchande de tous les biens de ce genre qui appartenaient à la corporation donnée immédiatement avant la série d'opérations ou d'événements que représente»

24. (1) Le passage du sous-alinéa 56(1)a(i) de la même loi qui précède la disposition (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) d'une prestation de retraite ou d'autres pensions (à l'exclusion d'une fraction d'une de celles-ci reçue d'un régime de prestations aux employés, ou en vertu d'un tel régime, que l'alinéa 6(1)g) exige d'inclure dans le calcul de son revenu pour l'année, ou exigerait d'inclure si cet alinéa était interprété sans égard à son sous-alinéa (ii)) y compris, sans restreindre la portée générale de ce qui précède,»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 45 années d'imposition 1980 et suivantes.

25. (1) Le paragraphe 59(3.2) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à

the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

“(d) any amount referred to in subparagraph 66(10.4)(b)(ii), and
(e) any amount referred to in paragraph 66(10.4)(c).”

(2) Subsection 59(3.3) of the said Act is amended by substituting for the expression “predecessor corporation”, wherever it appears in paragraphs (a) to (e) thereof, the word “predecessor”.

(3) Subsection 59(3.3) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (e) thereof, and by adding thereto the following paragraph:

“(f) 33 1/3% of the aggregate of all amounts, each of which is an amount that became receivable by the taxpayer after April 19, 1983 and in the year and in respect of which the consideration given by the taxpayer was a property (other than a share, depreciable property of a prescribed class or a property that would have been a Canadian resource property if it had been acquired by the taxpayer at the time the consideration was given) or services the cost of which to the taxpayer may reasonably be regarded as having been an expenditure that was included in computing the taxpayer’s mining exploration depletion base or in computing the mining exploration depletion base of a specified predecessor of the taxpayer.”

(4) Subsection 59(3.4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3.4) For the purposes of this subsection and subsection (3.3),

(a) “successor corporation” means a corporation that has, at any time after November 7, 1969, acquired, by purchase or otherwise (including an acquisition as a result of an amalgamation described in section 87), from another person (in this subsection and subsection (3.3) referred to as the “predecessor”)

la fin de l’alinéa b) et par adjonction de ce qui suit :

«d) les montants visés au sous-alinéa 66(10.4)b)(ii); et

e) les montants visés à l’alinéa 66(10.4)c).»

(2) Le paragraphe 59(3.3) de la même loi est modifié par substitution, à «corporation remplacée», dans les alinéas a) à e), du mot «prédécesseur», avec les adaptations de circonstance.

(3) Le paragraphe 59(3.3) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l’alinéa d), par adjonction du mot «et» à la fin de l’alinéa e) et par adjonction de ce qui suit :

«f) 33 1/3% du total des montants dont chacun est devenu à recevoir par le contribuable après le 19 avril 1983 et dans l’année et à l’égard duquel la contrepartie donnée par le contribuable est un bien (à l’exception d’une action, d’un bien amortissable d’une catégorie prescrite ou d’un bien qui aurait été un avoir minier canadien s’il avait été acquis à la date où la contrepartie a été donnée) ou des services dont le coût pour le contribuable peut raisonnablement être considéré comme ayant été une dépense qui a été incluse dans le calcul de la base d’exploration minière pour épuisement du contribuable ou dans le calcul de la base d’exploration minière pour épuisement d’un prédécesseur spécifié du contribuable.»

(4) Le paragraphe 59(3.4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3.4) Pour l’application du présent paragraphe et du paragraphe (3.3),

a) «corporation remplaçante» désigne une corporation qui a acquis, à une date quelconque après le 7 novembre 1969, par achat ou autrement (y compris une acquisition résultant d’une fusion visée à l’article 87) d’une autre personne (appelée dans le présent paragraphe et dans le paragraphe (3.3) le «prédécesseur») la

Définitions

Successor corporation”

Définitions

«corporation remplaçante»

all or substantially all of the property of the predecessor used by him in carrying on in Canada any of the businesses described in any of subparagraphs 66(15)(h)(i) to (vii) as were carried on by him, and that, with respect to acquisitions of property after November 16, 1978 (except in the case of an amalgamation or a winding-up), has jointly elected with the predecessor under subsection 66.1(4), 66.2(3) or 66.4(3);

“Second
successor
corporation”

(b) “second successor corporation” means a corporation that has, at any time after November 7, 1969, acquired, by purchase or otherwise (including an acquisition as a result of an amalgamation described in section 87), from another corporation (in this paragraph referred to as the “first successor corporation”) that was a successor corporation, all or substantially all of the property of the first successor corporation used by it in carrying on in Canada any of the businesses described in any of subparagraphs 66(15)(h)(i) to (vii) as were carried on by it, and that, with respect to acquisitions of property after November 16, 1978 (except in the case of an amalgamation or a winding-up), has jointly elected with the first successor corporation under subsection 66.1(5), 66.2(4) or 66.4(4); and

“Specified
predecessor”

(c) “specified predecessor” of a taxpayer means a person who is a predecessor of

- (i) the taxpayer, or
- (ii) a person who is a specified predecessor of the taxpayer.”

(5) Subsection 59(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Definitions

“(6) In this section, “bituminous sands equipment”, “earned depletion base”, “enhanced recovery equipment”, “frontier exploration base”, “mining exploration depletion base” and “supplementary depletion base” have the meanings assigned by regulations made for the purposes of section 65.”

totalité ou la presque totalité des biens utilisés par le prédécesseur dans l'exploitation au Canada d'une des entreprises visées à l'un des sous-alinéas 66(15)h(i) à (vii) et que, à l'égard des acquisitions de biens survenant après le 16 novembre 1978 (sauf dans le cas d'une fusion ou d'une liquidation) le prédécesseur et la corporation remplaçante ont choisi conjointement en vertu du paragraphe 66.1(4), 66.2(3) ou 66.4(3);

«seconde
corporation
remplaçante»

b) «seconde corporation remplaçante» désigne une corporation qui a acquis, à une date quelconque après le 7 novembre 1969, par achat ou autrement (y compris une acquisition résultant d'une fusion visée à l'article 87), d'une autre corporation (appelée dans le présent alinéa la «première corporation remplaçante») qui était une corporation remplaçante, la totalité ou la presque totalité des biens de la première corporation remplaçante utilisés par elle dans l'exploitation au Canada d'une entreprise visée à l'un quelconque des sous-alinéas 66(15)h(i) à (vii) et que, à l'égard des acquisitions de biens survenant après le 16 novembre 1978 (sauf dans le cas de fusion ou de liquidation), la première corporation remplaçante et la deuxième corporation remplaçante ont choisi conjointement en vertu du paragraphe 66.1(5), 66.2(4) ou 66.4(4); et

c) «prédécesseur spécifié» d'un contribuable désigne une personne qui est un prédécesseur

«prédécesseur
spécifié»

- (i) du contribuable, ou
- (ii) d'une personne qui est un prédécesseur spécifié du contribuable.»

(5) Le paragraphe 59(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

«(6) Dans le présent article, les expressions «matériel d'exploitation de sables bitumineux», «base de la déduction pour épuisement gagné», «matériel amélioré de récupération», «base d'exploration frontalière», «base d'exploration minière pour épuisement» et «base de la déduction supplémentaire pour épuisement» s'entendent

(6) Subsections (2) and (4) are applicable with respect to acquisitions of property by a successor corporation from a predecessor after April 19, 1983.

(7) Subsections (1) and (5) are applicable after April 19, 1983.

26. (1) Subsections 63(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“**63.** (1) Subject to subsection (2), in 10 computing the income of a taxpayer for a taxation year the aggregate of all amounts each of which is an amount paid in the year as or on account of child care expenses in respect of an eligible child of 15 the taxpayer for the year may be deducted

(a) by the taxpayer, where he is a taxpayer described in subsection (2) and the supporting person of the child for the year is a person described in sub- 20 paragraph (2)(b)(vi), or

(b) by the taxpayer or a supporting person of the child for the year, in any other case,

to the extent that 25

(c) the amount is not included in computing the amount deductible under this subsection by an individual (other than the taxpayer), and

(d) the amount is not an amount (other 30 than an amount that is included in computing a taxpayer's income and that is not deductible in computing his taxable income) in respect of which any taxpayer is or was entitled to a reimbursement 35 or any other form of assistance,

and the payment of which is proven by filing with the Minister one or more receipts each of which was issued by the payee and contains, where the payee is an 40 individual, that individual's Social Insurance Number; but not exceeding the amount, if any, by which

(e) the least of

(i) \$8,000,

45

au sens des règlements établis aux fins de l'article 65.»

(6) Les paragraphes (2) et (4) s'appliquent aux acquisitions de biens d'un prédécesseur par une corporation remplaçante effectuées 5 après le 19 avril 1983.

(7) Les paragraphes (1) et (5) s'appliquent après le 19 avril 1983.

26. (1) Les paragraphes 63(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce 10 qui suit :

«**63.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), il peut être déduit dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition le total des montants dont 15 chacun représente un montant payé dans l'année à titre ou au titre de frais de garde d'enfants pour un enfant admissible du contribuable pour l'année

a) par le contribuable, lorsqu'il est un 20 contribuable visé au paragraphe (2) et que la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant pour l'année est une personne visée au sous-alinéa (2)b)(vi), 25 ou

b) par le contribuable ou la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant pour l'année, dans tout autre cas, dans la mesure où le montant

c) n'est pas inclus par un autre particu- 30 lier dans le calcul du montant déductible en vertu du présent paragraphe,

d) n'est pas un montant (sauf un montant qui est inclus dans le calcul du revenu d'un particulier et qui n'est pas 35 déductible dans le calcul de son revenu imposable) à l'égard duquel un particulier a droit, ou avait droit, à un remboursement ou à une autre forme d'aide, et dont le paiement est établi en produi- 40 sant auprès du Ministre un ou plusieurs reçus délivrés par le bénéficiaire du paiement et portant, lorsque celui-ci est un particulier, le numéro d'assurance sociale de ce particulier; le total ne doit pas être 45 supérieur à l'excédent éventuel

e) du moins élevé des montants suivants :

Frais de garde d'enfants

Child care expenses

- (ii) the product obtained when \$2,000 is multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year in respect of whom the child care expenses were incurred, and
 (iii) 2/3 of the taxpayer's earned income for the year

exceeds

(f) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted, in respect of the eligible children of the taxpayer that are referred to in subparagraph (e)(ii), under this subsection for the year by an individual (other than the taxpayer) to whom subsection (2) is applicable for the year.

(2) Where the income for a taxation year of a taxpayer who has an eligible child for the year exceeds the income for that year of a supporting person of that child (on the assumption that both incomes are computed without reference to this section and paragraphs 56(1)(s) and (u)), the amount that may be deducted by the taxpayer under subsection (1) for the year as or on account of child care expenses shall not exceed the lesser of

- (a) the amount that would, but for this subsection, be deductible by him for the year under subsection (1); and
 (b) the product obtained when the lesser of
 (i) \$240, and
 (ii) \$60 multiplied by the number of eligible children of the taxpayer for the year in respect of whom the child care expenses were incurred

is multiplied by the number of weeks in the year during which the child care expenses were incurred and throughout which the supporting person was a person described in one or more of the following subparagraphs:

- (iii) a person in full-time attendance at a designated educational institution (within the meaning assigned by paragraph 110(9)(a)),

- (i) \$8,000,
 (ii) le produit de \$2,000 par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour l'année pour lesquels les frais de garde d'enfants ont été supportés, ou
 (iii) 2/3 du revenu gagné par le contribuable pour l'année

sur

f) le total des montants dont chacun 10 représente un montant déduit, à l'égard des enfants admissibles du contribuable visés au sous-alinéa e)(ii), en vertu du présent paragraphe pour l'année par un particulier (autre que le contribuable) à 15 qui le paragraphe (2) s'applique pour l'année.

(2) Lorsque le revenu, pour une année d'imposition, d'un contribuable qui a un enfant admissible pour l'année est supérieur au revenu, pour cette année, d'une personne assumant les frais d'entretien de cet enfant (en présumant que les deux revenus sont calculés sans tenir compte du présent article et des alinéas 56(1)(s) et u)) le montant que le contribuable peut déduire en vertu du paragraphe (1) pour l'année à titre ou au titre de frais de garde d'enfants ne doit pas être supérieur au moins élevé des montants suivants :

- a) le montant qu'il pourrait, sans le présent paragraphe, déduire pour l'année en vertu du paragraphe (1); ou
 b) le produit du moins élevé des montants suivants :
 (i) \$240, ou
 (ii) \$60 multiplié par le nombre d'enfants admissibles du contribuable pour l'année pour lesquels les frais de garde d'enfants ont été engagés

par le nombre de semaines de l'année au cours desquelles les frais de garde d'enfants ont été engagés et tout au long desquelles la personne assumant les frais d'entretien était visée dans un ou plusieurs des sous-alinéas suivants :

- (iii) une personne qui fréquente à plein temps un établissement d'enseignement désigné (au sens de l'alinéa 110(9)(a)),

Revenu du contribuable plus élevé que celui de la personne assumant les frais d'entretien

Where taxpayer's income exceeds income of supporting person

(iv) a person certified by a qualified medical practitioner to be a person who

(A) by reason of mental or physical infirmity and confinement throughout a period of not less than 2 weeks in the year to bed, to a wheelchair or as a patient in a hospital, an asylum or other similar institution, was incapable of caring for children, or

(B) by reason of mental or physical infirmity, was in the year, and is likely to be for a long-continued period of indefinite duration, incapable of caring for children,

(v) a person confined to a prison or similar institution throughout a period of not less than 2 weeks in the year, or

(vi) a person living separate and apart from the taxpayer, throughout a period of not less than 90 days commencing in the year, by reason of a breakdown of their marriage or similar domestic relationship.

(2.1) For the purposes of this section, where, in any taxation year, the income of a taxpayer who has an eligible child for the year and the income of a supporting person of the child are equal (on the assumption that both incomes are computed without reference to this section and paragraphs 56(1)(s) and (u)), no deduction shall be allowed under this section to the taxpayer and the supporting person in respect of the child unless they jointly elect to treat the income of one of them as exceeding the income of the other for the year."

(2) All that portion of paragraph 63(3)(a) of the said Act preceding clause (ii)(A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(a) "child care expense" means an expense incurred for the purpose of providing in Canada, for any eligible child of a taxpayer, child care services includ-

(iv) une personne déclarée par un médecin qualifié comme une personne qui,

(A) en raison d'une infirmité mentale ou physique et de l'obligation, pendant au moins 2 semaines de l'année, de garder le lit, de demeurer dans un fauteuil roulant ou d'effectuer un séjour dans un hôpital, un asile ou tout autre établissement semblable, a été dans l'incapacité de s'occuper de ses enfants, ou

(B) en raison d'une infirmité mentale ou physique, a été dans l'année et sera vraisemblablement, pendant une longue période indéfinie, dans l'incapacité de s'occuper de ses enfants,

(v) une personne qui a effectué dans l'année un séjour d'au moins 2 semaines dans une prison ou une autre institution semblable, ou

(vi) une personne vivant séparée du contribuable, pendant une période d'au moins 90 jours commençant dans l'année, à la suite d'une rupture de leur mariage ou de leur vie commune.

(2.1) Pour l'application du présent article, lorsque, dans une année d'imposition quelconque, le revenu d'un contribuable qui a un enfant admissible pour l'année et le revenu de la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant sont égaux (en présumant que les deux revenus sont calculés sans tenir compte du présent article et des alinéas 56(1)s) et u)) aucune déduction n'est permise en vertu du présent article au contribuable ni à la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant, sauf s'ils choisissent conjointement de traiter le revenu de l'un d'eux comme étant plus élevé que celui de l'autre pour l'année.»

Cas où le revenu du contribuable est égal à celui de la personne assumant les frais d'entretien

(2) Le passage de l'alinéa 63(3)a) de la même loi qui précède la disposition (ii)(A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"a) «frais de garde d'enfants» signifie tous frais engagés dans le but de faire assurer au Canada la garde de tout enfant admissible du contribuable, en le

«frais de garde d'enfants»

"Child care expense"

Where incomes of taxpayer and supporting person are equal

ing baby sitting services, day nursery services or lodging at a boarding school or camp if the services were provided

(i) to enable the taxpayer, or the supporting person of the child for the year, who resided with the child at the time the expense was incurred,” 5

(3) Subparagraph 63(3)(a)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 10

“(ii) by a resident of Canada other than a person

(A) who is the father or the mother of the child,

(B) who is a supporting person of the child or was under 21 years of age and connected with the taxpayer or his spouse by blood relationship, marriage, or adoption, or

(C) in respect of whom a deduction has been made under section 109 in computing the taxable income for the year of the taxpayer or of a supporting person of the child,” 15 20

(4) Subparagraph 63(3)(a)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 25

“(iii) any such expenses incurred in the year for a child's lodging at a boarding school or camp, to the extent that the aggregate thereof exceeds the product obtained when \$60 is multiplied by the number of weeks in the year during which the child was so lodged, and” 30 35

(5) Subparagraph 63(3)(a)(v) of the said Act is renumbered as subparagraph 63(3)(a)(iv).

(6) Subsection 63(3) of the said Act is further amended by striking out the word 40

confiant à des services de garde d'enfants, notamment à une gardienne d'enfants, à une garderie ou en le plaçant dans un pensionnat ou dans une colonie de vacances, si les services étaient assurés 5

(i) pour permettre au contribuable, ou à la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant pour l'année, qui résidait avec l'enfant au moment où les frais ont été engagés,» 10

(3) Le sous-alinéa 63(3)a)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) par une personne résidant au Canada autre qu'une personne 15

(A) qui est le père ou la mère de l'enfant,

(B) qui est la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant ou était âgée de moins de 21 ans et unie au contribuable ou à son conjoint par le sang, le mariage ou l'adoption, ou 20

(C) au titre de laquelle une déduction a été effectuée en vertu de l'article 109 dans le calcul du revenu imposable pour l'année du contribuable ou de la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant,» 25 30

(4) Le sous-alinéa 63(3)a)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) tous frais de cette nature engagés dans l'année pour le placement d'un enfant dans un pensionnat ou une colonie de vacances, dans la mesure où leur total dépasse le produit obtenu en multipliant \$60 par le nombre de semaines de l'année pendant lesquelles l'enfant a été ainsi placé, et» 35 40

(5) Le sous-alinéa 63(3)a)(v) de la même loi devient le sous-alinéa 63(3)a)(iv).

(6) Le paragraphe 63(3) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la 45

“and” at the end of paragraph (a) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

fin de l’alinéa a) et par adjonction de ce qui suit :

“Eligible child”	<p>“(c) “eligible child” of a taxpayer for a taxation year means</p> <p>(i) a child of the taxpayer or of his spouse, or</p> <p>(ii) a child in respect of whom the taxpayer deducted an amount under section 109 for the year,</p> <p>if, at any time during the year, the child was under 14 years of age or was over 13 years of age and dependent on the taxpayer by reason of mental or physical infirmity; and</p> <p>(d) “supporting person” of an eligible child of a taxpayer for a taxation year means</p> <p>(i) a parent of the child,</p> <p>(ii) the taxpayer’s spouse, or</p> <p>(iii) an individual who deducted an amount under section 109 for the year in respect of the child,</p> <p>if the parent, spouse or individual, as the case may be, resided with the taxpayer at any time during the year and at any time within 60 days after the end of the year.”</p>	<p>«c) «enfant admissible» d’un contribuable pour une année d’imposition désigne</p> <p>(i) l’enfant du contribuable ou de son conjoint, ou</p> <p>(ii) un enfant à l’égard duquel le contribuable a déduit un montant pour l’année en vertu de l’article 109,</p> <p>si, à une date quelconque de l’année, 10 l’enfant était âgé de moins de 14 ans ou était âgé de plus de 13 ans et était, en raison d’une infirmité physique ou mentale, à la charge du contribuable; et</p> <p>d) «personne assumant les frais d’entretien» d’un enfant admissible d’un contribuable pour une année d’imposition désigne</p> <p>(i) un parent de l’enfant,</p> <p>(ii) le conjoint du contribuable, ou</p> <p>(iii) un particulier qui a déduit un montant à l’égard de l’enfant pour l’année en vertu de l’article 109,</p> <p>si le parent, le conjoint ou le particulier, selon le cas, a résidé avec le contribuable à une date quelconque au cours de l’année et à une date quelconque dans les 60 jours de la fin de l’année.»</p>	<p>«enfant admissible»</p> <p>«personne assumant les frais d’entretien»</p>
------------------	---	---	---

(7) Subsection 63(4) of the said Act is repealed.

(7) Le paragraphe 63(4) de la même loi est abrogé.

(8) Subsections (1) to (7) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(8) Les paragraphes (1) à (7) s’appliquent aux années d’imposition 1983 et suivantes.

27. (1) Paragraph 63.1(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

27. (1) L’alinéa 63.1(c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(c) subsection 63(1) shall be read without reference to the words “and contains, where the payee is an individual, that individual’s Social Insurance Number”, if the payment referred to in that subsection is made to a person who is neither resident in Canada nor deemed by section 250 to be resident in Canada;”

«c) il ne doit pas être tenu compte, au paragraphe 63(1), des mots «et portant, lorsque celui-ci est un particulier, le numéro d’assurance sociale de ce particulier» lorsque les sommes visées à ce paragraphe ont été payées à une personne qui n’est ni un résident du Canada ni réputée être un résident du Canada en vertu de l’article 250;»

(2) Paragraph 63.1(e) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L’alinéa 63.1(e) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(e) subparagraph 63(3)(a)(ii) shall be read as if the word “person” were substituted for the words “resident of Canada” where they appear therein.”

«e) les mots «personne résidant au Canada», au sous-alinéa 63(3)a)(ii), sont remplacés par le mot «personne».

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes.

28. (1) All that portion of subsection 66(6) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

28. (1) Le passage du paragraphe 66(6) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(6) Where a corporation (in this subsection referred to as the “successor corporation”) has, at any time after 1971, acquired, by purchase or otherwise (including an acquisition as a result of an amalgamation described in section 87), from another person (in this subsection referred to as the “predecessor”) all or substantially all of the property of the predecessor used by him in carrying on in Canada such of the businesses described in any of subparagraphs (15)(h)(i) to (vii) as were carried on by him, and (except in the case of an amalgamation or a winding-up) the predecessor and the successor corporation have jointly elected in prescribed form on or before the day that is the earlier of the days on or before which either taxpayer making the election is required to file a return of income pursuant to section 150 for the taxation year in which the transaction to which the election relates occurred, there may be deducted by the successor corporation in computing its income under this Part for a taxation year, the lesser of”

“(6) Lorsqu'une corporation (appelée dans le présent paragraphe la «corporation remplaçante») a acquis, par achat ou autrement (y compris une acquisition résultant d'une fusion visée à l'article 87) à une date quelconque après 1971, d'une autre personne (appelée dans le présent paragraphe le «prédécesseur») la totalité ou la presque totalité des biens du prédécesseur qui lui servaient dans l'exploitation au Canada d'une des entreprises visées aux sous-alinéas (15)h)(i) à (vii) et que (sauf dans le cas d'une fusion ou d'une liquidation) le prédécesseur et la corporation remplaçante ont choisi conjointement en la forme prescrite au plus tard à la date qui survient la première parmi les dates auxquelles l'un ou l'autre des contribuables faisant le choix doit, au plus tard, produire une déclaration de revenu en application de l'article 150, pour l'année d'imposition pendant laquelle a eu lieu l'opération à laquelle se rapporte le choix, la corporation remplaçante peut, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu de la présente Partie, déduire le moins élevé des montants suivants :»

Frais d'exploration et d'aménagement au Canada d'une corporation remplaçante

(2) All that portion of subsection 66(6) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 66(6) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“and, in respect of any such expense included in the aggregate determined under paragraph (a), no deduction may be made under this section by the predecessor in computing his income for a taxation year subsequent to his taxation year in which the property so acquired was acquired by the successor corporation.”

«de plus, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition postérieure à son année d'imposition au cours de laquelle les biens ainsi acquis l'ont été par la corporation remplaçante, le prédécesseur ne peut rien déduire, en vertu du présent article, au titre de toute

Successor corporation's Canadian exploration and development expenses

35

10

15

20

25

30

35

40

45

45

(3) Subsection 66(6) of the said Act is further amended by substituting for the expressions "predecessor corporation" and "predecessor corporation's", wherever they appear therein, the expressions "predecessor" and "predecessor's", respectively.

(4) Subsection 66(7) of the said Act is amended by substituting for the expression "predecessor corporation", wherever it appears therein, the word "predecessor".

(5) Subsections 66(10.1) to (10.3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(10.1) A joint exploration corporation may, in any particular taxation year or within 6 months from the end of that year, elect in prescribed form in respect of that year to renounce in favour of another corporation an agreed portion of the aggregate of such of the joint exploration corporation's Canadian exploration expenses as were incurred by it during a period (ending before the end of the particular taxation year) throughout which the other corporation was a shareholder corporation, to the extent that the aggregate of such expenses exceeds the aggregate of all amounts each of which is

(a) an amount deductible under subsection 66.1(2) in respect of such expenses by the joint exploration corporation in computing its income for any taxation year preceding the particular taxation year, or

(b) an amount of assistance or benefit that any person has received, is entitled to receive or, at any time, becomes entitled to receive from a government, municipality or other public authority in respect of such expenses made or incurred during the period or that can reasonably be related to Canadian exploration activities of the joint exploration corporation during the period, whether such amount is by way of a grant, subsidy, forgivable loan, deduction from royalty or tax, invest-

dépense comprise dans le total déterminé à l'alinéa a).»

(3) Le paragraphe 66(6) de la même loi est modifié par substitution, à l'expression «corporation remplacée», du mot «prédécesseur», avec les adaptations de circonstance.

(4) Le paragraphe 66(7) de la même loi est modifié par substitution, à l'expression «corporation remplacée», du mot «prédécesseur».

(5) Les paragraphes 66(10.1) à (10.3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(10.1) Une corporation d'exploration en commun peut, au cours d'une année d'imposition donnée ou dans les 6 mois qui en suivent la fin, choisir, en la forme prescrite, de renoncer pour cette année, en faveur d'une autre corporation, à une partie convenue de la totalité des frais d'exploration que la corporation d'exploration en commun a engagés au Canada pendant une période (se terminant avant la fin de l'année d'imposition donnée) tout au long de laquelle l'autre corporation était une corporation actionnaire, dans la mesure où la totalité de ces frais dépasse le total de tous les montants dont chacun représente

a) une somme déductible en vertu du paragraphe 66.1(2) à l'égard de ces frais par la corporation d'exploration en commun dans le calcul de son revenu pour toute année d'imposition antérieure à l'année donnée, ou

b) un montant d'aide ou un avantage qu'une personne quelconque a reçu, ou qu'elle est ou devient en droit de recevoir à une date quelconque, d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'une autre administration publique relativement à des frais qui ont été supportés ou engagés au cours de la période, ou qui peuvent raisonnablement se rapporter à des activités d'exploration exercées par la corporation d'exploration en commun au Canada au cours de cette période,

ment allowance or any other form of assistance or benefit;

and, on the making of the election, the said agreed portion

(c) shall be deemed, for the purposes of paragraphs 66.1(6)(a) and (b), to be a Canadian exploration expense incurred by the other corporation during its taxation year in which the particular taxation year ends or, if it has no such year, its last taxation year; and

(d) shall be included in the amount deducted or deductible, as the case may be, by the joint exploration corporation under subparagraph 66.1(6)(b)(v) in computing its cumulative Canadian exploration expense, at the time that the election is made or, where the election is made after the end of the particular taxation year, immediately before the end of that year.

que ce montant soit sous forme d'octroi, de subvention, de prêt à remboursement conditionnel, d'avoir fiscal ou de réduction de redevance, d'allocation de placement ou sous toute autre forme d'aide ou d'avantage;

et, au moment du choix, cette partie convenue

c) est réputée représenter, aux fins des alinéas 66.1(6)a) et b), des frais d'exploration au Canada engagés par l'autre corporation pendant son année d'imposition au cours de laquelle l'année donnée se termine ou, s'il n'y a pas de telle année, pendant sa dernière année d'imposition; et

d) est incluse dans le montant déduit ou déductible, selon le cas, par la corporation d'exploration en commun en vertu du sous-alinéa 66.1(6)b)(v) dans le calcul de ses frais d'exploration cumulatifs au Canada, à la date du choix ou, lorsque le choix a lieu après la fin de l'année d'imposition donnée, immédiatement avant la fin de l'année donnée.

Idem

(10.2) A joint exploration corporation may, in any particular taxation year or within 6 months from the end of that year, elect in prescribed form in respect of that year to renounce in favour of another corporation an agreed portion of the aggregate of such of the joint exploration corporation's Canadian development expenses as were incurred by it during a period (ending before the end of the particular taxation year) throughout which the other corporation was a shareholder corporation, to the extent that the aggregate of such expenses exceeds the aggregate of all amounts each of which is

(a) an amount deducted under subsection 66.2(2) in respect of such expenses by the joint exploration corporation in computing its income for any taxation year preceding the particular taxation year, or

(b) an amount of assistance or benefit that any person has received, is entitled to receive or, at any time, becomes entitled to receive from a government, mu-

(10.2) Une corporation d'exploration en commun peut, au cours d'une année d'imposition donnée ou dans les 6 mois qui en suivent la fin, choisir, en la forme prescrite, de renoncer pour cette année, en faveur d'une autre corporation, à une partie convenue de la totalité des frais d'aménagement que la corporation d'exploration en commun a engagés au Canada pendant une période (se terminant avant la fin de l'année donnée) tout au long de laquelle l'autre corporation était une corporation actionnaire, dans la mesure où la totalité de ces frais dépasse le total de tous les montants dont chacun représente

Idem

a) une somme déduite en vertu du paragraphe 66.2(2) à l'égard de ces frais par la corporation d'exploration en commun dans le calcul de son revenu pour toute année d'imposition antérieure à l'année donnée, ou

b) un montant d'aide ou un avantage qu'une personne quelconque a reçu, ou qu'elle est ou devient en droit de rece-

municipality or other public authority in respect of such expenses made or incurred during the period or that can reasonably be related to Canadian development activities of the joint exploration corporation during the period, whether such amount is by way of a grant, subsidy, forgivable loan, deduction from royalty or tax, investment allowance or any other form of assistance or benefit;

and, on the making of the election, the said agreed portion

(c) shall be deemed, for the purposes of paragraphs 66.2(5)(a) and (b), to be a Canadian development expense incurred by the other corporation during its taxation year in which the particular taxation year ends or, if it has no such year, its last taxation year; and

(d) shall be included in the amount deducted by the joint exploration corporation under subparagraph 66.2(5)(b)(iv) in computing its cumulative Canadian development expense, at the time the election is made or, where the election is made after the end of the particular taxation year, immediately before the end of that year.

voir à une date quelconque, d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'une autre administration publique relativement à ces frais qui ont été supportés ou engagés au cours de la période, ou qui peuvent raisonnablement se rapporter à des activités d'aménagement exercées par la corporation d'exploration en commun au Canada au cours de cette période, que ce montant soit sous forme d'octroi, de subvention, de prêt à remboursement conditionnel, d'avoir fiscal ou de réduction de redevance, d'allocation de placement ou sous toute autre forme d'aide ou d'avantage;

et, au moment du choix, cette partie convenue

c) est réputée représenter, aux fins des alinéas 66.2(5)a) et b), des frais d'aménagement au Canada engagés par l'autre corporation pendant son année d'imposition au cours de laquelle l'année donnée se termine ou, s'il n'y a pas de telle année, durant sa dernière année d'imposition; et

d) est incluse dans le montant déduit par la corporation d'exploration en commun en vertu du sous-alinéa 66.2(5)b)(iv) dans le calcul de ses frais d'aménagement cumulatifs au Canada à la date du choix ou, lorsque le choix a lieu après la fin de l'année d'imposition donnée, immédiatement avant la fin de l'année donnée.

(10.3) A joint exploration corporation may, in any particular taxation year or within 6 months from the end of that year, elect in prescribed form in respect of that year to renounce in favour of another corporation an agreed portion of the aggregate of such of the joint exploration corporation's Canadian oil and gas property expenses as were incurred by it during a period (ending before the end of the particular taxation year) throughout which the other corporation was a shareholder corporation, to the extent that the aggregate of such expenses exceeds the aggregate of all amounts each of which is

(10.3) Une corporation d'exploration en commun peut, au cours d'une année d'imposition donnée ou dans les 6 mois qui en suivent la fin, choisir, en la forme prescrite, de renoncer pour cette année, en faveur d'une autre corporation, à une partie convenue de la totalité des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz que la corporation d'exploration en commun a engagés au Canada pendant une période (se terminant avant la fin de l'année donnée) tout au long de laquelle l'autre corporation était une corporation actionnaire, dans la mesure où la totalité de ces frais dépasse le

(a) an amount deducted under subsection 66.4(2) in respect of such expenses by the joint exploration corporation in computing its income for any taxation year preceding the particular taxation year, or 5

(b) any amount of assistance or benefit that any person has received, is entitled to receive or, at any time, becomes entitled to receive from a government, municipality or other public authority in respect of such expenses made or incurred during the period or that can reasonably be related to such expenses during the period, whether such amount is by way of a grant, subsidy, forgivable loan, deduction from royalty or tax, investment allowance or any other form of assistance or benefit; 10 15

and, on the making of the election, the said agreed portion 20

(c) shall be deemed, for the purposes of paragraphs 66.4(5)(a) and (b), to be a Canadian oil and gas property expense incurred by the other corporation during its taxation year in which the particular taxation year ends or, if it has no such year, its last taxation year; and 25

(d) shall be included in the amount deducted by the joint exploration corporation under subparagraph 66.4(5)(b)(iv) in computing its cumulative Canadian oil and gas property expense, at the time the election is made or, where the election is made after the end of the particular taxation year, immediately before the end of that year. 30 35

total de tous les montants dont chacun représente

a) une somme déduite en vertu du paragraphe 66.4(2) à l'égard de ces frais par la corporation d'exploration en commun dans le calcul de son revenu pour toute année d'imposition antérieure à l'année donnée, ou 5 10

b) un montant d'aide ou un avantage qu'une personne quelconque a reçu, ou qu'elle est ou devient en droit de recevoir à une date quelconque, d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'une autre administration publique relativement à ces frais supportés ou engagés au cours de la période, ou qui peuvent raisonnablement se rapporter à ces frais au cours de cette période, que ce montant soit sous forme d'octroi, de subvention, de prêt à remboursement conditionnel, d'avoir fiscal ou de réduction de redevance, d'allocation de placement ou sous toute autre forme d'aide ou d'avantage; 15 20

et, au moment du choix, cette partie convenue 25

c) est réputée représenter, aux fins des alinéas 66.4(5)a) et b), des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz engagés par l'autre corporation pendant son année d'imposition au cours de laquelle l'année donnée prend fin ou, s'il n'y a pas de telle année, pendant sa dernière année d'imposition; et 30

d) est incluse dans le montant déduit par la corporation d'exploration en commun en vertu du sous-alinéa 66.4(5)b)(iv) dans le calcul de ses frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz à la date du choix, lorsque le choix a lieu après la fin de l'année d'imposition donnée ou immédiatement avant la fin de l'année donnée. 35 40

(10.4) Where a taxpayer has, after April 19, 1983, made a payment or loan described in subparagraph (15)(a)(i) to a joint exploration corporation in respect of which the corporation has at any time renounced in favour of the taxpayer any 40

(10.4) Lorsqu'un contribuable a effectué, après le 19 avril 1983, un paiement ou un prêt visé au sous-alinéa (15)a)(i) à une corporation d'exploration en commun à l'égard duquel la corporation a renoncé, à une date quelconque, en faveur du contri- 45 Idem 50

Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or Canadian oil and gas property expenses (in this subsection referred to as "resource expenses") under subsection (10.1), (10.2) or (10.3), the following rules apply:

(a) where the taxpayer receives as consideration for the payment or loan property that is capital property to him,

(i) there shall be deducted in computing the adjusted cost base to him of the property at any time the amount of any resource expenses renounced by the corporation in his favour in respect of the loan or payment at or before that time,

(ii) there shall be deducted in computing the adjusted cost base to him at any time of any property for which the property, or any property substituted therefor, was exchanged the amount of any resource expenses renounced by the corporation in his favour in respect of the loan or payment at or before that time (except to the extent such amount has been deducted under subparagraph (i)), and

(iii) the amount of any resource expenses renounced by the corporation in favour of the taxpayer in respect of the loan or payment at any time, except to the extent that the renunciation of such expenses results in a deduction under subparagraph (i) or (ii), shall, for the purposes of this Act, be deemed to be a capital gain of the taxpayer from the disposition by him of property at that time;

(b) where the taxpayer receives as consideration for the payment or loan property that is not capital property to him,

(i) there shall be deducted in computing the cost to him of the property at any time the amount of any resource expenses renounced by the corporation in his favour in respect of the loan or payment at or before that time,

(ii) there shall be included in computing the amount referred to in para-

buable à des frais d'exploration au Canada, à des frais d'aménagement au Canada ou à des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz (appelés dans le présent paragraphe des «frais relatifs à des ressources») selon le paragraphe (10.1), (10.2) ou (10.3), les règles suivantes s'appliquent:

a) lorsque le contribuable reçoit en contrepartie du paiement ou du prêt des biens qui sont pour lui des biens en immobilisations,

(i) il est déduit dans le calcul du prix de base rajusté pour lui du bien à une date quelconque le montant de frais relatifs à des ressources auxquels la corporation a renoncé en sa faveur relativement au paiement ou au prêt au plus tard à cette date,

(ii) il est déduit dans le calcul du prix de base rajusté pour lui à une date quelconque de biens pour lesquels des biens, ou tous biens qui y sont substitués, ont été échangés le montant de frais relatifs à des ressources auxquels la corporation a renoncé en sa faveur relativement au paiement ou au prêt au plus tard à cette date (sauf dans la mesure où ce montant a été déduit selon le sous-alinéa (i)), et

(iii) le montant de frais relatifs à des ressources auxquels la corporation a renoncé en faveur du contribuable relativement au paiement ou au prêt à une date quelconque, sauf dans la mesure où la renonciation à ces frais constitue une déduction selon le sous-alinéa (i) ou (ii), est réputé, pour l'application de la présente loi, être un gain en capital du contribuable provenant de la disposition de biens par lui à cette date;

b) lorsque le contribuable reçoit en contrepartie du paiement ou du prêt des biens qui ne sont pas pour lui des biens en immobilisations,

(i) il est déduit dans le calcul du coût des biens pour lui à une date quelconque le montant des frais relatifs à des ressources auxquels la corporation renonce en sa faveur relativement au

graph 59(3.2)(d) for a taxation year the amount of any resource expenses renounced by the corporation in his favour in respect of the loan or payment at any time in the year, except to the extent that such amount has been deducted under subparagraph (i); and

(c) where the taxpayer does not receive any property as consideration for the payment, there shall be included in computing the amount referred to in paragraph 59(3.2)(e) for a taxation year the amount of any resource expenses renounced by the corporation in his favour in respect of the payment in the year, except to the extent that such amount has been deducted from the adjusted cost base to him of shares of the corporation under paragraph 53(2)(f.1) in respect of the payment.”

(6) Paragraphs 66(11.1)(c) to (e) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(c) the corporation shall after that time be deemed to be a successor corporation that jointly elected with a predecessor in prescribed form as required under subsections (6), (8), 66.1(4), 66.2(3) and 66.4(3);

(d) the corporation shall be deemed to have acquired at that time all or substantially all of the property of a predecessor that was used by him in carrying on such of the businesses described in any of subparagraphs (15)(h)(i) to (vii) as were carried on by the corporation immediately before that time;

(e) the exploration and development expenses made or incurred by the corporation before that time shall be deemed not to have been made or incurred by the corporation before that time but to have been made or incurred by the predecessor of the corporation before that time; and

(f) except where paragraph (b) applies, in computing the income of the corpora-

paiement ou au prêt au plus tard à cette date,

(ii) il est inclus dans le calcul du montant visé à l'alinéa 59(3.2)d) pour une année d'imposition le montant de frais relatifs à des ressources auxquels la corporation a renoncé en sa faveur relativement au paiement ou au prêt à une date quelconque de l'année, sauf dans la mesure où ce montant a été déduit selon le sous-alinéa (i); et

c) lorsque le contribuable ne reçoit aucun bien en contrepartie du paiement, il est inclus dans le calcul du montant visé à l'alinéa 59(3.2)e) pour une année d'imposition le montant de frais relatifs à des ressources auxquels la corporation a renoncé en sa faveur relativement au paiement dans l'année, sauf dans la mesure où un montant a été déduit du prix de base rajusté pour lui des actions de la corporation selon l'alinéa 53(2)f.1) relativement au paiement.»

(6) Les alinéas 66(11.1)c) à e) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«c) la corporation est réputée, après cette date, être une corporation remplaçante qui a effectué, en la forme prescrite, un choix conjoint avec un prédécesseur en application des paragraphes (6), (8), 66.1(4), 66.2(3) et 66.4(3);

d) la corporation est réputée avoir acquis à cette date la totalité ou la presque totalité des biens d'un prédécesseur qui lui servaient dans l'exploitation d'une des entreprises visées à l'un quelconque des sous-alinéas (15)h)(i) à (vii) qu'elle exploitait immédiatement avant cette date;

e) les frais d'exploration et d'aménagement supportés ou engagés par la corporation avant cette date sont réputés ne pas avoir été supportés ou engagés par la corporation avant cette date mais avoir été supportés ou engagés par le prédécesseur de la corporation avant cette date; et

f) sauf lorsque l'alinéa b) s'applique dans le calcul du revenu de la corpora-

tion for its taxation year that includes that time,

- (i) any disposition by the corporation, in the year before that time, of property described in any of paragraphs 59(2)(a) to (e) shall be deemed to be a disposition described in subparagraphs (6)(b)(i) and 66.1(4)(b)(i),
- (ii) the first two references in each of subparagraphs 66.2(3)(a)(ii) and 66.4(3)(a)(ii) to "successor corporation" shall be read as references to "corporation" and the references in those subparagraphs to "owned by the predecessor immediately before the acquisition thereof by the successor corporation" shall be read as references to "in the year and before that time", and
- (iii) the production referred to in subparagraphs (6)(b)(ii), 66.1(4)(b)(ii), 66.2(3)(b)(i) and 66.4(3)(b)(i) shall be deemed to include the production of petroleum or natural gas from wells, and the production of minerals from mines, situated on property in respect of which the corporation had, in the year and before that time, an interest or a right to take or remove petroleum or natural gas or a right to take or remove minerals."

(7) Subsection 66(11.2) of the said Act is amended by substituting for the expressions "predecessor corporation" and "predecessor corporation's", wherever they appear therein, the expressions "predecessor" and "predecessor's", respectively.

(8) Subparagraph 66(15)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

- "(i) the aggregate of all amounts each of which is a payment or loan referred to in subparagraph (i)(ii) (except to the extent that such payment or loan was made by a shareholder corporation that was not a Canadian corporation and was used by the joint exploration corporation to acquire a Canadian resource property

tion pour son année d'imposition qui comprend cette date,

- (i) toute disposition de biens visés à l'un quelconque des alinéas 59(2)a) à e) par la corporation dans l'année avant cette date est réputée être une disposition visée aux sous-alinéas (6)b)(i) et 66.1(4)b)(i),
- (ii) les deux premières mentions de «corporation remplaçante» dans les sous-alinéas 66.2(3)a)(ii) et 66.4(3)a)(ii) sont interprétées comme les mentions de «corporation», et la mention «appartenant au prédécesseur immédiatement avant leur acquisition par la corporation remplaçante» à ces sous-alinéas est interprétée comme la mention «dans l'année et avant cette date», et
- (iii) la production visée aux sous-alinéas (6)b)(ii), 66.1(4)b)(ii), 66.2(3)b)(i) et 66.4(3)b)(i) est réputée comprendre la production de pétrole ou de gaz naturel provenant de puits, et la production de minéraux provenant de mines, situés sur des biens à l'égard desquels la corporation avait, dans l'année et avant cette date, une participation ou un droit d'extraire ou d'enlever du pétrole, du gaz ou des minéraux.»

(7) Le paragraphe 66(11.2) de la même loi est modifié par substitution, à l'expression «corporation remplacée», du mot «prédécesseur», avec les adaptations de circonstance.

(8) Le sous-alinéa 66(15)a)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- «(i) le total de tous les montants dont chacun représente un paiement ou un prêt visé au sous-alinéa i)(ii) (sauf dans la mesure où ce paiement a été fait ou ce prêt consenti par une corporation actionnaire qui n'était pas une corporation canadienne et a été utilisé par la corporation d'exploration commun pour acquérir un avoir

after December 11, 1979 from a shareholder corporation that was not a Canadian corporation) made by the shareholder corporation to the joint exploration corporation during the 5 period it was a shareholder corporation of the joint exploration corporation,”

minier canadien après le 11 décembre 1979 d'une corporation actionnaire qui n'était pas une corporation canadienne) fait ou consenti par la corporation actionnaire à la corporation 5 d'exploration en commun pendant la période où elle était une corporation actionnaire de la corporation d'exploration en commun,»

(9) Paragraph 66(15)(g.3) of the said Act is repealed and the following substituted 10 therefor: (9) L'alinéa 66(15)g.3) de la même loi est 10 abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

“(g.3) an “outlay” or “expense” made or incurred before a particular time by a taxpayer includes an amount designated by him at that time under paragraph 15 98(3)(d) or (5)(d) as a cost in respect of property that is a Canadian resource property or a foreign resource property;”

«g.3) un «débours» ou une «dépense» supportée ou engagée avant une date donnée par un contribuable comprend une somme désignée par lui à cette date 15 en vertu de l'alinéa 98(3)d) ou (5)d) à titre de coût relatif à un bien qui est un avoir minier canadien ou un avoir minier étranger;»

Idem

(10) Subparagraph 66(15)(i)(ii) of the 20 said Act is repealed and the following substituted therefor: (10) Le sous-alinéa 66(15)i)(ii) de la 20 même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(ii) made a payment or loan to the joint exploration corporation in respect of Canadian exploration and 25 development expenses, a Canadian exploration expense, a Canadian development expense or a Canadian oil and gas property expense incurred or to be incurred by the joint exploration 30 corporation.”

“(ii) a fait un paiement ou a consenti un prêt à la corporation d'exploration en commun à l'égard de frais d'explo- 25 ration et d'aménagement au Canada, de frais d'exploration au Canada, de frais d'aménagement au Canada ou de frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz engagés, 30 ou qui doivent être engagés, par la corporation d'exploration en commun.»

(11) Subsections (1) to (4), (6) and (7) are applicable with respect to acquisitions of property by a successor corporation from a predecessor after April 19, 1983, except that 35 paragraph 66(11.1)(f) of the said Act, as enacted by subsection (6), is applicable to taxation years ending after November 12, 1981 and the reference in that paragraph to “predecessor” shall be read as a reference to 40 “predecessor corporation” with respect to acquisitions of property by a successor corporation on or before April 19, 1983. (11) Les paragraphes (1) à (4), (6) et (7) s'appliquent aux acquisitions de biens d'un 35 prédécesseur par une corporation remplaçante après le 19 avril 1983, sauf que l'alinéa 66(11.1)f) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (6), s'applique aux années d'imposition se terminant après le 12 novem- 40 bre 1981 et la mention de «prédécesseur» à cet alinéa est interprétée comme la mention de «corporation remplacée» en ce qui concerne les acquisitions de biens par une corporation remplaçante ayant eu lieu au plus tard 45 le 19 avril 1983.

(12) Subsection (5) is applicable with respect to any Canadian exploration expense, 45 (12) Le paragraphe (5) s'applique à des frais d'exploration au Canada, à des frais

Canadian development expense or Canadian oil and gas property expense incurred after March 16, 1983 by a joint exploration corporation (other than such an expense incurred after March 16, 1983 and before October, 1984 in respect of which payments or loans referred to in subparagraph 66(15)(i)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (10), are made to the joint exploration corporation pursuant to arrangements that were substantially advanced and evidenced in writing on or before March 16, 1983), except that

(a) the repeal of paragraphs 66(10.1)(b), (10.2)(b) and (10.3)(b) of the said Act and the enactment of paragraphs 66(10.1)(d), (10.2)(d) and (10.3)(d) of the said Act, as provided by subsection (5), are applicable with respect to an agreed portion of the aggregate of such expenses that is renounced after April 19, 1983; and

(b) the repeal of paragraphs 66(10.1)(a), (10.2)(a) and (10.3)(a) of the said Act and the enactment of paragraphs 66(10.1)(c), (10.2)(c) and (10.3)(c) of the said Act, as provided by subsection (5), are applicable with respect to an agreed portion of the aggregate of such expenses that is renounced after April 19, 1983.

(13) Subsections (8) and (10) are applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

(14) Subsection (9) is applicable after 1980.

29. (1) All that portion of subsection 66.1(4) of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(4) Where a corporation (in this subsection referred to as the “successor corporation”) has, at any time after May 6, 1974, acquired, by purchase or otherwise (including an acquisition as a result of an amalgamation described in section 87), from another person (in this subsection referred to as the “predecessor”) all or substantially all of the property of the predecessor used by him in carrying on in Canada such of the businesses described in

d'aménagement au Canada ou à des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz engagés après le 16 mars 1983 par une corporation d'exploration en commun (à l'exception des frais engagés après le 16 mars 1983 mais avant octobre 1984, à l'égard desquels des paiements sont faits ou des prêts consentis, visés au sous-alinéa 66(15)i)(ii) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (10), à la corporation d'exploration en commun dans le cadre d'arrangements fort avancés et constatés par écrit au plus tard le 16 mars 1983) sauf que

a) l'abrogation des alinéas 66(10.1)b), (10.2)b) et (10.3)b) de la même loi et l'adoption des alinéas 66(10.1)d), (10.2)d) et (10.3)d) de la même loi, ainsi que le prévoit le paragraphe (5), s'appliquent à une partie convenue du total de ces frais à l'égard desquels il y a renonciation après le 19 avril 1983; et

b) l'abrogation des alinéas 66(10.1)a), (10.2)a) et (10.3)a) de la même loi et l'adoption des alinéas 66(10.1)c), (10.2)c) et (10.3)c) de la même loi, ainsi que le prévoit le paragraphe (5), s'appliquent à la partie convenue du total de ces frais à l'égard desquels il y a renonciation après le 19 avril 1983.

(13) Les paragraphes (8) et (10) s'appliquent aux années d'imposition 1982 et suivantes.

(14) Le paragraphe (9) s'applique après 1980.

29. (1) Le passage du paragraphe 66.1(4) de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(4) Lorsqu'une corporation (appelée dans le présent paragraphe la «corporation remplaçante») a acquis, par achat ou autrement (y compris une acquisition résultant d'une fusion visée à l'article 87) à une date quelconque après le 6 mai 1974, d'une autre personne (appelée dans le présent paragraphe le «prédécesseur») la totalité ou la presque totalité des biens du prédécesseur qui lui servaient dans l'exploitation au Canada d'une des entreprises

Frais d'exploration au Canada d'une corporation remplaçante

any of subparagraphs 66(15)(h)(i) to (vii) as were carried on by him, and (except in the case of an amalgamation or a winding-up) the predecessor and the successor corporation have jointly elected in prescribed form on or before the day that is the earlier of the days on or before which either taxpayer making the election is required to file a return of income pursuant to section 150 for the taxation year in which the transaction to which the election relates occurred, there may be deducted by the successor corporation in computing its income under this Part for a taxation year, such amount as it may claim not exceeding the lesser of

(a) the cumulative Canadian exploration expense of the predecessor, determined at the time immediately after the property so acquired was acquired by the successor corporation, to the extent that it has not been deducted by the successor corporation in computing its income for a previous taxation year and has not been deducted by the predecessor in computing his income for any taxation year, and”

(2) Subparagraphs 66.1(4)(b)(i) to (iii) and all that portion of subsection 66.1(4) of the said Act following paragraph (b) thereof are repealed and the following substituted therefor:

“(i) the disposition of any property described in any of subparagraphs 66(15)(c)(i) to (vii) owned by the predecessor immediately before the acquisition by the successor corporation of the property so acquired, (ii) the production of petroleum or natural gas from wells, or the production of minerals from mines, situated on property in Canada in respect of which the predecessor had, immediately before the acquisition by the successor corporation of the property so acquired, an interest or a right to take or remove petroleum or natural gas or a right to take or remove minerals, and

prévues à un des sous-alinéas 66(15)(h)(i) à (vii) qu’il exploitait, et que (sauf dans le cas d’une fusion ou d’une liquidation) le prédécesseur et la corporation remplaçante ont choisi conjointement en la forme prescrite au plus tard à la date qui survient la première parmi les dates auxquelles l’un ou l’autre des contribuables faisant le choix doit, au plus tard, produire une déclaration de revenu en application de l’article 150, pour l’année d’imposition pendant laquelle a eu lieu l’opération à laquelle se rapporte le choix, la corporation remplaçante peut, dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition en vertu de la présente Partie, déduire tout montant qu’elle peut réclamer sans dépasser le moins élevé des montants suivants :

a) les frais d’exploration cumulatifs au Canada engagés par le prédécesseur, déterminés immédiatement après que les biens ainsi acquis l’ont été par la corporation remplaçante, dans la mesure où ces frais n’ont pas été déduits par la corporation remplaçante dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition antérieure, ni déduits par le prédécesseur dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition, ou»

(2) Les sous-alinéas 66.1(4)(b)(i) à (iii) et le passage du paragraphe 66.1(4) de la même loi qui suit l’alinéa b) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(i) à la disposition de tout bien visé à l’un des sous-alinéas 66(15)(c)(i) à (vii) qui appartenait au prédécesseur immédiatement avant l’acquisition par la corporation remplaçante du bien ainsi acquis, (ii) à la production de pétrole ou de gaz naturel provenant de puits, ou à la production de minéraux provenant de mines, situés sur des biens au Canada à l’égard desquels le prédécesseur avait, immédiatement avant l’acquisition par la corporation remplaçante des biens ainsi acquis, une participation ou un droit d’extraire ou d’enlever du pétrole, du gaz naturel ou des minéraux, et

(iii) the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is an amount

(A) required by subsection 59(2) or (2.1) to be included in computing its income for the year, and

(B) in respect of a reserve deducted in computing the predecessor's income and deemed by paragraph 87(2)(g) or by virtue of that paragraph and paragraph 88(1)(e.2) to have been deducted by the successor corporation as a reserve in computing its income for a preceding year

exceeds the aggregate of amounts, if any, deducted in computing the successor corporation's income for the year by virtue of subsection 64(1), (1.1) or (1.2) in respect of dispositions of property by the predecessor;

and, in respect of any expense included in the cumulative Canadian exploration expense referred to in paragraph (a), no deduction may be made under this section by the predecessor in computing his income for a taxation year subsequent to his taxation year in which the property so acquired was acquired by the successor corporation."

(3) Subparagraph 66.1(5)(b)(iii) of the said Act is amended by substituting for the expression "predecessor corporation", wherever it appears therein, the word "predecessor".

(4) Subsections (1) to (3) are applicable with respect to acquisitions of property by a successor corporation from a predecessor after April 19, 1983.

30. (1) All that portion of subsection 66.2(3) of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(3) Where a corporation (in this subsection referred to as the "successor corporation") has, at any time after May 6, 1974, acquired, by purchase or otherwise (including an acquisition as a result of an amalgamation described in section 87),

(iii) l'excédent éventuel du total de tous les montants dont chacun représente un montant

(A) qui doit être inclus, en vertu du paragraphe 59(2) ou (2.1), dans le calcul de son revenu pour l'année, et

(B) à l'égard d'une réserve déduite dans le calcul du revenu du prédécesseur et réputée, en vertu de l'alinéa 87(2)g) ou en vertu de cet alinéa et de l'alinéa 88(1)e.2), avoir été déduite par la corporation remplaçante à titre de réserve dans le calcul de son revenu pour une année antérieure,

sur le total des montants éventuels, déduits dans le calcul du revenu de la corporation remplaçante pour l'année en vertu du paragraphe 64(1), (1.1) ou (1.2) à l'égard des dispositions de biens par le prédécesseur;

de plus, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition postérieure à son année d'imposition au cours de laquelle les biens ainsi acquis l'ont été par la corporation remplaçante, le prédécesseur ne peut rien déduire, en vertu du présent article, au titre de toute dépense comprise dans les frais d'exploration cumulatifs au Canada visés à l'alinéa a).»

(3) Le sous-alinéa 66.1(5)b)(iii) de la même loi est modifié par substitution, à l'expression «corporation remplacée», du mot «prédécesseur».

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux acquisitions de biens d'un prédécesseur par une corporation remplaçante après le 19 avril 1983.

30. (1) Le passage du paragraphe 66.2(3) de la même loi qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Lorsqu'une corporation (appelée dans le présent paragraphe la «corporation remplaçante») a acquis, par achat ou autrement (y compris une acquisition résultant d'une fusion visée à l'article 87) à une date quelconque après le 6 mai 1974,

Frais d'aménagement au Canada engagés par une corporation remplaçante

from another person (in this subsection referred to as the "predecessor") all or substantially all of the property of the predecessor used by him in carrying on in Canada such of the businesses described in any of subparagraphs 66(15)(h)(i) to (vii) as were carried on by him, and (except in the case of an amalgamation or a winding-up) the predecessor and the successor corporation have jointly elected in prescribed form on or before the day that is the earlier of the days on or before which either taxpayer making the election is required to file a return of income pursuant to section 150 for the taxation year in which the transaction to which the election relates occurred, there may be deducted by the successor corporation in computing its income under this Part for a taxation year, such amount as it may claim not exceeding the lesser of

(a) 30% of the amount by which

(i) the cumulative Canadian development expense of the predecessor, determined at the time immediately after the property so acquired was acquired by the successor corporation, to the extent it has not been deducted by the predecessor in computing his income for any taxation year and has not been deducted by the successor corporation in computing its income for a preceding taxation year,

exceeds

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount that became receivable by the successor corporation in the taxation year or in a preceding taxation year, that is required to be included in the amount determined under clause 66.2(5)(b)(v)(A) by virtue of subsection 59(1.1) or paragraph 59(3.1)(a) and that may reasonably be regarded as attributable to the disposition by the successor corporation of any property owned by the predecessor immediately before the acquisition thereof by the successor corporation, and"

50

d'une autre personne (appelée dans le présent paragraphe le «prédécesseur») la totalité ou la presque totalité des biens du prédécesseur qui lui servaient dans l'exploitation au Canada d'une des entreprises prévues à l'un quelconque des sous-alinéas 66(15)h(i) à (vii) qu'il exploitait, et que (sauf dans le cas d'une fusion ou d'une liquidation) le prédécesseur et la corporation remplaçante ont choisi conjointement en la forme prescrite au plus tard à la date qui survient la première parmi les dates auxquelles l'un ou l'autre des contribuables faisant le choix doit, au plus tard, produire une déclaration de revenu en application de l'article 150, pour l'année d'imposition pendant laquelle a eu lieu l'opération à laquelle se rapporte le choix, la corporation remplaçante peut, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu de la présente Partie, déduire tout montant qu'elle peut réclamer sans dépasser le moins élevé des montants suivants :

a) le montant égal à 30% de l'excédent

(i) des frais cumulatifs d'aménagement au Canada engagés par le prédécesseur, déterminés immédiatement après que les biens ainsi acquis l'ont été par la corporation remplaçante, dans la mesure où ils n'ont pas été déduits par le prédécesseur dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition et n'ont pas été déduits par la corporation remplaçante dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure,

sur

(ii) le total des montants dont chacun représente un montant qui est devenu à recevoir dans l'année d'imposition ou dans une année d'imposition antérieure par la corporation remplaçante, qui doivent, en vertu du paragraphe 59(1.1) ou de l'alinéa 59(3.1)a), être inclus dans le montant déterminé conformément à la disposition 66.2(5)b)(v)(A), et qui peuvent raisonnablement être attribués à la disposition de biens, par la corporation remplaçante, appartenant au prédé-

50

cesseur immédiatement avant leur acquisition par la corporation remplaçante, ou»

(2) All that portion of subsection 66.2(3) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“and, in respect of any expense included in the cumulative Canadian development expense referred to in subparagraph (a)(i), no deduction may be made under this section by the predecessor in computing his income for a taxation year subsequent to his taxation year in which the property so acquired was acquired by the successor corporation.”

(3) Clause 66.2(5)(a)(i)(C) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(C) drilling or converting a well in Canada for the injection of water, gas or any other substance to assist in the recovery of petroleum or natural gas from another well, or”

(4) Section 66.2 of the said Act is further amended by substituting for the expressions “predecessor corporation” and “predecessor corporation’s”, wherever they appear therein, the expressions “predecessor” and “predecessor’s”, respectively.

(5) Subsections (1), (2) and (4) are applicable with respect to acquisitions of property by a successor corporation from a predecessor after April 19, 1983.

(6) Subsection (3) is applicable with respect to expenses incurred after 1980.

31. (1) All that portion of subsection 66.4(3) of the said Act preceding paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(3) Where a corporation (in this subsection referred to as the “successor corporation”) has, at any time, acquired, by purchase or otherwise (including an acquisition as a result of an amalgamation described in section 87), from another

(2) Le passage du paragraphe 66.2(3) de la même loi qui suit l’alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«de plus, dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition postérieure à son année d’imposition au cours de laquelle les biens ainsi acquis l’ont été par la corporation remplaçante, le prédécesseur ne peut rien déduire, en vertu du présent article, au titre de toute dépense comprise dans les frais cumulatifs d’aménagement au Canada visés au sous-alinéa a)(i).»

(3) La disposition 66.2(5)a)(i)(C) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(C) pour le forage ou la conversion d’un puits au Canada en vue de l’injection d’eau, de gaz ou d’une autre substance pour faciliter la récupération du pétrole ou du gaz naturel d’un autre puits, ou»

(4) L’article 66.2 de la même loi est modifié par substitution, à l’expression «corporation remplacée», du mot «prédécesseur», avec les adaptations de circonstance.

(5) Les paragraphes (1), (2) et (4) s’appliquent aux acquisitions de biens d’un prédécesseur par une corporation remplaçante après le 19 avril 1983.

(6) Le paragraphe (3) s’applique aux frais engagés après 1980.

31. (1) Le passage du paragraphe 66.4(3) de la même loi qui précède l’alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Lorsqu’une corporation (appelée dans le présent paragraphe la «corporation remplaçante») a acquis, par achat ou autrement (y compris par une acquisition résultant d’une fusion visée à l’article 87) à une date quelconque, d’une autre per-

Frais à l’égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz d’une corporation remplaçante

person (in this subsection referred to as the "predecessor") all or substantially all of the property of the predecessor used by him in carrying on in Canada such of the businesses described in any of subparagraphs 66(15)(h)(i) to (vii) as were carried on by him and (except in the case of an amalgamation or a winding-up) the predecessor and the successor corporation have jointly elected in prescribed form on or before the day that is the earlier of the days on or before which either taxpayer making the election is required to file a return of income pursuant to section 150 for the taxation year in which the transaction to which the election relates occurred, there may be deducted by the successor corporation in computing its income under this Part for a taxation year, such amount as it may claim not exceeding the lesser of

(a) 10% of the amount by which

(i) the cumulative Canadian oil and gas property expense of the predecessor, determined at the time immediately after the property so acquired was acquired by the successor corporation, to the extent it has not been deducted by the predecessor in computing his income for any taxation year and has not been deducted by the successor corporation in computing its income for a preceding taxation year,

exceeds

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount that became receivable by the successor corporation in the taxation year or in a preceding taxation year, that is required to be included in the amount determined under clause (5)(b)(v)(A) by virtue of subsection 59(1.2) and that may reasonably be regarded as attributable to the disposition by the successor corporation of any property owned by the predecessor immediately before the acquisition thereof by the successor corporation, and"

sonne (appelée dans le présent paragraphe le «prédécesseur»), la totalité ou la presque totalité des biens du prédécesseur qui lui servaient dans l'exploitation au Canada d'une des entreprises visées à l'un des sous-alinéas 66(15)h(i) à (vii) qu'il exploitait, et que (sauf dans le cas d'une fusion ou d'une liquidation) le prédécesseur et la corporation remplaçante ont choisi conjointement en la forme prescrite au plus tard à la date qui survient la première parmi les dates auxquelles l'un ou l'autre des contribuables effectuant le choix doit, au plus tard, produire une déclaration de revenu en vertu de l'article 150, produire une déclaration de revenu pour l'année d'imposition au cours de laquelle a eu lieu l'opération à laquelle se rapporte le choix, la corporation remplaçante peut, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu de la présente Partie, déduire tout montant qu'elle peut réclamer sans dépasser le moins élevé des montants suivants :

a) 10% de l'excédent

(i) des frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz du prédécesseur, déterminés immédiatement après que les biens ainsi acquis l'ont été par la corporation remplaçante, dans la mesure où ces frais n'ont pas été déduits par le prédécesseur dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition quelconque, ni déduits par la corporation remplaçante dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure,

sur

(ii) le total de tous les montants dont chacun représente un montant devenu à recevoir par la corporation remplaçante dans l'année d'imposition ou dans une année d'imposition antérieure, qui doivent, en vertu du paragraphe 59(1.2), être inclus dans la somme établie conformément à la disposition (5)b(v)(A), et qui peuvent raisonnablement être considérés comme se rapportant à la disposition de biens, par la corporation rempla-

Amounts
receivable

	çante, appartenant au prédécesseur immédiatement avant leur acquisition par la corporation remplaçante, ou»
(2) All that portion of subsection 66.4(3) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:	(2) Le passage du paragraphe 66.4(3) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et 5 remplacé par ce qui suit :
“and, in respect of any expense included in the cumulative Canadian oil and gas property expense referred to in subparagraph (a)(i), no deduction may be made under this section by the predecessor in computing his income for a taxation year subsequent to his taxation year in which the property so acquired was acquired by the successor corporation.”	«de plus, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition postérieure à son année d'imposition au cours de laquelle les biens ainsi acquis l'ont été 10 par la corporation remplaçante, le <u>prédécesseur</u> ne peut rien déduire, en vertu du présent article, au titre de toute dépense incluse dans les frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au 15 pétrole et au gaz visés au sous-alinéa a)(i).»
(3) Section 66.4 of the said Act is further amended by substituting for the expressions “predecessor corporation” and “predecessor corporation's”, wherever they appear therein, the expressions “predecessor” and “predecessor's”, respectively.	(3) L'article 66.4 de la même loi est modifié par substitution, à l'expression «corporation remplacée», du mot «prédécesseur», avec 20 les adaptations de circonstance.
(4) Subsections (1) to (3) are applicable with respect to acquisitions of property by a successor corporation from a predecessor after April 19, 1983.	(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux acquisitions de biens d'un prédécesseur par une corporation remplaçante effectuées après le 19 avril 1983. 25
32. (1) Subsection 69(7.1) of the said Act is repealed.	32. (1) Le paragraphe 69(7.1) de la même 25 loi est abrogé.
(2) Subsection 69(11) of the said Act is repealed.	(2) Le paragraphe 69(11) de la même loi est abrogé.
(3) Subsections (1) and (2) are applicable with respect to dispositions of aviation turbine fuel occurring after April 30, 1983.	(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent 30 aux dispositions de carburéacteur effectuées après le 30 avril 1983.
33. (1) Subsection 70(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	33. (1) Le paragraphe 70(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :
“(2) Where a taxpayer who has died had at the time of his death rights or things (other than any capital property, indexed security or any amount included in computing his income by virtue of subsection (1)), the amount whereof when realized or disposed of would have been included in computing his income, the value thereof at the time of death shall be included in computing the taxpayer's	«(2) Lorsqu'un contribuable décédé 35 avait, à la date de son décès, des droits ou des biens (autres que tous biens en immobilisations, <u>titres indexés</u> ou que toute somme comprise dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe (1)) dont le 40 montant obtenu lors de la réalisation ou de la disposition eût été inclus dans le calcul de son revenu, la valeur de ces droits ou de ces biens, à la date du décès, entre dans le

Sommes à
recevoir

income for the taxation year in which he died, except that where his legal representative has, within one year from the date of death of the taxpayer or within 90 days after the mailing of any notice of assessment in respect of the tax of the taxpayer for the year of death, whichever is the later day, so elected, a separate return of the value shall be filed and tax thereon shall be paid under this Part for the taxation year in which the taxpayer died as if he had been another person entitled to the deductions to which he was entitled under section 109 for that year.”

(2) Subsection 70(5.3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Fair market value

“(5.3) For the purposes of subsections (5), (9.4) and (9.5), the fair market value, immediately before the death of the taxpayer referred to in any of those subsections, of any share of the capital stock of a corporation deemed to have been disposed of as a consequence of his death shall be determined as though the fair market value at that time of any life insurance policy under which the corporation was a beneficiary and the taxpayer was the person whose life was insured were the cash surrender value (within the meaning assigned by paragraph 148(9)(b)) of the policy at that time.

Indexed securities of deceased taxpayer

(5.4) Where a taxpayer has died in a taxation year, the following rules apply:

(a) the taxpayer shall be deemed to have disposed, immediately before his death, of each indexed security owned by him at that time for proceeds of disposition equal to the fair market value (within the meaning assigned by paragraph 47.1(1)(d)) of the security at that time;

(b) the taxpayer shall be deemed to have closed out, immediately before his death, each put or call option referred to

calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition pendant laquelle il est décédé, sauf que lorsque ses représentants légaux, dans le délai d'un an à compter de la date du décès du contribuable ou de 90 jours de l'expédition par la poste de tout avis de cotisation à l'égard de l'impôt du contribuable pour l'année du décès, celle des deux dates est la plus tardive étant à retenir, font un tel choix, une déclaration distincte de la valeur doit être produite et l'impôt y afférent doit être payé, en vertu de la présente Partie, pour l'année d'imposition pendant laquelle le contribuable est décédé, comme s'il avait été une autre personne ayant droit aux déductions auxquelles il avait droit lui-même en vertu de l'article 109, pour cette année.»

(2) Le paragraphe 70(5.3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Juste valeur marchande

«(5.3) Aux fins des paragraphes (5), (9.4) et (9.5), la juste valeur marchande, immédiatement avant le décès du contribuable visé à l'un quelconque de ces paragraphes, de toute action du capital-actions de la corporation dont la disposition est réputée survenir en raison de son décès, doit être déterminée comme si la juste valeur marchande à cette date de toute police d'assurance-vie, en vertu de laquelle la corporation était un bénéficiaire et le contribuable était la personne dont la vie était assurée, était la valeur de rachat (au sens de l'alinéa 148(9)b)) de la police à cette date.

(5.4) Lorsqu'un contribuable est décédé au cours d'une année d'imposition, les règles suivantes s'appliquent :

Titres indexés d'un contribuable décédé

a) le contribuable est réputé avoir disposé, immédiatement avant son décès, de chacun des titres indexés lui appartenant à cette date pour un produit égal à leur juste valeur marchande (au sens de l'alinéa 47.1(1)d)) à cette date;

b) le contribuable est réputé avoir exercé, immédiatement avant son décès, les options d'achat ou de vente, visées à la disposition 47.1(4)a)(iv)(B) ou (C),

in clause 47.1(4)(a)(iv)(B) or (C) outstanding under an indexed security investment plan under which the taxpayer was a participant immediately before his death at a cost equal to the amount the taxpayer would have had to pay at that time if he had actually closed out the option on a prescribed stock exchange in Canada;

(c) the taxpayer's capital gain or capital loss for the year from an indexed security investment plan under which the taxpayer was a participant immediately before his death shall, notwithstanding subsection 47.1(9), be deemed to be the amount of the taxpayer's gain or loss, as the case may be, for the year from the plan;

(d) where paragraph 47.1(10)(f) is applicable in the year to the taxpayer in respect of an indexed security investment plan, the taxpayer shall, notwithstanding that paragraph, be deemed to have a capital loss for the year from the plan equal to the aggregate of all amounts that are obtained by determining every amount that, but for the taxpayer's death, would have been a capital loss of the taxpayer from the plan for the year or any subsequent taxation year;

(e) any person who, by virtue of the death of the taxpayer, has acquired any security of the taxpayer that is deemed by paragraph (a) to have been disposed of by the taxpayer at any time shall be deemed to have acquired the security immediately after that time at a cost equal to its fair market value (within the meaning assigned by paragraph 47.1(1)(d)) immediately before the death of the taxpayer;

(f) any person who, by virtue of the death of the taxpayer, has assumed the obligation in respect of any put or call option deemed by paragraph (b) to have been closed out by the taxpayer at any time shall be deemed to have written the option immediately after that time for proceeds equal to the amount the taxpayer would have had to pay immediately

en cours dans le cadre d'un régime de placements en titres indexés auquel le contribuable participait immédiatement avant son décès à un prix égal au montant que le contribuable aurait eu à payer à cette date s'il avait exercé les options à une bourse de valeurs prescrite au Canada;

c) le gain en capital ou la perte en capital du contribuable pour l'année résultant d'un régime de placements en titres indexés auquel le contribuable participait immédiatement avant son décès est, nonobstant le paragraphe 47.1(9), réputé le montant du gain ou de la perte, selon le cas, du contribuable résultant du régime pour l'année;

d) lorsque l'alinéa 47.1(10)f) s'est appliqué au contribuable dans l'année à l'égard d'un régime de placements en titres indexés, le contribuable est réputé, nonobstant cet alinéa, avoir subi pour l'année une perte en capital résultant du régime égale au total des montants qui sont obtenus en déterminant tout montant qui, si ce n'avait été du décès du contribuable, aurait constitué une perte en capital du contribuable résultant du régime pour l'année ou pour une année d'imposition subséquente;

e) toute personne qui, à la suite du décès du contribuable, a acquis un titre quelconque du contribuable, qui est réputé selon l'alinéa a) avoir fait l'objet d'une disposition par le contribuable à une date quelconque, est réputée l'avoir acquis, immédiatement après cette date, à un prix égal à sa juste valeur marchande (au sens de l'alinéa 47.1(1)d)) immédiatement avant le décès du contribuable;

f) toute personne qui, à la suite du décès du contribuable, a assumé l'obligation relative aux options de vente ou d'achat réputées, en application de l'alinéa b), avoir été exercées par le contribuable à une date quelconque est réputée avoir exercé les options immédiatement après cette date en contrepartie d'un produit égal au montant que le contribuable aurait eu à payer

ly before his death if he had closed out the option on a prescribed stock exchange in Canada; and

(g) notwithstanding paragraphs (a), (b), (c), (e) and (f), where 5

(i) all indexed securities owned under an indexed security investment plan by the taxpayer immediately before his death and all obligations outstanding at that time in respect of options written under the plan have, on or after his death and as a consequence thereof or as a consequence of a disclaimer or renunciation by a person who was a beneficiary under the taxpayer's will or intestacy, been transferred or distributed to or assumed by the taxpayer's spouse referred to in paragraph (6)(a) or a trust referred to in paragraph (6)(b), and 20

(ii) it can be established, within 15 months after the death of the taxpayer or such longer period as is reasonable in the circumstances, that

(A) all rights and obligations of the taxpayer under the contract evidencing the plan have been transferred to or assumed by the spouse or trust, as the case may be, not later than 15 months after the death of the taxpayer, and 30

(B) the securities became indefeasibly vested in the spouse or trust, as the case may be, under the plan,

the capital gain or capital loss of the spouse or trust, as the case may be, for any taxation year from the plan shall be computed as if 35

(iii) the plan prior to the death of the taxpayer (in this paragraph referred to as the "first plan") and the plan at the time of and subsequent to the death of the taxpayer (in this paragraph referred to as the "second plan") were two separate plans administered by two separate persons, 45

(iv) the spouse or trust, as the case may be, was the participant under the first plan at all times in the year prior to the death of the taxpayer, 50

immédiatement avant son décès s'il avait exercé les options à une bourse de valeurs prescrite au Canada; et

g) nonobstant les alinéas a), b), c), e) et f), lorsque 5

(i) tous les titres indexés appartenant au contribuable dans le cadre d'un régime de placements en titres indexés immédiatement avant son décès et les obligations existant à cette date relativement aux options vendues dans le cadre du régime ont été, lors du décès du contribuable ou postérieurement et par suite de ce décès, ou par suite du désistement ou de la renonciation d'une personne qui était bénéficiaire en vertu du testament ou un héritier *ab intestat* du contribuable, transférés ou transmis au conjoint du contribuable visé à l'alinéa (6)a) ou à une fiducie visée à l'alinéa (6)b), ou assumés par l'un de ceux-ci, et 10

(ii) il peut être établi, dans les 15 mois suivant le décès du contribuable, ou dans un délai plus long jugé raisonnable dans les circonstances, que 25

(A) tous les droits et obligations du contribuable dans le contrat établissant le régime ont été transférés au conjoint ou à la fiducie, selon le cas, ou assumés par l'un d'eux, au plus tard 15 mois après le décès du contribuable, et 30

(B) les titres ont été irrévocablement acquis dans le cadre du régime par le conjoint ou la fiducie, selon le cas, 35

le gain en capital ou la perte en capital du conjoint ou de la fiducie, selon le cas, résultant du régime pour une année d'imposition est calculée comme si 40

(iii) le régime avant le décès du contribuable (appelé dans le présent alinéa le «premier régime») et le régime à compter de la date du décès du contribuable (appelé dans le présent paragraphe le «deuxième régime») étaient deux régimes distincts administrés par deux personnes distinctes, 50

(v) all the securities and obligations referred to in subparagraph (i) were transferred by the spouse or trust, as the case may be, to the second plan immediately before the death of the taxpayer and subsection 47.1(22) were applicable, and
 (vi) in the case of the trust, the trust's first taxation year commenced at the beginning of the year and ended on the day on which it would otherwise have ended,
 and the taxpayer shall be deemed not to have any capital gain or capital loss for the year from the plan."

(iv) le conjoint ou la fiducie, selon le cas, participait au premier régime dans l'année qui précède le décès du contribuable,
 (v) tous les titres et toutes les obligations visés au sous-alinéa (i) avaient été transférés par le conjoint ou la fiducie, selon le cas, au deuxième régime immédiatement avant le décès du contribuable et le paragraphe 47.1(22) était applicable, et
 (vi) dans le cas de la fiducie, son année d'imposition avait commencé au début de l'année et s'est terminée à la date à laquelle elle se serait autrement terminée,
 et le contribuable est réputé ne pas avoir de gain ni de perte en capital résultant du régime pour l'année.»

(3) Paragraph 70(10)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 70(10)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Share of the capital stock of a family farm corporation

“(b) “share of the capital stock of a family farm corporation” of a person at a particular time means
 (i) a share of the capital stock of a corporation that, at that time, carried on the business of farming in Canada in which it used all or substantially all of its property and in which that person, his spouse or his child was actively engaged, or
 (ii) a share of the capital stock of a corporation all or substantially all of the property of which was, at that time,
 (A) shares of the capital stock of one or more corporations described in subparagraph (i), or a bond, debenture, bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued by such a corporation,
 (B) property used by the corporation in carrying on the business of farming in Canada in which that person, his spouse or his child was actively engaged, or
 (C) any combination of properties described in clauses (A) and (B); and”

«b) «action du capital-actions d'une corporation agricole familiale» d'une personne à une date donnée désigne
 (i) une action du capital-actions d'une corporation qui, à cette date, exploitait une entreprise agricole au Canada dans laquelle elle utilisait la totalité ou la presque totalité de ses biens et à laquelle cette personne, son conjoint ou son enfant a pris une part active, ou
 (ii) une action du capital-actions d'une corporation dont la totalité ou la presque totalité des biens était, à cette date,
 (A) des actions du capital-actions d'une ou plusieurs corporations décrites au sous-alinéa (i), ou une obligation, une débenture, un billet, une note, un *mortgage*, une hypothèque ou un titre semblable émis par une telle corporation,
 (B) des biens utilisés par la corporation dans l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada dans laquelle cette personne, son conjoint ou son enfant prenait une part active, ou

«action du capital-actions d'une corporation agricole familiale»

(4) Subsection (1) and subsection 70(5.4) of the said Act, as enacted by subsection (2), are applicable with respect to deaths occurring after September 30, 1983.

(5) Subsection 70(5.3) of the said Act, as enacted by subsection (2), is applicable with respect to deaths occurring after December 31, 1982.

(6) Subsection (3) is applicable with respect to transfers made after May 25, 1978.

34. (1) Subsection 74(2) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"(f) such part of the capital gain or capital loss of the transferee for the year from an indexed security investment plan as may reasonably be considered to be derived from the transferred property or property substituted therefor shall, during the lifetime of the transferor while he is resident in Canada and the transferee is his spouse, be deemed to be a capital gain or capital loss, as the case may be, of the transferor for the year from an indexed security investment plan and shall be deemed not to be included in the capital gain or capital loss, as the case may be, of the transferee from his plan."

(2) Paragraph 74(7)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) subsection (2) does not apply with respect to a disposition of the property, or property substituted therefor, during the period the person is living apart and is separated from his spouse pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal or a written separation agreement, or to any part of a capital gain or capital loss of the spouse from an indexed security investment plan that

(C) une combinaison des biens visés aux dispositions (A) et (B); et»

(4) Le paragraphe (1) et le paragraphe 70(5.4) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (2), s'appliquent aux décès survenant après le 30 septembre 1983.

(5) Le paragraphe 70(5.3) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (2), s'applique aux décès survenant après le 31 décembre 1982.

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux transferts effectués après le 25 mai 1978.

34. (1) Le paragraphe 74(2) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa d), par adjonction du mot «et» à la fin de l'alinéa e) et par adjonction de ce qui suit :

«f) la partie du gain en capital ou de la perte en capital du bénéficiaire du transfert pour l'année résultant d'un régime de placements en titres indexés qui peut raisonnablement être considérée comme provenant des biens transférés ou des biens y substitués est réputée, du vivant de l'auteur du transfert et pendant qu'il réside au Canada et que le bénéficiaire est son conjoint, être un gain en capital ou une perte en capital pour l'année, selon le cas, de l'auteur du transfert résultant d'un régime de placements en titres indexés et n'est pas réputé faire partie du gain en capital ou de la perte en capital, selon le cas, du bénéficiaire du transfert résultant de son régime.»

(2) L'alinéa 74(7)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) le paragraphe (2) ne s'applique pas à la disposition de ce bien, ou du bien y substitué, pendant la période où la personne vit séparée de son conjoint en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'un accord écrit de séparation, ni à une partie d'un gain en capital ou d'une perte en capital du conjoint résultant d'un régime de placements en

may reasonably be considered to relate to that period or any part thereof, if the person files with his return of income under this Part for the taxation year during which he commenced to so live apart and be so separated from his spouse an election completed jointly with his spouse not to have that subsection apply.”

(3) Subsections (1) and (2) are applicable after September 30, 1983.

35. (1) All that portion of subsection 75(2) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“any income or loss from the property or from property substituted therefor, any taxable capital gain or allowable capital loss from the disposition of the property or of property substituted therefor or such part of any capital gain or capital loss from an indexed security investment plan as may reasonably be considered to be derived from the property or from property substituted therefor, shall, during the lifetime of such person while he is resident in Canada, be deemed to be income or a loss, as the case may be, a capital gain or capital loss, as the case may be, or a taxable capital gain or allowable capital loss, as the case may be, of such person.”

(2) Subsection (1) is applicable after September 30, 1983.

36. (1) Paragraph 80(1)(a) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subparagraph (i) thereof, the following subparagraph:

“(i.1) farm losses,”

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

37. (1) All that portion of section 80.5 of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

titres indexés qui peut être considérée comme se rapportant à la période ou à une partie de celle-ci, si la personne produit avec sa déclaration de revenu en vertu de la présente Partie pour l'année d'imposition pendant laquelle elle a commencé à vivre séparée de son conjoint un choix fait conjointement avec son conjoint écartant l'application de ce paragraphe.»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent après le 30 septembre 1983.

35. (1) Le passage du paragraphe 75(2) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«tout revenu ou perte résultant des biens ou de biens y substitués ou tout gain en capital imposable ou toute perte en capital admissible provenant de la disposition des biens ou de biens y substitués, ou la fraction d'un gain en capital ou d'une perte en capital résultant d'un régime de placements en titres indexés qui peut raisonnablement être considérée comme découlant des biens ou de biens y substitués, est réputée, durant la vie de cette personne, pendant qu'elle réside au Canada, être un revenu ou une perte, selon le cas, un gain en capital ou une perte en capital, selon le cas, ou un gain en capital imposable ou une perte en capital déductible, selon le cas, de cette personne.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après le 30 septembre 1983.

36. (1) L'alinéa 80(1)a) de la même loi est modifié par insertion, après le sous-alinéa (i), de ce qui suit :

«(i.1) les pertes agricoles,»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 40 années d'imposition 1983 et suivantes.

37. (1) Le passage de l'article 80.5 de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"the amount of the benefit shall, for the purposes of subparagraph 8(1)(j)(i) and paragraph 20(1)(c), be deemed to be interest paid in, and payable in respect of, the year by the debtor pursuant to a legal obligation to pay interest on borrowed money."

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after 1981.

38. (1) All that portion of subsection 84(8) of the said Act following paragraph (d) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"(e) a corporation that would not, in respect of the dividend, be entitled to a deduction under section 112 or subsection 138(6) in computing its taxable income,

and, where the shareholder was a person described in paragraph (b), the dividend was paid in respect of a security other than an indexed security."

(2) Subsection (1) is applicable with respect to dividends paid after September 30, 1983.

39. (1) Subparagraph 87(1.2)(a)(ii) of the said Act is amended by substituting for the expression "predecessor corporation", wherever it appears therein, the word "predecessor".

(2) Paragraph 87(2)(j) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(j) for the purpose of computing a deduction from the income of the new corporation for a taxation year under paragraph 20(1)(m), (m.1) or (m.2) or section 32, any amount included in computing the income of a predecessor corporation from a business for its last taxation year or a preceding taxation year by virtue of paragraph 12(1)(a) shall be deemed to have been included in computing the income of the new corporation from the business for a preceding taxation year by virtue thereof;"

«le montant de l'avantage est réputé, pour l'application du sous-alinéa 8(1)(j)(i) et de l'alinéa 20(1)c), représenter des intérêts payés dans l'année et payables à l'égard de l'année par un débiteur conformément à une obligation légale de payer des intérêts sur de l'argent emprunté.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après 1981.

38. (1) Le passage du paragraphe 84(8) de la même loi qui suit l'alinéa d) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«e) une corporation qui ne serait pas, à l'égard du dividende, admissible à une déduction en vertu de l'article 112 ou du paragraphe 138(6) dans le calcul de son revenu imposable,

et, lorsque l'actionnaire était une personne décrite à l'alinéa b), le dividende a été payé à l'égard d'un titre autre qu'un titre indexé.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes payés après le 30 septembre 1983.

25

39. (1) Le sous-alinéa 87(1.2)a)(ii) de la même loi est modifié par substitution, à l'expression «corporation remplacée», du mot «prédécesseur», avec les adaptations de circonstance.

(2) L'alinéa 87(2)(j) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30

Idem

«j) aux fins du calcul du montant à déduire du revenu de la nouvelle corporation pour une année d'imposition en vertu de l'alinéa 20(1)m), m.1) et m.2) ou de l'article 32, toute somme incluse dans le calcul du revenu qu'une corporation remplacée a tiré d'une entreprise pour sa dernière année d'imposition ou une année d'imposition antérieure, en vertu de l'alinéa 12(1)a), est réputée avoir été incluse dans le calcul du revenu que la nouvelle corporation a tiré de cette entreprise pour une année d'imposition antérieure, en vertu de cet alinéa;»

Idem

45

(3) Paragraph 87(2)(w) of the said Act is repealed.

(3) L'alinéa 87(2)w) de la même loi est abrogé.

(4) Subsection 87(2) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (II) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

(4) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa II) et par adjonction de ce qui suit :

Refundable Part VII tax on hand

“(nn) for the purpose of computing the refundable Part VII tax on hand of the new corporation at the end of any taxation year, there shall be added to the aggregate determined under paragraph 192(3)(a) the aggregate of all amounts each of which is the amount, if any, by which

(i) a predecessor corporation's refundable Part VII tax on hand at the end of its last taxation year

exceeds

(ii) the predecessor corporation's Part VII refund for its last taxation year; and

“(oo) for the purpose of computing the refundable Part VIII tax on hand of the new corporation at the end of any taxation year, there shall be added to the aggregate determined under paragraph 194(3)(a) the aggregate of all amounts each of which is the amount, if any, by which

(i) a predecessor corporation's refundable Part VIII tax on hand at the end of its last taxation year

exceeds

(ii) the predecessor corporation's Part VIII refund for its last taxation year.”

«nn) aux fins du calcul de l'impôt en mains remboursable de la Partie VII de la nouvelle corporation à la fin d'une année d'imposition quelconque, il est ajouté au total déterminé en vertu de l'alinéa 192(3)a) le total des montants dont chacun représente l'excédent éventuel

(i) de l'impôt en mains remboursable de la Partie VII de la corporation remplacée à la fin de sa dernière année d'imposition

sur

(ii) le remboursement de la Partie VII de la corporation remplacée pour sa dernière année d'imposition; et

“oo) aux fins du calcul de l'impôt de la Partie VIII remboursable en mains de la nouvelle corporation à la fin d'une année d'imposition quelconque, il est ajouté au total déterminé en vertu de l'alinéa 194(3)a) le total des montants dont chacun représente l'excédent éventuel

(i) de l'impôt de la Partie VIII remboursable en mains de la corporation remplacée à la fin de sa dernière année d'imposition

sur

(ii) le remboursement de la Partie VIII de la corporation remplacée pour sa dernière année d'imposition.»

Impôt en mains remboursable de la Partie VII

Impôt de la Partie VIII remboursable en mains

Refundable Part VIII tax on hand

Non-capital losses, etc., of predecessor corporations

(5) All that portion of subsection 87(2.1) of the said Act preceding paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(5) Le passage du paragraphe 87(2.1) de la même loi qui précède l'alinéa c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(2.1) Where there has been an amalgamation of two or more corporations, for the purposes only of

(a) determining the new corporation's non-capital loss, net capital loss,

«(2.1) Lorsqu'il y a eu fusion de deux ou plusieurs corporations, aux seules fins

a) de déterminer la perte autre qu'une perte en capital, la perte en capital nette, la perte agricole restreinte ou la

Pertes autres que des pertes en capital, etc de corporations remplacées

restricted farm loss or farm loss, as the case may be, for any taxation year, and

(b) determining the extent to which subsections 111(3) to (5.4) apply to restrict the deductibility by the new corporation of any non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss or farm loss, as the case may be,

the new corporation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation, except that this subsection shall in no respect affect the determination of"

(6) Subsection (1) is applicable with respect to acquisitions of property by a successor corporation from a predecessor after April 19, 1983.

(7) Subsection (2) is applicable to the 1979 and subsequent taxation years.

(8) Subsections (3) and (5) are applicable with respect to amalgamations occurring after December 31, 1982.

(9) Subsection (4) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

40. (1) Paragraph 88(1)(d.2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(d.2) in determining for the purposes of this paragraph and paragraphs (c) and (d) the time that a taxpayer last acquired control of the subsidiary, where control of the subsidiary was acquired (otherwise than by way of bequest or inheritance) from a person or group of persons (in this paragraph referred to as the "vendor") with whom the taxpayer was not (otherwise than by virtue of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) dealing at arm's length, the taxpayer shall be deemed to have last acquired control at the earlier of the time that the vendor last acquired control (within the meaning assigned by subsection 186(2) if the reference therein to "another corporation" were read as 45

perte agricole, selon le cas, de la nouvelle corporation pour une année d'imposition quelconque, et

b) de déterminer dans quelle mesure les paragraphes 111(3) à (5.4) s'appliquent de manière à restreindre le montant que peut déduire la nouvelle corporation à titre de perte autre qu'une perte en capital, une perte en capital nette, une perte agricole restreinte ou une perte agricole, selon le cas,

la nouvelle corporation est réputée être la même corporation que chacune des corporations remplacées et est réputée assurer la continuation de chacune d'elles, sauf que le présent paragraphe ne doit en aucun cas influencer sur la détermination»

(6) Le paragraphe (1) s'applique aux acquisitions de biens d'un prédécesseur par une corporation remplaçante effectuées après le 19 avril 1983.

(7) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1979 et suivantes.

(8) Les paragraphes (3) et (5) s'appliquent aux fusions survenant après le 31 décembre 1982.

(9) Le paragraphe (4) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

40. (1) L'alinéa 88(1)d.2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d.2) lorsqu'il s'agit de déterminer, aux fins du présent alinéa et des alinéas c) et d), le moment où le contribuable a acquis pour la dernière fois le contrôle de la filiale, lorsque le contrôle de la filiale a été acquis (autrement que par legs ou héritage) d'une personne ou d'un groupe de personnes (appelé au présent alinéa le «vendeur») avec lequel le contribuable avait un lien de dépendance (autrement qu'en vertu d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b)) le contribuable est réputé avoir acquis pour la dernière fois le contrôle au moment où le vendeur a acquis pour la dernière fois le contrôle (au sens du paragraphe 186(2), si l'expression «une autre corporation» qui y figure était interprétée comme signifiant 45

a reference to "a person" and the references therein to "the other corporation" were read as references to "the person") of the subsidiary and the time that the vendor was deemed by this subsection to have last acquired control;" 5

(2) All that portion of paragraph 88(1)(e.2) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor: 10

"(e.2) the provisions of paragraphs 87(2)(c), (d.1), (g) to (l), (l.3) to (s), (t), (u), (x), (y.1) to (z.1), (cc), (ee) and (ll) to (oo), subsection 87(6) and, subject to section 78, subsection 87(7) 15 apply to the winding-up as if the references therein to"

(3) Paragraph 88(1)(e.2) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of subparagraph (xv) thereof and by adding thereto the following subparagraphs: 20

"(xvii) "predecessor corporation's refundable Part VII tax on hand" were read as "subsidiary's refundable Part VII tax on hand", 25
(xviii) "predecessor corporation's Part VII refund" were read as "subsidiary's Part VII refund",
(xix) "predecessor corporation's refundable Part VIII tax on hand" were read as "subsidiary's refundable Part VIII tax on hand", and 30
(xx) "predecessor corporation's Part VIII refund" were read as "subsidiary's Part VIII refund";" 35

(4) Subsection 88(1.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(1.1) Where a Canadian corporation 40 (in this subsection referred to as the "subsidiary") has been wound-up and not less than 90% of the issued shares of each class

«une personne» et que l'expression «l'autre corporation» qui y figure était interprétée comme signifiant «la personne») de la filiale ou au moment où le vendeur était réputé en vertu du présent paragraphe avoir acquis pour la dernière fois le contrôle, en retenant le premier de ces moments;» 5

(2) Le passage de l'alinéa 88(1)e.2) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

«e.2) les dispositions des alinéas 87(2)c), d.1), g) à l), l.3) à s), t), u), x), y.1) à z.1), cc), ee) et ll) à oo), du paragraphe 87(6) et, sous réserve de 15 l'article 78, du paragraphe 87(7) s'appliquent à la liquidation, avec les modifications suivantes :»

(3) L'alinéa 88(1)e.2) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin 20 du sous-alinéa (xv) et par adjonction de ce qui suit :

«(xvii) «impôt de la Partie VII remboursable en mains de la corporation remplacée» devient de l'impôt de la 25 Partie VII remboursable en mains de la filiale»,
(xviii) «remboursement de la Partie VII de la corporation remplacée» devient «remboursement de la Partie 30 VII de la filiale»,
(xix) «impôt de la Partie VIII remboursable en mains de la corporation remplacée» devient «impôt de la Partie VIII remboursable en mains de la 35 filiale», et
(xx) «remboursement de la Partie VIII de la corporation remplacée» devient «remboursement de la Partie VIII de la filiale»;» 40

(4) Le paragraphe 88(1.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(1.1) Lorsqu'une corporation canadienne (appelée dans le présent paragraphe la «filiale») a été liquidée et qu'au 45 moins 90% des actions émises de chaque

Pertes autres que des pertes en capital d'une filiale, etc.

of the capital stock of the subsidiary were, immediately before the winding-up, owned by another Canadian corporation (in this subsection referred to as the "parent") and all the shares of the subsidiary that were not owned by the parent immediately before the winding-up were owned at that time by a person or persons with whom the parent was dealing at arm's length, for the purpose of computing the taxable income of the parent and the tax payable under Part IV by the parent for any taxation year commencing after the commencement of the winding-up, such portion of any non-capital loss, restricted farm loss or farm loss of the subsidiary as may reasonably be regarded as its loss from carrying on a particular business (in this subsection referred to as the "subsidiary's loss business") and any other portion of any non-capital loss of the subsidiary from any other source for any particular taxation year of the subsidiary (in this subsection referred to as the "subsidiary's loss year"), to that extent that it

(a) was not deducted in computing the taxable income of the subsidiary for any taxation year of the subsidiary, and

(b) would have been deductible in computing the taxable income of the subsidiary for its first taxation year commencing after the commencement of the winding-up, on the assumption that it had such a taxation year and that it had sufficient income for that year,

shall, for the purposes of paragraphs 111(1)(a), (c), and (d), subsection 111(3) and Part IV,

(c) in the case of such portion of any non-capital loss, restricted farm loss or farm loss of the subsidiary as may reasonably be regarded as its loss from carrying on the subsidiary's loss business, be deemed, for the taxation year of the parent in which the subsidiary's loss year ended, to be a non-capital loss, restricted farm loss or farm loss, respectively, of the parent from carrying on the subsidiary's loss business, that was not deductible by the parent in computing its taxable income for any taxation

catégorie du capital-actions de la filiale appartenaient, immédiatement avant la liquidation, à une autre corporation canadienne (appelée dans le présent paragraphe la «corporation mère») et que toutes les actions de la filiale qui n'appartenaient pas à la corporation mère immédiatement avant la liquidation appartenaient à cette date à une ou à plusieurs personnes avec lesquelles la corporation mère n'avait aucun lien de dépendance, aux fins du calcul du revenu imposable de la corporation mère et de l'impôt qu'elle doit payer en vertu de la Partie IV pour toute année d'imposition commençant après le début de la liquidation, toute fraction d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte agricole restreinte ou d'une perte agricole de la filiale qui peut raisonnablement être considérée comme résultant de l'exploitation d'une entreprise donnée (appelée dans le présent paragraphe l'«entreprise déficitaire de la filiale») et toute autre fraction d'une perte autre qu'une perte en capital de la filiale résultant d'une autre source pour une année d'imposition donnée de celle-ci (appelée dans le présent paragraphe «année de la perte subie par la filiale») dans la mesure où elle

a) n'a pas été déduite dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour une année d'imposition de celle-ci, et

b) aurait été déductible dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour sa première année d'imposition qui commence après le début de la liquidation, en supposant qu'elle avait une telle année d'imposition et un montant suffisant de revenu pour cette année,

est, aux fins des alinéas 111(1)a), c) et d) du paragraphe 111(3) et de la Partie IV,

c) dans le cas de la fraction d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte agricole restreinte ou d'une perte agricole subie par la filiale qui peut raisonnablement être considérée comme la perte qu'elle a subie dans l'exploitation de l'entreprise déficitaire de la filiale, réputée être, pour l'année d'imposition de la corporation mère dans laquelle a pris fin l'année de la perte

year that commenced before the commencement of the winding-up, and

(d) in the case of any other portion of any non-capital loss of the subsidiary from any other source, be deemed, for the taxation year of the parent in which the subsidiary's loss year ended, to be a non-capital loss of the parent that was derived from the source from which the subsidiary derived the loss and that was not deductible by the parent in computing its taxable income for any taxation year that commenced before the commencement of the winding-up,

except that

(e) where, at any time, control of the parent or subsidiary has been acquired by a person or persons (each of whom is in this section referred to as the "purchaser") such portion of the subsidiary's non-capital loss or farm loss for a taxation year ending before that time as may reasonably be regarded as its loss from carrying on a particular business is deductible by the parent for a particular taxation year ending after that time

(i) only if throughout the particular year and after that time that business was carried on by the subsidiary or parent for profit or with a reasonable expectation of profit, and

(ii) only to the extent of the aggregate of

(A) the parent's income for the particular year from that business and, where properties were sold, leased, rented or developed or services rendered in the course of carrying on that business before that time, from any other business substantially all the income of which was derived from the sale, leasing, rental or development, as the case may be, of similar properties or the rendering of similar services, and

(B) the amount, if any, by which

(I) the aggregate of the parent's taxable capital gains for the particular year from the disposition of property owned by the subsidi-

subie par la filiale, une perte autre qu'une perte en capital, une perte agricole restreinte ou une perte agricole, respectivement, de la corporation mère résultant de l'exploitation de l'entreprise déficitaire de la filiale, laquelle n'était pas déductible par la corporation mère dans le calcul de son revenu imposable pour toute année d'imposition qui a commencé avant le début de la liquidation, et

d) dans le cas de toute autre fraction de toute perte autre qu'une perte en capital subie par la filiale résultant d'une autre source, réputée être, pour l'année d'imposition de la corporation mère dans laquelle a pris fin l'année de la perte subie par la filiale, une perte autre qu'une perte en capital subie par la corporation mère résultant de la source de laquelle la filiale a subi la perte, laquelle n'était pas déductible par la corporation mère dans le calcul de son revenu imposable pour toute année d'imposition qui a commencé avant le début de la liquidation,

sauf que

e) lorsque, à une date quelconque, le contrôle de la corporation mère ou de la filiale a été acquis par une ou plusieurs personnes (chacune d'elles étant appelée au présent article l'«acheteur») la partie de la perte autre qu'une perte en capital ou une perte agricole subie par la filiale pour une année d'imposition se terminant avant cette date, qui peut raisonnablement être considérée comme étant la perte qu'elle a subie en raison de l'exploitation d'une entreprise donnée, est déductible par la corporation mère pour une année d'imposition donnée se terminant après cette date seulement

(i) si, tout au long de l'année donnée et après cette date, cette entreprise a été exploitée par la filiale ou la corporation mère en vue d'en tirer un profit ou dans une expectative raisonnable de profit, et

(ii) jusqu'à concurrence du total

(A) du revenu que la corporation mère a tiré pour l'année donnée de

ary at or before that time, other than property that was acquired from the purchaser or a person who did not deal at arm's length with the purchaser, 5

exceeds

(II) the amount, if any, by which the aggregate of the parent's allowable capital losses for the particular year from the disposition of property described in subclause (I) exceeds the aggregate of its allowable business investment losses for the particular year from the disposition of that 15

cette entreprise et, lorsque des biens sont vendus, loués ou aménagés ou des services sont rendus dans le cadre de l'exploitation de cette entreprise avant cette date, de toute 5 autre entreprise dont la presque totalité des revenus découlent de la vente, la location ou l'aménagement de biens ou de la prestation de services qui sont semblables, et 10 (B) de l'excédent éventuel

(I) du total des gains en capital imposables de la corporation mère pour l'année donnée résultant de la disposition de biens 15 dont la filiale était propriétaire au plus tard à cette date, à l'exception de biens acquis de l'acheteur ou d'une personne qui avait un lien de dépendance avec 20 l'acheteur

sur

(II) l'excédent éventuel du total des pertes en capital admissibles subies par la corporation mère 25 pour l'année donnée résultant de la disposition de biens visés à la sous-disposition (I) sur le total des pertes admissibles à titre de placement d'entreprise pour l'an- 30 née donnée résultant de la disposition de ces biens.»

(5) Paragraph 88(1.2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) was not deducted in computing the 20 taxable income of the subsidiary for any taxation year of the subsidiary, and”

(6) Subsection 88(1.3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 25

“(1.3) For the purposes of paragraph (1)(e.6), subsections (1.1) and (1.2), paragraphs 110(1)(a), (b) and (b.1) and subsections 111(1) and (3) and Part IV, where a parent corporation has been incorporated or otherwise formed after the end of a loss year or a gift year, as the case may be, of a subsidiary of the parent, for the purpose of computing the taxable

(5) L'alinéa 88(1.2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) n'a pas été déduite dans le calcul du 35 revenu imposable de la filiale pour une année d'imposition de celle-ci, et»

(6) Le paragraphe 88(1.3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(1.3) Aux fins de l'alinéa (1)e.6), des 40 paragraphes (1.1) et (1.2), des alinéas 110(1)a), b) et b.1) et des paragraphes 111(1) et (3) et de la Partie IV, lorsqu'une corporation mère a été constituée en corporation ou autrement créée après la fin 45 d'une année de perte ou d'une année de don, selon le cas, d'une de ses filiales, aux fins du calcul de son revenu imposable et

Computation of income of and tax payable by parent

Calcul du revenu et de l'impôt exigible de la corporation mère

income of, and the tax payable under Part IV by, the parent for any taxation year,

(a) it shall be deemed to have been in existence during the particular period commencing immediately before the end of the subsidiary's first loss year or gift year, as the case may be, and ending immediately after it was incorporated or otherwise formed;

(b) it shall be deemed to have had, throughout the particular period, fiscal periods ending on the day of the year on which its first fiscal period ended; and

(c) it shall be deemed to have been controlled, throughout the particular period, by the person or persons who controlled it immediately after it was incorporated or otherwise formed."

(7) Subsection (1) is applicable with respect to windings-up commencing after November 12, 1981.

(8) Subsections (2) and (3) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(9) Subsections (4), (5) and (6) are applicable with respect to windings-up commencing in the 1983 and subsequent taxation years.

41. (1) Subclause 89(1)(b)(i)(A)(II) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(II) the aggregate of all amounts each of which is the portion of a capital gain referred to in subclause (I) from the disposition by it of a property, other than a designated property, that may reasonably be regarded as having accrued while the property, or a property for which it was substituted, was a property of a corporation other than a private corporation, an investment corporation, a mortgage investment corporation or a mutual fund corporation"

de son impôt à payer en vertu de la Partie IV pour toute année d'imposition,

a) elle est réputée avoir existé au cours de la période donnée commençant immédiatement avant la fin de la première année de la perte ou de la première année du don, selon le cas, de la filiale et se terminant immédiatement après qu'elle a été constituée en corporation ou autrement créée;

b) elle est réputée avoir eu, tout au long de la période donnée, des exercices financiers se terminant le jour de l'année où a pris fin son premier exercice financier; et

c) elle est réputée avoir été contrôlée, tout au long de la période donnée, par la personne ou le groupe de personnes qui la contrôlait immédiatement après qu'elle a été constituée en corporation ou autrement créée."

(7) Le paragraphe (1) s'applique aux liquidations commençant après le 12 novembre 1981.

(8) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes.

(9) Les paragraphes (4), (5) et (6) s'appliquent aux liquidations commençant au cours des années d'imposition 1983 et suivantes.

41. (1) La sous-disposition 89(1)b)(i)(A)(II) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(II) du total de tous les montants dont chacun représente la fraction d'un gain en capital visé à la sous-disposition (I) tiré de la disposition par la corporation d'un bien, autre qu'un bien désigné, qui peut raisonnablement être considérée comme s'étant accumulée alors que le bien, ou le bien qui lui est substitué, appartenait à une corporation autre qu'une corporation privée, une corporation de placements, une corporation de placements hypothécaires ou une corporation de fonds mutuels»

(2) Subclause 89(1)(b)(i)(B)(II) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(II) the aggregate of all amounts each of which is the portion of a capital loss referred to in subclause (I) from the disposition by it of a property, other than a designated property, that may reasonably be regarded as having accrued while the property, or a property for which it was substituted, was a property of a corporation other than a private corporation, an investment corporation, a mortgage investment corporation or a mutual fund corporation,”

(2) La sous-disposition 89(1)b(i)(B)(II) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(II) du total de tous les montants dont chacun représente la fraction d'une perte en capital visée à la sous-disposition (I) résultant de la disposition par la corporation d'un bien, autre qu'un bien désigné, qui peut raisonnablement être considérée comme s'étant accumulée alors que le bien, ou le bien qui lui est substitué, appartenait à une corporation autre qu'une corporation privée, une corporation de placements, une corporation de placements hypothécaires ou une corporation de fonds mutuels,»

(3) Subsections (1) and (2) are applicable with respect to dispositions occurring after November 12, 1981.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux dispositions effectuées après le 12 novembre 1981.

42. (1) All that portion of subsection 94(2) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

42. (1) Le passage du paragraphe 94(2) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(2) Where paragraph (1)(c) is applicable to a trust, each person described in clause (1)(b)(i)(A) or (B) shall jointly and severally with the trust have the rights and obligations of the trust by virtue of Divisions I and J and shall be subject to the provisions of Part XV, but no amount in respect of taxes, penalties, costs and other amounts payable under this Act shall be recoverable from any such person except to the extent of”

“(2) Lorsque l'alinéa (1)c) s'applique à une fiducie, quiconque est visé à la disposition (1)b(i)(A) ou (B) partage solidairement avec la fiducie les droits et obligations qu'a cette dernière en vertu des sections I et J et il est assujéti aux dispositions de la Partie XV, mais aucune somme afférente aux impôts, pénalités, frais et autres montants payables en vertu de la présente loi n'est recouvrable contre cette personne, sauf jusqu'à concurrence»

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years of trusts commencing after November 12, 1981.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition des fiducies commençant après le 12 novembre 1981.

43. (1) All that portion of paragraph 95(1)(a.1) of the said Act following subparagraph (iii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

43. (1) Le passage de l'alinéa 95(1)a.1) de la même loi qui suit le sous-alinéa (iii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“and for the purpose of this paragraph, where a foreign affiliate of a taxpayer has an interest in a partnership and the fair market value of the interest is equal

«et, pour l'application du présent alinéa, lorsqu'une corporation étrangère affiliée d'un contribuable a une participation dans une société et que la juste valeur

to or greater than 10% of the fair market value of all interests in the partnership, the partnership shall be deemed to be another foreign affiliate of the taxpayer and the interest of the foreign affiliate in the partnership shall be deemed to be shares of the capital stock of that other foreign affiliate;" 5

(2) Subsection (1) is applicable after November 12, 1981.

44. (1) All that portion of subsection 96(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

General Rules

"96. (1) Where a taxpayer is a member 15 of a partnership, his income, non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss and farm loss, if any, for a taxation year, or his taxable income earned in Canada for a taxation year, as the case may be, 20 shall be computed as if"

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

45. (1) Paragraph 101(b) of the said Act is repealed and the following substituted 25 therefor:

"(b) was not deducted for the purpose of computing the taxpayer's taxable income for his taxation year in which the partnership's taxation year in which 30 the land was disposed of ended, or for any preceding taxation year of the taxpayer,"

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

46. (1) Subsection 104(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Deduction not permitted

"(3) No deduction may be made under section 109 from the income of a trust." 40

marchande de sa participation est au moins égale à 10% de la juste valeur marchande de l'ensemble des participations dans la société, la société est réputée être une autre corporation étrangère 5 affiliée du contribuable et la participation de la corporation étrangère affiliée dans la société est réputée représenter des actions du capital-actions de cette autre corporation étrangère affiliée;" 10

(2) Le paragraphe (1) s'applique après le 10 12 novembre 1981.

44. (1) Le passage du paragraphe 96(1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15

Règles générales

"96. (1) Lorsqu'un contribuable est 20 membre d'une société, son revenu, le montant de sa perte autre qu'une perte en capital, de sa perte en capital nette, de sa perte agricole restreinte et de sa perte 20 agricole, s'il y en a, pour une année d'imposition, ou son revenu imposable gagné au Canada pour une année d'imposition, selon le cas, est calculé comme si"

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 25 années d'imposition 1983 et suivantes.

45. (1) L'alinéa 101b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"b) n'a pas été déduite aux fins du calcul du revenu imposable du contri- 30 buable pour son année d'imposition au cours de laquelle s'est terminée l'année d'imposition de la société, dans laquelle il a été disposé du fonds de terre, ou pour toute année d'imposition antérieure 35 du contribuable,"

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 35 années d'imposition 1983 et suivantes.

46. (1) Le paragraphe 104(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 40

Dédution non autorisée

"(3) Nulle déduction ne peut être opérée en vertu de l'article 109 sur le revenu d'une fiducie."

(2) Section 104 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (5) thereof, the following subsection:

(2) L'article 104 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Idem

“(5.1) Every trust shall, where subsection (4) is applicable to the trust on a day, be deemed

(a) where the trust was a participant under an indexed security investment plan on that day,

(i) to have (for the purposes of computing any capital gain or capital loss of the trust from the plan for the taxation year in which the day occurred) a taxation year that ended

on, and a new taxation year that commenced immediately after, that day,

(ii) to have disposed, immediately before the end of the taxation year deemed by subparagraph (i) to have

ended, of all indexed securities owned under the plan for proceeds equal to their fair market value (within the meaning assigned by paragraph

47.1(1)(d)) at that time and to have reacquired under the plan, at the

beginning of the taxation year deemed by subparagraph (i) to have commenced, all such securities at a

cost equal to such fair market value,

(iii) to have closed out, immediately before the end of the taxation year deemed by subparagraph (i) to have

ended, each put or call option referred to in clause 47.1(4)(a)(iv)(B) or (C)

outstanding under the plan at that time at a cost equal to the amount the trust would have had to pay at that

time if the option had actually been closed out and to have written under

the plan, at the beginning of the taxation year deemed by subparagraph (i) to have commenced, the option for

proceeds equal to such cost, and (iv) notwithstanding subsection

47.1(9), to have a capital gain or capital loss from the plan for the taxation year deemed by subparagraph

(i) to have ended equal to the amount of the trust's gain or loss, as the case

«(5.1) Toute fiducie est, lorsque le paragraphe (4) s'applique à elle pour un jour donné, réputée

a) lorsqu'elle participait à un régime de placements en titres indexés ce jour-là,

(i) avoir (aux fins du calcul de tout gain en capital ou de toute perte en capital de la fiducie résultant du régime pour l'année d'imposition où survient le jour) une année d'imposition qui a pris fin ce jour-là et une année d'imposition qui a commencé

immédiatement après celui-ci, (ii) avoir disposé, immédiatement avant la fin de l'année d'imposition

réputée terminée en application du sous-alinéa (i), de tous les titres

indexés qui font l'objet de propriété dans le cadre du régime pour un produit égal à leur juste valeur

marchande (au sens de l'alinéa 47.1(1)d)) à cette date et avoir acquis de nouveau

dans le cadre du régime, au début de l'année d'imposition réputée

avoir commencé en application du sous-alinéa (i), tous ces titres à un

prix égal à cette valeur marchande, (iii) avoir exercé immédiatement

avant la fin de l'année d'imposition réputée, en application du sous-alinéa

(i), s'être terminées, les options de vente et d'achat visées à la disposition

47.1(4)(a)(iv)(B) ou (C) en cours dans le cadre du régime à cette date à un

prix égal au montant que la fiducie aurait eu à payer à cette date si les

options avaient effectivement été exercées et avoir rendu dans le cadre du régime, au début de l'année d'imposition

réputée en application du sous-alinéa (i) avoir commencé, les options en contrepartie d'un produit

égal à ce prix, et

(iv) nonobstant le paragraphe 47.1(9), avoir un gain en capital ou

une perte en capital résultant du

Idem

may be, for that year from the plan;
and

(b) where paragraph 47.1(10)(f) was applicable to the trust in respect of an indexed security investment plan in the taxation year in which the day occurred, to have, notwithstanding that paragraph, a capital loss from the plan for the year equal to the aggregate of all amounts that are obtained by determining every amount that, but for this paragraph, would have been a capital loss of the trust from the plan for the year or any subsequent taxation year and not to have a capital loss from the plan for any subsequent taxation year.”

régime, pour l'année d'imposition réputée terminée en application du sous-alinéa (i), égale au montant du gain ou de la perte, selon le cas, de la fiducie résultant du régime pour cette année; et

b) lorsque l'alinéa 47.1(10)f) s'appliquait à la fiducie dans le cadre d'un régime de placements en titres indexés, dans l'année d'imposition où le jour est survenu, avoir subi, nonobstant cet alinéa, une perte en capital résultant du régime pour l'année égale au total des montants qui sont obtenus en déterminant tout montant qui, si ce n'avait été du présent alinéa, aurait été une perte en capital de la fiducie résultant du régime pour l'année ou pour une année d'imposition subséquente et ne pas avoir une perte en capital résultant du régime pour une année d'imposition subséquente.»

(3) Paragraph 104(6)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) in any other case, such part of the amount that would, but for this subsection, subsection (12) and, where the trust is a trust described in paragraph (4)(a), subsections (4), (5), (5.1) and 107(4), be its income for the year as was payable in the year to a beneficiary or was included in computing the income of a beneficiary for the year by virtue of subsection 105(2).”

(3) L'alinéa 104(6)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) dans tout autre cas, la partie de la somme qui aurait constitué, sans le présent paragraphe, le paragraphe (12) et, lorsque la fiducie est une fiducie visée à l'alinéa (4)a), aux paragraphes (4), (5), (5.1) et 107(4), son revenu pour l'année, partie qui était payable dans l'année à un bénéficiaire ou a été incluse dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire pour l'année en vertu du paragraphe 105(2).»

(4) Subsection 104(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(8) Notwithstanding subsection (6), where an amount in respect of the income for a taxation year of a trust (other than a mutual fund trust) is payable to a beneficiary (in this section referred to as a “designated beneficiary”) under the trust who, at the time the amount became so payable, was

- (a) a non-resident person,
- (b) a non-resident-owned investment corporation, or

(4) Le paragraphe 104(8) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(8) Nonobstant le paragraphe (6), lorsqu'une somme à l'égard du revenu, pour une année d'imposition d'une fiducie (à l'exclusion d'une fiducie de fonds mutuels) est payable à un bénéficiaire (appelé dans le présent article un «bénéficiaire désigné») de la fiducie qui, à la date où cette somme est devenue ainsi payable, était

- a) une personne non résidente,

- (c) a trust resident in Canada, other than
- (i) a trust referred to in subsection 149(1), or
 - (ii) a trust all of the beneficiaries under which, throughout the period beginning on May 6, 1974 and ending at the time the amount became so payable, were resident in Canada,
- the amount deductible under subsection 10(6) shall not exceed the amount, if any, by which
- (d) the aggregate of all amounts each of which is
 - (i) such part of the amount that would be the income of the trust for the taxation year if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a) as is payable in the taxation year to a beneficiary under the trust, or
 - (ii) an amount paid by the trust in the taxation year to the extent it was included in computing the income of a beneficiary under the trust by virtue of subsection 105(2)
 exceeds the aggregate of
 - (e) where the trust is a trust described in paragraph (4)(a), that proportion of the amount, if any, by which
 - (i) the amount included in computing the income of the trust for the taxation year by virtue of a deemed disposition after November 12, 1981 under subsection (4), (5) or (5.1) or 107(4) exceeds
 - (ii) the amount, if any, by which
 - (A) the amount that would be the income of the trust for the taxation year if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a) exceeds
 - (B) the aggregate of all amounts each of which is
 - (1) such part of the amount that would be the income of the trust for the taxation year if no deduc-
- 5
- 10
- 15
- 20
- 25
- 30
- 35
- 40
- 45
- 50
- b) une corporation de placements appartenant à des non-résidents, ou
- c) une fiducie résidant au Canada autre
- (i) qu'une fiducie visée au paragraphe 149(1), ou
 - (ii) qu'une fiducie dont tous les bénéficiaires, tout au long de la période commençant le 6 mai 1974 et se terminant à la date où la somme est devenue ainsi payable, étaient des personnes résidant au Canada,
- la somme déductible en vertu du paragraphe (6) ne doit pas dépasser la fraction, si fraction il y a,
- d) du total de tous les montants dont chacun représente
- (i) la fraction du montant qui constituerait le revenu de la fiducie pour l'année d'imposition si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou en vertu d'un règlement établi aux fins de l'alinéa 20(1)a), et qui est payable dans l'année d'imposition à un bénéficiaire de la fiducie, ou
 - (ii) un montant payé par la fiducie dans l'année d'imposition dans la mesure où il était inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire de la fiducie en vertu du paragraphe 105(2)
- qui est en sus du total,
- e) lorsque la fiducie est une fiducie visée à l'alinéa (4)a), de la partie de la fraction, si fraction il y a,
- (i) du montant inclus dans le calcul du revenu de la fiducie pour l'année d'imposition aux termes d'une disposition réputée, après le 12 novembre 1981, en vertu du paragraphe (4), (5), (5.1) ou 107(4)
 - (ii) de la fraction, si fraction il y a,
 - (A) du montant qui constituerait le revenu de la fiducie pour l'année d'imposition si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou en vertu d'un règlement établi aux fins de l'alinéa 20(1)a)
- qui est en sus

tion were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a) as is payable in the year to a beneficiary under the trust,

(II) an amount in respect of the accumulating income of the trust for the taxation year that is included in computing the income of a preferred beneficiary under the trust by virtue of subsection (14), or

(III) an amount paid by the trust in the taxation year to the extent it was included in computing the income of a beneficiary under the trust by virtue of subsection 105(2),

that 20

(iii) the amount determined under subclause (ii)(B)(I)

is of

(iv) the amount determined under clause (ii)(B), and 25

(f) that proportion of the amount, if any, by which

(i) the designated income of the trust for the taxation year (other than any designated income that arose by virtue of a deemed disposition after November 12, 1981 under subsection (4), (5) or (5.1) or 107(4) where the trust is a trust described in paragraph (4)(a) of this section, or any designated income that arose by virtue of a disposition before November 13, 1981, where the trust is a testamentary trust)

exceeds 40

(ii) the amount, if any, by which

(A) the amount determined under subparagraph (e)(ii)

exceeds

(B) the amount determined under subparagraph (e)(i) 45

that

(iii) the aggregate of amounts each of which is such part of the amount that would be income of the trust for the 50

(B) du total de tous les montants dont chacun représente

(I) la fraction du montant qui constituerait le revenu de la fiducie pour l'année d'imposition si aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou en vertu d'un règlement établi aux fins de l'alinéa 20(1)a), et qui est payable dans l'année à un bénéficiaire de la fiducie,

(II) un montant à l'égard du revenu accumulé de la fiducie pour l'année d'imposition, et qui est inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire privilégié de la fiducie en vertu du paragraphe (14), ou

(III) un montant payé par la fiducie dans l'année d'imposition, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire de la fiducie en vertu du paragraphe 105(2), 25

représentée par le rapport existant entre (iii) le montant déterminé en vertu de la disposition (ii)(B)(I)

et

(iv) le montant déterminé en vertu de la disposition (ii)(B), et 30

f) de la partie de la fraction, si fraction il y a,

(i) du revenu désigné de la fiducie pour l'année d'imposition (autre qu'un revenu désigné tiré d'une disposition réputée, après le 12 novembre 1981, en vertu du paragraphe (4), (5), (5.1) ou 107(4) lorsque la fiducie est une fiducie visée à l'alinéa (4)a) du présent article ou qu'un revenu désigné d'une disposition avant le 13 novembre 1981 lorsque la fiducie est une fiducie testamentaire) 40

qui est en sus 45

(ii) de la fraction, si fraction il y a, (A) du montant déterminé en vertu du sous-alinéa e)(ii)

qui est en sus

(B) du montant déterminé en vertu du sous-alinéa e)(i) 50

taxation year if no deduction were made under subsection (6), (12) or 20(16) or under regulations made under paragraph 20(1)(a) as is payable in the year to a designated 5 beneficiary under the trust

is of

(iv) the amount determined under clause (e)(ii)(B).”

représentée par le rapport existant entre (iii) le total des montants dont chacun représente la fraction du montant qui constituerait le revenu de la fiducie pour l'année d'imposition si 5 aucune déduction n'était faite en vertu du paragraphe (6), (12) ou 20(16) ou en vertu d'un règlement établi aux fins de l'alinéa 20(1)a) et qui est payable dans l'année à un 10 bénéficiaire désigné de la fiducie

et

(iv) le montant déterminé en vertu de la disposition e)(ii)(B).”

(5) Paragraph 104(13)(b) of the said Act 10 is repealed and the following substituted therefor:

(5) L'alinéa 104(13)b) de la même loi est 15 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(b) as was payable in the year to a beneficiary shall, in any case other than that of a trust governed by an employee 15 benefit plan, be included in computing the income of the person to whom it so became payable whether or not it was paid to him in that year and shall not be included in computing his income for a 20 subsequent year in which it was paid.”

«b) qui, dans tous les cas, sauf celui d'une fiducie régie par un régime de prestations aux employés, était payable dans l'année à un bénéficiaire, doit être 20 incluse dans le calcul du revenu de la personne à qui elle est devenue ainsi payable, qu'elle lui ait été versée ou non au cours de cette année, et ne doit pas être incluse dans le calcul de son revenu 25 pour une année subséquente dans laquelle elle a été versée.»

(6) Subparagraph 104(21)(a)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) Le sous-alinéa 104(21)a)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui 30 suit :

“(ii) the amount, if any, deducted 25 under paragraph 111(1)(b) from its income for the year”

«(ii) de la somme, si somme il y a, déduite en vertu de l'alinéa 111(1)b) de son revenu pour l'année»

(7) Paragraph 104(25)(a) of the said Act is repealed and the following substituted 30 therefor:

(7) L'alinéa 104(25)a) de la même loi est 35 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(a) where subsection (8) is applicable with respect to a particular trust, the amount, if any, referred to in paragraph (e) thereof, or”

«a) lorsque le paragraphe (8) s'applique à une fiducie donnée, du montant, si montant il y a, visé à son alinéa e), ou»

(8) All that portion of subsection 35 104(25.1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(8) Le passage du paragraphe 104(25.1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est 40 abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(25.1) Such portion of the amount referred to in paragraph (8)f)” 40

«(25.1) La fraction du montant visé à l'alinéa (8)f)»

Idem

Idem

(9) Subsection (1) is applicable to the 1984 and subsequent taxation years.

(10) Subsections (2) and (3) are applicable after September 30, 1983.

(11) Subsection (4) is applicable after November 12, 1981, except that in respect of a testamentary trust it is applicable only to taxation years commencing after November 12, 1981.

(12) Subsection (5) is applicable to the 1980 and subsequent taxation years.

(13) Subsection (6) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years and with respect to amounts deductible under paragraph 111(1)(b) of the said Act in respect of losses determined for the 1983 and subsequent taxation years.

(14) Subsections (7) and (8) are applicable to taxation years ending after November 12, 1981.

47. (1) Subsection 107(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) Where the property referred to in subsection (2) that was distributed by a trust to a taxpayer was property, other than an indexed security or capital property that was not depreciable property, for the purpose of determining the cost to the taxpayer of the property under paragraph (2)(b) (except for the purposes of paragraph (2)(b) as it applies to determine the taxpayer's proceeds of disposition of his capital interest under paragraph (2)(c)), the reference in paragraph (2)(b) to “the amount” shall be read as a reference to “1/2 of the amount”.”

(2) Subsection (1) is applicable after September 30, 1983.

48. (1) Paragraph 108(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) “accumulating income” of a trust for a taxation year means the amount that, but for subsections 104(8) and (12), would be its income for the year less, where the trust is a trust described

(9) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1984 et suivantes.

(10) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent après le 30 septembre 1983.

(11) Le paragraphe (4) s'applique après le 12 novembre 1981, sauf que, pour ce qui est d'une fiducie testamentaire, il ne s'applique que pour les années d'imposition commençant après le 12 novembre 1981.

(12) Le paragraphe (5) s'applique aux années d'imposition 1980 et suivantes.

(13) Le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes et aux sommes déductibles en vertu de l'alinéa 111(1)b) de la même loi relativement aux pertes déterminées pour les années d'imposition 1983 et suivantes.

(14) Les paragraphes (7) et (8) s'appliquent aux années d'imposition finissant après le 12 novembre 1981.

47. (1) Le paragraphe 107(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Lorsque les biens mentionnés au paragraphe (2) qu'une fiducie a attribués à un contribuable étaient des biens autres que des titres indexés ou des biens en immobilisations non amortissables, il faut, pour déterminer le coût de ces biens supporté par le contribuable en vertu de l'alinéa (2)b) (sauf lorsqu'il s'agit d'appliquer l'alinéa (2)b) à la détermination du produit que tire le contribuable de la disposition de sa participation au capital en vertu de l'alinéa (2)c)) lire, à l'alinéa (2)b), «1/2 de la fraction» au lieu de «la fraction».”

(2) Le paragraphe (1) s'applique après le 30 septembre 1983.

48. (1) L'alinéa 108(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) «revenu accumulé» d'une fiducie pour une année d'imposition signifie le montant qui, sans les paragraphes 104(8) et (12), représenterait son revenu pour l'année moins, lorsque la fiducie est

Determination of cost of property other than an indexed security or a non-depreciable capital property

Détermination du coût des biens autres que des titres indexés ou des biens en immobilisations non amortissables

“Accumulating income”

«revenu accumulé»

in paragraph 104(4)(a), such amount, if any, as is included in computing the income of the trust for the taxation year by virtue of a deemed disposition after November 12, 1981 under subsection 104(4), (5) or (5.1) or 107(4);”

(2) Subsection (1) is applicable after November 12, 1981.

49. (1) All that portion of subsection 109(1) of the said Act preceding paragraph 10(a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“109. (1) For the purpose of computing the taxable income of an individual for a taxation year, there may be deducted such 15 of the following amounts as are applicable:”

(2) Subparagraph 109(1)(d)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) if the child or grandchild has not attained the age of 18 years before the end of the year, \$710 less 1/2 of the amount, if any, by which the income for the year of the child or 25 grandchild, as the case may be, exceeds \$2,350, and”

(3) Subparagraph 109(1)(e)(iv) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iv) if the niece or nephew has not attained the age of 18 years before the end of the year, \$710 less 1/2 of the amount, if any, by which the income for the year of the niece or 35 nephew, as the case may be, exceeds \$2,350, and”

(4) Subparagraph 109(1)(f)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) if the person has not attained the age of 18 years before the end of the year, \$710 less 1/2 of the amount, if any, by which the income for the year of the person exceeds \$2,350, 45 and”

une fiducie visée à l’alinéa 104(4)a), le montant, si montant il y a, inclus dans le calcul du revenu de la fiducie pour l’année d’imposition en vertu d’une disposition, après le 12 novembre 1981, réputée, en vertu du paragraphe 104(4), (5) ou (5.1) ou 107(4), avoir été faite;»

(2) Le paragraphe (1) s’applique après le 12 novembre 1981.

49. (1) Le passage du paragraphe 109(1) 10 de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«109. (1) Aux fins du calcul du revenu imposable d’un particulier pour une année d’imposition, il peut être déduit celles des 15 sommes suivantes qui sont appropriées :»

(2) Le sous-alinéa 109(1)d)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui 20 suit :

«(iv) si l’enfant, le petit-fils ou la 20 petite-fille n’a pas atteint l’âge de 18 ans avant la fin de l’année, à \$710, moins 1/2 de la fraction, si fraction il y a, du revenu pour l’année de l’enfant, du petit-fils ou de la petite-fille, 25 selon le cas, qui est en sus de \$2,350, et»

(3) Le sous-alinéa 109(1)e)(iv) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui 30 suit :

«(iv) si la nièce ou le neveu n’a pas atteint l’âge de 18 ans avant la fin de l’année, à \$710 moins 1/2 de la fraction, si fraction il y a, du revenu pour l’année de cette nièce ou de ce neveu, 35 selon le cas, qui est en sus de \$2,350, et»

(4) Le sous-alinéa 109(1)f)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui 40 suit :

«(iii) si la personne n’a pas atteint l’âge de 18 ans avant la fin de l’année, à \$710 moins 1/2 de la fraction, si fraction il y a, du revenu pour l’année de cette personne qui est en sus de 45 \$2,350, et»

Deductions
permitted by
individuals

Déductions
permises au
particulier

(5) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(6) Subsections (2) to (4) are applicable to the 1984 and subsequent taxation years.

50. (1) All that portion of subsection 110(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Other
deductions
permitted

“110. (1) For the purpose of computing the taxable income of a taxpayer for a 10 taxation year, there may be deducted such of the following amounts as are applicable:”

(2) Paragraph 110(1)(d) of the said Act is repealed.

(3) Subparagraph 110(1)(f)(iii) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii) une prestation d’assistance sociale versée, en tenant compte des 20 ressources, des besoins ou des revenus, par un organisme de charité enregistré ou dans le cadre d’un programme (à l’exception d’un programme prescrit) établi par une loi du Parlement 25 du Canada ou d’une province,”

(4) Subsection 110(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Charitable gifts

“(2) Where an individual was, during a 30 taxation year, a member of a religious order and had, as such, taken a vow of perpetual poverty, he may, in lieu of the deduction permitted by paragraph (1)(a), deduct in computing his taxable income 35 for the year an amount equal to the aggregate of his superannuation or pension benefits and his earned income for the year as defined by section 63 if, of his income, that amount has been paid to the order.” 40

(5) Subsection 110(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Medical
expenses where
right to
reimbursement

“(7) Notwithstanding anything in this Part, other than subsection (6.1), there 45 shall not be included in computing the

(5) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1983 et suivantes.

(6) Les paragraphes (2) à (4) s’appliquent aux années d’imposition 1984 et suivantes.

50. (1) Le passage du paragraphe 110(1) 5 de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Autres
déductions
permises

«110. (1) Aux fins du calcul du revenu imposable d’un contribuable pour une année d’imposition, il peut être déduit 10 celles des sommes suivantes qui sont appropriées :»

(2) L’alinéa 110(1)d) de la même loi est 15 abrogé.

(3) Le sous-alinéa 110(1)f)(iii) de la ver- 15 sion française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii) une prestation d’assistance sociale versée, en tenant compte des ressources, des besoins ou des revenus, 20 par un organisme de charité enregistré ou dans le cadre d’un programme (à l’exception d’un programme prescrit) établi par une loi du Parlement 25 du Canada ou d’une province,» 25

(4) Le paragraphe 110(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dons de charité

«(2) Lorsqu’un particulier a été, au cours d’une année d’imposition, membre d’un ordre religieux et a, comme tel, pro- 30 noncé des vœux de pauvreté perpétuelle, il peut, en remplacement de la déduction permise par l’alinéa (1)a), déduire dans le calcul de son revenu imposable pour l’an- 35 née une somme égale au total de ses prestations de retraite ou d’autres pensions et de son revenu gagné pour l’année, au sens de l’article 63, si cette somme a été versée à l’ordre sur son revenu.»

(5) Le paragraphe 110(7) de la même loi 40 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Frais médicaux
remboursables

«(7) Nonobstant toute disposition de la présente Partie, à l’exception du para- 45 graphe (6.1), ne sont pas inclus dans le calcul

medical expenses paid by or on behalf of a taxpayer or his legal representative any expenses for which the taxpayer or such representative has been or is entitled to be reimbursed.”

(6) Subsections (1) and (4) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(7) Subsection (2) is applicable to the 1984 and subsequent taxation years.

(8) Subsections (3) and (5) are applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

51. (1) All that portion of subsection 110.1(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“**110.1.** (1) For the purpose of computing the taxable income for a taxation year of an individual (other than a trust that is not a testamentary trust within the meaning assigned by paragraph 108(1)(i)), there may be deducted an amount equal to the lesser of”

(2) Subsection 110.1(5) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (a) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

“(c) received by the taxpayer as a taxable dividend on an indexed security, or
(d) deemed by subsection 104(19) to be a taxable dividend received by the taxpayer if such dividend
(i) was received by virtue of the taxpayer’s ownership of an indexed security, or
(ii) may reasonably be considered to relate to a taxable dividend received by a trust in respect of an indexed security.”

(3) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(4) Subsection (2) is applicable with respect to taxable dividends received after September 30, 1983.

52. (1) All that portion of subsection 110.2(1) of the said Act preceding paragraph

des frais médicaux payés par ou pour un contribuable ou par ses représentants légaux, tous frais pour lesquels le contribuable ou ces représentants légaux ont reçu un remboursement, ou y ont droit.»

(6) Les paragraphes (1) et (4) s’appliquent aux années d’imposition 1983 et suivantes.

(7) Le paragraphe (2) s’applique aux années d’imposition 1984 et suivantes.

(8) Les paragraphes (3) et (5) s’appliquent aux années d’imposition 1982 et suivantes.

51. (1) Le passage du paragraphe 110.1(1) de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**110.1** (1) Aux fins du calcul du revenu imposable, pour une année d’imposition, d’un particulier (à l’exclusion d’une fiducie qui n’est pas une fiducie testamentaire au sens de l’alinéa 108(1)i)) il peut être déduit une somme égale au moins élevé des montants suivants :”

(2) Le paragraphe 110.1(5) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l’alinéa a) et par adjonction de ce qui suit :

«c) reçu par le contribuable à titre de dividende imposable sur un titre indexé, ou
d) réputé, en vertu du paragraphe 104(19), un dividende imposable reçu par le contribuable si ce dividende
(i) a été reçu parce que le contribuable est propriétaire d’un titre indexé, ou
(ii) peut raisonnablement être considéré comme se rapportant à un dividende imposable reçu par une fiducie à l’égard d’un titre indexé.»

(3) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1983 et suivantes.

(4) Le paragraphe (2) s’applique aux dividendes imposables reçus après le 30 septembre 1983.

52. (1) Le passage du paragraphe 110.2(1) de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interest and dividend income deductible

Déduction relative au revenu de placements

(a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Pension income
deduction

“110.2. (1) For the purpose of computing the taxable income for a taxation year of an individual who, before the end of the year, has attained the age of 65 years, there may be deducted an amount equal to the lesser of”

(2) All that portion of subsection 110.2(2) of the said Act following paragraph (c) thereof and preceding paragraph (d) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“there may be deducted an amount equal to the lesser of”

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

53. (1) All that portion of section 110.3 of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“110.3. For the purpose of computing the taxable income for a taxation year of an individual who during the year was a married person, there may be deducted the amount, if any, by which”

(2) Paragraph 110.3(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) the amount, if any, by which the aggregate of his spouse's income for the year and the amount included under subsection 110.4(2) in computing his spouse's taxable income for the year exceeds the amount allowable as a deduction under paragraph 109(1)(c).”

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

54. (1) Subsection 110.4(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(2) Where an individual who was resident in Canada throughout a taxation year files with his return for the year under this Part an election in prescribed form with the Minister on or before the day on or before which he was, or would have been if

“110.2 (1) Aux fins du calcul du revenu imposable pour une année d'imposition d'un particulier qui, avant la fin de l'année, a atteint l'âge de 65 ans, il peut être déduit un montant égal au moins élevé des montants suivants :»

(2) Le passage du paragraphe 110.2(2) de la même loi qui suit l'alinéa c) et qui précède l'alinéa d) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«il peut être déduit une somme égale au moins élevé des montants suivants :»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes.

53. (1) Le passage de l'article 110.3 de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“110.3 Aux fins du calcul du revenu imposable pour une année d'imposition d'un particulier qui, pendant l'année, était une personne mariée, il peut être déduit la fraction, s'il y a lieu,»

(2) L'alinéa 110.3b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) de la fraction éventuelle de la somme du revenu de son conjoint pour l'année et du montant inclus, en vertu du paragraphe 110.4(2), dans le calcul du revenu imposable de son conjoint pour l'année qui est en sus du montant déductible en vertu de l'alinéa 109(1)c.»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes.

54. (1) Le paragraphe 110.4(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Lorsqu'un particulier qui a résidé au Canada tout au long d'une année d'imposition produit auprès du Ministre, avec sa déclaration pour l'année en vertu de la présente Partie, un choix en la forme prescrite, au plus tard à la date à laquelle il

Déduction
relative au
revenu de
retraite

10

Transfert des
déductions
inutilisées

Choix

Transfer of
unused
deductions

Election

tax had been payable under this Part by him for the year, required to file a return of income under this Part for the year, there shall be added in computing his taxable income for the year the amount, if 5
any, by which

(a) such portion of his accumulated averaging amount at the end of the immediately preceding taxation year as is specified by him in such election 10
exceeds

(b) the aggregate of amounts that would be his non-capital loss or farm loss for the year if paragraphs 111(8)(b) and (b.1) were read without reference to 15
subparagraph (iii) thereof.”

(2) Subsection 110.4(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(4) For the purposes of subsections (1) 20
and (2), where an individual was resident in Canada throughout the period beginning on the first day of the taxation year in which he died and ending at the time of his death, he shall be deemed to have been 25
resident in Canada throughout the taxation year in which he died.”

(3) Paragraph 110.4(6)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 30

“(a) the individual has, within 30 days from the day of mailing of the first notice of assessment under this Part in respect of his income for the year, remitted to the Receiver General all the 35
assessed tax (other than any portion thereof of the payment of which is deferred by virtue of an election made under subsection 159(5)), interest and penalties then remaining unpaid in respect of 40
the year, whether or not an objection to or appeal from the assessment is outstanding; and”

(4) Clause 110.4(8)(a)(i)(C) of the said Act is repealed and the following substituted 45
therefor:

était tenu, ou serait tenu, si un impôt était payable par lui en vertu de la présente Partie pour l'année, de produire une déclaration de revenu en vertu de la présente 5
Partie pour l'année, il doit être ajouté dans le calcul de son revenu imposable pour l'année l'excédent éventuel de

(a) la fraction du montant d'étalement accumulé à la fin de l'année d'imposition précédente qu'il a désignée dans un 10
tel choix

sur

(b) le total des montants dont chacun représenterait sa perte autre qu'une perte en capital ou sa perte agricole 15
pour l'année, si les alinéas 111(8)(b) et b.1) étaient interprétés sans égard à leur sous-alinéa (iii).»

(2) Le paragraphe 110.4(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 20

«(4) Aux fins des paragraphes (1) et (2), lorsqu'un particulier a résidé au Canada tout au long de la période commençant le premier jour de l'année d'imposition dans laquelle survint son décès et 25
se terminant à la date de son décès, il est réputé avoir résidé au Canada tout au long de l'année d'imposition dans laquelle survint son décès.»

(3) L'alinéa 110.4(6)(a) de la même loi est 30
abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) si le particulier a payé au receveur général, dans les 30 jours de la date d'expédition par la poste du premier avis de cotisation en vertu de la présente 35
Partie à l'égard de son revenu pour l'année, la totalité des impôts (à l'exception de toute fraction de ceux-ci dont le paiement est différé à la suite d'un choix effectué en vertu du paragraphe 40
159(5)) intérêts et pénalités demeurant alors impayés à l'égard de l'année, qu'une opposition ou un appel relatif à la cotisation soit ou non en instance; et»

(4) La disposition 110.4(8)(a)(i)(C) de la 45
même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Death of a taxpayer

Décès d'un contribuable

“(C) the amount specified by the individual in his election for the year under subsection (2)”

«(C) le montant désigné par le particulier dans son choix exercé en vertu du paragraphe (2) pour l'année»

(5) All that portion of paragraph 110.4(8)(a) of the said Act following subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(5) Le passage de l'alinéa 110.4(8)a) de la même loi qui suit le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“is multiplied by

«par

(ii) the ratio (adjusted in such manner as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth or, where the ratio is equidistant from two one-thousandths, to the larger thereof) that the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September of that year bears to the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September of the immediately preceding year,

(ii) le rapport (rajusté de la manière prescrite et arrondi au millième le plus proche ou, lorsque le rapport est équidistant de deux millièmes, au millième supérieur) existant entre l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre de cette année et l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre de l'année précédente,

except that, where the individual dies in a taxation year, his accumulated averaging amount at the end of that year means the amount determined under subparagraph (i) for that year; and”

sauf que, lorsque le particulier décède dans une année d'imposition, son montant d'étalement accumulé à la fin de cette année est le montant déterminé en vertu du sous-alinéa (i) pour cette année; et»

(6) Subsections (1) and (4) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(6) Les paragraphes (1) et (4) s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes.

(7) Subsections (2) and (5) are applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

(7) Les paragraphes (2) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 1982 et suivantes.

(8) Subsection (3) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(8) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

55. (1) Subsection 111(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

55. (1) Le paragraphe 111(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“111. (1) For the purpose of computing the taxable income of a taxpayer for a taxation year, there may be deducted such portion as he may claim of

«111. (1) Aux fins du calcul du revenu imposable d'un contribuable pour une année d'imposition, peuvent être déduites les sommes appropriées suivantes :

(a) his non-capital losses for the 7 taxation years immediately preceding and the 3 taxation years immediately following the year;

a) ses pertes autres que des pertes en capital subies au cours des 7 années d'imposition précédentes et des 3 années d'imposition qui suivent l'année;

(b) his net capital losses for taxation years preceding and the 3 taxation years immediately following the year, but no amount is deductible for the year in

b) ses pertes en capital nettes subies au cours des années d'imposition précédentes et des 3 années d'imposition qui suivent l'année, mais aucune somme n'est

Losses deductible

Non-capital losses

Net capital losses

Pertes déductibles

Pertes autres que des pertes en capital

Pertes en capital nettes

respect of net capital losses except to the extent of the aggregate of the amount, if any, determined under paragraph 3(b) in respect of the taxpayer for the year and, where the taxpayer is an individual, the amount, if any, by which \$2,000 exceeds the amount determined in respect of him for the year under subparagraph 3(e)(i);

(c) his restricted farm losses for the 10 taxation years immediately preceding and the 3 taxation years immediately following the year, but no amount is deductible for the year in respect of restricted farm losses except to the extent of his incomes for the year from all farming businesses carried on by him; and

(d) his farm losses for the 10 taxation years immediately preceding and the 3 taxation years immediately following the year.”

(2) Subsections 111(2) to (5) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(2) Where a taxpayer has died in a taxation year,

(a) for the purpose of computing his taxable income for that year and the immediately preceding year, paragraph 30(1)(b) shall be read as “his net capital losses for taxation years preceding and the taxation year immediately following the year;” and

(b) for the purpose of determining his net capital loss for that year and the immediately preceding taxation year, subparagraph (8)(a)(ii) shall be read without reference to

- (i) the words “the lesser of”, and
- (ii) clause (A) thereof.

(3) For the purposes of subsection (1),

(a) an amount in respect of a non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss or farm loss, as the case may be, for a taxation year is deductible by a taxpayer in computing taxable income for a

déductible pour l'année à titre de pertes en capital nettes, sauf jusqu'à concurrence du total du montant, s'il y a lieu, déterminé en vertu de l'alinéa 3b) à l'égard du contribuable pour l'année et, lorsque le contribuable est un particulier, l'excédent éventuel de \$2,000 sur le montant déterminé à son égard pour l'année en vertu du sous-alinéa 3e)(i);

c) ses pertes agricoles restreintes subies au cours des 10 années d'imposition précédentes et des 3 années d'imposition qui suivent l'année, mais aucune somme n'est déductible pour l'année à titre de pertes agricoles restreintes, sauf jusqu'à concurrence du revenu tiré, pour l'année, de toutes les entreprises agricoles qu'il exploite; et

d) ses pertes agricoles subies au cours des 10 années d'imposition précédentes et des 3 années d'imposition qui suivent l'année.»

(2) Les paragraphes 111(2) à (5) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(2) Lorsqu'un contribuable est décédé dans une année d'imposition,

a) l'alinéa (1)b) doit être interprété, aux fins du calcul du revenu imposable du contribuable pour cette année et pour l'année d'imposition précédente, comme «ses pertes en capital nettes pour les années d'imposition précédentes et pour l'année d'imposition qui suit l'année;» et

b) le sous-alinéa (8)a)(ii) doit être interprété, aux fins du calcul de la perte en capital nette du contribuable pour cette année et l'année d'imposition précédente, sans égard

- (i) aux mots «du moins élevé des montants suivants», et
- (ii) à la disposition (A).

(3) Aux fins du paragraphe (1),

a) une somme au titre d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte en capital nette, d'une perte agricole restreinte ou d'une perte agricole, selon le cas, pour une année d'imposition n'est

Restricted farm losses

Farm losses

Net capital losses

Limitation on deductibility

Pertes agricoles restreintes

Pertes agricoles

Pertes en capital nettes

Restriction des déductions

particular taxation year only to the extent that it exceeds the aggregate of

(i) amounts deducted under this section in respect of that loss in computing taxable income for taxation years preceding the particular taxation year, and

(ii) amounts claimed in respect of that loss under paragraph 186(1)(c) for the year in which the loss was incurred or under paragraph (d) for the particular taxation year and taxation years preceding the particular taxation year; and

(b) no amount is deductible in respect of a non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss or farm loss, as the case may be, for a taxation year until

(i) in the case of a non-capital loss, the deductible non-capital losses,

(ii) in the case of a net capital loss, the deductible net capital losses,

(iii) in the case of a restricted farm loss, the deductible restricted farm losses, and

(iv) in the case of a farm loss, the deductible farm losses,

for preceding taxation years have been deducted.

Application of subsection (1) where change in control

(4) Subsection (1) does not apply to permit a corporation to deduct, for the purpose of computing its taxable income for a taxation year, any amount in respect of

(a) its net capital loss for a preceding year if, before the end of the year, control of the corporation has been acquired by a person or persons who did not, at the end of that preceding year, control the corporation; or

déductible par un contribuable dans le calcul du revenu imposable pour une année d'imposition donnée que dans la mesure où elle dépasse le total

(i) des sommes déduites en vertu du présent article relativement à cette perte dans le calcul du revenu imposable pour des années d'imposition qui précèdent l'année d'imposition donnée, et

(ii) des sommes réclamées au titre de cette perte en vertu de l'alinéa 186(1)c) pour l'année au cours de laquelle la perte a été subie ou en vertu de l'alinéa d) pour l'année d'imposition donnée et les années d'imposition qui précèdent l'année d'imposition donnée; et

b) aucune somme n'est déductible à titre de perte autre qu'une perte en capital, de perte en capital nette, de perte agricole restreinte ou de perte agricole, selon le cas, pour une année d'imposition avant que,

(i) dans le cas d'une perte autre qu'une perte en capital, les pertes autres que les pertes en capital déductibles,

(ii) dans le cas d'une perte en capital nette, les pertes en capital nettes déductibles,

(iii) dans le cas d'une perte agricole restreinte, les pertes agricoles restreintes déductibles, et

(iv) dans le cas d'une perte agricole, les pertes agricoles déductibles,

pour les années d'imposition antérieures n'aient été déduites.

(4) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser une corporation à déduire, aux fins du calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition, toute somme relative à

a) sa perte en capital nette pour une année antérieure si, avant la fin de l'année, le contrôle de la corporation a été acquis par une ou plusieurs personnes qui, à la fin de cette année antérieure, ne contrôlaient pas la corporation; ou

Application du paragraphe (1) dans le cas d'un changement de contrôle

(b) its net capital loss for a subsequent year if, before the beginning of that subsequent year, control of the corporation has been acquired by a person or persons who did not, at the beginning of the taxation year, control the corporation.

b) sa perte en capital nette pour une année subséquente si, avant le début de cette année subséquente, le contrôle de la corporation a été acquis par une ou plusieurs personnes qui, au début de l'année d'imposition, ne contrôlaient pas la corporation.

Idem

(5) Where, at any time, control of a corporation has been acquired by a person or persons (each of whom is in this subsection referred to as the "purchaser"),

(a) such portion of the corporation's non-capital loss or farm loss, as the case may be, for a taxation year ending before that time as may reasonably be regarded as its loss from carrying on a business is deductible by the corporation for a particular taxation year ending after that time

(i) only if throughout the particular year and after that time that business was carried on by the corporation for profit or with a reasonable expectation of profit; and

(ii) only to the extent of the aggregate of

(A) the corporation's income for the particular year from that business and, where properties were sold, leased, rented or developed or services rendered in the course of carrying on that business before that time, from any other business substantially all the income of which was derived from the sale, leasing, rental or development, as the case may be, of similar properties or the rendering of similar services, and

(B) the amount, if any, by which

(I) the aggregate of the corporation's taxable capital gains for the particular year from the disposition of property owned by the corporation at that time, other than property that was acquired from the purchaser or a person who did not deal at arm's length with the purchaser,

exceeds

50

Idem

(5) Lorsque, à une date quelconque, le contrôle d'une corporation a été acquis par une ou plusieurs personnes (chacune de celles-ci étant appelée l'«acheteur» au présent paragraphe)

a) la fraction de la perte autre qu'une perte en capital ou de la perte agricole, selon le cas, subie par la corporation pour une année d'imposition se terminant avant cette date, et qui peut raisonnablement être considérée comme étant la perte qu'elle a subie dans l'exploitation d'une entreprise, est déductible par la corporation pour une année d'imposition donnée se terminant après cette date,

(i) seulement si, tout au long de l'année donnée et après cette date, cette entreprise était exploitée par la corporation en vue d'en tirer un profit ou dans une expectative raisonnable de profit, et

(ii) seulement jusqu'à concurrence du total

(A) du revenu que la corporation a tiré pour l'année donnée de cette entreprise et de toute autre entreprise dont la presque totalité des revenus proviennent de la vente, de la location ou de l'aménagement, selon le cas, de biens semblables aux biens vendus, loués ou aménagés ou aux services rendus, dans l'exploitation de cette entreprise avant cette date, et

(B) de l'excédent éventuel

(I) du total des gains en capital imposables de la corporation pour l'année donnée tirés de la disposition de biens dont la corporation était propriétaire à cette date, à l'exception des biens acquis de l'acheteur ou d'une

(II) the amount, if any, by which the aggregate of the corporation's allowable capital losses for the particular year from the disposition of property described in subclause (I) exceeds the aggregate of its allowable business investment losses for the particular year from the disposition of that property; and 10

(b) such portion of the corporation's non-capital loss or farm loss, as the case may be, for a taxation year commencing after that time as may reasonably be regarded as its loss from carrying on a business is deductible by the corporation for a particular taxation year commencing before that time 15

(i) only if throughout the taxation year and in the particular year that business was carried on by the corporation for profit or with a reasonable expectation of profit, and 20

(ii) only to the extent of the corporation's income for the particular year from that business and, where properties were sold, leased, rented or developed or services rendered in the course of carrying on that business before that time, from any other business substantially all the income of which was derived from the sale, leasing, rental or development, as the case may be, of similar properties or the rendering of similar services." 25 30 35

(3) Paragraph 111(5.1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) shall be deemed to be, or shall be added to, as the case may be, the non-capital loss or farm loss, as the case may be, of the corporation for the taxation year immediately preceding the particular year and shall be regarded as having been incurred in the course of carrying 40 45

personne ayant un lien de dépendance avec l'acheteur, 5

sur 10

(II) l'excédent éventuel du total des pertes en capital déductibles subies par la corporation pour l'année donnée résultant de la disposition des biens visés à la sous-disposition (I) sur les pertes déductibles subies au titre de placements d'entreprise pour l'année donnée résultant de la disposition de biens; et 15 20 25 30 35 40

b) la fraction de la perte autre qu'une perte en capital ou de la perte agricole, selon le cas, subie par la corporation pour une année d'imposition commençant après cette date et qui peut raisonnablement être considérée comme étant une perte résultant de l'exploitation d'une entreprise, est déductible par la corporation pour une année d'imposition donnée commençant avant cette date, seulement 45

(i) si, tout au long de l'année d'imposition et de l'année donnée, cette entreprise était exploitée par la corporation en vue d'en tirer un profit ou dans une expectative raisonnable de profit, et 50

(ii) jusqu'à concurrence du revenu que la corporation a tiré pour l'année donnée de cette entreprise et de toute autre entreprise dont la presque totalité des revenus provient de la vente, de la location ou de l'aménagement de biens semblables aux biens vendus, loués ou aménagés ou de la prestation de services semblables aux services rendus dans l'exploitation de cette entreprise avant cette date.» 55 60 65

(3) L'alinéa 111(5.1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) est réputé être la perte autre qu'une perte en capital ou la perte agricole, selon le cas, subie par la corporation pour l'année d'imposition précédant l'année donnée et est considéré comme résultant de l'exploitation de l'entreprise dans laquelle les biens étaient utilisés à 50

on the business in which the property was used at that time,”

(4) Paragraph 111(5.2)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) shall be deemed to be or shall be added to, as the case may be, the non-capital loss or farm loss, as the case may be, of the corporation for the taxation year immediately preceding the particular year and shall be regarded as having been incurred in the course of carrying on the business,”

(5) Paragraphs 111(8)(b) and (c) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(b) “non-capital loss” of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts each of which is the taxpayer’s loss for the year from an office, employment, business or property, his allowable business investment loss for the year, the amount determined under sub-paragraph 3(d)(ii) in respect of the taxpayer for the year or an amount deductible under paragraph 110(1)(f), section 112 or subsection 113(1) or 138(6) in computing his taxable income for the year

exceeds the aggregate of

- (ii) the amount determined under paragraph 3(c) in respect of the taxpayer for the year,
- (iii) any amount specified by the taxpayer in his election for the year under subsection 110.4(2), and
- (iv) the amount that would be his farm loss for the year if paragraph (b.1) were read without reference to subparagraph (iii) thereof;

(b.1) “farm loss” of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which the lesser of

- (i) the amount, if any, by which
- (A) the aggregate of all amounts each of which is his loss for the

cette date, ou est ajouté à cette perte, selon le cas,»

(4) L’alinéa 111(5.2)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) est réputé être la perte autre qu’une perte en capital ou la perte agricole, selon le cas, subie par la corporation pour l’année d’imposition précédant l’année donnée et est considéré comme résultant de l’exploitation de l’entreprise, ou est ajouté à cette perte, selon le cas,»

(5) Les alinéas 111(8)b) et c) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«b) «perte autre qu’une perte en capital» subie par un contribuable pour une année d’imposition signifie l’excédent éventuel

- (i) du total de toutes sommes dont chacune représente la perte que le contribuable a subie pour l’année relativement à une charge, à un emploi, à une entreprise ou à un bien, sa perte déductible au titre d’un placement d’entreprise pour l’année, le montant déterminé en vertu du sous-alinéa 3d)(ii) relativement au contribuable pour l’année ou une somme déductible en vertu de l’alinéa 110(1)f), de l’article 112 ou des paragraphes 113(1) ou 138(6) dans le calcul de son revenu imposable pour l’année

sur le total

- (ii) du montant déterminé en vertu de l’alinéa 3c) à l’égard du contribuable pour l’année,
- (iii) de tout montant désigné par le contribuable dans le choix qu’il a effectué pour l’année en vertu du paragraphe 110.4(2), et
- (iv) du montant qui constituerait sa perte agricole pour l’année, si l’alinéa b.1) était interprété sans égard à son sous-alinéa (iii);

“Non-capital loss”

“Farm loss”

«perte autre qu’une perte en capital»

Exception

year from a farming or fishing business

exceeds

(B) the aggregate of all amounts each of which is his income for the year from a farming or fishing business, and

(ii) the amount that would be the taxpayer's non-capital loss for the year if paragraph (b) were read without reference to subparagraphs (iii) and (iv) thereof

exceeds

(iii) the amount, if any, by which any amount specified by the taxpayer in his election for the year under subsection 110.4(2) exceeds the amount that would be his non-capital loss for the year if paragraph (b) were read without reference to subparagraph (iii) thereof; and

(c) a taxpayer's non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss and farm loss for a taxation year during which he was not resident in Canada shall be determined as if

(i) throughout the portion of the year referred to in paragraph 114(b), where section 114 applies to the taxpayer in respect of the year, and
(ii) throughout the year, in any other case,

he had no income other than income described in subparagraphs 115(1)(a)(i) to (vi), his only taxable capital gains and allowable capital losses were taxable capital gains and allowable capital losses from the disposition of taxable Canadian property and his only losses were losses from businesses carried on by him in Canada."

b.1) «perte agricole» d'un contribuable pour une année d'imposition signifie le moins élevé des montants suivants :

«perte agricole»

(i) l'excédent éventuel

(A) du total des montants dont chacun représente la perte qu'il a subie pour l'année relativement à une entreprise agricole ou à une entreprise de pêche

sur

(B) le total des montants dont chacun représente son revenu tiré pour l'année d'une entreprise agricole ou d'une entreprise de pêche, et

(ii) le montant qui constituerait la perte autre qu'une perte en capital du contribuable pour l'année, si l'alinéa b) était interprété sans égard à ses sous-alinéas (iii) et (iv),

sur

(iii) l'excédent éventuel du montant que le contribuable désigne pour l'année dans son choix effectué en vertu du paragraphe 110.4(2) sur le montant qui constituerait sa perte autre qu'une perte en capital pour l'année, si l'alinéa b) était interprété sans égard à son sous-alinéa (iii); et

c) la perte en capital nette, la perte autre qu'une perte en capital, la perte agricole restreinte et la perte agricole d'un contribuable pour une année d'imposition au cours de laquelle il ne résidait pas au Canada est déterminée comme si

(i) tout au long de la fraction de l'année visée à l'alinéa 114b), lorsque l'article 114 s'applique au contribuable pour l'année, et

(ii) tout au long de l'année, en tout autre cas,

il n'avait aucun revenu, autre que le revenu visé aux sous-alinéas 115(1)a)(i) à (vi), ses seuls gains en capital imposables et ses seules pertes en capital déductibles étaient des gains en capital imposables et des pertes en capital déductibles provenant de la disposition de biens canadiens imposables et ses seules pertes étaient des pertes prove-

(6) Subsection (1) is applicable with respect to

(a) the computation of taxable income for the 1983 and subsequent taxation years, except that

(i) farm losses shall be determined only for the 1983 and subsequent taxation years, and

(ii) in the application of paragraphs 111(1)(a) and (c) of the said Act, as enacted by subsection (1), to non-capital losses and restricted farm losses determined for the 1982 and preceding taxation years, the references therein to "7 taxation years" and "10 taxation years" shall be read as references to "5 taxation years"; and

(b) a taxpayer's non-capital losses, restricted farm losses and farm losses determined for the 1983 and subsequent taxation years and his net capital losses determined for the 1984 and subsequent taxation years, except that

(i) in the application of paragraphs 111(1)(a), (c) and (d) of the said Act, as enacted by subsection (1), to non-capital losses, restricted farm losses and farm losses determined for the 1983 taxation year, the references therein to "3 taxation years" shall be read as references to "2 taxation years" where, in the 1983 taxation year, the taxpayer is not

(A) an individual (other than a trust), or

(B) a corporation that is entitled to deduct an amount under section 125 of the said Act in computing its tax payable for that year or that would be so entitled if it had sufficient income for the year from carrying on an active business in Canada and the carry-back period for such losses were the 3 years preceding the 1983 taxation year, and

(ii) in the application of paragraph 111(1)(b) of the said Act, as enacted by subsection (1), to net capital losses determined for the 1984 taxation year,

nant d'entreprises qu'il a exploitées au Canada.»

(6) Le paragraphe (1) s'applique

a) au calcul du revenu imposable pour les années d'imposition 1983 et suivantes, sauf que

(i) les pertes agricoles sont déterminées seulement pour les années d'imposition 1983 et suivantes, et

(ii) pour l'application des alinéas 111(1)a) et c) de la même loi, tels qu'édictees par le paragraphe (1), aux pertes autres que des pertes en capital et aux pertes agricoles restreintes déterminées pour l'année d'imposition 1982 et les années d'imposition précédentes, la mention dans ces alinéas de «7 années d'imposition» et de «10 années d'imposition» est interprétée comme la mention de «5 années d'imposition»; et

b) aux pertes autres que des pertes en capital, aux pertes agricoles restreintes et aux pertes agricoles d'un contribuable déterminées pour les années d'imposition 1983 et suivantes et à ses pertes en capital nettes déterminées pour les années d'imposition 1984 et suivantes, sauf que

(i) pour l'application des alinéas 111(1)a), c) et d) de la même loi, tels qu'édictees par le paragraphe (1), aux pertes autres que des pertes en capital, aux pertes agricoles restreintes et aux pertes agricoles déterminées pour l'année d'imposition 1983, la mention dans ces alinéas de «3 années d'imposition» est interprétée comme la mention de «2 années d'imposition» dans les cas où, pour l'année d'imposition 1983, le contribuable n'est pas

(A) un particulier (à l'exception d'une fiducie), ou

(B) une corporation qui a droit de déduire un montant en vertu de l'article 125 de la même loi dans le calcul de son impôt payable pour cette année, ou qui aurait un tel droit si elle avait tiré pour l'année un revenu suffisant de l'exploitation d'une entreprise exploitée activement au Canada et si la période de report de ces pertes

the reference therein to "3 taxation years" shall be read as a reference to "2 taxation years".

avait été de 3 années précédant l'année d'imposition 1983, et

(ii) pour l'application de l'alinéa 111(1)b) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (1), aux pertes en capital nettes déterminées pour l'année d'imposition 1984, la mention dans cet alinéa de «3 années d'imposition» est interprétée comme la mention de «2 années d'imposition». 10

(7) Subsection 111(2) of the said Act, as enacted by subsection (2), is applicable with respect to deaths occurring after 1983.

(7) Le paragraphe 111(2) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (2), s'applique aux décès survenant après 1983.

(8) Subsection 111(3) of the said Act, as enacted by subsection (2), is applicable with respect to the computation of taxable income for the 1983 and subsequent taxation years 10 and with respect to losses determined for the 1983 and subsequent taxation years.

(8) Le paragraphe 111(3) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (2), s'applique au calcul du revenu imposable pour les années d'imposition 1983 et suivantes et aux pertes déterminées pour les années d'imposition 1983 et suivantes.

(9) Subsection 111(4) of the said Act, as enacted by subsection (2), is applicable with respect to acquisitions of control in the 1982 15 and subsequent taxation years, except that in its application to acquisitions of control occurring

(9) Le paragraphe 111(4) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (2), s'applique aux acquisitions de contrôle survenant dans les années d'imposition 1982 et suivantes, sauf que, pour son application aux acquisitions de contrôle survenant 25

(a) before April 20, 1983, or

a) avant le 20 avril 1983, ou

(b) after April 19, 1983 but before April 20 20, 1984, where the arrangements therefor were substantially advanced and evidenced in writing on or before April 19, 1983,

b) après le 19 avril 1983, mais avant le 20 avril 1984, dans les cas où les arrangements à cet effet étaient établis par écrit et fort avancés au plus tard le 19 avril 1983, 30

the reference in paragraph 111(4)(b) of the said Act, as so enacted, to "a subsequent 25 year" shall be read as a reference to "a subsequent year (other than the year immediately following the taxation year)".

la mention à l'alinéa 111(4)b) de cette loi, tel qu'édicte ainsi, d'«une année subséquente» est interprétée comme la mention d'«une année subséquente (à l'exception de l'année qui suit l'année d'imposition)». 35

(10) Subsection 111(5) of the said Act, as enacted by subsection (2), is applicable with 30 respect to acquisitions of control occurring in the 1984 and subsequent taxation years, except that for the purposes only of applying paragraph 111(5)(b) of the said Act, as so enacted, subsection 111(5) of the said Act, 35 as so enacted, is applicable with respect to acquisitions of control occurring in the 1980 and subsequent taxation years, but in its application to acquisitions of control occurring

(10) Le paragraphe 111(5) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (2), s'applique aux acquisitions de contrôle survenant dans les années d'imposition 1984 et suivantes, sauf que, pour l'application seulement de 40 l'alinéa 111(5)b) de la même loi, tel qu'édicte ainsi, le paragraphe 111(5) de la même loi, tel qu'édicte ainsi s'applique aux acquisitions de contrôle survenant dans les années d'imposition 1980 et suivantes, mais pour son 45 application aux acquisitions de contrôle survenant 40

(a) before April 20, 1983, or

a) avant le 20 avril 1983, ou

(b) after April 19, 1983 but before April 20, 1984, where the arrangements therefor were substantially advanced and evidenced in writing on or before April 19, 1983,

the reference in that paragraph to "a particular taxation year" shall be read as a reference to "a particular taxation year (other than the year immediately preceding the year in which the loss was incurred)".

(11) Subsections (3) and (4) are applicable with respect to acquisitions of control occurring in the 1983 and subsequent taxation years.

(12) Paragraphs 111(8)(b) and (b.1) of the said Act, as enacted by subsection (5), are applicable to the 1982 and subsequent taxation years, except that

(a) in its application to the 1982 taxation year, subsection 111(8) of the said Act, as amended by subsection (5), shall be read without reference to subparagraphs (b)(iii) and (iv) and paragraph (b.1) thereof; and

(b) in its application to taxation years ending before October 1983, paragraph 111(8)(b) of the said Act, as enacted by subsection (5), shall be read without reference to "the amount determined under subparagraph 3(d)(ii) in respect of the taxpayer for the year".

(13) Paragraph 111(8)(c) of the said Act, as enacted by subsection (5), is applicable with respect to the computation of taxable income for the 1983 and subsequent taxation years and with respect to losses determined for the 1983 and subsequent taxation years.

56. (1) Section 111.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"111.1 In computing the taxable income of an individual for a taxation year, the provisions of this Division shall be applied in the following order: subsection 110.4(2), sections 109, 110.1, 110.2, 110, 110.3 and 111 and subsection 110.4(1)."

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

b) après le 19 avril 1983 mais avant le 20 avril 1984, dans les cas où les arrangements à cet effet étaient établis par écrit et fort avancés au plus tard le 19 avril 1983,

5 la mention à cet alinéa d'une «année d'imposition donnée» est interprétée comme la mention d'une «année d'imposition donnée (à l'exception de l'année précédant celle où la perte a été subie)».

10 (11) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent aux acquisitions de contrôle survenant dans les années d'imposition 1983 et suivantes.

(12) Les alinéas 111(8)b) et b.1) de la même loi, tels qu'édictees par le paragraphe 15 (5), s'appliquent aux années d'imposition 1982 et suivantes, sauf que,

a) dans son application à l'année d'imposition 1982, le paragraphe 111(8) de la même loi, tel que modifié par le paragraphe (5), est interprété sans égard à ses sous-alinéas b)(iii) et (iv) et à son alinéa b.1); et

b) dans son application aux années d'imposition se terminant avant octobre 1983, l'alinéa 111(8)b) de la même loi, tel qu'édictees par le paragraphe (5), est interprété sans égard aux mots «le montant déterminé en vertu du sous-alinéa 3d)(ii) relativement au contribuable pour l'année».

30 (13) L'alinéa 111(8)c) de la même loi, tel qu'édictees par le paragraphe (5), s'applique au calcul du revenu imposable pour les années d'imposition 1983 et suivantes ainsi qu'au calcul des pertes déterminées pour les 35 années d'imposition 1983 et suivantes.

56. (1) L'article 111.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«111.1 Dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, les dispositions de la présente section s'appliquent dans l'ordre suivant : le paragraphe 110.4(2), les articles 109, 110.1, 110.2, 110, 110.3 et 111 et le paragraphe 110.4(1).»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

57. (1) All that portion of subsection 112(4) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Loss on share that is not a capital property or indexed security

“(4) Where a taxpayer owns a share that is neither a capital property nor an indexed security and receives a dividend in respect of that share, the amount of any loss of the taxpayer arising from transactions with reference to the share on which the dividend was received shall, unless it is established by the taxpayer that”

(2) All that portion of subsection 112(4.1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Fair market value of share that is not a capital property or indexed security

“(4.1) Where a taxpayer (other than a prescribed trust) or partnership (in this subsection referred to as the “holder”) holds a share that is neither a capital property nor an indexed security and a dividend is received in respect of that share, for the purpose of subsection 10(1) and any regulations made thereunder, the fair market value of the share at any particular time after November 12, 1981 shall, unless it is established by the holder that”

(3) Subsections (1) and (2) are applicable with respect to dividends received after September 30, 1983.

58. (1) Section 114 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Individual resident in Canada during part only of year

“114. Notwithstanding subsection 2(2), where an individual was resident in Canada during part of a taxation year, and during some other part of the year was not resident in Canada, was not employed in Canada and was not carrying on business in Canada, for the purpose of this Part, his taxable income for the taxation year is the aggregate of

(a) his income for the period or periods in the year during which he was resident in Canada, was employed in Canada or was carrying on business in Canada, computed as though

57. (1) Le passage du paragraphe 112(4) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(4) Lorsqu'un contribuable possède une action qui n'est pas un bien en immobilisations ni un titre indexé et reçoit un dividende à l'égard de cette action, le montant de toute perte occasionnée au contribuable par des opérations relatives à l'action sur laquelle le dividende a été reçu est réputé être, à moins qu'il ne soit prouvé par le contribuable”

Perte sur une action qui n'est pas un bien en immobilisations ou un titre indexé

(2) Le passage du paragraphe 112(4.1) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(4.1) Lorsqu'un contribuable (autre qu'une fiducie prescrite) ou une société (appelés dans le présent paragraphe le «détenteur») détient une action qui n'est pas un bien en immobilisations ni un titre indexé et qu'un dividende est reçu à l'égard de cette action, aux fins du paragraphe 10(1) et de tout règlement établi aux fins de ce paragraphe, la juste valeur marchande de l'action, à une date donnée après le 12 novembre 1981, est réputée, à moins que le détenteur n'établisse”

Juste valeur marchande d'une action qui n'est pas un bien en immobilisations ni un titre indexé

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux dividendes reçus après le 30 septembre 1983.

58. (1) L'article 114 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“114. Nonobstant le paragraphe 2(2), lorsqu'un particulier résidait au Canada pendant une partie d'une année d'imposition, et que pendant une autre partie de celle-ci il n'y résidait pas, n'y occupait pas d'emploi et n'y exploitait pas d'entreprise, aux fins de la présente Partie, son revenu imposable pour l'année d'imposition est le total

Particulier résidant au Canada pendant une partie de l'année seulement

a) de son revenu pour la période ou les périodes de l'année pendant lesquelles il résidait au Canada, y occupait un emploi ou y exploitait une entreprise, calculé comme si

(i) such period or periods were the whole taxation year,
 (ii) any disposition of property deemed by subsection 48(1) to have been made by virtue of the taxpayer's having ceased to be resident in Canada were made in such period or periods, and
 (iii) any amount deemed by subsection 48(1.1) to be a capital gain or capital loss for the year from an indexed security investment plan were a capital gain or capital loss, as the case may be, for such period or periods, and
 (b) the amount that would be his taxable income earned in Canada for the year if at no time in the year he had been resident in Canada, computed as though the portion of the year that is not in the period or periods referred to in paragraph (a) were the whole taxation year,
 minus the aggregate of such of the deductions permitted for the purpose of computing taxable income as may reasonably be considered wholly applicable to the period or periods referred to in paragraph (a) and of such part of any other of those deductions as may reasonably be considered applicable to such period or periods."

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

59. (1) Paragraph 115(1)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(f) where all or substantially all of the non-resident person's income for the year is included in computing his taxable income earned in Canada for the year, such of the other deductions permitted for the purpose of computing taxable income as may reasonably be considered wholly applicable."

(i) cette période ou ces périodes constituaient l'année d'imposition toute entière,
 (ii) toute disposition de bien réputée, en vertu du paragraphe 48(1), avoir résulté du fait que le contribuable a cessé de résider au Canada avait été effectuée dans cette période ou dans ces périodes, et
 (iii) tout montant réputé, en vertu du paragraphe 48(1.1), un gain en capital ou une perte en capital pour l'année résultant d'un régime de placements en titres indexés était un gain en capital ou une perte en capital, selon le cas, pour cette période ou ces périodes, et

b) de la somme qui représenterait son revenu imposable gagné au Canada, pour l'année, s'il n'avait résidé au Canada en aucun temps de l'année, calculée comme si la partie de l'année qui n'est pas comprise dans la période ou les périodes mentionnées à l'alinéa a) constituait l'année d'imposition tout entière, moins le total des déductions du revenu, autorisées aux fins du calcul du revenu imposable, qui peuvent raisonnablement être considérées comme applicables entièrement à la période ou aux périodes mentionnées à l'alinéa a), et de la partie de l'une quelconque de ces déductions, qui peut raisonnablement être considérée comme applicable à cette période ou à ces périodes.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

59. (1) L'alinéa 115(1)(f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«f) lorsque la totalité ou la presque totalité du revenu de la personne non résidente pour l'année est incluse dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année, les autres déductions permises aux fins du calcul du revenu imposable, qui peuvent raisonnablement être considérées comme étant entièrement applicables.»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

60. (1) Subsection 117(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

60. (1) Le paragraphe 117(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Special table

“(6) Where the amount taxable for a taxation year of an individual (other than an individual of a prescribed class) is not in excess of a prescribed amount, the amount that would, but for this subsection, be the tax payable by him under this Part for the year before any adjustment thereto by virtue of paragraph 120(3.1)(b) and sections 120.1, 127, 127.2 and 127.3 may be determined by him by reference to a table prepared in accordance with prescribed rules and the amount so determined may be paid by him in lieu of the tax that, but for this subsection, would be the tax payable by him under this Part for the year before any such adjustment.”

«(6) Lorsque le montant imposable pour une année d'imposition d'un particulier (autre qu'un particulier d'une catégorie prescrite) n'excède pas un montant prescrit, le montant qui constituerait, sans le présent paragraphe, l'impôt qu'il doit 10 payer en vertu de la présente Partie pour l'année avant qu'il n'y ait un ajustement en application de l'alinéa 120(3.1)b) et des articles 120.1, 127, 127.2 et 127.3 peut être déterminé par lui à partir d'une table 15 établie selon des règles prescrites et il peut payer le montant déterminé ainsi au lieu de l'impôt qui, sans le présent paragraphe, serait l'impôt qu'il devrait payer ayant un tel rajustement en vertu de la présente 20 Partie pour l'année.»

5 Table spéciale

(2) Subsection (1) is applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1982 et suivantes.

61. (1) Subsections 117.1(1) to (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

61. (1) Les paragraphes 117.1(1) à (6) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Annual adjustment

“**117.1** (1) Each of the following amounts, namely,

(a) the amounts of \$1,600, \$1,400 and \$550 referred to in section 109, 30

(b) the amount of \$1,000 referred to in paragraph 109(1)(h) and in paragraphs 110(1)(e) and (e.2), and

(c) each amount expressed in dollars referred to in subsection 117(5.2), 35

shall be adjusted for each taxation year so that the amount to be used for the year is an amount equal to the product obtained by multiplying

(d) the amount to be adjusted 40 by

(e) the ratio, adjusted in such manner as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth or, where the ratio is equidistant from two one-thousandths, to the larger thereof, that the

“**117.1** (1) Chacune des sommes suivantes, à savoir :

a) les sommes de \$1,600, \$1,400 et \$550 mentionnées à l'article 109, 30

b) la somme de \$1,000 visée à l'alinéa 109(1)h) et aux alinéas 110(1)e) et e.2), et

c) les sommes exprimées en dollars dont il est fait mention au paragraphe 117(5.2), 35

doit être rajustée pour chaque année d'imposition de façon que la somme à utiliser pour l'année soit une somme égale au produit obtenu en multipliant 40

d) la somme à rajuster

par

e) le rapport, rajusté de la manière prescrite et arrondi au millième le plus proche ou, lorsque le rapport est équidistant de deux millièmes, au millième

Rajustement annuel

Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September next before that year bears to the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September, 1972. 5

Idem

(1.1) The amount of \$343 referred to in subsection 122.2(1) as applicable for a taxation year shall be adjusted for the year so that the amount to be used for the year 10 is an amount equal to the product obtained by multiplying

(a) the amount of \$343
by

(b) the ratio, adjusted in such manner 15 as may be prescribed and rounded to the nearest one-thousandth or, where the ratio is equidistant from two one-thousandths, to the larger thereof, that the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September next before that year bears to the Consumer Price Index for the 12 month period that ended on the 30th day of September, 1982. 25

Idem

(2) The amount of \$300 referred to in subparagraphs 109(1)(a)(ii) and (b)(iv) as applicable for a taxation year shall be adjusted for the year so that the amount to be used for the year is the amount by 30 which

(a) the amount resulting from rounding, as described in subsection (6), the product obtained when \$1,600 is multiplied by the ratio determined under paragraph (1)(e) for the year
exceeds

(b) the amount resulting from rounding, as described in subsection (6), the product obtained when \$1,400 is multiplied by the said ratio.

Idem

(3) The amount of \$2,350 referred to in paragraphs 109(1)(d), (e) and (f) as applicable for a taxation year shall be adjusted for the year so that the amount to be used 45 for the year is the amount by which the amount resulting from rounding, as described in subsection (6), the product

supérieur, existant entre l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre précédant cette année et l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre 1972. 5

Idem

(1.1) La somme de \$343 visée au paragraphe 122.2(1), applicable pour une année d'imposition, doit être rajustée pour 10 l'année de façon que la somme à utiliser pour l'année d'imposition soit égale au produit obtenu en multipliant

a) la somme de \$343
par

15

b) le rapport, rajusté de la manière prescrite et arrondi au millième le plus proche ou, lorsque le rapport est équidistant de deux millièmes, au millième supérieur, existant entre l'indice des prix 20 à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre précédant cette année et l'indice des prix à la consommation pour la période de 12 mois qui s'est terminée le 30 septembre 25 1982.

Idem

(2) La somme de \$300 visée aux sous-alinéas 109(1)a)(ii) et b)(iv), applicable pour une année d'imposition, doit être rajustée pour l'année de façon que la 30 somme à utiliser pour l'année d'imposition soit l'excédent

a) du montant résultant de l'arrondissement, prévu au paragraphe (6), du produit obtenu en multipliant \$1,600 par le 35 rapport déterminé en vertu de l'alinéa (1)e) pour l'année,

sur

b) le montant résultant de l'arrondissement, prévu au paragraphe (6), du produit obtenu en multipliant \$1,400 par ce 40 rapport.

Idem

(3) La somme de \$2,350 mentionnée aux alinéas 109(1)d), e) et f), applicable pour une année d'imposition, doit être 45 rajustée pour l'année de façon que la somme à utiliser pour l'année soit l'excédent résultant de l'arrondissement, prévu au paragraphe (6), du produit obtenu en

obtained when \$1,600 is multiplied by the ratio determined under paragraph (1)(e) for the year exceeds \$1,420.

(4) The amount of \$1,150 referred to in paragraphs 109(1)(d), (e), (f) and (g) as applicable for a taxation year shall be adjusted for the year so that the amount to be used for the year is the amount by which

(a) the amount resulting from rounding, as described in subsection (6), the product obtained when \$1,600 is multiplied by the ratio determined under paragraph (1)(e) for the year

exceeds

(b) the amount resulting from rounding, as described in subsection (6), the product obtained when \$550 is multiplied by the said ratio.

(5) The amount of \$1,700 referred to in paragraphs 117(7)(a) and (b) as applicable for a taxation year shall be adjusted for the year so that the amount to be used for the year is an amount equal to the product obtained by multiplying \$1,600 by the ratio determined under paragraph (1)(e) for the year.

(6) Where

(a) an amount referred to in paragraph (1)(d) or subsection (1.1) is not a multiple of one dollar when adjusted as provided in this section, it shall be rounded to the nearest multiple of one dollar or, if it is equidistant from two such multiples, to the higher thereof; and

(b) an amount referred to in this section, other than in paragraph (1)(d) or subsection (1.1), is not a multiple of ten dollars when adjusted as provided in this section, it shall be rounded to the nearest multiple of ten dollars or, if it is equidistant from two such multiples, to the higher thereof."

(2) Subsection 117.1(8) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

multipliant \$1,600 par le rapport déterminé en vertu de l'alinéa (1)e) pour l'année sur \$1,420.

(4) La somme de \$1,150 mentionnée aux alinéas 109(1)d), e), f) et g), applicable pour une année d'imposition, doit être rajustée pour l'année de façon que la somme à utiliser pour l'année d'imposition soit l'excédent

a) du montant résultant de l'arrondissement, prévu au paragraphe (6), du produit obtenu en multipliant \$1,600 par le rapport déterminé en vertu de l'alinéa (1)e) pour l'année

sur

b) le montant résultant de l'arrondissement, prévu au paragraphe (6), du produit obtenu en multipliant \$550 par ce rapport.

(5) La somme de \$1,700 visée aux alinéas 117(7)a) et b), applicable pour une année d'imposition, doit être rajustée pour l'année de façon que la somme à utiliser pour l'année soit le produit obtenu en multipliant \$1,600 par le rapport déterminé, en vertu de l'alinéa (1)e) pour l'année.

(6) Dans le cas où

a) une somme visée à l'alinéa (1)d) ou au paragraphe (1.1), rajustée conformément aux dispositions du présent article, n'est pas un multiple d'un dollar, elle doit être arrondie au plus proche multiple d'un dollar ou, si elle est équidistante de deux multiples d'un dollar, au multiple supérieur; et

b) une somme visée au présent article, autre qu'une somme visée à l'alinéa (1)d) ou au paragraphe (1.1), rajustée conformément au présent article, n'est pas un multiple de dix dollars, elle doit être arrondie au plus proche multiple de dix dollars ou, si elle est équidistante de deux multiples de dix dollars, au multiple supérieur."

(2) Le paragraphe 117.1(8) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

Idem

Idem

Idem

Rounding of amounts

Arrondissement des sommes

Limitation

“(8) In the event that the ratio determined under paragraph (1)(e) or (1.1)(b) for a taxation year is less than the ratio determined under that paragraph for the purpose of making the adjustment for the immediately preceding taxation year, the ratio for the taxation year shall be deemed to be that determined for the immediately preceding taxation year.”

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1984 and subsequent taxation years.

62. (1) Paragraph 119(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) ascertain the amount, if any, remaining after deducting from the income for each year of the averaging period (which, in this section, means the year of averaging and the preceding years) all deductions permitted for that year by Division C, except the deductions permitted by section 109 or 110.4 or any amount in respect of a loss for the 3 years immediately following the year of averaging or any amount in respect of a loss deducted under this paragraph from income for a preceding taxation year in the averaging period;”

(2) All that portion of subsection 119(1) of the said Act following paragraph (c) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(d) determine the amount (in this section referred to as the “average tax”) for each year in the averaging period equal to the tax that would be payable under this Part for the year if the taxable income for the year were the average net income for the year and no amount were deductible under subsection 127(5) for the year;

(e) determine the amount, if any, by which

“(8) Dans le cas où le rapport établi en vertu de l’alinéa (1)e) ou (1.1)b) relatif à une année d’imposition, est inférieur au rapport établi en vertu de cet alinéa pour procéder au rajustement relatif à l’année d’imposition précédente, le rapport relatif à l’année d’imposition est réputé être celui qui a été établi pour l’année d’imposition précédente.»

(3) Les paragraphes (1) et (2) s’appliquent aux années d’imposition 1984 et suivantes.

62. (1) L’alinéa 119(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) établir le montant qui reste, si montant il y a, après avoir retranché du revenu afférent à chacune des années de la période d’établissement de la moyenne (laquelle, dans le présent article, signifie l’année d’établissement de la moyenne et les années précédentes) toutes les déductions permises pour cette année sous le régime des dispositions de la section C, sauf les déductions permises par l’article 109 ou 110.4, ou tout montant relatif à une perte subie pour les 3 années qui suivent l’année d’établissement de la moyenne ou tout montant relatif à une perte déduit, en vertu du présent alinéa, de son revenu pour une année d’imposition précédente dans la période d’établissement de la moyenne;»

(2) Le passage du paragraphe 119(1) de la même loi qui suit l’alinéa c) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) déterminer le montant (appelé dans le présent article l’impôt moyen») pour chacune des années comprises dans la période d’établissement de la moyenne, équivalant à l’impôt qui serait payable pour l’année sous le régime de la présente Partie si le revenu imposable pour l’année était le revenu net moyen pour l’année et s’il n’y avait aucun montant qui était déductible pour l’année en vertu du paragraphe 127(5);

Restrictions

- (i) the aggregate of the average taxes as determined under paragraph (d) exceeds
- (ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted under subsection 127(5) in computing the tax payable for the preceding years other than any amount deemed by subsection 127.1(3) to have been so deducted; 10
- (f) where
- (i) the aggregate of all amounts each of which is the amount deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of tax under this Part for a preceding year in the averaging period, exceeds
- (ii) the amount that would be determined under subparagraph (i) if the taxable income for each preceding year were the average net income for that year, add to the amount, if any, determined under paragraph (e) the amount of that excess; 25
- (g) where paragraph (f) does not apply, deduct from the amount, if any, determined under paragraph (e) the amount, if any, by which
- (i) the amount determined under subparagraph (f)(ii) exceeds
- (ii) the amount determined under subparagraph (f)(i); and 35
- (h) deduct from the amount resulting from the application of paragraph (f) or (g), as the case may be, the aggregate of the taxes payable under this Part for the preceding years; 40
- and the remainder, if any, obtained under paragraph (h) is the tax payable under this Part for the year of averaging and no further deduction may be made therefrom under any other provision of this Part except subsection 127(5).” 45
- e) déterminer l'excédent éventuel
- (i) du total des impôts moyens tels que déterminés en vertu de l'alinéa d) sur
- (ii) le total des montants dont chacun représente un montant déduit en vertu du paragraphe 127(5) dans le calcul de l'impôt payable pour les années précédentes, autre que tout montant réputé, en application du paragraphe 10 127.1(3), avoir été déduit pour l'année;
- f) lorsque
- (i) le total des montants dont chacun représente le montant qui est réputé, en vertu du paragraphe 120(2), avoir été payé à titre d'impôt en vertu de la présente Partie relativement à une année antérieure comprise dans la période d'établissement de la 15 moyenne
- qui est en sus
- (ii) du montant qui serait déterminé conformément au sous-alinéa (i) si le revenu imposable pour chaque année antérieure était le revenu net moyen pour l'année considérée, 25
- ajouter au montant, s'il y a lieu, déterminé conformément à l'alinéa e), le montant de cet excédent; 30
- g) lorsque l'alinéa f) ne s'applique pas, déduire du montant, s'il y a lieu, déterminé conformément à l'alinéa e) la fraction éventuelle
- (i) du montant déterminé en vertu du sous-alinéa f)(ii), 35
- qui est en sus
- (ii) du montant déterminé conformément au sous-alinéa f)(i); et
- h) déduire du montant déterminé conformément à l'alinéa f) ou g), selon le cas, le total des impôts payables sous le régime de la présente Partie pour les années précédentes; 40
- et le reste, s'il y a lieu, obtenu en vertu de l'alinéa h) est l'impôt payable sous le régime de la présente Partie pour l'année d'établissement de la moyenne et aucune autre somme ne peut en être déduite en vertu de quelque autre disposition de la 50

(3) Paragraph 119(2)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) the amount, if any, by which
(i) the amount determined under 5
subparagraph (1)(f)(ii)
exceeds
(ii) the amount determined under
subparagraph (1)(f)(i)”

(4) Paragraphs 119(2)(c) and (d) of the 10
said Act are repealed and the following sub-
stituted therefor:

“(c) the amount, if any, determined
under paragraph (1)(e), and
(d) the amount, if any, by which 15
(i) the amount determined under
subparagraph (1)(f)(i)
exceeds
(ii) the amount determined under
subparagraph (1)(f)(ii)” 20

(5) Subsection 119(8) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

“(8) Any amount in respect of a loss
deducted in making a calculation under 25
paragraph (1)(a) and any amount in
respect of a loss described in subparagraph
(1)(b)(ii) shall, for the purpose of comput-
ing taxable income for taxation years fol-
lowing the year of averaging, be deemed to 30
have been deducted in respect of that loss
in computing taxable income for a taxa-
tion year preceding the year for which the
loss was determined.

(9) For the purposes of subsection 35
127(9), where this section is applicable to
the computation of an individual's tax pay-
able for a taxation year, the amount, if
any, by which

(a) the amount described in subpara-40
graph (1)(e)(ii)
exceeds
(b) the amount described in subpara-
graph (1)(e)(i)

présente Partie, sauf en vertu du para-
phe 127(5).»

(3) L'alinéa 119(2)b) de la même loi est
abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) l'excédent éventuel 5
(i) du montant déterminé en vertu du
sous-alinéa (1)f(ii)
sur
(ii) le montant déterminé en vertu du
sous-alinéa (1)f(i)» 10

(4) Les alinéas 119(2)c) et d) de la même
loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«c) le montant éventuel déterminé en
vertu de l'alinéa (1)e), et
d) l'excédent éventuel 15
(i) du montant déterminé en vertu du
sous-alinéa (1)f(i)
sur
(ii) le montant déterminé en vertu du
sous-alinéa (1)f(ii)» 20

(5) Le paragraphe 119(8) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(8) Tout montant relatif à une perte 25
déduit dans le calcul prévu à l'alinéa (1)a)
et tout montant relatif à une perte visé au 25
sous-alinéa (1)b)(ii) est réputé, aux fins du
calcul du revenu imposable pour les années
d'imposition suivant l'année d'établisse-
ment de la moyenne, avoir été déduit rela-
tivement à cette perte dans le calcul du 30
revenu imposable pour une année d'impo-
sition précédant l'année pour laquelle la
perte a été déterminée.

(9) Pour l'application du paragraphe 35
127(9), lorsque le présent article s'appli-
que au calcul de l'impôt payable par un
particulier pour une année d'imposition,
l'excédent éventuel

a) du montant visé au sous-alinéa 40
(1)e)(ii)
sur
b) le montant visé au sous-alinéa
(1)e)(i)

Losses

Investment tax
credit

Pertes

Crédit d'impôt
à l'investisse-
ment

shall be added in computing his investment tax credit at the end of that year, and paragraph 12(1)(t) and subsections 13(7.1) and 53(2) shall not apply to any amount deducted under subsection 127(5) for that year, or any subsequent taxation year, that may reasonably be attributed to the amount added under this subsection.

(10) Notwithstanding subsection 127(9), where a taxpayer has filed an election under subsection (1) for a year of averaging, no amount shall, in computing his investment tax credit at the end of any of the preceding years, be included in respect of property acquired, or an expenditure made, in or after the year of averaging."

(6) Subsection (1) is applicable to the 1980 and subsequent taxation years.

(7) Subsections (2) to (5) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

63. (1) Subsection 120(3.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(3.1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by an individual for a taxation year the amount, if any, by which

(a) \$50 or, where the individual's spouse was resident in Canada during the year, \$50 plus the amount, if any, by which \$50 exceeds the amount, if any, of that spouse's tax otherwise payable under this Part for the year computed without reference to section 120.1

(b) 10% of the amount by which the individual's tax otherwise payable under this Part for the year exceeds \$6,000, except that where the individual's return of income is filed pursuant to subsection 70(2), 128(2) or 150(4) or paragraph 104(23)(d), the individual's spouse was resident in Canada during the year and an excess is determined under paragraph (a) for the year, the excess shall, notwith-

est ajouté, dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de cette année; l'alinéa 12(1)t) et les paragraphes 13(7.1) et 53(2) ne s'appliquent pas à un montant, déduit en vertu du paragraphe 127(5) pour cette année ou pour toute année d'imposition postérieure, qui peut raisonnablement être attribué au montant ajouté en vertu du présent paragraphe.

(10) Nonobstant le paragraphe 127(9), 10 *Idem* lorsqu'un contribuable a produit un choix en vertu du paragraphe (1) pour une année d'établissement de la moyenne, aucun montant n'est inclus, dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin d'une des années antérieures, relativement à des biens acquis ou à des dépenses supportées au cours de l'année d'établissement de la moyenne ou après celle-ci.»

(6) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1980 et suivantes.

(7) Les paragraphes (2) à (5) s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes.

63. (1) Le paragraphe 120(3.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3.1) Il peut être déduit de l'impôt qu'un particulier est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente Partie, pour une année d'imposition, l'excédent éventuel

a) de \$50 ou, lorsque le conjoint du particulier a résidé au Canada au cours de l'année, \$50 plus l'excédent éventuel de \$50 sur l'excédent éventuel de l'impôt que le conjoint doit payer par ailleurs en vertu de la présente Partie, calculé sans tenir compte de l'article 120.1,

sur

b) 10 % de l'excédent éventuel de l'impôt que le particulier doit payer par ailleurs en vertu de la présente Partie pour l'année sur \$6,000,

sauf que, lorsque la déclaration de revenu du particulier est produite conformément au paragraphe 70(2), 128(2) ou 150(4) ou à l'alinéa 104(23)d), lorsque le conjoint du particulier a résidé au Canada au cours de

Déduction
d'impôt
supplémentaire

standing that determination, be deemed to be nil."

(2) Paragraph 120(4)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(c) "tax otherwise payable under this Part," in relation to a taxation year, means the amount that, but for this section and subsection 117(6), would be the tax payable by a taxpayer under this Part for the taxation year if the taxpayer were not entitled to any deduction under section 126, 127 or 127.2."

(3) Subsection (1) is applicable to the 1984 and subsequent taxation years except that the references to "\$50" in subsection 120(3.1) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as references to "\$200" for the 1984 taxation year and "\$100" for the 1985 taxation year.

(4) Subsection (2) is applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

64. (1) Subsections 120.1(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"**120.1** (1) There may be deducted from the amount that would, but for this section, be the tax otherwise payable under this Part (other than the tax payable with respect to a return of income referred to in subsection 110.4(5)) by an individual for a taxation year an amount equal to the product obtained when

(a) the amount specified in his election for the year under subsection 110.4(2) and, where he died in the year and was resident in Canada at the time of his death, his accumulated averaging amount at the end of the year

is multiplied by

(b) the percentage referred to in paragraph 117(5.2)(j).

l'année et qu'un excédent est déterminé en vertu de l'alinéa a) pour l'année, l'excédent est réputé nul, nonobstant cette détermination.»

(2) L'alinéa 120(4)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) «impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente Partie» appliqué à une année d'imposition, désigne le montant qui, sans le présent article et le paragraphe 117(6), serait l'impôt payable par un contribuable en vertu de la présente Partie pour l'année d'imposition, si celui-ci n'avait droit à aucune déduction en vertu de l'article 126, 127 ou 127.2.»

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1984 et suivantes, sauf que toute mention de «\$50» au paragraphe 120(3.1) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (1), est interprétée comme la mention de «\$200» pour l'année d'imposition 1984 et de «\$100» pour l'année d'imposition 1985.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1982 et suivantes.

64. (1) Les paragraphes 120.1(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«**120.1** (1) Il peut être déduit du montant qui serait, si ce n'était du présent article, l'impôt par ailleurs payable en vertu de la présente Partie (autre que l'impôt payable relativement à une déclaration de revenu visée au paragraphe 110.4(5)) par un particulier pour une année d'imposition, un montant égal au produit obtenu en multipliant

a) le montant désigné dans son choix pour l'année effectué en vertu du paragraphe 110.4(2) et, s'il est décédé dans l'année et résidait au Canada au moment de son décès, son montant d'étalement accumulé établi à la fin de l'année

par

«impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente Partie»

"Tax otherwise payable under this Part"

Deduction

Déduction

ddition

(2) There shall be added to the amount that would, but for this section, be the tax otherwise payable under this Part (other than the tax payable with respect to a return of income referred to in subsection 110.4(5)) by an individual for a taxation year an amount equal to

(a) the product obtained when the amount deducted under subsection 110.4(1) in computing his taxable income for the year is multiplied by the percentage referred to in paragraph 117(5.2)(j); and

(b) where he died in the year and was resident in Canada at the time of his death, the amount, if any, by which

(i) the aggregate of the taxes that would, if this Part were read without reference to sections 118 to 127.3, have been payable by him under this Part for the three immediately preceding taxation years if he had specified, for each of those years in elections under subsection 110.4(2), 1/3 of his accumulated averaging amount at the end of the year in which he died

exceeds

(ii) the aggregate of the taxes that would, if this Part were read without reference to sections 118 to 127.3, have been payable by him under this Part for the three immediately preceding taxation years."

(2) Subsection (1) is applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

65. (1) Subparagraph 122(3)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(i) the amount, if any, by which its taxable capital gains for the year from dispositions of property exceeds the aggregate of its allowable capital losses for the year from dispositions of property and the amount, if any, deducted under paragraph 111(1)(b) from its income for the year for the

b) le pourcentage visé à l'alinéa 117(5.2)j).

(2) Il doit être ajouté au montant qui serait, si ce n'était du présent article, l'impôt par ailleurs payable en vertu de la présente Partie (autre que l'impôt payable relativement à une déclaration de revenu visée au paragraphe 110.4(5)) par un particulier pour une année d'imposition un montant égal au total

a) du produit obtenu en multipliant le montant déduit dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu du paragraphe 110.4(1) par le pourcentage visé à l'alinéa 117(5.2)j); et

b) s'il est décédé dans l'année et résidait au Canada au moment de son décès, d'un montant égal à l'excédent éventuel

(i) du total des impôts qu'il aurait, si la présente Partie était interprétée sans égard aux articles 118 à 127.3, dû payer en vertu de la présente Partie pour les trois années d'imposition précédentes s'il avait désigné pour chacune de ces années, dans les choix effectués en vertu du paragraphe 110.4(2), 1/3 de son montant d'étalement accumulé à la fin de l'année au cours de laquelle il est décédé

sur

(ii) le total des impôts qu'ils auraient dû payer en vertu de la présente Partie pour les trois années d'imposition précédentes si la présente Partie était interprétée sans égard aux articles 118 à 127.3.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1982 et suivantes.

65. (1) Le sous-alinéa 122(3)a(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) la fraction, si fraction il y a, de ses gains en capital imposables pour l'année, tirés de dispositions de biens, qui est en sus du total de ses pertes en capital déductibles pour l'année, découlant de dispositions de biens, et de la somme, si somme il y a, déduite, en vertu de l'alinéa 111(1)b), de son

Adjonction

5

10

15

20

25

30

35

40

45

purpose of computing its taxable income, and ”

revenu pour l’année aux fins du calcul de son revenu imposable, ou»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years and with respect to amounts deductible under paragraph 111(1)(b) of the said Act in respect of losses determined for the 1983 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 1983 et suivantes et aux sommes déductibles en vertu de l’alinéa 111(1)b) de la même loi relativement à des pertes déterminées pour les années d’imposition 1983 et suivantes.

66. (1) Subsection 122.2(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

66. (1) Le paragraphe 122.2(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Amount deemed paid in prescribed manner

“122.2 (1) Where an individual who has an eligible child files with his return of income (other than a return of income filed under subsection 70(2) or 104(23), paragraph 128(2)(e) or subsection 150(4)) under this Part for a taxation year a prescribed form, containing prescribed information, completed by the individual or, where the individual resided at the end of the year with a supporting person of that child, jointly by the individual and that supporting person, the amount, if any, by which

(a) the product obtained when \$343 is multiplied by the number of children each of whom was an eligible child of the individual for the year exceeds

(b) 5% of the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts each of which is the income for the year of the individual or a supporting person of an eligible child of the individual for the year exceeds

(ii) \$26,330

shall be deemed to be an amount paid by the individual, in prescribed manner and on prescribed dates, on account of his tax under this Part for the year.”

Crédits d’impôt pour enfants

«122.2 (1) Lorsqu’un particulier ayant un enfant admissible produit, en même temps que sa déclaration de revenu (autre qu’une déclaration de revenu produite en vertu du paragraphe 70(2) ou 104(23), de l’alinéa 128(2)e) ou du paragraphe 150(4)) en vertu de la présente Partie pour une année d’imposition, une formule prescrite, renfermant les renseignements prescrits, remplie par le particulier ou, lorsque le particulier résidait à la fin de l’année avec une personne qui était la personne assumant les frais d’entretien de cet enfant, remplie conjointement par le particulier et par cette personne, l’excédent éventuel

a) du produit obtenu en multipliant \$343 par le nombre d’enfants dont chacun était un enfant admissible du particulier pour l’année sur

b) 5% de l’excédent éventuel

(i) du total de tous les montants dont chacun représente le revenu pour l’année du particulier ou de la personne qui était la personne assumant les frais d’entretien d’un enfant admissible du particulier pour l’année sur

(ii) \$26,330

est réputé être un montant versé par le particulier, de la manière prescrite et aux dates prescrites, au titre de son impôt en vertu de la présente Partie pour l’année.»

(2) Paragraph 122.2(2)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L’alinéa 122.2(2)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«Supporting person»

“(b) “supporting person” of an eligible child of an individual for a taxation year means

- (i) where the individual was married and resided with his spouse at the end of the year, that spouse, 5
- (ii) where the eligible child is the child of the individual and another person who resided together at the end of the year, that other person, and 10
- (iii) any taxpayer who deducted an amount under section 109 for the year in respect of an eligible child of the individual.”

«b) «personne assumant les frais d'entretien» d'un enfant admissible d'un particulier pour une année d'imposition désigne

- (i) si le particulier était marié et vivait avec son conjoint à la fin de l'année, ce conjoint, 5
- (ii) si l'enfant admissible est l'enfant du particulier et d'une autre personne qui, à la fin de l'année, vivaient ensemble, cette autre personne, et 10
- (iii) tout autre contribuable qui a déduit un montant en vertu de l'article 109 pour l'année à l'égard d'un enfant admissible du particulier.» 15

«personne assumant les frais d'entretien»

(3) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes.

67. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 122.2 thereof, the following section:

67. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 122.2, de ce qui suit :

Deduction from tax payable where employment out of Canada

“122.3 (1) Where an individual is resident in Canada in a taxation year and, throughout any period of more than 6 consecutive months that commenced before the end of the year and included any part of the year (in this subsection referred to as the “qualifying period”)

(a) was employed by a person who was a specified employer, other than for the performance of services under a prescribed international development assistance program of the Government of Canada, and

(b) performed all or substantially all the duties of his employment in one or more countries other than Canada 35

(i) in connection with a contract under which the specified employer carried on business in such country or countries with respect to

(A) the exploration for or exploitation of petroleum, natural gas, minerals or other similar resources, 40

(B) any construction, installation, agricultural or engineering activity, or 45

(C) any prescribed activity, or

(ii) for the purpose of obtaining, on behalf of the specified employer, a contract to undertake any of the

“122.3 (1) Lorsqu'un particulier est un résident du Canada dans une année d'imposition et que, tout au long d'une période de plus de 6 mois consécutifs ayant commencé avant la fin de l'année et comprenant une fraction de l'année (appelée dans le présent paragraphe la «période admissible»)

a) il a été employé par une personne qui était un employeur désigné, dans un but autre que celui de fournir des services en vertu d'un programme prescrit du gouvernement du Canada d'aide au développement international, et

b) il a exercé la totalité ou la presque totalité des fonctions de son emploi dans un ou plusieurs pays autres que le Canada

(i) dans le cadre d'un contrat en vertu duquel l'employeur désigné exploitait dans ce ou ces pays une entreprise se rapportant à

(A) l'exploration pour la découverte ou l'exploitation de pétrole, de gaz naturel, de minéraux ou d'autres ressources semblables, 45

(B) un projet de construction ou d'installation, ou un projet agricole ou d'ingénierie, ou

(C) toute activité prescrite, ou

Déduction de l'impôt payable en cas d'emploi à l'étranger

activities referred to in clause (i) (A), (B) or (C),

there may be deducted, from the amount that would, but for this section, be the individual's tax payable under this Part for the year, an amount equal to that proportion of the tax otherwise payable under this Part for the year by him that the lesser of

(c) an amount equal to that proportion of \$80,000 that the number of days

(i) in that portion of the qualifying period that is in the year, and

(ii) on which the individual was resident in Canada or carrying on business in Canada,

is of 365, and

(d) 80% of his income for the year from employment that is reasonably attributable to duties performed on the days referred to in paragraph (c)

is of

(e) the amount, if any, by which

(i) where section 114 is not applicable to the individual in respect of the year, the total of his income for the year and the amount, if any, included pursuant to subsection 110.4(2) in computing his taxable income for the year, or

(ii) where section 114 is applicable to the individual in respect of the year, his income for the period or periods in the year referred to in paragraph (a) of that section

exceeds

(iii) the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by the individual under paragraph 111(1)(b) or deductible by him under paragraph 110(1)(f) or section 110.1, for the year or in respect of the period or periods referred to in subparagraph (ii), as the case may be.

(ii) dans le but d'obtenir, pour le compte de l'employeur désigné, un contrat pour la réalisation des activités visées à la disposition (i)(A), (B) ou (C),

peut être déduite, du montant qui serait, si ce n'était du présent article, l'impôt à payer par le contribuable pour l'année en vertu de la présente Partie, une somme égale à la fraction de l'impôt qu'il est ailleurs tenu de payer pour l'année en vertu de la présente Partie que représente le moindre

c) de la fraction de \$80,000 que représente le nombre de jours

(i) dans la partie de la période admissible qui est dans l'année, et

(ii) au cours desquels le particulier était un résident du Canada ou exploitait une entreprise au Canada,

par rapport à 365, ou

d) de 80% de son revenu tiré, pour l'année, d'un emploi et pouvant raisonnablement se rapporter aux fonctions exercées au cours des jours mentionnés

l'alinéa c)

par rapport à

e) l'excédent éventuel

(i) lorsque l'article 114 ne s'applique pas au particulier à l'égard de l'année, du total de son revenu pour l'année et du montant éventuel inclus, en vertu du paragraphe 110.4(2), dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, ou

(ii) lorsque l'article 114 s'applique au particulier à l'égard de l'année, de son revenu pour une ou plusieurs périodes de l'année visées à l'alinéa a) de cet article

sur

(iii) le total de tous les montants dont chacun représente une somme déduite par le particulier en vertu de l'alinéa 111(1)b) ou déductible par lui en vertu de l'alinéa 110(1)f) ou de l'article 110.1 pour l'année ou à l'égard d'une ou plusieurs des périodes visées au sous-alinéa (ii), selon le cas.

Definitions

"Specified employer"

"Tax otherwise payable under this Part for the year"

(2) In subsection (1),

(a) "specified employer" means

- (i) a person resident in Canada,
- (ii) a partnership in which interests that exceed in aggregate value 10% of the fair market value of all interests in the partnership are owned by persons resident in Canada or corporations controlled by persons resident in Canada, or
- (iii) a corporation that is a foreign affiliate of a person resident in Canada; and

(b) "tax otherwise payable under this Part for the year" means the amount, if any, by which the tax payable under this Part for the taxation year (before making any addition under section 120.1 or any deduction under section 120.1, 121, 126, 127, 127.2 or 127.3) exceeds the amount, if any, deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of tax under this Part for the year."

(2) Dans le paragraphe (1),

a) «employeur désigné» signifie

- (i) une personne résidant au Canada,
- (ii) une société dont la valeur totale des participations appartenant à des personnes résidant au Canada est supérieure à 10% de la juste valeur marchande totale de toutes les participations dans la société ou à des corporations contrôlées par des personnes résidant au Canada, ou
- (iii) une corporation qui est une corporation étrangère affiliée d'une personne résidant au Canada; et

b) «impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente Partie» désigne l'excédent éventuel de l'impôt à payer pour l'année d'imposition en vertu de la présente Partie (avant toute addition prévue à l'article 120.1 et toute déduction prévue à l'article 120.1, 121, 126, 127, 127.2 ou 127.3) sur le montant éventuel réputé avoir été payé, en application du paragraphe 120(2), au titre de l'impôt pour l'année en vertu de la présente Partie.»

Définitions

«employeur désigné»

«impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente Partie»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1984 and subsequent taxation years, except that in its application to a qualifying period referred to in section 122.3 of the said Act, as enacted by subsection (1), that commenced before 1984, paragraph 122.3(1)(a) of the said Act, as so enacted, shall be read without reference to the words "other than for the performance of services under a prescribed international development assistance program of the Government of Canada".

68. (1) Paragraph 123.4(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) the tax otherwise payable under this Part by the corporation for the year determined without reference to this section, sections 123.3, 123.5 and 126 (except for the purposes of section 125.1 and subsections 125(1) and (1.1)), subsections 127(3), (5), (13), 127.2(1) and 127.3(1) and as if subsection 124(1)

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1984 et suivantes, sauf que, pour son application à une période admissible visée à l'article 122.3 de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (1), ayant commencé avant 1984, l'alinéa 122.3(1)a) de la même loi, tel qu'édicte ainsi, est interprété sans les mots «dans un but autre que celui de fournir des services en vertu d'un programme prescrit du gouvernement du Canada d'aide au développement international».

68. (1) L'alinéa 123.4a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) de l'impôt payable par ailleurs pour l'année par la corporation en vertu de la présente Partie, établi sans égard au présent article, aux articles 123.3, 123.5 et 126 (sauf aux fins de l'article 125.1 et des paragraphes 125(1) et (1.1)) et aux paragraphes 127(3), (5), (13), 127.2(1) et 127.3(1) et comme si le paragraphe

were read without reference to the words "in a province" therein"

(2) Subsection (1) is applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

69. (1) Paragraph 123.5(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) the tax otherwise payable under this Part by the corporation for the year determined without reference to this 10 section, sections 123.4 and 126 (except for the purposes of section 125.1 and subsections 125(1) and (1.1)), subsections 127(3), (5), (13), 127.2(1) and 127.3(1) and as if subsection 124(1) 15 were read without reference to the words "in a province" therein"

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

70. (1) Subsections 125(2) to (5) of the 20 said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(2) For the purposes of this section, (a) a corporation's "business limit" for a taxation year is \$200,000, and 25 (b) its "total business limit" for a taxation year is \$1,000,000,

unless the corporation is a member of an associated group in the year, in which case, except as otherwise provided in this 30 section, its business limit for the year is nil and its total business limit for the year is nil.

(3) Notwithstanding subsection (2), if (a) all of the members of an associated 35 group in a taxation year have filed with the Minister in prescribed form an agreement whereby, for the purposes of this section,

(i) they allocate an amount to one or 40 more of the members for the taxation year and the amount so allocated or the aggregate of the amounts so

124(1) était interprété sans égard aux mots «dans une province»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1982 et suivantes.

69. (1) L'alinéa 123.5a) de la même loi 5 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) de l'impôt payable par ailleurs pour l'année par la corporation en vertu de la présente Partie, établi sans égard au 10 présent article, aux articles 123.4 et 126 (sauf aux fins de l'article 125.1 et des paragraphes 125(1) et (1.1)) et aux paragraphes 127(3), (5), (13), 127.2(1) et 127.3(1) et comme si le paragraphe 124(1) était interprété sans égard aux 15 mots «dans une province»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

70. (1) Les paragraphes 125(2) à (5) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce 20 qui suit :

«(2) Pour l'application du présent article,

a) le «plafond d'affaires» d'une corporation pour une année d'imposition est de 25 \$200,000, et

b) son «plafond global d'affaires» pour une année d'imposition est de \$1,000,-000,

à moins que la corporation ne soit membre 30 d'un groupe associé, pendant l'année, auquel cas, sauf dispositions contraires du présent article, son plafond d'affaires pour l'année est nul et son plafond global d'affaires pour l'année est nul. 35

(3) Nonobstant le paragraphe (2),

a) si tous les membres d'un groupe associé pendant une année d'imposition ont déposé auprès du Ministre, dans la forme prescrite, une entente par 40 laquelle, aux fins du présent article,

(i) ils attribuent, pour l'année d'imposition, une somme à un ou plusieurs membres, la somme ou le total des sommes ainsi attribuées, selon le cas, 45 étant de \$200,000, et

Amount of business limit and total business limit

Plafond et plafond global d'affaires

Member of an associated group

Membre d'un groupe associé

allocated, as the case may be, is \$200,000, and

(ii) they allocate an amount to one or more of the members for the taxation year and the aggregate of the amounts so allocated, as the case may be, is \$1,000,000, and

(b) the amount allocated under subparagraph (a)(ii) to each member for the taxation year is not less than that member's cumulative deduction account at the end of the immediately preceding taxation year,

the business limit for the year of each member to whom amounts have been allocated under subparagraphs (a)(i) and (ii) is the amount so allocated to the member under subparagraph (a)(i) and the total business limit for the year of each member to whom amounts have been so allocated is the amount so allocated to the member under subparagraph (a)(ii).

(4) If any member of an associated group in a taxation year has failed to file with the Minister an agreement as contemplated by subsection (3) within 30 days after notice in writing by the Minister has been forwarded to any of them that such an agreement is required for the purpose of any assessment of tax under this Part, 30 the Minister shall, for the purpose of this section,

(a) allocate an amount to one or more of the members for the taxation year, which amount or the aggregate of which amounts, as the case may be, shall equal \$200,000, and

(b) allocate an amount to one or more of the members for the taxation year, which amount or the aggregate of which amounts, as the case may be, shall equal \$1,000,000,

and in any such case, notwithstanding subsection (2), the business limit for the year of each member is the amount so allocated to the member under paragraph (a) and the total business limit for the year of each member is the amount so allocated to the member under paragraph (b).

(ii) ils attribuent, pour l'année d'imposition, une somme à un ou plusieurs membres et le total des sommes ainsi attribuées, selon le cas, étant de \$1,000,000, et

b) si la somme ainsi attribuée pour l'année d'imposition, en vertu du sous-alinéa a)(ii), à chaque membre n'est pas inférieure au compte des déductions cumulatives de ce membre à la fin de l'année d'imposition précédente,

le plafond d'affaires pour l'année de chaque membre à qui des montants ont été attribués en vertu des sous-alinéas a)(i) et (ii) est constitué par la somme ainsi attribuée au membre en vertu du sous-alinéa a)(i) et le plafond global d'affaires, pour l'année, de chaque membre à qui des montants ont été ainsi attribués est constitué par la somme ainsi attribuée au membre en vertu du sous-alinéa a)(ii).

(4) Lorsqu'un membre d'un groupe associé dans une année d'imposition n'a pas déposé auprès du Ministre l'entente prévue par le paragraphe (3) dans les 30 jours de l'envoi par le Ministre à l'un des membres d'un avis écrit lui indiquant que cette entente était requise aux fins d'une cotisation visée à la présente Partie, le Ministre doit, aux fins du présent article,

a) attribuer, pour l'année d'imposition, une somme à un ou plusieurs membres, cette somme ou le total de ces sommes, selon le cas, devant être égal à \$200,000, et

b) attribuer, pour l'année d'imposition, une somme à un ou plusieurs membres, cette somme ou le total de ces sommes, selon le cas, devant être égal à \$1,000,000,

et, dans un tel cas, nonobstant le paragraphe (2), le plafond d'affaires, pour l'année, de chaque membre est constitué par la somme qui lui a été attribuée en vertu de l'alinéa a) et le plafond global d'affaires, pour l'année, de chaque membre est constitué par la somme qui lui a été attribuée en vertu de l'alinéa b).

Défaut du
dépôt de
l'entente

Failure to file

Where two
taxation years
ending in same
year

(5) Notwithstanding anything in this section, where a Canadian-controlled private corporation has 2 taxation years ending in the same calendar year (otherwise than by reason of a change made in the usual and accepted fiscal period of the corporation) and is associated in each of those taxation years with a member of an associated group that has only one taxation year ending in the calendar year, the business limit of the corporation under this Part for the second taxation year ending in the calendar year is nil.”

(2) Subparagraph 125(6)(b)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(i) the corporation’s cumulative deduction account at the end of the immediately preceding taxation year computed without reference to subsection (8.1),”

(3) Subparagraph 125(6)(b)(iii.2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(iii.2) the aggregate of all amounts each of which is an amount required to be added to the amount of the cumulative deduction account of the corporation at the end of the year under subsection (8.4)”

(4) Subparagraphs 125(6)(b)(iv) to (iv.2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(iv) the aggregate of
(A) 4/3 of the lesser of
(I) the aggregate of all amounts each of which is a qualifying taxable dividend paid by the corporation in the year, and
(II) the aggregate of all amounts each of which is a taxable dividend paid in the year by the corporation to another member of an associated group to which the corporation belongs, other than the portion of any such dividend

(5) Lorsqu’une corporation privée dont le contrôle est canadien a 2 années d’imposition se terminant dans la même année civile (autrement qu’en raison d’une modification apportée à l’exercice financier habituel et admis de la corporation) et est associée, durant chacune de ces années d’imposition, à un membre d’un groupe associé qui n’a qu’une année d’imposition se terminant dans l’année civile, nonobstant toute disposition du présent article, le plafond d’affaires de la corporation aux termes de la présente Partie est nul pour la seconde année d’imposition se terminant dans l’année civile.»

(2) Le sous-alinéa 125(6)b(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(i) du compte des déductions cumulatives de la corporation à la fin de l’année d’imposition précédente calculé sans tenir compte du paragraphe (8.1),»

(3) Le sous-alinéa 125(6)b(iii.2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(iii.2) du total des montants dont chacun représente un montant devant être ajouté au compte des déductions cumulatives de la corporation à la fin de l’année en vertu du paragraphe (8.4)»

(4) Les sous-alinéas 125(6)b(iv) à (iv.2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(iv) du total
(A) des 4/3 du moins élevé des montants suivants :
(I) du total des montants dont chacun représente un dividende imposable admissible payé par la corporation dans l’année, ou
(II) du total des montants dont chacun représente un dividende imposable payé dans l’année par la corporation à un autre membre d’un groupe associé auquel appartient la corporation,

Fin de deux
années
d’imposition
dans la même
année civile

on which tax under Part II was paid by the corporation, and

(B) $\frac{3}{2}$ of the amount, if any, by which

(I) the aggregate of all amounts each of which is a qualifying taxable dividend paid by the corporation in the year exceeds

(II) $\frac{3}{4}$ of the amount determined under clause (A),

(iv.1) where the year is its first taxation year ending after 1982, the amount, if any, of the prescribed reduction in the cumulative deduction account of the corporation, and

(iv.2) the aggregate of all amounts each of which is an amount required to be deducted in computing the cumulative deduction account of the corporation at the end of the year under subsection (8.5)”

(5) Paragraph 125(6)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“Qualifying taxable dividends paid”

“(c) “qualifying taxable dividends paid” by a corporation in a taxation year means, where the corporation was in the year a member of an associated group, the taxable dividends paid in the year by the corporation to another member of the group (in this paragraph referred to as the “recipient”), other than the portion of any such dividend on which tax under Part IV would be payable by the recipient if it is assumed that no amount was claimed by the recipient for the year under paragraph 186(1)(c) or (d) for any year commencing after March 1983;”

(6) Subsection 125(6) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (k) thereof, by adding the word “and” at the end of paragraph (l) thereof and by adding thereto the following paragraph:

à l'exception de la fraction d'un tel dividende sur laquelle la corporation a payé l'impôt prévu à la Partie II, et

(B) des $\frac{3}{2}$ de l'excédent éventuel

(I) du total des montants dont chacun représente un dividende imposable admissible payé par la corporation dans l'année

sur

(II) les $\frac{3}{4}$ du montant déterminé en vertu de la disposition (A),

(iv.1) lorsque l'année est sa première année d'imposition se terminant après 1982, du montant, si montant il y a, de la diminution prescrite du compte des déductions cumulatives de la corporation, et

(iv.2) du total des montants dont chacun représente un montant qui doit être déduit dans le calcul du compte des déductions cumulatives de la corporation à la fin de l'année en vertu du paragraphe (8.5)»

(5) L'alinéa 125(6)(c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) «dividendes imposables admissibles payés» par une corporation dans une année d'imposition désigne, lorsque la corporation était membre d'un groupe associé dans l'année, les dividendes imposables payés par la corporation dans l'année à un autre membre du groupe (appelé dans le présent alinéa le «bénéficiaire») autre que la fraction d'un tel dividende sur lequel l'impôt en vertu de la Partie IV serait payable par le bénéficiaire s'il est présumé qu'aucun montant n'a été réclamé par le bénéficiaire pour l'année en vertu de l'alinéa 186(1)(c) ou d) pour une année commençant après mars 1983;»

«dividendes imposables admissibles payés»

(6) Le paragraphe 125(6) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa k), par adjonction du mot «et» à la fin de l'alinéa l) et par adjonction de ce qui suit :

"Associated group"

"(m) "associated group" in a taxation year means a group of corporations each member of which

- (i) is associated at any time in the year with every other member of the group, and
- (ii) is either a Canadian-controlled private corporation or a corporation that was, at any time after August 15, 1983 and before the end of the year, a Canadian-controlled private corporation."

(7) Subsection 125(6.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Cumulative deduction account

"(6.1) For the purposes of subparagraphs (6)(b)(iii) and (iv), where, at any time in a taxation year, a particular corporation has received a taxable dividend from or paid a taxable dividend to another corporation as part of a transaction or event or a series of transactions or events that resulted in a transfer of property in respect of which subsection (8.4) applies, the following rules apply:

- (a) the particular corporation shall be deemed not to have received or paid, as the case may be, the taxable dividend; and
- (b) the amount of tax under Part IV payable by the particular corporation for the year and the amount of its dividend refund for the year in respect of the taxable dividend received or paid, as the case may be, shall be deemed to be nil."

(8) Paragraph 125(6.2)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) the reference in clause (6)(b)(iv)(A) to "4/3" shall be read as a reference to "3/2" with respect to any dividend described in that clause that was paid by the corporation to another corporation, if that other corporation carried on a non-qualifying business in Canada during its taxation year in which it received the dividend."

"(m) «groupe associé» dans une année d'imposition désigne un groupe de corporations dont chaque membre

- (i) est associé, à une date quelconque de l'année, à chaque autre membre du groupe, et
- (ii) est une corporation privée dont le contrôle est canadien ou une corporation qui était, à une date quelconque après le 15 août 1983 et avant la fin de l'année, une corporation canadienne dont le contrôle est privé.»

(7) Le paragraphe 125(6.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(6.1) Aux fins des sous-alinéas (6)(b)(iii) et (iv), lorsque, à une date quelconque d'une année d'imposition, une corporation donnée a reçu un dividende imposable d'une autre corporation ou a payé un dividende imposable à une telle corporation dans le cadre d'une opération ou d'un événement ou d'une série d'opérations ou d'événements qui a résulté en un transfert de biens auquel le paragraphe (8.4) s'applique, les règles suivantes s'appliquent :

- a) la corporation donnée est réputée ne pas avoir reçu ou payé, selon le cas, le dividende imposable; et
- b) le montant de l'impôt payable par la corporation donnée pour l'année en vertu de la Partie IV et le montant de son remboursement au titre de dividendes pour l'année à l'égard du dividende imposable qui a été reçu ou payé, selon le cas, sont réputés être nuls."

(8) L'alinéa 125(6.2)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"b) la mention à la disposition (6)(b)(iv)(A) de "4/3" doit être interprétée comme étant une mention de "3/2" relativement à tout dividende qui y est visé et qui a été payé par la corporation à une autre corporation, si l'autre corporation exploitait une entreprise non admissible au Canada pendant son année d'imposition dans laquelle elle a reçu le dividende."

«groupe associé»

Compte de déductions cumulatives

(9) Subsection 125(6.3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Determination
of cumulative
deduction
account

“(6.3) Where a corporation (in this subsection referred to as the “payer corporation”) has, at any time after November 12, 1981 and in its taxation year that ends in a particular calendar year, paid a dividend that is received by an associated corporation (in this subsection referred to as the “recipient corporation”) in its taxation year that ends in another calendar year, for the purpose of determining the qualifying taxable dividends paid by the payer corporation and the cumulative deduction accounts of the payer corporation and the recipient corporation after that time,

(a) the dividend shall be deemed to have been paid by the payer corporation and received by the recipient corporation on the first day of the calendar year following the calendar year in which the dividend was paid or, where the recipient corporation ceased to exist after March 1983 and before that day, on the day before the recipient corporation ceased to exist, and the dividend shall be deemed not to have been paid or received on any other day; and

(b) where tax under Part IV would (if it is assumed that no amount was claimed by the recipient corporation under paragraph 186(1)(c) or (d) for any year commencing after March 1983) be payable by the recipient corporation in respect of the dividend, that tax shall be deemed to be payable on the dividend in respect of the taxation year of the recipient corporation that includes the day referred to in paragraph (a) and not to be payable on a dividend in respect of any other year.”

(10) Subsections 125(8.1) to (8.6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Adjustments to
the cumulative
deduction
account

“(8.1) Notwithstanding any other provision of this Act, where, as a result of a transaction or event or a series of transactions or events,

(9) Le paragraphe 125(6.3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Détermination
du compte des
déductions
cumulatives

«(6.3) Lorsqu'une corporation (appelée au présent paragraphe la «corporation payante») a, à une date quelconque après le 12 novembre 1981 et dans son année d'imposition se terminant dans une année civile donnée, payé un dividende qui a été reçu par une corporation associée (appelée au présent paragraphe la «corporation bénéficiaire») dans son année d'imposition se terminant dans une autre année civile, aux fins de déterminer les dividendes imposables admissibles payés par la corporation payante et le compte des déductions cumulatives de la corporation payante et celui de la corporation bénéficiaire après cette date,

a) le dividende est réputé avoir été payé par la corporation payante et reçu par la corporation bénéficiaire le premier jour de l'année civile suivant celle dans laquelle le dividende a été payé ou, lorsque la corporation bénéficiaire a cessé d'exister après mars 1983 et avant cette date, le jour précédant celui où la corporation bénéficiaire a cessé d'exister, et le dividende est réputé ne pas avoir été payé ni reçu à une autre date; et

b) lorsqu'un impôt serait payable en vertu de la Partie IV par la corporation bénéficiaire à l'égard du dividende (en supposant qu'elle n'ait réclamé aucun montant en vertu de l'alinéa 186(1)c) ou d) pour une année quelconque commençant après mars 1983) un tel impôt est réputé être payable sur le dividende à l'égard de l'année d'imposition de la corporation bénéficiaire qui comprend le jour visé à l'alinéa a) et ne pas être payable sur un dividende à l'égard d'une autre année.»

(10) Les paragraphes 125(8.1) à (8.6) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

45

“(8.1) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, lorsque, à la suite d'une opération ou d'un événement, ou d'une série d'opérations ou d'événements,

Rajustements
du compte des
déductions
cumulatives

50

(a) a corporation ceases to be associated with another corporation, or

(b) a business of a corporation is transferred either directly or indirectly to another corporation,

and it may reasonably be considered that one of the main reasons therefor is to effect an increase in the amount that, but for the transaction or event or series of transactions or events, would otherwise be deductible under subsection (1) or (1.1), the cumulative deduction account of any corporation for its taxation year immediately preceding any taxation year in which all or a portion of the increase would otherwise be deductible by it (and for the purposes of this section, the corporation shall, where it had no such immediately preceding taxation year, be deemed to have had such a year) shall be deemed to be the aggregate of its cumulative deduction account at the end of that preceding year, computed without reference to this subsection, and an amount equal to the amount required to eliminate the increase in respect of the corporation for the year.

Idem

(8.2) Where an adjustment to the cumulative deduction account of a corporation is required pursuant to subsection (8.1) in order to eliminate an increase referred to in that subsection for a taxation year and all or a portion of the increase could be eliminated for the year by adjustments in respect of one or more other corporations, the increase may be eliminated in such manner as the corporations agree, and where they fail to notify the Minister of their agreement on the request of the Minister and within a reasonable time thereof, the increase shall be eliminated in such manner as may be determined by the Minister in order to give effect to that subsection.

Idem

(8.3) Where a corporation (in this subsection referred to as the "transferor") has ceased to carry on a business and another corporation (in this subsection referred to as the "transferee") has commenced to

a) une corporation cesse d'être associée à une autre corporation, ou

b) une entreprise d'une corporation est transférée, directement ou indirectement, à une autre corporation,

et qu'il est raisonnable de croire que l'un des principaux motifs de ces opérations ou événements est de causer une augmentation du montant qui, sans l'opération ou l'événement ou la série d'opérations ou d'événements, serait déductible par ailleurs en vertu du paragraphe (1) ou (1.1), le compte des déductions cumulatives de toute corporation pour son année d'imposition précédant toute année d'imposition pour laquelle la totalité ou une partie de l'augmentation serait par ailleurs déductible par celle-ci (et, aux fins du présent article, la corporation est réputée avoir une telle année précédente même si une telle année n'existe pas) est réputé représenter le total de son compte des déductions cumulatives à la fin de cette année précédente, calculé sans égard au présent paragraphe, et du montant qui est nécessaire pour éliminer l'augmentation à l'égard de la corporation pour l'année.

Idem

(8.2) Lorsqu'un rajustement du compte des déductions cumulatives d'une corporation est requis, en vertu du paragraphe (8.1), en vue d'éliminer une augmentation visée à ce paragraphe pour une année d'imposition et que la totalité ou une partie de l'augmentation pourrait être éliminée pour l'année par des rajustements à l'égard d'une ou de plusieurs autres corporations, l'augmentation peut être éliminée de la manière convenue par les corporations et, en l'absence d'une notification au Ministre d'une telle entente dans un délai raisonnable suivant une demande du Ministre en ce sens, l'augmentation est éliminée de la manière désignée par le Ministre de façon à ce que ce paragraphe s'applique.

45

(8.3) Lorsqu'une corporation (appelée au présent paragraphe l'«auteur du transfert») a cessé d'exploiter une entreprise et qu'une autre corporation (appelée au présent paragraphe le «bénéficiaire du trans-

Idem

50

carry on that business, for the purposes of subsection (8.1) the transferor shall be deemed to have transferred the business to the transferee at the time that the transferee commenced to carry on that business.

(8.4) Where, at any time in a taxation year of a corporation (in this subsection referred to as the "transferee"), property of another corporation (in this subsection referred to as the "transferor") has been transferred to the transferee in the course of a series of transactions or events described in paragraph 55(3)(b) (in this subsection referred to as the "transfer transactions") that commenced after November 12, 1981, there shall be added to the amount of the cumulative deduction account of the transferee at the end of its taxation year immediately preceding its taxation year that included the time of the transfer (and for the purposes of this section, the transferee shall, where it had no such immediately preceding taxation year, be deemed to have had such a year) the amount, if any, by which

(a) that proportion of the amount of the cumulative deduction account of the transferor that

(i) the fair market value of the property immediately before the commencement of the transfer transactions

is of

(ii) the fair market value of all the property of the transferor immediately before such commencement

exceeds

(b) 4 times the amount of the tax, if any, payable for the year under paragraph 186(1)(a) by the transferee or the shareholder of the transferee, as the case may be, that may reasonably be attributed to a dividend received in the year in the course of the transfer transactions,

and, for the purposes of this subsection, the amount of the cumulative deduction

fert») a commencé à exploiter cette entreprise, aux fins du paragraphe (8.1), l'auteur du transfert est réputé avoir transféré l'entreprise au bénéficiaire du transfert à la date où le bénéficiaire du transfert a commencé à exploiter cette entreprise.

(8.4) Lorsque, à une date quelconque d'une année d'imposition d'une corporation (appelée au présent paragraphe le «bénéficiaire du transfert») des biens d'une autre corporation (appelée au présent paragraphe l'auteur du transfert») ont été transférés au bénéficiaire du transfert dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements visés à l'alinéa 55(3)b) (appelés au présent paragraphe les «opérations de transfert») et qui ont commencé après le 12 novembre 1981, il est ajouté au montant du compte des déductions cumulatives du bénéficiaire du transfert à la fin de son année d'imposition précédant son année d'imposition qui comprenait la date du transfert (et, aux fins du présent article, le bénéficiaire du transfert est réputé avoir eu une telle année d'imposition même si telle année n'existait pas) l'excédent, si excédent il y a,

a) de la fraction du montant du compte des déductions cumulatives de l'auteur du transfert que constitue le rapport existant entre

(i) la juste valeur marchande des biens immédiatement avant le début des opérations de transfert

et

(ii) la juste valeur marchande de tous les biens de l'auteur du transfert immédiatement avant ce début

sur

b) 4 fois le montant de l'impôt, si montant il y a, payable pour l'année, en vertu de l'alinéa 186(1)a), par le bénéficiaire du transfert ou l'actionnaire de celui-ci, selon le cas, qui peut raisonnablement être attribué à un dividende reçu dans l'année dans le cadre des opérations de transfert

et, aux fins du présent paragraphe, le montant du compte des déductions cumulatives

Idem

Idem

account of the transferor shall be deemed to be an amount equal to the aggregate of

(c) the amount of the cumulative deduction account of the transferor at the end of its taxation year immediately preceding its taxation year in which the transfer transactions commenced; and

(d) the aggregate of all amounts each of which is the amount of the transferor's taxable income derived from carrying on an active business or non-qualifying business for each taxation year ending in the period starting at the beginning of its taxation year that includes the time of commencement of the transfer transactions and ending at the end of its taxation year that includes the time of completion of the transfer transactions.

de l'auteur du transfert est réputé être un montant égal au total

c) du montant du compte des déductions cumulatives de l'auteur du transfert à la fin de son année d'imposition précédant celle dans laquelle les opérations de transfert ont commencé; et

d) du total de tous les montants dont chacun représente le montant du revenu imposable de l'auteur du transfert tiré d'une entreprise exploitée activement ou d'une entreprise non admissible pour chaque année d'imposition se terminant dans la période commençant au début de son année d'imposition qui comprend la date du début des opérations de transfert et se terminant à la fin de son année d'imposition qui comprend la date d'achèvement des opérations de transfert.

Idem

(8.5) Where a corporation (in this subsection referred to as the "payer") that is a member of an associated group in a particular taxation year pays a dividend in the particular taxation year to another member of the group (in this subsection referred to as the "recipient"), there shall be deducted from the cumulative deduction account of the recipient at the end of its taxation year in which the dividend was paid an amount equal to the lesser of

(a) the amount included for the taxation year by the recipient in respect of the dividend in determining the amount described in subparagraph (6)(b)(iii) in respect of that taxation year; and

(b) the amount that is equal to that proportion of the amount, if any, by which

(i) the aggregate of all amounts determined under subparagraphs (6)(b)(iv) to (iv.2) in respect of the payer for the particular taxation year exceeds

(ii) the aggregate of all amounts determined under subparagraphs (6)(b)(i) to (iii.2) in respect of the payer for the particular taxation year, that

(8.5) Lorsqu'une corporation (appelée dans le présent paragraphe l'«auteur du paiement») étant membre d'un groupe associé, au cours d'une année d'imposition donnée, paie, dans l'année d'imposition donnée, un dividende à un autre membre du groupe (appelé dans le présent paragraphe le «bénéficiaire»), il est déduit du compte des déductions cumulatives du bénéficiaire, à la fin de son année d'imposition au cours de laquelle le dividende a été payé, un montant égal au moins élevé des montants suivants :

a) le montant inclus par le bénéficiaire pour l'année d'imposition à l'égard du dividende en déterminant le montant visé au sous-alinéa (6)b)(iii) à l'égard de cette année d'imposition; ou

b) le montant qui est égal à la fraction de l'excédent éventuel

(i) du total des montants déterminés en vertu des sous-alinéas (6)b)(iv) à (iv.2) relativement à l'auteur du paiement pour l'année d'imposition donnée

sur

(ii) le total des montants déterminés en vertu des sous-alinéas (6)b)(i) à (iii.2) relativement à l'auteur du paie-

Idem

(iii) the amount determined under paragraph (a) in respect of the dividend
is of
(iv) the aggregate of all amounts 5 each of which is an amount determined under paragraph (a) in respect of each dividend paid in the particular taxation year by the payer to any member of the group in the particular 10 taxation year.”

ment pour l'année d'imposition donnée
représentée par le rapport existant entre
(iii) le montant déterminé en vertu de l'alinéa a) relativement au dividende 5
et
(iv) le total des montants dont chacun représente un montant déterminé en vertu de l'alinéa a) relativement à chaque dividende payé au 10 cours de l'année d'imposition donnée par l'auteur du paiement à un membre du groupe pour l'année d'imposition donnée.»

(11) Where a corporation has a taxation year part of which is before 1982 and part of which is after 1981, the amount determined under subparagraph 125(6)(b)(iv) of the said 15 Act, as amended by subsection (4), shall be computed as if that subparagraph read as follows:

(11) Lorsqu'une corporation a une année 15 d'imposition dont une partie est avant 1982 et l'autre après 1981, le montant déterminé en vertu du sous-alinéa 125(6)b)(iv) de la même loi, tel que modifié par le paragraphe (4), est calculé comme si ce sous-alinéa était 20 libellé comme suit :

“(iv) 4/3 of the amount, if any, by which the aggregate of 20
(A) the 1981 qualifying taxable dividends paid,
(B) the 1982 qualifying taxable dividends paid, and
(C) the aggregate of all amounts 25 each of which is deemed by paragraph 15.1(2)(c) to be a qualifying taxable dividend paid by the corporation in the year
exceeds 4 times its qualifying dividend refund for the year,” 30

«(iv) des 4/3 de l'excédent, si excédent il y a, du total
(A) des dividendes imposables admissibles payés de 1981, 25
(B) des dividendes imposables admissibles payés de 1982, et
(C) de tous les montants dont chacun est réputé, en vertu de l'alinéa 15.1(2)c), être un dividende 30 imposable admissible payé par la corporation dans l'année
sur 4 fois son remboursement admissible au titre de dividendes pour l'année,» 35

and for the purposes of this subsection,
(a) “1981 qualifying taxable dividends paid” by a corporation in a taxation year means the amount, if any, by which the 35 aggregate of all amounts each of which is a taxable dividend paid by the corporation in the year and before 1982 exceeds the amount, if any, by which the lesser of

et, aux fins du présent paragraphe,
a) «dividendes imposables admissibles de 1981 payés» par une corporation dans une année d'imposition désigne l'excédent, si excédent il y a, du total de tous les montants dont chacun représente un dividende imposable payé par la corporation dans l'année et avant 1982 sur l'excédent, si excédent il y a, du moindre 40

(i) the aggregate of all amounts each of 40 which is a taxable dividend paid by the corporation in the year and before 1982 to a particular corporation that was, at the time the dividend was paid, a private corporation (other than a venture capital corporation as prescribed for the 45 purposes of paragraph 125(6)(a) of the

(i) du total des montants dont chacun 45 représente un dividende imposable payé par la corporation dans l'année et avant 1982 à une corporation donnée qui était, au moment où le dividende a été payé, une corporation privée (autre qu'une 50

said Act) that was connected (within the meaning assigned by subsection 186(4) of the said Act), but not associated, with the corporation, and

(ii) the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is a taxable dividend paid by the corporation in the year to the particular corporation exceeds an amount equal to that proportion of 4 times the corporation's dividend refund for the year that the aggregate of all amounts each of which is a taxable dividend paid by the corporation in the year to the particular corporation is of the aggregate of all taxable dividends paid by the corporation in the year

exceeds

(iii) the aggregate of all amounts each of which is a taxable dividend paid by the corporation in the year to the particular corporation on which the particular corporation has elected to pay Part IV tax pursuant to paragraph 186(1)(b.1) of the said Act;

(b) "1982 qualifying taxable dividends paid" by a corporation in a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of all amounts each of which is a taxable dividend paid by the corporation in the year and after 1981 to a Canadian-controlled private corporation that was associated with the corporation at the time the dividend was paid exceeds an amount equal to that proportion of 4 times the corporation's dividend refund that

(i) the aggregate of all amounts each of which is a taxable dividend paid by the corporation in the year and after 1981 to a Canadian-controlled private corporation that was associated with the corporation at the time the dividend was paid

is of

(ii) the aggregate of all taxable dividends paid by the corporation in the year and after 1981; and

(c) "qualifying dividend refund for the year" means the amount, if any, by which

corporation à capital de risque telle que prescrite aux fins de l'alinéa 125(6)a) de la même loi) qui était rattachée (au sens du paragraphe 186(4) de la même loi) mais non associée, à la corporation, ou

(ii) de l'excédent, si excédent il y a, du total de tous les montants dont chacun représente un dividende imposable payé par la corporation dans l'année à la corporation donnée sur un montant égal à la proportion de 4 fois le remboursement au titre de dividendes de la corporation pour l'année représentée par le rapport existant entre le total des montants dont chacun représente un dividende imposable payé par la corporation dans l'année à la corporation donnée et le total de tous les dividendes imposables payés par la corporation dans l'année

sur

(iii) le total de tous les montants dont chacun représente un dividende imposable payé par la corporation dans l'année à la corporation donnée à l'égard duquel la corporation donnée a choisi, en vertu de l'alinéa 186(1)b.1) de la même loi, de payer l'impôt de la Partie IV;

b) «dividendes imposables admissibles de 1982 payés» par une corporation dans une année d'imposition désigne l'excédent éventuel du total des montants dont chacun représente un dividende imposable payé par la corporation dans l'année et après 1981 à une corporation privée dont le contrôle est canadien qui était, au moment où le dividende a été payé, associée à la corporation, sur un montant égal à la proportion de 4 fois le remboursement au titre de dividendes de la corporation que représente

(i) le total de tous les montants dont chacun représente un dividende imposable payé par la corporation dans l'année et après 1981 à une corporation privée dont le contrôle est canadien qui était, au moment où le dividende a été payé, associée à la corporation

sur

the corporation's dividend refund for the year exceeds 1/4 of the aggregate of all taxable dividends paid by the corporation in the year and after 1981 other than such dividends as are 1982 qualifying taxable dividends paid.

(12) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(13) Subsection (2) is applicable for the purpose of computing cumulative deduction 10 accounts for the 1982 and subsequent taxation years.

(14) Subsection (3) is applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

(15) Subsection (4) is applicable to the 15 1982 and subsequent taxation years, except that

(a) for taxation years ending before 1983, subparagraph 125(6)(b)(iv.1) of the said Act, as enacted by subsection (4), shall be 20 read as follows:

“(iv.1) the amount, if any, of the specified reduction in the cumulative deduction account of the corporation for the year, and”, and 25

(b) subparagraph 125(6)(b)(iv.2) of the said Act, as enacted by subsection (4), is applicable to the 1980 and subsequent taxation years.

(16) Subsection (5) is applicable to the 30 1983 and subsequent taxation years.

(17) Subsection (6) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years, except that for the purposes of subsection 125(8.5) of the said Act, as enacted by subsection 35 125(8.5), subsection (6) is applicable to the 1980 and subsequent taxation years and, in its application to the 1980, 1981 and 1982 taxation years, paragraph 125(6)(m) of the said Act, as enacted by subsection (6), shall be 40

(ii) le total de tous les dividendes imposables payés par la corporation dans l'année et après 1981; et

c) «remboursement admissible au titre de dividendes pour l'année» désigne l'excé- 5 dent, si excédent il y a, du remboursement au titre de dividendes de la corporation pour l'année sur 1/4 du total de tous les dividendes imposables payés par la corporation dans l'année et après 1981, à l'ex- 10 ception de tels dividendes qui sont des dividendes imposables admissibles de 1982 payés.

(12) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes. 15

(13) Le paragraphe (2) s'applique dans le calcul des comptes de déductions cumulatives pour les années d'imposition 1982 et suivantes.

(14) Le paragraphe (3) s'applique aux 20 années d'imposition 1982 et suivantes.

(15) Le paragraphe (4) s'applique aux années d'imposition 1982 et suivantes sauf que,

a) pour les années d'imposition se termi- 25 nant avant 1983, le sous-alinéa 125(6)b)(iv.1) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (4), est libellé comme suit :

«(iv.1) du montant, si montant il y a, 30 de la diminution désignée du compte des déductions cumulatives de la corporation pour l'année, et», et

b) le sous-alinéa 125(6)b)(iv.2) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe 35 (4), s'applique aux années d'imposition 1980 et suivantes.

(16) Le paragraphe (5) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

(17) Le paragraphe (6) s'applique aux 40 années d'imposition 1983 et suivantes, sauf que, pour l'application du paragraphe 125(8.5) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (10), le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition 1980 et suivantes et, dans son application aux années d'imposition 1980, 1981 et 1982, l'alinéa 45 125(6)m) de la même loi, tel qu'édicte par le

read as though subparagraph (ii) thereof read as follows:

“(ii) is a Canadian-controlled private corporation.”

(18) Subsections (7) to (10) are applicable for the purpose of computing cumulative deduction accounts of corporations for the 1982 and subsequent taxation years, except that

(a) subsection 125(8.1) of the said Act, as enacted by subsection (10), does not apply where the increase referred to therein arose as a result of a transaction or event that occurred before April 6, 1983, or as part of a series of transactions or events that commenced before that date;

(b) subsection 125(8.4) of the said Act, as enacted by subsection (10), does not apply with respect to a transfer of property in the course of a series of transactions or events

(i) that commenced before December 2, 1982 unless the transferor and the transferee so agree, and

(ii) that commenced after December 1, 1982 and before April 6, 1983 unless the transferor and the transferee so agree and were not dealing with each other at arm's length at the time of the transfer; and

(c) subsection 125(8.5) of the said Act, as enacted by subsection (10), is applicable with respect to dividends paid by the payer in its 1980 and subsequent taxation years.

71. (1) Clause 125.1(1)(a)(ii)(D) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(D) the amount, if any, by which the aggregate of the corporation's Canadian investment income for the year and its foreign investment income for the year (within the meanings assigned by subsection 129(4)) exceeds the amount, if any, deducted under paragraph 111(1)(b) from the corporation's income for the year; and”

paragraphe (6), est interprété comme si son sous-alinéa (ii) était libellé ainsi :

«(ii) est une corporation privée dont le contrôle est canadien.»

(18) Les paragraphes (7) à (10) s'appliquent dans le calcul des comptes de déductions cumulatives des corporations pour les années d'imposition 1982 et suivantes, sauf que

a) le paragraphe 125(8.1) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (10), ne s'applique pas lorsque l'augmentation qui y est visée a résulté d'une opération ou d'un événement survenu avant le 6 avril 1983 ou fait partie d'une série d'opérations ou d'événements ayant commencé avant cette date;

b) le paragraphe 125(8.4) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (10), ne s'applique pas à un transfert de biens faisant partie d'une série d'opérations ou d'événements qui a commencé

(i) avant le 2 décembre 1982, sauf si l'auteur et le bénéficiaire du transfert s'entendent en ce sens, et

(ii) après le 1^{er} décembre 1982 et avant le 6 avril 1983, sauf si l'auteur et le bénéficiaire du transfert s'entendent en ce sens et n'avaient pas, au moment du transfert, un lien de dépendance entre eux; et

c) le paragraphe 125(8.5) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (10), s'applique au calcul du compte des déductions cumulatives du bénéficiaire pour ses années d'imposition 1980 et suivantes.

71. (1) La disposition 125.1(1)a)(ii)(D) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(D) la fraction, si fraction il y a, du total du revenu de placements au Canada de la corporation pour l'année et de son revenu de placements à l'étranger pour l'année (au sens du paragraphe 129(4)) qui est en sus de la somme, si somme il y a, déduite en vertu de l'alinéa 111(1)b), du revenu de la corporation pour l'année; et»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years and with respect to amounts deductible under paragraph 111(1)(b) of the said Act in respect of losses determined for the 1983 and subsequent taxation years.

72. (1) Clause 126(1)(b)(i)(E) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(E) where the taxpayer is an individual,

(I) no amount was deducted under subsection 91(5) in computing his income for the year, and

(II) the taxpayer's income from employment in that country was not from a source in that country to the extent of the lesser of the amounts determined in respect thereof under paragraphs 122.3(1)(c) and (d) for the year,”

(2) Subparagraph 126(1)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) the amount, if any, by which

(A) where section 114 is not applicable to the taxpayer in respect of the year, the total of his income for the year and the amount, if any, included pursuant to subsection 110.4(2) in computing his taxable income for the year, or

(B) where section 114 is applicable to the taxpayer in respect of the year, his income for the period or periods in the year referred to in paragraph (a) of that section

exceeds

(C) the aggregate of all amounts each of which is an amount

(I) deducted by the taxpayer under paragraph 111(1)(b), or

(II) deductible by the taxpayer under paragraph 110(1)(f) or section 110.1, 112 or 113

for the year or in respect of the period or periods referred to in clause (B), as the case may be.”

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes et aux sommes déductibles en vertu de l'alinéa 111(1)b) de la même loi relativement à des pertes déterminées pour les années d'imposition 1983 et suivantes.

72. (1) La disposition 126(1)b)(i)(E) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(E) lorsque le contribuable est un particulier,

(I) qu'aucun montant n'ait été déduit en vertu du paragraphe 91(5) dans le calcul de son revenu pour l'année, et

(II) que le revenu du contribuable tiré d'un emploi dans ce pays n'était pas tiré d'une source située dans ce pays, jusqu'à concurrence du moins élevé des montants déterminés à ce titre pour l'année en vertu des alinéas 122.3(1)c) et d),»

(2) Le sous-alinéa 126(1)b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) à l'excédent éventuel

(A) lorsque l'article 114 ne s'applique pas au contribuable pour l'année, du total de son revenu pour l'année et du montant éventuel inclus, en vertu du paragraphe 110.4(2), dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, ou

(B) lorsque l'article 114 s'applique au contribuable pour l'année, de son revenu pour une ou plusieurs périodes de l'année visées à l'alinéa a) de cet article

sur

(C) le total des montants dont chacun représente un montant

(I) déduit par le contribuable en vertu de l'alinéa 111(1)b), ou

(II) déductible par le contribuable en vertu de l'alinéa 110(1)f) ou l'article 110.1, 112 ou 113

pour l'année ou à l'égard d'une ou plusieurs périodes visées à la disposition (B), selon le cas.»

(3) Subparagraph 126(2.1)(a)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(ii) the amount, if any, by which
 (A) where section 114 is not applicable to the taxpayer in respect of the year, the total of his income for the year and the amount, if any, included pursuant to subsection 110.4(2) in computing his taxable income for the year, or
 (B) where section 114 is applicable to the taxpayer in respect of the year, his income for the period or periods in the year referred to in paragraph (a) of that section exceeds
 (C) the aggregate of all amounts each of which is an amount
 (I) deducted by the taxpayer under paragraph 111(1)(b), or
 (II) deductible by the taxpayer under paragraph 110(1)(f) or section 110.1, 112 or 113
 for the year or in respect of the period or periods referred to in clause (B), as the case may be; and”

(4) Paragraph 126(7)(c) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of subparagraph (iv) thereof, by striking out the word “and” at the end of subparagraph (v) thereof, by adding the word “or” at the end of subparagraph (v) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

“(vi) that may reasonably be regarded as attributable to the taxpayer’s income from employment to the extent of the lesser of the amounts determined in respect thereof under paragraphs 122.3(1)(c) and (d) for the year; and”

(5) Paragraph 126(7)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) “tax for the year otherwise payable under this Part” means
 (i) in paragraphs (1)(b) and (3)(b), the amount, if any, by which the tax 50

(3) Le sous-alinéa 126(2.1)a)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(ii) à l’excédent éventuel
 (A) lorsque l’article 114 ne s’applique pas au contribuable pour l’année, du total de son revenu pour l’année et du montant éventuel inclus, en vertu du paragraphe 110.4(2), dans le calcul de son revenu imposable pour l’année, ou
 (B) lorsque l’article 114 s’applique au contribuable pour l’année, de son revenu pour une ou plusieurs périodes de l’année visées à l’alinéa 15 a) de cet article
 sur
 (C) le total des montants dont chacun représente un montant
 (I) déduit par le contribuable en vertu de l’alinéa 111(1)b), ou
 (II) déductible par le contribuable en vertu de l’alinéa 110(1)f) ou l’article 110.1, 112 ou 113
 pour l’année ou à l’égard d’une ou plusieurs périodes visées à la disposition (B), selon le cas; et»

(4) L’alinéa 126(7)c) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin du sous-alinéa (iv), par suppression du mot «et» à la fin du sous-alinéa (v), par adjonction du mot «ou» à la fin du sous-alinéa (v) et par adjonction de ce qui suit :

«(vi) qui peut raisonnablement être considéré comme se rapportant au revenu d’emploi du contribuable jusqu’à concurrence du moindre des montants déterminés à ce titre pour l’année en vertu de l’alinéa 122.3(1)c) ou d); et»

(5) L’alinéa 126(7)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) «impôt pour l’année payable par ailleurs en vertu de la présente Partie» signifie

«impôt pour l’année payable par ailleurs en vertu de la présente Partie»

“Tax for the year otherwise payable under this Part”

45

for the taxation year otherwise payable under this Part before making any addition under section 120.1 and any deduction under any of sections 120.1, 121, 122.3, 125 to 127, 127.2 5 and 127.3 exceeds the amount, if any, deemed by subsection 120(2) to have been paid on account of tax under this Part for the year,
(ii) in subparagraph (2)(c)(i) and 10 paragraph (2.2)(b), the tax for the taxation year otherwise payable under this Part before making any addition under section 120.1 and any deduction under any of sections 120.1, 121, 122.3, 124 to 127, 127.2 and 127.3, and
(iii) in subsection (2.1), the tax for the taxation year otherwise payable under this Part before making any 20 addition under subsection 120(1) or section 120.1 and any deduction under any of sections 120.1, 121, 122.3, 124 to 127, 127.2 and 127.3.”

(i) aux alinéas (1)b) et (3)b), l'excédent éventuel de l'impôt pour l'année d'imposition payable par ailleurs en vertu de la présente Partie avant toute 5 addition visée à l'article 120.1 et toute déduction visée à l'un des articles 120.1, 121, 122.3, 125 à 127, 127.2 et 127.3 sur le montant éventuel réputé, en application du paragraphe 120(2), avoir été versé au titre de l'impôt pour 10 l'année en vertu de la présente Partie,
(ii) au sous-alinéa (2)c)(i) et à l'alinéa (2.2)b), l'impôt pour l'année d'imposition payable par ailleurs en vertu de la présente Partie, avant 15 toute addition visée à l'article 120.1 et toute déduction visée à l'un des articles 120.1, 121, 122.3, 124 à 127, 127.2 et 127.3, et
(iii) au paragraphe (2.1), l'impôt 20 pour l'année d'imposition payable par ailleurs en vertu de la présente Partie, avant toute addition visée au paragraphe 120(1) ou à l'article 120.1 et toute déduction visée à l'un des arti- 25 cles 120.1, 121, 122.3, 124 à 127, 127.2 et 127.3.”

- (6) Subsections (1) and (4) are applicable 25 to the 1984 and subsequent taxation years.
- (7) Subsections (2) and (3) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years and with respect to amounts deductible under paragraph 111(1)(b) of the said Act in 30 respect of losses determined for the 1983 and subsequent taxation years.
- (8) Subsection (5) is applicable to the 1982 and subsequent taxation years.

- (6) Les paragraphes (1) et (4) s'appliquent 25 aux années d'imposition 1984 et suivantes.
- (7) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent 30 aux années d'imposition 1983 et suivantes et aux sommes déductibles en vertu de l'alinéa 111(1)b) de la même loi relativement aux pertes déterminées pour les années d'imposition 1983 et suivantes. 35
- (8) Le paragraphe (5) s'applique aux 40 années d'imposition 1982 et suivantes.

73. (1) Subsection 127(4.1) of the said 35 Act is repealed and the following substituted therefor:

73. (1) Le paragraphe 127(4.1) de la 40 même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definition of
"amount
contributed"

“(4.1) For the purposes of subsections (3), (3.1) and (3.2) and section 230.1, “amount contributed” by a taxpayer 40 means a contribution by the taxpayer to a registered party or an officially nominated candidate in the form of cash or in the form of a negotiable instrument issued by the taxpayer, but does not include 45

Définition de
«contribution»

«(4.1) Aux fins des paragraphes (3), (3.1) et (3.2) et de l'article 230.1, «contribution» d'un contribuable signifie un montant versé par le contribuable à un parti 45 enregistré ou à un candidat officiellement présenté, sous forme d'argent liquide ou au moyen d'un effet négociable émis par le contribuable, à l'exclusion

(a) a contribution made by an official agent of an officially nominated candidate or a registered agent of a registered party (in his capacity as such official agent or registered agent, as the case may be) to another such official agent or registered agent, as the case may be; or

(b) a contribution in respect of which the taxpayer has received or is entitled to receive a financial benefit of any kind (other than a prescribed financial benefit or a deduction pursuant to subsection (3)) from a government, municipality or other public authority, whether as a grant, subsidy, forgivable loan or deduction from tax or an allowance or otherwise."

a) d'un montant versé par un agent officiel d'un candidat officiellement présenté ou par un agent enregistré d'un parti enregistré (en sa qualité d'agent officiel ou d'agent enregistré, selon le cas) à un autre agent officiel ou à un autre agent enregistré, selon le cas; ou

b) d'un montant versé en contrepartie duquel le contribuable a reçu ou est en droit de recevoir un avantage financier quelconque (à l'exclusion d'un avantage financier prescrit ou d'une déduction prévue au paragraphe (3)) d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'une autre administration publique, que ce soit sous forme d'octroi, de subvention, de prêt à remboursement conditionnel, d'avoir fiscal ou d'allocation, ou sous une autre forme.»

(2) Subsection 127(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 127(5) de la même loi 20 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Investment tax credit

"(5) There may be deducted from the tax otherwise payable by a taxpayer under this Part for a taxation year an amount equal to the aggregate of

(a) an amount not exceeding the lesser of

(i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, before April 20, 1983, and

(ii) the aggregate of

(A) \$15,000, and

(B) 1/2 the amount, if any, by which the tax otherwise payable by him under this Part for the year exceeds \$15,000;

(b) an amount not exceeding the lesser of

(i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, after April 19, 1983 and before the end of the year, and

(ii) the amount, if any, by which the tax otherwise payable by him under this Part for the year exceeds the amount, if any, determined under paragraph (a); and

«(5) Il peut être déduit de l'impôt payable par ailleurs par un contribuable en vertu de la présente Partie, pour une année d'imposition, un montant égal au total

a) d'un montant ne dépassant pas le moindre des montants suivants :

(i) son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année à l'égard de biens acquis, ou de dépenses faites, avant le 20 avril 1983, ou

(ii) le total

(A) de \$ 15,000, et

(B) de 1/2 de l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs par ce contribuable en vertu de la présente Partie, pour l'année, sur \$15,000;

b) d'un montant ne dépassant pas le moindre des montants suivants :

(i) son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, après le 19 avril 1983 et avant la fin de l'année, ou

(ii) l'excédent de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie, pour l'année, sur le montant

Crédit d'impôt à l'investissement

(c) an amount not exceeding the lesser of

- (i) his investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, in a subsequent taxation year and after April 19, 1983, to the extent that the investment tax credit was not deductible under this subsection in the taxation year in which the property was acquired, or the expenditure was made, as the case may be, and
- (ii) the amount, if any, by which the tax otherwise payable by him under this Part for the year exceeds the aggregate of the amounts, if any, determined under paragraphs (a) and (b)."

déterminé par l'application de l'alinéa a); et

- c) d'un montant ne dépassant pas le moindre des montants suivants:
 - (i) son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année au titre de biens acquis, ou de dépenses faites, dans une année d'imposition subséquente et après le 19 avril 1983, dans la mesure où le crédit d'impôt à l'investissement n'était pas déductible en vertu du présent paragraphe dans l'année d'imposition au cours de laquelle le bien a été acquis, ou les dépenses faites, selon le cas, ou
 - (ii) l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie pour l'année sur le total des montants, s'il y a lieu, déterminés en vertu des alinéas a) et b).»

(3) Paragraph 127(9)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) an amount equal to 5% of the aggregate of all amounts each of which is the capital cost to him of a qualified property, qualified transportation equipment or qualified construction equipment acquired by him in the year or the amount of a qualified expenditure in respect of scientific research made by him in the year, determined without reference to subsection 13(7.1),"

(3) L'alinéa 127(9)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) d'un montant égal à 5% du total des montants dont chacun représente le coût en capital, pour lui, d'un bien admissible, du matériel de transport admissible ou du matériel de construction admissible acquis par lui au cours de l'année ou le montant d'une dépense admissible faite par lui au titre d'une recherche scientifique au cours de l'année, calculé sans égard au paragraphe 13(7.1),»

(4) Paragraphs 127(9)(b) to (b.2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"(b) an amount equal to 5% of the aggregate of all amounts each of which is the capital cost to him of a qualified property, qualified transportation equipment or qualified construction equipment, acquired by him, or the amount of a qualified expenditure in respect of scientific research made by him, in any of the 7 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following that year, determined without reference to subsection 13(7.1),"

(4) Les alinéas 127(9)b) à b.2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«b) d'un montant égal à 5% du total des montants dont chacun représente le coût en capital, pour lui, d'un bien admissible, du matériel de transport admissible ou du matériel de construction admissible qu'il a acquis, ou le montant d'une dépense admissible au titre d'une recherche scientifique qu'il a faite, au cours de l'une des 7 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition suivant cette année, calculé sans égard au paragraphe 13(7.1),»

(b.1) where, after March 31, 1977, the taxpayer has acquired a qualified property primarily for use in, or made a qualified expenditure in respect of scientific research to be carried out in, the Province of Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia or New Brunswick or in the Gaspé Peninsula, an amount equal to 5% of the aggregate of all amounts each of which is the capital cost to him of that qualified property acquired by him, or the amount of that qualified expenditure made by him, in any of the 7 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following that year, determined without reference to subsection 13(7.1),

(b.2) where, after March 31, 1977, the taxpayer has acquired a qualified property primarily for use in, or made a qualified expenditure in respect of scientific research to be carried out in, a prescribed designated region, an amount equal to 2 1/2% of the aggregate of all amounts each of which is the capital cost to him of that qualified property acquired by him, or the amount of that qualified expenditure made by him, in any of the 7 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following that year, determined without reference to subsection 13(7.1),”

(5) Paragraph 127(9)(d) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(d) the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection (7) or (8) to be added in computing his investment tax credit at the end of any of the 7 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following that year,”

(6) Subsection 127(9) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d.1) thereof,

b.1) lorsque, après le 31 mars 1977, le contribuable a acquis un bien admissible pour l'utiliser principalement dans les provinces de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse ou du Nouveau-Brunswick ou dans la péninsule de Gaspé, ou qu'il a fait une dépense admissible au titre d'une recherche scientifique devant être effectuée dans ces régions, d'un montant égal à 5% du total des montants dont chacun représente le coût en capital, pour lui, de ce bien admissible qu'il a acquis, ou le montant de la dépense admissible qu'il a faite, au cours de l'une des 7 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition suivant cette année, calculé sans égard au du paragraphe 13(7.1),

b.2) lorsque, après le 31 mars 1977, le contribuable a acquis un bien admissible pour l'utiliser principalement dans une région désignée prescrite ou qu'il a fait une dépense admissible au titre d'une recherche scientifique devant être effectuée dans une telle région, d'un montant égal à 2 1/2% du total des montants dont chacun représente le coût en capital, pour lui, de ce bien admissible qu'il a acquis, ou le montant de la dépense admissible qu'il a faite, au cours de l'une des 7 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition suivant cette année, calculé sans égard au du paragraphe 13(7.1),»

(5) L'alinéa 127(9)d) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«d) du total de tous les montants dont chacun représente un montant qui doit, en application du paragraphe (7) ou (8), être ajouté dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'une des 7 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition suivant cette année,»

(6) Le paragraphe 127(9) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa d.1), par abrogation de l'alinéa d.2) et par substitution de ce qui suit :

by repealing paragraph (d.2) thereof and by substituting the following therefor:

“(d.2) an amount equal to 50% of the aggregate of all amounts each of which is the capital cost to him of certified property acquired by him in any of the 7 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following that year, determined without reference to subsection 13(7.1), and

(d.3) the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection 119(9) to be added in computing his investment tax credit at the end of the year or at the end of any of the 7 taxation years immediately preceding the year”

(7) Paragraphs 127(9)(e) and (f) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(e) the aggregate of all amounts each of which is that portion of the amount deducted under subsection (5) from the tax otherwise payable under this Part by the taxpayer for a preceding taxation year that is in respect of property acquired or an expenditure made in the year or in the 7 taxation years immediately preceding or the 2 taxation years immediately following the year,

(f) the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection (6) or (7) to be deducted in computing his investment tax credit at the end of the year or at the end of any of the 7 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following the year, and

(g) the aggregate of all amounts each of which is an amount claimed under subparagraph 192(2)(a)(ii) by the taxpayer for the year or a preceding taxation year in respect of property acquired or an expenditure made in the year or the 7 taxation years immediately preceding the year.”

«d.2) d'un montant égal à 50% du total des montants dont chacun représente le coût en capital pour lui de biens certifiés qu'il a acquis dans l'une des 7 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition suivant cette année, calculé sans égard au paragraphe 13(7.1), et

d.3) du total des montants dont chacun représente un montant qui doit, en application du paragraphe 119(9), être ajouté dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année ou à la fin de l'une des 7 années d'imposition qui précèdent l'année»

(7) Les alinéas 127(9)e) et f) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«e) du total des montants dont chacun représente la fraction du montant déduite, en vertu du paragraphe (5), de l'impôt payable par ailleurs par le contribuable sous le régime de la présente Partie, pour une année d'imposition précédente à l'égard de biens acquis ou de dépenses faites dans l'année, dans les 7 années d'imposition précédentes ou dans les 2 années d'imposition suivant cette année,

f) du total des montants dont chacun représente un montant qui doit, en application du paragraphe (6) ou (7), être déduit dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année ou à la fin de l'une des 7 années d'imposition précédentes ou des 3 années d'imposition suivant cette année, et

g) du total des montants dont chacun représente un montant déduit en vertu du sous-alinéa 192(2)a)(ii) par le contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition précédente au titre de biens acquis ou de dépenses faites dans l'année, ou dans les 7 années d'imposition qui précèdent l'année.»

(8) Paragraph 127(10.1)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"qualified expenditure"

"(c) "qualified expenditure" means an expenditure in respect of scientific research made by a taxpayer after March 31, 1977 that qualifies as an expenditure described in paragraph 37(1)(a) or subparagraph 37(1)(b)(i), but does not include

- (i) a prescribed expenditure, and
- (ii) in the case of a taxpayer that is a corporation, an expenditure specified by the taxpayer for the purposes of clause 194(2)(a)(ii)(A);"

(9) Subsection 127(10.1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto the following paragraph:

"qualified construction equipment"

"(f) "qualified construction equipment" of a taxpayer means prescribed equipment acquired by him after April 19, 1983 that has not been used, or acquired for use or lease, for any purpose whatever before its acquisition by him and that is

- (i) to be used by the taxpayer principally for the purpose of construction in Canada in the course of carrying on a business other than a business

(A) the income from which is exempt from income tax by virtue of any provision of this Act, or

(B) the income from which is not included in his income or, in the case of a non-resident person, in his taxable income earned in Canada, or

- (ii) to be leased by the taxpayer, if
 - (A) the equipment is leased by the taxpayer in the ordinary course of carrying on in Canada a business the income from which is other than income referred to in clause (i)(A) or (B), to a lessee who can reasonably be expected to use the equipment principally for the pur-

(8) L'alinéa 127(10.1)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) «dépense admissible» désigne une dépense au titre d'une recherche scientifique faite par un contribuable après le 31 mars 1977, qui est admissible à titre de dépense visée à l'alinéa 37(1)a) ou au sous-alinéa 37(1)b)(i), mais ne comprend pas

«dépense admissible»

- (i) une dépense prescrite, et
- (ii) si le contribuable est une corporation, une dépense précisée par le contribuable aux fins de la disposition 194(2)a)(ii)(A);»

(9) Le paragraphe 127(10.1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa d), par adjonction du mot «et» à la fin de l'alinéa e) et par adjonction de ce qui suit :

«f) «matériel de construction admissible» d'un contribuable désigne le matériel prescrit qu'il a acquis après le 19 avril 1983 qui n'a pas été utilisé, ni acquis en vue d'une utilisation ou d'une location, à une fin quelconque avant qu'il ne l'ait acquis et

«matériel de construction admissible»

- (i) que le contribuable doit utiliser principalement pour des fins de construction au Canada dans l'exploitation d'une entreprise, à l'exclusion d'une entreprise qui gagne un revenu qui

(A) est exonéré de l'impôt sur le revenu prévu par une disposition quelconque de la présente loi, ou

(B) n'est pas inclus dans le revenu du contribuable ou, dans le cas d'un non-résident, dans le revenu imposable que celui-ci gagne au Canada, ou

- (ii) qui doit être loué par le contribuable si

(A) le matériel est loué par le contribuable dans le cours normal de l'exploitation au Canada d'une entreprise dont le revenu n'est pas visé à la disposition (i)(A) ou (B) à

pose referred to in subparagraph (i), and

(B) the taxpayer is a corporation whose principal business is a business described in any of clauses 127(10)(d)(i)(A) to (E) or in any combination thereof, or is a taxpayer whose principal business is a construction business.”

un locataire qui en fera vraisemblablement une utilisation visée au sous-alinéa (i), et

(B) le contribuable est une corporation dont l'entreprise principale est visée à l'une des dispositions 127(10)d)(i)(A) à (E), ou est un contribuable dont la principale entreprise est la construction.»

(10) Paragraph 127(11.1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) a qualified property or qualified transportation equipment acquired after November 16, 1978 or qualified construction equipment acquired after April 19, 1983, the references in paragraphs (a) and (b) thereof to “5%” shall be read as references to “7%”, the references in paragraphs (a.1) and (b.1) thereof to “5%” shall be read as references to “13%” and the references in paragraphs (a.2) and (b.2) thereof to “2 1/2%” shall be read as references to “3%”; and”

25

(11) All that portion of paragraph 127(11.1)(b) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(b) a qualified expenditure incurred by a taxpayer after November 16, 1978 and before his taxation year that includes November 1, 1983, or a qualified expenditure incurred by him in that taxation year or a subsequent taxation year if he deducted an amount under section 37.1 in computing his income for the year,

(i) where the expenditure was incurred by a Canadian-controlled private corporation in a taxation year of the corporation in which it is or would, if it had sufficient taxable income for the year, be entitled to a deduction under section 125 in computing its tax payable under this Part for the year, the references in paragraphs (a) and (b) thereof to “5%” shall be read as references to “25%” and the references in paragraphs

25

(10) L'alinéa 127(11.1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) d'un bien admissible, de matériel de transport admissible acquis après le 16 novembre 1978 ou de matériel de construction admissible acquis après le 19 avril 1983, les renvois aux alinéas a) et b) à «5%» doivent s'interpréter comme des renvois à «7%», les renvois aux alinéas a.1) et b.1) à «5%» doivent s'interpréter comme des renvois à «13%» et les renvois aux alinéas a.2) et b.2) à «2 1/2%» doivent s'interpréter comme des renvois à «3%»; et»

(11) Le passage de l'alinéa 127(11.1)b) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) d'une dépense admissible engagée par un contribuable après le 16 novembre 1978 et avant son année d'imposition qui comprend le 1^{er} novembre 1983 ou d'une dépense admissible qu'il a engagée dans cette année d'imposition ou dans une année d'imposition suivante, s'il a déduit un montant en vertu de l'article 37.1 dans le calcul de son revenu pour l'année,

(i) lorsque la dépense a été engagée par une corporation privée dont le contrôle est canadien dans une année d'imposition de la corporation au cours de laquelle elle a ou aurait, si elle avait un revenu imposable suffisant pour l'année, droit à une déduction en vertu de l'article 125 dans le calcul de son impôt payable, pour l'année, en vertu de la présente Partie, les renvois aux alinéas a) et b) à «5%»

50

(a.1), (a.2), (b.1) and (b.2) thereof to "2 1/2%" or "5%", as the case may be, shall be read as references to "0%", and"

doivent s'interpréter comme des renvois à «25%» et les renvois aux alinéas a.1), a.2), b.1) et b.2) à «2 1/2%» ou «5%», selon le cas, doivent s'interpréter comme des renvois à «0%», et»

5

(12) Subsection 127(11.1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(12) Le paragraphe 127(11.1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa a), par adjonction du mot «et» à la fin de l'alinéa b) et par adjonction de ce qui suit :

10

"(c) a qualified expenditure incurred by a taxpayer in his taxation year that includes November 1, 1983 or a subsequent taxation year, other than a qualified expenditure referred to in paragraph (b),

«c) d'une dépense admissible engagée par un contribuable dans son année d'imposition qui comprend le 1^{er} novembre 1983 ou dans une année d'imposition subséquente, autre qu'une dépense admissible visée à l'alinéa b)

(i) where the expenditure was incurred by a Canadian-controlled private corporation in a taxation year of the corporation in which it is or would, if it had sufficient taxable income for the year, be entitled to a deduction under section 125 in computing its tax payable under this Part for the year, the references in paragraphs (a) and (b) thereof to "5%" shall be read as references to "35%" and the references in paragraphs (a.1), (a.2), (b.1) and (b.2) thereof to "2 1/2%" or "5%", as the case may be, shall be read as references to "0%", and

(i) lorsque la dépense a été engagée par une corporation privée dont le contrôle est canadien dans une année d'imposition de la corporation au cours de laquelle elle a ou aurait, si elle avait un revenu imposable suffisant pour l'année, droit à une déduction en vertu de l'article 125 dans le calcul de son impôt payable, pour l'année, en vertu de la présente Partie, les renvois aux alinéas a) et b) à «5%» doivent s'interpréter comme des renvois à «35%» et les renvois aux alinéas a.1), a.2), b.1) et b.2) à «2 1/2%» ou «5%», selon le cas, doivent s'interpréter comme des renvois à «0%», et

(ii) in any other case, the references in paragraphs (a) and (b) thereof to "5%" shall be read as references to "20%", the references in paragraphs (a.1) and (b.1) thereof to "5%" shall be read as references to "10%" and the references in paragraphs (a.2) and (b.2) thereof to "2 1/2%" shall be read as references to "0%".

(ii) dans tous les autres cas, les renvois aux alinéas a) et b) à «5%» doivent s'interpréter comme des renvois à «20%», les renvois aux alinéas a.1) et b.1) à «5%» doivent s'interpréter comme des renvois à «10%» et les renvois aux alinéas a.2) et b.2) à «2 1/2%» doivent s'interpréter comme des renvois à «0%».

(13) Section 127 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (12.1) thereof, the following subsection:

(13) L'article 127 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (12.1), de ce qui suit :

45

Idem

"(12.2) For the purposes of paragraphs 53(2)(c), (h) and (k), where in a taxation year a taxpayer has deducted under subsection (5) or (6) an amount that may

«(12.2) Pour l'application des alinéas 53(2)c), h) et k), lorsque, dans une année d'imposition, un contribuable a, en application du paragraphe (5) ou (6), déduit un

Idem

reasonably be attributable to amounts included under subsection (9) in computing the investment tax credit of the taxpayer in respect of property acquired, or an expenditure made, in a subsequent taxation year, the taxpayer shall be deemed to have made the deduction under subsection (5) or (6), as the case may be, in that subsequent taxation year."

montant que l'on peut raisonnablement considérer comme se rapportant aux montants inclus, en vertu du paragraphe (9), dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement relatif à une acquisition de biens ou à des dépenses faites dans une année d'imposition subséquente, le contribuable est réputé avoir effectué la déduction en application du paragraphe (5) ou (6), selon le cas, au cours de cette année d'imposition subséquente.»

(14) Subsection (1) is applicable with respect to contributions made after April 19, 1983.

(14) Le paragraphe (1) s'applique aux contributions versées après le 19 avril 1983.

(15) Subsections (3), (4), (6) and (7) and subparagraph 127(11.1)(b)(i) of the said Act, as enacted by subsection (11), are applicable with respect to property acquired and expenditures made after April 19, 1983, except that

(15) Les paragraphes (3), (4), (6) et (7) et le sous-alinéa 127(11.1)b)(i) de la même loi, 15 tel qu'édicte par le paragraphe (11), s'appliquent aux biens acquis et aux dépenses faites après le 19 avril 1983, sauf que

(a) paragraph 127(9)(d.3) of the said Act, as enacted by subsection (6), is applicable to the 1983 and subsequent taxation years; and

a) l'alinéa 127(9)d.3) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (6), s'applique 20 aux années d'imposition 1983 et suivantes; et

(b) for the 1983 taxation year, the reference in subsection 127(9) of the said Act, as amended by this section, to "3 taxation years" shall be read as a reference to "2 taxation years".

b) pour l'année d'imposition 1983, la mention, au paragraphe 127(9) de la même loi, tel que modifié par le présent article, de «3 25 années d'imposition» est interprétée comme la mention de «2 années d'imposition».

(16) Subsection (5) is applicable with respect to amounts allocated to a taxpayer under subsection 127(7) or (8) of the said Act in respect of property acquired and expenditures made after April 19, 1983.

(16) Le paragraphe (5) s'applique aux montants attribués à un contribuable en 30 vertu du paragraphe 127(7) ou (8) de la même loi à l'égard de biens acquis et de dépenses faites après le 19 avril 1983.

(17) Subsection (8) is applicable with respect to expenditures made after April 19, 1983.

(17) Le paragraphe (8) s'applique aux dépenses faites après le 19 avril 1983. 35

74. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 127 thereof, the following sections:

74. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 127, de ce qui suit :

"127.1 (1) Where a taxpayer (other than a person exempt from tax under section 149) files

«127.1 (1) Lorsqu'un contribuable (à l'exception d'une personne exemptée d'impôt en vertu de l'article 149) produit

Crédit d'impôt à l'investissement remboursable 40

(a) with his return of income (other than a return of income filed under subsection 70(2) or 104(23), paragraph 128(2)(e) or subsection 150(4)) under this Part for a taxation year, or

a) avec sa déclaration de revenu (à l'exception d'une déclaration de revenu produite en vertu du paragraphe 70(2) ou 104(23) ou de l'alinéa 128(2)e) ou du paragraphe 150(4)) en vertu de la pré-45

(b) with a prescribed form amending a return referred to in paragraph (a)

a prescribed form containing prescribed information, he shall be deemed to have paid, on the day on which the return referred to in paragraph (a) or the form referred to in paragraph (b), as the case may be, is filed, an amount, on account of his tax under this Part for the year, equal to his refundable investment tax credit for the year.

"Refundable investment tax credit" defined

(2) For the purposes of this section, "refundable investment tax credit" for a taxation year means, in the case of a taxpayer that is

(a) a Canadian-controlled private corporation that is, or would be if it had sufficient income for the year from carrying on an active business in Canada, entitled to a deduction under section 125 in computing its tax payable under this Part for the year,

(b) an individual other than a trust, or

(c) a trust each beneficiary of which is a person described in paragraph (a) or (b),

an amount equal to 40% of the amount, if any, by which

(d) the aggregate of all amounts each of which is an amount included in computing his investment tax credit at the end of the year pursuant to paragraph 127(9)(a), (a.1), (a.2), (c) or (d.1) in respect of property acquired, or an expenditure made, after April 19, 1983 and before May 1986

exceeds

(e) the aggregate of

(i) such portion of the aggregate of all amounts each of which is an amount deducted by him under subsection 127(5) for the year or a preceding taxation year (other than an amount deemed by subsection (3) to be so deducted for the year) as may reasonably be considered to be in

sente Partie pour une année d'imposition, ou

b) avec une formule prescrite modifiant une déclaration visée à l'alinéa a)

une formule prescrite contenant des renseignements prescrits, il est réputé avoir payé, le jour où la déclaration visée à l'alinéa a) ou la formule visée à l'alinéa b), selon le cas, est produite, une somme, au titre de son impôt prévu par la présente Partie pour l'année, égale à son crédit d'impôt à l'investissement remboursable pour l'année.

(2) Pour l'application du présent article, «crédit d'impôt à l'investissement remboursable» pour une année d'imposition désigne, dans le cas d'un contribuable, qui est

«crédit d'impôt à l'investissement remboursable»

a) une corporation privée dont le contrôle est canadien, qui a, ou qui aurait si son revenu tiré de l'exploitation d'une entreprise active au Canada pour l'année était suffisant, droit à une déduction en vertu de l'article 125 dans le calcul de son impôt payable pour l'année en vertu de la présente Partie,

b) un particulier, autre qu'une fiducie, ou

c) une fiducie dont chacun des bénéficiaires est une personne visée à l'alinéa a) ou b),

un montant égal à 40% de l'excédent éventuel

d) du total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année, en vertu de l'alinéa 127(9)a), a.1), a.2), c) ou d.1), à l'égard d'un bien acquis ou d'une dépense faite après le 19 avril 1983 et avant mai 1986,

sur

e) le total de

(i) la fraction du total des montants dont chacun représente un montant que le contribuable a déduit en vertu du paragraphe 127(5) pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure (à l'exception d'un montant

respect of the aggregate determined under paragraph (d), and

(ii) such portion of the aggregate of all amounts, each of which is an amount required by subsection 127(6) or (7) to be deducted in computing his investment tax credit at the end of the year, as may reasonably be considered to be in respect of the aggregate determined under paragraph (d),

and in the case of any other taxpayer, 20% of the amount, if any, calculated for the year in respect of that other taxpayer, by which the aggregate determined under paragraph (d) exceeds the aggregate determined under paragraph (e).

(3) For the purposes of this Act, the amount deemed under subsection (1) to have been paid by a taxpayer for a taxation year shall be deemed to have been deducted by him under subsection 127(5) for the year.

127.2 (1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by a taxpayer for a taxation year an amount not exceeding the aggregate of

(a) his share-purchase tax credit for the year; and

(b) his unused share-purchase tax credit for the taxation year immediately following the year.

(2) Where a taxpayer who was throughout a taxation year a person described in any of paragraphs 149(1)(e) to (y) files with his return of income under this Part for the year a prescribed form containing prescribed information, he shall be deemed to have paid, on the day on which the return is filed, an amount, on account of his tax under this Part for the year, equal to his share-purchase tax credit for the year.

(3) Where, in a particular taxation year of a taxpayer who is a beneficiary under a

réputé avoir été ainsi déduit dans l'année en vertu du paragraphe (3)) qui peut raisonnablement être considérée comme se rapportant au total déterminé en vertu de l'alinéa d), et

(ii) la fraction du total des montants, dont chacun doit être déduit, en application du paragraphe 127(6) ou (7), dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année, qui peut raisonnablement être considérée comme se rapportant au total déterminé en vertu de l'alinéa d),

et, dans le cas de tout autre contribuable, 20% de l'excédent éventuel, calculé pour l'année relativement à cet autre contribuable, du total déterminé en vertu de l'alinéa d) sur le total déterminé en vertu de l'alinéa e).

(3) Pour l'application de la présente loi, le montant réputé avoir été payé par un contribuable en application du paragraphe (1) pour une année d'imposition est réputé avoir été déduit par lui en vertu du paragraphe 127(5) pour l'année.

127.2 (1) Il peut être déduit de l'impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie pour une année d'imposition par un contribuable un montant non supérieur au total

a) de son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour l'année; et

b) de la partie inutilisée de son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour l'année d'imposition suivant l'année.

(2) Lorsqu'un contribuable qui, tout au long d'une année d'imposition, était une personne visée à l'un des alinéas 149(1)e) à y), produit avec sa déclaration de revenu en vertu de la présente Partie pour l'année une formule prescrite contenant des renseignements prescrits, il est réputé avoir payé, à la date de la production de la déclaration, au titre de son impôt en vertu de la présente Partie pour l'année, un montant égal à son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour l'année.

(3) Lorsque, dans une année d'imposition donnée d'un contribuable qui est

Deemed
deduction

Share-
purchase tax
credit

Persons exempt
from tax

Trust

Déduction
présumée

Crédit d'impôt
à l'achat
d'actions

Personnes
exonérées
d'impôt

Fiducie

trust, an amount is included in computing the share-purchase tax credit of the trust for its taxation year ending in that particular taxation year, the trust may, in its return of income for its taxation year ending in that particular taxation year, designate as attributable to the taxpayer such portion of that amount

(a) as may, having regard to all the circumstances (including the terms and conditions of the trust arrangement), reasonably be considered to be attributable to the taxpayer, and

(b) as was not designated by the trust in respect of any other beneficiary of that trust;

and, where the trust so designates such portion, an amount equal to that portion shall be

(c) added in computing the share-purchase tax credit of the taxpayer for the particular taxation year, and

(d) deducted in computing the share-purchase tax credit of the trust for its taxation year ending in the particular taxation year.

Partnership

(4) Where, in a taxation year of a taxpayer who is a member of a partnership, an amount is included in computing the share-purchase tax credit of the partnership for its fiscal period ending in that year, such portion of that amount as may reasonably be considered to be the taxpayer's share thereof shall be

(a) added in computing the share-purchase tax credit of the taxpayer for that year; and

(b) deducted in computing the share-purchase tax credit of the partnership for that fiscal period.

Cooperative corporation

(5) Where at any particular time in a taxation year a taxpayer that is a cooperative corporation (within the meaning assigned by subsection 136(2)) has, as required by subsection 135(3), deducted or withheld an amount from a payment made by it to any person pursuant to an allocation in proportion to patronage, the tax-

bénéficiaire d'une fiducie, un montant est inclus dans le calcul du crédit d'impôt à l'achat d'actions de la fiducie pour son année d'imposition se terminant dans cette année d'imposition donnée, la fiducie peut, dans sa déclaration de revenu pour son année d'imposition se terminant dans cette année d'imposition donnée, attribuer à ce contribuable la fraction de ce montant

a) qui peut raisonnablement être considérée, eu égard à toutes les circonstances (y compris les modalités du contrat de fiducie) comme attribuable au contribuable, et

b) qui n'a pas été attribuée par la fiducie à un autre de ses bénéficiaires;

et, lorsque la fiducie attribue ainsi une telle fraction, un montant égal à cette fraction est

c) ajouté dans le calcul du crédit d'impôt à l'achat d'actions du contribuable pour l'année d'imposition donnée, et

d) déduit dans le calcul du crédit d'impôt à l'achat d'actions de la fiducie pour son année d'imposition se terminant dans l'année d'imposition donnée.

(4) Lorsque, dans une année d'imposition donnée d'un contribuable qui est membre d'une société, un montant est inclus dans le calcul du crédit d'impôt à l'achat d'actions de la société pour son exercice financier se terminant dans cette année, la fraction de ce montant qui peut raisonnablement être considérée comme représentant la part du contribuable est

a) ajoutée dans le calcul du crédit d'impôt à l'achat d'actions du contribuable pour cette année; et

b) déduite dans le calcul du crédit d'impôt à l'achat d'actions de la société pour cet exercice financier.

(5) Lorsque, à une date donnée d'une année d'imposition, un contribuable qui est une corporation coopérative (au sens du paragraphe 136(2)) a déduit ou retenu, en application du paragraphe 135(3), un montant d'un paiement qu'il a fait à une personne conformément à une répartition proportionnelle à l'apport commercial, le

Société

Corporation coopérative

payer may deduct from the amount otherwise required by subsection 135(3) to be remitted to the Receiver General, an amount not exceeding the amount, if any, by which

5

(a) the amount that would, but for this subsection, be its share-purchase tax credit for the taxation year in which it made the payment if that year had ended immediately before the particular time

exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is the amount deducted by virtue of this subsection from any amount otherwise required to be remitted by subsection 135(3) in respect of payments made by it before the particular time and in the taxation year;

and the amount, if any, so deducted from the amount otherwise required to be remitted by subsection 135(3) shall be

(c) deducted in computing the share-purchase tax credit of the taxpayer for the taxation year, and

25

(d) deemed to have been remitted by the taxpayer to the Receiver General on account of tax under this Part of the person to whom that payment was made.

30

(6) For the purposes of this Act,

(a) "share-purchase tax credit" of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which the aggregate of

35

(i) the aggregate of all amounts each of which is an amount designated by a corporation under subsection 192(4) in respect of a share acquired by the taxpayer in the year where the taxpayer is the first person, other than a broker or dealer in securities, to be a registered holder, and

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection (3) or (4) to be added in

contribuable peut déduire du montant qui doit par ailleurs être remis au receveur général, en application du paragraphe 135(3), un montant qui n'est pas supérieur à l'excédent éventuel

5

a) du montant qui serait, sans le présent paragraphe, son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour l'année d'imposition au cours de laquelle il a effectué le paiement, si cette année s'était terminée immédiatement avant la date donnée,

sur

b) le total des montants dont chacun représente le montant déduit, en application du présent paragraphe, d'un montant qui doit par ailleurs être remis, en application du paragraphe 135(3), à l'égard de paiements qu'il a effectués avant la date donnée dans l'année d'imposition,

20

et le montant, s'il y a lieu, ainsi déduit du montant qui doit par ailleurs être remis en application du paragraphe 135(3)

c) doit être déduit dans le calcul du crédit d'impôt à l'achat d'actions du contribuable pour l'année d'imposition; et

d) est réputé avoir été remis par le contribuable au receveur général au titre de l'impôt, en vertu de la présente Partie, de la personne à qui le paiement a été effectué.

(6) Pour l'application de la présente loi,

Définitions

a) «crédit d'impôt à l'achat d'actions» d'un contribuable pour une année d'imposition désigne l'excédent éventuel du total

«crédit d'impôt à l'achat d'actions»

35

(i) du total des montants dont chacun représente un montant désigné par une corporation en vertu du paragraphe 192(4) à l'égard d'une action acquise par le contribuable dans l'année, à titre de premier contribuable, autre qu'un négociant ou un courtier en valeurs, qui est un détenteur inscrit, et

(ii) du total des montants dont chacun doit, en application du paragraphe (3)

45

computing the taxpayer's share-purchase tax credit for the year

exceeds

(iii) the aggregate of all amounts each of which is an amount required by subsection (3), (4) or (5) to be deducted in computing the taxpayer's share-purchase tax credit for the year; and

(b) "unused share-purchase tax credit" of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which

(i) his share-purchase tax credit for the year

exceeds the aggregate of

(ii) the amount deducted under subsection (1) from his tax otherwise payable under this Part for the year in respect of his share-purchase tax credit for the year or the amount deemed by subsection (2) to have been paid on account of his tax payable under this Part for the year, as the case may be,

(iii) the lesser of

(A) the amount determined under subparagraph 192(2)(a)(i) in respect of the taxpayer for the year, and

(B) his refundable Part VII tax on hand at the end of the year, and

(iv) the amount, if any, by which the tax otherwise payable under this Part by the taxpayer for the year exceeds the aggregate of the amounts determined under subparagraphs (ii) and (iii) in respect of the taxpayer for the year.

(7) In this section, "tax otherwise payable" under this Part by a taxpayer means the amount that would, but for this section and section 120.1, be the tax payable under this Part by the taxpayer.

ou (4), être ajouté dans le calcul du crédit d'impôt à l'achat d'actions du contribuable pour l'année

sur

(iii) le total des montants dont chacun doit, en application du paragraphe (3), (4) ou (5), être déduit dans le calcul du crédit d'impôt à l'achat d'actions du contribuable pour l'année; et

b) «partie inutilisée du crédit d'impôt à l'achat d'actions» d'un contribuable pour une année d'imposition désigne l'excédent éventuel

(i) de son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour l'année

sur le total

(ii) du montant déduit en vertu du paragraphe (1) de son impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie pour l'année sur son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour l'année ou le montant réputé avoir été payé, en application du paragraphe (2), au titre de son impôt payable en vertu de la présente Partie pour l'année, selon le cas,

(iii) du moindre des montants suivants :

(A) le montant déterminé en vertu du sous-alinéa 192(2)a)(i) relativement au contribuable pour l'année, ou

(B) son impôt remboursable de la Partie VII en mains à la fin de l'année, et

(iv) l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie par le contribuable pour l'année sur le total des montants déterminés en vertu des sous-alinéas (ii) et (iii) relativement au contribuable pour l'année.

(7) Dans le présent article, «impôt payable par ailleurs» par un contribuable en vertu de la présente Partie désigne le montant qui, si ce n'était du présent article et de l'article 120.1, serait l'impôt payable par le contribuable en vertu de la présente Partie.

«partie inutilisée du crédit d'impôt à l'achat d'actions»

Définition d'«impôt payable par ailleurs»

"Unused share-purchase tax credit"

Definition of "tax otherwise payable"

deemed cost of
acquisition

(8) For the purposes of this Act, where, at any time in a taxation year, a taxpayer has acquired a share and is the first registered holder of the share, other than a broker or dealer in securities, and an amount is, at any time, designated by a corporation under subsection 192(4) in respect of the share, the following rules apply:

(a) he shall be deemed to have acquired the share at a cost to him equal to the amount by which

(i) its cost to him as otherwise determined

exceeds

(ii) the amount so designated in respect of the share; and

(b) where the amount determined under subparagraph (a)(ii) exceeds the amount determined under subparagraph (a)(i), the excess shall

(i) where the share is a capital property to him, be deemed to be a capital gain of the taxpayer for the year from the disposition of that property, and
(ii) in any other case, be included in computing the income of the taxpayer for the year,

and the cost to him of the share shall be deemed to be nil.

Partnership

(9) For the purposes of this section and subsection 193(5), a partnership shall be deemed to be a person and its taxation year shall be deemed to be its fiscal period.

Scientific
research tax
credit

127.3 (1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by a taxpayer for a taxation year an amount not exceeding the aggregate of

(a) his scientific research tax credit for the year; and

(b) his unused scientific research tax credit for the taxation year immediately following the year.

Definitions

(2) For the purposes of this Act,

Prix présumé de
l'acquisition

(8) Pour l'application de la présente loi, lorsque, à une date quelconque d'une année d'imposition, un contribuable a acquis une action et est le premier détenteur enregistré de l'action, à l'exclusion du courtier ou du négociant en valeurs, et qu'un montant est désigné à une date quelconque par une corporation en application du paragraphe 192(4) relativement à l'action, les règles suivantes s'appliquent :

a) il est réputé avoir acquis l'action à un prix pour lui égal à l'excédent

(i) du prix pour lui déterminer par ailleurs

sur

(ii) le montant ainsi désigné relativement à l'action; et

b) lorsque le montant déterminé en application du sous-alinéa a)(ii) est supérieur au montant déterminé en application du sous-alinéa a)(i), l'excédent est

(i) lorsque l'action est pour lui un bien en immobilisations, réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de la disposition de ce bien, et

(ii) dans tout autre cas, inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année,

et le prix pour lui de l'action est réputé égal à zéro.

Société

(9) Pour l'application du présent article et du paragraphe 193(5), une société est réputée être une personne et son année d'imposition est réputée être son exercice financier.

Crédit d'impôt
pour la
recherche
scientifique

127.3 (1) Un contribuable peut déduire de l'impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente Partie pour une année d'imposition, un montant ne dépassant pas le total de

a) son crédit d'impôt pour la recherche scientifique; et

b) la partie inutilisée de son crédit d'impôt pour la recherche scientifique pour l'année d'imposition suivant l'année.

Définitions

(2) Pour l'application de la présente loi,

"Scientific research tax credit"

(a) "scientific research tax credit" of a taxpayer for a taxation year means the aggregate of all amounts each of which is an amount equal to

(i) where the taxpayer is a corporation, 50%, or

(ii) where the taxpayer is an individual other than a trust, 34%

of an amount designated by a corporation under subsection 194(4) in respect 10 of

(iii) a share acquired by the taxpayer in the year where the taxpayer is the first person, other than a broker or dealer in securities, to be a registered 15 holder thereof,

(iv) a bond, debenture, bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation (in this section and in Part VIII referred to as a "debt obligation") 20 acquired by the taxpayer in the year where the taxpayer is the first person, other than a broker or dealer in securities, to be a registered holder thereof, or 25

(v) a right acquired by the taxpayer in the year where the taxpayer is the first person, other than a broker or dealer in securities, to have acquired that right, 30

less any amount required by subsection (5) to be deducted in computing the taxpayer's research tax credit for the year; and

(b) "unused scientific research tax credit" of a taxpayer for a taxation year means the amount, if any, by which 35

(i) his scientific research tax credit for the year

exceeds the aggregate of 40

(ii) the amount deducted under subsection (1) from his tax otherwise payable under this Part for the year in respect of his scientific research tax credit for the year, 45

(iii) the lesser of

(A) the amount determined under subparagraph 194(2)(a)(i) in respect of the taxpayer for the year, and 50

(B) his refundable Part VIII tax on hand at the end of the year, and

"Unused scientific research tax credit"

a) «crédit d'impôt pour la recherche scientifique» auquel a droit un contribuable pour une année d'imposition représente le total de toutes les sommes égales à, 5

(i) lorsque le contribuable est une corporation, 50%, ou

(ii) lorsque le contribuable est un particulier autre qu'une fiducie, 34%

d'un montant désigné par une corporation, en vertu du paragraphe 194(4), à l'égard 10

(iii) d'une action acquise par le contribuable durant l'année et dont il est le premier détenteur enregistré, 15 exception faite d'un courtier ou d'un négociant en valeurs,

(iv) d'une obligation, d'un effet, d'un billet, d'un *mortgage*, d'une hypothèque ou de toute autre semblable obligation (appelé au présent article et dans la Partie VIII «créance») acquis par le contribuable durant l'année et dont il est le premier détenteur enregistré, exception faite d'un courtier ou 25 d'un négociant en valeurs, ou

(v) d'un droit acquis par le contribuable durant l'année et où il est le premier détenteur, exception faite d'un courtier ou d'un négociant en valeurs, 30 à avoir acquis ce droit,

moins tout montant qui doit être déduit en vertu du paragraphe (5) dans le calcul du crédit d'impôt pour la recherche scientifique du contribuable pour 35 l'année; et

b) «partie inutilisée du crédit d'impôt pour la recherche scientifique» d'un contribuable pour une année d'imposition désigne l'excédent éventuel 40

(i) de son crédit d'impôt pour la recherche scientifique pour l'année

sur le total

(ii) du montant déduit en vertu du paragraphe (1) de son impôt payable 45 par ailleurs en vertu de la présente Partie relativement à son crédit d'impôt pour la recherche scientifique pour l'année,

(iii) le moins élevé des montants suivants :

«crédit d'impôt pour la recherche scientifique»

«partie inutilisée du crédit d'impôt pour la recherche scientifique»

(iv) the amount, if any, by which the tax otherwise payable under this Part by the taxpayer for the year exceeds the aggregate of the amounts determined under subparagraphs (ii) and (iii) in respect of the taxpayer for the year.

(3) For the purposes of this section and section 53, where a taxpayer, other than a broker or dealer in securities, is a beneficiary under a trust and an amount is designated by a corporation under subsection 194(4) in respect of a share, debt obligation or right acquired by the trust in a taxation year of the trust where the trust is the first person, other than a broker or dealer in securities, to be a registered holder of the share or debt obligation or to have acquired the right, as the case may be,

(a) the trust may, in its return of income for that year, specify such portion of that amount as may, having regard to all the circumstances (including the terms and conditions of the trust arrangement), reasonably be considered to be attributable to the taxpayer and as was not specified by the trust in respect of any other beneficiary under that trust; and

(b) the portion specified pursuant to paragraph (a) shall be deemed to be an amount designated on the last day of that year by the corporation under subsection 194(4) in respect of a share, debt obligation or right, as the case may be, acquired by the taxpayer on that day where the taxpayer is the first person, other than a broker or dealer in securities, to be a registered holder of the share or debt obligation or to have acquired the right, as the case may be.

(A) le montant déterminé en vertu du sous-alinéa 194(2)a)(i) relativement au contribuable pour l'année, ou

(B) son impôt de la Partie VIII remboursable en mains pour l'année, et

(iv) l'excédent éventuel de l'impôt payable par ailleurs en vertu de la présente Partie par le contribuable sur le total des montants déterminés en vertu des sous-alinéas (ii) et (iii) relativement au contribuable pour l'année.

(3) Aux fins du présent article et de l'article 53, lorsqu'un contribuable, autre qu'un courtier ou un négociant en valeurs, est bénéficiaire d'une fiducie, et qu'une corporation désigne un montant en vertu du paragraphe 194(4) à l'égard d'une action, d'une créance ou d'un droit acquis par la fiducie durant une année d'imposition de cette fiducie à titre de premier détenteur ou détenteur enregistré, selon le cas, exception faite d'un courtier ou d'un négociant en valeurs,

a) la fiducie peut préciser, dans sa déclaration de revenu de cette année, quelle fraction de ce montant peut, compte tenu de toutes les circonstances (y compris les modalités de l'acte de fiducie) raisonnablement être considérée comme étant attribuable au contribuable et qui n'a pas été désignée par la fiducie au profit de tout autre bénéficiaire de cette fiducie; et

b) la fraction précisée en application de l'alinéa a) est réputée être un montant désigné par la corporation, en vertu du paragraphe 194(4), le dernier jour de cette année, à l'égard d'une action, d'une créance ou d'un droit, selon le cas, acquis par le contribuable à cette date et dont il est le premier détenteur ou détenteur enregistré, selon le cas, exception faite d'un courtier ou d'un négociant en valeurs.

Partnership

(4) For the purposes of this section and section 53, where a taxpayer, other than a broker or dealer in securities, is a member of a partnership and an amount is designated by a corporation under subsection 194(4) in respect of a share, debt obligation or right acquired by the partnership in a taxation year of the partnership where the partnership is the first person, other than a broker or dealer in securities, to be a registered holder of the share or debt obligation or to have acquired the right, as the case may be, such portion of that amount as may reasonably be considered to be the taxpayer's share thereof shall be deemed to be an amount designated on the last day of that year by the corporation under subsection 194(4) in respect of a share, debt obligation or right, as the case may be, acquired by the taxpayer on that day where the taxpayer is the first person, other than a broker or dealer in securities, to be a registered holder of the share or debt obligation or to have acquired the right, as the case may be.

Cooperative corporation

(5) Where at any particular time in a taxation year a taxpayer that is a cooperative corporation (within the meaning assigned by subsection 136(2)) has, as required by subsection 135(3), deducted or withheld an amount from a payment made by it to any person pursuant to an allocation in proportion to patronage, the taxpayer may deduct from the amount otherwise required by subsection 135(3) to be remitted to the Receiver General, an amount not exceeding the amount, if any, by which

(a) the amount that would, but for this subsection, be its scientific research tax credit for the taxation year in which it made the payment if that year had ended immediately before the particular time

exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is the amount deducted by virtue of this subsection from any amount otherwise required to be remitted by subsection 135(3) in respect of pay-

Société

(4) Aux fins du présent article et de l'article 53, lorsqu'un contribuable autre qu'un courtier ou un négociant en valeurs est un membre d'une société, et qu'une corporation désigne un montant, en vertu du paragraphe 194(4), à l'égard d'une action, d'une créance ou d'un droit, selon le cas, acquis par la société durant une année d'imposition de cette société à titre de premier détenteur ou détenteur enregistré, selon le cas, exception faite d'un courtier ou d'un négociant en valeurs, toute fraction de ce montant qui peut raisonnablement être considérée comme la part du contribuable est réputée être un montant désigné par la corporation le dernier jour de cette année en vertu du paragraphe 194(4) à l'égard d'une action, d'une créance ou d'un droit, selon le cas, acquis par le contribuable à cette date et dont il est le premier détenteur ou détenteur enregistré, selon le cas, exception faite d'un courtier ou d'un négociant en valeurs.

Corporation coopérative

(5) Lorsque, à une date donnée d'une année d'imposition, un contribuable qui est une corporation coopérative (au sens du paragraphe 136(2)) a, en application du paragraphe 135(3), déduit ou retenu un montant sur un paiement qu'il a fait à une personne conformément à une répartition proportionnelle à l'apport commercial, le contribuable peut déduire du montant devant par ailleurs être remis au receveur général en application du paragraphe 135(3), un montant ne dépassant pas l'excédent éventuel

a) du montant qui, n'eût été du présent paragraphe, correspondrait à son crédit d'impôt pour la recherche scientifique pour l'année d'imposition durant laquelle il a fait le paiement, si cette année s'était terminée immédiatement avant la date donnée

sur

b) la somme de chacun des montants déduits en vertu du présent paragraphe de tout montant devant par ailleurs être versé, en application du paragraphe

ments made by it before the particular time and in the taxation year;

and the amount, if any, so deducted from the amount otherwise required to be remitted by subsection 135(3) shall be

(c) deducted in computing the scientific research tax credit of the taxpayer for the taxation year, and

(d) deemed to have been remitted by the taxpayer to the Receiver General on account of tax under this Part of the person to whom that payment was made.

(6) For the purposes of this Act, where at any time in a taxation year a taxpayer has acquired a share, debt obligation or right and is the first registered holder of the share or debt obligation or the first person to have acquired the right, as the case may be, other than a broker or dealer in securities, and an amount is, at any time, designated by a corporation under subsection 194(4), in respect of the share, debt obligation or right, the following rules apply:

(a) he shall be deemed to have acquired the share, debt obligation or right at a cost to him equal to the amount by which

(i) its cost to him as otherwise determined exceeds

(ii) 50% of the amount so designated in respect thereof; and

(b) where the amount determined under subparagraph (a)(ii) exceeds the amount determined under subparagraph (a)(i), the excess shall

(i) where the share, debt obligation or right, as the case may be, is a capital property to him, be deemed to be a capital gain of the taxpayer for the year from the disposition of that property; and

(ii) in any other case, be included in computing the income of the taxpayer for the year,

135(3), au titre des paiements qu'il a faits avant la date donnée et dans l'année d'imposition,

et le montant, si montant il y a, ainsi déduit du montant devant par ailleurs être versé en application du paragraphe 135(3) est

c) déduit dans le calcul du crédit d'impôt pour la recherche scientifique auquel a droit le contribuable pour l'année d'imposition; et

d) réputé avoir été versé par le contribuable au receveur général en paiement de l'impôt à payer en vertu de la présente Partie par le bénéficiaire du paiement.

(6) Pour l'application de la présente loi, lorsqu'à une date quelconque dans une année d'imposition un contribuable a acquis une action, une créance ou un droit dont il est le premier détenteur ou détenteur enregistré, selon le cas, exception faite d'un courtier ou d'un négociant en valeurs, et à l'égard duquel une corporation a, à une date quelconque, désigné un montant en vertu du paragraphe 194(4), dans le calcul du coût d'acquisition de l'action, de la créance ou du droit, les règles suivantes s'appliquent :

a) il est réputé avoir acquis l'action, la créance ou le droit à un prix pour lui égal à l'excédent

(i) du coût pour lui tel que déterminé par ailleurs

sur
(ii) 50% du montant désigné à l'égard de l'action, de la créance ou du droit; et

b) lorsque le montant déterminé en vertu du sous-alinéa a)(ii) dépasse le montant déterminé en vertu du sous-alinéa a)(i), l'excédent est

(i) lorsque l'action, la créance ou le droit, selon le cas, est pour lui un bien en immobilisations, réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de la disposition de ce bien, et

Deduction from
cost

Déduction à
l'égard du coût

and the cost to him of the share shall be deemed to be nil.

Partnership

(7) For the purposes of this section and Part VIII, a partnership shall be deemed to be a person and its taxation year shall be deemed to be its fiscal period.

"Tax otherwise payable" defined

(8) In this section, "tax otherwise payable" under this Part by a taxpayer means the amount that would, but for this section 10 and section 120.1, be the tax payable under this Part by the taxpayer."

(2) Sections 127.1, 127.2 and 127.3 of the said Act, as enacted by subsection (1), are applicable to the 1982 and subsequent taxation years, except that

(a) the prescribed form referred to in subsection 127.1(1) or 127.2(2) of the said Act, as so enacted, may be filed at any time on or before the day that is ninety 20 days after the day this Act is assented to; and

(b) for the purposes of computing the scientific research tax credit of a taxpayer for his 1983 taxation year, where the taxpayer so elects in his return of income under Part I of the said Act for the year, subparagraphs 127.3(2)(a)(iii), (iv) and (v) of the said Act, as so enacted, shall be read as if the references therein to "in the 30 year" were references to "in the year or within 60 days after the end of the year (to the extent that no amount is included in respect of that acquisition in computing his scientific research tax credit for a subsequent taxation year)".

75. (1) Subsection 128(2) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (d) thereof, the following paragraphs:

"(d.1) each indexed security investment plan under which the individual was the

(ii) dans tout autre cas, inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année,

et le coût pour lui de l'action est réputé égal à zéro.

(7) Pour l'application du présent paragraphe et de la Partie VIII, une société est réputée être une personne et son année d'imposition est réputée correspondre à son exercice financier.

(8) Pour l'application du présent article, «impôt payable par ailleurs» en vertu de la présente Partie, à l'égard d'un contribuable, s'entend du montant que celui-ci devrait payer en vertu de la présente Partie 15 si ce n'était du présent article et de l'article 120.1.»

(2) Les articles 127.1, 127.2 et 127.3 de la même loi, tels qu'édictees par le paragraphe (1), s'appliquent aux années d'imposition 20 1982 et suivantes, sauf que

a) la formule prescrite visée au paragraphe 127.1(1) ou 127.2(2) de la même loi, tel qu'édicte ainsi, peut être produite dans les quatre-vingt-dix jours de la sanction de 25 la présente loi; et

b) aux fins du calcul du crédit d'impôt pour la recherche scientifique d'un contribuable pour son année d'imposition 1983, lorsque le contribuable en fait le choix 30 dans sa déclaration de revenu pour l'année prévue à la Partie I de la même loi, les sous-alinéas 127.3(2)a)(iii), (iv) et (v) de la même loi, tel qu'édictees ainsi, s'interprètent comme si, dans ces sous-alinéas, l'ex- 35 pression «durant l'année» était l'expression «durant l'année ou dans les 60 jours de la fin de l'année (dans la mesure où aucun montant n'est inclus à l'égard de cette acquisition dans le calcul de son crédit 40 d'impôt pour la recherche scientifique pour une année d'imposition subséquente)».

75. (1) Le paragraphe 128(2) de la même loi est abrogé par insertion, après l'alinéa d), 45 de ce qui suit :

«d.1) chaque régime de placements en titres indexés auquel le particulier a par-

5

Société

10

«Impôt payable par ailleurs»

40

participant at the end of the taxation year deemed by paragraph (d) to have ended shall be deemed to have been terminated immediately before that time and, notwithstanding paragraph 47.1(10)(f), the individual's capital gain or capital loss for the year from each such plan shall be the amount of the individual's gain or loss, as the case may be, for the year from that plan and the taxpayer shall be deemed not to have a capital loss from that plan for any subsequent taxation year;

(d.2) where paragraph 47.1(10)(f) was applicable to the individual in respect of an indexed security investment plan in the taxation year deemed by paragraph (d) to have ended, the individual shall, notwithstanding paragraph 47.1(10)(f), be deemed to have a capital loss for the year from the plan equal to the aggregate of all amounts that are obtained by determining every amount that, but for this paragraph, would have been a capital loss of the individual from the plan for that year or any subsequent taxation year and not to have a capital loss from the plan for any subsequent taxation year;"

ticipé à la fin de l'année d'imposition réputée, en vertu de l'alinéa d), avoir pris fin est réputé avoir pris fin immédiatement avant cette date et, nonobstant l'alinéa 47.1(10)f), le gain en capital ou la perte en capital du particulier pour l'année résultant de chaque régime constitue le montant du gain ou de la perte, selon le cas, du particulier pour l'année résultant de ce régime et le contribuable est réputé ne pas avoir subi de perte en capital résultant de ce régime pour une année d'imposition subséquente;

d.2) lorsque l'alinéa 47.1(10)f) s'est appliqué au particulier à l'égard d'un régime de placements en titres indexés dans l'année d'imposition réputée, en vertu de l'alinéa d), avoir pris fin, le particulier est réputé, nonobstant l'alinéa 47.1(10)f), avoir subi une perte en capital pour l'année résultant du régime égale au total des montants qui sont obtenus en déterminant tout montant qui, si ce n'était du présent alinéa, aurait constitué une perte en capital subie par le particulier résultant du régime pour cette année ou une année d'imposition subséquente, et ne pas subir de perte en capital résultant du régime pour une année d'imposition subséquente;"

(2) Subsection (1) is applicable with respect to bankruptcies occurring after September 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux faillites survenant après le 30 septembre 1983.

76. (1) Paragraph 129(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

35

"(b) shall, with all due dispatch, make such a refund after mailing the notice of assessment if application therefor has been made in writing by the corporation within

40

- (i) the 7 year period referred to in paragraph 152(4)(b), where that paragraph applies, and
- (ii) the 4 year period referred to in paragraph 152(4)(c), in any other case."

45

76. (1) L'alinéa 129(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) doit effectuer un tel remboursement avec toute la diligence possible après avoir envoyé l'avis de cotisation par la poste, si la corporation a présenté une demande en ce sens, par écrit, dans

- (i) la période de 7 ans visée à l'alinéa 152(4)b), lorsque cet alinéa s'applique, et
- (ii) dans la période de 4 ans visée à l'alinéa 152(4)c), dans tous les autres cas.»

(2) Subclause 129(3)(a)(i)(B)(I) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(I) the amount, if any, deducted under paragraph 111(1)(b) from the corporation’s income for the year, and” 5

(3) All that portion of subparagraph 129(3)(a)(ii) of the said Act following clause (B) thereof is repealed and the following substituted therefor: 10

“exceeds 25% of the amount, if any, deducted under paragraph 111(1)(b) from the corporation’s income for the year,” 15

(4) Subclause 129(4)(a)(i)(A)(II) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(II) the aggregate of all amounts each of which is the portion of a taxable capital gain referred to in subclause (I) from the disposition by it of a property, other than a designated property, that may reasonably be regarded as having accrued while the property, or a property for which it was substituted, was property of a corporation other than a Canadian-controlled private corporation, an investment corporation, a mortgage investment corporation or a mutual fund corporation” 20 25 30 35

(5) Subclause 129(4)(a)(i)(B)(II) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(II) the aggregate of all amounts each of which is the portion of an allowable capital loss referred to in subclause (I) from the disposition by it of a property, other than a designated property, that may reasonably be regarded as having accrued while the property, or a property for which it was substituted, was 40 45

(2) La sous-disposition 129(3)a)(i)(B)(I) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(I) la somme, s’il y a lieu, déduite en vertu de l’alinéa 111(1)b) du revenu de la corporation pour l’année, et» 5

(3) Le passage du sous-alinéa 129(3)a)(ii) de la même loi qui suit la disposition (B) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

«qui est en sus d’un montant égal à 25% de la somme, s’il y a lieu, déduite en vertu de l’alinéa 111(1)b) du revenu de la corporation pour l’année,» 15

(4) La sous-disposition 129(4)a)(i)(A)(II) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(II) du total des montants dont chacun représente la fraction d’un gain en capital imposable visé à la sous-disposition (I) tiré de la disposition par lui d’un bien, autre qu’un bien désigné, qui peut raisonnablement être considérée comme s’étant accumulée lorsque le bien, ou le bien qui lui est substitué, appartenait à une corporation autre qu’une corporation privée dont le contrôle est canadien, une corporation de placements, une corporation de placements hypothécaires ou une corporation de fonds mutuels» 20 25 30 35 35

(5) La sous-disposition 129(4)a)(i)(B)(II) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(II) du total des montants dont chacun représente la fraction d’une perte en capital déductible visée à la sous-disposition (I) subie lors de la disposition par lui d’un bien, autre qu’un bien désigné, qui peut raisonnablement être considérée comme s’étant accumulée lorsque le bien, ou le bien qui lui est substitué, appar- 40 45

property of a corporation other than a Canadian-controlled private corporation, an investment corporation, a mortgage investment corporation or a mutual fund corporation, and 5

tenait à une corporation autre qu'une corporation privée dont le contrôle est canadien, une corporation de placements, une corporation de placements hypothécaires ou une corporation de fonds mutuels, et 5

(6) All that portion of subsection 129(4.3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor: 10

(6) Le passage du paragraphe 129(4.3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

«Designated property»

“(4.3) In subparagraph (4)(a)(i), “designated property” means any particular property of a corporation that last became a private corporation before November 13, 1981 and that was acquired 15 by it”

«(4.3) Au sous-alinéa (4)a)(i), «bien désigné» s'entend de tout bien donné qui a été acquis par une corporation qui est devenue pour la dernière fois une corporation privée avant le 13 novembre 1981» 15

«Bien désigné»

(7) Subsection (1) is applicable after April 19, 1983.

(7) Le paragraphe (1) s'applique après le 19 avril 1983.

(8) Subsections (2) and (3) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years 20 and with respect to amounts deductible under paragraph 111(1)(b) of the said Act in respect of losses determined for the 1983 and subsequent taxation years.

(8) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes et aux sommes déductibles en vertu de l'alinéa 20 111(1)b) de la même loi relativement aux pertes déterminées pour les années d'imposition 1983 et suivantes.

(9) Subsections (4) and (5) are applicable 25 with respect to dispositions occurring after November 12, 1981 otherwise than pursuant to an agreement in writing entered into on or before that date.

(9) Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent aux dispositions ayant lieu après le 12 25 novembre 1981, autrement qu'en conformité avec une entente écrite conclue au plus tard à cette date.

(10) Subsection (6) is applicable after 30 November 12, 1981.

(10) Le paragraphe (6) s'applique après le 30 12 novembre 1981.

77. (1) Subparagraph 130(3)(b)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

77. (1) Le sous-alinéa 130(3)b)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(ii) the aggregate of its allowable 35 capital losses for the year from dispositions of property and the amount, if any, deducted under paragraph 111(1)(b) for the purpose of computing its taxable income for the year.” 40

«(ii) total de ses pertes en capital déductibles pour l'année provenant de 35 la disposition de biens et de la somme, si somme il y a, déduite en vertu de l'alinéa 111(1)b) aux fins du calcul de son revenu imposable pour l'année.»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years and with respect to amounts deductible under paragraph 111(1)(b) of the said Act in respect of losses determined for the 1983 and subse- 45 quent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 40 années d'imposition 1983 et suivantes et aux sommes déductibles en vertu de l'alinéa 111(1)b) de la même loi relativement aux pertes déterminées pour les années d'imposition 1983 et suivantes. 45

78. (1) Paragraph 131(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) notwithstanding anything in this Act other than subsection 47.1(18), any amount received by a taxpayer in a taxation year as, on account or in lieu of payment of, or in satisfaction of the dividend shall not be included in computing his income for the year as income from a share of the capital stock of the corporation, but shall be deemed to be a capital gain of the taxpayer for the year from the disposition of capital property.”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to amounts received after September 30, 1983.

79. (1) Paragraph 133(2)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(c) net capital losses as provided for by section 111.”

(2) Subsection (1) is applicable in computing taxable income for the 1982 and subsequent taxation years.

80. (1) All that portion of subsection 138(11.3) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(11.3) Except for the purposes of paragraph (12)(b) as it applies to paragraph (3)(c), subparagraph 13(21)(f)(i), clause 13(21)(f)(iv)(B), paragraphs (3)(d) and (4)(c) and any regulation made under paragraph (12)(l), where a life insurer resident in Canada, or a non-resident insurer, that carries on an insurance business in Canada and in a country other than Canada, at any time,”

(2) Subsection (1) is applicable with respect to changes in use of property occurring in taxation years commencing after November 12, 1981.

78. (1) L'alinéa 131(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(b) nonobstant toute autre disposition contenue dans la présente loi, à l'exception de l'alinéa 47.1(18), tout montant reçu par un contribuable dans une année d'imposition à titre, au titre ou en paiement intégral ou partiel du dividende n'est pas compris dans le calcul de son revenu pour l'année à titre de revenu tiré d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année, résultant de la disposition d'un bien en immobilisations.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants reçus après le 30 septembre 1983.

79. (1) L'alinéa 133(2)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) des pertes en capital nettes, ainsi que le prévoit l'article 111.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique dans le calcul du revenu imposable pour les années 1982 et suivantes.

80. Le passage du paragraphe 138(11.3) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(11.3) Sauf pour l'application de l'alinéa (12)b) aux fins de l'alinéa (3)c), du sous-alinéa 13(21)f(i), de la disposition 13(21)f(iv)(B), des alinéas (3)d) et (4)c) et de tout règlement établi sous le régime de l'alinéa (12)l), lorsqu'un assureur sur la vie résidant au Canada, ou un assureur non résidant, qui exploite une entreprise d'assurance au Canada et dans un pays autre que le Canada, à une date quelconque,»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux changements dans l'utilisation d'un bien survenant au cours des années d'imposition commençant après le 12 novembre 1981.

Deemed
disposition

Disposition
présumée

81. (1) All that portion of paragraph 138.1(1)(a) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(a) an *inter vivos* trust (in this section and section 47.1 referred to as the “related segregated fund trust”) is deemed to be created at the time that is the later of”

(2) Subsection 138.1(1) of the said Act is further amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (j) thereof, and by repealing paragraph (k) thereof and substituting the following therefor:

“(k) a reference to “the terms and conditions of the trust arrangement” in section 104 or subsection 127.2(3) is deemed to include a reference to the terms and conditions of the related segregated fund policy and the trustee is deemed to have designated the amounts referred to in that section in accordance with those terms and conditions; and

(l) where at any time an insurer acquires a share as a first registered holder thereof and allocates the share to a related segregated fund trust, the trust shall be deemed to have acquired the share at that time as the first registered holder thereof for the purpose of computing its share-purchase tax credit and the insurer shall be deemed not to have acquired the share for the purpose of computing its share-purchase tax credit.”

(3) Subsection (1) is applicable after September 30, 1983.

(4) Subsection (2) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

82. (1) Paragraph 146.2(1)(c) of the said Act is repealed.

(2) Paragraph 146.2(2)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(f) the beneficiary has not previously been a beneficiary under a registered home ownership savings plan and has

81. (1) Le passage de l’alinéa 138.1(1)a) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) une fiducie non testamentaire (appelée dans le présent article et dans l’article 47.1 «fiducie créée à l’égard du fonds réservé») est réputée être créée à la dernière des dates suivantes :»

(2) Le paragraphe 138.1(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l’alinéa j), par abrogation de l’alinéa k) et par substitution de ce qui suit :

«k) un renvoi aux «modalités du contrat de fiducie» à l’article 104 ou au paragraphe 127.2(3) est réputé comprendre un renvoi aux modalités de la police à fonds réservé et le fiduciaire est réputé avoir désigné les montants visés dans cet article en conformité de ces modalités; et

l) lorsque, à une date quelconque, un assureur acquiert une action à titre de premier détenteur inscrit et attribue l’action à une fiducie ou à l’égard du fonds réservé, la fiducie est réputée avoir acquis l’action à cette date à titre de premier détenteur inscrit aux fins du calcul de son crédit d’impôt à l’achat d’actions et l’assureur est réputé ne pas avoir acquis l’action aux fins du calcul de son crédit d’impôt à l’achat d’actions.»

(3) Le paragraphe (1) s’applique après le 30 septembre 1983.

(4) Le paragraphe (2) s’applique aux années d’imposition 1983 et suivantes.

82. (1) L’alinéa 146.2(1)c) de la même loi est abrogé.

(2) L’alinéa 146.2(2)f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«f) le bénéficiaire n’a jamais auparavant été bénéficiaire d’un régime enregistré d’épargne-logement et n’a jamais

not previously claimed a deduction under subsection (4);”

(3) In its application to the 1983 and 1984 taxation years, subsection 146.2(4) of the said Act shall be read as follows:

“(4) There may be deducted in computing the income for a taxation year of a taxpayer who, at any time in the year, is a beneficiary under a registered home ownership savings plan, the amount of any contribution paid by the taxpayer under the plan during the year not exceeding the least of

(a) \$1,000,

(b) the aggregate of all contributions paid by the taxpayer in the year and before April 20, 1983 plus the amount, if any, by which

(i) the lesser of

(A) the aggregate of all contributions paid by the taxpayer in the year and after April 19, 1983, and

(B) \$1,000

exceeds

(ii) the aggregate of all amounts each of which is an amount that, by virtue of subparagraph (6)(a)(ii), is not required to be included in computing the taxpayer's income pursuant to subsection (6), and

(c) \$10,000 minus the aggregate of all contributions made by him in respect of previous taxation years,

except that where

(d) the taxpayer or his spouse with whom he resided during the year did not, at any time after 1981 and before the date of acquisition of the owner-occupied home described in paragraph (f), own (whether jointly with another person or otherwise) real property any portion of which was used after 1981 as a dwelling place, and

(e) all amounts in the plan have been received in the year by the taxpayer as a beneficiary in satisfaction of all his rights under the plan and have been used by him during the period beginning

réclamé une déduction prévue au paragraphe (4);»

(3) Pour son application aux années d'imposition 1983 et 1984, le paragraphe 146.2(4) de la même loi est interprété comme suit :

«(4) Il peut être déduit dans le calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'un contribuable qui, à une date quelconque de l'année, est bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-logement, le montant de la contribution qu'il a versée en vertu du régime pendant l'année jusqu'à concurrence du moins élevé des montants suivants :

a) \$1,000,

b) le total de toutes les contributions versées par le contribuable au cours de l'année et avant le 20 avril 1983 plus l'excédent éventuel

(i) du moindre des montants suivants :

(A) le total de toutes les contributions versées par le contribuable au cours de l'année et après le 19 avril 1983, ou

(B) \$1,000

sur

(ii) le total des montants dont chacun représente une somme qui, en application du sous-alinéa (6)a)(ii), n'a pas à être incluse dans le calcul du revenu du contribuable en vertu du paragraphe (6), et

c) \$10,000 moins le total de toutes les contributions qu'il a versées pour les années d'imposition antérieures,

sauf que, dans les cas où

d) le contribuable, ou son conjoint avec qui il a résidé au cours de l'année, n'était pas propriétaire (soit conjointement avec une autre personne ou autrement) à une date quelconque postérieure à 1981 et antérieure à la date d'acquisition du logement de type propriétaire-occupant visé à l'alinéa f) d'un bien immeuble dont une partie quelconque a été utilisée comme un lieu d'habitation après 1981, et

on April 20, 1983 and ending on the day that is 60 days after the end of the year, to acquire within that period his owner-occupied home or his owner-occupied home and new home furnishings therefor, 5

the taxpayer may deduct under this subsection a specified amount if

(f) his owner-occupied home had not been used for any purpose other than display before its acquisition by him and is inhabited by him before the end of the period referred to in paragraph (e), 10

(g) no person other than the taxpayer has deducted a specified amount under this subsection for a taxation year in respect of the acquisition of the same owner-occupied home, and 15

(h) no amount has been, and in no case will be, paid to any person under section 34.16 of the *National Housing Act* in respect of the same owner-occupied home; 20

and for the purposes of this section,

(i) a taxpayer who was eligible to become a beneficiary under a home ownership savings plan immediately before he acquired his owner-occupied home described in paragraph (f) and did not subsequently in the year become a beneficiary under such a plan shall be deemed to have been a beneficiary under a registered home ownership savings plan in the year if he so elects in prescribed form with his return of income under this Part for the year, and 30

(j) "specified amount" in relation to a taxpayer for a taxation year means an amount equal to the lesser of 35

(i) the amount determined in respect of the taxpayer for the year under paragraph (c), and 40

(ii) the amount, if any, by which the aggregate of the cost to the taxpayer of his owner-occupied home described in paragraph (f) and of the new home furnishings therefor and the taxpayer's total contributions under a plan in the year exceeds the aggregate of all amounts each of which is an amount 50

e) tous les montants dans le régime ont été reçus dans l'année par le contribuable en tant que bénéficiaire et en règlement de tous ses droits en vertu du régime, et ont été utilisés par lui pendant la période commençant le 20 avril 1983 et finissant 60 jours après la fin de l'année pour l'acquisition, au cours de cette période, de son logement de type propriétaire-occupant ou de son logement de type propriétaire-occupant et d'ameublement neuf pour celui-ci, 5

le contribuable peut déduire en vertu du présent paragraphe une somme désignée si

f) son logement de type propriétaire-occupant n'a pas été utilisé, sauf comme modèle, avant qu'il n'en fasse l'acquisition et il y habite avant la fin de la période visée à l'alinéa e), 10

g) aucune personne, sauf le contribuable, n'a déduit une somme désignée en vertu du présent paragraphe pour une année d'imposition en rapport avec l'acquisition du même logement de type propriétaire-occupant, et 25

h) aucune somme n'a été payée, ni en aucun cas ne le sera à une personne en vertu de l'article 34.16 de la *Loi nationale sur l'habitation* en rapport avec le logement de type propriétaire-occupant; 30

et, pour l'application du présent article,

i) le contribuable qui était admissible à devenir bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-logement immédiatement avant qu'il ait acquis son logement de type propriétaire-occupant visé à l'alinéa f) et qui ne l'est pas devenu par la suite durant l'année est réputé avoir été bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-logement durant l'année, s'il en fait le choix en la forme prescrite dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente Partie pour l'année, et 40

j) «somme désignée» en rapport avec un contribuable pour une année d'imposition, désigne une somme égale à la moins élevée des sommes suivantes :

(i) la somme déterminée pour le contribuable, pour l'année, en vertu de l'alinéa c), ou 50

that, by virtue of paragraph (6)(a), was not required to be included in computing his income for the year or the immediately preceding taxation year pursuant to subsection (6) or that was deducted in computing his income for the year under subsection (6.1), as the case may be.” 5

(ii) l'excédent éventuel du total du coût, pour le contribuable, de son logement de type propriétaire-occupant visé à l'alinéa f) et de l'ameublement neuf qui y est destiné et les contributions totales du contribuable en vertu d'un régime pour l'année sur le total de tous les montants dont chacun représente un montant qui, en application de l'alinéa (6)a), n'avait pas à être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année, ou pour l'année précédente, conformément au paragraphe (6) ou qui a été déduit dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe (6.1), selon le cas.» 10 15

(4) In its application to the 1983 taxation year, paragraph 146.2(6)(a) of the said Act shall be read as follows: 10

(4) Pour son application à l'année d'imposition 1983, l'alinéa 146.2(6)a) de la même loi est interprété comme suit : 20

“(a) is a payment

(i) to the taxpayer that he used in the year or within 60 days after the end of the year to acquire his owner-occupied home described in paragraph (4)(f), to acquire such a home and new home furnishings therefor or to acquire his owner-occupied home, or 20

(ii) in the case of a taxpayer who was a beneficiary under such a plan on April 19, 1983, to the taxpayer that he used in the year or within 60 days after the end of the year to purchase new home furnishings for his personal use in Canada if such purchase is proven by filing receipts with his return of income for the year under this Part;” 30

«a) représente un versement

(i) au contribuable que celui-ci a utilisé, dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année, pour acquérir son logement de type propriétaire-occupant visé à l'alinéa (4)f) ou pour acquérir un tel logement et de l'ameublement neuf pour celui-ci ou pour acquérir son logement de type propriétaire-occupant, ou 30

(ii) au contribuable qui était, le 19 avril 1983, bénéficiaire en vertu d'un tel régime et que celui-ci a utilisé, dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année, pour acheter de l'ameublement neuf pour son propre usage au Canada, si un tel achat est attesté par l'envoi de reçus avec sa déclaration de revenu pour l'année en vertu de la présente Partie;» 40

(5) In its application to the 1984 taxation year, paragraph 146.2(6)(a) of the said Act shall be read as follows:

(5) Pour son application à l'année d'imposition 1984, l'alinéa 146.2(6)a) de la même loi est interprété comme suit :

“(a) is a payment to the taxpayer that he used in the year or within 60 days after the end of the year to acquire his owner-occupied home described in paragraph (4)(f), to acquire such a home 35

«a) représente un versement au contribuable que celui-ci a utilisé, dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année, pour acquérir son logement de type propriétaire-occupant visé 45

and new home furnishings therefor or to acquire his owner-occupied home;”		à l’alinéa (4)f) ou pour acquérir un tel logement et de l’ameublement neuf pour celui-ci, ou pour acquérir son logement de type propriétaire occupant;»	
(6) Section 146.2 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:		(6) L’article 146.2 de la même loi est 5 modifié par adjonction du paragraphe suivant :	
Payment other than single payment	“(21) Notwithstanding anything in this section, where	«(21) Nonobstant toute autre disposition du présent article, lorsque	Versements multiples
	(a) at any time after April 19, 1983 and before 1984 an individual receives a payment as a beneficiary out of or under 10 a registered home ownership savings plan,	a) à une date quelconque postérieure au 10 19 avril 1983 et antérieure à 1984, un particulier reçoit un versement à titre de bénéficiaire en vertu d’un régime enregistré d’épargne-logement,	
	(b) the individual was the beneficiary under such a plan on April 19, 1983, and 15	b) le particulier était bénéficiaire en 15 vertu d’un tel régime le 19 avril 1983, et	
	(c) the individual uses an amount equal to the payment to purchase on or before February 29, 1984 new home furnishings for his use in Canada,	c) le particulier utilise un montant égal au versement pour acheter, au plus tard le 29 février 1984, de l’ameublement neuf pour son propre usage au Canada, 20	
	the Minister shall not revoke the plan pursuant to paragraph (7)(b) by reason only that such payment was made out of or under the plan to the individual.”	le Ministre n’annule pas le régime conformément à l’alinéa (7)b) pour le seul motif que ce versement a été effectué au particulier en vertu du régime.»	
(7) Subsection (1) is applicable to the 1985 and subsequent taxation years and, in 25 its application to the 1983 and 1984 taxation years, paragraph 146.2(1)(c) of the said Act shall be read as follows:		(7) Le paragraphe (1) s’applique aux 25 années d’imposition 1985 et suivantes et, pour son application aux années d’imposition 1983 et 1984, l’alinéa 146.2(1)c) de la même loi est interprété comme suit :	
“(c) “new home furnishings”, in relation to the acquisition thereof by a tax- 30 payer, means any of the following furnishings that have not been used or acquired for use before the later of April 20, 1983 and the date of their acquisition by the taxpayer by any person for 35 any purpose, other than display, namely,		«c) «ameublement neuf» désigne, relati- 30 vement à son acquisition par un contribuable, un des articles suivants qui n’a pas été utilisé ou acquis par quiconque avant le 20 avril 1983, ou avant la date de son acquisition par le contribuable si 35 celle-ci est postérieure, autre que la mise en montre, à savoir :	
(i) furniture designed for use in the home, other than any item of furniture listed or described in, or containing as a component part thereof any 40 item listed or described in, any of subparagraphs (v) to (viii),		(i) meubles meublant conçus pour être utilisés dans une habitation, à l’exception d’un article énuméré ou 40 visé à l’un des sous-alinéas (v) à (viii), ou dont un des éléments est un article énuméré ou visé à l’un de ces sous-alinéas,	
(ii) counter top stoves, clothes washers, clothes dryers, dishwashers, floor polishers, freezers, ovens, refrigerators, 45 rug shampooers, stoves or vacuum cleaners, other than any such		(ii) surfaces de cuisson intégrées, 45 laveuses et sècheuses à linge, lave-vaisselles, polisseuses à plancher, congélateurs, fours, réfrigérateurs, appa-	

item with a purchase price of less than \$100,

(iii) curtains, drapes, blinds or interior window shutters, or

(iv) rugs, carpets or underpadding, 5

but does not include

(v) any item listed or described in any of subparagraphs (i) to (iv) if the item is for outdoor use or is acquired by the taxpayer for the purpose of 10 gaining or producing income,

(vi) clocks, musical instruments and home entertainment equipment including games tables, computers, projectors, recording equipment, 15 radios, stereos, televisions or video games,

(vii) humidifiers, dehumidifiers, air cleaners or conditioners, and

(viii) listed personal property;" 20

(8) Subsection (2) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

83. (1) Subparagraph 148(9)(a)(v.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(v.1) in the case of an interest in a life annuity contract, as defined by regulation, to which subsection 12.2(1), (3) or (4) applies for the taxation year that includes that time 30 or would apply if the contract had a third anniversary in the year, the aggregate of all amounts each of which is a mortality gain, as defined 35 by regulation and determined by the issuer of the contract in accordance with the regulations, in respect of the interest immediately before the end of the calendar year ending in a taxation year commencing before that time" 40

(2) Subparagraph 148(9)(a)(ix) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

reils à laver les tapis, cuisinières et aspirateurs, à l'exception de tels articles dont le prix d'achat est inférieur à \$100,

(iii) rideaux, draperies, stores ou persiennes intérieures, ou 5

(iv) tapis, moquettes ou sous-tapis,

mais ne comprend pas

(v) un article énuméré ou visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iv) si le contri- 10 buable l'acquiert pour l'utiliser à l'extérieur ou pour en tirer un revenu,

(vi) horloges, instruments de musique et appareils de divertissement au foyer tels que tables de jeu, ordina- 15 teurs, projecteurs, appareils d'enregistrement, radios, appareils stéréophoniques, télévisions et jeux électroniques,

(vii) humidificateurs, déshumidifica- 20 teurs, purificateurs d'air ou climatiseurs, et

(viii) biens personnels désignés;»

(8) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes. 25

83. (1) Le sous-alinéa 148(9)a)(v.1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui 25 suit :

«(v.1) dans le cas d'une participation dans un contrat de rente viagère, telle 30 que définie par règlement, à laquelle le paragraphe 12.2(1), (3) ou (4) s'applique pour l'année d'imposition qui comprend cette date ou s'appliquerait si le troisième anniversaire du 35 contrat survenait dans l'année, du total de toutes les sommes dont chacune représente un gain de mortalité, tel que défini par règlement et déterminé par l'émetteur du contrat con- 40 formément aux règlements, relativement à la participation immédiatement avant la fin de l'année civile se terminant dans une année d'imposition commençant avant cette 45 date»

(2) Le sous-alinéa 148(9)a)(ix) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(ix) in the case of an interest in a life insurance policy (other than an annuity contract) that was last acquired after December 1, 1982 by the policyholder, the aggregate of all amounts each of which is the net cost of pure insurance, as defined by regulation and determined by the issuer of the policy in accordance with the regulations, in respect of the interest immediately before the end of the calendar year ending in a taxation year commencing after May 31, 1985 and before that time,”

(3) Subparagraph 148(9)(a)(xi) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(xi) in the case of an interest in a contract described in subparagraph (v.1), the aggregate of all amounts each of which is a mortality loss, as defined by regulation and determined by the issuer of the contract in accordance with the regulations, in respect of the interest before that time;”

(4) It is hereby declared that section 308 of the *Income Tax Regulations* made by Order in Council P.C. 1983-3530 of November 17, 1983 is deemed to have been validly made on that date, with effect as provided in section 8 of the schedule to that Order, as if paragraph 148(9)(a) of the said Act, as amended by subsections (1) to (3), had been in force on that date.

(5) Subsections (1), (2) and (3) are applicable to taxation years commencing after 1982.

84. (1) Subparagraph 149(1)(o.2)(iv) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of clause (B) thereof and by adding thereto the following clause:

“(D) one or more prescribed persons, or”

(2) Subparagraph 149(5)(f)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

«(ix) dans le cas d’une participation dans une police d’assurance-vie (autre qu’un contrat de rente) qui a été acquise pour la dernière fois après le 1^{er} décembre 1982 par le détenteur de la police, du total de toutes les sommes dont chacune représente le coût net de l’assurance pure, tel que défini par règlement et déterminé par l’émetteur de la police conformément aux règlements, à l’égard de la participation immédiatement avant la fin de l’année civile se terminant dans une année d’imposition commençant après le 31 mai 1985 et avant cette date,»

(3) Le sous-alinéa 148(9)a)(xi) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(xi) dans le cas d’une participation dans un contrat visée au sous-alinéa (v.1), du total de toutes les sommes dont chacune représente une perte de mortalité, telle que définie par règlement et déterminée par l’émetteur du contrat conformément aux règlements, relativement à la participation avant cette date;»

(4) Il est déclaré que l’article 308 du *Règlement de l’impôt sur le revenu*, édicté 30 par le décret C.P. 1983-3530 du 17 novembre 1983, est réputé avoir été valablement édicté à cette date selon les termes de l’article 8 de l’annexe de ce décret comme si l’alinéa 148(9)a) de la même loi, modifié par les paragraphes (1) à (3), avait été en 35 vigueur à cette date.

(5) Les paragraphes (1), (2) et (3) s’appliquent aux années d’imposition commençant après 1982. 40

84. (1) Le sous-alinéa 149(1)o.2)(iv) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de la disposition (B) et par adjonction de ce qui suit :

«(D) à une ou plusieurs personnes prescrites, ou»

(2) Le sous-alinéa 149(5)f)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(ii) no deduction shall be made under section 109, 112 or 113;”

(3) Subsection 149(5) of the said Act is further amended by adding the word “and” at the end of paragraph (f) thereof, by striking out the word “and” at the end of paragraph (g) thereof and by repealing paragraph (h) thereof.

(4) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after 1978.

(5) Subsection (2) is applicable to the 1984 and subsequent taxation years.

85. (1) Paragraph 152(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) the amount of tax, if any, deemed by subsection 119(2), 120(2), 122.2(1), 127.1(1), 127.2(2) or 144(9) to have been paid on account of the tax under this Part for the year.”

(2) Subsections 152(1.1) to (1.3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(1.1) Where the Minister ascertains the amount of a taxpayer’s non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss or farm loss for a taxation year and that amount is different from the amount reported by the taxpayer in his return of income for that year, the Minister shall, at the request of the taxpayer, determine, with all due dispatch, the amount of such loss and shall send a notice of determination to the person by whom the return was filed.

(1.2) The provisions of paragraphs 56(1)(I) and 60(o), this Division and Division J, as they relate to an assessment or a reassessment and to assessing and reassessing tax, are applicable, with such modifications as the circumstances require, to a determination or redetermination and to determining and redetermining amounts under this Division, except that subsections (1) and (2) are not applicable to determinations made under subsection

«(ii) aucune déduction n’est faite en vertu de l’article 109, 112 ou 113;»

(3) Le paragraphe 149(5) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l’alinéa g), par adjonction du mot «et» à la fin de l’alinéa f) et par abrogation de l’alinéa h).

(4) Le paragraphe (1) s’applique aux 10 années d’imposition commençant après 1978.

(5) Le paragraphe (2) s’applique aux 10 années d’imposition 1984 et suivantes.

85. (1) L’alinéa 152(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) le montant d’impôt éventuel qui est réputé, en vertu du paragraphe 119(2), 120(2), 122.2(1), 127.1(1), 127.2(2) ou 144(9), avoir été versé au titre de l’impôt en vertu de la présente Partie pour l’année.»

(2) Les paragraphes 152(1.1) à (1.3) de la 20 même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«(1.1) Lorsque le Ministre décide que le montant de la perte autre qu’une perte en capital, de la perte en capital nette, de la perte agricole restreinte ou de la perte agricole d’un contribuable pour une année d’imposition est différent du montant que le contribuable a déclaré dans sa déclaration de revenu pour cette année, le Ministre doit, si le contribuable en fait la demande, déterminer avec diligence le montant de cette perte et doit envoyer à la personne qui a produit la déclaration un avis de détermination.

(1.2) Les dispositions des alinéas 56(1)I) et 60o) et celles de la présente section et de la section J, dans la mesure où elles visent les cotisations ou les nouvelles cotisations ou l’établissement de cotisations ou de nouvelles cotisations d’impôt, s’appliquent, avec les adaptations de circonstance, à une détermination ou à une nouvelle détermination de montants en vertu de la présente section, sauf que les paragraphes (1) et (2) ne s’appliquent pas aux

Determination
of losses

Provisions
applicable

Détermination
de pertes

Dispositions
applicables

(1.1) and, for greater certainty, an original determination of a taxpayer's non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss or farm loss for a taxation year may be made by the Minister only at the request of the taxpayer. 5

Determination
binding

(1.3) For greater certainty, where the Minister makes a determination of the amount of a taxpayer's non-capital loss, net capital loss, restricted farm loss or farm loss for a taxation year, the determination is (subject to the taxpayer's rights of objection and appeal in respect of the determination and to any redetermination by the Minister) binding on both the Minister and the taxpayer for the purposes of calculating the taxable income of the taxpayer in any other year." 15

(3) Subsection 152(4) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof and by repealing all that portion of that subsection following paragraph (a) thereof and substituting the following therefor:

"(b) within 7 years from the day referred to in subparagraph (a)(ii), if 25

(i) an assessment or reassessment of the tax of the taxpayer was required pursuant to subsection (6) or would have been required if the taxpayer had claimed an amount by filing the prescribed form referred to in that subsection on or before the day referred to therein, or

(ii) there is reason, as a consequence of the assessment or reassessment of another taxpayer's tax pursuant to this paragraph or subsection (6), to assess or reassess the taxpayer's tax for any relevant taxation year, and 40

(c) within 4 years from the day referred to in subparagraph (a)(ii), in any other case,

reassess or make additional assessments, or assess tax, interest or penalties under 45

déterminations en vertu du paragraphe (1.1) et, pour une plus grande précision, le montant d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte en capital nette, d'une perte agricole restreinte ou d'une perte agricole d'un contribuable pour une année d'imposition ne peut être initialement déterminé par le Ministre que si le contribuable en fait la demande. 5

(1.3) Pour plus de précision, lorsque le Ministre détermine le montant d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte en capital nette, d'une perte agricole restreinte ou d'une perte agricole d'un contribuable pour une année d'imposition, sous réserve des droits d'opposition et d'appel du contribuable à l'égard de la détermination et sous réserve de toute nouvelle détermination par le Ministre, le montant déterminé lie à la fois le Ministre et le contribuable aux fins du calcul du revenu imposable du contribuable pour toute autre année.» 10

Détermination
exécutoire

(3) Le paragraphe 152(4) de la même loi est modifié par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa a), par abrogation du passage de ce paragraphe suivant l'alinéa a) et par substitution de ce qui suit :

«b) dans un délai de 7 ans à compter du jour visé au sous-alinéa a)(ii) lorsque 30

(i) une cotisation ou une nouvelle cotisation de l'impôt du contribuable a été exigée conformément au paragraphe (6), ou l'aurait été, en application de ce paragraphe, si ce n'avait été de la production par le contribuable de la formule prescrite visée à ce paragraphe au plus tard à la date qui y est mentionnée, ou

(ii) il y a lieu, à la suite de l'établissement de la cotisation ou d'une nouvelle cotisation de l'impôt d'un autre contribuable conformément au présent alinéa ou au paragraphe (6), d'établir une cotisation ou une nouvelle cotisation de l'impôt du contribuable pour toute année d'imposition pertinente, et 45

this Part, as the circumstances require, except that a reassessment, an additional assessment or assessment may be made under paragraph (b) after 4 years from the day referred to in subparagraph (a)(ii) only to the extent that it may reasonably be regarded as relating to the assessment or reassessment referred to in that paragraph."

c) dans un délai de 4 ans à compter du jour visé au sous-alinéa a)(ii), dans tous les autres cas,

procéder à de nouvelles cotisations ou en établir de supplémentaires, ou fixer des impôts, intérêts ou pénalités en vertu de la présente Partie, selon que les circonstances l'exigent, sauf qu'une nouvelle cotisation, une cotisation supplémentaire ou une cotisation peuvent être établies en vertu de l'alinéa b) plus de 4 ans après la date visée au sous-alinéa a)(ii) seulement si cette mesure peut être raisonnablement considérée comme se rapportant à la cotisation ou à la nouvelle cotisation visée à cet alinéa.

(4) Subsection 152(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le paragraphe 152(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Reassessment

"(6) Where a taxpayer has filed for a particular taxation year the return of income required by section 150 and an amount is subsequently claimed by him or on his behalf for the year as

(a) a deduction under paragraph 3(e), by virtue of his death in a subsequent taxation year and the consequent application of section 71 in respect of an allowable capital loss for the year,

(b) a deduction under section 41 in respect of his listed-personal-property loss for a subsequent taxation year,

(c) a deduction under section 110 in respect of a gift made in a subsequent taxation year or under section 111 in respect of a loss for a subsequent taxation year,

(d) a deduction under subsection 127(5) in respect of property acquired or an expenditure made in a subsequent taxation year,

(e) a deduction under subsection 127.2(1) in respect of his unused share-purchase tax credit for a subsequent taxation year, or

(f) a deduction under subsection 127.3(1) in respect of his unused scientific research tax credit for a subsequent taxation year,

«(6) Lorsqu'un contribuable a produit la déclaration de revenu prescrite par l'article 150 pour une année d'imposition et que, par la suite, une somme est réclamée pour l'année par lui ou pour son compte à titre de

a) déduction, en application de l'alinéa (3)e, résultant de son décès au cours d'une année d'imposition subséquente ayant entraîné l'application de l'article 71 relativement à une perte en capital déductible pour l'année,

b) déduction d'un montant en vertu de l'article 41 relativement à sa perte relative à des biens personnels désignés pour une année d'imposition subséquente,

c) déduction, en application de l'article 110, relativement à un don fait dans une année d'imposition subséquente ou, en application de l'article 111, relativement à une perte subie pour une année d'imposition subséquente, ou

d) déduction, en application du paragraphe 127(5), relativement à des biens acquis ou des dépenses faites dans une année d'imposition subséquente,

e) déduction en application du paragraphe 127.2(1) à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour une année d'imposition subséquente, ou

Nouvelle cotisation

by filing with the Minister, on or before the day on or before which the taxpayer is, or would be if a tax under this Part were payable by him for that subsequent taxation year, required by section 150 to file a return of income for that subsequent taxation year, a prescribed form amending the return, the Minister shall reassess the taxpayer's tax for any relevant taxation year (other than a taxation year preceding the particular taxation year) in order to take into account the deduction claimed."

(5) Subsections (1) and (2) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(6) Subsections (3) and (4) are applicable after April 19, 1983, except that where the subsequent taxation year referred to in subsection 152(6) of the said Act, as enacted by subsection (4), is a taxation year ending after 1982, the prescribed form referred to in subsection 152(6) may be filed for the subsequent taxation year at any time on or before the later of

- (a) the day on or before which it would be required by the said subsection 152(6) to be filed, and
- (b) the day that is 90 days after the day on which this Act is assented to.

86. (1) Section 160.1 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"160.1 (1) Where at any time the Minister determines that as a consequence of the operation of subsection 119(2), 120(2), section 122.2, subsection 127.1(1), 127.2(2), 129(1), 131(2), 132(1), 133(6), 144(9), 192(5) or 194(5) an amount has been refunded to a taxpayer for a taxation year in excess of the amount to which he was entitled as a refund, the following rules apply:

f) déduction en application du paragraphe 127.3(1) à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt pour la recherche scientifique pour une année d'imposition subséquente,

en produisant auprès du Ministre, au plus tard le jour où le contribuable est tenu, ou le serait s'il était tenu de payer de l'impôt en vertu de la présente Partie pour cette année d'imposition subséquente, de produire en vertu de l'article 150 une déclaration de revenu pour cette année d'imposition subséquente, une formule prescrite modifiant la déclaration, le Ministre doit fixer de nouveau l'impôt du contribuable pour toute année d'imposition pertinente (autre qu'une année d'imposition antérieure à l'année donnée) afin de tenir compte de la déduction réclamée.

(5) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 1983 et suivantes.

(6) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent après le 19 avril 1983, sauf que, lorsque l'année d'imposition subséquente visée au paragraphe 152(6) de la même loi, tel qu'édicté par le paragraphe (4), est une année d'imposition finissant après 1982, la formule prescrite visée à ce paragraphe 152(6) peut être produite pour l'année d'imposition subséquente en tout temps à la plus tardive des dates suivantes :

- a) le jour auquel elle devait, au plus tard, être produite en application du paragraphe 152(6); ou
- b) 90 jours après la sanction de la présente loi.

86. (1) L'article 160.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"160.1 (1) Lorsque, à une date quelconque, le Ministre détermine que, suite à l'application du paragraphe 119(2), ou 120(2), de l'article 122.2, du paragraphe 127.1(1), 127.2(2), 129(1), 131(2), 132(1), 133(6), 144(9), 192(5) ou 194(5), il a été remboursé à un contribuable pour une année d'imposition un montant supérieur à celui auquel il avait droit, les règles suivantes s'appliquent :

Where refund
of excess
amount

Rembourse-
ment en trop

(a) the excess shall be deemed to be an amount that became payable by the taxpayer on the day on which the amount was refunded; and

(b) the taxpayer shall pay interest at the rate prescribed for the purposes of subsection 161(1) on the excess from the day it became payable to the date of payment.

Individual and supporting person jointly and severally liable

(2) Where an individual resided at the end of a taxation year with a person who was (within the meaning assigned by subsection 122.2(2)) a supporting person of an eligible child of the individual for that year, the individual and that person are jointly and severally liable to pay any excess described in subsection (1) that was refunded to the individual in respect of the year as a consequence of the operation of section 122.2 and interest on such excess; but nothing in this subsection shall be deemed to limit the liability of any person under any other provision of this Act.

Assessment

(3) The Minister may at any time assess a taxpayer in respect of any amount payable by him by virtue of subsection (1) or for which he is liable by virtue of subsection (2) and the provisions of this Division are applicable, with such modifications as the circumstances require, in respect of an assessment made under this section as though it had been made under section 152.

(2) Subsection (1) is applicable with respect to amounts refunded after 1983.

87. (1) Subsection 161(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

General

“161. (1) Where at any time after the day on or before which a return of a taxpayer's income was required to be filed under this Part for a taxation year

(a) the amount of his tax payable for the year under this Part exceeds

(b) the aggregate of all amounts each of which is an amount paid at or before

a) l'excédent est réputé représenter un montant qui est payable par le contribuable à compter de la date du remboursement; et

b) le contribuable doit verser de l'intérêt, au taux prescrit pour l'application du paragraphe 161(1), sur l'excédent à compter de la date où celui-ci est devenu payable jusqu'à la date du paiement.

(2) Le particulier qui résidait à la fin d'une année d'imposition avec une personne qui était (au sens du paragraphe 122.2(2)) la personne assumant les frais d'entretien d'un enfant admissible du particulier pour cette année est solidairement tenu avec cette personne d'acquitter tout excédent visé au paragraphe (1) qui a été remboursé au particulier pour l'année suite à l'application de l'article 122.2 et d'acquitter l'intérêt sur cet excédent; cependant, aucune disposition du présent paragraphe n'est réputée limiter la responsabilité de quiconque en vertu de toute autre disposition de la présente loi.

Solidarité d'un particulier et de la personne assumant les frais d'entretien

(3) Le Ministre peut, à tout moment, cotiser un contribuable pour tout montant que celui-ci doit payer en vertu du paragraphe (1) ou pour lequel il est tenu responsable en vertu du paragraphe (2); les dispositions de la présente section s'appliquent, avec les adaptations de circonstance, à une cotisation faite en vertu du présent article comme si elle avait été faite en vertu de l'article 152.»

Cotisation

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux montants remboursés après 1983.

87. (1) Le paragraphe 161(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«161. (1) Lorsque, à une date quelconque postérieure au délai accordé au contribuable pour produire sa déclaration de revenu pour une année d'imposition en vertu de la présente Partie,

Dispositions générales

a) le montant de son impôt payable pour l'année en vertu de la présente Partie est supérieur

45

Effect of
carryback of
loss, etc.

that time on account of his tax payable and applied as at that time by the Minister against the taxpayer's liability for an amount payable under this Part for the year, 5
the person liable to pay the tax shall pay interest on such excess, for the period after April 19, 1983 during which it is outstanding, at such prescribed rates per annum as are in effect from time to time during the period.” 10

(2) Subsection 161(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(7) For the purpose of computing interest under subsection (1) or (2) on tax or a part or an instalment of tax for a taxation year, 15
(a) the tax payable by the taxpayer under this Part for the year shall be deemed to be the amount that it would have been if none of the following amounts, namely, 20
(i) any amount deducted under paragraph 3(e) by virtue of his death in a subsequent taxation year and the consequent application of section 71 in respect of an allowable capital loss for the year, 25
(ii) any amount deducted under section 41 in respect of his listed-personal-property loss for a subsequent taxation year, 30
(iii) any amount excluded from his income for the year by virtue of section 49 in respect of the exercise of an option in a subsequent taxation year, 35
(iv) any amount deducted under section 110 in respect of a gift made in a subsequent taxation year or under section 111 in respect of a loss for a subsequent taxation year, 40
(v) any amount deducted under subsection 127(5) in respect of property acquired or an expenditure made in a subsequent taxation year, 45
(vi) any amount deducted under subsection 127.2(1) in respect of his

b) au total des montants dont chacun représente un montant payé au plus tard à cette date au titre de son impôt payable et appliqué à compter de cette date par le Ministre au montant que le contribuable est tenu de payer en vertu de la présente Partie pour l'année, 5
la personne tenue de payer l'impôt doit payer de l'intérêt sur cet excédent, pour la période postérieure au 19 avril 1983 pendant laquelle il est dû, aux taux annuels prescrits qui s'appliquent pendant cette période.» 10

(2) Le paragraphe 161(7) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 15

«(7) Aux fins du calcul des intérêts à acquitter en vertu du paragraphe (1) ou (2), sur la totalité ou une partie de l'impôt ou sur un acompte provisionnel d'impôt pour une année d'imposition, 20
a) l'impôt payable par le contribuable en vertu de la présente Partie pour l'année est réputé égal au montant que le contribuable aurait eu à payer si aucun des montants suivants, à savoir : 25
(i) tout montant déduit, en application de l'alinéa 3e), résultant de son décès au cours d'une année d'imposition subséquente ayant entraîné l'application de l'article 71 relativement à une perte en capital déductible pour l'année, 30
(ii) tout montant déduit en vertu de l'article 41 relativement à sa perte relative à des biens personnels désignés pour une année d'imposition subséquente, 35
(iii) tout montant exclu de son revenu pour l'année, par l'application de l'article 49, relativement à l'exercice d'un choix dans une année d'imposition subséquente, 40
(iv) tout montant déduit, en application de l'article 110, relativement à un don fait dans une année d'imposition subséquente ou, en application de l'article 111, relativement à une perte subie pour une année d'imposition subséquente, 45

Effet du report
d'une perte sur
une année
antérieure

unused share-purchase tax credit for a subsequent taxation year, or
 (vii) any amount deducted under subsection 127.3(1) in respect of his unused scientific research tax credit 5
 for a subsequent taxation year,

were so excluded or deducted for the year, as the case may be; and

(b) the amount by which the tax payable by the taxpayer under this Part for 10
 the year is reduced by virtue of the exclusion or deduction, as the case may be, of an amount described in any of subparagraphs (a)(i) to (vii) shall be deemed to have been paid by the tax- 15
 payer, on account of his tax payable for the year under this Part, on the later of

(i) the day on which his return of income under section 150 was filed for that subsequent taxation year, and 20

(ii) the day on or before which he is, or would be if a tax under this Part were payable by him for that subsequent taxation year, required to file his return of income under section 25
 150 for that subsequent taxation year."

(v) tout montant déduit, en application du paragraphe 127(5), relativement à des biens acquis ou des dépenses faites dans une année d'imposition subséquente, 5

(vi) tout montant déduit en application du paragraphe 127.2(1) à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour une année d'imposition subséquente, ou 10

(vii) tout montant déduit en application du paragraphe 127.3(1) à l'égard de la partie inutilisée de son crédit d'impôt pour la recherche scientifique pour une année d'imposition subséquente, 15

n'avait été ainsi exclu ou déduit, selon le cas, pour l'année; et

b) le montant de la réduction de l'impôt payable par le contribuable en vertu de 20
 la présente Partie pour l'année donnée, résultant de l'exclusion ou de la déduction, selon le cas, d'un montant visé à l'un des sous-alinéas a)(i) à (vii), est réputé avoir été payé par le contribuable 25
 au titre de son impôt à payer pour l'année donnée en vertu de la présente Partie, à la plus tardive des dates suivantes :

(i) le jour où il a produit, en application de l'article 150, sa déclaration de revenu pour cette année d'imposition subséquente, ou

(ii) le jour où il est tenu, ou le serait s'il était tenu de payer de l'impôt en 35
 vertu de la présente Partie pour cette année d'imposition subséquente, au plus tard, de produire sa déclaration de revenu en vertu de l'article 150 pour cette année d'imposition subséquente. 40

(3) Subsection (1) is applicable after April 19, 1983.

(3) Le paragraphe (1) s'applique après le 19 avril 1983.

(4) Subsection (2) is applicable where the subsequent taxation year referred to in subsection 161(7) of the said Act, as enacted by subsection (2), ends after 1982, except that in its application to a subsequent taxation year ending before April 20, 1983, the 35
 amount determined in respect of a taxpayer

(4) Le paragraphe (2) s'applique lorsque l'année d'imposition subséquente visée au 45
 paragraphe 161(7) de la même loi, tel qu'édité par le paragraphe (2), finit après 1982, sauf que, dans son application à une année d'imposition subséquente finissant avant le 20 avril 1983, le montant calculé à l'égard 50

under paragraph 161(7)(b) of the said Act, as so enacted, shall be deemed to have been paid by him on the first day immediately following the subsequent taxation year.

d'un contribuable en vertu de l'alinéa 161(7)b) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (2), est réputé avoir été payé par le contribuable le premier jour suivant l'année d'imposition subséquente.

5

88. (1) Subsection 163(2) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a) thereof, by repealing paragraph (b) thereof and by substituting the following therefor:

88. (1) Le paragraphe 163(2) de la même loi est abrogé par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa a), par abrogation de l'alinéa b) et par substitution de ce qui suit :

"(b) 25% of the amount, if any, by which

(i) the amount that would be deemed by subsection 122.2(1) to be paid for the year by him or, where he is a supporting person of an eligible child of an individual for the year (within the meaning assigned by subsection 122.2(2)) and resided with the individual at the end of the year, by that individual, as the case may be, if that amount were calculated by reference to the information provided in the return filed for the year pursuant to that subsection

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 122.2(1) to be paid for the year by him or the individual referred to in subparagraph (i), as the case may be,

(c) 25% of the amount, if any, by which

(i) the amount that would be deemed by subsection 127.1(1) to be paid for the year by him if that amount were calculated by reference to the information provided in the return filed for the year pursuant to that subsection

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 127.1(1) to be paid for the year by him, and

(d) 25% of the amount, if any, by which

(i) the amount that would be deemed by subsection 127.2(2) to be paid for the year by him if that amount were calculated by reference to the information provided in the return filed for the year pursuant to that subsection

«b) 25% de l'excédent, si excédent il y a,

(i) du montant qui serait réputé être versé en vertu du paragraphe 122.2(1) pour l'année par lui ou, dans le cas où il est la personne assumant les frais d'entretien d'un enfant admissible d'un particulier pour l'année (au sens du paragraphe 122.2(2)) et résidait avec le particulier à la fin de l'année, par ce particulier, selon le cas, si ce montant était calculé en utilisant les renseignements fournis dans la déclaration produite pour l'année conformément à ce paragraphe

sur

(ii) le montant qui est réputé être versé en vertu du paragraphe 122.2(1) pour l'année par lui ou par le particulier visé au sous-alinéa (i), selon le cas,

c) 25% de l'excédent, si excédent il y a,

(i) du montant qui serait réputé être versé en application du paragraphe 127.1(1) pour l'année par lui, si ce montant était calculé en utilisant les renseignements fournis dans la déclaration produite pour l'année conformément à ce paragraphe

sur

(ii) le montant qui est réputé être versé en vertu du paragraphe 127.1(1) pour l'année par lui, et

d) 25% de l'excédent, si excédent il y a,

(i) du montant qui serait réputé être versé en vertu du paragraphe 127.2(2) pour l'année par lui, si ce montant était calculé en utilisant les renseignements fournis dans la déclaration produite pour l'année conformément à ce paragraphe

exceeds

(ii) the amount that is deemed by subsection 127.2(2) to be paid for the year by him."

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

89. (1) Paragraph 164(1)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) shall, with all due dispatch, make 10 such a refund after mailing the notice of assessment if application therefor has been made in writing by the taxpayer within

(i) the 7 year period referred to in 15 paragraph 152(4)(b), where that paragraph applies, and

(ii) the 4 year period referred to in paragraph 152(4)(c), in any other case." 20

(2) Subsection 164(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(3) Where an amount in respect of an overpayment for a taxation year is refund- 25 ed, or applied under this section on other liability, interest at a prescribed rate per annum shall be paid or applied thereon for the period beginning with the latest of

(a) the day when the overpayment 30 arose,

(b) the day on or before which the return of income for the year was required to be filed or would have been required to be filed if tax were payable 35 for the year, and

(c) the day when the return of income for the year was actually filed,

and ending with the day of refunding or application aforesaid, unless the amount of 40 the interest so calculated is less than \$1, in which event no interest shall be paid or applied under this subsection.

(3.1) Where, at any particular time, interest has been paid to, or applied to a 45

sur

(ii) le montant qui est réputé être versé en vertu du paragraphe 127.2(2) pour l'année par lui.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 5 années d'imposition 1983 et suivantes.

89. (1) L'alinéa 164(1)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) doit effectuer un tel remboursement avec toute la diligence possible après 10 avoir expédié l'avis de cotisation, si le contribuable en a fait la demande par écrit,

(i) dans la période de 7 ans visée à l'alinéa 152(4)b), lorsque cet alinéa 15 s'applique, et

(ii) dans la période de 4 ans visée à l'alinéa 152(4)c), dans tout autre cas.»

(2) Le paragraphe 164(3) de la même loi 20 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Lorsqu'une somme est remboursée à titre de paiement en trop pour une année d'imposition ou qu'elle est affectée, en vertu du présent article, à l'acquittement 25 d'une autre obligation, des intérêts au taux annuel prescrit doivent être payés ou affectés à l'acquittement de cette autre obligation, pour la période commençant à la dernière des dates suivantes : 30

a) le jour où le paiement en trop a été fait,

b) au plus tard le jour où la déclaration de revenu pour l'année devait être produite, ou devrait être produite si l'impôt 35 était payable pour l'année, ou

c) le jour de la production effective de la déclaration de revenu pour l'année,

et se terminant le jour du remboursement ou de cette affectation, à moins que le 40 montant des intérêts ainsi calculés ne soit inférieur à \$1, auquel cas aucun intérêt ne doit être payé ni affecté conformément au présent paragraphe.

(3.1) Lorsque, à une date donnée, de 45 l'intérêt a été payé à un contribuable, ou

Interest on overpayments

Intérêt sur paiement en trop

Idem

Idem

liability of, a taxpayer pursuant to subsection (3) in respect of an overpayment and it is determined at a subsequent time that the actual overpayment was less than the overpayment in respect of which interest was paid or applied, the following rules apply:

(a) the amount by which the interest that has been paid or applied exceeds the interest, if any, computed in respect of the amount that is determined at the subsequent time to be the actual overpayment shall be deemed to be an amount (in this subsection referred to as "the amount payable") that became payable under this Part by the taxpayer at the particular time;

(b) the taxpayer shall pay interest, at the rate prescribed for the purposes of subsection 161(1), on the amount payable for the period beginning at the particular time and ending on the date of payment; and

(c) the Minister may at any time assess the taxpayer in respect of the amount payable and, where the Minister makes such an assessment, the provisions of this Division are applicable, with such modifications as the circumstances require, in respect of the assessment as though it had been made under section 152."

(3) Subsection 164(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(5) For the purpose of subsection (3), the portion of any overpayment of the tax payable by a taxpayer for a taxation year that arose as a consequence of

(a) the deduction of an amount under paragraph 3(e), by virtue of his death in a subsequent taxation year and the consequent application of section 71 in respect of an allowable capital loss for the year,

(b) the deduction of an amount under section 41 in respect of his listed-personal-property loss for a subsequent taxation year,

affecté à l'acquittement d'une obligation de celui-ci, conformément au paragraphe (3) à l'égard d'un paiement en trop et qu'il est déterminé par la suite que le paiement en trop était moins élevé que le paiement en trop à l'égard duquel de l'intérêt a été payé ou affecté, les règles suivantes s'appliquent :

a) l'excédent de l'intérêt qui a été payé ou affecté sur l'intérêt, s'il y en a, calculé à l'égard du montant qui est déterminé par la suite comme étant le paiement en trop est réputé être un montant (appelé dans le présent paragraphe le «montant payable») qui est devenu payable par le contribuable en vertu de la présente Partie à la date donnée;

b) le contribuable doit payer de l'intérêt, au taux prescrit pour l'application du paragraphe 161(1), sur le montant payable pour la période commençant à la date donnée et finissant à la date du paiement; et

c) le Ministre peut en tout temps cotiser le contribuable sur le montant payable et, lorsque le Ministre établit une telle cotisation, les dispositions de la présente section s'appliquent, avec les adaptations de circonstance, à la cotisation comme si elle avait été établie en vertu de l'article 152.»

(3) Le paragraphe 164(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(5) Pour l'application du paragraphe (3), la fraction de tout paiement en trop de l'impôt payable par un contribuable pour une année d'imposition résultant de

a) la déduction d'un montant, en application de l'alinéa 3e), résultant de son décès au cours d'une année d'imposition subséquente ayant entraîné l'application de l'article 71 relativement à une perte en capital déductible pour l'année,

b) la déduction d'un montant, en application de l'article 41, relativement à sa perte relative à des biens personnels

Effect of carryback of loss, etc

Effet d'une perte, etc.

(c) the exclusion of an amount from his income for the year by virtue of section 49 in respect of the exercise of an option in a subsequent taxation year,

(d) the deduction of an amount under section 110 in respect of a gift made in a subsequent taxation year or under section 111 in respect of a loss for a subsequent taxation year,

(e) the deduction of an amount under subsection 127(5) in respect of property acquired or an expenditure made in a subsequent taxation year,

(f) the deduction of an amount under subsection 127.2(1) in respect of his unused share-purchase tax credit for a subsequent taxation year, or

(g) the deduction of an amount under subsection 127.3(1) in respect of his unused scientific research tax credit for a subsequent taxation year,

shall be deemed to have arisen on the later of

(h) the day on which his return of income under section 150 was filed for that subsequent taxation year, and

(i) the day on or before which the taxpayer is, or would be if tax under this Part were payable by him for that subsequent taxation year, required to file his return of income under section 150 for that subsequent taxation year."

désignés pour une année d'imposition subséquente,

c) l'exclusion d'un montant de son revenu pour l'année, en application de l'article 49, relativement à l'exercice d'un choix dans une année d'imposition subséquente,

d) la déduction d'un montant, en application de l'article 110, relativement à un don fait dans une année d'imposition subséquente ou, en application de l'article 111, relativement à une perte subie pour une année d'imposition subséquente,

e) la déduction d'un montant, en application du paragraphe 127(5), relativement à des biens acquis ou des dépenses faites dans une année d'imposition subséquente, ou

f) la déduction d'un montant, en application du paragraphe 127.2(1) relativement à la partie inutilisée de son crédit d'impôt à l'achat d'actions pour une année d'imposition subséquente, ou

g) la déduction d'un montant, en application du paragraphe 127.3(1), relativement à la partie inutilisée de son crédit d'impôt pour la recherche scientifique pour une année d'imposition subséquente,

est réputée avoir été versée à la plus tardive des dates suivantes :

h) le jour de la production, en application de l'article 150, de sa déclaration de revenu pour cette année d'imposition subséquente, ou

i) le jour où le contribuable est tenu, ou auquel il le serait s'il était tenu de payer de l'impôt en vertu de la présente Partie pour cette année d'imposition subséquente, au plus tard, de produire sa déclaration de revenu en vertu de l'article 150 pour cette année d'imposition subséquente."

(4) All that portion of subsection 164(6) of the said Act following subparagraph (d)(i) thereof and preceding paragraph (e) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le passage du paragraphe 164(6) de la même loi qui suit le sous-alinéa d)(i) et qui précède l'alinéa e) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(ii) such part of the amount of any deduction described in paragraph (b) (not exceeding the amount that, but for this subsection, would be the aggregate of the non-capital loss and the farm loss of the estate for the year) as the legal representative so elects, in prescribed manner and within prescribed time, had been deducted in computing the income of the deceased taxpayer for that year, and for the purposes of sections 3 and 111, in computing the income, non-capital loss, net capital loss and farm loss of the estate for its first taxation year,”

15

(5) Subsection 164(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(7) In this section, “overpayment” of a taxpayer for a taxation year means the aggregate of all amounts paid on account of his tax under this Part for the year minus all amounts payable by him under this Part for the year.”

“Overpayment”
defined

(6) Subsection (1) is applicable after April 19, 1983.

(7) Subsection (2) is applicable with respect to interest paid or applied after April 19, 1983.

(8) Subsection (3) is applicable where the subsequent taxation year referred to in subsection 164(5) of the said Act, as enacted by subsection (3), ends after 1982, except that in its application to a subsequent taxation year ending before April 20, 1983, the portion of any overpayment of the tax payable by a taxpayer, referred to in subsection 164(5) of the said Act, as so enacted, shall be deemed to have arisen on the first day immediately following the subsequent taxation year.

(9) Subsections (4) and (5) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

“(ii) si la partie du montant d’une déduction visée à l’alinéa b) (ne dépassant pas le montant qui, sans le présent paragraphe, serait le total de la perte autre qu’une perte en capital et de la perte agricole de la succession pour l’année) selon le choix qu’exercent les représentants légaux en respectant les formalités et les délais prescrits, avait été déduite dans le calcul du revenu du contribuable décédé pour cette année,

5

et, aux fins des articles 3 et 111, dans le calcul du revenu, de la perte autre qu’une perte en capital, de la perte en capital nette et de la perte agricole subies par la succession pour sa première année d’imposition.»

15

(5) Le paragraphe 164(7) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

20

“(7) Dans le présent article, «paiement en trop» par un contribuable pour une année d’imposition signifie le total des montants payés au titre de son impôt en vertu de la présente Partie pour l’année, moins tous les montants qu’il doit payer en vertu de la présente Partie pour l’année.»

«Paiement en
trop»

25

(6) Le paragraphe (1) s’applique après le 19 avril 1983.

(7) Le paragraphe (2) s’applique aux intérêts payés ou imputés après le 19 avril 1983.

30

(8) Le paragraphe (3) s’applique lorsque l’année d’imposition subséquente visée au paragraphe 164(5) de la même loi, tel qu’édicte par le paragraphe (3), finit après 1982, sauf que, dans son application à une année d’imposition subséquente finissant avant le 20 avril 1983, la fraction de tout paiement en trop de l’impôt payable par un contribuable visée au paragraphe 164(5) de la même loi, tel qu’édicte ainsi, est réputée avoir été versée le premier jour suivant l’année d’imposition subséquente.

35

40

(9) Les paragraphes (4) et (5) s’appliquent aux années d’imposition 1983 et suivantes.

45

90. (1) Paragraph 173(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) the 4 year and 7 year periods referred to in subsection 152(4),” 5

(2) Subsection (1) is applicable after April 19, 1983.

91. (1) Paragraph 174(5)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 10

“(c) the 4 year and 7 year periods referred to in subsection 152(4),”

(2) Subsection (1) is applicable after April 19, 1983.

92. (1) Paragraph 184(3)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 15

“(b) such portion of the excess as the corporation may claim shall, for the purposes of any election in respect thereof under subsection 83(1), (2) or (2.1), 130.1(4) or 131(1) and, where the corporation has so elected, for all purposes of this Act, be deemed to be the full amount of a separate dividend that became payable immediately after the particular time;” 20 25

(2) Subsection (1) is applicable after March 29, 1983.

93. Subsections 185(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“**185.** (1) The Minister shall, with all due dispatch, examine each election made by a corporation in accordance with subsection 83(2) or (2.1), 130.1(4) or 131(1), assess the tax, if any, payable under this Part in respect of the election and send a notice of assessment to the corporation. 35

(2) Where an election has been made by a corporation in accordance with subsection 83(2) or (2.1), 130.1(4) or 131(1), the corporation shall, within 30 days from the day of the mailing of the notice of assessment under this Part in respect of the election, pay to the Receiver General the 45

90. (1) L'alinéa 173(2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) des périodes de 4 et 7 ans visées au paragraphe 152(4),»

(2) Le paragraphe (1) s'applique après le 19 avril 1983. 5

91. (1) L'alinéa 174(5)c) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«c) des périodes de 4 et 7 ans visées au paragraphe 152(4),» 10

(2) Le paragraphe (1) s'applique après le 19 avril 1983.

92. (1) L'alinéa 184(3)b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) la partie de l'excédent que peut déduire la corporation est, aux fins de tout choix exercé à cet égard en vertu du paragraphe 83(1), (2), (2.1), 130.1(4) ou 131(1) et, lorsque la corporation en fait le choix, aux fins de la présente loi, réputée être le montant total d'un dividende distinct qui est devenu payable immédiatement après la date donnée;» 15 20

(2) Le paragraphe (1) s'applique après le 29 mars 1983. 25

93. Les paragraphes 185(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«**185.** (1) Le Ministre doit examiner, avec diligence, chaque choix fait par une corporation conformément aux paragraphes 83(2), (2.1), 130.1(4) ou 131(1), selon le cas, établir l'impôt payable en vertu de la présente Partie, s'il y a lieu, à l'égard du choix et envoyer un avis de 35 cotisation à la corporation.

(2) Lorsqu'un choix a été fait par une corporation conformément aux paragraphes 83(2), (2.1), 130.1(4) ou 131(1), selon le cas, la corporation doit payer, dans les 30 jours de l'envoi par la poste de l'avis de cotisation en vertu de la présente Partie, à l'égard du choix, au receveur 40

Assessment of tax

Payment of tax and interest

Cotisation d'impôt

Paiement de l'impôt et des intérêts

portion of the assessed tax and penalties then remaining unpaid whether or not an objection to or appeal from the assessment is outstanding and shall, in addition, pay interest on that portion at a prescribed rate per annum from the day of the election until the day of payment whether or not it was paid within the period of 30 days.”

94. (1) Paragraphs 186(1)(c) and (d) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“(c) such part of the particular corporation’s non-capital loss and such part of its farm loss for the year as it may claim, and

(d) such part of the particular corporation’s

(i) non-capital loss for a taxation year that is any of the 7 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following the year, and

(ii) farm loss for a taxation year that is any of the 10 taxation years immediately preceding or the 3 taxation years immediately following the year

as it may claim, not exceeding the portion thereof that would have been deductible under section 111 in computing the corporation’s taxable income for the year if subparagraph 111(3)(a)(ii) were read without reference to the words “the particular taxation year and” and if the corporation had sufficient income for the year.”

(2) Paragraph 186(4)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) the payer corporation is controlled (otherwise than by virtue of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) by the particular corporation at that time; or”

général, la partie de l’impôt établi et des pénalités qui est alors impayée, qu’il y ait ou non en instance une opposition ou un appel à l’égard de la cotisation et doit payer, en plus, des intérêts sur cette partie, au taux annuel prescrit à compter du jour du choix jusqu’au jour du paiement, qu’elle ait été payée ou non dans le délai de 30 jours.»

94. (1) Les alinéas 186(1)c) et d) de la 10 même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«c) de la partie des pertes autres que les pertes en capital et de la partie des pertes agricoles de la corporation donnée pour l’année, dont elle peut réclamer la déduction, et

d) de la partie

(i) des pertes autres que les pertes en capital de la corporation donnée pour une année d’imposition qui est une des 7 années d’imposition qui précèdent ou une des 3 années d’imposition qui suivent immédiatement l’année, et

(ii) des pertes agricoles de la corporation donnée pour une année d’imposition qui est une des 10 années d’imposition qui précèdent ou une des 3 années d’imposition qui suivent immédiatement l’année

dont la corporation peut réclamer la déduction, sans dépasser la partie de ces pertes qui aurait été déductible en vertu de l’article 111 dans le calcul du revenu imposable de la corporation pour l’année, si le sous-alinéa 111(3)a)(ii) avait été interprété sans la mention de «l’année d’imposition donnée et» et si la corporation avait un revenu suffisant pour l’année.»

(2) L’alinéa 186(4)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) la corporation payante est contrôlée (autrement qu’au moyen du droit visé à l’alinéa 251(5)b)) par la corporation donnée à cette date; ou»

(3) Subsection (1) is applicable with respect to the computation of tax for the 1983 and subsequent taxation years and with respect to a taxpayer's non-capital losses and farm losses determined for the 1983 and subsequent taxation years.

(4) Subsection (2) is applicable with respect to dividends received after April 19, 1983 other than dividends declared on or before that date.

95. (1) Paragraph 186.1(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(b) that was, throughout the year, a prescribed venture capital corporation, a prescribed investment contract corporation, an insurance corporation, a corporation described in paragraph 39(5)(b) or (c) or a non-resident-owned investment corporation.”

(2) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after November 12, 1981, except that with respect to insurance corporations it is applicable to the 1981 and subsequent taxation years.

96. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 191 thereof, the following Parts:

“PART VII

REFUNDABLE TAX ON CORPORATION ISSUING QUALIFYING SHARES

192. (1) Every corporation shall pay a tax under this Part for a taxation year equal to the aggregate of all amounts each of which is an amount designated under subsection (4) in respect of a share issued by it in the year.

(2) In this Act, the “Part VII refund” of a corporation for a taxation year means an amount equal to the lesser of

(a) the aggregate of

(3) Le paragraphe (1) s'applique au calcul de l'impôt pour les années d'imposition 1983 et suivantes et aux pertes autres que des pertes en capital et aux pertes agricoles déterminées pour les années d'imposition 1983 et suivantes.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux dividendes reçus après le 19 avril 1983, à l'exception des dividendes déclarés au plus tard à cette date.

95. (1) L'alinéa 186.1b) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) qui était, tout au long de l'année, une corporation à capital de risque prescrite, une corporation de contrats de placements prescrite, une corporation d'assurance ou une corporation visée à l'alinéa 39(5)b) ou c) ou une corporation de placement appartenant à des non-résidents.»

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après le 12 novembre 1981, sauf que, dans le cas d'une corporation d'assurance, il s'applique aux années d'imposition 1981 et suivantes.

96. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 191, de ce qui suit :

«PARTIE VII

IMPÔT REMBOURSABLE AUX CORPORATIONS ÉMETTANT DES ACTIONS ADMISSIBLES

192. (1) Toute corporation doit payer en vertu de la présente Partie, pour chaque année d'imposition, un impôt égal au total des montants dont chacun représente un montant désigné au paragraphe (4) sur les actions admissibles qu'elle émet dans l'année.

(2) Dans la présente loi, le «remboursement de la Partie VII» d'une corporation pour une année d'imposition désigne le moins élevé des montants suivants :

Corporation to pay tax

“Part VII refund” defined

Impôt payable par la corporation

«remboursement de la Partie VII»

(i) the amount, if any, by which the share-purchase tax credit of the corporation for the year exceeds the amount, if any, deducted in respect thereof by it for the year under subsection 127.2(1) from its tax otherwise payable under Part I for the year or the amount deemed by subsection 127.2(2) to have been paid on account of its tax payable under Part I for the year, as the case may be, and

(ii) such amount as the corporation may claim, not exceeding the amount that would, if paragraph 127(9)(g) were read without reference to the words "the year or", be its investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired, or an expenditure made, after April 19, 1983 and on or before the last day of the year; and

(b) the refundable Part VII tax on hand of the corporation at the end of the year.

(3) In this Act, "refundable Part VII tax on hand" of a corporation at the end of a taxation year means the amount, if any, by which

(a) the aggregate of the taxes payable by it under this Part for the year and all preceding taxation years exceeds the aggregate of

(b) the aggregate of its Part VII refunds for all preceding taxation years; and

(c) the aggregate of all amounts each of which is an amount of tax included in the aggregate described in paragraph (a) in respect of a share that was issued by the corporation and that, at the time it was issued, was not a qualifying share.

(4) Every taxable Canadian corporation may, by filing a prescribed form with the Minister, at any time on or before the last day of the month immediately following the month in which it issued a share of its

a) le total

(i) de l'excédent éventuel du crédit d'impôt à l'achat d'actions de la corporation pour l'année sur le montant éventuel qu'elle a déduit pour l'année en vertu du paragraphe 127.2(1) de son impôt payable par ailleurs en vertu de la Partie I pour l'année ou sur le montant réputé, en application du paragraphe 127.2(2), avoir été payé au titre de son impôt payable en vertu de la Partie I pour l'année, selon le cas, et

(ii) du montant que la corporation peut réclamer, sans dépasser le montant qui serait, si l'alinéa 127(9)(g) était interprété sans la mention des mots «pour l'année ou», son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de l'année relativement aux biens acquis, 20 ou une dépense faite après le 19 avril 1983 et avant le dernier jour de l'année; ou

b) l'impôt de la Partie VII remboursable en mains de la corporation à la fin de l'année.

(3) Dans la présente loi, l'«impôt de la Partie VII remboursable en mains» d'une corporation à la fin d'une année d'imposition désigne l'excédent éventuel

a) du total des impôts qu'elle doit payer en vertu de la présente Partie pour l'année et pour toutes les années d'imposition antérieures

sur le total

b) du total de ses remboursements de la Partie VII pour toutes les années d'imposition antérieures; et

c) du total des montants dont chacun représente un montant d'impôt inclus dans le total visé à l'alinéa a) relativement à une action qui a été émise par la corporation et qui n'était pas, au moment de son émission, une action admissible.

(4) Toute corporation canadienne imposable peut, en produisant une formule prescrite auprès du Ministre au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle a émis une action admis-

"Refundable Part VII tax on hand" defined

«impôt de la Partie VII remboursable en mains»

Corporation may designate amount

Montant désigné par une corporation

capital stock (other than a share issued before July 1983 or after 1986, or a share in respect of which the corporation has, on or before that day, designated an amount under subsection 194(4)), designate, for the purposes of this Part and Part I, an amount in respect of that share not exceeding 25% of the amount by which

(a) the amount of the consideration for which the share was issued exceeds

(b) the amount of any assistance (other than an amount included in computing the share-purchase tax credit of a taxpayer in respect of that share) provided or to be provided by a government, municipality or any other public authority in respect of, or for the acquisition of, the share.

Presumption

(5) For the purposes of this Act, the Part VII refund of a corporation for a taxation year shall be deemed to be an amount paid on account of its tax under this Part for the year on the last day of the second month following the end of the year.

"Qualifying share" defined

(6) For the purposes of this Act, "qualifying share", at any time, means a share (other than a share acquired by a taxpayer under circumstances referred to in section 66.3) of the capital stock of a taxable Canadian corporation issued after June 30, 1983 and before 1987 for consideration (other than consideration that consists of or includes another share of the capital stock of the corporation) where, at that time, the share was a prescribed share or where, at that time,

(a) under the terms or conditions of the share, the amount (in this section referred to as the "dividend entitlement") of the dividends that the corporation may declare or pay on the share, or that the holder may receive on the share, is not limited by way of a formula or otherwise to a maximum amount;

(b) the amount (in this section referred to as the "liquidation entitlement") that the holder is entitled to receive on the

sible de son capital-actions (autre qu'une action émise avant juillet 1983 ou après 1986 ou une action à l'égard de laquelle la corporation a, au plus tard ce jour-là, désigné un montant en vertu du paragraphe 194(4)) pour l'application de la présente Partie et de la Partie I, désigner à l'égard de cette action un montant n'excédant pas 25% de l'excédent de

a) la contrepartie reçue pour l'action, sur

b) tout montant d'aide (à l'exception d'un montant inclus dans le calcul du crédit d'impôt à l'achat d'actions d'un contribuable relativement à cette action) accordée ou devant être accordée par un gouvernement, une municipalité ou autre administration publique relativement à l'action ou en vue de son acquisition.

(5) Pour l'application de la présente loi, le remboursement de la Partie VII d'une corporation pour une année d'imposition est réputé être un montant payé au titre de son impôt en vertu de la présente Partie au dernier jour du deuxième mois suivant la fin de l'année.

(6) Pour l'application de la présente loi, «action admissible», à une date quelconque, désigne une action (autre qu'une action acquise par un contribuable dans les circonstances visées à l'article 66.3) du capital-actions d'une corporation canadienne imposable émise après le 30 juin 1983 et avant 1987 pour une contrepartie (sauf une contrepartie sous forme d'une autre action du capital-actions de la corporation) lorsque, à cette date, l'action était une action admissible ou à cette date,

a) selon les modalités de l'action, le montant (appelé au présent article le «droit au dividende») des dividendes que la corporation peut déclarer ou payer sur l'action, ou que le détenteur peut recevoir sur l'action, n'est pas limité, au moyen d'une formule ou autrement, à un maximum;

b) le montant (appelé dans le présent article la «part de liquidation») que le détenteur a droit de recevoir pour l'ac-

Présomption

«Action admissible»

share on the dissolution, liquidation, or winding-up of the corporation is not limited by way of a formula or otherwise to a maximum amount; and

(c) none of the following, namely, the corporation, a person with whom the corporation does not deal at arm's length or a partnership or trust of which the corporation (or a person with whom the corporation does not deal at arm's length) is a member or beneficiary,

(i) has either absolutely or contingently the right or obligation, at any time,

(A) to redeem, acquire or cancel the share in whole or in part, other than for an amount equal to or substantially equal to the fair market value (determined without reference to any such right or obligation) of the share or the part thereof, as the case may be, at that time, or

(B) to convert the share into another security, other than into another security the fair market value of which is at that time equal to or substantially equal to the fair market value (determined without reference to any such right or obligation) of the share at that time,

(ii) has either absolutely or contingently the obligation, at any time, to reduce the paid-up capital of the corporation in respect of the share, or

(iii) could, at the time the share was issued, reasonably have been expected

(A) within 2 years of that time, to redeem, acquire or cancel the share in whole or in part or convert it into another security (other than into another security of the corporation that would, if it were issued for consideration that does not consist of or include a share of the capital stock of the corporation, be a qualifying share), or

(B) to reduce the paid-up capital of the corporation in respect of the share.

tion lors de la dissolution ou de la liquidation de la corporation n'est pas limité, au moyen d'une formule ou autrement, à un maximum; et

c) aucun de ceux qui suivent, à savoir, la corporation, une personne avec qui la corporation a un lien de dépendance ou une société ou fiducie dont la corporation (ou une personne avec qui la corporation a un lien de dépendance) est membre ou bénéficiaire

(i) n'a, avec ou sans réserve, le droit ou l'obligation, à une date quelconque,

(A) de racheter, d'acquérir ou d'annuler l'action en totalité ou en partie, sauf en contrepartie d'un montant égal ou presque égal à la juste valeur marchande (déterminée sans tenir compte de ce droit ou de cette obligation) de l'action ou d'une fraction de celle-ci, selon le cas, à la date donnée,

(B) de convertir l'action en une autre valeur, sauf si la juste valeur marchande de l'autre valeur est égale ou essentiellement égale à la juste valeur marchande (déterminée sans tenir compte de ce droit ou de cette obligation) de l'action à cette date, ou

(ii) n'a, avec ou sans réserve, le droit ou l'obligation, à une date quelconque, de réduire le capital versé de la corporation à l'égard de l'action, ou (iii) ne pouvait, à la date où l'action a été émise, raisonnablement avoir été pressenti comme voulant,

(A) dans les 2 ans de cette date, racheter, acquérir ou annuler l'action en totalité ou en partie ou la convertir en une autre valeur (sauf s'il s'agit d'une autre valeur de la corporation qui serait, si elle était émise pour une contrepartie autre qu'une action du capital-actions de la corporation, une action admissible), ou

(B) réduire le capital versé de la corporation à l'égard de l'action.

Idem			Idem
	<p>(7) For the purposes of subsection (6),</p> <p>(a) the dividend entitlement of a share shall be deemed not to be limited to a maximum amount where it may reasonably be considered that all or substantially all of the amount of the dividend entitlement is determinable by reference to the dividend entitlement of another share of the capital stock of the corporation that meets the requirements of paragraph (6)(a);</p> <p>(b) the liquidation entitlement of a share shall be deemed not to be limited to a maximum amount where it may reasonably be considered that all or substantially all of the amount of the liquidation entitlement is determinable by reference to the liquidation entitlement of another share of the capital stock of the corporation that meets the requirements of paragraph (6)(b); and</p> <p>(c) where a corporation has merged or amalgamated with one or more other corporations, the corporation formed as a result of the merger or amalgamation shall be deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each of its predecessor corporations and a share issued on the merger or amalgamation as consideration for another share shall be deemed to be the same share as the share for which it was issued.</p>	<p>(7) Pour l'application du paragraphe (6),</p> <p>a) le droit au dividende rattaché à une action est réputé ne pas être limité à un maximum lorsqu'il peut raisonnablement être considéré que tout ou presque tout le montant du droit au dividende peut être déterminé par comparaison au droit au dividende d'une autre action du capital-actions de la corporation qui est conforme aux exigences de l'alinéa (6)a);</p> <p>b) la part de liquidation d'une action est réputée ne pas être limitée à un maximum lorsqu'il peut raisonnablement être considéré que tout ou presque tout le montant de la part de liquidation peut être déterminé par comparaison à la part de liquidation d'une autre action du capital-actions de la corporation qui est conforme aux exigences de l'alinéa (6)b); et</p> <p>c) lorsqu'une corporation est unifiée ou fusionnée à une ou plusieurs autres corporations, la corporation qui en résulte est réputée être la même corporation et la continuation de chacune des corporations remplacées et une action émise lors de l'unification ou de la fusion en contrepartie d'une autre action est réputée être la même action que celle pour laquelle elle est émise.</p>	
Late designation	<p>(8) Where a taxable Canadian corporation that issued a share does not designate an amount under subsection (4) in respect of the share on or before the day on or before which such designation was required by that subsection, the corporation shall be deemed to have made the designation on that day if</p> <p>(a) the corporation has filed with the Minister a prescribed information return relating to the share-purchase tax credit in respect of the share within the time that it would have been so required to file the return had the designation been made on that day, and</p> <p>(b) within 3 years after that day, the corporation has</p>	<p>(8) Lorsqu'une corporation canadienne imposable qui a émis une action de son capital-actions ne désigne pas un montant relatif à l'action en vertu du paragraphe (4) au plus tard à la date où cette désignation devait être effectuée en application de ce paragraphe, la corporation est réputée avoir effectué la désignation à cette date si</p> <p>a) elle a produit auprès du Ministre une déclaration de renseignements prescrite concernant le crédit d'impôt à l'achat d'actions à l'égard de l'action dans le délai où elle aurait été tenue de produire la déclaration, si elle avait fait la désignation à cette date, et</p> <p>b) la corporation a, dans les 3 ans qui suivent cette date,</p>	Désignation tardive

Penalty for late designation

- (i) designated an amount in respect of the share by filing a prescribed form with the Minister, and
 (ii) paid to the Receiver General an amount that is a reasonable estimate of the amount of the penalty payable by the corporation for the late designation in respect of the share;

except that, where the Minister has mailed a notice to the corporation that a designation has not been made in respect of the share under subsection (4), the designation and payment described in paragraph (b) must be made by the corporation on or before the day that is 90 days after the day of such mailing.

(9) Where, pursuant to subsection (8), a corporation made a late designation in respect of a share issued in a month, the corporation shall pay, for each month or part of a month that elapsed during the period beginning on the last day on or before which an amount could have been designated by the corporation under subsection (4) in respect of the share and ending on the day that the late designation is made, a penalty for the late designation in respect of the share in an amount equal to 1% of the amount designated in respect of the share, except that the maximum penalty payable under this subsection by the corporation for a month shall not exceed \$500.

Deemed deduction

(10) For the purposes of this Act, other than subsection 127(9), the amount, if any, claimed under subparagraph (2)(a)(ii) by a taxpayer for a taxation year shall be deemed to have been deducted by him under subsection 127(5) for the taxation year.

Restriction

(11) Where at any time a corporation has designated an amount under subsection (4) in respect of a share, no amount may be designated by the corporation at any subsequent time in respect of that share.

Corporation to file return

193. (1) Every corporation that is liable to pay tax under this Part for a taxation year shall, on or before the day on or

- (i) désigné un montant relativement à l'action en produisant une formule prescrite auprès du Ministre, et
 (ii) payé au receveur général un montant qui constitue une estimation raisonnable de la pénalité que la corporation doit payer pour la désignation tardive relative à l'action;

sauf que, lorsque le Ministre a envoyé un avis par la poste à la corporation pour lui indiquer qu'aucune désignation n'a été faite à l'égard de l'action en vertu du paragraphe (4), la corporation doit effectuer la désignation et le paiement visés à l'alinéa b) au plus tard 90 jours après la mise à la poste de l'avis.

Pénalité pour désignation tardive

(9) Lorsque, conformément au paragraphe (8), une corporation a effectué une désignation tardive relativement à une action émise au cours d'un mois, la corporation doit payer, pour chaque mois ou fraction de mois qui s'écoule au cours de la période commençant le dernier jour du délai de désignation d'un montant par la corporation en vertu du paragraphe (4) relativement à l'action et finissant le jour de la désignation tardive, une pénalité pour désignation tardive relativement à l'action d'un montant égal à 1% du montant désigné relativement à l'action, sauf que la pénalité maximale que doit payer la corporation en vertu du présent paragraphe pour un mois ne peut pas dépasser \$500.

Présomption de déduction

(10) Pour l'application de la présente loi, à l'exception du paragraphe 127(9), le montant, s'il y a lieu, réclamé en vertu du sous-alinéa (2)a)(ii) par un contribuable pour une année d'imposition est réputé avoir été déduit par lui en vertu du paragraphe 127(5) pour l'année d'imposition.

Restriction

(11) Lorsque, à une date quelconque, une corporation a désigné un montant en vertu du paragraphe (4) à l'égard d'une action, elle ne peut désigner aucun autre montant par la suite à l'égard de cette action.

Production d'une déclaration

193. (1) Toute corporation tenue de payer de l'impôt en vertu de la présente Partie pour une année d'imposition doit,

before which it is required to file its return of income under Part I for the year, file with the Minister a return for the year under this Part in prescribed form.

Corporation to
make payment
on account of
tax

(2) Where, in a particular month in a taxation year, a corporation issues a share in respect of which it designates an amount under section 192, the corporation shall, on or before the last day of the month following the particular month, pay to the Receiver General on account of its tax payable under this Part for the year an amount equal to the aggregate of all amounts so designated.

Interest on
amount in
default

(3) Where a corporation is liable to pay tax under this Part and has failed to pay all or any part or instalment thereof on or before the day on or before which it was required to pay the tax, it shall, on payment of the amount in default, pay interest thereon at the prescribed rate for the period beginning on the day following the day on or before which it was required to make the payment and ending on the day of payment.

Idem

(4) For the purposes of computing interest payable by a corporation under subsection (3) for any month or months in the 14 month period ending 2 months after the end of a taxation year in which period the corporation has designated an amount under section 192 in respect of a share issued by it in a particular month in the year, the corporation shall be deemed to have been liable to pay, on or before the last day of the month immediately following the particular month, a part or an instalment of tax for the year equal to that proportion of the amount, if any, by which its tax payable under this Part for the year exceeds its Part VII refund for the year that

(a) the aggregate of all amounts so designated by it under section 192 in respect of shares issued by it in the particular month

is of

dans le délai qui lui est accordé pour produire sa déclaration de revenu en vertu de la Partie I pour l'année, produire auprès du Ministre une déclaration pour l'année, en la forme prescrite, en application de la présente Partie.

Paiement au
titre de l'impôt

(2) Lorsque, dans un mois donné d'une année d'imposition une corporation émet une action à l'égard de laquelle elle désigne un montant en vertu de l'article 192, elle doit, au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois donné, payer au receveur général au titre de son impôt payable en vertu de la présente Partie pour l'année un montant égal au total des montants désignés ainsi.

Intérêts sur un
montant en
souffrance

(3) Lorsqu'une corporation est tenue de payer un impôt en vertu de la présente Partie et a omis d'effectuer la totalité ou une partie d'un versement dans le délai qui lui était accordé pour le faire, elle doit, lors du versement du montant en souffrance, payer des intérêts sur cet impôt au taux prescrit pour la période commençant après le délai accordé pour le versement et finissant le jour du versement.

Idem

(4) Aux fins du calcul des intérêts payables par une corporation en vertu du paragraphe (3) pour un ou plusieurs mois de la période de 14 mois finissant 2 mois après la fin de l'année d'imposition, période au cours de laquelle la corporation a désigné un montant en vertu de l'article 192 relativement à une action qu'elle a émise au cours d'un mois donné de l'année, la corporation est réputée avoir été tenue de payer, au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois donné, une fraction ou un versement d'impôt pour l'année égal à la fraction de l'excédent éventuel de son impôt payable en vertu de la présente Partie pour l'année sur son remboursement de la Partie VII pour l'année que représente

a) le total des montants désignés par elle en vertu de l'article 192 relativement aux actions émises par elle au cours du mois donné,

(b) the aggregate of all amounts so designated by it under section 192 in respect of shares issued by it in the year.

Evadion of tax

(5) Where a corporation that is liable to pay tax under this Part in respect of a share issued by it wilfully, in any manner whatever, evades or attempts to evade payment of the tax and a purchaser of the share or, where the purchaser is a partnership, a member of the partnership knew or ought to have known, at the time the share was acquired, that the corporation would wilfully evade or attempt to evade the tax, for the purposes of section 127.2, the share shall be deemed not to have been acquired. 15

Indue deferral

(6) Where, in a transaction or as part of a series of transactions, a taxpayer acquires a share of a corporation that he controls (within the meaning assigned by subsection 186(2)) and it may reasonably be considered that one of the main purposes of the acquisition was to reduce for a period interest on his liability for tax under this Part, the share shall, for the purposes of section 127.2 and this Part (other than this subsection), be deemed not to have been acquired by the taxpayer and not to have been issued by the corporation until the end of that period. 25

Avoidance of tax

(7) Where, as part of a series of transactions or events one of the main purposes of which may reasonably be considered to be the avoidance of tax that might otherwise have been or become payable under Part II by any corporation, a particular corporation has issued a share in a taxation year in respect of which it has designated an amount under subsection 192(4), the particular corporation shall, on or before the last day of the second month after the end of the year, pay a tax under this Part for the year equal to 125% of the amount of tax under Part II that is or may be avoided by reason of the series of transactions or events. 45

par rapport au

b) total des montants désignés par elle en vertu de l'article 192 relativement aux actions émises par elle au cours de l'année. 5

Évasion fiscale

(5) Lorsqu'une corporation tenue de payer de l'impôt en vertu de la présente Partie, relativement à une action qu'elle a émise, sciemment ou d'une manière quelconque, élude ou tente d'éluder le paiement de l'impôt et lorsque l'acheteur de l'action ou, lorsque l'acheteur est une société, un membre de la société savait ou aurait dû savoir, au moment où l'action a été acquise, que la corporation, sciemment, éluderait ou tenterait d'éluder l'impôt, l'action est réputée, pour l'application de l'article 127.2, ne pas avoir été acquise. 15

Étalement indu

(6) Lorsque, dans une opération ou dans le cadre d'une série d'opérations, un contribuable acquiert une action d'une corporation qu'il contrôle (au sens du paragraphe 186(2)) et il peut raisonnablement être considéré qu'un des principaux motifs de l'achat était de réduire pour une période l'intérêt sur un montant d'impôt payable en vertu de la présente Partie, l'action est réputée, pour l'application de l'article 127.2 et de la présente Partie (sauf le présent paragraphe) ne pas avoir été acquise par le contribuable et ne pas avoir été émise par la corporation jusqu'à la fin de cette période. 20

Évitement fiscal

(7) Lorsque, dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements, il peut raisonnablement être considéré qu'un des principaux motifs était d'éviter de payer de l'impôt qui autrement aurait été ou serait devenu payable en vertu de la Partie II par une corporation, une corporation donnée a émis une action dans une année d'imposition à l'égard de laquelle elle a désigné un montant en vertu du paragraphe 192(4), la corporation donnée doit, au plus tard le dernier jour du deuxième mois suivant la fin de l'année, payer un impôt en vertu de la présente Partie pour l'année, égal à 125% du montant d'impôt prévu à la Partie II qui est ou qui peut être évité à la 35 40 45

Provisions
applicable to
this Part

(8) Sections 151, 152, 158, 159 and 162 to 167 and Division J of Part I are applicable to this Part, with such modifications as the circumstances require.

PART VIII

REFUNDABLE TAX ON CORPORATION IN RESPECT OF SCIENTIFIC RESEARCH TAX CREDIT

Corporation to
pay tax

194. (1) Every corporation shall pay a tax under this Part for a taxation year equal to 50% of the aggregate of all amounts each of which is an amount designated under subsection (4) in respect of a share or debt obligation issued by it in the year or a right granted by it in the year.

"Part VIII
refund" defined

(2) In this Act, the "Part VIII refund" of a corporation for a taxation year means an amount equal to the lesser of

(a) the aggregate of

(i) the amount, if any, by which the scientific research tax credit of the corporation for the year exceeds the amount, if any, deducted by it under subsection 127.3(1) from its tax otherwise payable under Part I for the year, and

(ii) such amount as the corporation may claim, not exceeding 50% of the amount, if any, by which

(A) the aggregate of all expenditures made by it after April 19, 1983 and in the year or the immediately preceding taxation year each of which is an expenditure, other than an expenditure prescribed for the purposes of paragraph 127(10.1)(c), claimed under paragraph 37(1)(a) or (b) to the extent that such expenditure is specified by the corporation in its return of income under Part I for the year

exceeds the aggregate of

suite de la série d'opérations ou d'événements.

(8) Les articles 151, 152, 158, 159 et 162 à 167 et la section J de la Partie I s'appliquent à la présente Partie avec les adaptations de circonstance.

Dispositions
applicables à la
présente Partie

PARTIE VIII

IMPÔT SUR LES CORPORATIONS REMBOURSABLE AU TITRE DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

194. (1) Toute corporation doit payer en vertu de la présente Partie, pour une année d'imposition, un impôt égal à 50% du total de tous les montants désignés en vertu du paragraphe (4) à l'égard d'une action ou d'une créance émise par elle ou d'un droit consenti par elle durant l'année.

Impôt payable
par une
corporation

(2) Dans la présente loi, le «remboursement de la Partie VIII» d'une corporation pour une année d'imposition désigne le moins élevé des montants suivants :

«rembourse-
ment de la
Partie VIII»

a) le total de

(i) l'excédent éventuel du crédit d'impôt pour la recherche scientifique de la corporation pour l'année sur le montant éventuel déduit par cette dernière en vertu du paragraphe 127.3(1), de son impôt pour l'année payable par ailleurs en vertu de la Partie I, et

(ii) du montant que la corporation peut réclamer, sans dépasser 50% du montant de l'excédent éventuel,

(A) du total de toutes les dépenses engagées par la corporation après le 19 avril 1983 et dans l'année ou durant l'année d'imposition précédente dont chacune est une dépense, autre qu'une dépense prescrite aux fins de l'alinéa 127(10.1)c), réclamée en vertu de l'alinéa 37(1)a) ou b) dans la mesure où cette dépense est précisée par la corporation dans sa déclaration de revenu en vertu de la Partie I pour cette année-là

(B) the aggregate of all expenditures each of which is an expenditure made by it in the immediately preceding taxation year, to the extent that such expenditure was included in determining the aggregate under clause (A) and resulted in

(I) a refund to it under this Part for the immediately preceding taxation year,

(II) a deduction by it under subsection 37(1) for the immediately preceding taxation year, or

(III) a deduction by it under subsection 127(5) for any taxation year, and

(C) twice the portion of the aggregate of amounts each of which is an amount deducted by it in computing its income for the year or the immediately preceding taxation year under section 37.1 that can reasonably be considered to relate to expenditures that were included in determining the aggregate under clause (A); and

(b) the refundable Part VIII tax on hand of the corporation at the end of the year.

(3) In this Act, "refundable Part VIII tax on hand" of a corporation at the end of a taxation year means the amount, if any, by which

(a) the aggregate of the taxes payable by it under this Part for the year and all preceding taxation years exceeds

(b) the aggregate of its Part VIII refunds for all preceding taxation years.

(4) Every taxable Canadian corporation may, by filing a prescribed form with the Minister at any time on or before the last

sur le total

(B) de toutes les dépenses engagées par la corporation durant l'année d'imposition précédente dans la mesure où chacune de ces dépenses a été comprise dans le calcul du total visé à la disposition (A) et a donné lieu à

(I) un remboursement à la corporation en vertu de la présente Partie pour l'année d'imposition précédente,

(II) une déduction par la corporation en vertu du paragraphe 37(1) pour l'année d'imposition précédente, ou

(III) une déduction par la corporation en vertu du paragraphe 127(5) pour une année d'imposition quelconque, et

(C) le double de la fraction du total des montants dont chacun représente un montant que la corporation déduit dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour l'année d'imposition précédente en application de l'article 37.1 et qui peut raisonnablement être considéré comme se rapportant à des dépenses comprises dans le calcul du total visé à la disposition (A); et

b) l'impôt de la Partie VIII remboursable en mains de la corporation à la fin de l'année.

(3) Dans la présente loi, «impôt de la Partie VIII remboursable en mains» d'une corporation à la fin de l'année d'imposition représente le montant de l'excédent éventuel

a) du total des impôts payables par cette corporation en vertu de la présente Partie pour l'année et toutes les années d'imposition antérieures

sur

b) le total de ses remboursements de la Partie VIII pour toutes les années d'imposition antérieures.

(4) Toute corporation canadienne imposable peut, sur production à une date quelconque d'une formule prescrite auprès du

"Refundable Part VIII tax on hand" defined

Corporation may designate amount

«impôt de la Partie VIII remboursable en mains»

Désignation par une corporation

day of the month immediately following a month in which it issued a share or debt obligation or granted a right under a scientific research financing contract (other than a share or debt obligation issued or a right granted before October 1983, or a share in respect of which the corporation has, on or before that day, designated an amount under subsection 192(4)) designate, for the purposes of this Part and Part I, an amount in respect of that share, debt obligation or right not exceeding the amount by which

(a) the amount of the consideration for which it was issued or granted, as the case may be,

(b) in the case of a share, the amount of any assistance (other than an amount included in computing the scientific research tax credit of a taxpayer in respect of that share) provided, or to be provided by a government, municipality or any other public authority in respect of, or for the acquisition of, that share.

(5) For the purposes of this Act, the Part VIII refund of a corporation for a taxation year shall be deemed to be an amount paid on account of its tax under this Part for the year on the last day of the second month following the end of the year.

(6) For the purposes of this Act, "scientific research financing contract" means a contract in writing pursuant to which an amount is paid by a person to a corporation as consideration for the granting by the corporation to that person of any right, either absolute or contingent, to receive income, other than interest or dividends.

(7) Where a taxable Canadian corporation that issued a share or debt obligation or granted a right under a scientific research financing contract does not designate an amount under subsection (4) in respect of the share, debt obligation or

Ministre, au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois où elle a émis une action ou une créance ou accordé un droit en vertu d'un contrat de financement pour la recherche scientifique (autre qu'une action, une créance émise ou un droit accordé avant octobre 1983 ou une action à l'égard de laquelle la corporation a, avant ou au plus tard à ce jour, désigné un montant en vertu du paragraphe 192(4)) désigner, aux fins de la présente Partie et de la Partie I, un montant à l'égard de cette action, de cette créance ou de ce droit, ne dépassant pas le montant de l'ex-cédent éventuel

a) de la valeur de la contrepartie pour laquelle l'action ou la créance a été émise, ou le droit accordé, selon le cas,

sur

b) dans le cas d'une action, le montant de toute aide (à l'exclusion d'un montant inclus dans le calcul du crédit d'impôt pour la recherche scientifique d'un contribuable relativement à cette action) fournie, ou devant être fournie, par un gouvernement, une municipalité ou toute autre corps public en ce qui concerne l'action ou l'acquisition de celle-ci.

(5) Pour l'application de la présente loi, le remboursement de la Partie VIII d'une corporation pour une année d'imposition, est réputé être un montant payé au titre de son impôt en vertu de la présente Partie au dernier jour du deuxième mois suivant la fin de l'année.

(6) Pour l'application de la présente loi, un «contrat de financement pour la recherche scientifique» désigne un contrat écrit en vertu duquel une personne verse une somme à une corporation en contrepartie de l'octroi, par celle-ci à cette personne, d'un droit quelconque, absolu ou conditionnel, de recevoir un revenu autre que des intérêts ou des dividendes.

(7) Lorsqu'une corporation canadienne imposable qui a émis une action ou une créance ou accordé un droit en vertu d'un contrat de financement pour la recherche scientifique ne désigne pas un montant en vertu du paragraphe (4) à l'égard de cette

Presumption

"Scientific research financing contract" defined

Late designation

Présomption

«Contrat de financement pour la recherche scientifique»

Désignation tardive

right on or before the day on or before which such designation was required by that subsection, the corporation shall be deemed to have made the designation on that day if

(a) the corporation has filed with the Minister a prescribed information return relating to the scientific research tax credit in respect of the share, debt obligation or right within the time that it would have been so required to file the return had the designation been filed on that day, and

(b) within 3 years after that day, the corporation has

(i) designated an amount in respect of the share, debt obligation or right by filing a prescribed form with the Minister, and

(ii) paid to the Receiver General an amount that is a reasonable estimate of the amount of the penalty payable by the corporation for the late designation in respect of the share, debt obligation or right;

except that, where the Minister has mailed a notice to the corporation that a designation has not been made in respect of the share, debt obligation or right under subsection (4), the designation and payment described in paragraph (b) must be made by the corporation on or before the day that is 90 days after the day of such mailing.

(8) Where, pursuant to subsection (7), a corporation made a late designation in respect of a share or debt obligation issued, or a right granted, in a month, the corporation shall pay, for each month or part of a month that elapsed during the period commencing on the last day on or before which an amount could have been designated by the corporation under subsection (4) in respect of the share, debt obligation or right and ending on the day that the late designation is made, a penalty for the late designation in respect of the share, debt obligation or right in an amount equal to 1% of the amount desig-

action, cette créance ou ce droit au plus tard à la date où cette désignation devait être effectuée en application de ce paragraphe, la corporation est réputée avoir effectué la désignation à cette date si,

a) la corporation a produit auprès du Ministre la déclaration de renseignements prescrite se rapportant au crédit d'impôt pour la recherche scientifique à l'égard de l'action, de la créance ou du droit dans la période au cours de laquelle elle aurait dû produire la déclaration si la désignation avait été produite à cette date, et

b) la corporation a, dans les 3 ans suivant cette date,

(i) désigné un montant à l'égard de l'action, de la créance ou du droit en produisant une formule prescrite auprès du Ministre, et

(ii) payé au receveur général un montant qui constitue une estimation raisonnable de la pénalité que la corporation doit payer pour la désignation tardive à l'égard de l'action, de la créance ou du droit,

sauf que, si le Ministre a envoyé par la poste à la corporation un avis l'informant qu'elle n'a pas désigné un montant à l'égard de l'action, de la créance ou du droit en vertu du paragraphe (4), la désignation et le paiement prévus à l'alinéa b) doivent être faits par la corporation au plus tard 90 jours à compter de la date de la mise à la poste de cet avis.

(8) Lorsque, conformément au paragraphe (7), une corporation a effectué une désignation tardive d'un montant à l'égard d'une action ou d'une créance émise, ou d'un droit accordé, au cours d'un mois, la corporation doit payer, pour chaque mois ou fraction de mois qui s'écoule au cours de la période commençant le dernier jour du délai de désignation par la corporation en vertu du paragraphe (4) à l'égard de l'action, de la créance ou du droit, et finissant le jour de la désignation tardive, une pénalité pour désignation tardive à l'égard de l'action, de la créance ou droit d'un montant égal à 1% du montant désigné à

nated in respect of the share, debt obligation or right, except that the maximum penalty payable under this subsection by the corporation for a month shall not exceed \$500.

Restriction

(9) Where at any time a corporation has designated an amount under subsection (4) in respect of a share, debt obligation or right, no amount may be designated by the corporation at any subsequent time in respect of that share, debt obligation or right.

Corporation to file return

195. (1) Every corporation that is liable to pay tax under this Part for a taxation year shall, on or before the day on or before which it is required to file its return of income under Part I for the year, file with the Minister a return for the year under this Part in prescribed form.

Corporation to make payment on account of tax

(2) Where, in a particular month in a taxation year, a corporation issues a share or debt obligation, or grants a right, in respect of which it designates an amount under section 194, the corporation shall, on or before the last day of the month following the particular month, pay to the Receiver General on account of its tax payable under this Part for the year an amount equal to 50% of the aggregate of all amounts so designated.

Interest on amount in default

(3) Where a corporation is liable to pay tax under this Part and has failed to pay all or any part or instalment thereof on or before the day on or before which it was required to pay the tax, it shall, on payment of the amount in default, pay interest thereon at the prescribed rate for the period beginning on the day following the day on or before which it was required to make the payment and ending on the day of payment.

Idem

(4) For the purposes of computing interest payable by a corporation under subsection (3) for any month or months in the 14 month period ending 2 months after the end of a taxation year in which period the corporation has designated an amount under section 194 in respect of a share or

l'égard de l'action, de la créance ou du droit, sauf que la pénalité maximale que doit payer la corporation en vertu du présent paragraphe pour un mois ne doit pas dépasser \$500.

5

Restriction

(9) Lorsque, à une date quelconque, une corporation a désigné un montant en vertu du paragraphe (4) à l'égard d'une action, d'une créance ou d'un droit, aucun montant ne peut par la suite être désigné à l'égard de cette action, de cette créance ou de ce droit.

Production d'une déclaration

195. (1) Toute corporation tenue de payer l'impôt en vertu de la présente Partie pour une année d'imposition doit au plus tard le jour où elle doit produire sa déclaration de revenu en vertu de la Partie I pour l'année, produire auprès du Ministre une déclaration pour l'année en vertu de la présente Partie selon la forme prescrite.

Paiement au titre de l'impôt

(2) Lorsque, dans un mois donné d'une année d'imposition, une corporation émet une action ou une créance, ou accorde un droit, à l'égard de laquelle ou duquel elle désigne un montant en vertu de l'article 194, elle doit, dans le mois qui suit le mois donné, payer au receveur général au titre de son impôt payable en vertu de la présente Partie pour l'année un montant égal à 50% du total de tous les montants ainsi désignés.

Intérêts sur un montant en souffrance

(3) Lorsqu'une corporation est tenue de payer un impôt en vertu de la présente Partie et a omis d'effectuer la totalité ou une partie d'un versement dans le délai qui lui était accordé pour le faire, elle doit, lors du paiement du montant en souffrance, payer des intérêts sur cet impôt au taux prescrit pour la période commençant après le délai accordé pour le versement et finissant le jour du versement.

Idem

(4) Aux fins du calcul des intérêts payables par une corporation en vertu du paragraphe (3) pour un ou plusieurs mois de la période de 14 mois finissant 2 mois après la fin d'une année d'imposition, période au cours de laquelle la corporation a désigné un montant en vertu de l'article 194 à

debt obligation issued, or right granted, by it in a particular month in the year, the corporation shall be deemed to have been liable to pay, on or before the last day of the month immediately following the particular month, a part or an instalment of tax for the year equal to that proportion of the amount, if any, by which its tax payable under this Part for the year exceeds its Part VIII refund for the year that

(a) the aggregate of all amounts so designated by it under section 194 in respect of shares or debt obligations issued, or rights granted, by it in the particular month

is of

(b) the aggregate of all amounts so designated by it under section 194 in respect of shares or debt obligations issued, or rights granted, by it in the year.

Evasion of tax

(5) Where a corporation that is liable to pay tax under this Part in respect of a share or debt obligation issued or a right granted by it wilfully, in any manner whatever, evades or attempts to evade payment of the tax and a purchaser of the share, debt obligation or right or, where the purchaser is a partnership, a member thereof, knew or ought to have known, at the time the share, debt obligation or right was acquired, that the corporation would wilfully evade or attempt to evade the tax, for the purposes of section 127.3 the share, debt obligation or right shall be deemed not to have been acquired.

Undue deferral

(6) Where, in a transaction or as part of a series of transactions, a taxpayer acquires a share or debt obligation of a corporation or a right granted by a corporation and the corporation is controlled (within the meaning assigned by subsection 186(2)) by him and it may reasonably be considered that one of the main purposes of the acquisition was to reduce for a period interest on his liability for tax under this Part, the share, debt obligation or right shall, for the purposes of section

l'égard d'une action ou d'une créance émise, ou d'un droit accordé, par elle au cours d'un mois donné de l'année, la corporation est réputée avoir été tenue de payer, au cours du mois qui suit le mois donné, une fraction ou un versement d'impôt pour l'année égal à la fraction de l'excédent éventuel de son impôt payable en vertu de la présente Partie pour l'année sur son remboursement de la Partie VIII pour l'année que représente

a) le total des montants désignés par elle en vertu de l'article 194 à l'égard d'actions ou de créances émises ou de droits accordés par elle durant le mois donné

sur

b) le total des montants désignés par elle en vertu de l'article 194 à l'égard d'actions ou de créances émises ou de droits accordés par elle au cours de l'année.

Évasion fiscale

(5) Lorsqu'une corporation, tenue de payer de l'impôt en vertu de la présente Partie à l'égard d'une action ou d'une créance qu'elle a émise, ou d'un droit qu'elle a accordé, sciemment d'une manière quelconque, élude ou tente d'éluder le paiement de l'impôt et lorsque l'acheteur de l'action, de la créance ou du droit ou, lorsque l'acheteur est une société, un membre de la société savait ou aurait dû savoir, au moment où il a acquis l'action, la créance ou le droit, que la corporation, sciemment, éluderait ou tenterait d'éluder l'impôt, l'action, la créance ou le droit est réputé ne pas avoir été acquis aux fins de l'article 127.3.

Étalement indu

(6) Lorsque, dans une opération ou dans le cadre d'une série d'opérations, un contribuable acquiert, d'une corporation qu'il contrôle (au sens du paragraphe 186(2)), une action, une créance ou un droit que celle-ci accorde et qu'il peut raisonnablement être considéré qu'un des principaux motifs de l'achat était de réduire pour une période l'intérêt sur un montant d'impôt payable en vertu de la présente Partie, l'action, la créance ou le droit est réputé, pour l'application de l'article 127.3 et des

Avoidance of
tax

127.3 and this Part (other than this subsection), be deemed not to have been acquired by the taxpayer and not to have been issued or granted, as the case may be, by the corporation until the end of that 5 period.

(7) Where, as part of a series of transactions or events one of the main purposes of which may reasonably be considered to be the avoidance of tax that might otherwise 10 have been or become payable under Part II by any corporation, a particular corporation has issued a share or debt obligation or granted a right in a taxation year in respect of which it has designated an 15 amount under subsection 194(4), the particular corporation shall, on or before the last day of the second month after the end of the year, pay a tax under this Part for the year equal to 125% of the amount of 20 tax under Part II that is or may be avoided by reason of the series of transactions or events.

Provisions
applicable to
this Part

(8) Sections 151, 152, 158, 159 and 162 to 167 and Division J of Part I are appli- 25 cable to this Part, with such modifications as the circumstances require."

(2) Part VII of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable after June 1983, except that any designation under subsection 30 192(4) of the said Act, as so enacted, made on or before the day that is 90 days after the day on which this Act is assented to shall be deemed to have been made on or before the day referred to in subsection 192(4).

(3) Part VIII of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable after September 1983, except that any designation under subsection 194(4) of the said Act, as so enacted, made on or before the day that is 90 40 days after the day on which this Act is assented to shall be deemed to have been made on or before the day referred to in subsection 194(4).

97. (1) Subsection 202(4) of the said Act 45 is repealed and the following substituted therefor:

autres dispositions de la présente Partie (sauf le présent paragraphe) ne pas avoir été acquis par le contribuable ou ne pas avoir été émis ou accordé, selon le cas, par la corporation jusqu'à la fin de cette 5 période.

(7) Lorsque, dans le cadre d'une série d'opérations ou d'événements, il peut raisonnablement être considéré qu'un des principaux motifs était d'éviter de payer de 10 l'impôt qui autrement aurait été ou serait devenu payable en vertu de la Partie II par une corporation, une corporation donnée a émis une action ou une créance ou a accordé un droit dans une année d'imposi- 15 tion à l'égard de laquelle elle a désigné un montant en vertu du paragraphe 194(4), la corporation donnée doit, au plus tard le dernier jour du deuxième mois suivant la fin de l'année, payer un impôt en vertu de 20 la présente Partie pour l'année, égal à 125% du montant d'impôt prévu à la Partie II qui est ou qui peut être évité à la suite de la série d'opérations ou d'événements. 25

(8) Les articles 151, 152, 158, 159 et 162 à 167 et la section J de la Partie I s'appliquent à la présente Partie, avec les adaptations de circonstance.»

(2) La Partie VII de la même loi, telle 30 qu'éditée par le paragraphe (1), s'applique après juin 1983, sauf qu'une désignation faite en vertu du paragraphe 192(4) de la même loi, tel qu'édicte ainsi, faite au plus tard 90 jours après la sanction royale de la présente 35 loi est réputée avoir été faite au plus tard le 35 jour visé au paragraphe 192(4).

(3) La Partie VIII de la présente loi, telle qu'éditée par le paragraphe (1), s'applique après septembre 1983, sauf qu'une désigna- 40 tion en vertu du paragraphe 194(4) de la même loi, tel qu'édicte ainsi, peut être faite au plus tard 90 jours après la sanction royale de la présente loi est réputée avoir été faite au plus tard le jour visé au paragraphe 45 194(4).

97. (1) Le paragraphe 202(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Évitement fiscal

Dispositions
applicables à la
présente Partie

Idem

“(4) Subsections 164(3) to (4) are applicable, with such modifications as the circumstances require, to refunds of tax under subsection 198(4) or (5) or under subsection 199(2).”

5

(2) Subsection (1) is applicable with respect to interest paid or applied after April 19, 1983.

98. (1) Paragraph 206(2)(e.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(e.1) any property that, under the terms or conditions thereof or any agreement relating thereto, is convertible to, is exchangeable for or confers a 15 right to acquire, property that is foreign property, but not including property that is

- (i) a share of the capital stock of a Canadian corporation issued before 20 1984 and listed on a prescribed stock exchange in Canada,
- (ii) a right issued before 1984 and listed on a prescribed stock exchange in Canada to acquire a share of the 25 capital stock of a Canadian corporation, or
- (iii) a share of the capital stock of a Canadian corporation listed on a prescribed stock exchange in Canada and 30 acquired pursuant to the exercise of a right referred to in subparagraph (ii),”

(2) Subsection (1) is applicable after November 12, 1981.

99. (1) Paragraph 212(1)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Alimony

“(f) alimony or other payment for the support of the non-resident person, children of the non-resident person or both the non-resident person and children of the non-resident person that would, under paragraph 56(1)(b), (c) or (c.1), be included in computing the non-resident person’s income if the non-resident person were resident in Canada;”

“(4) Les paragraphes 164(3) à (4) s’appliquent, avec les adaptations de circonstance, aux remboursements d’impôt effectués en vertu du paragraphe 198(4) ou (5) ou 199(2).”

5

(2) Le paragraphe (1) s’applique à l’intérêt payé ou affecté après le 19 avril 1983.

98. (1) L’alinéa 206(2)e.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(e.1) tout bien qui, en vertu de ses 10 modalités ou de celles d’une entente relative à ce bien, est convertible en un bien qui est un bien étranger, peut être échangé contre un bien qui est un bien étranger ou confère le droit d’acquérir 15 un bien qui est un bien étranger, à l’exclusion d’un bien qui est

- (i) une action du capital-actions d’une corporation canadienne émise avant 1984 et admise à une bourse de 20 valeurs prescrite au Canada,
- (ii) un droit, émis avant 1984 et admis à une bourse de valeurs prescrite au Canada, d’acquérir une action du capital-actions d’une corpo- 25 ration canadienne, ou
- (iii) une action du capital-actions d’une corporation canadienne cotée à une bourse de valeurs prescrite au Canada et acquise en exerçant un 30 droit visé au sous-alinéa (ii),”

(2) Le paragraphe (1) s’applique après le 12 novembre 1981.

99. (1) L’alinéa 212(1)f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

35

Pension
alimentaire

“(f) de la pension alimentaire ou autre paiement destiné au soutien de la personne non résidente, d’enfants de la personne non résidente ou à la fois de la personne non résidente et d’enfants de la 40 personne non résidente et qui, en vertu de l’alinéa 56(1)b), c) ou c.1), serait inclus dans le calcul du revenu de la personne non résidente si elle résidait au Canada;”

45

(2) Paragraph 212(11.1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) where subsection 104(8) is applicable with respect to a particular trust, the amount, if any, referred to in paragraph (e) thereof, or”

(3) All that portion of subsection 212(11.2) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(11.2) Such portion of the amount referred to in paragraph 104(8)(f)”

(4) Subsections (2) and (3) are applicable after November 12, 1981.

100. (1) Subsection 227(10) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(10) The Minister may assess any person for any amount payable by that person under Part XIII, this section, section 227.1 or 235 and, upon his sending a notice of assessment to that person, Divisions I and J of Part I are applicable with such modifications as the circumstances require.”

(2) The deletion of the reference to section 234.1 of the said Act in subsection 227(10) of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable with respect to purchases of aviation turbine fuel made after April 30, 1983.

101. (1) Subsection 227.1(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**227.1** (1) Where a corporation has failed to deduct or withhold an amount as required by subsection 135(3) or section 153 or 215, has failed to remit such an amount or has failed to pay an amount of tax for a taxation year as required under Part VII or VIII, the directors of the corporation at the time the corporation was required to deduct, withhold, remit or pay the amount are jointly and severally liable, together with the corporation, to pay that amount and any interest or penalties relating thereto.”

(2) L'alinéa 212(11.1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) lorsque le paragraphe 104(8) s'applique à une fiducie donnée, du montant, si montant il y a, visé à l'alinéa e) de ce paragraphe, ou»

(3) Le passage du paragraphe 212(11.2) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(11.2) La fraction du montant visé à l'alinéa 104(8)f)»

(4) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent après le 12 novembre 1981.

100. (1) Le paragraphe 227(10) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(10) Le Ministre peut cotiser toute personne à l'égard de tout montant payable par elle en vertu de la Partie XIII, du présent article, de l'article 227.1 ou 235 et, lors de l'expédition à cette personne d'un avis de cotisation, les sections I et J de la Partie I sont applicables, compte tenu des adaptations de circonstance.»

(2) La suppression du renvoi à l'article 234.1 de la même loi à son paragraphe 227(10), telle qu'éditée au paragraphe (1), s'applique aux achats de carburant effectués après le 30 avril 1983.

101. Le paragraphe 227.1(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“**227.1** (1) Lorsqu'une corporation a omis de déduire ou de retenir une somme, tel que prévu au paragraphe 135(3) ou à l'article 153 ou 215, ou a omis de remettre cette somme ou a omis de payer un montant d'impôt en vertu de la Partie VII ou de la Partie VIII pour une année d'imposition, les administrateurs de la corporation, à la date à laquelle la corporation était tenue de déduire, de retenir, de verser ou de payer la somme, sont solidairement responsables, avec la corporation, du paiement de cette somme, incluant tous les

Idem

Assessment

Cotisation

Liability of directors

Responsabilité des administrateurs

- intérêts et toutes les pénalités s'y rapportant.»
- (2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.
- (2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

102. (1) Section 230 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

102. (1) L'article 230 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe 5 (1), de ce qui suit :

“(1.1) Every person who administers an indexed security investment plan under which a taxpayer is a participant shall keep records and books of account at his place of business in Canada or at such other place as may be designated by the Minister, in such form and containing such information as will enable the Minister to verify the amount of any taxable capital gain or allowable capital loss of the taxpayer from the plan.”

«(1.1) Quiconque administre un régime de placements en titres indexés auquel participe un contribuable doit tenir des registres et des livres de comptes à son établissement au Canada ou à tout autre endroit que le Ministre peut désigner, dans la forme et renfermant les renseignements qui permettent au Ministre d'établir le montant de tout gain en capital imposable ou de toute perte en capital déductible du contribuable résultant du régime.»

Idem

(2) Subsection (1) is applicable after September 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) s'applique après le 30 septembre 1983.

103. (1) Section 234.1 of the said Act is repealed.

103. (1) L'article 234.1 de la même loi est abrogé.

(2) Subsection (1) is applicable with respect to purchases of aviation turbine fuel made after April 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux achats de carburéacteur effectués après le 30 avril 1983.

104. (1) Subsection 244(14) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

104. (1) Le paragraphe 244(14) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(14) For the purposes of this Act, the day of mailing of any notice of assessment or notification described in subsection 152(4), 192(8) or 194(7) shall, in the absence of any evidence to the contrary, be deemed to be the day appearing from such notice or notification to be the date thereof unless called in question by the Minister or by some person acting for him or Her Majesty.”

«(14) Aux fins de la présente loi, la date d'envoi par la poste de tout avis de cotisation ou d'une notification visée au paragraphe 152(4), 192(8) ou 194(7) est réputée, en l'absence de toute preuve contraire, être la date qui d'après cet avis ou cette notification semble en être la date, à moins qu'elle ne soit mise en doute par le Ministre ou par quelque personne agissant au nom de ce dernier ou au nom de Sa Majesté.»

Date d'envoi par la poste

(2) Subsection (1) is applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

105. (1) The definition “cost amount” in subsection 248(1) of the said Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto,

105. (1) La définition de «coût indiqué» au paragraphe 248(1) de la même loi est modifiée par suppression du mot «et» à la fin de l'alinéa e) et par insertion, après l'alinéa e), de ce qui suit :

immediately after paragraph (e) thereof, the following paragraph:

“(e.1) where the property was an indexed security of the taxpayer, its fair market value (within the meaning assigned by paragraph 47.1(1)(d)) at that time, and”

«e.1) lorsque le bien était un titre indexé du contribuable, sa juste valeur marchande (au sens de l’alinéa 47.1(1)d)) à cette date, et»

(2) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition “exempt income”, the following definition:

(2) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, après la définition de «personnel scolaire des Forces canadiennes d’outre-mer», de ce qui suit :

“farm loss”
«perte agricole»

““farm loss” has the meaning assigned by subsection 111(8);”

«perte agricole» a le sens que lui donne le paragraphe 111(8);»

(3) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition “income interest”, the following definition:

(3) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, après la définition de «surplus en main, non réparti et libéré d’impôt», de ce qui suit :

“indexed security”
“titre indexé”

““indexed security” has the meaning assigned by paragraph 47.1(1)(e);”

«titre indexé» a le sens que lui donne l’alinéa 47.1(1)e);»

(4) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately before the definition “individual”, the following definition:

(4) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, après la définition de «régime de participation différée aux bénéfices», de ce qui suit :

“indexed security investment plan”
«régime de placements en titres indexés»

““indexed security investment plan” has the meaning assigned by paragraph 47.1(1)(f);”

«régime de placements en titres indexés» a le sens que lui donne l’alinéa 47.1(1)f);»

(5) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition “investment corporation”, the following definition:

(5) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, après la définition d’«association canadienne enregistrée de sport amateur», de ce qui suit :

“lawyer”
«avocat»

““lawyer” has the meaning assigned by paragraph 232(1)(c);”

«avocat» a le sens que lui attribue l’alinéa 232(1)c);»

(6) Subsection 248(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition “paid-up capital”, the following definition:

(6) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par insertion, après la définition de «paiement de cessation d’une charge ou d’un emploi», de ce qui suit :

“participant”
«participant»

““participant” under an indexed security investment plan has the meaning assigned by paragraph 47.1(1)(h);”

«participant» s’entend, dans le cadre d’un régime de placements en titres indexés, au sens de l’alinéa 47.1(1)h);»

(7) Subsections (1), (3), (4) and (6) are applicable after September 30, 1983.

(7) Les paragraphes (1), (3), (4) et (6) s’appliquent après le 30 septembre 1983.

(8) Subsections (2) and (5) are applicable to the 1983 and subsequent taxation years.

(8) Les paragraphes (2) et (5) s’appliquent aux années d’imposition 1983 et suivantes.

106. All that portion of subsection 251(6) preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

106. Le passage du paragraphe 251(6) de la même loi qui précède l’alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Persons related
by blood
relationship,
etc.

“(6) For the purposes of this Act, other than clause 109(1)(b)(ii)(C),”

107. (1) Paragraph 256(8)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(a) any limitation on the deductibility of any non-capital loss, net capital loss, farm loss or any expense referred to in subsection 66(11) or (11.1), or”

(2) Subsection (1) is applicable to the 10 1983 and subsequent taxation years.

«(6) Aux fins de la présente Loi, à l'exclusion de la disposition 109(1)b(ii)(C),»

107. (1) L'alinéa 256(8)a de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) une restriction quelconque visant la 5
déduction d'une perte autre qu'une perte
en capital, d'une perte en capital nette,
d'une perte agricole ou d'une dépense
visée au paragraphe 66(11) ou (11.1),
ou» 10

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1983 et suivantes.

Personnes liées
par les liens du
sang

Notice of Ways and Means Motion to
Amend the Income Tax Application
Rules, 1971

Avis de motion des voies et moyens visant à
modifier les Règles de 1971 concernant
l'application de l'impôt sur le revenu

Notice of Ways and Means Motion to Amend the Income Tax Application Rules, 1971

Avis de motion des voies et moyens visant à modifier les Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu

That it is expedient to amend the Income Tax Application Rules, 1971 as follows :

Qu'il y a lieu de modifier les Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu ainsi :

1. (1) Paragraph 26(9.4)(b) of the *Income Tax Application Rules, 1971* is repealed and the following substituted therefor:

1. (1) L'alinéa 26(9.4)b) des *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

“(b) clause 53(2)(c)(i)(B) of the amended Act shall be read as follows: 10

«b) la disposition 53(2)c)(i)(B) de la loi modifiée est libellée comme suit :

“(B) paragraphs 12(1)(o), 18(1)(m) and 20(1)(v.1) and (gg), section 31, subsection 40(2), section 55, subsections 69(6) and (7) and paragraphs 81(1)(r) and (s) 15 and the provisions of the *Income Tax Application Rules, 1971* relating to section 14”.”

«(B) des alinéas 12(1)o), 18(1)m) et 20(1)v.1) et gg), de l'article 31, du paragraphe 40(2), de l'article 55, des paragraphes 69(6) et (7) et des alinéas 81(1)r) et s) et des dispositions des *Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu* relativement à l'article 20 14».»

(2) Subsection (1) is applicable to the 1982 and subsequent taxation years, except 20 that for the period before Royal Assent to this Act the reference to “paragraphs 81(1)(r)” in paragraph 26(9.4)(b) of the said Rules, as enacted by subsection (1), shall be read as “paragraphs 69(7.1)(b), 81(1)(r)”. 25

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 1982 et suivantes, sauf que pour la période qui précède la sanction royale de la présente loi, la mention des 25 «alinéas 81(1)r)» à l'alinéa 26(9.4)b) des mêmes règles, tel qu'édicte par le paragraphe (1), est interprétée comme les «alinéas 69(7.1)b), 81(1)r)».

2. (1) All that portion of subsection 29(25) of the said Rules following paragraph (b) thereof and preceding paragraph (d) thereof is repealed and the following substituted therefor: 30

2. (1) Le passage du paragraphe 29(25) 30 des mêmes règles qui suit l'alinéa b) et qui précède l'alinéa d) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“has, at any time after 1954, acquired from a person (hereinafter in this subsection referred to as the “predecessor”) whose principal business was production, refining or marketing of petroleum, 35 petroleum products or natural gas, exploring or drilling for petroleum or natural gas, or mining or exploration for minerals, all or substantially all of the property of the predecessor used by him in carrying on 40

«a, à une date quelconque postérieure à 1954, acquis d'une personne (appelée ci- 35 après dans le présent paragraphe le «prédécesseur») dont l'entreprise principale était la production, le raffinage ou la vente du pétrole, des produits pétroliers ou du gaz naturel, l'exploration ou le forage fait en 40 vue de découvrir du pétrole ou du gaz naturel, ou l'extraction ou la recherche de minerais, la totalité ou la presque totalité

that business in Canada and (except in the case of winding-up) the predecessor and the successor corporation have jointly elected in prescribed form on or before the day that is the earlier of the days on or before which either taxpayer making the election is required to file a return of income pursuant to section 150 of the amended Act for the taxation year in which the transaction to which the election relates occurred, there may be deducted by the successor corporation, in computing its income for a taxation year, the lesser of

(c) the aggregate of

(i) the drilling and exploration expenses, including all general geological and geophysical expenses, incurred before 1972 by the predecessor on or in respect of exploring or drilling for petroleum or natural gas in Canada, and

(ii) the prospecting, exploration and development expenses incurred before 1972 by the predecessor in searching for minerals in Canada,

to the extent that such expenses

(iii) were not deductible by the successor corporation in computing its income for a preceding taxation year, and were not deductible by the predecessor in computing his income for the taxation year in which the property so acquired was acquired by the successor corporation or his income for a preceding taxation year, and

(iv) would, but for the provisions of paragraphs (1)(b), (2)(b), (3)(d), (4)(h) and (24)(d) or any of those paragraphs or this subsection, have been deductible by the predecessor in computing his income for the taxation year in which the property so acquired was acquired by the successor corporation, and"

des biens que le prédécesseur utilisait dans l'exploitation de cette entreprise au Canada et (sauf dans le cas d'une liquidation) le prédécesseur et la corporation remplaçante ont choisi conjointement en la forme prescrite au plus tard à la date qui survient la première parmi les dates auxquelles l'un ou l'autre des contribuables faisant le choix doit, au plus tard, produire une déclaration de revenu, en application de l'article 150 de la loi modifiée, pour l'année d'imposition pendant laquelle a eu lieu l'opération à laquelle se rapporte le choix, la corporation remplaçante peut, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, déduire le moins élevé des montants suivants :

c) le total

(i) des frais d'exploration et de forage, y compris tous les frais généraux d'étude géologique et géophysique, engagés au Canada avant 1972 par le prédécesseur pour l'exploration ou le forage fait en vue d'y découvrir du pétrole ou du gaz naturel, et

(ii) des frais de prospection, d'exploration et d'aménagement engagés au Canada avant 1972 par le prédécesseur pour la recherche de minerais,

dans la mesure où ces frais

(iii) n'étaient pas déductibles par la corporation remplaçante dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, et n'étaient pas déductibles par le prédécesseur dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition pendant laquelle les biens ainsi acquis l'ont été par la corporation remplaçante, ou de son revenu pour une année d'imposition antérieure, et

(iv) auraient, sans les dispositions des alinéas (1)b), (2)b), (3)d), (4)h), et (24)d), ou de l'un de ces alinéas ou du présent paragraphe, été déductibles par le prédécesseur dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition pendant laquelle le bien ainsi acquis l'a été par la corporation remplaçante, ou»

(2) Subparagraphs 29(25)(d)(i) and (ii) and all that portion of subsection 29(25) of the said Rules following paragraph (d) thereof are repealed and the following substituted therefor:

- “(i) the disposition of any property described in any of subparagraphs 66(15)(c)(i) to (vii) of the amended Act owned by the predecessor immediately before the acquisition by the successor corporation of the property so acquired, or
- (ii) the production of petroleum or natural gas from wells, or the production of minerals from mines, situated on property in Canada in respect of which the predecessor had, immediately before the acquisition by the successor corporation of the property so acquired, an interest or a right to take or remove petroleum or natural gas or a right to take or remove minerals;

and, in respect of any such expenses included in the aggregate determined under paragraph (c), no deduction may be made under this section by the predecessor in computing his income for a taxation year subsequent to his taxation year in which the property so acquired was acquired by the successor corporation.”

(3) Subparagraph 29(29)(a)(i) of the said Rules is repealed and the following substituted therefor:

- “(i) were not deductible by the second successor corporation in computing its, or by any other person in computing his, income for a previous taxation year, and were not deductible by the first successor corporation in computing its income for the taxation year in which the property so acquired was acquired by the second successor corporation, and”

(4) Subsections (1) to (3) are applicable with respect to acquisitions of property by a successor corporation from a predecessor after April 19, 1983.

(2) Les sous-alinéas 29(25)d)(i) et (ii) et le passage du paragraphe 29(25) des mêmes règles qui suit l’alinéa d) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- «(i) à la disposition de tout bien visé à l’un quelconque des sous-alinéas 66(15)c)(i) à (vii) de la loi modifiée qui appartenait au prédécesseur immédiatement avant l’acquisition, par la corporation remplaçante, des biens ainsi acquis, ou
- (ii) à la production de pétrole ou de gaz naturel tiré de puits, ou à la production de minerais tirés de mines, situés sur des biens au Canada à l’égard desquels le prédécesseur détenait, immédiatement avant l’acquisition par la corporation remplaçante des biens ainsi acquis, une participation ou un droit d’extraire ou d’enlever du pétrole, du gaz naturel ou du minerais

et, relativement à tous frais semblables compris dans le total calculé en vertu de l’alinéa c), aucune déduction ne peut être effectuée en vertu du présent article, par le prédécesseur, dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition postérieure à son année d’imposition pendant laquelle la propriété ainsi acquise l’a été par la corporation remplaçante.»

(3) Le sous-alinéa 29(29)a)(i) des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- «(i) n’étaient pas déductibles par la deuxième corporation remplaçante ni par toute autre personne dans le calcul de son revenu pour une année d’imposition antérieure et n’étaient pas déductibles par la première corporation remplaçante dans le calcul de son revenu pour l’année d’imposition au cours de laquelle les biens ainsi acquis l’ont été par la seconde corporation remplaçante, et»

(4) Les paragraphes (1) à (3) s’appliquent aux acquisitions de biens d’un prédécesseur par une corporation remplaçante après le 19 avril 1983.

Notice of Ways and Means Motion to Amend An Act to Amend the statute law relating to income tax (No. 2), 1980-81-82-83, c. 140

Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi n° 2 modifiant la législation relative à l'impôt sur le revenu, 1980-81-82-83, c. 140

5

5

Notice of Ways and Means Motion to Amend An Act to Amend the statute law relating to income tax (No. 2), 1980-81-82-83, c. 140

Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi n° 2 modifiant la législation relative à l'impôt sur le revenu, 1980-81-82-83, c. 140

That it is expedient to amend An Act to Amend the statute law relating to income tax (No. 2), 1980-81-82-83, c. 140 as follows :

Qu'il y a lieu de modifier la Loi n° 2 modifiant la législation relative à l'impôt sur le revenu, 1980-81-82-83, c. 140 ainsi :

1. (1) Subsection 11(9) of *An Act to amend the statute law relating to income tax* (No. 2), being chapter 140 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, is repealed and the following substituted therefor:

1. (1) Le paragraphe 11(9) de la *Loi n° 2 modifiant la législation relative à l'impôt sur le revenu*, étant le chapitre 140 des Statuts du Canada, 1980-81-82-83, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(9) Subsection (2) is applicable in respect of amounts paid or that became payable after December 31, 1982 in respect of the period after that date.”

«(9) Le paragraphe (2) s'applique aux sommes payées ou devenues payables après le 31 décembre 1982 à l'égard de la période qui suit cette date.»

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on March 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 mars 1983.

2. (1) Subsection 43(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. (1) Le paragraphe 43(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(5) Subsection 80(3) of the said Act, as enacted by subsection (2), is applicable to windings-up occurring after November 12, 1981, except that an election under the said subsection 80(3) may be made at any time before 1984.”

«(5) Le paragraphe 80(3) de ladite loi, tel qu'édicte par le paragraphe (2), s'applique aux liquidations survenant après le 12 novembre 1981, sauf qu'un choix peut être fait en vertu du paragraphe 80(3) à n'importe quel moment avant 1984.»

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on March 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 mars 1983.

3. (1) Subsection 44(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. (1) Le paragraphe 44(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(2) Subsection (1) is applicable to taxation years ending after 1981, except that

«(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après 1981, sauf que

(a) where the taxation year ended in 1982, subsections 80.4(1) and (2) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall not apply to the part of that taxation year that is before 1982; and

a) lorsque l'année d'imposition s'est terminée en 1982, les paragraphes 80.4(1) et (2) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (1), ne s'appliquent pas à la fraction de l'année d'imposition qui est antérieure à 1982; et

(b) subsection 80.4(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall not apply before July 1, 1983 in respect of any loan received or debt incurred

b) le paragraphe 80.4(2) de la même loi, tel qu'édicte par le paragraphe (1),

before December 8, 1982 by a corporation that is not resident in Canada and that was not dealing at arm's length with the creditor corporation."

ne s'applique pas, pour la période précédant le 1^{er} juillet 1983, à l'égard de tout prêt reçu ou de toute dette contractée avant le 8 décembre 1982 par une corporation qui ne réside pas au Canada et qui avait un lien de dépendance avec la corporation créancière.»

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on March 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 mars 1983.

4. (1) Subsection 45(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

4. (1) Le paragraphe 45(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(2) Subsection (1) is applicable to taxation years commencing after 1981, except that in its application to the 1982 taxation year, where a debtor would otherwise be entitled to make a deduction under paragraph 20(1)(c) of the said Act with respect to a benefit deemed by section 80.5 of the said Act, as enacted by subsection (1), to be interest paid in the year and payable in respect of the year, the individual or corporation referred to in paragraph 80.5(a) of the said Act, as enacted by subsection (1), may in computing its income for the year, deduct an amount equal to the amount that the debtor would otherwise be entitled to deduct in computing its income for the year where the debtor elects in his return of income for the 1982 taxation year not to make such deduction."

«(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après 1981 sauf que, dans son application à l'année d'imposition 1982, lorsqu'un débiteur peut par ailleurs déduire en vertu de l'alinéa 20(1)c) de ladite loi un montant à l'égard d'un avantage réputé, en vertu de l'article 80.5 de ladite loi, tel qu'édicte par le paragraphe (1), avoir été des intérêts payés dans l'année et payables à l'égard de l'année, le particulier ou la corporation visée à l'alinéa 80.5a) de ladite loi, tel qu'édicte par le paragraphe (1), peut dans le calcul de son revenu pour l'année 25 déduire un montant égal au montant que le débiteur aurait pu par ailleurs déduire dans le calcul de son revenu pour l'année, si le débiteur choisit dans sa déclaration de revenu pour l'année d'imposition 1982 de 30 ne pas déduire ce montant.»

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on March 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 mars 1983.

5. (1) Subsection 98(12) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

5. (1) Le paragraphe 98(12) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(12) Subsection (2) is applicable after November 12, 1981 and subsection (4) is applicable to plans issued after March 1983."

«(12) Le paragraphe (2) s'applique après le 12 novembre 1981 et le paragraphe (4) s'applique aux régimes émis après mars 1983.»

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on March 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 mars 1983.

6. (1) Subsection 99(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

6. (1) Le paragraphe 99(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(3) Subsection (1) is applicable to plans issued after March 1983.”

«(3) Le paragraphe (1) s’applique aux régimes émis après mars 1983.»

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on March 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 mars 1983.

7. (1) Subsection 100(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. (1) Le paragraphe 100(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(5) Subsection (2) is applicable to plans issued after March 1983.”

«(5) Le paragraphe (2) s’applique aux régimes émis après mars 1983.»

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on March 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 mars 1983.

8. (1) Subsection 101(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. (1) Le paragraphe 101(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(6) Subsection (1) is applicable to plans registered after March 1983, except that paragraph 147(2)(k.2) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be deemed, for the purposes of subsections 147(9.1) and (10.3) of the said Act, to have come into force on January 1, 1982.”

«(6) Le paragraphe (1) s’applique aux régimes enregistrés après mars 1983, sauf que l’alinéa 147(2)k.2 de ladite loi, tel qu’édicte par le paragraphe (1), est réputé, aux fins des paragraphes 147(9.1) et (10.3) de ladite loi, être entré en vigueur le 1^{er} janvier 1982.»

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on March 30, 1983.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 30 mars 1983.

**Notice of Ways and Means Motion to
Amend the Canada Pension Plan**

**Avis de motion des voies et moyens visant à
modifier le Régime de pensions du Canada**

Notice of Ways and Means Motion to
Amend the Canada Pension Plan

Avis de motion des voies et moyens visant à
modifier le Régime de pensions du Canada

That it is expedient to amend the Canada Pension Plan as follows :

Qu'il y a lieu de modifier le Régime de pensions du Canada ainsi :

1. The definition "prescribed" in subsection 2(1) of the *Canada Pension Plan* is repealed and the following substituted therefor:

5 1. La définition de «prescrit» au paragraphe 2(1) du *Régime de pensions du Canada* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

““prescribed” means

«prescrit» signifie

«prescrit»
“prescribed”

(a) in the case of a form or the information to be given on a form, prescribed by order of the Minister having the control and direction of the administration of the Part of this Act to which the context extends, 15

a) dans le cas d'une formule ou des renseignements que celle-ci doit contenir, prescrit par ordre du Ministre chargé de gérer et de diriger l'application de la Partie de la présente loi visée par le contexte,

(b) in the case of a rate of interest, prescribed by regulation or determined in accordance with rules prescribed by regulation, and

b) dans le cas d'un taux d'intérêt, prescrit par règlement ou déterminé conformément à des règles prescrites par règlement, et

(c) in any other case, prescribed by regulation;” 20

c) dans tout autre cas, prescrit par règlement;» 20

2. (1) Subsection 22(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. (1) Le paragraphe 22(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“22. (1) Every employer paying remuneration to an employee employed by him at any time in pensionable employment shall deduct therefrom as or on account of the employee's contribution for the year in which the remuneration for the pensionable employment is paid to the employee such amount as is determined by reference to a table prepared in accordance with prescribed rules and shall remit that amount, together with such amount as is prescribed with respect to the contribution required to be made by the employer under this Act, to the Receiver General at such time as is prescribed.” 35

“22. (1) Tout employeur payant une rémunération à un employé qu'il a à son service, à n'importe quelle époque, dans un emploi ouvrant droit à pension doit en déduire, à titre de cotisation de l'employé ou au titre de ladite cotisation pour l'année au cours de laquelle la rémunération au titre de l'emploi ouvrant droit à pension est payée à cet employé, le montant déterminé selon un tableau préparé conformément à des règles prescrites; et il doit remettre au receveur général, à la date prescrite, ce montant ainsi que celui qui est prescrit à l'égard de la cotisation que l'employeur est tenu de verser selon la présente loi.” 35

Montant devant être déduit et remis par l'employeur

(2) Subsection 22(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 22(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(4) Any employer who fails to deduct an amount that is required by subsection

“(4) Un employeur qui omet de déduire le montant, dont la retenue sur la rémuné-

Deduction à faire sur le paiement subséquent d'une rémunération

“prescribed”
«prescrit»

Amount to be deducted and remitted by employer

Deduction from subsequent payment of remuneration

(1) to be deducted from a payment of remuneration to an employee may deduct an amount equal to the amount from any subsequent payment of remuneration made to the employee within 12 months after the making of the payment from which the amount was required to be deducted, but no employer may deduct from a payment of remuneration made to an employee, in addition to the amount required by subsection (1) to be deducted therefrom, any amount with respect to more than one such amount that he previously failed to deduct.”

3. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 22 thereof, the following section:

“22.1 (1) Where an employer who fails to deduct or remit an amount as and when required under subsection 22(1) is a corporation, the persons who were the directors of the corporation at the time when the failure occurred are jointly and severally liable, together with the corporation, to pay to Her Majesty that amount and any interest or penalties relating thereto.

(2) Subsections 227.1(2) to (7) of the *Income Tax Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a director of a corporation referred to in subsection (1).

(3) The provisions of this Act respecting the assessment of an employer for an amount payable by him under this Act and respecting the rights and obligations of an employer so assessed apply in respect of a director of a corporation in respect of an amount payable by the director under subsection (1) in the same manner and to the same extent as if the director were the employer referred to in those provisions.”

4. Subsection 24(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(2) Subsections 220(4) and (5), sections 223 to 224.3, 229 and 236, and section 244 (except subsections (1) and (4) thereof) of the *Income Tax Act* apply, with such modifications as the circum-

ration d'un employé est exigée aux termes du paragraphe (1), peut déduire un montant égal à ce montant sur tout versement subséquent de rémunération fait à l'employé dans les douze mois qui suivent le versement sur lequel aurait dû être retenu le montant prescrit en question, mais aucun employeur ne peut retenir sur le versement d'une rémunération fait à un employé, outre le montant prescrit qui doit en être déduit selon le paragraphe (1), un montant quelconque relatif à plus d'un semblable montant prescrit qu'il a antérieurement omis de déduire.»

3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 22, de ce qui suit :

«22.1 (1) Dans les cas où un employeur corporation omet de verser ou de déduire un montant de la manière et au moment prévus au paragraphe 22(1), les administrateurs de la corporation au moment de l'omission et la corporation sont solidairement responsables de payer à Sa Majesté ce montant ainsi que les intérêts et les amendes qui s'y rapportent.

(2) Les paragraphes 227.1(2) à (7) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, avec les adaptations de circonstance, à l'administrateur d'une corporation visé au paragraphe (1).

(3) Les dispositions de la présente loi concernant la cotisation d'un employeur pour un montant qu'il doit payer en vertu de la présente loi et concernant les droits et les obligations d'un employeur cotisé ainsi s'appliquent à l'administrateur d'une corporation pour un montant que celui-ci doit payer en vertu du paragraphe (1) de la manière et dans la mesure applicables à l'employeur visé par ces dispositions.»

4. Le paragraphe 24(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Les paragraphes 220(4) et (5), les articles 223 à 224.3, 229 et 236, et l'article 244 (sauf ses paragraphes (1) et (4)) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'applique, avec les adaptations de circonstance, aux

Liability of directors

Application of *Income Tax Act* provisions

Assessment provisions applicable to directors

1979, c. 5, s. 70

Application of *Income Tax Act* provisions

Responsabilité des administrateurs

Application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*

Cotisation des administrateurs

1979, c. 5, art. 70

Application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*

stances require, to all contributions, interest, penalties and other amounts payable by a person under this Act.”

Coming into Force

5. Section 2 shall come into force on January 1, 1985.

cotisations, intérêts, pénalités et autres montants payables par une personne selon la présente loi.»

Entrée en vigueur

5. L'article 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier 1985.

**Notice of Ways and Means Motion to
Amend the Unemployment Insurance
Act, 1971**

**Avis de motion des voies et moyens visant à
modifier la Loi de 1971 sur l'assurance-
chômage**

Notice of Ways and Means Motion to Amend the Unemployment Insurance Act, 1971

Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

That it is expedient to amend the Unemployment Insurance Act, 1971 as follows :

Qu'il y a lieu de modifier la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage ainsi :

5

1. The definition "prescribed" in paragraph 2(1)(u) of the *Unemployment Insurance Act, 1971* is repealed and the following substituted therefor:

1. La définition de «prescrit» à l'alinéa 2(1)u) de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"Prescribed"

"(u) "prescribed" means 10
(i) in the case of a form or the information to be given on a form, prescribed by order of the Minister having the control and direction of the administration of the Part of this 15 Act to which the context extends,
(ii) in the case of a rate of interest, prescribed by regulation or determined in accordance with rules prescribed by regulation, and 20
(iii) in any other case, prescribed by regulation;"

"u) «prescrit» signifie 10 «prescrit»
(i) dans le cas d'une formule ou des renseignements que celle-ci doit contenir, prescrit par ordre du Ministre chargé de gérer et de diriger l'application de la Partie de la présente loi 15 visée par le contexte,
(ii) dans le cas d'un taux d'intérêt, prescrit par règlement ou déterminé conformément à des règles prescrites par règlement, et 20
(iii) dans tout autre cas, prescrit par règlement;"

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 68 thereof, the following section: 25

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 68, de ce qui suit :

Liability of directors

"68.1 (1) Where an employer who fails to deduct or remit an amount as and when required under subsection 68(1) is a corporation, the persons who were the directors of the corporation at the time when the 30 failure occurred are jointly and severally liable, together with the corporation, to pay to Her Majesty that amount and any interest or penalties relating thereto.

"68.1 (1) Dans les cas où un employeur 25 corporation omet de verser ou de déduire un montant de la manière et au moment prévus au paragraphe 68(1), les administrateurs de la corporation au moment de l'omission et la corporation sont solidaire- 30 ment responsables de payer à Sa Majesté ce montant ainsi que les intérêts et les amendes qui s'y rapportent.

Responsabilité des administrateurs

Application of Income Tax Act provisions

(2) Subsections 227.1(2) to (7) of the 35 *Income Tax Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a director of a corporation referred to in subsection (1).

(2) Les paragraphes 227.1(2) à (7) de la 35 *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, avec les adaptations de circonstance, à l'administrateur d'une corporation visé au paragraphe (1).

Application de la Loi de l'impôt sur le revenu

Assessment provisions applicable to directors

(3) The provisions of this Part respect- 40 ing the assessment of an employer for an amount payable by him under this Act and respecting the rights and obligations of an employer so assessed apply in respect of a

(3) Les dispositions de la présente Partie 40 concernant la cotisation d'un employeur pour un montant qu'il doit payer en vertu de la présente loi et concernant les droits et les obligations d'un employeur cotisé

Cotisation des administrateurs

director of a corporation in respect of an amount payable by the director under subsection (1) in the same manner and to the same extent as if the director were the employer referred to in those provisions.” 5

3. Section 80 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“80. Sections 224 to 224.3 of the *Income Tax Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to all 10 premiums, interests, penalties and other amounts payable by a person under this Part.”

Application of
Income Tax
Act provisions

ainsi s'appliquent à l'administrateur d'une corporation pour un montant que celui-ci doit payer en vertu du paragraphe (1) de la manière et dans la mesure applicables à l'employeur visé par ces dispositions.» 5

3. L'article 80 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«80. Les articles 224 à 224.3 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, avec les adaptations de circonstance, aux cotisa- 10 tions, intérêts, pénalités ou autres sommes payables par une personne en vertu de la présente Partie.»

Application de
la *Loi de*
l'impôt sur le
revenu

Notice of Ways and Means Motion To Amend the Petroleum and Gas Revenue Tax Act

That it is expedient to amend the Petroleum and Gas Revenue Tax Act to provide among other things:

Incremental
Crown Royalty

(1) That effective on and after January 1, 1982, the definition "incremental Crown royalty" be amended to clarify that the incremental Crown royalty of a taxpayer for a taxation year with respect to a production royalty for the year is the proportion of his Crown royalty with respect to the production royalty for the year that his incremental production royalty for the year is of his production royalty for the year.

Old Oil

(2) That the definition "old oil" be amended

(a) for the 1982 and subsequent taxation years, to exclude a portion of petroleum recovered from a prescribed tertiary oil recovery project, and

(b) to exclude prescribed petroleum produced after May 31, 1984.

Resource
Royalty

(3) That the definition "resource royalty" be amended effective on and after January 1, 1981

(a) to clarify that a resource royalty includes a royalty in respect of production of petroleum or gas in 1981,

(b) to delete the reference to "(other than production revenue)",

(c) in respect of a royalty on production of petroleum or gas after 1981, to provide that a resource royalty does not include a royalty (in respect of such production) to which a Crown royalty applies either in respect of such production, or in respect of the ownership of property to

Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers

Qu'il y a lieu de modifier la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers et de prévoir entre autres choses:

Redevance
supplémentaire
à la Couronne

(1) Que, pour application à compter du 1^{er} janvier 1982, la définition de «redevance supplémentaire en faveur de la Couronne» ou «redevance supplémentaire à la Couronne» soit modifiée pour préciser qu'une redevance supplémentaire en faveur de la Couronne ou une redevance supplémentaire à la Couronne d'un contribuable pour une année d'imposition, relativement à une redevance de production pour l'année, désigne la fraction de sa redevance en faveur de la Couronne ou sa redevance à la Couronne, relativement à la redevance de production pour l'année, représentée par le rapport existant entre sa redevance supplémentaire de production pour l'année et sa redevance de production pour l'année.

(2) Que la définition d'«ancien pétrole» soit modifiée afin d'exclure,

Ancien pétrole

a) pour les années d'imposition 1982 et suivantes, la partie du pétrole récupéré dans le cadre d'un projet prescrit de récupération tertiaire, et

b) le pétrole prescrit produit après le 31 mai 1984.

(3) Que, pour application à compter du 1^{er} janvier 1981, la définition de «redevance pétrolière» soit modifiée

Redevance
pétrolière

a) afin de préciser qu'une redevance pétrolière comprend une redevance à l'égard de la production de pétrole ou de gaz en 1981,

b) afin de retrancher la mention de «(à l'exception des revenus de production)»,

c) à l'égard d'une redevance relative à la production de pétrole ou de gaz après 1981, afin de prévoir qu'une redevance pétrolière ne comprend pas une redevance (à l'égard de cette production) à laquelle une redevance en faveur de la

which such production relates where the Crown royalty is computed by reference to an amount of production from the property, and

(d) to clarify that for the purpose of determining that a royalty is not a resource royalty, the requirement that a Crown royalty apply shall be satisfied if a Crown royalty would apply but for an exemption or allowance (other than a rate of nil) provided by statute.

Couronne ou une redevance à la Couronne s'applique soit à l'égard de cette production, soit à l'égard de la propriété du bien auquel cette production a trait lorsque la redevance en faveur de la Couronne ou la redevance à la Couronne est calculée en fonction d'une production provenant du bien, et

d) afin de préciser que, aux fins de déterminer qu'une redevance n'est pas une redevance en faveur de la Couronne ou une redevance à la Couronne, l'exigence voulant qu'une redevance en faveur de la Couronne ou une redevance à la Couronne s'applique soit respectée si une redevance en faveur de la Couronne ou une redevance à la Couronne s'appliquerait si ce n'était d'une exonération ou d'une allocation (sauf un taux nul) prévue par la Loi.

Production Royalties	(4) That production royalties received after December 31, 1983 be excluded from production revenue under Division I of the Act.	(4) Que les redevances de production reçues après le 31 décembre 1983 soient exclues du revenu de production déterminée en vertu de la section I de la Loi.	Redevances de production
Rate Reduction	(5) That the rate of tax payable under Division I of the Act in respect of petroleum and gas production revenue after May 31, 1982 and before June 1, 1983 be reduced to 14.67 per cent.	(5) Que le taux d'impôt payable en vertu de la section I de la Loi, à l'égard du revenu de production provenant du pétrole et du gaz après le 31 mai 1982 et avant le 1 ^{er} juin 1983, soit réduit à 14,67 pour cent.	Réduction du taux d'impôt
Amalgamations and Winding-up	(6) That effective on and after January 1, 1981, rules be introduced to allow a transfer of any unused exploration and development expense tax credit on an amalgamation or winding-up within the meaning of subsections 87(1) and 88(1) of the Income Tax Act.	(6) Que, lorsqu'il y a eu, après 1980, une fusion (au sens du paragraphe 87(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu), la portion inutilisée de tout crédit d'impôt relatif aux frais d'exploration et d'aménagement d'une corporation remplacée soit réputée représenter un crédit d'impôt relatif aux frais d'exploration et d'aménagement de la nouvelle corporation.	Fusion
		(7) Que, lorsqu'il y a eu, après 1980, une liquidation (au sens du paragraphe 88(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu), la portion inutilisée de tout crédit d'impôt relatif aux frais d'exploration et d'aménagement de la filiale soit réputée représenter un crédit d'impôt relatif aux frais d'exploration et d'aménagement de la corporation mère.	Liquidation
Corporate Tax Credit	(7) That an annual tax credit be introduced for a corporation or an associated group of	(8) Qu'un crédit d'impôt annuel soit établi pour une corporation ou un groupe associé	Crédit d'impôt corporatif

corporations of up to \$250,000 in respect of taxes payable under Division I of the Act on production revenue, other than production royalties, attributed to the period after May 31, 1982.

(8) That rules be introduced to allow the Minister of National Revenue to recover, with interest, any amount of tax refunded to a corporate beneficiary of a trust by virtue of the tax credit in excess of the amount of refund to which the corporate beneficiary was entitled.

Rate Reduction

(9) That the rate of tax under Division II of the Act, on any amount received in respect of a resource royalty computed by reference to the amount or value of production of petroleum or gas after May 31, 1982 and before June 1, 1983, be reduced to 14.67 per cent.

Repayment of Deposits

(10) That for the 1982 and subsequent taxation years, a deduction be provided in respect of any repayment by a taxpayer in a year of an amount that has been included in computing his production revenue for the year or a preceding taxation year in respect of petroleum or gas not delivered before the end of the year.

Enhanced Oil Recovery Projects

(11) That rules be introduced

(a) to allow a deduction in respect of qualifying expenditures after December 31, 1982 in respect of a prescribed enhanced oil recovery project, on the drilling of wells and oil and gas well equipment, from the production revenue derived after that date from the reservoir to which the project relates, and

(b) to provide for recapture of the deduction on the disposition of any property on which a qualifying expenditure was made.

de corporations, ne dépassant pas 250 000\$, à l'égard des impôts payables, en vertu de la section I de la Loi, sur le revenu de production, à l'exception des redevances de production, attribué à la période postérieure au 31 mai 1982.

(9) Que des règles soient prévues afin de permettre au ministre du Revenu national de recouvrer, avec intérêt, tout montant d'impôt remboursé à un bénéficiaire corporatif d'une fiducie en vertu du crédit d'impôt, qui est en sus du montant du remboursement auquel le bénéficiaire corporatif avait droit.

(10) Que le taux d'impôt payable, en vertu de la section II de la Loi, sur toute somme reçue à l'égard d'une redevance pétrolière calculée sur la base du montant ou de la valeur de la production de pétrole ou de gaz après le 31 mai 1982 et avant le 1^{er} juin 1983, soit réduit à 14,67 pour cent.

(11) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, tout remboursement par un contribuable dans une année d'imposition d'un montant qui a été inclus dans le calcul de son revenu de production pour l'année ou une année d'imposition précédente à l'égard de pétrole ou de gaz non livré avant la fin de l'année soit réduit dans le calcul de son revenu de production pour l'année.

(12) Que des règles soient prévues afin

a) d'accorder, à l'égard de dépenses admissibles faites après le 31 décembre 1982 dans le cadre d'un projet prescrit de récupération assistée du pétrole relativement au forage de puits et au matériel relié à des puits de pétrole et de gaz, une déduction du revenu de production après cette date provenant du réservoir afférent au projet, et

b) de prévoir une récupération de la déduction lors de la disposition de tout bien à l'égard duquel une dépense admissible a été faite.

Réduction du
taux d'impôt

Remboursement des sommes
provisionnelles

Projets de
récupération
assistée du
pétrole

Interest on Tax Refunds	(12) That interest at a prescribed rate be payable by a taxpayer for the period after April 19, 1983 where a refund or application of any overpayment of his tax paid for a taxation year is later determined to have been in excess of the amount to which he was entitled.	(13) Qu'un contribuable soit tenu de payer des intérêts à un taux prescrit pour la période après le 19 avril 1983, lorsqu'il est établi par la suite que le remboursement ou l'affectation de tout paiement en trop de son impôt payé pour une année d'imposition dépasse le montant auquel il avait droit.	Intérêt sur rem boursements d'im
Recovery of Refund Interest	(13) That the Minister of National Revenue be allowed to recover interest paid after April 19, 1983 to a taxpayer in respect of an overpayment of tax where it is subsequently determined that a refund or application of the tax is in excess of the amount to which he was entitled.	(14) Que le ministre du Revenu national soit autorisé à recouvrer les intérêts versés à un contribuable, après le 19 avril 1983, à l'égard d'un paiement en trop d'impôt, lorsqu'il est établi par la suite qu'un remboursement ou qu'une affectation de l'impôt est en sus du montant auquel il avait droit.	Récupération de l'intérêt remboursé
Instalment Payments	(14) That for taxation years commencing after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, the dates on or before which a trust is required to make instalment payments of its tax payable on production revenue for a taxation year be amended to be the last day of each of the third month, the sixth month, the ninth month and the twelfth month of the taxation year.	(15) Que, pour les années d'imposition ultérieures à l'adoption par sanction royale de toute mesure donnant effet à cet alinéa, les dates auxquelles ou avant lesquelles une fiducie est tenue de verser des acomptes provisionnels sur ses impôts payables à l'égard du revenu de production pour une année d'imposition soient modifiées pour qu'il s'agisse du dernier jour des troisième, sixième, neuvième et douzième mois de l'année d'imposition.	Acomptes provisionnels
Production Royalties	(15) That production royalties paid after December 31, 1983 be subject to a withholding tax rate of 12 per cent under Division II of the Act.	(16) Que les redevances de production payées après le 31 décembre 1983 soient assujetties à une retenue fiscale de 12 p. 100 en vertu de la section II de la Loi.	Redevances de production

Notice of Ways and Means Motion to Amend the Excise Tax Act (1)

That it is expedient to introduce a measure to amend the Excise Tax Act and to provide among other things:

1. That, where two or more amounts are paid or payable at the same time for transportation of a person by air on a continuous journey and the licensed air carrier or his agent from whom the transportation is purchased records on each ticket issued at the same time the ticket numbers, including air carrier codes, and flight numbers for all flights comprising the continuous journey, the total air transportation tax on all such amounts for transportation of the person by air be limited to the tax that would have been payable had a single amount been paid or payable for the same transportation.

2. That the provisions relating to adjustment in or refund of any portion of the tax paid on the transportation of a person by air not apply where the amount of the air transportation tax has been reduced as a result of the application of any enactment founded on paragraph 1 of this motion unless all of the tickets purchased at the same time are cancelled at the same time.

3. That section 8 of the Act be amended by adding thereto immediately after the definition "certified air carrier" the following definition:

" "emplanement" does not include an emplanement resulting from a technical landing;"

4. That section 8 of the Act be further amended by adding thereto the following definition:

" "technical landing" in respect of an aircraft, means a landing of the aircraft made solely to obtain ground services required for the aircraft."

5. That the provisions of subsections 10(3) and 11(3) of the Act relating to the determination of the tax imposed on an amount paid or payable for transportation of a person by air by an aircraft that has been chartered for the purpose be repealed.

6. That the tax imposed by Part II of the Act, on each amount paid or payable in Canada to a certified air carrier for air transportation by an aircraft that has

Avis de motion des voies et moyens modifiant la Loi sur la taxe d'accise (1)

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi afin de modifier la Loi sur la taxe d'accise et de prévoir entre autres:

1. Que, lorsque plus d'un montant est payé ou payable à un seul moment donné pour le transport aérien d'une personne lors d'un voyage continu et que le transporteur aérien titulaire d'un permis, ou son mandataire, de qui le transport est acheté, inscrit sur chaque billet délivré à la même occasion les numéros des billets, y compris le code du transporteur, et les numéros de tous les vols constituant le voyage continu, la taxe totale de transport aérien sur tous ces montants pour le transport aérien de la personne soit limitée à la taxe qui aurait été payable si un seul montant avait été payé ou payable pour le transport.

2. Que les dispositions relatives au redressement ou au remboursement de toute fraction de la taxe payée sur le transport aérien d'une personne ne s'appliquent pas lorsque le montant de la taxe de transport aérien a été réduit par suite de l'application de tout texte législatif fondé sur l'article 1 de la présente motion, à moins que tous les billets achetés à la même occasion soient annulés à un seul moment donné.

3. Que l'article 8 de la Loi soit modifié par l'adjonction, immédiatement avant tout texte législatif fondé sur l'article 4 de la présente motion, de la définition suivante:

« «embarquement» ne s'applique pas aux embarquements effectués à la suite d'une escale technique;»

4. Que l'article 8 de la Loi soit en outre modifié par l'adjonction, immédiatement avant la définition de «taxe», de la définition suivante:

« «escale technique» désigne une escale effectuée par un aéronef uniquement pour l'obtention de services qui lui sont nécessaires;»

5. Que les dispositions des paragraphes 10(3) et 11(3) de la Loi relativement à la détermination de la taxe imposée sur un montant payé ou payable pour le transport aérien d'une personne par un aéronef affrété à cette fin soient abrogées.

6. Que la taxe imposée selon la Partie II de la Loi sur chaque montant payé ou payable au Canada à un transporteur aérien titulaire d'un certificat pour un

been chartered for the purpose by one or more charterers, where such transportation begins at a point in the taxation area and ends at a point in the taxation area, be the lesser of

(a) eight per cent on each amount paid or payable, and

(b) the aggregate of such amount, as may be prescribed by order of the Governor in Council on the recommendation of the Minister of Transport, in respect of each emplanement on the aircraft by any person pursuant to the charter agreement.

7. That where the tax imposed on an amount paid or payable outside Canada for transportation of a person by air that begins at a point in the taxation area and ends at a point in the taxation area is payable by the person at the time when he emplanes on an aircraft at an airport in Canada and evidence of the amount paid or payable for the transportation is not submitted in the manner and form prescribed by regulation of the Governor in Council by the person to the licensed air carrier required to collect the tax in Canada, the tax payable by the person be the amount prescribed by order of the Governor in Council pursuant to paragraph 10(2)(b) of the Act.

8. That authority be provided for the Governor in Council to prescribe the manner and form in which evidence of an amount paid or payable outside Canada for transportation of a person by air shall be submitted by the person to the licensed air carrier in Canada.

9. That the tax imposed by Part II of the Act, on each amount paid or payable in Canada to a certified air carrier for air transportation by an aircraft that has been chartered for the purpose by one or more charterers, where such transportation begins at a point in the taxation area and ends at a point outside the taxation area, be the aggregate of the lesser of

(a) twelve dollars and fifty cents, and

(b) such amount as may be prescribed by order of the Governor in Council on the recommendation of the Minister of Transport,

in respect of each emplanement on the aircraft by any person pursuant to the charter agreement by which that charterer is bound, where such emplanement is at an airport in Canada on a specific flight having as a

transport aérien par un aéronef affrété à cette fin par un ou plusieurs affréteurs, lorsqu'un tel transport commence et se termine en un point situé dans la zone de taxation, soit le moindre des montants suivants:

a) huit pour cent de chaque montant payé ou payable, et

b) le total du montant que le gouverneur en conseil peut prescrire par voie de décret sur la recommandation du ministre des Transports pour chaque embarquement dans l'aéronef par une personne conformément au contrat d'affrètement.

7. Que, lorsque la taxe imposée sur un montant payé ou payable en dehors du Canada pour le transport aérien d'une personne qui commence et se termine en un point situé dans la zone de taxation est payable par la personne au moment où elle embarque dans un aéronef à un aéroport situé au Canada et qu'aucune preuve du montant payé ou payable pour le transport n'est présentée par la personne, selon les modalités prescrites par règlement du gouverneur en conseil, au transporteur aérien titulaire d'un permis qui doit percevoir la taxe au Canada, la taxe payable par la personne soit le montant prescrit par voie de décret du gouverneur en conseil conformément à l'alinéa 10(2)b) de la Loi.

8. Que le pouvoir soit conféré au gouverneur en conseil de prescrire les modalités selon lesquelles la preuve d'un montant payé ou payable en dehors du Canada pour le transport aérien d'une personne doit être présentée par celle-ci au transporteur aérien titulaire d'un permis au Canada.

9. Que la taxe imposée selon la Partie II de la Loi sur chaque montant payé ou payable au Canada à un transporteur aérien titulaire d'un certificat pour un transport aérien par un aéronef affrété à cette fin par un ou plusieurs affréteurs, lorsqu'un tel transport commence à un point situé dans la zone de taxation et se termine à un point situé en dehors de la zone de taxation, soit le total du moindre des montants suivants:

a) douze dollars et cinquante cents, et

b) le montant que le gouverneur en conseil peut prescrire par voie de décret sur la recommandation du ministre des Transports,

pour chaque embarquement dans l'aéronef par une personne conformément au contrat d'affrètement qui lie cet affréteur, lorsqu'un tel embarquement est fait à un aéroport situé au Canada pour un vol déterminé

destination an airport outside Canada and subsequent deplanement by the person from the flight at an airport outside Canada, and that the tax be reduced by fifty per cent when the person emplaning is a child under twelve years of age and is being transported at a fare reduced fifty per cent or more below the applicable fare.

10. That the definition "natural gas liquids" in subsection 25.1(1) of the Act be repealed and provisions along the following lines substituted therefor:

"natural gas liquids" means, whether or not in combination with other substances, only the following:

- (a) ethane,
- (b) propane,
- (c) butanes, and
- (d) any mixture of two or more thereof,

that are produced at a gas processing plant or a gas reprocessing plant.

11. That paragraph 25.14(4)(d) of the Act be repealed and a provision along the following lines substituted therefor:

(d) in the case of natural gas liquids that are a mixture of two or more of

- (i) ethane,
- (ii) propane, and
- (iii) butanes,

an amount computed on the basis of the rate of tax applicable to each component of that mixture under paragraph (a), (b) or (c) in the proportion that ethane, propane or butanes are of the mixture.

12. That, during the period commencing on October 1, 1984 and ending on December 31, 1988, the ad valorem consumption or sales tax be imposed at the following rates:

(a) thirteen per cent on the sale price of wines and goods on which a duty of excise is imposed under the Excise Act or would be imposed under that Act were the goods produced or manufactured in Canada,

ayant comme destination un aéroport situé en dehors du Canada et que le débarquement subséquent est fait par la personne à un aéroport situé en dehors du Canada, et que la taxe soit réduite de cinquante pour cent lorsque la personne qui embarque est un enfant de moins de douze ans et qu'il est transporté à un tarif réduit d'au moins cinquante pour cent inférieur au tarif applicable.

10. Que la définition de «liquides extraits du gaz naturel» dans le paragraphe 25.1(1) de la Loi soit abrogée et remplacée par des dispositions dans le sens suivant:

«liquides extraits du gaz naturel» s'entend uniquement, qu'il y ait ou non combinaison avec d'autres substances, de ce qui suit:

- a) éthane,
- b) propane,
- c) butane, et
- d) mélange d'au moins deux de ceux-ci,

dont la production est réalisée dans un établissement de traitement ou de retraitement du gaz;

11. Que l'alinéa 25.14(4)d) de la Loi soit abrogé et remplacé par une disposition dans le sens suivant:

d) dans le cas des liquides extraits du gaz naturel qui sont un mélange d'au moins deux des gaz

- (i) éthane,
- (ii) propane, et
- (iii) butane,

un montant dont le calcul est fondé sur le taux d'imposition applicable, aux termes de l'alinéa a), b) ou c), à chacun des composants de ce mélange selon la proportion d'éthane, de propane ou de butane qui compose le mélange.

12. Que, au cours de la période commençant le 1^{er} octobre 1984 et se terminant le 31 décembre 1988, la taxe ad valorem de consommation ou de vente soit imposée aux taux suivants:

a) treize pour cent sur le prix de vente des vins et des marchandises sur lesquelles un droit d'accise est imposé en vertu de la Loi sur l'accise ou serait imposé en vertu de cette Loi, si les marchandises étaient produites ou fabriquées au Canada;

(b) six per cent on the sale price of goods enumerated in Schedule V to the Act, and

(c) ten per cent on the sale price of all other goods to which subsection 27(1) of the Act applies.

13. That the wording of the French version of paragraphs 27(2)(g) and (h) be amended to conform with the original intention of the legislation as reflected in the English version thereof.

14. That, with respect to the exemptions from the consumption or sales tax for magazines and newspapers in Part III of Schedule III to the Act,

(a) the criteria based on the percentage of space devoted to advertising that identify magazines and newspapers which are excluded from the exemption provisions be replaced with similar criteria based on the percentage of printed space devoted to advertising;

(b) for purposes of determining the percentage of printed space devoted to advertising, "printed space" be defined as all space available to the advertiser;

(c) except as provided in any enactment founded on subparagraph 14(b) of this motion, "printed space" be defined as that part of the page excluding the margins thereof; and

(d) "margin" be defined as that part of the surface of a page between the upper, lower, inner or outer edge of the page and the main body of printed matter, which space may contain all or any portion of the name, price, date, issue number or page number of the publication or all or any portion of the name or number of a section of the publication, or may contain marks, marginal notes or similar printed matter and may be coloured or patterned.

15. That the exemption from the consumption or sales tax for goods mentioned in paragraph 1(e) of Part XII of Schedule III to the Act sold to or imported by municipalities for their own use be limited to

(a) goods for use directly in water distribution, sewerage or drainage systems,

b) six pour cent sur le prix de vente des marchandises énumérées à l'Annexe V de la Loi; et

c) dix pour cent sur le prix de vente de toutes les autres marchandises auxquelles s'applique le paragraphe 27(1) de la Loi.

13. Que le libellé de la version française des alinéas 27(2)g) et h) soit modifié pour être conforme à l'esprit original de la Loi comme il est reflété dans la version anglaise.

14. Que, en ce qui concerne les exemptions de la taxe de consommation ou de vente dans le cas des revues et journaux figurant à la Partie III de l'Annexe III de la Loi,

a) les critères fondés sur le pourcentage de l'espace consacré à la publicité pour identifier les revues et journaux qui sont exclus des dispositions d'exemption soient remplacés par des critères semblables fondés sur le pourcentage de l'espace imprimé consacré à la publicité;

b) aux fins du calcul du pourcentage de l'espace imprimé consacré à la publicité, «espace imprimé» soit défini comme étant la totalité de l'espace dont dispose le publicitaire;

c) sauf s'il est prévu dans tout texte législatif fondé sur le paragraphe 14b) de la présente motion, «espace imprimé» soit défini comme la partie de la page à l'exclusion de marges; et

d) «marge» soit définie comme la partie de la surface d'une page qui se situe entre le haut, le bas, la partie intérieure ou extérieure de la page et le corps principal de l'imprimé, lequel espace peut contenir la totalité ou une partie du nom, du prix, de la date, du numéro de la livraison ou du numéro de la page de la publication, ou la totalité ou une partie du numéro ou du titre d'une section de la publication, ou peut contenir des marques, notes marginales ou autres formes d'écriture semblables, et peut être colorée ou ornée de motifs.

15. Que l'exemption de la taxe de consommation ou de vente dans le cas des marchandises mentionnées à l'alinéa 1e) de la Partie XII de l'Annexe III de la Loi qui sont vendues aux municipalités ou importées par elles pour leur propre usage soit limitée

a) aux marchandises devant servir directement dans des réseaux de distribution d'eau, d'égouts ou de drainage,

(b) articles and materials used in the construction of a building or that portion of a building used exclusively to house machinery and apparatus for use directly in water distribution, sewerage or drainage systems, and

(c) chemicals for use in the treatment of water or sewage in water distribution, sewerage or drainage systems, and

that the authority in subsection 44(3) of the Act to grant a refund or deduction from any of the taxes imposed by the Act of any tax paid in respect of goods sold for use as part of a water distribution, sewerage or drainage system to a person who, within three years of completion of that water distribution, sewerage or drainage system, transfers it to a municipality be limited to the goods, articles and materials mentioned in subparagraphs 15(a) and (b) of this motion.

16. That the exemption from the consumption or sales tax for production equipment, processing materials and plans in Part XIII of Schedule III to the Act be amended

(a) to exclude

(i) portable and mobile electric generators and alternators, including drive motors therefor, and

(ii) portable and mobile generator and alternator sets,

other than when purchased for use on the farm for farm purposes only, and

(b) to exclude

(i) standby electric generators and alternators, including drive motors therefor, and

(ii) standby generator and alternator sets

for production of electricity for use primarily in a building that normally utilizes electricity supplied by a public or private utility where that building is used primarily for activities other than the manufacture or production of goods.

b) aux articles et matières utilisés dans la construction d'un bâtiment ou d'une partie d'un bâtiment employé exclusivement pour abriter les machines et les appareils devant servir directement dans des réseaux de distribution d'eau, d'égouts ou de drainage, et

c) aux produits chimiques utilisés dans le traitement de l'eau ou des eaux d'égout dans des réseaux de distribution d'eau, d'égouts ou de drainage, et

que le pouvoir au paragraphe 44(3) de la Loi d'accorder un remboursement de toute taxe payée à l'égard de marchandises vendues à une personne pour faire partie d'un réseau de distribution d'eau, d'égout ou de drainage, ou une déduction d'une semblable taxe, prélevée sur toute taxe imposée par la Loi, qui, dans les trois ans qui suivent son achèvement, est cédé par cette personne à une municipalité soit limité aux marchandises, articles et matières mentionnés dans les paragraphes 15 a) et b) de cette motion.

16. Que l'exemption de la taxe de consommation ou de vente dans le cas du matériel de production, des matières de conditionnement et des plans figurant à la Partie XIII de l'Annexe III de la Loi soit modifiée

(a) pour exclure

(i) les générateurs et les alternateurs électriques portatifs et mobiles, y compris leurs moteurs à commande, et

(ii) les groupes de générateurs et d'alternateurs portatifs et mobiles,

autres que ceux achetés pour servir sur la ferme uniquement à des fins agricoles, et

(b) pour exclure

(i) les générateurs et les alternateurs électriques de secours, y compris leurs moteurs à commande, et

(ii) les groupes de générateurs et d'alternateurs de secours

pour la production d'électricité devant servir principalement dans un bâtiment où l'on utilise normalement l'électricité fournie par une entreprise de service public ou privé lorsque ce bâtiment sert principalement à des activités autres que la fabrication ou la production de marchandises.

17. That the exemption from the consumption or sales tax for trucks in section 1 of Part XVII of Schedule III to the Act be limited to those trucks, with a gross vehicle mass rating of 7250 kg or more, that are designed primarily for the carriage of freight.

18. That any enactment founded on

(a) paragraphs 10 and 11 come into force on November 1, 1980;

(b) paragraphs 1, 2 and 13 to 17 come into force on April 20, 1983; and

(c) paragraphs 3 to 9 come into force on June 1, 1983 and apply in respect of amounts paid or payable on or after that date for transportation of a person by air on or after that date.

19. That any Order in Council made under any enactment founded on paragraph 6 for purposes of implementing that enactment come into force on June 1, 1983 if the order so provides, or on such subsequent date as the order may provide.

17. Que l'exemption de la taxe de consommation ou de vente dans le cas des camions figurant à l'article 1 de la Partie XVII de l'Annexe III de la Loi soit limitée aux camions dont la masse en charge est d'au moins sept mille deux cent cinquante kilogrammes (7,250 kg), et qui sont principalement conçus pour le transport de marchandises.

18. Que tout texte législatif fondé sur:

a) les articles 10 et 11 entre en vigueur le 1^{er} novembre 1980;

b) les articles 1, 2 et 13 à 17 entre en vigueur le 20 avril 1983; et

c) les articles 3 à 9 entre en vigueur le 1^{er} juin 1983 et s'applique à l'égard des montants payés ou payables le ou après cette date pour le transport aérien d'une personne le ou après cette date.

19. Que tout règlement fait par suite de l'application de tout texte législatif fondé sur l'article 6, afin de rendre effet à ce texte législatif, entre en vigueur le 1^{er} juin 1983 si le règlement dispose ainsi, ou à toute date subséquente prévue par le règlement.

Notice of Ways and Means Motion to Amend the Excise Tax Act (2)

That it is expedient to introduce a measure to amend the Excise Tax Act to establish a telecommunication programming services tax, and to provide among other things:

1. That a tax be imposed, levied and collected at the rate of six per cent on the amount charged for a taxable service, payable by the person providing the service at the earlier of the time the amount charged is paid or payable.

2. That the tax imposed by the said measure be binding on Her Majesty in right of Canada or a province and every person acting for or on behalf of Her Majesty in right of Canada or a province.

3. That for purposes of the said measure

(a) the "amount charged" for a taxable service be defined as any amount paid or payable by a person for the taxable service before any amount payable in respect of any tax imposed pursuant to any enactment founded on this motion or imposed under an Act of the legislature of a province respecting retail sales tax is added thereto;

(b) "broadcasting" be defined as any radiocommunication in which the transmissions are intended for direct reception by the general public;

(c) "licensee" be defined as any person to whom a licence has been issued for purposes of the said measure and include any person required to apply for a licence;

(d) "programming service" be defined as any presentation of sound or visual matter designed to inform, enlighten or entertain, of a nature or kind that is broadcast by radio or television stations;

(e) "small undertaking resident in Canada" include a person or a corporation, as the case may be, that is a small undertaking and is described in subsection 250(3) or (4) of the Income Tax Act;

(f) "small undertaking" be defined as a person who provides a taxable service

Avis de motion des voies et moyens modifiant la Loi sur la taxe d'accise (2)

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi afin de modifier la Loi sur la taxe d'accise pour établir une taxe sur les services de programmation de télécommunication et de prévoir entre autres:

1. Qu'il soit imposé, levé et perçu une taxe au taux de six pour cent sur le montant exigé en contrepartie d'un service imposable, payable par la personne qui fournit le service à la date la plus rapprochée à laquelle le montant exigé est payé ou payable.

2. Que la taxe imposée par ladite mesure lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province et toute personne agissant pour ou au nom de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

3. Que, aux fins de ladite mesure,

a) la mention «montant exigé» en contrepartie d'un service imposable soit définie comme tout montant payé ou payable par une personne en contrepartie du service imposable avant que le montant payable de toute taxe imposée conformément à tout texte législatif fondé sur cette motion ou imposée en vertu d'une Loi de la législature d'une province concernant la taxe de vente au détail y soit ajouté;

b) le terme «radiodiffusion» soit défini comme toute radiocommunication dans laquelle les émissions sont destinées à être captées directement par le public en général;

c) la mention «titulaire d'une licence» ou «titulaire» soit définie comme toute personne à qui une licence a été attribuée aux fins de ladite mesure et comprenne toute personne qui est tenue de demander une licence;

d) l'expression «service de programmation» soit définie comme toute présentation sonore ou visuelle destinée à renseigner, éclairer ou divertir, d'une nature ou espèce qui est diffusée par des stations de radio ou de télévision;

e) l'expression «petite entreprise résidant au Canada» comprenne une personne ou une corporation, selon le cas, qui est une petite entreprise et est décrite au paragraphe 250(3) ou (4) de la Loi de l'impôt sur le revenu;

f) la mention «petite entreprise» soit définie comme une personne qui fournit un service imposable

(i) where, in any month, the aggregate of the number of persons to whom a taxable service is provided by him and by any person related to him for an amount charged and by any person to whom he or any person related to him provides a taxable service for an amount charged does not exceed two hundred in that month or in any month in the immediately preceding year, or

(ii) exclusively in a place to which admission is granted to a person for purposes of presentation of a programming service to that person, upon payment of a charge or fee through the sale of a ticket or any other similar means of admission;

(g) "taxable service" be defined as

(i) the provision of any programming service by means of telecommunication to the public or any portion thereof,

(ii) any commencement or cessation of the provision to a person of a programming service described in any enactment founded on clause (i) of subparagraph 3(g) of this motion,

(iii) the provision of any instrument, device, equipment, apparatus or any part thereof, other than a television receiver, used in conjunction with the reception of a programming service described in any enactment founded on clause (i) of subparagraph 3(g) of this motion, and provided by the person providing the programming service or any person authorized or designated by him, acting on his behalf or related to him, if the person providing the programming service requires that such goods be acquired exclusively from him or any person authorized or designated by him, acting on his behalf or related to him,

(iv) the installation, disconnection, replacement, repair or maintenance of any instrument, device, equipment, apparatus, or any part thereof, other than a television receiver, that is referred to in any enactment founded on clause (iii) of subparagraph 3(g) of this motion, by the person providing the programming service in conjunction with which it is being used, or by any person authorized or designated by him, acting on his behalf or related to him,

(i) lorsque, dans un mois donné, le nombre total de personnes à qui le service imposable est fourni par elle et par toute personne liée à elle en contrepartie d'un montant exigé ou par toute personne à qui elle ou toute personne liée à elle fournit un service imposable en contrepartie d'un montant exigé ne dépasse pas deux cents dans ce même mois ou dans un mois quelconque de l'année qui précède immédiatement, ou

(ii) exclusivement dans un endroit où l'admission est accordée à une personne aux fins de la présentation à cette même personne d'un service de programmation moyennant le paiement d'un montant ou d'un droit par la vente d'un ticket, ou tout autre moyen semblable d'admission;

g) la mention «service imposable» soit définie comme

(i) la prestation de tout service de programmation par voie de télécommunication au grand public ou à un public en particulier,

(ii) toute introduction ou cessation de la prestation à une personne d'un service de programmation visé dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (i) du paragraphe 3g) de cette motion,

(iii) la prestation de tout instrument, dispositif, équipement, appareil ou l'une de leurs pièces, autre qu'un téléviseur, servant à capter un service de programmation visé dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (i) du paragraphe 3g) de cette motion, et fourni par la personne fournissant le service de programmation ou par la personne autorisée ou désignée par elle et agissant en son nom, ou par toute personne liée à elle, si la personne fournissant le service de programmation exige que ces marchandises soient acquises exclusivement d'elle ou d'une personne autorisée ou désignée par elle et agissant en son nom, ou de toute personne liée à elle,

(iv) l'installation, la déconnexion, le remplacement, la réparation ou l'entretien de tout instrument, dispositif, équipement, appareil ou l'une de leurs pièces, autre qu'un téléviseur, qui est mentionné dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (iii) du paragraphe 3g) de cette motion, par la personne fournissant le service de programmation relativement auquel cet objet est utilisé ou par la personne autorisée ou désignée par elle et agissant en son nom, ou par toute personne liée à elle,

but not include

(v) any surveillance or monitoring service, telebanking or teleshopping service or opinion polling service,

(vi) any background music service of a nature or kind presented in an office building, a factory, a shopping centre or a common area of an apartment building or condominium as an accompaniment to an activity such as work, shopping or dining, or

(vii) such other service, other than a programming service referred to in any enactment founded on clause (i) of subparagraph 3(g) of this motion, as may be prescribed by regulation of the Governor in Council,

that a person not providing a programming service referred to in any enactment founded on clause (i) of subparagraph 3(g) of this motion may provide or that a person providing a programming service referred to in any enactment founded on clause (i) of subparagraph 3(g) of this motion may provide for an additional fee or charge on the election by the person to whom the programming service is provided;

(h) “telecommunication” be defined as any transmission, emission or reception of signs, signals, writing, images or sounds or intelligence of any nature by wire, radio, visual or other electromagnetic system; and

(i) “related persons” be given the same meaning as in paragraphs 251(2)(a) to (c) of the Income Tax Act, and that for that purpose, subsections 251(3) to (6) of that Act apply in respect of the interpretation of those paragraphs, except that a reference therein to a corporation be read as a reference to a corporation or a partnership and references in section 251 of that Act to shares and shareholders in respect of a corporation, in the case of a partnership, be read as references to rights and partners respectively.

4. That a small undertaking that provides a taxable service in the circumstances referred to in any enactment founded on clause (ii) of subparagraph 3(f) of this motion and that acquires that taxable service from

mais ne comprenne pas

(v) tout service de surveillance ou de contrôle, d'opérations télébancaires ou de télécommandes ou de sondage d'opinion,

(vi) tout service de musique d'ambiance de nature ou du genre de celle présentée dans une édifice à bureaux, une manufacture, un centre commercial ou un endroit public d'un immeuble à appartements ou en copropriété pour accompagner des activités telles le travail, les courses ou les repas, ou

(vii) tout autre service du genre, à l'exception d'un service de programmation visé dans un texte législatif fondé sur l'alinéa (i) du paragraphe 3g) de cette motion, qui peut être prescrit par règlement du gouverneur en conseil,

qu'une personne ne fournissant pas un service de programmation visé dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (i) du paragraphe 3g) de cette motion peut fournir ou qu'une personne fournissant un service de programmation visé dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (i) du paragraphe 3g) de cette motion peut fournir en contrepartie d'un montant supplémentaire à la personne, selon son choix, à qui le service de programmation est fourni;

h) le terme «télécommunication» soit défini comme la transmission, l'émission ou la réception des signes, signaux, messages écrits, images ou sons ou renseignements de toute nature par fil, radio, système visuel ou autre système électromagnétique; et

i) l'expression «personnes liées» ait le même sens que lui donne les alinéas 251(2)a) à c) de la Loi de l'impôt sur le revenu et que, à cette fin, les paragraphes 251(3) à (6) de ladite loi s'appliquent pour l'interprétation de ces alinéas, sauf que la mention d'une corporation dans ces alinéas ou paragraphes est interprétée comme la mention d'une corporation ou d'une société de personnes et la mention d'actions ou d'actionnaires d'une corporation dans l'article 251 de ladite loi dans le cas d'une société de personnes, est interprétée comme la mention des droits ou des associés, selon le cas.

4. Qu'une petite entreprise qui fournit un service imposable dans les circonstances visées dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (ii) du paragraphe 3g) de cette motion et qui acquiert ce service imposable d'une personne, autre qu'un titulaire d'une licence ou qu'une autre petite entreprise résidant au Canada, soit

a person, other than a licensee or another small undertaking resident in Canada, be deemed to have provided that taxable service for an amount charged equal to the amount charged by the person from whom he acquired the service and such amount be deemed to have been paid at the end of the month in which the service was acquired from that person.

5. That for purposes of the said measure, the Minister of National Revenue be authorized to determine or specify a method for determining the amount charged for a taxable service where

(a) the taxable service is, in the opinion of the Minister, provided under circumstances or conditions that render it difficult or impossible to otherwise determine the amount charged, or

(b) the taxable service is provided for an amount charged that is, in the opinion of the Minister, less than a fair amount on which tax should be imposed.

6. That the tax not be payable on an amount charged for a taxable service provided

(a) to a licensee who, at the time the tax is payable, gives his licence number and certifies to the person providing the taxable service that the service is being acquired

(i) for broadcasting without charge by him or for provision by him to another person for broadcasting without charge, or for provision to another person for an amount charged, or

(ii) in the case of a taxable service described in any enactment founded on clause (ii), (iii) or (iv) of subparagraph 3(g) of this motion, for use in conjunction with a taxable service acquired for a purpose described in any enactment founded on clause (i) of subparagraph 6(a) of this motion,

(b) to a person, other than a licensee, who is acquiring the taxable service

(i) for broadcasting without charge or for provision to another person for broadcasting without charge, or

(ii) in the case of a taxable service described in any enactment founded on clause (ii), (iii) or (iv) of

réputée avoir fourni ce service imposable en contrepartie d'un montant exigé égal au montant exigé par la personne de qui elle a acquis le service et que ce montant soit réputé avoir été payé à la fin du mois au cours duquel le service a été acquis de cette personne.

5. Que, aux fins de ladite mesure, le ministre du Revenu national soit autorisé à déterminer ou à préciser une méthode pour déterminer le montant exigé en contrepartie d'un service imposable lorsque

a) le service imposable est, de l'avis du Ministre, fourni dans des circonstances ou des conditions telles qu'il devient difficile ou impossible de déterminer autrement le montant exigé, ou

b) le service imposable est fourni en contrepartie d'un montant exigé qui, de l'avis du Ministre, est moindre qu'un montant équitable sur lequel la taxe doit être imposée.

6. Que la taxe ne soit pas payable sur un montant exigé en contrepartie d'un service imposable fourni

a) au titulaire d'une licence qui, au moment où la taxe est payable, donne le numéro de sa licence et certifie à la personne fournissant le service imposable que le service est acquis

(i) en vue d'en assurer la diffusion sans frais par lui ou pour le fournir à une autre personne en vue d'en assurer la diffusion sans frais, ou en vue de le fournir à une autre personne en contrepartie d'un montant exigé, ou

(ii) dans le cas d'un service imposable visé dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (ii), (iii) ou (iv) du paragraphe 3g) de cette motion, en vue de l'utiliser conjointement avec un service imposable acquis pour une fin décrite dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (i) du paragraphe 6a) de cette motion,

b) à une personne autre qu'un titulaire d'une licence, qui acquiert le service imposable

(i) en vue d'en assurer la diffusion sans frais ou de le fournir à une autre personne en vue d'en assurer la diffusion sans frais

(ii) dans le cas d'un service imposable visé dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (ii), (iii) ou (iv) du paragraphe 3g) de cette motion, en vue de l'utiliser conjointement avec un service imposable

subparagraph 3(g) of this motion, for use in conjunction with a taxable service acquired for a purpose described in any enactment founded on clause (i) of subparagraph 6(b) of this motion,

and who so certifies to the person providing the taxable service at the time the tax is payable, or

(c) by a small undertaking other than a taxable service that is provided in the circumstances referred to in any enactment founded on clause (ii) of subparagraph 3(f) of this motion and that is acquired from a person other than a licensee or another small undertaking resident in Canada.

7. That where relief from tax on the amount charged for a taxable service is granted pursuant to any enactment founded on subparagraph 6(a) or (b) of this motion and that service is diverted by the person who acquired the service or, in the case of a service acquired by a person for provision to another person for broadcasting without charge, by that other person, to any other use or purpose for which no such relief is granted, the person who diverted the service and the person who provided the service to him be jointly and severally liable to pay tax at the time the service is diverted computed on the amount charged for the service at the time the relief was granted.

8. That for purposes of administration of the said measure, and payment and collection of the taxes imposed thereby,

(a) every person providing a taxable service, other than a small undertaking, be required to apply for a licence,

(b) the Minister of National Revenue be authorized to issue and cancel licences,

(c) the Minister of National Revenue be authorized, in the case of a person who is or is about to become a small undertaking that provides a taxable service acquired from a person other than a licensee or another small undertaking resident in Canada in the circumstances referred to in any enactment founded on clause (ii) of subparagraph 3(f) of this motion, to require and accept security for payment of the tax imposed by the said measure,

acquis pour une fin décrite dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (i) du paragraphe 6b) de cette motion,

et qui certifie ainsi ses intentions à la personne fournissant le service imposable au moment où la taxe est payable, ou

c) par une petite entreprise sans un service imposable qui est fourni dans les circonstances visées dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (ii) du paragraphe 3f) de cette motion et qui est acquis d'une personne autre qu'un titulaire d'une licence ou d'une autre petite entreprise résidant au Canada.

7. Que, lorsqu'une exonération de taxe sur le montant exigé en contrepartie d'un service imposable est accordée conformément à tout texte législatif fondé sur le paragraphe 6a) ou b) de cette motion et que le service est détourné par la personne qui a acquis le service ou, dans le cas d'un service acquis par une personne en vue de le fournir à une autre personne pour diffusion sans frais, par cette dernière, vers un autre usage ou une autre fin à l'égard desquels aucune telle exonération n'est accordée, la personne qui a détourné le service et la personne qui lui a fourni le service soient conjointement et solidairement responsables de payer la taxe au moment où le service a été détourné calculée sur le montant exigé en contrepartie du service au moment où l'exonération a été accordée.

8. Que, aux fins de l'administration de ladite mesure, et du paiement et de la perception des taxes imposées qui en découlent,

a) toute personne fournissant un service imposable, autre qu'une petite entreprise, soit tenue de demander une licence,

b) le Ministre du Revenu national soit autorisé à attribuer et à annuler des licences,

c) le Ministre du Revenu national soit autorisé, dans le cas d'une personne qui est ou s'apprête à devenir une petite entreprise fournissant un service imposable acquis d'une personne autre qu'un titulaire d'une licence ou d'une autre petite entreprise résidant au Canada dans les circonstances visées dans tout texte législatif fondé sur l'alinéa (ii) du paragraphe 3f) de cette motion, à exiger et à accepter une caution en paiement de la taxe imposée par ladite mesure,

(d) a person who is or is about to become a small undertaking be required to give security where he is required to do so by the Minister of National Revenue,

(e) rules and procedures concerning the form, amount, timing and type of security to be given be established, and

(f) the Governor in Council be authorized to make regulations

(i) prescribing services to be excluded from the definition "taxable service", and

(ii) for carrying out the purposes and provisions of any enactment founded on this motion.

9. That,

(a) notwithstanding any provision of the Broadcasting Act or any other Act of Parliament or any regulation or statutory instrument made thereunder or any other law, and

(b) notwithstanding

(i) any decision or order made or licence or renewal of a licence issued by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission, or

(ii) any other act or thing given, done or issued pursuant to the Broadcasting Act, any other Act of Parliament or any other law,

before or after the coming into force of any enactment founded on this motion,

for purposes of the said measure, a licensee be authorized to increase the amount charged for a taxable service by an amount not exceeding the tax payable by him in respect of that service.

10. That the provisions of subsection 44(1) of the Act relating to deductions from and refunds of taxes imposed by the Act be extended to provide for refund of or adjustment to tax imposed on an amount charged by a licensee for a taxable service where the service for which the amount was charged has not been provided or has been only partially provided or where the amount charged has been paid in error to the licensee.

d) une personne qui est ou s'apprête à devenir une petite entreprise soit tenue de donner une caution lorsqu'elle est requise de le faire par le Ministre du Revenu national,

e) les règles et procédures concernant la forme, le montant, la date et le type de caution à donner soient établies, et

f) le gouverneur en conseil soit autorisé à établir des règlements

(i) prescrivant les services devant être exclus de la définition de «service imposable», et

(ii) ayant pour fin l'application des objets et dispositions de tout texte législatif fondé sur cette motion.

9. Que,

a) nonobstant toute disposition de la Loi sur la radiodiffusion ou toute autre loi du Parlement ou tout autre règlement ou texte réglementaire établi sous leur autorité ou toute autre loi, et

b) nonobstant

(i) toute décision ou ordonnance établie ou licence ou renouvellement d'une licence attribuée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, ou

(ii) tout autre acte ou chose donnée, effectuée ou émise en vertu de la Loi sur la radiodiffusion ou de toute autre loi du Parlement ou toute autre loi,

avant ou après l'entrée en vigueur de tout texte législatif fondé sur cette motion,

aux fins de ladite mesure, un titulaire d'une licence soit autorisé à majorer le montant exigé en contrepartie du service imposable d'un montant ne dépassant pas la taxe payable par elle à l'égard de ce service.

10. Que les dispositions du paragraphe 44(1) de la Loi relativement aux déductions et remboursements des taxes imposées par la Loi soient élargies pour s'appliquer aux remises ou aux redressements de taxes imposées sur les montants exigés par le titulaire d'une licence en contrepartie d'un service imposable lorsque le service pour lequel le montant a été exigé n'a pas été fourni ou ne l'a été qu'en partie, ou lorsque le montant exigé a été payé par erreur au titulaire d'une licence.

11. That the provisions of subsections 44(2) and (2.1) of the Act relating to refunds of taxes paid in respect of goods purchased or imported by Her Majesty in right of a province be extended to apply to tax paid on an amount charged for a taxable service provided to Her Majesty in right of a province.

12. That where a person has acquired a taxable service from a licensee for an amount charged for the purpose of providing that service to another person for an amount charged, at a time when he was required to apply for a licence and a licence is subsequently issued to him, a payment to that person or a deduction from taxes payable by that person, be authorized in an amount equal to the taxes paid on the amount charged for the services by licensee from whom the services were acquired.

13. That the provisions of section 50 of the Act relating to returns, payment of tax and penalties be extended to apply for the purposes of any enactment founded on this motion.

14. That the requirement in subsection 50.1(1) of the Act to submit reports be extended to apply to a licensee as defined under any enactment founded on subparagraph 3(c) of this motion.

15. That the provisions of subsection 52(4) of the Act relating to certificates of default in respect of amounts payable in respect of taxes, interest and penalties remaining unpaid be extended to apply to unpaid taxes, interest and penalties imposed pursuant to any enactment founded on this motion.

16. That the provisions of subsection 52(5) of the Act relating to the application of penalties to the non-payment of judgments be extended to apply to the non-payment of judgments in respect of any taxes payable pursuant to any enactment founded on this motion.

17. That the provision of subsection 52(11) of the Act relating to the application of penalties to defaults in payment by persons from whom payment has been demanded be extended to apply penalties imposed pursuant to any enactment founded on this motion to such defaults.

18. That the provisions of subsection 52(16) of the Act relating to the application of demands for payment in respect of amounts payable pursuant to assessments

11. Que les dispositions des paragraphes 44(2) et (2.1) de la Loi relativement aux remboursements des taxes payées à l'égard de marchandises achetées ou importées par Sa Majesté du chef d'une province soient élargies pour s'appliquer aux taxes payées sur le montant exigé en contrepartie d'un service imposable fourni à Sa Majesté du chef d'une province.

12. Que, lorsqu'une personne a acquis un service imposable d'un titulaire d'une licence en contrepartie d'un montant exigé aux fins de fournir ce service à une autre personne en contrepartie d'un montant exigé, au moment où elle était obligée de demander une licence, et qu'une licence lui a été attribuée par la suite, un paiement à cette personne ou une déduction sur les taxes payables par elle soit autorisé d'un montant égal aux taxes payées sur le montant exigé en contrepartie des services par le titulaire de qui les services ont été acquis.

13. Que les dispositions de l'article 50 de la Loi relativement aux déclarations, paiements de taxes et amendes soient élargies pour s'appliquer aux fins de tout texte législatif fondé sur cette motion.

14. Que l'exigence figurant au paragraphe 50.1(1) de la Loi de soumettre des rapports soit élargie pour s'appliquer à un titulaire, tel que défini dans tout texte législatif fondé sur le paragraphe 3c) de cette motion.

15. Que les dispositions du paragraphe 52(4) de la Loi relativement aux certificats de défaut afférents aux montants payables à l'égard de taxes, intérêts et amendes impayés soient élargies pour s'appliquer aux taxes, intérêts et amendes impayés, imposés en application de tout texte législatif fondé sur cette motion.

16. Que les dispositions du paragraphe 52(5) de la Loi relativement à l'application des amendes au non-paiement des jugements soient élargies pour s'appliquer au non-paiement des jugements concernant toute taxe payable en application de tout texte législatif fondé sur cette motion.

17. Que les dispositions du paragraphe 52(11) de la Loi relativement à l'application des amendes pour défaut de paiement par des personnes desquelles le paiement a été exigé soient élargies pour appliquer des amendes imposées aux termes de tout texte législatif fondé sur cette motion à de tels défauts.

18. Que les dispositions du paragraphe 52(16) de la Loi relativement à l'application des demandes de paiement à l'égard de montants payables conformément

be extended to apply for the purposes of any enactment founded on this motion.

19. That the provisions of subsection 53(2) of the Act relating to evidence in respect of licences be extended to apply in respect of any enactment founded on this motion.

20. That where any difference arises or where any doubt exists as to whether any or what rate of tax is payable on an amount charged for a taxable service, the Tariff Board be authorized to declare what rate of tax is payable or that no tax is payable on the amount charged for the taxable service.

21. That the provisions of subsection 70(1) of the Act relating to the entitlement of a taxpayer to recover from a purchaser the amount of taxes paid where the purchaser has falsely represented that the goods were acquired for a use rendering them exempt from tax be extended to apply in respect of any enactment founded on this motion.

22. That any enactment founded on

(a) this motion, other than clause (vi) of subparagraph 3(g) of this motion, come into force on April 20, 1983, and the tax be imposed on amounts charged on or after that date for taxable services provided after June 30, 1983; and

(b) clause (vi) of subparagraph 3(g) of this motion come into force on December 8, 1983.

aux cotisations soient élargies pour s'appliquer aux fins de tout texte législatif fondé sur cette motion.

19. Que les dispositions du paragraphe 53(2) de la Loi relativement à la preuve à l'égard des licences soient élargies pour s'appliquer à l'égard de tout texte législatif fondé sur cette motion.

20. Que, lorsqu'il existe un différend ou un doute quant au taux de taxe payable sur un montant exigé en contrepartie d'un service imposable, la Commission du tarif soit autorisée à déclarer quel taux de taxe est payable ou qu'aucune taxe n'est payable sur le montant exigé en contrepartie du service imposable.

21. Que les dispositions du paragraphe 70(1) de la Loi relativement au droit d'un contribuable de recouvrer d'un acheteur le montant des taxes payées lorsque l'acheteur a fausement exposé que les marchandises ont été acquises pour un usage les soustrayant à la taxe soient élargies pour s'appliquer à l'égard de tout texte législatif fondé sur cette motion.

22. Que tant texte législatif fondé sur

(a) cette motion, autre que l'alinéa (vi) du paragraphe 3(g) de cette motion, entre en vigueur le 20 avril 1983, et que la taxe soit imposée sur les montants exigés le 20 avril 1983 ou après cette date à l'égard des services imposables fournis après le 30 juin 1983; et

(b) l'alinéa (vi) du paragraphe 3(g) de cette motion entre en vigueur le 8 décembre 1983.

Notice of Ways and Means Motion to Amend the Excise Act

That it is expedient to introduce a measure to amend the Excise Act and to provide among other things:

1. That authority be provided for the Minister of National Revenue to make regulations prescribing anything that by the Act is to be prescribed by departmental regulations.
2. That the limitation in paragraph 117(1)(b) on the use of summary conviction to sue for and recover any penalty or forfeiture or to impose, adjudge and order any term of imprisonment for any indictable offence against the Act be set at ten thousand dollars with respect to any such penalty or forfeiture and twelve months imprisonment, and that the reference to hard labour in relation to such term of imprisonment be deleted.
3. That authority be provided to grant a refund or drawback of the duty imposed under the Customs Tariff, pursuant to section 21 thereof, in respect of spirits, wine or flavouring materials having a spirit content, on which the Customs duty has been paid and not refunded, that are brought into a distillery for the purposes of blending with spirits in bond, under such terms and conditions as the Governor in Council may, by regulation, prescribe.

Avis de motion des voies et moyens modifiant la Loi sur l'accise

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi afin de modifier la Loi sur l'accise et de prévoir entre autres:

1. Que le pouvoir soit conféré au ministre du Revenu national d'établir des règlements prescrivant tout ce qui doit selon la présente Loi être prescrit par règlements ministériels.
2. Que la limite figurant à l'alinéa 117(1)b) relativement à l'usage de déclaration sommaire de culpabilité pour poursuivre et recouvrer toute amende encourue ou chose confisquée ou pour imposer, décider ou ordonner toute période d'emprisonnement pour un acte criminel en contravention de la Loi soit fixée à dix mille dollars dans le cas de cette amende ou confiscation et à douze mois d'emprisonnement, et que la mention de travaux forcés relativement à une telle période d'emprisonnement soit radiée.
3. Que l'autorité soit prévue d'accorder un remboursement ou un drawback des droits imposés en vertu du Tarif des douanes, conformément à l'article 21, en ce qui concerne l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie, sur lesquels les droits de douane ont été payés et n'ont pas été remboursés, qui ont été apportés dans une distillerie aux fins de mélange avec de l'eau-de-vie en entrepôt, selon les conditions que le gouverneur en conseil peut prescrire par règlement.

Notice of Ways and Means Motion Customs Tariff

1. (1) That section 3.1 of the *Customs Tariff* be amended by adding thereto, immediately after paragraph (1) thereof, the following paragraph:

“(1.1) The Governor in Council may, by order and on such terms and conditions as he may specify, exempt the goods produced in a country enjoying the benefits of the General Preferential Tariff from the condition of direct shipment set out in paragraph (5)(c) and from the furnishing of proof of origin specified in accordance with subsection (6) or from the application of one of these requirements.”

(2) That paragraph 3.1(3)(a) of the said Act be repealed and the following substituted therefor:

“(a) the goods enumerated in any of the tariff items in Groups I, II, III, IV and VI of Schedule A except the goods enumerated in tariff items 805-1, 825-1, 915-1, 1002-1, 1210-1, 1300-1, 1305-1, 1400-1, 1510-1, 1515-1, 1520-1, 1805-1, 2200-1, 2300-1, 2505-1, 2600-1, 2605-1, 3105-1, 3200-1, 3300-1, 3400-1, 3910-1, 3915-1, 4505-1, 4600-1, 4715-1, 4725-1, 6300-1, 6500-1, 6600-1, 6610-1, 6700-1, 6928-1, 7910-1, 9905-1, 10520-1, 10522-1, 10523-2, 10535-2, 10657-1, 10658-1, 10663-2, 10664-2, 11400-2, 11901-1, 11902-1, 11903-1, 11904-1, 12001-1, 12002-1, 12003-1, 12004-1, 12100-1, 12303-1, 12405-1, 12505-1, 12505-2, 12600-1, 12805-1, 13300-1, 13300-2, 14100-1, 14201-1, 14202-1, 14203-2, 14204-2, 14205-1, 14210-1, 14305-1, 14700-1, 15605-1, 15610-1, 15615-1, 15620-1, 15625-1, 15630-1, 15635-1, 15905-1, 15910-1, 16001-1, 16002-1, 16101-1, 16102-1, 16810-1, 20655-1, 20900-1, 21000-1, 21100-1, 21630-1, 22001-1, 22001-2, 22003-1, 22003-2, 22400-1, 22600-1, 22800-1, 22900-1, 23000-1, 23105-1, 23200-1, 23205-1, 23210-1, 23215-1, 23230-1, 23235-1, 23300-1, 23400-1, 23405-1, 23600-1, 23605-1, 23610-1, 24710-1, 24715-1, 25200-1, 25200-2, 25403-1, 25505-1, 26405-1, 26505-1, 27010-1, 27101-1, 27102-1, 27200-1, 27205-1, 27211-1, 27300-1, 27305-1, 27315-1, 27320-1, 27501-1, 27502-1, 27711-1, 27713-1, 27714-1, 27715-1, 27716-1, 27731-1, 27733-1, 27734-1, 27735-1, 27736-1, 27740-2, and 27825-1;”

(3) That paragraph 3.1(5)(b) of the said Act be repealed and the following substituted therefor:

“(b) a substantial portion of the value of the goods, as prescribed by regulations, was produced by the industry of one or more countries referred to in paragraph (a); and”

2. That section 3.7 of the said Act be repealed and the following substituted therefor:

“3.7 Sections 3.1 to 3.6 shall expire on June 30, 1994 or on such earlier day as may be fixed by proclamation.”

3. That section 11 of the said Act be repealed and the following substituted therefor:

“11. The Governor in Council may, by order,

(a) make such reductions of duties on goods imported into Canada from any other country or countries as may be deemed reasonable by way of compensation for concessions granted by any such country or countries; and

(b) extend any reductions made pursuant to paragraph (a) to any other countries as may be required by Canada's international obligations.”

4. That Schedule A to the said Act be amended by striking out tariff items:

6500-1, 6600-1, 7910-1, 11901-1, 11902-1, 11903-1, 11904-1, 12100-1, 12405-1, 12805-1, 13300-1, 13300-2, 14203-2, 14204-2, 14210-1, 14305-1, 15605-1, 15610-1, 15615-1, 15620-1, 15630-1, 15635-1, 16001-1, 16002-1, 16101-1, 16102-1, 16810-1, 17800-1, 17900-1, 18000-1, 18010-1, 18030-1, 18200-1, 19200-1, 19200-2, 19300-1, 19500-1, 19800-1, 19900-2, 19930-1, 20205-1, 23205-1, 23210-1, 23300-1, 25200-1, 27731-1, 27825-1, 28200-1, 28205-1, 28900-1, 30400-1, 30705-1, 30800-1, 30805-1, 32201-1, 32300-1, 41105-1, 41105-2, 50065-1, 53205-1, 53210-1, 55302-1, 56610-1, 56915-2, 60600-1, 65705-1, 92804-5, 92808-1, 92809-1, 92816-1, 92817-3, 92901-4, 92901-12, 92903-2, 93404-1 and 93819-2

and the enumerations of goods and the rates of duty set opposite each of those items and by inserting in Schedule A to the said Act the items, enumerations of goods and rates of duty specified in Schedule I to this motion.

5. That Schedule A to the said Act be further amended by striking out tariff items:

17310-1, 19230-1, 28100-1, 28105-1, 28110-1, 28220-1, 44544-1, 44545-1, 56400-1, 65800-1, 65805-1, 65820-1, 68200-1, 70310-1, 70311-1, 70312-1 and 70313-1

and the enumerations of goods and the rates of duty set opposite each of those items and by inserting in Schedule A to the said Act the items, enumerations of goods and rates of duty specified in Schedule II to this motion.

6. That Schedule A to the said Act be further amended by striking out tariff items 42700-3 and 42700-6 and the enumerations of goods and the rates of duty set opposite each of those items and by inserting in Schedule A to the said Act the items, enumerations of goods and rates of duty specified in Schedule III to this motion.

7. That the French version of Schedule A to the said Act be amended by striking out the reference to “pouces de circonférence, mesure extérieure” in tariff items 31500-1 and 31505-1 and substituting therefor a reference to “pouces de circonférence *ou de* mesure extérieure”.

8. That the French version of Schedule A to the said Act be further amended by adding, immediately after the reference to “à ciel ouvert” in tariff item 49217-1, a reference to “, et leurs pièces”.

9. That Schedule C to the said Act be amended by repealing paragraph 2 of item 99214-1 and substituting the following therefor:

“2. Any bird of the Starling family (Sturnidae), except the European Starling (*Sturnus vulgaris*) and the Chinese Talking Mynah or Hill Mynah (*Gracula religiosa*);”

10. That any enactment founded on paragraphs 1 to 5 inclusive and 7 to 9 inclusive of this motion shall be deemed to have come into force on the 20th day of April, 1983 and to have been applied to all goods mentioned in the said paragraphs imported or taken out of warehouse for consumption on or after that day, and to have applied to goods previously imported for which no entry for consumption was made before that day.

11. That any enactment founded on paragraph 6 of this motion shall come into force on a day to be fixed by proclamation and shall apply to all goods mentioned in the said paragraph imported or taken out of warehouse for consumption on or after that day, and shall apply to goods previously imported for which no entry for consumption was made before that day.

SCHEDULE I

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
6500-1	Biscuits, not sweetened.....	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1985	6.9 p.c.	6.9 p.c.	25 p.c.	4 p.c.	6.9 p.c.	6.9 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	5.9 p.c.	5.9 p.c.	25 p.c.	3.5 p.c.	5.9 p.c.	5.9 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	5 p.c.	5 p.c.	25 p.c.	3 p.c.	5 p.c.	5 p.c.	25 p.c.	—
6600-1	Biscuits, sweetened.....	7.5 p.c.	7.5 p.c.	30 p.c.	5 p.c.	7.5 p.c.	7.5 p.c.	30 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1984	7.3 p.c.	7.3 p.c.	30 p.c.	4.5 p.c.	7.3 p.c.	7.3 p.c.	30 p.c.	4.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	6.5 p.c.	6.5 p.c.	30 p.c.	4 p.c.	6.5 p.c.	6.5 p.c.	30 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	5.8 p.c.	5.8 p.c.	30 p.c.	3.5 p.c.	5.8 p.c.	5.8 p.c.	30 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	5 p.c.	5 p.c.	30 p.c.	3 p.c.	5 p.c.	5 p.c.	30 p.c.	—
7910-1	Orchids, natural, cut, whether in designs or bouquets or not	Free	25 p.c.	40 p.c.	Free	Free	25 p.c.	40 p.c.	12.5 p.c.
Sardines, sprats or pilchards, packed in oil or otherwise, in sealed tin containers, the weight of the tin container to be included in the weight for duty:									
11901-1	When weighing over twenty ounces and not over thirty-six ounces each..... per box	1.50 cts.	1.50 cts.	6 cts.	Free	1.50 cts.	1.50 cts.	6 cts.	—
	on and after January 1, 1984..... per box	1.44 cts.	1.44 cts.	6 cts.	Free	1.44 cts.	1.44 cts.	6 cts.	—
	on and after January 1, 1985..... per box	1.38 cts.	1.38 cts.	6 cts.	Free	1.38 cts.	1.38 cts.	6 cts.	—
	on and after January 1, 1986..... per box	1.31 cts.	1.31 cts.	6 cts.	Free	1.31 cts.	1.31 cts.	6 cts.	—
	on and after January 1, 1987..... per box	1.25 cts.	1.25 cts.	6 cts.	Free	1.25 cts.	1.25 cts.	6 cts.	—
	When weighing over twelve ounces and not over twenty ounces each..... per box	1.25 cts.	1.25 cts.	4.5 cts.	Free	1.25 cts.	1.25 cts.	4.5 cts.	—
11902-1	on and after January 1, 1984..... per box	1.19 cts.	1.19 cts.	4.5 cts.	Free	1.19 cts.	1.19 cts.	4.5 cts.	—
	on and after January 1, 1985..... per box	1.13 cts.	1.13 cts.	4.5 cts.	Free	1.13 cts.	1.13 cts.	4.5 cts.	—
	on and after January 1, 1986..... per box	1.06 cts.	1.06 cts.	4.5 cts.	Free	1.06 cts.	1.06 cts.	4.5 cts.	—
	on and after January 1, 1987..... per box	1 ct.	1 ct.	4.5 cts.	Free	1 ct.	1 ct.	4.5 cts.	—

Rates in Effect Prior to Rates
Proposed in this Motion

Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
11903-1	When weighing over eight ounces and not over twelve ounces each per box	0.84 ct.	0.84 ct.	3.5 cts.	Free	0.84 ct.	0.84 ct.	3.5 cts.	—
	on and after January 1, 1984 per box	0.79 ct.	0.79 ct.	3.5 cts.	Free	0.79 ct.	0.79 ct.	3.5 cts.	—
	on and after January 1, 1985 per box	0.75 ct.	0.75 ct.	3.5 cts.	Free	0.75 ct.	0.75 ct.	3.5 cts.	—
	on and after January 1, 1986 per box	0.71 ct.	0.71 ct.	3.5 cts.	Free	0.71 ct.	0.71 ct.	3.5 cts.	—
	on and after January 1, 1987 per box	0.67 ct.	0.67 ct.	3.5 cts.	Free	0.67 ct.	0.67 ct.	3.5 cts.	—
11904-1	When weighing eight ounces each or less per box	0.63 ct.	0.63 ct.	2.5 cts.	0.42 ct.	0.63 ct.	0.63 ct.	2.5 cts.	—
	on and after January 1, 1984 per box	0.59 ct.	0.59 ct.	2.5 cts.	0.39 ct.	0.59 ct.	0.59 ct.	2.5 cts.	—
	on and after January 1, 1985 per box	0.56 ct.	0.56 ct.	2.5 cts.	0.37 ct.	0.56 ct.	0.56 ct.	2.5 cts.	—
	on and after January 1, 1986 per box	0.53 ct.	0.53 ct.	2.5 cts.	0.35 ct.	0.53 ct.	0.53 ct.	2.5 cts.	—
	on and after January 1, 1987 per box	0.50 ct.	0.50 ct.	2.5 cts.	0.33 ct.	0.50 ct.	0.50 ct.	2.5 cts.	—
12100-1	Fish, packed or preserved in oil or in mixtures con- taining oil, n.o.p.	15 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	10 p.c.	15 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1986	14.8 p.c.	14.8 p.c.	35 p.c.	9.5 p.c.	14.8 p.c.	14.8 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	14 p.c.	14 p.c.	35 p.c.	9 p.c.	14 p.c.	14 p.c.	35 p.c.	—
12405-1	Shellfish, prepared or preserved, n.o.p.	8.5 p.c.	8.5 p.c.	30 p.c.	5.5 p.c.	8.5 p.c.	8.5 p.c.	30 p.c.	5.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	7.9 p.c.	7.9 p.c.	30 p.c.	5 p.c.	7.9 p.c.	7.9 p.c.	30 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1985	7.3 p.c.	7.3 p.c.	30 p.c.	4.5 p.c.	7.3 p.c.	7.3 p.c.	30 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	6.6 p.c.	6.6 p.c.	30 p.c.	4 p.c.	6.6 p.c.	6.6 p.c.	30 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	6 p.c.	6 p.c.	30 p.c.	4 p.c.	6 p.c.	6 p.c.	30 p.c.	—
12805-1	Lobsters, prepared or preserved,	8.5 p.c.	8.5 p.c.	30 p.c.	5.5 p.c.	8.5 p.c.	8.5 p.c.	30 p.c.	5.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	7.9 p.c.	7.9 p.c.	30 p.c.	5 p.c.	7.9 p.c.	7.9 p.c.	30 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1985	7.3 p.c.	7.3 p.c.	30 p.c.	4.5 p.c.	7.3 p.c.	7.3 p.c.	30 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	6.6 p.c.	6.6 p.c.	30 p.c.	4 p.c.	6.6 p.c.	6.6 p.c.	30 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	6 p.c.	6 p.c.	30 p.c.	4 p.c.	6 p.c.	6 p.c.	30 p.c.	—
13300-1	All other articles the produce of the fisheries, n.o.p. on and after January 1, 1984	6.5 p.c.	6.5 p.c.	25 p.c.	4 p.c.	6.5 p.c.	6.5 p.c.	25 p.c.	4 p.c.
	on and after January 1, 1985	6.1 p.c.	6.1 p.c.	25 p.c.	4 p.c.	6.1 p.c.	6.1 p.c.	25 p.c.	4 p.c.
	on and after January 1, 1986	5.8 p.c.	5.8 p.c.	25 p.c.	3.5 p.c.	5.8 p.c.	5.8 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	5.4 p.c.	5.4 p.c.	25 p.c.	3.5 p.c.	5.4 p.c.	5.4 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1988	5 p.c.	5 p.c.	25 p.c.	3 p.c.	5 p.c.	5 p.c.	25 p.c.	—

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
13300-2	Caviar, being prepared sturgeon roe on and after January 1, 1984 on and after January 1, 1985 on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c. 5.4 p.c. 5 p.c.	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c. 5.4 p.c. 5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free Free Free	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c. 5.4 p.c. 5 p.c.	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c. 5.4 p.c. 5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free — — —
	Tobacco, unmanufactured, for excise purposes under conditions of the <i>Excise Act</i> , subject to such regulations as may be prescribed by the Minister:								
	N.o.p.:								
14203-2	Unstemmed, when imported by cigar manufacturers for use exclusively in the manufacture of cigars in their own factories .....per pound New Zealand	12.5 cts.	12.5 cts.	40 cts.	8.33 cts.	12.5 cts.	12.5 cts.	40 cts.	—
14204-2	Stemmed, when imported by cigar manufacturers for use exclusively in the manufacture of cigars in their own factories .....per pound New Zealand	20 cts.	20 cts.	60 cts.	13.33 cts.	20 cts.	20 cts.	60 cts.	—
14210-1	Converted tobacco leaf for use in the manufacture of cigar binders and cigar wrappers .....per pound on and after January 1, 1984 .....per pound on and after January 1, 1985 .....per pound on and after January 1, 1986 .....per pound on and after January 1, 1987 .....per pound	62.5 cts. 59.4 cts. 56.3 cts. 53.1 cts. 50 cts.	62.5 cts. 59.4 cts. 56.3 cts. 53.1 cts. 50 cts.	\$1.05 \$1.05 \$1.05 \$1.05 \$1.05	Free Free Free Free Free	62.5 cts. 59.4 cts. 56.3 cts. 53.1 cts. 50 cts.	62.5 cts. 59.4 cts. 56.3 cts. 53.1 cts. 50 cts.	\$1.05 \$1.05 \$1.05 \$1.05 \$1.05	— — — — —
14305-1	Cigars, the weight of the bands and ribbons to be included in the weight for duty .....per pound and	\$1.45 10 p.c.	\$1.45 10 p.c.	\$3.00 20 p.c.	96.67 cts. 6.5 p.c.	\$1.45 10 p.c.	\$1.45 10 p.c.	\$3.00 20 p.c.	—

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
15605-1	Whiskey	35 cts.	35 cts.	\$6.00	23.33 cts.	35 cts.	35 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1984	31.3 cts.	31.3 cts.	\$6.00	20.87 cts.	31.3 cts.	31.3 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1985	27.5 cts.	27.5 cts.	\$6.00	18.33 cts.	27.5 cts.	27.5 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1986	23.8 cts.	23.8 cts.	\$6.00	15.87 cts.	23.8 cts.	23.8 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1987	20 cts.	20 cts.	\$6.00	13.33 cts.	20 cts.	20 cts.	\$6.00	—
15610-1	Gin	35 cts.	35 cts.	\$6.00	23.33 cts.	35 cts.	35 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1984	31.3 cts.	31.3 cts.	\$6.00	20.87 cts.	31.3 cts.	31.3 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1985	27.5 cts.	27.5 cts.	\$6.00	18.33 cts.	27.5 cts.	27.5 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1986	23.8 cts.	23.8 cts.	\$6.00	15.87 cts.	23.8 cts.	23.8 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1987	20 cts.	20 cts.	\$6.00	13.33 cts.	20 cts.	20 cts.	\$6.00	—
15615-1	Rum, n.o.p.	50 cts.	\$1.50	\$6.00	Free	50 cts.	\$1.50	\$6.00	Free or \$1.50
	on and after January 1, 1984	50 cts.	\$1.38	\$6.00	Free	50 cts.	\$1.38	\$6.00	Free or \$1.50
	on and after January 1, 1985	50 cts.	\$1.25	\$6.00	Free	50 cts.	\$1.25	\$6.00	—
	on and after January 1, 1986	50 cts.	\$1.13	\$6.00	Free	50 cts.	\$1.13	\$6.00	—
	on and after January 1, 1987	50 cts.	\$1.00	\$6.00	Free	50 cts.	\$1.00	\$6.00	—
15620-1	Brandy	75 cts.	75 cts.	\$8.00	Free	75 cts.	75 cts.	\$8.00	50 cts.
	on and after January 1, 1984	68.8 cts.	68.8 cts.	\$8.00	Free	68.8 cts.	68.8 cts.	\$8.00	50 cts.
	on and after January 1, 1985	62.5 cts.	62.5 cts.	\$8.00	Free	62.5 cts.	62.5 cts.	\$8.00	—

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
15620-1	on and after January 1, 1986								
(Cont.)	.....per gallon of the strength of proof	56.3 cts.	56.3 cts.	\$8.00	Free	56.3 cts.	56.3 cts.	\$8.00	—
	on and after January 1, 1987								
	.....per gallon of the strength of proof	50 cts.	50 cts.	\$8.00	Free	50 cts.	50 cts.	\$8.00	—
15630-1	Spirituuous or alcoholic liquors, n.o.p.; absinthe, arrack or palm spirit, artificial brandy and imitations of brandy, n.o.p.; cordials of all kinds, n.o.p.; mescal, pulque, rum shrub, schiedam and other schnapps; talia, and alcoholic bitters or beverages, n.o.p.; and wines, n.o.p., containing more than forty per cent of proof spirit								
	.....per gallon of the strength of proof	75 cts.	75 cts.	\$6.00	50 cts.	75 cts.	75 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1984								
	.....per gallon of the strength of proof	68.8 cts	68.8 cts.	\$6.00	45.87 cts.	68.8 cts.	68.8 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1985								
	.....per gallon of the strength of proof	62.5 cts.	62.5 cts.	\$6.00	41.67 cts.	62.5 cts.	62.5 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1986								
	.....per gallon of the strength of proof	56.3 cts.	56.3 cts.	\$6.00	37.53 cts.	56.3 cts.	56.3 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1987								
	.....per gallon of the strength of proof	50 cts.	50 cts.	\$6.00	33.33 cts.	50 cts.	50 cts.	\$6.00	—
15635-1	Vodka								
	on and after January 1, 1984								
	.....per gallon of the strength of proof	68.8 cts.	68.8 cts.	\$6.00	45.87 cts.	68.8 cts.	68.8 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1985								
	.....per gallon of the strength of proof	62.5 cts.	62.5 cts.	\$6.00	41.67 cts.	62.5 cts.	62.5 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1986								
	.....per gallon of the strength of proof	56.3 cts.	56.3 cts.	\$6.00	37.53 cts.	56.3 cts.	56.3 cts.	\$6.00	—
	on and after January 1, 1987								
	.....per gallon of the strength of proof	50 cts.	50 cts.	\$6.00	33.33 cts.	50 cts.	50 cts.	\$6.00	—

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
Alcoholic perfumes:									
16001-1	When in bottles or flasks containing not more than four ounces each	15 p.c.	15 p.c.	90 p.c.	Free	15 p.c.	15 p.c.	90 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1984	13.8 p.c.	13.8 p.c.	90 p.c.	Free	13.8 p.c.	13.8 p.c.	90 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1985	12.5 p.c.	12.5 p.c.	90 p.c.	Free	12.5 p.c.	12.5 p.c.	90 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	11.3 p.c.	11.3 p.c.	90 p.c.	Free	11.3 p.c.	11.3 p.c.	90 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	10 p.c.	10 p.c.	90 p.c.	Free	10 p.c.	10 p.c.	90 p.c.	—
16002-1	When in bottles, flasks or other packages, containing more than four ounces each	\$4.00	—	\$5.00	Free	\$4.00	—	\$5.00	—
	and	—	15.7 p.c.	40 p.c.	—	—	15.7 p.c.	40 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1984	\$4.00	—	\$5.00	Free	\$4.00	—	\$5.00	—
	and	—	14.6 p.c.	40 p.c.	—	—	14.6 p.c.	40 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	\$4.00	—	\$5.00	Free	\$4.00	—	\$5.00	—
	and	—	13.5 p.c.	40 p.c.	—	—	13.5 p.c.	40 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	\$4.00	—	\$5.00	Free	\$4.00	—	\$5.00	—
	and	—	12.4 p.c.	40 p.c.	—	—	12.4 p.c.	40 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	\$4.00	—	\$5.00	Free	\$4.00	—	\$5.00	—
	and	—	11.3 p.c.	40 p.c.	—	—	11.3 p.c.	40 p.c.	—
Perfumed spirits, bay rum, cologne and lavender waters, lotions, hair, tooth and skin washes, and other toilet preparations containing spirits of any kind:									
16101-1	When in bottles or flasks containing not more than four ounces each	15 p.c.	15 p.c.	50 p.c.	Free	15 p.c.	15 p.c.	50 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1984	13.8 p.c.	13.8 p.c.	50 p.c.	Free	13.8 p.c.	13.8 p.c.	50 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1985	12.5 p.c.	12.5 p.c.	50 p.c.	Free	12.5 p.c.	12.5 p.c.	50 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	11.3 p.c.	11.3 p.c.	50 p.c.	Free	11.3 p.c.	11.3 p.c.	50 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	10 p.c.	10 p.c.	50 p.c.	Free	10 p.c.	10 p.c.	50 p.c.	—

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
16102-1	When in bottles, flasks or other packages, containing more than four ounces each but not more than, per gallon on and after January 1, 1986 but not more than, per gallon on and after January 1, 1987 but not more than, per gallon	15 p.c. \$2.00 14.7 p.c. \$2.00 13.2 p.c. \$2.00	15 p.c. 14.7 p.c. 13.2 p.c.	50 p.c. 50 p.c. 50 p.c.	Free Free Free	15 p.c. \$2.00 14.7 p.c. \$2.00 13.2 p.c. \$2.00	15 p.c. — 14.7 p.c. 13.2 p.c.	50 p.c. — 50 p.c. 50 p.c.	10 p.c. \$2.00 — —
16810-1	Vinegar	10 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	Free	10 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	—
17800-1	Advertising and printed matter, viz.: Advertising pamphlets, advertising show cards, illustrated advertising periodicals; price books, catalogues and price lists; advertising almanacs and calendars; patent medicine or other advertising circulars, fly sheets or pamphlets; advertising chromos, chromotypes, oleographs or like work produced by any process other than hand painting or drawing, and having any advertisement or advertising matter printed, lithographed or stamped thereon, or attached thereto, including advertising bills, folders and posters, or other similar artistic work, lithographed, printed or stamped on paper or cardboard for business or advertisement purposes, n.o.p. ....per pound but not less than on and after January 1, 1984 .....per pound but not less than on and after January 1, 1985 .....per pound but not less than on and after January 1, 1986 .....per pound but not less than on and after January 1, 1987 .....per pound but not less than	5 cts. — 5 cts. — 5 cts. — 5 cts.	5 cts. 22.5 p.c. 3.75 cts. 21.9 p.c. 2.50 cts. 21.3 p.c. 1.25 cts. 20.6 p.c. — 20 p.c.	15 cts. 35 p.c. 15 cts. 35 p.c. 15 cts. 35 p.c. 15 cts. 35 p.c.	Free Free Free Free Free Free Free	5 cts. — 5 cts. — 5 cts. — 5 cts.	5 cts. 22.5 p.c. 3.75 cts. 21.9 p.c. 2.50 cts. 21.3 p.c. 1.25 cts. 20.6 p.c. — 20 p.c.	15 cts. 35 p.c. 15 cts. 35 p.c. 15 cts. 35 p.c. 15 cts. 35 p.c.	5 cts. — 5 cts. — 5 cts. — 5 cts. — 5 cts. —

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
17900-1	Labels for cigar boxes, fruits, vegetables, meats, fish, confectionery or other goods or wares; shipping, price or other tags, tickets or labels, and railroad or other tickets, whether lithographed or printed, or partly printed, n.o.p.; the foregoing not including labels of textile fibres or filaments..... on and after January 1, 1984 on and after January 1, 1985 on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	Free Free Free Free Free	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9.5 p.c. — — —
	Tickets issued by railway systems in the British Commonwealth (not including railway systems operating in Canada), shall be exempt from customs duty, when produced in countries entitled to the benefits of the British Preferential Tariff.								
18000-1	Photographs, chromos, chromotypes, artotypes, oleographs, paintings, drawings, pictures, engravings or prints or proofs therefrom, and similar works of art, n.o.p. on and after January 1, 1984 on and after January 1, 1985 on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	Free Free Free Free Free	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	10 p.c. 9.5 p.c. — — —
18010-1	Decalcomania transfers of all kinds, n.o.p. on and after January 1, 1984 on and after January 1, 1985 on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	13.9 p.c. 12.9 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	Free Free Free Free Free	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	13.9 p.c. 12.9 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	9 p.c. 8.5 p.c. — — —

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion						
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Preferential Tariff
18030-1	Plans and drawings, related specifications, any substitute therefor, reproductions of the foregoing, n.o.p.; maps and charts, n.o.p.	12.5 p.c.	13.9 p.c.	27.5 p.c.	Free	12.5 p.c.	13.9 p.c.	27.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	12.5 p.c.	12.9 p.c.	27.5 p.c.	Free	12.5 p.c.	12.9 p.c.	27.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	12 p.c.	12 p.c.	27.5 p.c.	Free	12 p.c.	12 p.c.	27.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.1 p.c.	11.1 p.c.	27.5 p.c.	Free	11.1 p.c.	11.1 p.c.	27.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.2 p.c.	10.2 p.c.	27.5 p.c.	Free	10.2 p.c.	10.2 p.c.	27.5 p.c.
18200-1	Music for mechanical piano players	5 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	Free	5 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1984	5 p.c.	6.3 p.c.	10 p.c.	Free	5 p.c.	6.3 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1985	5 p.c.	6 p.c.	10 p.c.	Free	5 p.c.	6 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1986	5 p.c.	5.8 p.c.	10 p.c.	Free	5 p.c.	5.8 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1987	5 p.c.	5.5 p.c.	10 p.c.	Free	5 p.c.	5.5 p.c.	10 p.c.
	Tarred paper and prepared roofings (including shingles), tiles and lay-in panels for ceilings, fibreboard, strawboard, sheathing and insulation, manufactured wholly or in part of vegetable fibres, n.o.p.; blotting paper, not printed nor illustrated:							
19200-1	Other than the following	12.1 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.	Free	12.1 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1984	11.4 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	Free	11.4 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1985	10.7 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	Free	10.7 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	9.9 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	Free	9.9 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	9.2 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	Free	9.2 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.
19200-2	Building papers and building paper felts, whether or not coated or saturated, not cut to size or shape; fibreboard, strawboard, sheathing and insulation, manufactured wholly or in part of vegetable fibres, n.o.p., not cut to size or shape; blotting paper, not cut to size or shape	10.8 p.c.	10.8 p.c.	35 p.c.	Free	10.8 p.c.	10.8 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1984	9.7 p.c.	9.7 p.c.	35 p.c.	Free	9.7 p.c.	9.7 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1985	8.6 p.c.	8.6 p.c.	35 p.c.	Free	8.6 p.c.	8.6 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	7.6 p.c.	7.6 p.c.	35 p.c.	Free	7.6 p.c.	7.6 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	6.5 p.c.	6.5 p.c.	35 p.c.	Free	6.5 p.c.	6.5 p.c.	35 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion						
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Preferential Tariff
19200-5	<i>Tiles and lay-in panels, other than hardboard, for ceilings, n.o.p.</i>	12.1 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	12.1 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1984	11.4 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	11.4 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1985	10.7 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	7 p.c.	10.7 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	9.9 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	6.5 p.c.	9.9 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	9.2 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	6 p.c.	9.2 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.
19200-6	<i>Tiles and lay-in panels, other than hardboard, for ceilings, not cut to size or shape</i>	10.8 p.c.	10.8 p.c.	35 p.c.	7 p.c.	10.8 p.c.	10.8 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1984	9.7 p.c.	9.7 p.c.	35 p.c.	6 p.c.	9.7 p.c.	9.7 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1985	8.6 p.c.	8.6 p.c.	35 p.c.	5.5 p.c.	8.6 p.c.	8.6 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	7.6 p.c.	7.6 p.c.	35 p.c.	5 p.c.	7.6 p.c.	7.6 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	6.5 p.c.	6.5 p.c.	35 p.c.	4 p.c.	6.5 p.c.	6.5 p.c.	35 p.c.
19300-1	Paper sacks or bags of all kinds, printed or not	12.1 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.	Free	12.1 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1984	11.4 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	Free	11.4 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1985	10.7 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	Free	10.7 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	9.9 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	Free	9.9 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	9.2 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	Free	9.2 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.
19500-1	Hanging paper, n.o.p., or wall papers, including borders or bordering	11.3 p.c.	11.3 p.c.	35 p.c.	Free	11.3 p.c.	11.3 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1984	10.3 p.c.	10.3 p.c.	35 p.c.	Free	10.3 p.c.	10.3 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1985	9.4 p.c.	9.4 p.c.	35 p.c.	Free	9.4 p.c.	9.4 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	8.4 p.c.	8.4 p.c.	35 p.c.	Free	8.4 p.c.	8.4 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	7.5 p.c.	7.5 p.c.	35 p.c.	Free	7.5 p.c.	7.5 p.c.	35 p.c.
19800-1	Ruled and border and coated papers, boxed papers, pads not printed, papier-mâché ware, n.o.p.	12.1 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.	Free	12.1 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1984	11.4 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	Free	11.4 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1985	10.7 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	Free	10.7 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	9.9 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	Free	9.9 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	9.2 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	Free	9.2 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.

		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
19900-2	Matches of paper	7.5 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.	Free	7.5 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	7.5 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	Free	7.5 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	7.5 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	Free	7.5 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	7.5 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	Free	7.5 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	7.5 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	Free	7.5 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	—
	Handmade papers, not to include mould-made deckle-edge papers, valued at not less than 40 cents per pound wholesale:								
19930-1	Not cut to size or shape	10 p.c.	10.5 p.c.	35 p.c.	Free	10 p.c.	10.5 p.c.	35 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1984	8.1 p.c.	8.1 p.c.	35 p.c.	Free	8.1 p.c.	8.1 p.c.	35 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1985	5.8 p.c.	5.8 p.c.	35 p.c.	Free	5.8 p.c.	5.8 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	3.4 p.c.	3.4 p.c.	35 p.c.	Free	3.4 p.c.	3.4 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	1 p.c.	1 p.c.	35 p.c.	Free	1 p.c.	1 p.c.	35 p.c.	—
20205-1	Twine or yarn of paper	8.4 p.c.	8.4 p.c.	35 p.c.	Free	8.4 p.c.	8.4 p.c.	35 p.c.	5.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	8 p.c.	8 p.c.	35 p.c.	Free	8 p.c.	8 p.c.	35 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1985	7.6 p.c.	7.6 p.c.	35 p.c.	Free	7.6 p.c.	7.6 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	7.2 p.c.	7.2 p.c.	35 p.c.	Free	7.2 p.c.	7.2 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	6.8 p.c.	6.8 p.c.	35 p.c.	Free	6.8 p.c.	6.8 p.c.	35 p.c.	—
23205-1	Gelatine, n.o.p.	15 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	Free	15 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	10.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	15 p.c.	15.3 p.c.	35 p.c.	Free	15 p.c.	15.3 p.c.	35 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1985	14.4 p.c.	14.4 p.c.	35 p.c.	Free	14.4 p.c.	14.4 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	13.4 p.c.	13.4 p.c.	35 p.c.	Free	13.4 p.c.	13.4 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	12.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	Free	12.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	—
23210-1	Vegetable glue	10 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	Free	10 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1984	10 p.c.	15.3 p.c.	35 p.c.	Free	10 p.c.	15.3 p.c.	35 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1985	10 p.c.	14.4 p.c.	35 p.c.	Free	10 p.c.	14.4 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	10 p.c.	13.4 p.c.	35 p.c.	Free	10 p.c.	13.4 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	10 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	Free	10 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	—

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
23300-1	Pomades, French or flower odours, preserved in fat or oil for the purpose of conserving the odours of flowers which do not bear the heat of distillation, when imported in tins of not less than ten pounds each	10 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	15 p.c. 15 p.c. 15 p.c. 15 p.c. 15 p.c.	Free Free Free Free Free	10 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	15 p.c. 15 p.c. 15 p.c. 15 p.c. 15 p.c.	6.5 p.c. 6 p.c. — — —
25200-1	Shoe blacking; shoemakers' ink; shoe, harness and leather dressing, and knife or other polish or com- position, n.o.p.	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	13.9 p.c. 12.9 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	Free Free Free Free Free	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	13.9 p.c. 12.9 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	9 p.c. 8.5 p.c. — — —
27731-1	Vegetable oils, other than crude or crude degummed: Cocoanut	12.5 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	Free	12.5 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	12.5 p.c.
27825-1	Oils, hydrogenated, blown or dehydrated, not includ- ing blown or hydrogenated fish, seal or whale oils ...	12.5 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	Free	12.5 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	—
28200-1	Building brick and paving brick	7.5 p.c. 6.9 p.c. 6.3 p.c. 5.6 p.c. 5 p.c.	7.5 p.c. 6.9 p.c. 6.3 p.c. 5.6 p.c. 5 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	Free Free Free Free Free	7.5 p.c. 6.9 p.c. 6.3 p.c. 5.6 p.c. 5 p.c.	7.5 p.c. 6.9 p.c. 6.3 p.c. 5.6 p.c. 5 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	5 p.c. 4.5 p.c. — — —

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion						
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Preferential Tariff
28205-1	Manufactures of clay or cement, n.o.p. on and after January 1, 1984 on and after January 1, 1985 on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	Free Free Free Free Free	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.
28900-1	Baths, bathtubs, basins, closets, closet seats and covers, closet tanks, lavatories, urinals, sinks and laundry tubs of earthenware, stone, cement, clay or other material, n.o.p. on and after January 1, 1984 on and after January 1, 1985 on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	Free Free Free Free Free	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.
28900-2	Toilet bowls and tanks and combinations thereof of china on and after January 1, 1984 on and after January 1, 1985 on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.
30400-1	Grindstones, mounted or not, n.o.p. on and after January 1, 1984 on and after January 1, 1985 on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	13.9 p.c. 12.9 p.c. 12.9 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	13.9 p.c. 12.9 p.c. 12.9 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free Free Free	13.9 p.c. 12.9 p.c. 12.9 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	13.9 p.c. 12.9 p.c. 12.9 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.
30705-1	Manufactures of marble, n.o.p. on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	11.1 p.c. 10.1 p.c. 9 p.c.	11.1 p.c. 10.1 p.c. 9 p.c.	40 p.c. 40 p.c. 40 p.c.	Free Free Free	11.1 p.c. 10.1 p.c. 9 p.c.	11.1 p.c. 10.1 p.c. 9 p.c.	40 p.c. 40 p.c. 40 p.c.
30800-1	Manufactures of stone, n.o.p. on and after January 1, 1984 on and after January 1, 1985	15 p.c. 14.4 p.c. 13.8 p.c.	15 p.c. 14.4 p.c. 13.8 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	Free Free Free	15 p.c. 14.4 p.c. 13.8 p.c.	15 p.c. 14.4 p.c. 13.8 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
41105-2	Logging cars; captive balloons; blocks and tackle; parts of all the foregoing; all the foregoing for use exclusively in the operation of logging, such operation to include the removal of the log from stump to skidway, log dump, or common or other carrier	10 p.c.	10.3 p.c.	20 p.c.	Free	10 p.c.	10.3 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	9.7 p.c.	9.7 p.c.	20 p.c.	Free	9.7 p.c.	9.7 p.c.	20 p.c.	6 p.c.
	on and after January 1, 1985	9.1 p.c.	9.1 p.c.	20 p.c.	Free	9.1 p.c.	9.1 p.c.	20 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	8.6 p.c.	8.6 p.c.	20 p.c.	Free	8.6 p.c.	8.6 p.c.	20 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	8 p.c.	8 p.c.	20 p.c.	Free	8 p.c.	8 p.c.	20 p.c.	—
41105-3	Wire rope, not including wire rope to be used for guy ropes or in braking logs going down grade, for use exclusively in the operation of logging, such operation to include the removal of the log from stump to skidway, log dump, or common or other carrier	10 p.c.	10.3 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	10.3 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	9.7 p.c.	9.7 p.c.	20 p.c.	6 p.c.	9.7 p.c.	9.7 p.c.	20 p.c.	6 p.c.
	on and after January 1, 1985	9.1 p.c.	9.1 p.c.	20 p.c.	6 p.c.	9.1 p.c.	9.1 p.c.	20 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	8.6 p.c.	8.6 p.c.	20 p.c.	5.5 p.c.	8.6 p.c.	8.6 p.c.	20 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	8 p.c.	8 p.c.	20 p.c.	5 p.c.	8 p.c.	8 p.c.	20 p.c.	—
50065-1	Flooring tiles made of individual strips of wood joined together	6.5 p.c.	6.5 p.c.	25 p.c.	Free	6.5 p.c.	6.5 p.c.	25 p.c.	4 p.c.
	on and after January 1, 1984	6.3 p.c.	6.3 p.c.	25 p.c.	Free	6.3 p.c.	6.3 p.c.	25 p.c.	4 p.c.
	on and after January 1, 1985	6 p.c.	6 p.c.	25 p.c.	Free	6 p.c.	6 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	5.8 p.c.	5.8 p.c.	25 p.c.	Free	5.8 p.c.	5.8 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	5.5 p.c.	5.5 p.c.	25 p.c.	Free	5.5 p.c.	5.5 p.c.	25 p.c.	—
53205-1	Woven fabrics composed wholly or in part of yarns of wool or hair, n.o.p.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.
	and, per pound	12 cts.	16.7 cts.	40 cts.	11.1 cts.	12 cts.	16.7 cts.	40 cts.	11.1 cts.
	The total duty leviable shall not be in excess of ...	60 cts.	—	—	—	60 cts.	—	—	—
	.....per pound	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	9 cts.	12.5 cts.	40 cts.	8.3 cts.	9 cts.	12.5 cts.	40 cts.	8.3 cts.

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
53205-1 (Cont.)	The total duty leviable shall not be in excess of								
	.....per pound	60 cts.	—	—	—	60 cts.	—	—	—
	on and after January 1, 1985	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	—
	and, per pound	6 cts.	8.3 cts.	40 cts.	5.5 cts.	6 cts.	8.3 cts.	40 cts.	—
	The total duty leviable shall not be in excess of								
	.....per pound	60 cts.	—	—	—	60 cts.	—	—	—
	on and after January 1, 1986	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	—
	and, per pound	3 cts.	4.2 cts.	40 cts.	2.8 cts.	3 cts.	4.2 cts.	40 cts.	—
	The total duty leviable shall not be in excess of								
	.....per pound	60 cts.	—	—	—	60 cts.	—	—	—
on and after January 1, 1987	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	—	
and, per pound	—	—	40 cts.	—	—	—	40 cts.	—	
The total duty leviable shall not be in excess of									
.....per pound	60 cts.	—	—	—	—	60 cts.	—	—	—
53210-1	Woven fabrics composed wholly or in part of yarns of								
	wool or hair and weighing not less than twelve	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.
	ounces to the square yard	9 cts.	16.7 cts.	40 cts.	11.1 cts.	9 cts.	16.7 cts.	40 cts.	11.1 cts.
	and, per pound	—	—	—	—	—	—	—	—
	The total duty leviable shall not be in excess of								
	per pound	55 cts.	—	—	—	55 cts.	—	—	—
	on and after January 1, 1984	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.
	and, per pound	6.8 cts.	12.5 cts.	40 cts.	8.3 cts.	6.8 cts.	12.5 cts.	40 cts.	8.3 cts.
	The total duty leviable shall not be in excess of								
	per pound	55 cts.	—	—	—	55 cts.	—	—	—
on and after January 1, 1985	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	
and, per pound	4.5 cts.	8.3 cts.	40 cts.	5.5 cts.	4.5 cts.	8.3 cts.	40 cts.	5.5 cts.	
The total duty leviable shall not be in excess of									
per pound	55 cts.	—	—	—	55 cts.	—	—	—	
on and after January 1, 1986	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	
and, per pound	2.3 cts.	4.2 cts.	40 cts.	2.8 cts.	2.3 cts.	4.2 cts.	40 cts.	2.8 cts.	
The total duty leviable shall not be in excess of									
per pound	55 cts.	—	—	—	—	55 cts.	—	—	—
on and after January 1, 1987	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.
and, per pound	—	—	40 cts.	—	—	—	—	40 cts.	—

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
53210-1 (Cont.)	The total duty leviable shall not be in excess of .....per pound	55 cts.	—	—	—	55 cts.	—	—	—
The following, when the textile component thereof is more than fifty per cent, by weight, of silk:									
55302-1	Headsquares, scarves or mufflers, made from woven fabrics	15 p.c.	15 p.c.	45 p.c.	10 p.c.	15 p.c.	15 p.c.	45 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1986	13.8 p.c.	13.8 p.c.	45 p.c.	9 p.c.	13.8 p.c.	13.8 p.c.	45 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	12.5 p.c.	12.5 p.c.	45 p.c.	8 p.c.	12.5 p.c.	12.5 p.c.	45 p.c.	—
Lace and netting, other than woven, bobbinet, embroideries, n.o.p.:									
56610-1	Wholly of vegetable fibres	10 p.c.	11.7 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.	10 p.c.	11.7 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	10 p.c.	11.3 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.	10 p.c.	11.3 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	10 p.c.	10.8 p.c.	25 p.c.	7 p.c.	10 p.c.	10.8 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	10 p.c.	10.4 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	10.4 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	10 p.c.	10 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	25 p.c.	—
56915-2	Bamboo and pandan hats, untrimmed, n.o.p.	18 p.c.	22.5 p.c.	45 p.c.	Free	18 p.c.	22.5 p.c.	45 p.c.	Free
	on and after January 1, 1984	18 p.c.	21.9 p.c.	45 p.c.	Free	18 p.c.	21.9 p.c.	45 p.c.	Free
	on and after January 1, 1985	18 p.c.	21.3 p.c.	45 p.c.	Free	18 p.c.	21.3 p.c.	45 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	18 p.c.	20.6 p.c.	45 p.c.	Free	18 p.c.	20.6 p.c.	45 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	18 p.c.	20 p.c.	45 p.c.	Free	18 p.c.	20 p.c.	45 p.c.	—
60600-1	Leather produced from East India tanned kip, n.o.p. ...	15.7 p.c.	15.7 p.c.	27.5 p.c.	Free	15.7 p.c.	15.7 p.c.	27.5 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1984	14.6 p.c.	14.6 p.c.	27.5 p.c.	Free	14.6 p.c.	14.6 p.c.	27.5 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	13.5 p.c.	13.5 p.c.	27.5 p.c.	Free	13.5 p.c.	13.5 p.c.	27.5 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	12.4 p.c.	12.4 p.c.	27.5 p.c.	Free	12.4 p.c.	12.4 p.c.	27.5 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	27.5 p.c.	Free	11.3 p.c.	11.3 p.c.	27.5 p.c.	—

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
Cinematograph or moving picture films, positives, n.o.p.:									
65705-1	One and one-eighth of an inch in width and over								
	.....per linear foot	1.2 cts.	1.2 cts.	3 cts.	Free	1.2 cts.	1.2 cts.	3 cts.	0.8 ct.
	on and after January 1, 1984	1.1 cts.	1.1 cts.	3 cts.	Free	1.1 cts.	1.1 cts.	3 cts.	0.7 ct.
	on and after January 1, 1986	1 ct.	1 ct.	3 cts.	Free	1 ct.	1 ct.	3 cts.	—
	on and after January 1, 1987	0.9 ct.	0.9 ct.	3 cts.	Free	0.9 ct.	0.9 ct.	3 cts.	—
92804—Hydrogen, rare gases and other non-metals:									
92804-5	Tellurium	5 p.c.	10 p.c.	15 p.c.	Free	5 p.c.	10 p.c.	15 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1986	5 p.c.	9.9 p.c.	15 p.c.	Free	5 p.c.	9.9 p.c.	15 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	5 p.c.	9.2 p.c.	15 p.c.	Free	5 p.c.	9.2 p.c.	15 p.c.	—
92808-1	Sulphuric acid; oleum.	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	Free	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1984	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	Free	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	3.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	Free	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	Free	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	—
92809-1	Nitric acid; sulphonitric acids	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	Free	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1984	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	Free	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	3.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	Free	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	Free	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	—
92816-1	Ammonia, anhydrous or in aqueous solution	5 p.c.	5 p.c.	25 p.c.	Free	5 p.c.	5 p.c.	25 p.c.	3 p.c.
	on and after January 1, 1984	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	Free	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	2.5 p.c.	2.5 p.c.	25 p.c.	Free	2.5 p.c.	2.5 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	1.3 p.c.	1.3 p.c.	25 p.c.	Free	1.3 p.c.	1.3 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	—

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
92817-3	92817—Sodium hydroxide (caustic soda); potassium hydroxide (caustic potash); peroxides of sodium or potassium:								
	Sodium hydroxide (caustic soda)	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	Free	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1984	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	Free	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	3.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	Free	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	Free	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	—
92901-4	92901—Hydrocarbons:								
	Butanes.....	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	Free	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1984	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	Free	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	3.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	Free	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	Free	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	—
92901-12	Propane	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	Free	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1984	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	Free	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	3.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	Free	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	Free	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	—
92903-2	92903—Sulphonated, nitrated or nitrosated derivatives of hydrocarbons:								
	Trinitrotoluene (TNT)	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	Free	7.5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1984	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	Free	5.6 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	3.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	Free	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	Free	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	—

		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
93404-1	93404—Synthetic wax; waxes containing synthetic wax:								
	Other than the following	8.4 p.c.	8.4 p.c.	25 p.c.	Free	8.4 p.c.	8.4 p.c.	25 p.c.	5.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	8 p.c.	8 p.c.	25 p.c.	Free	8 p.c.	8 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1985	7.6 p.c.	7.6 p.c.	25 p.c.	Free	7.6 p.c.	7.6 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	7.2 p.c.	7.2 p.c.	25 p.c.	Free	7.2 p.c.	7.2 p.c.	25 p.c.	—
93404-6	12-Hydroxystearic acid; waxes containing 12- hydroxystearic acid	8.4 p.c.	8.4 p.c.	25 p.c.	5.5 p.c.	8.4 p.c.	8.4 p.c.	25 p.c.	5.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	8 p.c.	8 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	8 p.c.	8 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1985	7.6 p.c.	7.6 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	7.6 p.c.	7.6 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	7.2 p.c.	7.2 p.c.	25 p.c.	4.5 p.c.	7.2 p.c.	7.2 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	6.8 p.c.	6.8 p.c.	25 p.c.	4.5 p.c.	6.8 p.c.	6.8 p.c.	25 p.c.	—
93819-2	93819—Chemical products and preparations of the chemical or allied industries (not including those consisting of mixtures of natural products other than compounded extenders for paints), n.o.p.; residual products of the chemical or allied indus- tries, n.o.p.; not including soap, nor phar- maceutical, flavouring, perfumery, cosmetic or toilet preparations:								
	Alkyl aryl hydrocarbons, unsulphonated reaction blends	5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	Free	5 p.c.	7.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1984	5 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	Free	5 p.c.	5.6 p.c.	25 p.c.	3.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	Free	3.8 p.c.	3.8 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	Free	1.9 p.c.	1.9 p.c.	25 p.c.	—
	on and after January 1, 1987	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	—

SCHEDULE II

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	General Preferential Tariff
9905-1	Banana chips, n.o.p., consisting of thin banana slices fried or otherwise prepared, whether or not salted, sweetened or otherwise flavoured.....	15 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	Free	15 p.c.
17310-1	Printed books, pamphlets, cards and sheets for use in aptitude, personality, intelligence and similar tests, not including tests of knowledge; other articles and materials specially designed for use with such printed books, pamphlets, cards and sheets; cards for use in the teaching of reading or arithmetic.....	Free	Free	Free	Free	Free
19230-1	Gasket stock, wholly or in part of vegetable materials, coated or impregnated, in slabs, blocks, bales, sheets or rolls, for use in the manufacture of gaskets or other sealing articles and materials including washers and strips.....	Free	Free	Free	Free	Free
28100-1	Rigid refractories (firebrick) of any shape, size or composition: Other than the following	Free	Free	15 p.c.	Free	Free
28101-1	Products containing not less than 85 per cent, by weight, of carbon or graphite	5 p.c.	8.4 p.c.	22.5 p.c.	5 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1984	5 p.c.	8 p.c.	22.5 p.c.	5 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1985	5 p.c.	7.6 p.c.	22.5 p.c.	5 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1986	5 p.c.	7.2 p.c.	22.5 p.c.	4.5 p.c.	4.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	5 p.c.	6.8 p.c.	22.5 p.c.	4.5 p.c.	4.5 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
28115-1	Refractory or heat insulating materials, namely: mortars, ramming and gunning mixes, plastic materials and castables; all the foregoing for use in the construction or repair of furnaces, boilers, incinerators, kilns, or other heat-resistant, abrasion-resistant or corrosion-resistant enclosures, equipment or structures	10 p.c.	10 p.c.	22.5 p.c.	6.5 p.c.	Free 10.3 p.c. 10 p.c. 13.9 p.c.	Free 10.3 p.c. 13.8 p.c. 13.9 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free 6.5 p.c. 9 p.c. 9 p.c.
	on and after January 1, 1984	9.7 p.c.	9.7 p.c.	22.5 p.c.	6 p.c.				
	on and after January 1, 1985	9.1 p.c.	9.1 p.c.	22.5 p.c.	6 p.c.				
	on and after January 1, 1986	8.6 p.c.	8.6 p.c.	22.5 p.c.	5.5 p.c.				
	on and after January 1, 1987	8 p.c.	8 p.c.	22.5 p.c.	5 p.c.				
28116-1	Ceramic refractory fibres and manufactures thereof in any form including bulk, batts, blankets, boards or cloth, for use in the construction or repair of furnaces, boilers, incinerators, kilns or other heat-resistant, abrasion-resistant or corrosion-resistant enclosures, equipment or structures	13.9 p.c.	13.9 p.c.	25 p.c.	9 p.c.	13.9 p.c.	13.9 p.c.	25 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1984	12.9 p.c.	12.9 p.c.	25 p.c.	8.5 p.c.				
	on and after January 1, 1985	12 p.c.	12 p.c.	25 p.c.	8 p.c.				
	on and after January 1, 1986	11.1 p.c.	11.1 p.c.	25 p.c.	7 p.c.				
	on and after January 1, 1987	10.2 p.c.	10.2 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.				
28220-1	Hydraulic cement concrete mixes, wet or dry, not including refractory mixes	Free	Free	22.5 p.c.	Free	Free	Free	22.5 p.c.	Free
35211-1	Electronic equipment specifically designed to simulate the sounds of bells; keyboards, consoles, tape players and tape recorders specifically designed for use therewith; parts thereof; all the foregoing when for use in churches	Free	Free	25 p.c.	Free	10 p.c. 12.1 p.c. 13.9 p.c.	10.3 p.c. 12.1 p.c. 13.9 p.c.	25 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	6.5 p.c. 8 p.c. 9 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
42818-1	Diesel engines, and parts thereof, for use with the following self-propelled crawler machines: bulldozers, front-end loaders, pipelayers	Free	Free	30 p.c.	Free	Free	12.1 p.c.	30 p.c.	Free
	on and after July 1, 1988	Free	9.2 p.c.	30 p.c.	Free				
44538-2	Digital or analog mixing consoles incorporating micro-processor or microcomputer control systems; tape recorders; parts of all the foregoing; for use exclusively in the production of commercial sound recordings	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	5.1 p.c. 10.3 p.c. 13.9 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 30 p.c.	Free 6.5 p.c. 9 p.c.
	Transistors and other semiconductor devices; parts thereof; materials for use in the manufacture thereof:								
44544-1	Other than the following	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c. 25 p.c.	Free Free
44544-2	Hybrids; linear audio amplifiers with a power rating of twenty milliwatts or less; diodes and silicon-controlled rectifiers with a current rating greater than 510 amperes average; diodes and voltage multipliers with a current rating of one ampere or less together with a voltage rating greater than one kilovolt	Free	9.5 p.c.	25 p.c.	Free	Free	9.5 p.c.	25 p.c.	Free
	on and after January 1, 1984	Free	8.1 p.c.	25 p.c.	Free				
	on and after January 1, 1985	Free	6.8 p.c.	25 p.c.	Free				
	on and after January 1, 1986	Free	5.4 p.c.	25 p.c.	Free				
	on and after January 1, 1987	Free	4 p.c.	25 p.c.	Free				
56400-1	Church vestments; parts thereof	10 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
56405-1	Prayer shawls, prayer shawl fringes and prayer shawl bags; parts thereof	Free	Free	20 p.c.	Free	10 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.
61105-4	Boots and shoes with ice or roller skates attached; boots and shoes which have been prepared, modified or designed to have ice or roller skates attached	18 p.c.	23.8 p.c.	40 p.c.	15.5 p.c.	18 p.c.	23.8 p.c.	40 p.c.	—
	on and after January 1, 1984	18 p.c.	23.4 p.c.	40 p.c.	15.5 p.c.				
	on and after January 1, 1985	18 p.c.	23.1 p.c.	40 p.c.	15 p.c.				
	on and after January 1, 1986	18 p.c.	22.8 p.c.	40 p.c.	15 p.c.				
	on and after January 1, 1987	18 p.c.	22.5 p.c.	40 p.c.	15 p.c.				
65800-1	Motion picture films, of 16 millimetres width and over, and video tapes, not including filmed or video taped television commercials other than those elements or portions, edited or not, of such motion picture films or video tapes intended for their television promotion, when imported by recognized processors of motion picture films or video tapes having duly equipped laboratories for processing motion picture films or video tapes in Canada, for the sole purpose of having reproductions made therefrom, and if the original films or video tapes are exported within six months from the date of importation, under such regulations as the Minister may prescribe	Free	Free	3 cts.	Free	Free	Free	3 cts.	Free
	...per linear foot					15 p.c.	15.7 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
65804-1	Filmed or video taped television commercials imported for reference purposes only under such conditions as the Minister may prescribe by regulation	Free	Free	30 p.c.	Free	15 p.c.	15.7 p.c.	30 p.c.	10 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion					General Preferential Tariff
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	
68200-1 (Cont.)	Threads, twines, marlines, fishing lines, rope and cordage, not exceeding one and one-half inches in circumference; Spat collectors and collector holders; All the foregoing for use in commercial fishing, or in the commercial harvesting of marine plants, under such regulations as the Minister may prescribe; Carapace measures of any material.....	Free	Free	Free	Free	Free	Free
					15 p.c.	15.5 p.c.	Free
						30 p.c.	Free
							10 p.c.
	Goods (not including alcoholic beverages, cigars, cigarettes and manufactured tobacco except where specifically provided therefor) acquired abroad by a resident or a temporary resident of Canada or by a former resident who is returning to Canada to resume residence for his personal or household use or as souvenirs or gifts, but not bought on commission or as an accommodation for any other person or for sale, and declared by him at the time of his return to Canada, under such regulations as the Minister may prescribe:						
70310-1	Valued at not more than one hundred dollars (including alcoholic beverages not exceeding forty ounces, and tobacco not exceeding fifty cigars, two hundred cigarettes and two pounds of manufactured tobacco) and included in the baggage accompanying the person returning from abroad after an absence from Canada of not less than forty-eight hours.....	Free	Free	Free	Free	Free	Free
					Various	Various	Various
							Free
							Various

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion						
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Preferential Tariff
70310-1 (Cont.)	<i>The exemption granted under this item shall not be claimed more often than once in each calendar quarter, that is in each quarterly period in a year beginning on January 1, April 1, July 1 and October 1, respectively.</i>							
70311-1	Valued at not more than <i>three hundred dollars</i> (including alcoholic beverages not exceeding forty ounces, and tobacco not exceeding fifty cigars, two hundred cigarettes and two pounds of manufactured tobacco) and included in the baggage accompanying the <i>person</i> returning from abroad after an absence from Canada of not less than seven days.....	Free	Free	Free	Free	Free Various	Free Various	Free Various
	Goods (other than alcoholic beverages, cigars, cigarettes and manufactured tobacco) acquired in any country beyond the continental limits of North America may be entered under this item although they are not included in the baggage accompanying the <i>person</i> if they are declared by him at the time of his return to Canada.							
	The exemption granted under this item shall be extended only to a <i>person</i> who, upon his return to Canada, establishes in such form and manner as the Minister may specify by regulation that he has been abroad for a minimum period of seven days, which form and manner may differ according to the country visited or the mode of travel used.							
	<i>The exemption granted under this item shall not be claimed more than once in a calendar year nor combined with an exemption under tariff item 70310-1 with respect to the same trip abroad.</i>							

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
70312-1	Valued at not more than three hundred dollars (not including goods otherwise allowed duty-free entry into Canada, nor alcoholic beverages, cigars, cigarettes and manufactured tobacco) and included in the baggage accompanying the person returning from abroad after an absence from Canada of not less than forty-eight hours	20 p.c.	20 p.c.	25 p.c.	13 p.c.	25 p.c. Various	25 p.c. Various	25 p.c. Various	16.5 p.c. Various
	<i>Notwithstanding the provisions of this Act or any other Act, the value for duty as otherwise determined under the Customs Act in the case of any goods described under/tariff items 70310-1, 70311-1 and 70312-1 which, but for the fact that the value thereof exceeds the maximum value specified in such items, would have been entitled to entry under one of those items, shall be reduced by an amount equal to the value specified in those items.</i>								
70313-1	Valued at not more than twenty dollars (not including alcoholic beverages, cigars, cigarettes and manufactured tobacco) and included in the baggage accompanying the person returning from abroad after an absence from Canada of not less than twenty-four hours	Free	Free	Free	Free	Free Various	Free Various	Free Various	Free Various

The exemption granted under this item shall be extended only to a person who, at the time of his return to Canada, is not entering any other goods under any other item of this heading.

Goods entitled to entry under any item of this heading shall be exempt from all other imposts notwithstanding the provisions of this Act or any other Act.

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion

The Minister by regulation may, notwithstanding any other provision in customs legislation relating to the entry of goods, excuse a *person* from any requirement for making a written declaration or entry with respect to goods entitled to entry under any item of this heading.

The Governor in Council may, by order, on the recommendation of the Minister of Finance, reduce the maximum value of goods that are entitled to entry under any item of this heading but every order made pursuant to this authority shall be published in the *Canada Gazette*, and shall cease to have any force or effect with respect to any period following the 180th day from the date of its making or, if Parliament is not then sitting, the 15th day next thereafter that Parliament is sitting, unless not later than that day the order is approved by resolution adopted by both Houses of Parliament.

SCHEDULE III

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	General Preferential Tariff
42700-3	Machines, n.o.p., and accessories, attachments, control equipment and tools for use therewith; parts of the foregoing:					
	<i>Bulldozer front-end assemblies and blades; buckets; digging teeth; cutting edges; end bits; rippers; scarifiers; ripper shank assemblies including shrouds and points; pipelayer attachments; operator cabs; rollover protection devices; feed pellet mill dies; feed pellet mill rolls; parts of all the foregoing; all the foregoing for use with the goods enumerated in tariff item 42700-6</i>	2.5 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	Free
	on and after January 1, 1984	2.5 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	Free
	on and after January 1, 1985	2.5 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	2.5 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	35 p.c.
42700-6	Automobile air conditioners when imported in "kits" complete:	2.5 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	35 p.c.
	Bone working machines;					
	Bottle washing machines, bottle filling machines, bottle capping machines, and any combination thereof, for use by the beverage industry;					
	Button making machines;					
	Can making machines;					
	Centrifugally cast paper machine roll shells;					
	Cheese making machines, including cheese dyeing machines, but not including cheese presses and vats;					
	Combination excavating and transporting scrapers;					

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	General Preferential Tariff
42700-6 (Cont.)	<p>Combination ice cube makers and dispensers;</p> <p>Commercial laundry machines, namely: centrifugal extractors, flatwork ironers, washer-extractors;</p> <p>Confectionery industry manufacturing machines, namely: chocolate coating, enrobing, tempering moulding machines, candy pulling and extruding machines, chewing gum making machines, cotton candy making machines;</p> <p>Counter-top electric dishwashers;</p> <p>Feed pellet mills;</p> <p>Fish skinning, deheading and grinding machines;</p> <p>Flour mills, domestic;</p> <p>Glass making machines, not including furnaces;</p> <p>Hand-held pneumatic and hydraulic powered machines, other than rock drills, stoper drills and feed legs, sinker drills, paving breakers, spaders and diggers;</p> <p>Lime slaker machines;</p> <p>Nailing machines, woodworking;</p> <p>Paper and paperboard converting machines;</p> <p>Paper testing machines and paper laminating machines;</p> <p>Pasta making machines, including macaroni making machines;</p> <p>Pencil lead extrusion machines;</p> <p>Portable air conditioners, 55 lbs. or less in weight, up to 6,000 BTU in capacity, not including window type;</p> <p>Processed breakfast cereal food manufacturing machines, namely: extruders, cooker-extruders, toasting ovens, louvre driers, puffing machines including guns and ovens, coating drums, shredders, flaking rolls and shredding rolls;</p>					

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion								
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff		
42700-6 (Cont)	<p>Railway cranes or derricks of a type designed for lifting locomotives;</p> <p>Roller milling machines for refining sugar;</p> <p>Sash type gang saws;</p> <p>Saw sharpening machines, woodworking;</p> <p>Self-propelled crawler machines, commonly known as bulldozers;</p> <p><i>Self-propelled crawler-mounted front-end loaders;</i></p> <p><i>Self-propelled crawler-mounted pipelayers;</i></p> <p>Shoemaking industry machines, not including moulding machines;</p> <p>Slide fastener making machines;</p> <p>Slush drink making and dispensing machines;</p> <p>Soft ice-cream making and dispensing machines;</p> <p>Speed regulators of the electro-mechanical type for hydraulic and steam turbines;</p> <p>Stone working machines;</p> <p>Tape embossing machines;</p> <p>Textile industry machines, namely:</p> <p>bleaching and dyeing machines, industrial sewing machines, knitting machines, spinning and related machines, weaving machines, including Jacquard machines and Dobby looms;</p> <p>Tobacco processing or preparing machines;</p> <p>Toothbrush making machines;</p> <p>Ultra-sonic cleaners, other than for washing cases;</p> <p>Venetian blind making machines;</p> <p>Water coolers, office-type drinking fountains with integrally incorporated refrigeration units;</p> <p>Parts of the foregoing;</p> <p>All of the foregoing to include, subject to tariff item 42700-3, accessories, attachments, control equipment including jacquards and tools for use therewith; parts of the foregoing</p>	Free	Free	35 p.c.	Free	Free	Free	35 p.c.		
						2.5 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.	Free	2.5 p.c.

Avis de motion des voies et moyens

Tarif des douanes

1. (1) Que l'article 3.1 du *Tarif des douanes* soit modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit:

«(1.1) Le gouverneur en conseil peut, par décret et selon les modalités qu'il peut y préciser, exempter les marchandises produites dans un pays jouissant des avantages du Tarif de préférence général de la condition d'expédition directe prévue à l'alinéa (5)c) et de la fourniture de la preuve d'origine prescrite conformément au paragraphe (6), ou de l'application de l'une de ces dispositions.»

(2) Que l'alinéa 3.1(3)a) de ladite loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) énumérées dans l'un quelconque des numéros tarifaires figurant dans les Groupes I, II, III, IV et VI de la Liste A, à l'exception des marchandises énumérées dans les numéros tarifaires 805-1, 825-1, 915-1, 1002-1, 1210-1, 1300-1, 1305-1, 1400-1, 1510-1, 1515-1, 1520-1, 1805-1, 2200-1, 2300-1, 2505-1, 2600-1, 2605-1, 3105-1, 3200-1, 3300-1, 3400-1, 3910-1, 3915-1, 4505-1, 4600-1, 4715-1, 4725-1, 6300-1, 6500-1, 6600-1, 6610-1, 6700-1, 6928-1, 7910-1, 9905-1, 10520-1, 10522-1, 10523-2, 10535-2, 10657-1, 10658-1, 10663-2, 10664-2, 11400-2, 11901-1, 11902-1, 11903-1, 11904-1, 12001-1, 12002-1, 12003-1, 12004-1, 12100-1, 12303-1, 12405-1, 12505-1, 12505-2, 12600-1, 12805-1, 13300-1, 13300-2, 14100-1, 14201-1, 14202-1, 14203-2, 14204-2, 14205-1, 14210-1, 14305-1, 14700-1, 15605-1, 15610-1, 15615-1, 15620-1, 15625-1, 15630-1, 15635-1, 15905-1, 15910-1, 16001-1, 16002-1, 16101-1, 16102-1, 16810-1, 20655-1, 20900-1, 21000-1, 21100-1, 21630-1, 22001-1, 22001-2, 22003-1, 22003-2, 22400-1, 22600-1, 22800-1, 22900-1, 23000-1, 23105-1, 23200-1, 23205-1, 23210-1, 23215-1, 23230-1, 23235-1, 23300-1, 23400-1, 23405-1, 23600-1, 23605-1, 23610-1, 24710-1, 24715-1, 25200-1, 25200-2, 25403-1, 25505-1, 26405-1, 26505-1, 27010-1, 27101-1, 27102-1, 27200-1, 27205-1, 27211-1, 27300-1, 27305-1, 27315-1, 27320-1, 27501-1, 27502-1, 27711-1, 27713-1, 27714-1, 27715-1, 27716-1, 27731-1, 27733-1, 27734-1, 27735-1, 27736-1, 27740-2 et 27825-1;»

(3) Que l'alinéa 3.1(5)b) de ladite loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit:

«b) une partie importante de la valeur des marchandises, prescrite par règlement, est le produit de l'industrie d'un ou de plusieurs pays à l'alinéa a); et»

2. Que l'article 3.7 de ladite loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit:

«3.7 Les articles 3.1 à 3.6 cessent d'avoir effet à une date fixée par proclamation ou au plus tard le 30 juin 1994.»

3. Que l'article 11 de ladite loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit:

«11. Le gouverneur en conseil peut, par décret:

a) effectuer les réductions de droits qui seront jugées raisonnables sur les articles importés au Canada de tout ou tous autres pays, en compensation de concessions accordées par ce ou ces pays; et

b) étendre l'avantage des réductions visées à l'alinéa a) à tout autre pays lorsque requis aux termes d'obligations internationales auxquelles le Canada est tenu.»

4. Que la liste A de ladite loi soit modifiée par suppression des numéros tarifaires

6500-1, 6600-1, 7910-1, 11901-1, 11902-1, 11903-1, 11904-1, 12100-1, 12405-1, 12805-1, 13300-1, 13300-2, 14203-2, 14204-2, 14210-1, 14305-1, 15605-1, 15610-1, 15615-1, 15620-1, 15630-1, 15635-1, 16001-1, 16002-1, 16101-1, 16102-1, 16810-1, 17800-1, 17900-1, 18000-1, 18010-1, 18030-1, 18200-1, 19200-1, 19200-2, 19300-1, 19500-1, 19800-1, 19900-2, 19930-1, 20205-1, 23205-1, 23210-1, 23300-1, 25200-1, 27731-1, 27825-1, 28200-1, 28205-1, 28900-1, 30400-1, 30705-1, 30800-1, 30805-1, 32201-1, 32300-1, 41105-1, 41105-2, 50065-1, 53205-1, 53210-1, 55302-1, 56610-1, 56915-2, 60600-1, 65705-1, 92804-5, 92808-1, 92809-1, 92816-1, 92817-3, 92901-4, 92901-12, 92903-2, 93404-1 et 93819-2,

des énumérations de marchandises et des taux de droit indiqués en regard de ces numéros et par insertion, dans la Liste A de cette loi, des numéros, des énumérations de marchandises et des taux de droit indiqués dans l'annexe I de la présente motion.

5. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression des numéros tarifaires

17310-1, 19230-1, 28100-1, 28105-1, 28110-1, 28220-1, 44544-1, 44545-1, 56400-1, 65800-1, 65805-1, 65820-1, 68200-1, 70310-1, 70311-1, 70312-1 et 70313-1,

des énumérations de marchandises et des taux de droit indiqués en regard de ces numéros et par insertion, dans la Liste A de cette loi, des numéros, des énumérations de marchandises et des taux de droit indiqués à l'annexe II de la présente motion.

6. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression des numéros tarifaires 42700-3 et 42700-6, des énumérations de marchandises et des taux de droits indiqués en regard de ces numéros et par insertion, dans la Liste A de cette loi, des numéros, des énumérations de marchandises et des taux de droit indiqués dans l'annexe III de la présente motion.

7. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression de la version française des numéros tarifaires 31500-1 et 31505-1, des mots «pouces de circonférence, mesure extérieure» et par substitution des mots «pouces de circonférence ou de mesure extérieure».

8. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par adjonction, après l'expression «à ciel ouvert» dans la version française du numéro tarifaire 49217-1 des mots «, et leurs pièces».

9. Que la liste C de ladite loi soit modifiée par suppression du paragraphe (2) du numéro 99214-1 et par substitution de ce qui suit:

«(2) Tout oiseau de la famille des étourneaux (*Sturnidae*), sauf le sansonnet (*Sturnus vulgaris*) et le mainate religieux (*Gracula religiosa*);»

10. Que tout texte législatif fondé sur les alinéas 1 à 5 inclusivement et 7 à 9 inclusivement de la présente motion soit réputé être entré en vigueur le vingtième jour d'avril 1983 et s'être appliqué à toutes les marchandises mentionnées dans lesdits alinéas et importées ou sorties d'entrepôt en vue de la consommation à compter de cette date, et s'être appliqué aux marchandises déjà importées qui n'ont pas été déclarées en vue de la consommation avant cette date.

11. Que tout texte législatif fondé sur l'alinéa 6 de la présente motion entrera en vigueur à une date devant être fixée par proclamation, s'appliquera à toutes les marchandises mentionnées dans ledit alinéa et importées ou sorties d'entrepôt en vue de la consommation à compter de cette date, et s'appliquera aux marchandises déjà importées qui n'ont pas été déclarées en vue de la consommation avant cette date.

ANNEXE I

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
6500-1	Biscuits non sucrés..... à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	7.5 p.c. 6.9 p.c. 5.9 p.c. 5 p.c.	7.5 p.c. 6.9 p.c. 5.9 p.c. 5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	5 p.c. 4 p.c. 3.5 p.c. 3 p.c.	7.5 p.c. 6.9 p.c. 5.9 p.c. 5 p.c.	7.5 p.c. 6.9 p.c. 5.9 p.c. 5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	5 p.c. — — —
6600-1	Biscuits sucrés..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	7.5 p.c. 7.3 p.c. 6.5 p.c. 5.8 p.c. 5 p.c.	7.5 p.c. 7.3 p.c. 6.5 p.c. 5.8 p.c. 5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	5 p.c. 4.5 p.c. 4 p.c. 3.5 p.c. 3 p.c.	7.5 p.c. 7.3 p.c. 6.5 p.c. 5.8 p.c. 5 p.c.	7.5 p.c. 7.3 p.c. 6.5 p.c. 5.8 p.c. 5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	5 p.c. 4.5 p.c. — — —
7910-1	Orchidées, naturelles, coupées, en motifs ou bou- quets ou non..... Sardines, melettes ou pilchards, conservés dans l'huile ou autrement, en boîtes de fer-blanc sou- dées, le poids imposable devant comprendre le poids des boîtes de fer-blanc:	En fr.	25 p.c.	40 p.c.	En fr.	En fr.	25 p.c.	40 p.c.	12.5 p.c.
11901-1	En boîtes pesant plus de vingt onces et pas plus de trente-six onces chacune.....la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1984.....la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1985.....la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1986.....la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1987.....la boîte	1.50 c. 1.44 c. 1.38 c. 1.31 c. 1.25 c.	1.50 c. 1.44 c. 1.38 c. 1.31 c. 1.25 c.	6 c. 6 c. 6 c. 6 c. 6 c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	1.50 c. 1.44 c. 1.38 c. 1.31 c. 1.25 c.	1.50 c. 1.44 c. 1.38 c. 1.31 c. 1.25 c.	6 c. 6 c. 6 c. 6 c. 6 c.	— — — — —
11902-1	En boîtes pesant plus de douze onces et pas plus de vingt onces chacune.....la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1984.....la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1985.....la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1986.....la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1987.....la boîte	1.25 c. 1.19 c. 1.13 c. 1.06 c. 1 c.	1.25 c. 1.19 c. 1.13 c. 1.06 c. 1 c.	4.5 c. 4.5 c. 4.5 c. 4.5 c. 4.5 c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	1.25 c. 1.19 c. 1.13 c. 1.06 c. 1 c.	1.25 c. 1.19 c. 1.13 c. 1.06 c. 1 c.	4.5 c. 4.5 c. 4.5 c. 4.5 c. 4.5 c.	— — — — —

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
11903-1	En boîtes pesant plus de huit onces et pas plus de douze onces chacune la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1984 la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1985 la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1986 la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1987 la boîte	0.84 c. 0.79 c. 0.75 c. 0.71 c. 0.67 c.	0.84 c. 0.79 c. 0.75 c. 0.71 c. 0.67 c.	3.5 c. 3.5 c. 3.5 c. 3.5 c. 3.5 c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	0.84 c. 0.79 c. 0.75 c. 0.71 c. 0.67 c.	0.84 c. 0.79 c. 0.75 c. 0.71 c. 0.67 c.	3.5 c. 3.5 c. 3.5 c. 3.5 c. 3.5 c.	— — — — —
11904-1	En boîtes pesant huit onces, ou moins, chacune la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1984 la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1985 la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1986 la boîte à compter du 1 ^{er} janvier 1987 la boîte	0.63 c. 0.59 c. 0.56 c. 0.53 c. 0.50 c.	0.63 c. 0.59 c. 0.56 c. 0.53 c. 0.50 c.	2.5 c. 2.5 c. 2.5 c. 2.5 c. 2.5 c.	0.42 c. 0.39 c. 0.37 c. 0.35 c. 0.33 c.	0.63 c. 0.59 c. 0.56 c. 0.53 c. 0.50 c.	0.63 c. 0.59 c. 0.56 c. 0.53 c. 0.50 c.	2.5 c. 2.5 c. 2.5 c. 2.5 c. 2.5 c.	— — — — —
12100-1	Poisson, conditionné ou conservé dans l'huile ou dans des mélanges contenant de l'huile, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15 p.c. 14.8 p.c. 14 p.c.	15 p.c. 14.8 p.c. 14 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9.5 p.c. 9 p.c.	15 p.c. 14.8 p.c. 14 p.c.	15 p.c. 14.8 p.c. 14 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. — —
12405-1	Coquillages préparés ou conservés, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	8.5 p.c. 7.9 p.c. 7.3 p.c. 6.6 p.c. 6 p.c.	8.5 p.c. 7.9 p.c. 7.3 p.c. 6.6 p.c. 6 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	5.5 p.c. 5 p.c. 4.5 p.c. 4 p.c. 4 p.c.	8.5 p.c. 7.9 p.c. 7.3 p.c. 6.6 p.c. 6 p.c.	8.5 p.c. 7.9 p.c. 7.3 p.c. 6.6 p.c. 6 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	5.5 p.c. 5 p.c. — — —
12805-1	Homard préparé ou conservé à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	8.5 p.c. 7.9 p.c. 7.3 p.c. 6.6 p.c. 6 p.c.	8.5 p.c. 7.9 p.c. 7.3 p.c. 6.6 p.c. 6 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	5.5 p.c. 5 p.c. 4.5 p.c. 4 p.c. 4 p.c.	8.5 p.c. 7.9 p.c. 7.3 p.c. 6.6 p.c. 6 p.c.	8.5 p.c. 7.9 p.c. 7.3 p.c. 6.6 p.c. 6 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	5.5 p.c. 5 p.c. — — —
13300-1	Tous autres produits de pêcheries, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c.	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	4 p.c. 4 p.c. 3.5 p.c.	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c.	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	4 p.c. 4 p.c. —

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion								
Numéro tarifaire		Tarif de pré- férence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- férence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
13300-1 (suite)	à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	5.4 p.c. 5 p.c.	5.4 p.c. 5 p.c.	25 p.c. 25 p.c.	3.5 p.c. 3 p.c.	5.4 p.c. 5 p.c.	5.4 p.c. 5 p.c.	25 p.c. 25 p.c.
13300-2	Caviar, fait d'œufs d'esturgeon préparés à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c. 5.4 p.c. 5 p.c.	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c. 5.4 p.c. 5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c. 5.4 p.c. 5 p.c.	6.5 p.c. 6.1 p.c. 5.8 p.c. 5.4 p.c. 5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.
	Tabac non manufacturé, pour l'accise dans les con- ditions établies par la Loi sur l'accise, sous réserve des règlements que le Ministre peut prescrire:							
	N.d.:							
14203-2	Non écôté, lorsqu'il est importé par les fabri- cants de cigares pour être employé exclusi- vement à la fabrication des cigares dans leurs propres fabriques la livre Nouvelle Zélande En fr.	12.5 c.	12.5 c.	40 c.	8.33 c.	12.5 c.	12.5 c.	40 c.
14204-2	Écôté, lorsqu'il est importé par les fabricants de cigares pour être employé exclusivement à la fabrication de cigares dans leurs propres fabriques la livre Nouvelle Zélande En fr.	20 c.	20 c.	60 c.	13.33 c.	20 c.	20 c.	60 c.
14210-1	Feuilles de tabac transformées pour servir à la fabri- cation de capes et de sous-capes de cigares à compter du 1 ^{er} janvier 1984 la livre à compter du 1 ^{er} janvier 1985 la livre à compter du 1 ^{er} janvier 1986 la livre à compter du 1 ^{er} janvier 1987 la livre	62.5 c. 59.4 c. 56.3 c. 53.1 c. 50 c.	62.5 c. 59.4 c. 56.3 c. 53.1 c. 50 c.	\$1.05 \$1.05 \$1.05 \$1.05 \$1.05	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	62.5 c. 59.4 c. 56.3 c. 53.1 c. 50 c.	62.5 c. 59.4 c. 56.3 c. 53.1 c. 50 c.	\$1.05 \$1.05 \$1.05 \$1.05 \$1.05

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
14305-1	Cigares, le poids imposable devant comprendre le poids des bandes et des rubans la livre et	\$1.45 10 p.c.	\$1.45 10 p.c.	\$3.00 20 p.c.	96.67 c. 6.5 p.c.	\$1.45 10 p.c.	\$1.45 10 p.c.	\$3.00 20 p.c.	—
15605-1	Whisky le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1984	35 c.	35 c.	\$6.00	23.33 c.	35 c.	35 c.	\$6.00	—
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1985	31.3 c.	31.3 c.	\$6.00	20.87 c.	31.3 c.	31.3 c.	\$6.00	—
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1986	27.5 c.	27.5 c.	\$6.00	18.33 c.	27.5 c.	27.5 c.	\$6.00	—
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1987	23.8 c.	23.8 c.	\$6.00	15.87 c.	23.8 c.	23.8 c.	\$6.00	—
15610-1	Genièvre (gin) le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1984	20 c.	20 c.	\$6.00	13.33 c.	20 c.	20 c.	\$6.00	—
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1985	35 c.	35 c.	\$6.00	23.33 c.	35 c.	35 c.	\$6.00	—
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1986	31.3 c.	31.3 c.	\$6.00	20.87 c.	31.3 c.	31.3 c.	\$6.00	—
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1987	27.5 c.	27.5 c.	\$6.00	18.33 c.	27.5 c.	27.5 c.	\$6.00	—
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1988	23.8 c.	23.8 c.	\$6.00	15.87 c.	23.8 c.	23.8 c.	\$6.00	—
15615-1	Rhum, n. d. le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1984	20 c.	20 c.	\$6.00	13.33 c.	20 c.	20 c.	\$6.00	—
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1985	50 c.	\$1.50	\$6.00	En fr.	50 c.	\$1.50	\$6.00	En fr. ou \$1.50
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1986	50 c.	\$1.38	\$6.00	En fr.	50 c.	\$1.38	\$6.00	En fr. ou \$1.50
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1987	50 c.	\$1.25	\$6.00	En fr.	50 c.	\$1.25	\$6.00	—
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1988	50 c.	\$1.13	\$6.00	En fr.	50 c.	\$1.13	\$6.00	—
	..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1989	50 c.	\$1.00	\$6.00	En fr.	50 c.	\$1.00	\$6.00	—

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
15620-1	Brandy à compter du 1 ^{er} janvier 1984..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1985..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1986..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1987..... le gallon d'esprit-preuve	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	\$8.00 \$8.00 \$8.00 \$8.00 \$8.00	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	\$8.00 \$8.00 \$8.00 \$8.00 \$8.00	50 c. 50 c. — — —
15630-1	Spiritueux ou boissons alcooliques, n.d.; absinthe, arack ou eau-de-vie de palme, eaux-de-vie artifi- cielles et imitations d'eaux-de-vie, n.d.; cordiaux de toute espèce, n.d.; mescal, pulque, rum shrub, schiedam et autres schnaps; tafia, et amers ou breuvages alcooliques, n.d.; et vins, n.d., titrant plus de quarante pour cent d'esprit-preuve le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1984..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1985..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1986..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1987..... le gallon d'esprit-preuve	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	\$6.00 \$6.00 \$6.00 \$6.00 \$6.00	50 c. 45.87 c. 41.67 c. 37.53 c. 33.33 c.	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	\$6.00 \$6.00 \$6.00 \$6.00 \$6.00	— — — — —
15635-1	Vodka à compter du 1 ^{er} janvier 1984..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1985..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1986..... le gallon d'esprit-preuve à compter du 1 ^{er} janvier 1987..... le gallon d'esprit-preuve	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	\$6.00 \$6.00 \$6.00 \$6.00 \$6.00	50 c. 45.87 c. 41.67 c. 37.53 c. 33.33 c.	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	75 c. 68.8 c. 62.5 c. 56.3 c. 50 c.	\$6.00 \$6.00 \$6.00 \$6.00 \$6.00	— — — — —

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- férence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
15635-1 (suite)	à compter du 1 ^{er} janvier 1986 le gallon d'esprit-preuve	56.3 c.	56.3 c.	\$6.00	37.53 c.	56.3 c.	56.3 c.	\$6.00	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987 le gallon d'esprit-preuve	50 c.	50 c.	\$6.00	33.33 c.	50 c.	50 c.	\$6.00	—
16001-1	Parfums à l'alcool: En bouteilles ou flacons ne contenant pas plus de quatre onces chacun	15 p.c.	15 p.c.	90 p.c.	En fr.	15 p.c.	15 p.c.	90 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	13.8 p.c.	13.8 p.c.	90 p.c.	En fr.	13.8 p.c.	13.8 p.c.	90 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	12.5 p.c.	12.5 p.c.	90 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	12.5 p.c.	90 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	11.3 p.c.	11.3 p.c.	90 p.c.	En fr.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	90 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10 p.c.	10 p.c.	90 p.c.	En fr.	10 p.c.	10 p.c.	90 p.c.	—
16002-1	En bouteilles, flacons ou autres récipients conte- nant plus de quatre onces chacun	\$4.00	—	\$5.00	En fr.	\$4.00	—	\$5.00	—
	..... le gallon et	—	15.7 p.c.	40 p.c.	—	—	15.7 p.c.	40 p.c.	10 p.c. (\$4.00 le gal. max.)
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	\$4.00	—	\$5.00	En fr.	\$4.00	—	\$5.00	—
	..... le gallon et	—	14.6 p.c.	40 p.c.	—	—	14.6 p.c.	40 p.c.	9.5 p.c. (\$4.00 le gal. max.)
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	\$4.00	—	\$5.00	En fr.	\$4.00	—	\$5.00	—
	..... le gallon et	—	13.5 p.c.	40 p.c.	—	—	13.5 p.c.	40 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	\$4.00	—	\$5.00	En fr.	\$4.00	—	\$5.00	—
	..... le gallon et	—	12.4 p.c.	40 p.c.	—	—	12.4 p.c.	40 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	\$4.00	—	\$5.00	En fr.	\$4.00	—	\$5.00	—
	..... le gallon et	—	11.3 p.c.	40 p.c.	—	—	11.3 p.c.	40 p.c.	—
	Alcools aromatisés, tafia de laurier, eau de cologne et de lavande, lotions, shampoings, eaux dentifi- ces, eaux philodermiques et autres préparations de toilette renfermant de l'alcool de toute sorte:								

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
16101-1	En bouteilles ou flacons ne contenant pas plus de quatre onces chacun à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15 p.c. 13.8 p.c. 12.5 p.c. 11.3 p.c. 10 p.c.	15 p.c. 13.8 p.c. 12.5 p.c. 11.3 p.c. 10 p.c.	50 p.c. 50 p.c. 50 p.c. 50 p.c. 50 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	15 p.c. 13.8 p.c. 12.5 p.c. 11.3 p.c. 10 p.c.	15 p.c. 13.8 p.c. 12.5 p.c. 11.3 p.c. 10 p.c.	50 p.c. 50 p.c. 50 p.c. 50 p.c. 50 p.c.	10 p.c. 9 p.c. — — —
16102-1	En bouteilles, flacons ou autres récipients conte- nant plus de quatre onces chacun..... mais au plus, le gallon à compter du 1 ^{er} janvier 1986..... mais au plus, le gallon à compter du 1 ^{er} janvier 1987..... mais au plus, le gallon	15 p.c. \$2.00 14.7 p.c. \$2.00 13.2 p.c. \$2.00	15 p.c. \$2.00 14.7 p.c. \$2.00 13.2 p.c. \$2.00	50 p.c. 50 p.c. 50 p.c. 50 p.c. 50 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	15 p.c. \$2.00 14.7 p.c. \$2.00 13.2 p.c. \$2.00	15 p.c. \$2.00 14.7 p.c. \$2.00 13.2 p.c. \$2.00	50 p.c. 50 p.c. 50 p.c. 50 p.c. 50 p.c.	10 p.c. \$2.00 — — —
16810-1	Vinaigre	10 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	En fr.	10 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	—
17800-1	Annonces et imprimés, savoir: brochures publicitai- res, pancartes publicitaires, périodiques publicitai- res illustrés; prix-courants, catalogues et nomen- clatures; almanachs et calendriers publicitaires; circulaires, prospectus ou brochures publicitaires concernant les médicaments brevetés ou d'autres articles; chromos, chromotypes, oléographies ou ouvrages similaires produits par tout procédé autre que la peinture ou le dessin à la main et portant des annonces ou de la publicité imprimées, litho- graphies, empreintes ou annexées, y compris les écriteaux, dépliants et affiches publicitaires, ou d'autres travaux artistiques similaires lithographiés, imprimés ou empreints sur papier ou sur carton et servant au commerce ou à la réclame, n.d. ... la livre mais au moins	5 c. —	5 c. 22.5 p.c.	15 c. 35 p.c.	En fr. —	5 c. —	5 c. 22.5 p.c.	15 c. 35 p.c.	5 c. —

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
17800-1 (suite)	à compter du 1 ^{er} janvier 1984.....la livre	5 c.	3.75 c.	15 c.	En fr.	5 c.	3.75 c.	15 c.	5 c.
	mais au moins	—	21.9 p.c.	35 p.c.		—	21.9 p.c.	35 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985.....la livre	5 c.	2.50 c.	15 c.	En fr.	5 c.	2.50 c.	15 c.	—
	mais au moins	—	21.3 p.c.	35 p.c.		—	21.3 p.c.	35 p.c.	—
17900-1	à compter du 1 ^{er} janvier 1986.....la livre	5 c.	1.25 c.	15 c.	En fr.	5 c.	1.25 c.	15 c.	—
	mais au moins	—	20.6 p.c.	35 p.c.		—	20.6 p.c.	35 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987.....la livre	5 c.	—	15 c.	En fr.	5 c.	—	15 c.	—
	mais au moins	—	20 p.c.	35 p.c.		—	20 p.c.	35 p.c.	—
Etiquettes pour boîtes à cigares, pour fruits, légumes, viandes, poisson, confiseries, et autres marchandises ou produits; étiquettes pour expédier des objets ou indiquer les prix, et autres, billets de chemins de fer ou autres, lithographies ou imprimés ou partiellement imprimés, n.d.; ce qui précède ne comprenant pas les étiquettes faites de fibres textiles continues ou discontinues.....									
18000-1	à compter du 1 ^{er} janvier 1984.....	15.7 p.c.	15.7 p.c.	35 p.c.	En fr.	15.7 p.c.	15.7 p.c.	35 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985.....	14.6 p.c.	14.6 p.c.	35 p.c.	En fr.	14.6 p.c.	14.6 p.c.	35 p.c.	9.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986.....	13.5 p.c.	13.5 p.c.	35 p.c.	En fr.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	35 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987.....	12.4 p.c.	12.4 p.c.	35 p.c.	En fr.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	35 p.c.	—
Les billets émis par des réseaux ferroviaires du Commonwealth britannique (à l'exception des réseaux ferroviaires exploités au Canada) ne sont pas assujettis aux droits lorsqu'ils sont produits dans les pays qui jouissent des avantages du Tarif de préférence britannique.									
18000-1	Photographies, chromos, chromotypes, artotypes, oléographies, peintures, dessins, illustrations, gravures et leurs estampes ou épreuves, et œuvres d'art semblables, n.d.....	12.5 p.c.	15.7 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	15.7 p.c.	22.5 p.c.	10 p.c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
18000-1 (suite)	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	12.5 p.c.	14.6 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	14.6 p.c.	22.5 p.c.	9.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	12.5 p.c.	13.5 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	13.5 p.c.	22.5 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	12.4 p.c.	12.4 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	22.5 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	22.5 p.c.	—
18010-1	Décalcomanies, de toute espèce, n.d.	12.5 p.c.	13.9 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	13.9 p.c.	22.5 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	12.5 p.c.	12.9 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	12.9 p.c.	22.5 p.c.	8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	12 p.c.	12 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	12 p.c.	12 p.c.	22.5 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	11.1 p.c.	11.1 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	22.5 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.2 p.c.	10.2 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	22.5 p.c.	—
18030-1	Plans et tracés, devis connexes, tout ce qui tient lieu de ces articles, reproductions de ce qui précède, n.d.; cartes et graphiques, n.d.	12.5 p.c.	13.9 p.c.	27.5 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	13.9 p.c.	27.5 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	12.5 p.c.	12.9 p.c.	27.5 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	12.9 p.c.	27.5 p.c.	8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	12 p.c.	12 p.c.	27.5 p.c.	En fr.	12 p.c.	12 p.c.	27.5 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	11.1 p.c.	11.1 p.c.	27.5 p.c.	En fr.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	27.5 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.2 p.c.	10.2 p.c.	27.5 p.c.	En fr.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	27.5 p.c.	—
18200-1	Musique pour pianos mécaniques	5 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	En fr.	5 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	4 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	5 p.c.	6.3 p.c.	10 p.c.	En fr.	5 p.c.	6.3 p.c.	10 p.c.	4 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	5 p.c.	6 p.c.	10 p.c.	En fr.	5 p.c.	6 p.c.	10 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	5 p.c.	5.8 p.c.	10 p.c.	En fr.	5 p.c.	5.8 p.c.	10 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	5 p.c.	5.5 p.c.	10 p.c.	En fr.	5 p.c.	5.5 p.c.	10 p.c.	—
Papier goudronné et matériaux préparés de couver- ture pour toitures (y compris les bardeaux), car- reaux et panneaux amovibles pour plafonds, car- ton-fibre, carton-paille, matériaux de revêtement et d'isolement, faits, en entier ou en partie, de fibres végétales, n.d.; papier buvard, non imprimé, ni illustré.									

Papier goudronné et matériaux préparés de couver-
ture pour toitures (y compris les bardeaux), car-
reaux et panneaux amovibles pour plafonds, car-
ton-fibre, carton-paille, matériaux de revêtement et
d'isolement, faits, en entier ou en partie, de fibres
végétales, n.d.; papier buvard, non imprimé, ni
illustré.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
19200-1	Autres que ce qui suit..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7.5 p.c. — — —
19200-2	Papiers de construction et papiers feutre de cons- truction, couchés ou non, saturés ou non, non coupés en fonction de dimensions ou de formes précises; carton-fibre, carton-paille, matériaux de revêtement et d'isolement, faits, en entier ou en partie, de fibres végétales, n.d., non coupés en fonction de dimensions ou de formes préci- ses; papier buvard, non coupé en fonction de dimensions ou de formes précises..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.8 p.c. 9.7 p.c. 8.6 p.c. 7.6 p.c. 6.5 p.c.	10.8 p.c. 9.7 p.c. 8.6 p.c. 7.6 p.c. 6.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	10.8 p.c. 9.7 p.c. 8.6 p.c. 7.6 p.c. 6.5 p.c.	10.8 p.c. 9.7 p.c. 8.6 p.c. 7.6 p.c. 6.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	7 p.c. 6 p.c. — — —
19200-5	Carreaux et panneaux amovibles, autres que des panneaux durs, pour plafonds, n.d..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7.5 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c. 6 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7.5 p.c. — — —
19200-6	Carreaux et panneaux amovibles, autres que pan- neaux durs, pour plafonds, non coupés en fonc- tion de dimensions ou de formes précises..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.8 p.c. 9.7 p.c. 8.6 p.c. 7.6 p.c. 6.5 p.c.	10.8 p.c. 9.7 p.c. 8.6 p.c. 7.6 p.c. 6.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	7 p.c. 6 p.c. 5.5 p.c. 5 p.c. 4 p.c.	10.8 p.c. 9.7 p.c. 8.6 p.c. 7.6 p.c. 6.5 p.c.	10.8 p.c. 9.7 p.c. 8.6 p.c. 7.6 p.c. 6.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	7 p.c. 6 p.c. — — —

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
19300-1	Sacs en papier de toute sorte, imprimés ou non..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7.5 p.c. — — —
19500-1	Papier tenture, n.d.; ou papier peint, y compris bor- dures ou papier à bordure..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.3 p.c. 10.3 p.c. 9.4 p.c. 8.4 p.c. 7.5 p.c.	11.3 p.c. 10.3 p.c. 9.4 p.c. 8.4 p.c. 7.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	11.3 p.c. 10.3 p.c. 9.4 p.c. 8.4 p.c. 7.5 p.c.	11.3 p.c. 10.3 p.c. 9.4 p.c. 8.4 p.c. 7.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	7 p.c. 6.5 p.c. — — —
19800-1	Papier réglé, à bordure et couché, papiers en boîtes, blocs-notes non imprimés, objets en papier mâché, n.d..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7.5 p.c. — — —
19900-2	Allumettes en papier..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	7.5 p.c. 7.5 p.c. 7.5 p.c. 7.5 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	7.5 p.c. 7.5 p.c. 7.5 p.c. 7.5 p.c. 7.5 p.c.	12.1 p.c. 11.4 p.c. 10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	7.5 p.c. 7.5 p.c. — — —
19930-1	Papiers fabriqués à la main, à l'exclusion des papiers à bords déchiquetés fabriqués au moule, d'une valeur d'au moins 40 cents la livre en gros: Non coupés en fonction de dimensions ou de for- mes précises..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984	10 p.c. 8.1 p.c.	10.5 p.c. 8.1 p.c.	35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr.	10 p.c. 8.1 p.c.	10.5 p.c. 8.1 p.c.	35 p.c. 35 p.c.	7 p.c. 5 p.c.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion						
		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
19930-1 (suite)	à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	5.8 p.c. 3.4 p.c. 1 p.c.	5.8 p.c. 3.4 p.c. 1 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr.	5.8 p.c. 3.4 p.c. 1 p.c.	5.8 p.c. 3.4 p.c. 1 p.c.	— — —
20205-1	Ficelle et fil de papier	8.4 p.c.	8.4 p.c.	35 p.c.	En fr.	8.4 p.c.	8.4 p.c.	5.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	8 p.c.	8 p.c.	35 p.c.	En fr.	8 p.c.	8 p.c.	5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	7.6 p.c.	7.6 p.c.	35 p.c.	En fr.	7.6 p.c.	7.6 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	7.2 p.c.	7.2 p.c.	35 p.c.	En fr.	7.2 p.c.	7.2 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	6.8 p.c.	6.8 p.c.	35 p.c.	En fr.	6.8 p.c.	6.8 p.c.	—
23205-1	Gélatine, n.d.	15 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	En fr.	15 p.c.	16.3 p.c.	10.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	15 p.c.	15.3 p.c.	35 p.c.	En fr.	15 p.c.	15.3 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	14.4 p.c.	14.4 p.c.	35 p.c.	En fr.	14.4 p.c.	14.4 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	13.4 p.c.	13.4 p.c.	35 p.c.	En fr.	13.4 p.c.	13.4 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	12.5 p.c.	—
23210-1	Colle végétale	10 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	En fr.	10 p.c.	16.3 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	10 p.c.	15.3 p.c.	35 p.c.	En fr.	10 p.c.	15.3 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	10 p.c.	14.4 p.c.	35 p.c.	En fr.	10 p.c.	14.4 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	10 p.c.	13.4 p.c.	35 p.c.	En fr.	10 p.c.	13.4 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	En fr.	10 p.c.	12.5 p.c.	—
23300-1	Pommades, parfums de fleurs ou parfums français, conservés dans des graisses ou des huiles desti- nées à retenir le parfum des fleurs qui ne peuvent supporter la chaleur de la distillation, et importés en boîtes de fer-blanc d'au moins dix livres chacune	10 p.c.	10.3 p.c.	15 p.c.	En fr.	10 p.c.	10.3 p.c.	6.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	9.7 p.c.	9.7 p.c.	15 p.c.	En fr.	9.7 p.c.	9.7 p.c.	6 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	9.1 p.c.	9.1 p.c.	15 p.c.	En fr.	9.1 p.c.	9.1 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	8.6 p.c.	8.6 p.c.	15 p.c.	En fr.	8.6 p.c.	8.6 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	8 p.c.	8 p.c.	15 p.c.	En fr.	8 p.c.	8 p.c.	—
25200-1	Cirage; encre de cordonnier; apprêts pour chaussu- res, harnais et cuir, et compositions ou pâtes à polir les couteaux et autres, n.d.	12.5 p.c.	13.9 p.c.	27.5 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	13.9 p.c.	9 p.c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numero tarifaire		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
25200-1 (suite)	à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.5 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12.9 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr.	12.5 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12.9 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	8.5 p.c. — — —
	Huiles végétales, autres que brutes ou brutes dégom- mées								
27731-1	Coprah	12.5 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	12.5 p.c.
27825-1	Huiles hydrogénées, soufflées ou déshydratées, à l'exclusion des huiles soufflées ou hydrogénées de poisson, de phoque ou de baleine	12.5 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	—
28200-1	Brique à bâtir et brique à pavage..... à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	7.5 p.c. 6.9 p.c. 6.3 p.c. 5.6 p.c. 5 p.c.	7.5 p.c. 6.9 p.c. 6.3 p.c. 5.6 p.c. 5 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	7.5 p.c. 6.9 p.c. 6.3 p.c. 5.6 p.c. 5 p.c.	7.5 p.c. 6.9 p.c. 6.3 p.c. 5.6 p.c. 5 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	5 p.c. 4.5 p.c. — — —
28205-1	Articles en argile ou en ciment, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	6.5 p.c. 6 p.c. — — —
28900-1	Baignoires, cuvettes, water-closets, sièges et couver- cles de water-closets, réservoirs de water-closets, lavabos, urinoirs, éviers et cuves à lessive, en terre cuite, grès, ciment, argile ou autre matière, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9.5 p.c. — — —

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
28900-2	Cuvettes et réservoirs de cabinets, et ensembles combinés de ce qui précède, en porcelaine	12.5 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	10 p.c.	12.5 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	12.5 p.c.	14.6 p.c.	35 p.c.	9.5 p.c.	12.5 p.c.	14.6 p.c.	35 p.c.	9.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	12.5 p.c.	13.5 p.c.	35 p.c.	9 p.c.	12.5 p.c.	13.5 p.c.	35 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	12.4 p.c.	12.4 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	35 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	35 p.c.	—
30400-1	Meules à aiguïser ou à moudre, montées ou non, n.d.. à compter du 1 ^{er} janvier 1984	13.9 p.c.	13.9 p.c.	25 p.c.	En fr.	13.9 p.c.	13.9 p.c.	25 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	12.9 p.c.	12.9 p.c.	25 p.c.	En fr.	12.9 p.c.	12.9 p.c.	25 p.c.	8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	12 p.c.	12 p.c.	25 p.c.	En fr.	12 p.c.	12 p.c.	25 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.1 p.c.	11.1 p.c.	25 p.c.	En fr.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	25 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.2 p.c.	10.2 p.c.	25 p.c.	En fr.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	25 p.c.	—
30705-1	Ouvrages en marbre, n.d.. à compter du 1 ^{er} janvier 1986	11.1 p.c.	11.1 p.c.	40 p.c.	En fr.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	40 p.c.	7 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	9 p.c.	9 p.c.	40 p.c.	En fr.	9 p.c.	9 p.c.	40 p.c.	—
30800-1	Articles en pierre, n.d.. à compter du 1 ^{er} janvier 1984	15 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	En fr.	15 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	14.4 p.c.	14.4 p.c.	35 p.c.	En fr.	14.4 p.c.	14.4 p.c.	35 p.c.	9.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	13.8 p.c.	13.8 p.c.	35 p.c.	En fr.	13.8 p.c.	13.8 p.c.	35 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.1 p.c.	13.1 p.c.	35 p.c.	En fr.	13.1 p.c.	13.1 p.c.	35 p.c.	—
30805-1	Articles en albâtre, n.d.. à compter du 1 ^{er} janvier 1984	12.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	En fr.	12.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	13.9 p.c.	13.9 p.c.	35 p.c.	En fr.	13.9 p.c.	13.9 p.c.	35 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	12.9 p.c.	12.9 p.c.	35 p.c.	En fr.	12.9 p.c.	12.9 p.c.	35 p.c.	8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12 p.c.	12 p.c.	35 p.c.	En fr.	12 p.c.	12 p.c.	35 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.1 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.	En fr.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.2 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.	En fr.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.	—
	Verre feuilleté, en verre à vitres, en verre à glaces ou en verre flottant, ou en mélanges de ces verres:								
32201-1	Simplement découpé de forme rectangulaire	5 p.c.	10.3 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	5 p.c.	10.3 p.c.	22.5 p.c.	5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	5 p.c.	9.7 p.c.	22.5 p.c.	En fr.	5 p.c.	9.7 p.c.	22.5 p.c.	5 p.c.

Numero tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- férence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- férence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
32201-1 (suite)	à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c.	9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	En fr. En fr. En fr.	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c.	9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	— — —
32300-1	Ouvrages en verre feuilleté, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9.5 p.c. — — —
41105-1	Camions automobiles, à l'exclusion des machines pour l'abattage, le débarquement, l'empilage, le chargement, le groupement ou le traitement des arbres ou des billes, qui ont été modifiées afin de pouvoir transporter une charge; pièces de tout ce qui précède; tout ce qui précède devant servir exclusivement à l'exploitation forestière, ces opérations devant comprendre le transport des billes de la souche à la voie de glissement, au dépôt de billes, ou au voiturier public ou autre à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c. 9.6 p.c. 9.2 p.c.	10.9 p.c. 10.4 p.c. 10 p.c. 9.6 p.c. 9.2 p.c.	20 p.c. 20 p.c. 20 p.c. 20 p.c. 20 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c. 9.6 p.c. 9.2 p.c.	10.9 p.c. 10.4 p.c. 10 p.c. 9.6 p.c. 9.2 p.c.	20 p.c. 20 p.c. 20 p.c. 20 p.c. 20 p.c.	7 p.c. 6.5 p.c. — — —
41105-2	Chariots; ballons captifs, palans et poulies; pièces de tout ce qui précède; tout ce qui précède devant servir exclusivement à l'exploitation forestière, ces opérations devant comprendre le transport des billes de la souche à la voie de glissement, au dépôt de billes, ou au voiturier public ou autre à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985	10 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c.	20 p.c. 20 p.c. 20 p.c.	En fr. En fr. En fr.	10 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c.	20 p.c. 20 p.c. 20 p.c.	6.5 p.c. 6 p.c. —

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
41105-2 (suite)	à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	8.6 p.c. 8 p.c.	8.6 p.c. 8 p.c.	20 p.c. 20 p.c.	En fr. En fr.	8.6 p.c. 8 p.c.	8.6 p.c. 8 p.c.	20 p.c. 20 p.c.	— —
41105-3	<i>Cordages métalliques, à l'exclusion des cordages métalliques servant d'étais ou pour freiner les billes descendant une pente, devant servir exclusivement à l'exploitation forestière, ces opérations devant comprendre le transport des billes de la souche à la voie de glissement, au dépôt de billes, ou au voi- turier public ou autre</i>	10 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	20 p.c. 20 p.c. 20 p.c. 20 p.c. 20 p.c.	6.5 p.c. 6 p.c. 6 p.c. 5.5 p.c. 5 p.c.	10 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	10.3 p.c. 9.7 p.c. 9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	20 p.c. 20 p.c. 20 p.c. 20 p.c. 20 p.c.	6.5 p.c. 6 p.c. — — —
50065-1	Carreaux de carrelage, faits de bandes de bois dis- tinctes réunies	6.5 p.c. 6.3 p.c. 6 p.c. 5.8 p.c. 5.5 p.c.	6.5 p.c. 6.3 p.c. 6 p.c. 5.8 p.c. 5.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	6.5 p.c. 6.3 p.c. 6 p.c. 5.8 p.c. 5.5 p.c.	6.5 p.c. 6.3 p.c. 6 p.c. 5.8 p.c. 5.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	4 p.c. 4 p.c. — — —
53205-1	Tissus composés en tout ou en partie de filés de laine ou de poil, n. d.	18 p.c. 12 c.	25 p.c. 16.7 c.	40 p.c. 40 c.	16.5 p.c. 11.1 c.	18 p.c. 12 c.	25 p.c. 16.7 c.	40 p.c. 40 c.	16.5 p.c. 11.1 c.
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	60 c.	—	—	—	60 c.	—	—	—
	.....la livre	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	9 c.	12.5 c.	40 c.	8.3 c.	9 c.	12.5 c.	40 c.	8.3 c.
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	60 c.	—	—	—	60 c.	—	—	—
	.....la livre	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	6 c.	8.3 c.	40 c.	5.5 c.	6 c.	8.3 c.	40 c.	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
53205-1 (suite)	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	60 c.	—	—	—	60 c.	—	—	—
	.....la livre	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	3 c.	4.2 c.	40 c.	2.8 c.	3 c.	4.2 c.	40 c.	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	60 c.	—	—	—	60 c.	—	—	—
	.....la livre	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	40 c.	—	—	—	40 c.	—
	et, la livre	—	—	40 c.	—	—	—	40 c.	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	60 c.	—	—	—	60 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	53210-1	Tissus composés en tout ou en partie de filés de laine ou de poil et pesant au moins douze onces le yard carré	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.
	et, la livre	9 c.	16.7 c.	40 c.	11.1 c.	9 c.	16.7 c.	40 c.	11.1 c.
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	6.8 c.	12.5 c.	40 c.	8.3 c.	6.8 c.	12.5 c.	40 c.	8.3 p.c.
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	4.5 c.	8.3 c.	40 c.	5.5 c.	4.5 c.	8.3 c.	40 c.	8.3 p.c.
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	2.3 c.	4.2 c.	40 c.	2.8 c.	2.3 c.	4.2 c.	40 c.	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	40 c.	—	—	—	40 p.c.	—
	et, la livre	—	—	40 c.	—	—	—	40 c.	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	16.5 p.c.	18 p.c.	25 p.c.	40 p.c.	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	40 c.	—	—	—	40 c.	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	Le droit total imposable ne doit pas dépasser	55 c.	—	—	—	55 c.	—	—	—
	.....la livre	—	—	—	—	—	—	—	—
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	—	—	—	—	—	—	—	—
	et, la livre	—	—	—	—				

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Les articles suivants dont la soie constitue plus de 50 p. 100, en poids, de la matière textile qui les com- pose:								
55302-1	Foulards, écharpes ou cache-nez faits en tissus à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15 p.c. 13.8 p.c. 12.5 p.c.	15 p.c. 13.8 p.c. 12.5 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	15 p.c. 13.8 p.c. 12.5 p.c.	15 p.c. 13.8 p.c. 12.5 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	10 p.c. — —
	Dentelle et tulle, non tissés, tulle-bobin et broderies, n.d.:								
56610-1	Entièrement de fibres végétales à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	11.7 p.c. 11.3 p.c. 10.8 p.c. 10.4 p.c. 10 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	7.5 p.c. 7.5 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c. 6.5 p.c.	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	11.7 p.c. 11.3 p.c. 10.8 p.c. 10.4 p.c. 10 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	7.5 p.c. 7.5 p.c. — — —
56915-2	Chapeaux de bambou et de pandanus, non garnis, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	18 p.c. 18 p.c. 18 p.c. 18 p.c. 18 p.c.	22.5 p.c. 21.9 p.c. 21.3 p.c. 20.6 p.c. 20 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	18 p.c. 18 p.c. 18 p.c. 18 p.c. 18 p.c.	22.5 p.c. 21.9 p.c. 21.3 p.c. 20.6 p.c. 20 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	En fr. En fr. — — —
60600-1	Cuir de veau tanné des Indes orientales, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	10 p.c. 9.5 p.c. — — —
	Films cinématographiques positifs, n.d.:								
65705-1	Un et un huitième de pouce et plus de largeur ..........le pied linéaire à compter du 1 ^{er} janvier 1984 .....le pied linéaire	1.2 c. 1.1 c.	1.2 c. 1.1 c.	3 c. 3 c.	En fr. En fr.	1.2 c. 1.1 c.	1.2 c. 1.1 c.	3 c. 3 c.	0.8 c. 0.7 c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
92817-3	Hydroxyde de sodium (soude caustique) à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	5 p.c. 3.5 p.c. — — —
92901—Hydrocarbures:									
92901-4	Butanes à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	5 p.c. 3.5 p.c. — — —
92901-12	Propane à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	5 p.c. 3.5 p.c. — — —
92903—Dérivés sulfonés, nitrés, nitrosés des hydro- carbures:									
92903-2	Trinitrotoluène (TNT) à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	7.5 p.c. 5.6 p.c. 3.8 p.c. 1.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	5 p.c. 3.5 p.c. — — —
93404—Cire synthétique; cires contenant de la cire synthétique:									
93404-1	Autres que ce qui suit à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985	8.4 p.c. 8 p.c. 7.6 p.c.	8.4 p.c. 8 p.c. 7.6 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr.	8.4 p.c. 8 p.c. 7.6 p.c.	8.4 p.c. 8 p.c. 7.6 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	5.5 p.c. 5 p.c. —

ANNEXE II

Numéro tarifaire		Tarif de pré- rence britan- nique	Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion						
			Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
9905-1	Croustilles de bananes, n.d., consistant en de minces tranches de bananes frites ou préparées autrement, salées ou non, sucrées ou autrement assaisonnées.....	15 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	En fr.	15 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	11.5 p.c.
17310-1	Livres imprimés, brochures, cartes et feuilles pour tests d'aptitude, de personnalité, d'intelligence et autres tests similaires, à l'exception des tests de connaissances; autres articles et matériels spécialement conçus pour être utilisés avec ces livres, brochures, cartes et feuilles; cartes destinées à l'enseignement de la lecture ou de l'arithmétique	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
19230-1	Matériaux pour garnitures composés en tout ou en partie de matières végétales, enduits ou imprégnés, sous forme de plaques, de blocs, de balles, de feuilles ou de rouleaux, destinés à la fabrication de garnitures ou autres articles ou matériaux d'étanchéité, y compris les rondelles et les bandes d'étanchéité	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
28100-1	Produits réfractaires rigides (briques réfractaires) de toutes formes, grandeurs ou compositions: Autres que ce qui suit.....	En fr.	En fr.	15 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
28101-1	Produits contenant une proportion d'au moins 85 pour cent, en poids, de carbone ou de graphite à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c.	8.4 p.c. 8 p.c. 7.6 p.c. 7.2 p.c. 6.8 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 4.5 p.c. 4.5 p.c.	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c.	8.4 p.c. 8.4 p.c. 8.4 p.c. 8.4 p.c. 8.4 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c. 22.5 p.c.	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
28115-1	Matériaux réfractaires ou calorifuges, à savoir: mor- tiers, mélanges à damer et à projeter, produits cou- lables ou plastiques; tout ce qui précède devant être utilisé dans la construction ou la réparation de fourneaux, chaudières, incinérateurs, fours ou autres enceintes, installations ou structures résis- tantes à la chaleur, à l'abrasion ou à la corrosion	10 p.c.	10 p.c.	22.5 p.c.	6.5 p.c.	En fr. 10.3 p.c. 10 p.c. 13.9 p.c.	En fr. 10.3 p.c. 13.8 p.c. 13.9 p.c.	22.5 p.c. 22.5 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. 6.5 p.c. 9 p.c. 9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	9.7 p.c.	9.7 p.c.	22.5 p.c.	6 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	9.1 p.c.	9.1 p.c.	22.5 p.c.	6 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	8.6 p.c.	8.6 p.c.	22.5 p.c.	5.5 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	8 p.c.	8 p.c.	22.5 p.c.	5 p.c.				
28116-1	Fibres céramiques réfractaires et produits de toutes formes qui en sont fabriqués, y compris produits en vrac, bourrelets, matelas, plaques ou tissus, desti- nés à la construction ou à la réparation de four- neaux, chaudières, incinérateurs, fours ou autres enceintes, installations ou structures résistantes à la chaleur, à l'abrasion ou à la corrosion	13.9 p.c.	13.9 p.c.	25 p.c.	9 p.c.	13.9 p.c.	13.9 p.c.	25 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	12.9 p.c.	12.9 p.c.	25 p.c.	8.5 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	12 p.c.	12 p.c.	25 p.c.	8 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	11.1 p.c.	11.1 p.c.	25 p.c.	7 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.2 p.c.	10.2 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.				
28220-1	Mélanges de béton de ciment hydraulique, humides ou secs, excluant les mélanges réfractaires	En fr.	En fr.	22.5 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	22.5 p.c.	En fr.

Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence britan- nique	Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion				
		Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
35211-1	Matériel électronique spécialement conçu pour la simulation de sons de cloches; claviers, pupitres de commande, cassettophones et magnétophones, spécialement destinés à être utilisés avec ce matériel; pièces de ce qui précède; tout ce qui précède devant être utilisé dans des églises.....	En fr.	25 p.c.	En fr.	10 p.c. 12.1 p.c. 13.9 p.c.	10.3 p.c. 12.1 p.c. 13.9 p.c.	6.5 p.c. 8 p.c. 9 p.c.
42818-1	Moteurs diesel et leurs pièces, devant être utilisés avec les types suivants de machines autopropulsées montées sur chenilles: bulldozers, chargeuses frontales, machines pour la pose de canalisation à compter du 1 ^{er} juillet 1988	En fr. En fr.	30 p.c. 30 p.c.	En fr. En fr.	En fr.	12.1 p.c.	En fr.
44538-2	Pupitres de mixage numériques ou analogiques incorporant des systèmes de commande par microprocesseur ou micro-ordinateur; enregistreuses; pièces de ce qui précède; tout ce qui précède devant être utilisé uniquement pour la production d'enregistrements sonores commerciaux	En fr.	25 p.c.	En fr.	En fr. 10 p.c. 13.9 p.c.	5.1 p.c. 10.3 p.c. 13.9 p.c.	En fr. 25 p.c. 25 p.c. 30 p.c.
44544-1	Transistors et autres dispositifs à semi-conducteurs; pièces de ce qui précède; matériaux servant à la fabrication de ces produits: Autres que ce qui suit	En fr.	25 p.c.	En fr.	En fr.	En fr. 9.5 p.c.	En fr. En fr.
44544-2	Hybrides; amplificateurs d'audio fréquences linéaires d'une puissance nominale d'au plus vingt milliwatts; diodes et redresseurs au silicium d'une						

Numéro tarifaire		Tarif de pré- férence britan- nique	Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion						
			Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
44544-2 (suite)	intensité nominale de plus de 510 ampères en moyenne; diodes et multiplicateurs de tension d'une intensité nominale d'au plus un ampère et d'une tension nominale d'au moins un kilovolt à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	9.5 p.c. 8.1 pc 6.8 p.c. 5.4 p.c. 4 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr. En fr.	En fr.	9.5 p.c.	25 p.c.	En fr.
56400-1	Vêtements sacerdotaux: leurs pièces	10 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.
56405-1	Châles de prière, franges de châles de prière et sacs à châles de prière; leurs pièces	En fr.	En fr.	20 p.c.	En fr.	10 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.
61105-4	Bottes et chaussures auxquelles sont fixés des patins ou patins à roulettes; bottes et chaussures qui ont été préparées, modifiées ou conçues pour recevoir des patins ou patins à roulettes à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	18 p.c. 18 p.c. 18 p.c. 18 p.c. 18 p.c.	23.8 p.c. 23.4 p.c. 23.1 p.c. 22.8 p.c. 22.5 p.c.	40 p.c. 40 p.c. 40 p.c. 40 p.c. 40 p.c.	15.5 p.c. 15.5 p.c. 15 p.c. 15 p.c. 15 p.c.	18 p.c.	23.8 p.c.	40 p.c.	—
65800-1	Films cinématographiques d'une largeur de 16 milli- mètres ou plus, et rubans vidéo, à l'exclusion des annonces publicitaires sur films ou rubans vidéo destinées à la télévision autres que les élé- ments ou parties, édités ou non, des films ciné- matographiques ou rubans vidéo destinés à leur promotion à la télévision, importés par des édi- teurs reconnus de films cinématographiques ou de rubans vidéo, munis de laboratoires dûment outillés pour l'édition au Canada de films ciné-								

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
65800-1 (suite)	matographiques ou de rubans vidéo, dans le seul but d'en obtenir des reproductions, si l'original des films ou des rubans vidéo est exporté dans les six mois de la date d'importation, conformément aux règlements que le Ministre peut prescrire .....le pied linéaire	En fr.	En fr.	3 c.	En fr.	En fr. 15 p.c.	En fr. 15.7 p.c.	3 c. 30 p.c.	En fr. 10 p.c.
65804-1	Annonces publicitaires sur films ou rubans vidéo destinées à la télévision importées uniquement à titre de référence conformément aux conditions que le Ministre peut prescrire par règlement.....	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	15 p.c.	15.7 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
65805-1	Annonces publicitaires sur films ou rubans vidéo destinées à la télévision, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1984 à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	En fr. 15.7 p.c. 14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	En fr. 10 p.c. 9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	15 p.c. 15 p.c.	15.7 p.c. 15.7 p.c.	30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 10 p.c.
65820-1	Films cinématographiques d'une largeur de 16 mil- limètres ou plus, enregistrements sur ruban magnétoscopique et enregistrements sonores sous forme de rubans, à l'exclusion des annon- ces publicitaires sur films ou sur ruban magné- toscopique destinées à la télévision ou les enre- gistrements sonores de ces annonces autres que les éléments ou parties, édités ou non, des films cinématographiques, enregistrements sur ruban magnétoscopique et leurs enregistrements sono- res, destinées à leur promotion à la télévision, devant servir exclusivement au doublage de pis- tes sonores de films cinématographiques ou								

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
65820-1 (suite)	d'enregistrements sur ruban magnétoscopique, à condition que les originaux des films, des enregistrements sur ruban magnétoscopique ou des enregistrements sonores soient exportés dans les douze mois de la date d'importation, conformément aux règlements que le Ministre peut prescrire	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.	15 p.c.	En fr.	25 p.c. 30 p.c.	En fr. 10 p.c.
68200-1	Hameçons pour la pêche hauturière ou des lacs, de grosseur non moindre que le numéro 2.0; Filets de pêche de toutes sortes; Leurres, turluttes et appâts artificiels; Dispositifs métalliques à panneaux pour assurer l'ouverture des chaluts; Emerillons en métal, d'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada; Flotteurs de filets et de lignes de toute matière, à l'exception du bois; Aiguilles d'un modèle spécial, d'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada, destinées à la réparation de filets de pêche; Fils, ficelles, lusins, merlins, lignes à pêche, cordes et cordages, n'excédant pas un pouce et demi de tour; Collecteurs de naissain et porte-collecteurs; Tout ce qui précède devant être employé dans la pêche commerciale, ou dans la récolte commerciale de plantes aquatiques, selon les règlements que le Ministre peut prescrire; Appareils à mesurer les carapaces, en n'importe quelle matière	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr. 15.5 p.c.	En fr. 10 p.c.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
70311-1 (suite)	onces et une quantité de tabac ne dépassant pas cinquante cigares, deux cents cigarettes et deux livres de tabac fabrique) et contenues dans les bagages accompagnant la personne revenant de l'étranger après une absence du Canada d'au moins sept jours.....	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr. divers	En fr. divers	En fr. divers	En fr. divers
	Les marchandises (autres que les boissons alcooliques, les cigares, les cigarettes et le tabac fabrique) acquises dans tout pays situé en dehors des limites continentales de l'Amérique du Nord peuvent être importées en vertu du présent numéro même si elles ne sont pas contenues dans les bagages accompagnant la personne revenant au pays si elles sont déclarées par cette dernière lors de son retour au Canada.								
	L'exemption accordée en vertu du présent numéro ne s'appliquera que dans le cas d'une personne qui, lors de son retour au Canada, établit, en la forme et de la manière que peut prescrire le Ministre par voie de règlement, qu'elle a été à l'étranger pendant une période minimale de sept jours, cette forme ainsi que cette manière pouvant différer selon le pays visité ou le moyen de transport utilisé.								
	L'exemption accordée en vertu du présent numéro ne peut être réclamée plus d'une fois au cours d'une année civile ni être combinée à une exemption accordée conformément au numéro tarifaire 73010-1 relativement au même voyage à l'étranger.								

Numéro tarifaire	Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion								
		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
70312-1	Évaluées au plus à trois cents dollars (à l'exclusion des marchandises dont l'entrée en franchise au Canada est permise ailleurs, des boissons alcooliques, des cigares, des cigarettes et du tabac fabriqué) et contenues dans les bagages accompagnant la personne revenant de l'étranger après une absence du Canada d'au moins quarante-huit heures.....	20 p.c.	20 p.c.	25 p.c.	13 p.c.	25 p.c. divers	25 p.c. divers	25 p.c. divers	16.5 p.c. divers
	Nonobstant les dispositions de la présente loi ou de toute autre loi, la valeur en douane qui serait autrement déterminée en vertu de la Loi sur les douanes dans le cas de toutes marchandises décrites aux numéros tarifaires 70310-1, 70311-1 et 70312-1, lesquelles, n'eût été du fait que leur valeur dépasse les limites prévues à ces numéros, auraient été admissibles en vertu desdits numéros, sera réduite d'un montant égal à la valeur maximale spécifiée auxdits numéros.								
70313-1	Évaluées au plus à vingt dollars (à l'exclusion des boissons alcooliques, des cigares, des cigarettes et du tabac fabriqué) et contenues dans les bagages accompagnant la personne revenant de l'étranger après une absence du Canada d'au moins vingt-quatre heures.....	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr. divers	En fr. divers	En fr. divers	En fr. divers
	L'exemption accordée en vertu du présent numéro ne s'appliquera que dans le cas d'une personne qui, lors de son retour au Canada, n'importe pas d'autres marchandises en vertu d'un autre numéro de la présente rubrique.								

Numéro tarifaire	Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion						
	Tarif de pré- férence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- férence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général

Les marchandises admises en vertu d'un des numéros de la présente rubrique seront exemptes de toute autre imposition nonobstant les dispositions de la présente loi ou de toute autre loi.

Le Ministre peut, par voie de règlement, nonobstant toute autre disposition que renferme la législation douanière concernant l'importation de marchandises, exempter une personne de toute exigence de présenter une attestation ou une déclaration écrite à l'égard de marchandises dont l'importation est permise en vertu d'un des numéros tarifaires de la présente rubrique.

Le Gouverneur en conseil peut, par décret, sur la recommandation du ministre des Finances, réduire la valeur maximale des marchandises dont l'importation est permise en vertu d'un des numéros tarifaires de la présente rubrique mais chaque décret rendu en vertu de cette autorisation devra être publié dans la *Gazette du Canada* et cessera d'être en vigueur ou d'avoir effet relativement à toute période postérieure au 180^e jour qui suit la date de son établissement ou, si le Parlement ne siège pas à ce moment-là, au 15^e jour où il siège par la suite, à moins que, ce jour-là au plus tard, le décret n'ait été approuvé par une résolution adoptée par les deux Chambres du Parlement.

ANNEXE III

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
42700-3	Machines, n.d. et accessoires, dispositifs, appareilla- ges de commande et outils devant servir avec ces machines; pièces de ce qui précède:								
42700-3	Accessoires pour devant de bulldozer, y compris les lames; godets; dents de cavage; lames tran- chantes; forets d'extrémité; défonceuses; scarifi- cateurs; tiges de défonceuses, y compris le blin- dage et les pointes; accessoires pour la pose des canalisations; cabines de manœuvre; barres de protection en cas de versement; matrices pour moulins à granules d'engraisement; rou- leaux pour moulins à granules d'engraisement; pièces de tout ce qui précède; tous les produits mentionnés devant être utilisés avec les articles énumérés dans le numéro tarifaire 42700-6	2.5 p.c.	12.1 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	En fr. 2.5 p.c.	En fr. 12.1 p.c.	35 p.c. 35 p.c.	En fr. 2.5 p.c.
42700-6	Appareils de nettoyage aux ultra-sons, à l'exclu- sion des laveuses de caisses; Broyeurs à farine ménagers; Chargeuses frontales autopropulsées montées sur chenilles; Climatiseurs d'automobiles lorsqu'importés en «kits» complets;	2.5 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.				

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
Numéro tarifaire	Tarif de pré- férence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- férence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
42700-6 (suite)	<p>Climatiseurs portatifs de 55 lb ou moins, d'une capacité allant jusqu'à 6,000 BTU, à l'exception des modèles pour fenêtres;</p> <p>Cloueuses, menuiserie;</p> <p>Convertisseurs pour papier et carton;</p> <p>Cylindres de machine à papier formés par moulage centrifuge;</p> <p>Décapeuses autochargeuses;</p> <p>Gaufreuses à ruban;</p> <p>Grues ou derricks ferroviaires d'un genre conçu pour lever les locomotives;</p> <p>Laveuses de bouteilles, remplisseuses de bouteilles, encapsuleuses de bouteilles et toute combinaison de celles-ci, pour utilisation dans l'industrie des boissons;</p> <p>Lave-vaisselles électriques de comptoir;</p> <p>Machines à aiguiser des scies, menuiserie;</p> <p>Machines à chenilles autopropulsées, communément appelées «bulldozer»;</p> <p>Machines à peler, étiéer, nettoyer et hacher le poisson;</p> <p>Machines à rouleaux pour le raffinage du sucre;</p> <p><i>Machines autopropulsées montées sur chenilles et destinées à la pose de canalisations;</i></p> <p>Machines de confiserie industrielle, c'est-à-dire: enrobeuses de chocolat, enrobeuses, machines de durcissement en boule, étireuses et refouleuses de bonbon, machines de fabrication de gomme, machines de fabrication de mousse-bonbon;</p> <p>Machines de fabrication de boîtes de conserve;</p> <p>Machines de fabrication de boutons;</p> <p>Machines de fabrication de brosses à dents;</p>						

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
42700-6 (suite)	<p>Machines de fabrication des céréales traitées pour le petit déjeuner, à savoir: refouleuses, cuiseurs-refouleuses, fours à griller, séchoirs à volets d'aérage, machines à gonfler y compris les fusils et les fours, tambours à revêtement, déchiqueteuses, rouleaux à écailler et rouleaux à déchiqueter;</p> <p>Machines de fabrication de chaussures, exception faite des machines de moulage;</p> <p>Machines de fabrication de fermetures à coulisse;</p> <p>Machines de fabrication et de distribution de boisson «slush»;</p> <p>Machines de fabrication et de distribution de crème glacée molle;</p> <p>Machines de fabrication du fromage, y compris les machines à colorer, mais exception faite des presses et des cuves à fromage;</p> <p>Machines de fabrication des pâtes, y compris les machines de fabrication des macaronis;</p> <p>Machines de fabrication de stores vénitiens;</p> <p>Machines de fabrication du verre, exception faite des fours;</p> <p>Machines de façonnage des os;</p> <p>Machines de lavage commerciales, c'est-à-dire: laveuses essoreuses, essoreuses centrifuges, machines à repasser;</p> <p>Machines de l'industrie textile, c'est-à-dire: machines de filage et machines connexes, machines de tissage, y compris les machines Jacquards et les métiers Dobby, machines à tricoter, machines de blanchiment et de teinture,</p>								

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
42700-6 (suite)	<p>machines à coudre industrielles;</p> <p>Machines d'extinction de la chaux;</p> <p>Machines d'extrusion de mines de crayon;</p> <p>Machines pour essai du papier et contrecolleuses de papier;</p> <p>Machines pour faire et distribuer les glaçons;</p> <p>Machines pour le façonnage des pierres;</p> <p>Machines pneumatiques et hydrauliques à main autres que les marteaux-perforateurs au rocher, les foreuses en faite et leurs jambes de levage, les appareils de fonçage, les marteaux pneumatiques, les marteaux-bêches et les défonceuses;</p> <p>Machines de transformation et de préparation du tabac;</p> <p>Moulins à granules d'engraisement;</p> <p>Refrigidisateurs d'eau, fontaines de bureau avec dispositifs réfrigérants intégrés;</p> <p>Régulateurs de vitesse de type électromécanique pour turbines hydrauliques et à vapeur;</p> <p>Scies multiples type à châssis;</p> <p>Pièces de ce qui précède:</p> <p>Tous les articles mentionnés ci-dessus comprennent, sous réserve du numéro tarifaire 42700-3, leurs accessoires, équipement de commande, y compris les jacquards et outils d'utilisation connexe; les pièces de ce qui précède</p>	En fr.	En fr.	35 p.c.	En fr.	En fr. 2.5 p.c.	En fr. 12.1 p.c.	35 p.c. 35 p.c.	En fr. 2.5 p.c.

Notice of Ways and Means Motion to apply the customs and excise jurisdiction of Canada to the continental shelf of Canada and to amend certain Acts in relation thereto or in consequence thereof

Avis de motion de voies et moyens concernant l'application de la compétence du Canada en matière de douanes et d'accise à son plateau continental et la modification de certaines lois en conséquence ou de façon corrélative

THE MINISTER OF STATE (FINANCE)

LE MINISTRE D'ÉTAT (FINANCES)

Notice of Ways and Means Motion to apply the customs and excise jurisdiction of Canada to the continental shelf of Canada and to amend certain Acts in relation thereto or in consequence thereof

Avis de motion de voies et moyens concernant l'application de la compétence du Canada en matière de douanes et d'accise à son plateau continental et la modification de certaines lois en conséquence ou de façon corrélative

That it is expedient to introduce a measure to apply the customs and excise jurisdiction of Canada to the continental shelf of Canada and to amend certain Acts in relation thereto or in consequence thereof, reading as follows:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi concernant l'application de la compétence du Canada en matière de douanes et d'accise à son plateau continental et la modification de certaines lois en conséquence ou de façon 5 corrélative, de la teneur suivante :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Customs and Excise Offshore Application Act*.

1. *Loi sur la compétence extracôtière du Canada pour les douanes et l'accise.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

"British ship"
«navire
britannique»

2. (1) In this Act,
"British ship" has the same meaning as in the *Canada Shipping Act*;

"Canadian lessee"
«locataire
canadien»

"Canadian lessee" means a lessee that is an individual, a corporation or a group referred to in the definition "Canadian-owned" and that carries on business in Canada;

"Canadian-owned"
«appartenance
canadienne»

"Canadian-owned" means wholly owned by any of the following individuals, corporations or groups carrying on business in Canada:

(a) an individual who is a resident of 20 Canada within the meaning of section 250 of the *Income Tax Act*,

(b) a corporation incorporated in Canada under federal or provincial law, or 25

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

10 «appartenance canadienne» Est d'appartenance canadienne ce qui appartient entièrement aux personnes physiques, sociétés ou groupes suivants, exerçant leur activité au Canada :

15 a) personnes physiques résidant au Canada au sens de l'article 250 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) sociétés constituées au Canada sous un régime provincial ou fédéral;

20 c) groupes formés de personnes physiques ou de sociétés, ou des deux et dont un membre au moins fait partie d'une des catégories mentionnées aux alinéas a) ou b).

Définitions

10

«appartenance
canadienne»
"canadian-
owned"

15

20

25

	(c) a group comprised of individuals or corporations or both at least one of the members of which is a person referred to in paragraph (a) or (b);	«bail» S'entend en outre d'un affrètement.	«bail» "lease"
"Canadian ship" "navire canadien"	"Canadian ship" has the same meaning as in the <i>Canada Shipping Act</i> ;	«biens désignés»	«biens désignés» "designated ..."
"continental shelf of Canada"	"continental shelf of Canada" means the seabed and subsoil of those submarine areas that extend beyond the territorial sea of Canada throughout the natural prolongation of the land territory of Canada to the outer edge of the continental margin or to a distance of two hundred nautical miles from the inner limits of the territorial sea of Canada, whichever is the greater, or that extend to such other limits as are prescribed pursuant to subsection (3);	a) Îles artificielles, navires, vaisseaux, installations, structures ou appareils, comprenant les installations de forage, les navires de forage, les plate-formes de production, les vaisseaux de stockage, les réservoirs, les docks, les caissons et les pipelines fixés au plateau continental du Canada ou reposant sur celui-ci, de façon temporaire ou permanente, en vue de la prospection, de la mise en valeur, de la production ou du transport des ressources minérales ou de toute autre ressource naturelle non biologique;	5
"designated goods" «biens désignés»	"designated goods" means (a) artificial islands, ships, vessels, installations, structures or apparatus, including drilling rigs, drilling ships, production platforms, storage vessels, storage tanks, docks, caissons and pipelines, permanently or temporarily attached to or resting on the continental shelf of Canada for the exploration, development, production or transportation of the mineral or other non-living natural resources thereof, (b) ships, vessels, equipment, apparatus, structures or conveyances used for the construction, erection or servicing of any artificial island, ship, vessel, installation, structure or apparatus referred to in paragraph (a) or for the transportation of goods between any such thing and a point in Canada or between any such things, and (c) goods for use or consumption on any artificial island, ship, vessel, installation, structure, apparatus, equipment or conveyance referred to in paragraph (a) or (b);	b) navires, vaisseaux, outillage, appareils, structures ou moyens de transport utilisés pour la construction, la mise en place ou l'entretien des biens désignés mentionnés à l'alinéa a), ou pour le transport de biens soit entre ces biens désignés, soit entre eux et un point au Canada; c) biens d'usage ou de consommation destinés aux îles artificielles, navires, vaisseaux, installations, structures, appareils, moyens de transport ou à l'outillage mentionnés aux alinéas a) ou b).	10 15 20
		«eaux intérieures» Eaux intérieures du Canada au sens de la <i>Loi sur les douanes</i> .	25 30 «eaux intérieures du Canada» "internal ..."
		«entrepôt» S'entend au sens de la <i>Loi sur les douanes</i> .	«entrepôt» "warehouse"
		«législation douanière fédérale» Sont compris dans cette législation, les lois du Parlement, les règlements au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> et les règles de droit applicables relatives à ces lois ou règlements concernant les douanes et l'accise ou les droits d'importation spéciaux.	35 40 «législation douanière fédérale» "federal ..."
		«locataire canadien» Locataire qui fait partie d'une des catégories mentionnées à la définition d'«appartenance canadienne» et qui exerce son activité au Canada.	40 «locataire canadien» "Canadian lessee"
"federal customs laws" «législation douanière fédérale»	"federal customs laws" includes (a) Acts of Parliament, (b) regulations within the meaning of the <i>Statutory Instruments Act</i> , and	45 «mer territoriale» La mer territoriale du Canada déterminée en conformité avec la <i>Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche</i> .	45 «mer territoriale» "territorial ..."

(c) rules of law applicable in connection with those Acts or regulations, that relate to customs and excise or special import duties;

"internal waters of Canada"
«eaux intérieures du Canada»

"internal waters of Canada" has the same meaning as in the *Customs Act*;

"lease"
«bail»

"lease" includes charter;

"renewal"
«reconductions»

"renewal", in respect of a lease, includes the extension of the lease and the exercise of any option to continue the lease;

"territorial sea of Canada"
«mer territoriale»

"territorial sea of Canada" means the territorial sea of Canada as determined in accordance with the *Territorial Sea and Fishing Zones Act*;

"warehouse"
«entrepôt»

"warehouse" has the same meaning as in the *Customs Act*.

«navire britannique» S'entend au sens de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

«navire britannique»
"British ..."

«navire canadien» S'entend au sens de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

«navire canadien»
"Canadian ship"

«plateau continental» Le fond de la mer et le sous-sol des zones sous-marines qui s'étendent au-delà de la mer territoriale et sur tout le prolongement naturel du territoire terrestre du Canada, soit jusqu'au rebord externe de la marge continentale, soit jusqu'à deux cents milles marins des limites intérieures de la mer territoriale là où ce rebord se trouve à une distance inférieure, soit jusqu'aux limites fixées en application du paragraphe (3).

5 «plateau continental»
"continental ..."

«reconduction» Dans le cas d'un bail, sont assimilés à une reconduction, l'extension du bail et l'exercice de toute option pour le prolonger.

15 «reconduction»
"renewal"

«société» Société commerciale canadienne au sens de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*.

20 «société»
French version only

Presumption

(2) Designated goods shall be deemed to be Canadian-owned if they are held under a lease by any individual, corporation or group referred to in the definition "Canadian-owned" in subsection (1) that wholly owned the goods immediately before the lessor owned them.

(2) Sont réputés d'appartenance canadienne, les biens désignés détenus en vertu d'un bail par des personnes physiques, des sociétés ou des groupes mentionnés à la définition d'«appartenance canadienne» au paragraphe (1), qui en étaient propriétaires immédiatement avant leur cession au bailleur.

Présomption

Regulations

(3) The Governor in Council may make regulations prescribing seaward limits of the continental shelf of Canada or any portion thereof for the purpose of the definition "continental shelf of Canada" in subsection (1).

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les limites externes de tout ou partie du plateau continental du Canada pour l'application de la définition de «plateau continental» au paragraphe (1).

Règlements

CUSTOMS JURISDICTION

COMPÉTENCE DOUANIÈRE

Application of federal customs laws to designated goods

3. (1) Subject to sections 5 to 8, federal customs laws apply in respect of goods on their arrival at the continental shelf of Canada for use as designated goods as if those goods were for use or consumption in Canada, and for those purposes references in federal customs laws to importation of goods into Canada shall be deemed to include

3. (1) Sous réserve des articles 5 à 8, la législation douanière fédérale s'applique aux biens arrivant au plateau continental et destinés à servir de biens désignés comme s'il s'agissait de biens destinés à être utilisés ou consommés au Canada. A cette fin, les dispositions de cette législation applicables aux importations à destination du Canada sont

Application de la législation douanière fédérale aux biens désignés

bringing goods to the continental shelf of Canada for use as designated goods.

réputées s'appliquer à l'introduction de biens dans les limites du plateau continental en vue de leur utilisation comme biens désignés.

location of
ods for use as
signed
ods

(2) Goods in respect of which all duties and taxes are paid under federal customs laws and that are moved directly from one place to another within the limits of the continental shelf of Canada or from Canada to the continental shelf of Canada, for use as designated goods, shall be treated under federal customs laws as if they are moved from one place to another in Canada.

(2) Les biens libérés des droits et taxes de la législation douanière fédérale et déplacés directement, soit dans les limites du plateau continental, soit d'un point du Canada à un autre de ce plateau, en vue de leur utilisation comme biens désignés, sont assujettis à cette législation comme si leur déplacement s'était effectué à l'intérieur du Canada.

Mouvement de
biens devant
servir de biens
désignés

location of
signed
ods

(3) Designated goods in respect of which all duties and taxes are paid under federal customs laws and that are moved directly from the continental shelf of Canada to Canada shall be treated under federal customs laws as if they are moved from one place to another in Canada.

(3) Les biens désignés libérés des droits et taxes de la législation fédérale douanière qui sont déplacés directement du plateau continental au Canada, sont assujettis à cette législation douanière fédérale comme si leur déplacement s'était effectué à l'intérieur du Canada.

Mouvement de
biens désignés

INFORMATION AND DOCUMENTATION

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS

information
and documenta-
on

4. (1) The Deputy Minister of National Revenue may require from any person, within such reasonable time as the Deputy Minister stipulates, the production of any book, record, writing or other document or any information that he deems necessary for ascertaining whether any of sections 5 to 10 apply in any particular case within such reasonable time as he stipulates.

4. (1) Le sous-ministre du Revenu national peut demander à quiconque de lui communiquer, dans un délai raisonnable qu'il fixe, les livres, registres, écrits ou autres documents ainsi que les renseignements nécessaires pour lui permettre de s'assurer de l'applicabilité des articles 5 à 10 à un cas particulier.

Règle générale

ffence

(2) Every person who fails to comply with a requirement of the Deputy Minister of National Revenue under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) Quiconque omet de se conformer à l'exigence du sous-ministre du Revenu national prévue au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et est passible d'une poursuite par procédure sommaire.

Infraction

ACQUIRED RIGHTS

DROITS ACQUIS

Goods For Use on Site

Biens rendus sur place

goods for use
n site

5. (1) Subject to subsections (2) and (3) and section 8, section 3 does not apply in respect of goods for use as designated goods that, on the coming into force of this Act,

5. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3) et de l'article 8, l'article 3 ne s'applique pas à des biens destinés à être utilisés comme biens désignés et qui sont effectivement utilisés ou consommés dans les limites du plateau continental, si ces biens, à l'entrée en vigueur de la présente loi :

Règle générale

(a) are within the limits of the continental shelf of Canada,

(b) are ships stores or are in warehouse or storage in Canada, or

(c) are in Canada after being temporarily entered for consumption,

a) se trouvent dans les limites du plateau continental;

40

when the goods are used or consumed within the limits of the continental shelf of Canada.

b) sont des provisions de bord ou se trouvent en entreposage ou en stockage au Canada;

c) se trouvent au Canada après déclaration temporaire pour consommation.

5

Leased goods

(2) Subject to section 8, section 3 does not apply in respect of goods for use as designated goods that are under lease pursuant to a written contract, that are not Canadian-owned on the coming into force of this Act and that, on such coming into force,

(a) are within the limits of the continental shelf of Canada,

(b) are ships stores or are in warehouse or storage in Canada, or

(c) are in Canada after being temporarily entered for consumption,

throughout the term of the lease to the first Canadian lessee or any renewal thereof or, where the lease has no fixed term, for a period of twelve months after the coming into force of this Act, if the lease or any renewal thereof was entered into prior to January 6, 1983 and the goods are used or consumed within the limits of the continental shelf of Canada.

(2) Sous réserve de l'article 8, l'article 3 ne s'applique pas aux biens destinés à être utilisés comme biens désignés qui sont loués en vertu d'un contrat écrit, qui ne sont pas d'appartenance canadienne à l'entrée en vigueur de la présente loi et qui sont effectivement utilisés ou consommés dans les limites du plateau continental, si ces biens, lors de cette entrée en vigueur :

Biens loués

a) se trouvent dans les limites du plateau continental;

b) sont des provisions de bord ou se trouvent en entreposage ou en stockage au Canada;

c) se trouvent au Canada après déclaration temporaire pour consommation.

La non-application est alors effective pendant la durée du bail du premier locataire canadien ou toute période de reconduction du bail, ou encore, dans le cas d'un bail sans durée déterminée, pendant l'année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, à condition que la conclusion du bail ou la conclusion de sa reconduction soit antérieure au 6 janvier 1983.

Idem

(3) Subject to section 8, section 3 does not apply in respect of goods for use as designated goods that are under lease pursuant to a written contract, that are not Canadian-owned on the coming into force of this Act and that, on such coming into force,

(a) are within the limits of the continental shelf of Canada,

(b) are ships stores or are in warehouse or storage in Canada, or

(c) are in Canada after being temporarily entered for consumption,

throughout the term of the lease to the first Canadian lessee or any renewal thereof or throughout the period commencing on the coming into force of this Act and ending on July 6, 1984, whichever period is the shorter, if the lease or any renewal thereof was

(3) Sous réserve de l'article 8, l'article 3 ne s'applique pas aux biens destinés à être utilisés comme biens désignés qui sont loués en vertu d'un contrat écrit, qui ne sont pas d'appartenance canadienne à l'entrée en vigueur de la présente loi et qui sont effectivement utilisés ou consommés dans les limites du plateau continental, si ces biens, lors de cette entrée en vigueur :

a) se trouvent dans les limites du plateau continental;

b) sont des provisions de bord ou se trouvent en entreposage ou en stockage au Canada;

c) se trouvent au Canada après déclaration temporaire pour consommation.

La non-application est alors effective pendant la durée du bail du premier locataire

Idem

entered into on or after January 6, 1983 but prior to the coming into force of this Act and the goods are used or consumed within the limits of the continental shelf of Canada.

canadien ou toute période de reconduction du bail, ou encore depuis l'entrée en vigueur de la présente loi jusqu'au 6 juillet 1984, selon la plus courte de ces périodes, à condition que la conclusion du bail ou la conclusion de sa reconduction se soit effectuée au plus tôt le 6 janvier 1983, mais avant cette entrée en vigueur.

Where exemption period expires

(4) On the expiration of the exemption period provided by subsection (2) or (3), section 3 applies in respect of the goods referred to in that subsection as if those goods were arriving at the continental shelf of Canada for use as designated goods.

(4) À la fin de la période d'exemption prévue aux paragraphes (2) ou (3), l'article 3 s'applique aux biens qui y sont visés comme si ces biens arrivaient au plateau continental en vue de leur utilisation comme biens désignés.

Fin de la période d'exemption

Goods Under Prior Order

Goods under prior order

6. (1) Subject to subsections (2) to (4) and section 8, section 3 does not apply in respect of goods for use as designated goods that are brought to the continental shelf of Canada after the coming into force of this Act pursuant to a written contract entered into prior to January 6, 1983, when the goods are used or consumed within the limits of the continental shelf of Canada.

Biens commandés

6. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4) et de l'article 8, l'article 3 ne s'applique pas aux biens destinés à être utilisés comme biens désignés et qui sont introduits dans les limites du plateau continental après l'entrée en vigueur de la présente loi conformément à un contrat écrit conclu avant le 6 janvier 1983, si ces biens sont effectivement utilisés ou consommés dans ces limites.

Leased goods

(2) Subject to section 8, section 3 does not apply in respect of goods for use as designated goods that

(2) Sous réserve de l'article 8, l'article 3 ne s'applique pas aux biens destinés à être utilisés comme biens désignés et qui sont effectivement utilisés ou consommés dans les limites du plateau continental, si ces biens, à la

Biens loués

(a) are under lease pursuant to a written contract entered into prior to January 6, 1983,

(b) are not Canadian-owned, and

(c) are brought to the continental shelf of Canada after the coming into force of this Act,

25 fois :

a) sont loués en vertu d'un contrat écrit conclu avant le 6 janvier 1983;

b) ne sont pas d'appartenance canadienne;

c) sont introduits dans les limites du plateau continental après l'entrée en vigueur de la présente loi.

35

throughout the term of the lease to the first Canadian lessee or any renewal thereof, excluding renewals entered into on or after January 6, 1983, or, where the lease has no fixed term, for a period of twelve months after the day the goods are brought to the continental shelf of Canada, if the goods are used or consumed within the limits of the continental shelf of Canada.

La non-application est alors effective pendant la durée du bail du premier locataire canadien ou toute période de reconduction du bail, à l'exclusion des reconductions conclues au plus tôt le 6 janvier 1983, ou encore, dans le cas d'un bail sans durée déterminée, pendant les douze mois suivant l'introduction des biens dans les limites du plateau continental.

Application of section

(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of goods for use as designated goods that are brought to the continental shelf of

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent aux biens destinés à être utilisés comme biens désignés et qui sont introduits

45 Application de l'article

Canada, or that are under lease, pursuant to a written contract entered into prior to January 6, 1983 unless the goods are brought to the continental shelf of Canada within twelve months after the date that the persons acquiring the goods pursuant to the contract take possession of the goods.

Idem

(4) Subsection (1) applies to any successor in title to any goods for use as designated goods that are referred to in that subsection when the goods are used or consumed within the limits of the continental shelf of Canada.

Where exemption period expires

(5) On the expiration of the exemption period provided by subsection (2), section 3 applies in respect of the goods referred to in that subsection as if those goods were arriving at the continental shelf of Canada for use as designated goods.

sur le plateau continental ou loués en vertu d'un contrat écrit conclu avant le 6 janvier 1983, que si ces biens sont introduits dans les limites de ce plateau dans les douze mois suivant la date de leur prise de possession par les personnes qui les ont acquis selon ce contrat.

Idem

(4) Le paragraphe (1) s'applique à tout successeur aux biens destinés à être utilisés comme biens désignés et qui sont utilisés ou consommés dans les limites du plateau continental.

(5) À la fin de la période d'exemption prévue au paragraphe (2), l'article 3 s'applique aux biens qui y sont visés comme si ces biens arrivaient au plateau continental en vue de leur utilisation comme biens désignés.

Fin de la période d'exemption

Special Rules

Five year successive operation

7. Where, after the coming into force of this Act, goods referred to in section 5 or 6, other than goods under lease that are not Canadian-owned, are used exclusively for a period of five successive years after the coming into force of this Act

(a) within the limits of the continental shelf of Canada,

(b) in the territorial sea of Canada, or

(c) in the internal waters of Canada,

those goods shall, after that five year period, be deemed to be duty and tax paid goods under federal customs laws.

Goods removed and returned

8. Where goods referred to in section 5 or 6 are removed from Canada or the continental shelf of Canada to a place outside Canada and the continental shelf of Canada, section 3 applies in respect of the goods if

(a) they are returned to the continental shelf of Canada having been advanced in value or having been improved in condition by any means or combined with any other goods outside Canada and the continental shelf of Canada; or

(b) they are returned to the continental shelf of Canada after five years following the day of their removal.

45

Règles spéciales

7. Sont réputés libérés des droits et taxes de la législation douanière fédérale, les biens auxquels s'appliquent les articles 5 ou 6, à l'exclusion des biens loués qui ne sont pas d'appartenance canadienne, s'ils ont été utilisés exclusivement pendant cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi :

a) soit dans les limites du plateau continental;

b) soit dans la mer territoriale;

c) soit dans les eaux intérieures.

Libération des droits de douane

8. L'article 3 s'applique aux biens visés aux articles 5 ou 6 qui sont enlevés des limites du Canada ou du plateau continental pour destination hors du Canada et du plateau continental, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) ils sont retournés dans les limites du plateau continental après avoir acquis, hors des limites du Canada ou du plateau continental, un accroissement de leur valeur ou une amélioration de leur état, par tout moyen ou en combinaison avec d'autres biens;

b) ils sont retournés dans les limites du plateau continental après cinq ans suivant leur enlèvement.

45

Biens entrés et retournés

Ships

Canadian ships
in coasting
trade

9. (1) Canadian ships, the product of a country entitled to the benefits of the British Preferential Tariff or the product of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, the Republic of Ireland or Hong Kong, that, on the coming into force of this Act, are engaged in the coasting trade of Canada pursuant to Part XV of the *Canada Shipping Act* shall be deemed to be duty and tax paid ships under federal customs laws.

British ships in
coasting trade

(2) British ships, other than Canadian ships, the product of a country entitled to the benefits of the British Preferential Tariff or the product of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, the Republic of Ireland or Hong Kong, that, on the coming into force of this Act, are under lease and are engaged in the coasting trade of Canada pursuant to Part XV of the *Canada Shipping Act* shall be deemed to be duty and tax paid ships under federal customs laws

(a) throughout the term of the lease to the first Canadian lessee or any renewal thereof if the lease or renewal was entered into prior to January 6, 1983; or

(b) throughout the term of the lease to the first Canadian lessee or any renewal thereof or throughout the period commencing on the coming into force of this Act and ending on July 6, 1984, whichever period is the shorter, if the lease or renewal was entered into on or after January 6, 1983 but prior to the coming into force of this Act.

Canadian ships
under prior
order

10. (1) Canadian ships, the product of a country entitled to the benefits of the British Preferential Tariff or the product of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, the Republic of Ireland or Hong Kong, ordered pursuant to a written contract entered into prior to January 6, 1983 for the purpose of engaging in the coasting trade of Canada pursuant to Part XV of the *Canada*

Navires

Cabotage :
navires
canadiens

9. (1) Les navires canadiens, fabriqués dans un pays bénéficiant du Tarif de préférence britannique ou au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans les îles anglo-normandes, à l'île de Man, en République d'Irlande ou à Hong Kong, qui à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont affectés au cabotage dans les conditions prévues à la partie XV de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, sont réputés libérés des droits et taxes de la législation douanière fédérale.

(2) Les navires britanniques, à l'exclusion des navires canadiens, fabriqués dans un pays bénéficiant du Tarif de préférence britannique ou au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans les îles anglo-normandes, à l'île de Man, en République d'Irlande ou à Hong Kong, qui, à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont loués et affectés au cabotage dans les conditions prévues à la partie XV de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, sont réputés libérés des droits et taxes de la législation douanière fédérale

Cabotage :
navires
britanniques

a) pendant la durée du bail du premier locataire canadien ou toute période de reconduction du bail si la conclusion du bail ou la conclusion de sa reconduction est antérieure au 6 janvier 1983;

b) pendant la durée du bail du premier locataire canadien ou toute période de reconduction du bail, ou encore depuis l'entrée en vigueur de la présente loi jusqu'au 6 juillet 1984, selon la plus courte de ces périodes, si la conclusion du bail ou la conclusion de sa reconduction est effectuée au plus tôt le 6 janvier 1983 mais avant cette entrée en vigueur.

10. (1) Les navires canadiens, fabriqués dans un pays bénéficiant du Tarif de préférence britannique ou au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans les îles anglo-normandes, à l'île de Man, en République d'Irlande ou à Hong Kong, commandés suivant un contrat écrit conclu avant le 6 janvier 1983 en vue de leur affectation au cabotage dans les conditions prévues à la partie XV de la *Loi sur la marine mar-*

Navires
canadiens
commandés

Shipping Act, shall be deemed to be duty and tax paid ships under federal customs laws.

British ships
under prior
lease

(2) British ships, other than Canadian ships, the product of a country entitled to the benefits of the British Preferential Tariff or the product of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, the Republic of Ireland or Hong Kong, under lease pursuant to a written contract entered into prior to January 6, 1983 for the purpose of engaging in the coasting trade of Canada pursuant to Part XV of the *Canada Shipping Act*, shall be deemed to be duty and tax paid ships under federal customs laws throughout the term of the lease to the first Canadian lessee or any renewal thereof, excluding renewals entered into on or after January 6, 1983.

chande du Canada, sont réputés libérés des droits et taxes de la législation douanière fédérale.

Navires
britanniques
commandés

(2) Les navires britanniques, à l'exclusion des navires canadiens, fabriqués dans un pays bénéficiant du Tarif de préférence britannique ou au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans les îles anglo-normandes, à l'île de Man, en République d'Irlande ou à Hong Kong, loués en vertu d'un contrat écrit conclu avant le 6 janvier 1983 en vue de leur affectation ou cabotage dans les conditions prévues à la partie XV de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, sont réputés libérés des droits et taxes de la législation douanière fédérales pendant la durée du bail du premier locataire canadien ou toute période de reconduction du bail, à l'exclusion des reconductions conclues au plus tôt le 6 janvier 1983.

Application

(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of a ship ordered or under lease pursuant to a written contract entered into prior to January 6, 1983 unless the ship is entered for consumption in Canada within twelve months after the date that the persons acquiring the ship pursuant to the contract take possession of the ship.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent aux navires commandés ou loués suivant un contrat écrit conclu avant le 6 janvier 1983 que s'ils sont déclarés pour consommation au Canada dans l'année suivant la date de leur prise de possession par les personnes qui les ont acquis selon ce contrat.

Application des
paragraphes (1)
et (2)

CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS

R.S., c. S-9

Canada Shipping Act

11. Section 662 of the *Canada Shipping Act* is repealed and the following substituted therefor:

"662. The Minister of National Revenue shall, on application therefor, issue a licence to engage in the coasting trade of Canada to any foreign-built British ship referred to in subsection 661(1), but no such ship shall engage in the coasting trade of Canada unless the duties applicable under the *Customs Tariff* have been paid."

Duty to be paid

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES

Loi sur la marine marchande du Canada

S.R., c. S-9

11. L'article 662 de la *Loi sur la marine marchande du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"662. Le ministre du Revenu national doit, sur demande à cet effet, délivrer un permis de cabotage à tout navire britannique de construction étrangère mentionné au paragraphe 661(1), mais ce navire ne peut faire de cabotage qu'après acquittement des droits imposés en vertu du *Tarif des douanes*."

Paiement d'un
droit

R.S., c. C-40

Customs Act

12. Section 58 of the *Customs Act* is repealed.

Loi sur les douanes

S.R., c. C-40

12. L'article 58 de la *Loi sur les douanes* est abrogé.

EXPLANATORY NOTES

Clause 11: Consequential on clause 14 and the schedule. Section 662 of the *Canada Shipping Act* at present reads as follows:

“662. The Minister of National Revenue shall issue a licence to any such foreign-built British ship *upon* application therefor *and upon the payment of a duty of twenty-five per cent ad valorem on the fair market value of its hull, machinery, furniture and appurtenances.*”

Clause 12: Consequential on clause 14 and the schedule. Section 58 of the *Customs Act* is redundant in light of the

NOTES EXPLICATIVES

Article 11. — Découle de l'article 14 ainsi que de l'annexe.

Texte actuel de l'article 662 de la *Loi sur la marine marchande du Canada* :

«662. Le ministre du Revenu national doit délivrer un permis à *un tel* navire britannique de construction étrangère, sur demande à cet effet et sur paiement d'un droit ad valorem de vingt-cinq pour cent de la juste valeur marchande de la coque, des machines, des accessoires et de l'armement.»

Article 12. — Découle de l'article 14 et de l'annexe. L'article 58 de la *Loi sur les douanes* est redondant étant

R.S., c. C-41

Customs Tariff

Tarif des douanes

S.R., c. C-41

13. (1) Section 2 of the French version of the *Customs Tariff* is amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

Sens de
"machinery"

"(4) Dans la version anglaise de la présente loi, "machinery" s'entend au sens de "machines"."

(2) Section 2 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4) thereof, the following subsection:

"Machinery"
and
"apparatus"

"(4.1) The words "machinery" and "apparatus", wherever they appear in this Act, shall not be read or construed as applying to any of the goods described in tariff items 44000-1 to 44009-1 in Schedule A."

1980-81-82-83,
c. 67, s. 1(2)

(3) Subsection 2(4) of the French version of the said Act, as enacted by subsection 1(2) of chapter 67 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, is renumbered as subsection (5).

14. Schedule A to the said Act is amended by striking out tariff items 43935-1 to 44028-1 inclusive and the enumerations of 25 goods and the rates of duty set opposite each of those items and by inserting in Schedule A to the said Act the items, enumerations of goods and rates of duty specified in the schedule to this Act.

COMING INTO FORCE

15. This Act shall be deemed to have come into force on June 30, 1983, and to have applied in respect of all goods mentioned therein, whether imported or taken out of warehouse for consumption on or after 35 that day, whether within the limits of the continental shelf of Canada on that day or whether brought to the continental shelf of Canada on or after that day, and to have applied in respect of goods previously imported for which no entry for consumption was made before that day.

Coming into
force

13. (1) L'article 2 de la version française du *Tarif des douanes* est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

"(4) Dans la version anglaise de la présente loi, "machinery" s'entend au sens de "machines"."

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

"(4.1) Les mots «machines» et «appareils», dans cette loi, ne visent pas les marchandises figurant aux numéros tarifaires 44000-1 à 44009-1 de la liste A."

Sens de
"machinery"«Machines» et
«appareils»1980-81-82-83,
c. 67, par. 1(2)

(3) Le paragraphe 2(4) de la version française de la même loi, tel qu'édicte par le 15 paragraphe 1(2) du chapitre 67 des Statuts du Canada, 1980-81-82-83, devient le paragraphe 2(5).

14. La liste A de la même loi est modifiée par la suppression des numéros tarifaires 20 43935-1 à 44028-1 inclusivement, ainsi que des énumérations de marchandises et de taux de droits correspondants, et par l'adjonction des numéros tarifaires, des énumérations de marchandises et de taux figurant à l'annexe 25 30 de la présente loi.

ENTRÉE EN VIGUEUR

15. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 30 juin 1983 et s'être appliquée à tous les biens qui y sont mentionnés, qu'ils soient importés ou enlevés de l'entrepôt pour 30 consommation à cette date ou ultérieurement, qu'ils se trouvent dans les limites du plateau continental à cette date ou qu'ils y aient été introduits, à cette date ou ultérieurement; elle est en outre réputée s'être appli- 35 quée aux biens importés antérieurement qui n'étaient pas déclarés pour consommation avant cette date.

Entrée en
vigueur

elimination of the tariff preference for British ships for the coasting trade.

Section 58 reads as follows:

“58. (1) The equipments or any part thereof, including boats purchased or supplied in a foreign country for, or the expenses of repairs made in a foreign country upon, a vessel intended to be employed, or which is thereafter employed, in the coasting trade of Canada, are, on the arrival of the vessel in any port of Canada, if arriving within one year after the repairs have been made or the equipments have been purchased or supplied, liable to entry and the payment of duty on the cost thereof in the foreign country

(a) on the expenses of repairs, twenty-five per cent *ad valorem*; and

(b) on equipments, including boats, the same rate of duty as if the articles were imported into Canada in the ordinary course.

(2) If the owner or master of the vessel wilfully and knowingly neglects or fails to report, make entry and pay duties as required by this section, the vessel, with her tackle, apparel and furniture, shall be seized and forfeited.

(3) If, however, the owner or master of the vessel furnishes satisfactory evidence that the vessel, while in the regular course of her voyage, was compelled by stress of weather or casualty to put into a foreign port to make the said repairs, in order to secure the safety of the vessel or to enable her to reach her port of destination, or that it would be impracticable to make the repairs in Canada for the want of a dock of sufficient capacity to receive the vessel, the Minister may authorize the refund of the duties on the repairs, and the vessel is not liable to forfeiture under subsection (2).”

Clause 13: (1) This amendment would add a provision lacking in the French version.

(2) This amendment would ensure that ships and floating structures are classified under the items in the *Customs Tariff* that specify those products and not under the items that provide for “machinery” and “apparatus” for various uses.

(3) Consequential on the amendment proposed by subclause (1).

Clause 14: This clause would amend the items in the *Customs Tariff* covering ships and floating structures, as set out in the schedule.

donné l'élimination du tarif préférentiel pour les navires britanniques effectuant du cabotage.

Texte actuel de l'article 58 :

«58. (1) Les équipements ou parties d'équipement, y compris les embarcations achetées ou fournies dans un pays étranger, destinées à un navire qui doit être ou qui est subséquemment employé pour le cabotage au Canada, ou les frais des réparations faites à pareil navire dans un pays étranger, sont, lors de l'arrivée de ce navire dans un port du Canada, si elle a lieu dans le cours de l'année dans laquelle ces réparations ont été faites ou ces équipements ont été achetés ou fournis, assujettis à la déclaration et au paiement des droits sur leur prix dans ce pays étranger, aux taux suivants :

a) sur les frais de réparations, vingt-cinq pour cent *ad valorem*; et

b) sur les équipements, y compris les embarcations, le même taux de droits que si les articles avaient été importés au Canada de la manière ordinaire.

(2) Si le propriétaire ou le capitaine de ce navire néglige ou omet volontairement et sciemment de faire sa déclaration et d'acquitter les droits prescrits par le présent article, ce navire, avec ses gréments, apparaux et ameublements, est saisi et confisqué.

(3) Si, toutefois, le propriétaire ou le capitaine du navire donne une preuve suffisante que ce navire a été forcé, au cours régulier de son voyage, par suite de mauvais temps ou d'avaries, de se réfugier dans un port étranger pour y subir les réparations nécessaires à la sécurité du navire et pour lui permettre d'atteindre son port de destination, ou qu'il serait impossible de faire faire ces réparations au Canada faute de bassin de radoub de dimension suffisante pour recevoir le navire, alors le Ministre peut autoriser le remboursement des droits sur ces réparations, et le navire n'est plus passible de confiscation aux termes du paragraphe (2).»

Article 13, (1). — Cette modification ajoute une disposition manquante actuellement dans le texte français.

(2). — Cette modification assure que les navires et les structures flottantes sont bien visées par les numéros tarifaires du *Tarif des douanes* qui les mentionnent et non par les mots «machines» et «appareils».

(3). — Découle de la modification proposée au paragraphe (1).

Article 14. — Modification des numéros tarifaires dans le *Tarif des douanes* concernant les navires et les structures flottantes, telle qu'établie dans l'annexe.

SCHEDULE

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
	<i>Ships, vessels, dredges, scows, yachts, boats and other water borne craft and floating, submersible or semi-submersible structures such as docks, caissons, pontoons, coffer-dams, production platforms, drilling ships, drilling barges, drilling rigs, jack-up drilling platforms and other drilling platforms; combinations of all of the foregoing; all of the foregoing whether or not self-propelled, assembled or complete:</i>				
44000-1	Other than the following	25 p.c.	25 p.c.	25 p.c.	25 p.c.
44001-1	<i>Drilling ships, drilling barges, drilling rigs, jack-up drilling platforms and other drilling platforms; combinations thereof</i>	20 p.c.	20 p.c.	20 p.c.	20 p.c.
44002-1	Ships and other vessels, for use in the commercial fishing industry, exceeding 30.5 metres registered length	Free	Free	25 p.c.	Free
44003-1	Boats, open, including sail boats, skiffs and canoes; yachts and pleasure boats, not exceeding 9.2 metres in length overall	15 p.c.	16.3 p.c.	25 p.c.	10.5 p.c.
	on and after January 1, 1984	15 p.c.	15.9 p.c.	25 p.c.	10.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	15 p.c.	15.6 p.c.	25 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1986	15 p.c.	15.3 p.c.	25 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1987	15 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	10 p.c.
44005-1	Yachts and pleasure boats, exceeding 9.2 metres in length overall	15 p.c.	20 p.c.	25 p.c.	13 p.c.
	on and after January 1, 1984	15 p.c.	18.8 p.c.	25 p.c.	12.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	15 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	11.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	15 p.c.	16.3 p.c.	25 p.c.	10.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	15 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	10 p.c.

ANNEXE

Numéros tarifaires		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- férence général
	<i>Navires, vaisseaux, dragues, chalands, yachts, barques et autres embarcations et submersibles ou semi-submersibles, structures flottantes, y compris les docks, caissons, pontons, cofferdams, plate-formes de production, navires de forage, barge de forage, installations de forage, plate-formes de forage autoélevatrices et autres plate-formes de forage; des combinaisons des articles qui précèdent; tous les articles qui précèdent, qu'ils soient ou non automoteurs, assemblés, finis.</i>				
44000-1	Autres que ce qui suit	25 p.c.	25 p.c.	25 p.c.	25 p.c.
44001-1	<i>Navires de forage, barge de forage, installations de forage, plate-formes de forage autoélevatrices et autres plate-formes de forage; des combinaisons des articles qui précèdent</i>	20 p.c.	20 p.c.	20 p.c.	20 p.c.
44002-1	Navires et autres vaisseaux destinés à l'industrie de la pêche commerciale, d'une longueur immatriculée de plus de 30.5 mètres	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
44003-1	Bateaux ouverts, y compris les canots à voiles, les skiffs et les canôes; <i>les yachts et les bateaux de plaisance ne dépassant pas 9.2 mètres de longueur hors tout</i>	15 p.c.	16.3 p.c.	25 p.c.	10.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	15 p.c.	15.9 p.c.	25 p.c.	10.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	15 p.c.	15.6 p.c.	25 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	15 p.c.	15.3 p.c.	25 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	10 p.c.
44005-1	Yachts et bateaux de plaisance, dépassant 9.2 mètres de longueur hors tout	15 p.c.	20 p.c.	25 p.c.	13 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	15 p.c.	18.8 p.c.	25 p.c.	12.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	15 p.c.	17.5 p.c.	25 p.c.	11.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	15 p.c.	16.3 p.c.	25 p.c.	10.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	10 p.c.

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
44006-1	Life boats specially imported by societies to encourage the saving of human life.....	Free	Free	Free	Free
44009-1	Racing shells, when imported by amateur rowing clubs for use exclusively by such clubs.....	Free	Free	25 p.c.	Free
<p><i>The Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, may make regulations reducing or removing any customs duties imposed under this Act on goods imported under tariff items 44000-1 to 44009-1 in such circumstances and under such terms and conditions as are prescribed in the regulations.</i></p>					
44010-1	Life saving apparatus specially imported by societies to encourage the saving of human life	Free	Free	Free	Free
44011-1	Oars for racing shells, when imported by amateur rowing clubs for use exclusively by such clubs	Free	Free	25 p.c.	Free
<p><i>Anchors for the goods enumerated in tariff items 44000-1 to 44009-1 inclusive:</i></p>					
44012-1	Weighing less than 18 kg	12.1 p.c.	12.1 p.c.	25 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1984	11.4 p.c.	11.4 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	10.7 p.c.	10.7 p.c.	25 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1986	9.9 p.c.	9.9 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	9.2 p.c.	9.2 p.c.	25 p.c.	6 p.c.
44013-1	Weighing 18 kg or over	Free	Free	Free	Free
44019-1	Iron or steel masts, or parts thereof; iron or steel angles, beams, knees, plates and sheets; cable chain; all the foregoing for the goods enumerated in tariff items 44000-1 to 44009-1 inclusive, under regulations prescribed by the Minister	Free	Free	Free	Free

Numéros tarifaires		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- férence général
44006-1	Bateaux de sauvetage spécialement importés par les sociétés pour encourager le sauvetage des vies humaines	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
44009-1	Périssaires de course importées par des clubs d'amateurs de canotage et devant servir exclusivement aux membres de ces clubs	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
<i>Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, faire des règlements pour diminuer ou supprimer des droits de douanes imposés en vertu de la présente loi sur des marchandises importées sous les numéros tarifaires 44000-1 à 44009-1 inclusivement dans les circonstances et avec les conditions et modalités telles que prescrites dans les règlements.</i>					
44010-1	Appareils de sauvetage spécialement importés par les sociétés pour encourager le sauvetage des vies humaines	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
44011-1	Rames pour périssaires de course, importées par des clubs d'amateurs de canotage et devant servir exclusivement aux membres de ces clubs	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
<i>Ancres pour les produits indiqués aux numéros tarifaires 44000-1 à 44009-1 inclusivement</i>					
44012-1	Pesant moins de 18 kg	12.1 p.c.	12.1 p.c.	25 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1984	11.4 p.c.	11.4 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	10.7 p.c.	10.7 p.c.	25 p.c.	7 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	9.9 p.c.	9.9 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	9.2 p.c.	9.2 p.c.	25 p.c.	6 p.c.
44013-1	Pesant 18 kg ou plus	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
44019-1	Mâts de fer ou d'acier ou parties de mâts; cornières, poutres, bois genouillé, tôles; chaînes de câbles; tous les articles qui précèdent pour les produits indiqués aux numéros tarifaires 44000-1 à 44009-1 inclusivement, en conformité des règlements prescrits par le ministre	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.

Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
44022-1	Manufactures of iron, brass or other metal, of a class or kind not made in Canada, for use exclusively in the construction or equipment of <i>the goods enumerated in tariff items 44000-1 to 44009-1 inclusive</i> , under regulations prescribed by the Minister	Free	Free	Free	Free
44025-1	Diesel and semi-diesel engines, of a class or kind not made in Canada, and complete parts thereof, for use exclusively in the construction or equipment of <i>the goods enumerated in tariff items 44000-1 to 44009-1 inclusive</i>	Free	Free	Free	Free
44028-1	Chronometers and compasses, and parts thereof, including cards therefor, of a class or kind not made in Canada, for aircraft <i>or for the goods enumerated in tariff items 44000-1 to 44009-1 inclusive</i>	Free	Free	Free	Free

Numéros tarifaires		Tarif de préfé- rence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- férence général
4022-1	Ouvrages en fer, en laiton ou autre métal, d'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada, devant servir exclusivement à la construction ou à l'équipement <i>des produits indiqués aux numéros tarifaire 44000-1 à 44009-1 inclusivement</i> , en conformité des règlements prescrits par le ministre	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
4025-1	Moteurs diesel et semi-diesel d'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada et leurs pièces achevées, devant servir exclusivement à la construction ou à l'équipement <i>des produits indiqués aux numéros tarifaires 44000-1 à 44009-1 inclusivement</i>	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
4028-1	Chronomètres et boussoles, et leurs pièces, y compris les cartes pour ces instruments, d'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada, pour aéronefs <i>ou pour les produits indiqués aux numéros tarifaires 44000-1 à 44009-1 inclusivement</i>	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

CAI
FN
- W/5



House of Commons
Chambre des communes
CANADA

NOTICE OF MOTION AVIS DE MOTION

WAYS AND MEANS VOIES ET MOYENS

Wednesday, December 21, 1983

Le mercredi 21 décembre 1983

Notice of Ways and Means Motion
respecting the imposition of anti-dumping
and countervailing duties, amending the
Currency and Exchange Act, the Customs
Tariff and the Export and Import Permits
Act and repealing the Anti-dumping Act

Avis de motion de voies et moyens portant
assujettissement aux droits antidumping et
compensateurs, modifiant la Loi sur la
monnaie et les changes, le Tarif des douanes,
ainsi que la Loi sur les licences d'exportation
et d'importation, et abrogeant la Loi
antidumping

That it is expedient to introduce a measure
respecting the imposition of anti-dumping
and countervailing duties, to amend the Cur-
rency and Exchange Act, the Customs Tariff
and the Export and Import Permits Act and
to repeal the Anti-dumping Act, as follows:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi
portant assujettissement aux droits antidum-
ping et compensateurs, modifiant la Loi sur
la monnaie et les changes, ainsi que la Loi
sur les licences d'exportation et d'importa-
tion, et abrogeant la Loi antidumping, de la
teneur suivante :

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Special
Import Measures Act*.

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi sur les mesures spéciales d'importa-
tion*.

INTERPRETATION

Definitions

"amount of the
subsidy"
«montant...»

2. (1) In this Act,

"amount of the subsidy", in relation to any
subsidized goods, means

(a) the amount of the subsidy on the
goods determined and adjusted in the
prescribed manner, or

(b) where the manner of determining
the amount of the subsidy has not been
prescribed or, in the opinion of the
Deputy Minister, sufficient information
has not been furnished or is not avail-
able to enable the determination of the
amount of the subsidy in the prescribed
manner, the amount of the subsidy on
the goods determined and adjusted in
such manner as the Minister specifies;

"country of
export"
«pays...»

"country of export" means, in the case of
dumped goods, the country from which the
goods were shipped directly to Canada or,
if the goods have not been shipped directly
to Canada, the country from which the
goods would be shipped directly to Canada
under normal conditions of trade and, in
the case of subsidized goods, the country
in which the subsidy originated;

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Définitions

2. (1) Les définitions qui suivent s'appli-
quent à la présente loi.

«Accord» L'Accord sur les subventions et les
droits compensateurs, signé à Genève
(Suisse) le 17 décembre 1979, portant le
titre d'Accord relatif à l'interprétation et à
l'application des articles VI, XVI et XXIII
de l'Accord général sur les tarifs douaniers
et le commerce.

«Accord»
«Subsidies...»

«dédouanement» Autorisation d'enlever des
marchandises d'un bureau de douane, d'un
entrepôt d'attente, d'un entrepôt de stoc-
kage ou d'une boutique hors taxes en vue
de leur consommation au Canada.

«dédouane-
ment»
«release»

«dossier complet» Est complet tout dossier
d'une plainte présentée par écrit, concer-
nant le dumping ou le subventionnement
de marchandises et dans lequel :

«dossier
complet»
«properly...»

a) d'une part :

(i) il est déclaré que les marchandises
qui y sont désignées ont été ou sont
sous-évaluées ou subventionnées et
que leur dumping ou leur subvention-
nement soit cause, a causé ou est sus-
ceptible de causer un préjudice sensi-

"Deputy Minister" «sous-ministre»	"Deputy Minister" means the Deputy Minister of National Revenue for Customs and Excise and includes any person authorized by him to perform his functions and duties under this Act;	5	ble, soit cause ou a causé un retard sensible, (ii) sont énoncés de manière suffisamment détaillée les faits sur lesquels se fondent les allégations visées au sous-alinéa (i), (iii) sont présentées les autres observations que le plaignant estime utiles;	5
"dumped" «sous-évalué»	"dumped", in relation to any goods, means that the normal value of the goods exceeds the export price thereof;		b) d'autre part, sont fournis par le plaignant :	10
"duty" «droits»	"duty" means any duty, including provisional duty, imposed by virtue of this Act;	10	(i) les renseignements dont il dispose pour établir les faits visés au sous-alinéa a)(ii), (ii) les autres renseignements que le sous-ministre peut valablement exiger.	15
"export price" «prix...»	"export price" means export price determined in accordance with sections 24 to 30;		«droits» Les droits, y compris les droits provisoires, imposés en application de la présente loi.	«droits» "duty"
"government" «gouvernement»	"government", in relation to any country other than Canada, means the government of such country and includes (a) any provincial, state, municipal or other local or regional government in such country, (b) any person, agency or institution acting for, on behalf of, or under the authority of, or under the authority of any law passed by, the government of such country or such provincial, state, municipal or other local or regional government, and (c) any association of sovereign states of which such country is a member;	15 20 25	«droits provisoires» Les droits imposés en vertu du paragraphe 8(1).	«droits provisoires» "provisional..."
"importer" «importateurs»	"importer", in relation to any goods, means the person who is in reality the importer of the goods;	30	«dumping» Le fait de vendre des marchandises sous-évaluées.	«dumping» French version only
"like goods" «marchandises similaires»	"like goods", in relation to any other goods, means (a) goods that are identical in all respects to the other goods, or (b) in the absence of any goods described in paragraph (a), goods the uses and other characteristics of which closely resemble those of the other goods;	35 40	«engagement» ou «engagements» L'engagement ou les engagements écrits pris auprès du sous-ministre et portant sur des marchandises objet d'une enquête de dumping ou de subventionnement menée en vertu de la présente loi. L'engagement ou les engagements ont en outre les caractéristiques suivantes :	«engagement» ou «engagements» "undertaking"
"margin of dumping" «marge...»	"margin of dumping", in relation to any goods, means the amount by which the normal value of the goods exceeds the export price thereof;		a) dans le cas de marchandises sous-évaluées, il est pris par l'exportateur responsable ou ils sont pris séparément par les exportateurs responsables de toutes ou de presque toutes les exportations de ces marchandises vers le Canada, l'engagement de l'exportateur ou de chacun d'eux, selon le cas, ayant pour objet :	40
"material injury" «préjudice...»	"material injury" means, in respect of the dumping or subsidizing of any goods, material injury to the production in Canada of like goods, and includes, in respect only	45	(i) soit de réviser conformément aux termes de l'engagement le prix auquel elles sont vendues à des importateurs se trouvant au Canada, (ii) soit d'en cesser le dumping;	45
			b) dans le cas de marchandises subventionnées :	
			(i) ou bien il est pris par l'exportateur responsable ou ils sont pris séparément	

	of the subsidizing of an agricultural product, an increase in the financial burden on a federal or provincial government agricultural support program in Canada;		
"member" «membre»	"member", in relation to the Tribunal, means a regular member, a person appointed as a temporary substitute member under section 65 or a temporary member appointed under section 66;	5	
"Minister" «ministre»	"Minister" means the Minister of National Revenue;	10	
"normal value" «valeur...»	"normal value" means normal value determined in accordance with sections 15 to 23 and 29 and 30;		
"order or finding" «ordonnance ou conclusions»	"order or finding", in relation to the Tribunal, (a) means an order or finding made by the Tribunal pursuant to section 43 or 44 that has not been rescinded pursuant to subsection 91(3), and (b) includes, for the purposes of sections 3 to 6 and 76, an order or finding made by the Tribunal pursuant to subsection 91(3), that has not been rescinded pursuant to section 76, but, where the order or finding has been amended one or more times pursuant to that section, as last so amended;	15 20 25	ment par les exportateurs responsables de toutes ou de presque toutes les exportations de ces marchandises vers le Canada, l'exportateur ou chacun des exportateurs ayant le consentement du gouvernement du pays d'exportation des marchandises pour prendre l'engagement ou les engagements, et s'engageant à réviser, conformément aux termes de l'engagement, le prix auquel elles sont vendues à des importateurs se trouvant au Canada, (ii) ou bien il est pris par le gouvernement du pays responsable ou les gouvernements des pays responsables de toutes ou de presque toutes les exportations de ces marchandises vers le Canada, le pays ou chacun des pays, selon le cas, s'engageant conformément aux termes de l'engagement :
			(A) soit à éliminer la subvention, (B) soit à limiter le montant de la subvention, (C) soit à limiter la quantité exportée vers le Canada, (D) soit à éliminer, par d'autres moyens, les effets qu'a le subventionnement sur la production au Canada de marchandises similaires.
"person" «personne»	"person" includes a partnership and an association;	30	«gouvernement» Le gouvernement d'un pays étranger; lui sont assimilés «gouvernement» "government"
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed", in relation to a form, means prescribed by the Deputy Minister and, in any other case, means prescribed by regulation;		a) les gouvernements ou administrations régionaux ou locaux de ce pays, notamment ceux d'une province, d'un État ou d'une municipalité,
"properly documented" «dossier complet»	"properly documented", in relation to a complaint respecting the dumping or subsidizing of goods, means that (a) the complaint (i) alleges that the goods have been or are being dumped or subsidized, specifies such goods and alleges that such dumping or subsidizing has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation, (ii) states in reasonable detail the facts on which the allegations referred to in subparagraph (i) are based, and	35 40 45	b) les personnes et les institutions habilitées, par eux ou en vertu de leurs lois ou règlements, à agir en leur nom ou à les représenter; c) les associations d'États souverains dont le pays est membre. «importateur» La personne qui est le véritable importateur des marchandises. «marchandises similaires» Selon le cas : a) marchandises identiques aux marchandises en cause; b) à défaut, marchandises dont l'utilisation et les autres caractéristiques sont
			45 «marchandises similaires» "like..."

(iii) makes such other representations as the complainant deems relevant to the complaint, and

(b) the complainant provides

- (i) such information as is available to him to prove the facts referred to in subparagraph (a)(ii), and
(ii) such other information as the Deputy Minister may reasonably require him to provide;

“provisional duty”
«droits provisoires»

“provisional duty” means duty imposed under subsection 8(1);

“regular member”
«membre titulaire»

“regular member” means a member of the Tribunal appointed under section 63;

“release”
«dédouanement»

“release”, in respect of goods, means to authorize the removal of the goods from a customs office, sufferance warehouse, bonded warehouse or duty free shop for use in Canada;

“retardation”
«retard...»

“retardation”, in respect of the dumping or subsidizing of any goods, means material retardation of the establishment of the production in Canada of like goods;

“sale”
«ventes»

“sale” includes leasing and renting, an agreement to sell, lease or rent and an irrevocable tender;

“Secretary”
«Secrétaire»

“Secretary” means the Secretary of the Tribunal;

“Subsidies and Countervailing Duties Agreement”
«Accords»

“Subsidies and Countervailing Duties Agreement” means the Agreement signed at Geneva, Switzerland, on December 17, 1979 and known as the Agreement on Interpretation and Application of Articles VI, XVI and XXIII of the General Agreement on Tariffs and Trade;

“subsidized goods”
«marchandises subventionnées»

“subsidized goods” means

- (a) goods in respect of the production, manufacture, growth, processing, purchase, distribution, transportation, sale, export or import of which a subsidy has been or will be paid, granted, authorized or otherwise provided, directly or indirectly, by the government of a country other than Canada, and

très proches de celles des marchandises en cause.

«marchandises subventionnées» Les marchandises suivantes :

«marchandises subventionnées»
“subsidized goods”

- a) celles qui, à un stade quelconque de leur production ou de leur commercialisation, ou lors de leur transport, de leur exportation ou de leur importation, ont bénéficié ou bénéficieront, directement ou indirectement, d'une subvention de la part du gouvernement d'un pays étranger,

- b) celles qui sont écoulées à perte par un gouvernement d'un pays étranger, en outre, celles dans la production ou la fabrication desquelles entrent, se consomment ou sont autrement utilisées les marchandises visées à l'alinéa a) ou b).

«marge de dumping» L'excédent de la valeur normale de marchandises sur leur prix à l'exportation.

«marge de dumping»
“margin...”

«membre» Tout membre du Tribunal, qu'il soit membre titulaire, membre suppléant nommé en vertu de l'article 65 ou membre provisoire nommé en vertu de l'article 66.

«membre»
“member”

«membre titulaire» Tout membre du Tribunal nommé en vertu de l'article 63.

«membre titulaire»
“regular...”

«ministre» Le ministre du Revenu national.

«ministre»
“Minister”

«montant de la subvention» Le montant de la subvention octroyée pour des marchandises données, établi et rectifié, selon le cas :

«montant de la subvention»
“amount of...”

- a) conformément aux modalités réglementaires;

- b) conformément aux modalités que fixe le ministre si les règlements ne prévoient pas de façon de l'établir ou si le sous-ministre est d'avis qu'il est impossible de l'établir conformément aux modalités réglementaires vu l'insuffisance ou l'inaccessibilité des renseignements nécessaires.

«ordonnance ou conclusions» L'ordonnance ou les conclusions non révoquées aux termes de l'article 76, et les plus récentes dans les cas de modification, rendues par le tribunal :

«ordonnance ou conclusions»
“order...”

(b) goods that are disposed of at a loss by the government of a country other than Canada,

and includes any goods in which, or in the production, manufacture, growth, processing or the like of which, goods described in paragraph (a) or (b) are incorporated, consumed, used or otherwise employed;

«subsidy»
«subvention»

«subsidy» includes any financial or other commercial benefit that has accrued or will accrue, directly or indirectly, to persons engaged in the production, manufacture, growth, processing, purchase, distribution, transportation, sale, export or import of goods, as a result of any scheme, program, practice or thing done, provided or implemented by the government of a country other than Canada, but does not include the amount of any duty or internal tax imposed on goods by the government of the country of origin or country of export from which the goods, because of their exportation from the country of export or country of origin, have been exempted or have been or will be relieved by means of refund or drawback;

«Tribunal»
«Tribunal»

«Tribunal» means the Canadian Import Tribunal established by section 63;

«undertaking»
or «undertakings»
«engagement»
ou «engagements»

«undertaking» or «undertakings» means an undertaking or undertakings with respect to goods that are the subject of a dumping or subsidizing investigation under this Act given in writing to the Deputy Minister in any of the following circumstances, namely,

(a) in the case of dumped goods, an undertaking given by an exporter who accounts for, or undertakings given individually by exporters who account for, all or substantially all the exports to Canada of the dumped goods where the exporter or each exporter, as the case may be, undertakes in his undertaking

(i) to revise, in the manner specified in his undertaking, the price at which he sells the goods to importers in Canada, or
(ii) to cease dumping the goods in Canada, and

(b) in the case of subsidized goods,

a) aux termes des articles 43 ou 44 sans révocation aux termes du paragraphe 91(3);

b) en outre, pour l'application des articles 3 à 6 et de l'article 76, aux termes du paragraphe 91(3).

«pays d'exportation» Dans le cas de marchandises subventionnées, le pays à l'origine des subventions; dans le cas de marchandises sous-évaluées, le pays d'où elles ont été expédiées directement vers le Canada ou, à défaut d'expédition directe vers le Canada, le pays d'où, dans des conditions commerciales normales, elles seraient expédiées directement vers le Canada.

«pays d'exportation»
«country...»

«personne» Sont comprises parmi les personnes la société de personnes et l'association.

«personne»
«person»

«préjudice sensible» Le préjudice sensible causé par le dumping ou le subventionnement de marchandises à la production au Canada de marchandises similaires, y compris l'accroissement de la charge financière d'un programme fédéral ou provincial de soutien de l'agriculture au Canada entraîné par le subventionnement d'un produit agricole.

«préjudice sensible»
«material injury»

«prix à l'exportation» Le prix établi conformément aux articles 24 à 30.

«prix à l'exportation»
«export...»

«retard sensible» Le retard sensible causé, par le dumping ou le subventionnement de marchandises, à la mise en production au Canada de marchandises similaires.

«retard sensible»
«retardation»

«secrétaire» Le secrétaire du Tribunal.

«secrétaire»
«Secretary»

«sous-évalué» Qualificatif de marchandises dont la valeur normale est supérieure à leur prix à l'exportation.

«sous-évalué»
«dumped»

«sous-ministre» Le sous-ministre du Revenu national pour les douanes et l'accise; lui est assimilée toute personne à qui il délègue les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi.

«sous-ministre»
«Deputy Minister»

«subvention» Sont compris dans la subvention, les avantages commerciaux, notamment financiers, qui ont été ou seront consentis, directement ou indirectement, aux personnes se livrant à la production ou à la commercialisation, à un stade quelconque, ou au transport de marchandises données,

«subvention»
«subsidy»

(i) an undertaking given by an exporter who accounts for, or undertakings given individually by exporters who account for, all or substantially all the exports to Canada of the subsidized goods, where the exporter or each exporter, as the case may be,

(A) has the consent of the government of the country of export of the goods to give the undertaking, and

(B) undertakes to revise, in the manner specified in his undertaking, the price at which he sells the goods to importers in Canada, or

(ii) an undertaking given by the government of a country that accounts for, or undertakings given by the governments of countries that account for, all or substantially all the exports to Canada of the subsidized goods where the country or each country, as the case may be, undertakes in its undertaking

(A) to eliminate the subsidy on goods exported to Canada from that country,

(B) to limit the amount of the subsidy on goods exported to Canada from that country,

(C) to limit the quantity of the goods to be exported to Canada from that country, or

(D) otherwise to eliminate the effect of the subsidizing on the production in Canada of like goods,

in the manner specified in its undertaking.

ou à leur exportation ou importation, et consécutifs à une action quelconque menée par le gouvernement d'un pays étranger. La présente définition exclut le montant des droits ou des taxes internes imposés par le gouvernement du pays d'origine ou d'exportation sur des marchandises qui, en raison de leur exportation du pays d'exportation ou d'origine, en ont été exonérées ou en ont été ou en seront libérées par remboursement ou drawback.

«Tribunal» Le Tribunal canadien des importations constitué par l'article 63.

«Tribunal»
"Tribunal"

«valeur normale» La valeur, établie conformément aux articles 15 à 23, 29 et 30.

«valeur normale»
"normal value"

«vente» Sont assimilés à la vente la location, l'engagement de vendre ou de louer et les offres réelles.

«vente»
"sale"

Definition of
"associated
persons"

(2) For the purposes of this Act, the following persons are "associated persons" or persons associated with each other, namely,

(a) persons related to each other; or

(b) persons not related to each other, but not dealing with each other at arm's length.

Persons related
to each other

(3) For the purposes of subsection (2), persons are related to each other if

(a) they are individuals connected by blood relationship, marriage or adoption within the meaning of subsection 251(6) of the *Income Tax Act*;

(2) Pour l'application de la présente loi, sont associées les personnes :

Personnes
associées

a) qui sont liées entre elles au sens du paragraphe (3);

b) qui, sans être liées entre elles au sens de ce paragraphe, ont entre elles un lien de dépendance.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), sont liées entre elles les personnes suivantes :

Personnes liées

a) les personnes physiques liées par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption au sens du paragraphe 251(6) de la *Loi de 30 l'impôt sur le revenu*;

- (b) one is an officer or director of the other;
- (c) each such person is an officer or director of the same two corporations, associations, partnerships or other organizations;
- (d) they are partners;
- (e) one is the employer of the other;
- (f) they directly or indirectly control or are controlled by the same person;
- (g) one directly or indirectly controls or is controlled by the other;
- (h) any other person directly or indirectly owns, holds or controls five per cent or more of the outstanding voting stock or shares of each such person; or
- (i) one directly or indirectly owns, holds or controls five per cent or more of the outstanding voting stock or shares of the other.

- b) le dirigeant ou l'administrateur et celui qui est dirigé ou administré;
- c) les dirigeants ou administrateurs communs de deux personnes morales, associations, sociétés de personnes ou autres organisations;
- d) les associés;
- e) l'employeur et son employé;
- f) les personnes qui, directement ou indirectement, contrôlent la même personne ou sont contrôlées par la même personne;
- g) deux personnes dont l'une contrôle l'autre directement ou indirectement;
- h) plusieurs personnes dont une même personne en possède, détient ou contrôle directement ou indirectement au moins cinq pour cent des actions ou parts émises et assorties du droit de vote;
- i) deux personnes dont l'une possède, détient ou contrôle directement ou indirectement au moins cinq pour cent des actions ou parts émises et assorties du droit de vote de l'autre.

Persons dealing at arm's length

(4) For the purposes of paragraph (2)(b), it is a question of fact whether persons not related to each other were at a particular time dealing with each other at arm's length.

(4) Pour l'application de l'alinéa (2)b), la question de savoir si des personnes non liées entre elles au sens du paragraphe (3) ont eu, à l'époque concernée, un lien de dépendance entre elles est une question de fait.

Lien de dépendance

Deputy Minister to take international agreement into account

(5) The Deputy Minister, in considering any question relating to the interpretation or application of the definition "subsidized goods" or "subsidy" or the expression "export subsidy", shall take fully into account the provisions of Articles 9 and 11 of the Subsidies and Countervailing Duties Agreement.

(5) En interprétant et en appliquant la définition de «marchandises subventionnées» ou de «subvention» ou l'expression «subvention à l'exportation», le sous-ministre doit tenir compte des dispositions des articles 9 et 11 de l'Accord.

Applicabilité des accords internationaux

Agreement affecting countervailing duty

(6) Notwithstanding the definition "amount of the subsidy", where, in relation to any subsidized goods, the manufacturer, producer, vendor or exporter thereof or the government of a country other than Canada, undertakes, directly or indirectly in any manner whatever, to indemnify, pay on behalf of or reimburse the importer or purchaser in Canada of the goods for all or any part of the countervailing duty that may be levied on the goods, the amount of the subsidy on the goods is, for the purposes of this Act, the amount of the subsidy determined

(6) Par dérogation à la définition de «montant de la subvention», au montant de la subvention octroyée pour des marchandises subventionnées, établi et rectifié en vertu de cette définition, s'ajoute celui de l'indemnité versée, du paiement ou du remboursement effectué par le fabricant, le producteur, le vendeur ou l'exportateur des marchandises ou le gouvernement d'un pays étranger qui s'est engagé, de quelque façon que ce soit, vis à vis de l'importateur des marchandises ou de leur acheteur se trouvant au Canada, à payer en son nom ou à lui rembourser tout

Arrangement touchant les droits compensateurs

and adjusted in such manner as is provided under that definition plus the amount of the indemnity, payment or reimbursement.

Interpretation of provisions that apply to both dumped and subsidized goods

(7) Where, by its terms, any provision of this Act applies to both dumped and subsidized goods, the application of the provision

(a) to subsidized goods shall not be taken into account in an investigation, inquiry or other proceeding or matter under this Act relating to the dumping of goods; and

(b) to dumped goods shall not be taken into account in an investigation, inquiry or other proceeding or matter under this Act relating to the subsidizing of goods.

Law relating to the customs

(8) For greater certainty this Act shall be considered, for the purposes of the *Customs Act*, to be a law relating to the customs.

LIABILITY FOR ANTI-DUMPING, COUNTERVAILING AND PROVISIONAL DUTIES

Anti-dumping and Countervailing Duty

Anti-dumping and countervailing duty

3. There shall be levied, collected and paid on all dumped and subsidized goods imported into Canada in respect of which the Tribunal has made an order or finding, before the release of the goods, that the dumping or subsidizing of goods of the same description has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation, a duty as follows:

(a) in the case of dumped goods, an anti-dumping duty in an amount equal to the margin of dumping of the imported goods; and

(b) in the case of subsidized goods, a countervailing duty in an amount equal to the amount of the subsidy on the imported goods.

4. There shall be levied, collected and paid on all dumped and subsidized goods imported into Canada

(a) in respect of which the Tribunal has made an order or finding, after the release of the goods, that the dumping or subsidizing of goods of the same description

(i) has caused material injury, or

ou partie des droits compensateurs qui peuvent être exigibles sur les marchandises ou à l'indemniser à cet égard.

(7) L'application des dispositions de la présente loi traitant à la fois des marchandises sous-évaluées et des marchandises subventionnées est la suivante :

a) si elles s'appliquent au dumping, elles ne s'appliquent pas au subventionnement;

b) si elles s'appliquent au subventionnement, elles ne s'appliquent pas au dumping.

Application des dispositions traitant à la fois des marchandises sous-évaluées et subventionnées

(8) Pour l'application de la *Loi sur les douanes*, la présente loi est à considérer comme un texte de législation douanière.

Application de la *Loi sur les douanes*

DROITS ANTIDUMPING, DROITS COMPENSATEURS ET DROITS PROVISOIRES

Droits antidumping et droits compensateurs

3. Les marchandises sous-évaluées ou subventionnées importées au Canada alors que le Tribunal a établi avant leur dédouanement, par ordonnance ou dans ses conclusions, que le dumping ou le subventionnement de marchandises de même description soit cause, a causé ou est susceptible de causer un préjudice sensible, soit cause ou a causé un retard sensible, sont assujetties aux droits suivants :

a) dans le cas de marchandises sous-évaluées, à des droits antidumping d'un montant égal à la marge de dumping des marchandises;

b) dans le cas de marchandises subventionnées, à des droits compensateurs d'un montant égal à celui de la subvention qui est octroyée pour elles.

Droits antidumping et droits compensateurs

4. Les marchandises sous-évaluées ou subventionnées importées au Canada :

a) d'une part, alors que le Tribunal a établi après le dédouanement des marchandises, par ordonnance ou dans ses conclusions, que le dumping ou le subventionnement de marchandises de même description :

Idem

Idem

- (ii) would have caused material injury except for the fact that provisional duty was applied or an undertaking was accepted in respect of the goods, and
- (b) that were released 5
- (i) during the period described in subsection 8(1), or
- (ii) in any case where an undertaking accepted by the Deputy Minister with respect to the goods has been violated, 10 during the period commencing on the day the undertaking is violated or the ninetieth day preceding the day notice of termination of the undertaking is given pursuant to paragraph 52(1)(f), 15 whichever is later, and ending on the day that subsection 8(1) becomes applicable to the goods,
- a duty as follows:
- (c) in the case of dumped goods, an anti- 20 dumping duty in an amount equal to the margin of dumping of the goods, and
- (d) in the case of subsidized goods, a countervailing duty in an amount equal to the amount of the subsidy on the goods, 25 but not exceeding, in the case of any goods to which subparagraph (b)(i) applies, the duty, if any, paid or payable in respect of the goods pursuant to section 8.
- (i) soit a causé un préjudice sensible,
- (ii) soit aurait causé ce préjudice sans l'application de droits provisoires ou l'acceptation d'un engagement portant sur ces marchandises, 5
- b) d'autre part, dont le dédouanement a eu lieu :
- (i) soit au cours de la période prévue au paragraphe 8(1),
- (ii) soit au cours de la période commen- 10 çant à la date où un engagement portant sur ces marchandises n'est pas honoré ou le quatre-vingt-dixième jour précédant la date où avis qu'il y a été mis fin est donné conformément à l'alinéa 15 52(1)f — la date la plus rapprochée de celle de l'avis étant à retenir — et se terminant le jour où le paragraphe 8(1) devient applicable aux marchandises,
- sont assujetties aux droits suivants : 20
- c) dans le cas de marchandises sous-évaluées, des droits anti-dumping d'un montant égal à la marge de dumping des marchandises;
- d) dans le cas de marchandises subven- 25 tionnées, des droits compensateurs d'un montant égal à celui de la subvention octroyée pour elles.
- Le montant de ces droits ne doit cependant pas dépasser, pour les marchandises visées au sous-alinéa b)(i), celui des droits éventuellement payés ou exigibles en vertu de l'article 8. 30
5. There shall be levied, collected and paid 30 on all dumped goods imported into Canada
- (a) in respect of which the Tribunal has made an order or finding, after the release of the goods, that
- (i) either 35
- (A) there has occurred a considerable importation of like goods that were dumped, which dumping has caused material injury or would have caused material injury except for the applica- 40 tion of anti-dumping measures, or
- (B) the importer of the goods was or should have been aware that the exporter was practising dumping and
5. Les marchandises sous-évaluées importées au Canada sont assujetties à des droits 35 antidumping d'un montant égal à la marge de dumping des marchandises si, à la fois :
- a) le Tribunal a établi, après le dédouanement des marchandises, par ordonnance ou dans ses conclusions, que : 40
- (i) d'une part :
- (A) ou bien a eu lieu une importation considérable de marchandises similaires dont le dumping a causé un préjudice sensible ou en aurait causé un 45 sans l'application de mesures anti-dumping,
- (B) ou bien l'importateur de ces marchandises était ou aurait dû être au

that such dumping would cause material injury, and

(ii) material injury has been caused by reason of the fact that the imported goods

(A) constitute a massive importation into Canada, or

(B) form part of a series of importations into Canada, which importations in the aggregate are massive and have occurred within a relatively short period of time,

and in order to prevent the recurrence of such material injury, it appears necessary to the Tribunal that duty be assessed on the imported goods, and

(b) that were released during the period of ninety days preceding the day on which the Deputy Minister made a preliminary determination of dumping in respect of the goods or goods of that description,

an anti-dumping duty in an amount equal to the margin of dumping of the imported goods.

Countervailing
duty

6. Where any subsidy on subsidized goods is an export subsidy, there shall be levied, collected and paid on all such subsidized goods imported into Canada

(a) in respect of which the Tribunal has made an order or finding, after the release of the goods, that

(i) material injury has been caused by reason of the fact that the imported goods

(A) constitute a massive importation into Canada, or

(B) form part of a series of importations into Canada, which importations in the aggregate are massive and have occurred within a relatively short period of time, and

(ii) a countervailing duty should be imposed on such subsidized goods in order to prevent the recurrence of such material injury,

(b) that were released during the period of ninety days preceding the day on which the Deputy Minister made a preliminary

courant du dumping que pratiquait l'exportateur et du fait que ce dumping causerait un préjudice sensible,

(ii) d'autre part, un préjudice sensible a été causé du fait que les marchandises importées :

(A) soit représentent une importation massive,

(B) soit appartiennent à une série d'importations, massives dans l'ensemble et échelonnées sur une période relativement courte,

et le Tribunal estime nécessaire que soient imposés des droits antidumping sur les marchandises importées afin de prévenir la réapparition du préjudice;

b) le dédouanement des marchandises a eu lieu au cours de la période de quatre-vingt-dix jours précédant la date à laquelle le sous-ministre a rendu une décision provisoire de dumping à leur sujet ou à celui de marchandises répondant à cette description.

6. Les marchandises subventionnées qui font l'objet d'une subvention à l'exportation et qui sont importées au Canada sont assujetties à des droits compensateurs d'un montant égal à celui de cette subvention si les conditions suivantes sont réunies :

Droits
compensateurs

a) le Tribunal a établi, après le dédouanement des marchandises, par ordonnance ou dans ses conclusions, que :

(i) d'une part, un préjudice sensible a été causé du fait que les marchandises importées :

(A) soit représentent une importation massive,

(B) soit appartiennent à une série d'importations, massives dans l'ensemble et échelonnées sur une période relativement courte,

(ii) d'autre part, des droits compensateurs devraient être imposés sur ces marchandises subventionnées afin de prévenir la réapparition du préjudice;

b) le dédouanement des marchandises a eu lieu au cours de la période de quatre-

determination of subsidizing in respect of the goods or goods of that description, and (c) in respect of which the Deputy Minister has made a specification pursuant to clause 41(1)(a)(iv)(C),

a countervailing duty in an amount equal to such of the amount of the subsidy on the imported goods as is an export subsidy.

Governor in Council may impose countervailing duty by order

7. (1) The Governor in Council may order an investigation to determine the amount of the subsidy on any subsidized goods that are the product of a country specified in the order, and where

(a) the Deputy Minister has, by means of the investigation, determined that amount, and

(b) the Committee of Signatories established pursuant to Article 16 of the Subsidies and Countervailing Duties Agreement has authorized Canada to impose countervailing duties on such subsidized goods,

the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, by order impose a countervailing duty on any subsidized goods that are the product of that country and that are of the same description as the goods in respect of which the Deputy Minister has determined the amount of the subsidy and, where a countervailing duty is so imposed, there shall, subject to subsection (2), be levied, collected and paid on all such subsidized goods imported into Canada a countervailing duty in the amount specified in the order in respect of the goods.

Duty not to exceed amount of subsidy

(2) Where subsidized goods on which a countervailing duty has been imposed pursuant to subsection (1) are imported into Canada and the amount of the subsidy on the imported goods is less than the amount of the duty so imposed, there shall be levied, collected and paid on such goods pursuant to this section a countervailing duty only in the amount of the subsidy on the goods.

Provisional Duty

Imposition of provisional duty

8. (1) Where the Deputy Minister makes a preliminary determination of dumping or subsidizing in an investigation under this Act, the importer of dumped or subsidized

vingt-dix jours précédant la date à laquelle le sous-ministre a rendu une décision provisoire de subventionnement à leur sujet ou à celui de marchandises de même description;

c) le sous-ministre a fait la précision visée à la division 41(1)a)(iv)(C).

7. (1) Le gouverneur en conseil peut ordonner la tenue d'une enquête pour déterminer le montant de la subvention octroyée pour des marchandises subventionnées qui sont le produit d'un pays précisé au décret et si :

a) d'une part, le sous-ministre a, par suite de l'enquête, déterminé le montant de la subvention,

b) d'autre part, le comité des signataires constitué aux termes de l'article 16 de l'Accord a autorisé le Canada à imposer des droits compensateurs sur ces marchandises,

le gouverneur en conseil peut, par décret subordonné à la recommandation du ministre des Finances, imposer des droits compensateurs sur des marchandises subventionnées qui sont des produits de ce pays et qui sont de même description que celles pour lesquelles le sous-ministre a déterminé le montant de la subvention; le cas échéant, toutes ces marchandises qui sont importées au Canada sont, sous réserve du paragraphe (2), assujetties aux droits compensateurs dont le montant est prévu au décret.

Droits compensateurs imposés par décret

(2) Si les droits compensateurs imposés en vertu du paragraphe (1) dépassent le montant de la subvention octroyée pour les marchandises subventionnées importées au Canada, le montant des droits compensateurs auxquels celles-ci sont assujetties est égal au montant de la subvention.

Limite

Droits provisoires

8. (1) Lorsque des marchandises sous-évaluées ou subventionnées de même description que celles faisant l'objet d'une décision provisoire de dumping ou de subventionnement

Droits provisoires

goods that are of the same description as any goods to which the preliminary determination applies and that are released during the period commencing on the day the preliminary determination is made and ending on the earlier of

(a) the day on which the Deputy Minister causes the investigation to be terminated pursuant to subsection 41(1) with respect to goods of that description, and

(b) the day on which the Tribunal makes an order or finding with respect to goods of that description,

shall, on demand of the Deputy Minister for payment of provisional duty on the imported goods,

(c) pay or cause to be paid on the imported goods provisional duty in an amount not greater than the estimated margin of dumping of or the estimated amount of the subsidy on the imported goods, or

(d) post or cause to be posted security in a prescribed form and in an amount or to a value not greater than the estimated margin of dumping of or the estimated amount of the subsidy on the imported goods,

at the option of the importer.

Return of
provisional duty

(2) Any provisional duty paid or security posted pursuant to subsection (1) by or on behalf of an importer in respect of the importation of dumped or subsidized goods of any description shall

(a) be returned to the importer forthwith after

(i) the Deputy Minister causes the investigation to be terminated pursuant to subsection 41(1) with respect to goods of that description,

(ii) all proceedings respecting the dumping or subsidizing of goods of that description are terminated as described in section 47, or

(iii) the Tribunal makes an order or finding with respect to goods of that description if the order or finding is only to the effect that the dumping or subsidizing of such goods is likely to cause material injury; and

prévue par la présente loi sont dédouanées au cours de la période commençant à la date de cette décision et se terminant à la première des dates suivantes :

a) le jour où le sous-ministre fait clore, conformément au paragraphe 41(1), l'enquête sur les marchandises répondant à cette description,

b) le jour où le Tribunal rend l'ordonnance ou les conclusions au sujet des marchandises répondant à cette description,

il appartient à l'importateur de ces marchandises, à son choix, sur demande de paiement de droits provisoires pour les marchandises importées faite par le sous-ministre :

c) soit de veiller à l'acquittement des droits provisoires d'un montant ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles;

d) soit de veiller à ce que soit fournie, en la forme que le sous-ministre prescrit, une caution ne dépassant pas la marge estimative de dumping des marchandises importées ou le montant estimatif de la subvention octroyée pour elles.

(2) Les droits provisoires et cautions prévus au paragraphe (1) pour des marchandises d'une certaine description sont,

a) restitués à l'importateur dès que, selon le cas :

(i) le sous-ministre fait clore, conformément au paragraphe 41(1), l'enquête sur les marchandises répondant à cette description,

(ii) les procédures relatives au dumping ou au subventionnement des marchandises répondant à cette description sont closes conformément à l'article 47,

(iii) le Tribunal rend, au sujet des marchandises répondant à cette description, une ordonnance ou des conclusions portant que le dumping ou le subventionnement des marchandises n'est que susceptible de causer un préjudice sensible;

b) restitués à l'importateur, jusqu'à concurrence des droits payables sur les mar-

Restitution des
droits
provisoires

(b) except to the extent of any duty payable in respect of the imported goods, be returned to the importer forthwith after a determination is made in respect of the imported goods by a Dominion customs appraiser pursuant to such of paragraphs 55(c) to (e) as are applicable.

chandises en cause, dès que l'appréciateur fédéral des douanes rend une décision sur ces marchandises conformément à celui parmi les alinéas 55c) à e) qui est applicable.

5

Payment of Duty During Court Proceedings

Païement de droits en cours d'instance

Duty ceases
where order or
finding set
aside by court

9. (1) Where proceedings are commenced in the Federal Court of Appeal by an application under section 28 of the *Federal Court Act* to review and set aside an order or finding of the Tribunal pursuant to which duty is leviable, collectable and payable (in this section referred to as "payable") under this Act on goods imported into Canada that are of the same description as any goods to which the order or finding applies, duty continues, notwithstanding any order or decision that may be made or given in the course of the proceedings, to be so payable pursuant to the order or finding on imported goods of that description during the course of the proceedings and after they are finally disposed of, unless the final disposition of the proceedings is that the order or finding is set aside or is set aside in relation to particular goods, in which case

(a) duty ceases, on the final disposition of the proceedings, to be payable under this Act pursuant to the order or finding on imported goods of the same description as, and

(b) for greater certainty, the order or finding shall, for the purposes of this Act, be deemed never to have been made by the Tribunal in respect of,

any goods to which the order or finding applied or the particular goods in relation to which the order or finding is set aside, as the case may be.

40

Definition of
"proceedings"

(2) In subsection (1), "proceedings", in relation to an application made to the Federal Court of Appeal, includes proceedings on any appeal from any decision of that court on the application.

45

Fin de
l'assujettisse-
ment aux droits

9. (1) Dans le cas où un recours est exercé devant la Cour d'appel fédérale, aux termes de l'article 28 de la *Loi sur la Cour fédérale*, en examen ou annulation d'une ordonnance ou de conclusions du Tribunal portant que des marchandises importées au Canada de même description que des marchandises auxquelles s'appliquent l'ordonnance ou les conclusions sont assujetties à des droits, l'assujettissement continue, malgré les ordonnances ou décisions rendues au cours de la procédure, tant au cours de la procédure que par la suite, sauf si le jugement définitif emporte annulation de l'ordonnance ou des conclusions quant aux marchandises ou à certaines d'entre elles; le cas échéant :

a) l'assujettissement se termine à la date du jugement définitif pour les marchandises importées de même description que celles que vise l'annulation;

25

b) l'ordonnance ou les conclusions sont réputées n'avoir jamais été rendues quant aux marchandises que vise l'annulation.

Sens de
"procédure"

(2) Pour l'application du paragraphe (1), est compris dans la procédure devant la Cour d'appel fédérale tout appel de la décision de cette cour.

30

General Rules Relating to Payment of Duty

Dispositions générales concernant le paiement de droits

Where both anti-dumping duty and countervailing duty payable on goods

10. Where both an anti-dumping duty and a countervailing duty are required by this Act to be levied, collected and paid on any goods imported into Canada and all or any portion of the margin of dumping of the goods is, in the opinion of the Deputy Minister, attributable to an export subsidy in respect of which a countervailing duty is required by any of sections 3, 4, 6 or 7 to be levied, collected and paid, the anti-dumping duty is, notwithstanding sections 3 to 5, leviable, collectable and payable under this Act in respect of the goods only as follows:

(a) where the whole of the margin of dumping of the goods is, in the opinion of the Deputy Minister, attributable to the export subsidy, no anti-dumping duty is leviable, collectable or payable on the imported goods; and

(b) where a portion only of the margin of dumping of the imported goods is, in the opinion of the Deputy Minister, attributable to the export subsidy, an anti-dumping duty is leviable, collectable and payable on the imported goods only in an amount equal to that portion of the margin of dumping of the goods that is not, in the opinion of the Deputy Minister, attributable to the export subsidy.

When duty payable

11. The importer in Canada of any goods imported into Canada in respect of which duty, other than provisional duty, is payable shall, on demand of the Deputy Minister and notwithstanding any security posted pursuant to paragraph 8(1)(d), pay or cause to be paid all such duties on the goods.

Return of duty in certain circumstances where order or finding set aside

12. (1) Where, pursuant to an application under section 28 of the *Federal Court Act*, an order or finding described in any of sections 3 to 6 is set aside or is set aside in relation to particular goods and all proceedings under this Act respecting the dumping or subsidizing of all or any of the goods to which the order or finding that is set aside applies or all or any of the goods in relation to which the order or finding is set aside, as the case may be, are subsequently terminated

Double assujettissement

10. Dans les cas où la présente loi assujettit des marchandises importées à des droits antidumping et à des droits compensateurs et que tout ou partie de la marge de dumping découle, de l'avis du sous-ministre, d'une subvention à l'exportation qui assujettit des marchandises à des droits compensateurs en vertu des articles 3, 4, 6 ou 7, l'assujettissement aux droits antidumping est, nonobstant les articles 3 à 5, le suivant :

a) aucun assujettissement, si de l'avis du sous-ministre, la totalité de la marge de dumping découle de la subvention à l'exportation;

b) assujettissement correspondant à la partie de la marge de dumping qui, de l'avis du sous-ministre, ne découle pas de la subvention à l'exportation, dans les autres cas.

10

11. L'importateur de marchandises que la présente loi assujettit à des droits, autres que provisoires, doit, sur demande du sous-ministre et nonobstant le fait qu'une caution ait été fournie aux termes de l'alinéa 8(1)d), veiller à l'acquittement de ces droits.

Obligations de l'importateur

25

12. (1) En cas d'annulation, pour ce qui est de tout ou partie des marchandises en cause, d'une ordonnance ou de conclusions prévues aux articles 3 à 6 à la suite d'une demande faite en vertu de l'article 28 de la *Loi sur la Cour fédérale* et si toutes les procédures prévues à la présente loi concernant le dumping ou le subventionnement de tout ou partie des marchandises visées par l'annulation sont closes aux termes de l'article 47, les droits versés en vertu de l'ordon-

Restitution des droits dans certains cas d'annulation de l'ordonnance ou des conclusions

30

35

as described in section 47, any duty paid under this Act pursuant to the order or finding by an importer on imported goods that are of the same description as goods with respect to which such proceedings are so terminated shall be returned to the importer forthwith after the proceedings are so terminated.

nance ou des conclusions par l'importateur sur des marchandises importées de même description que celles pour lesquelles les procédures sont closes lui sont restitués dès la 5 clôture de celles-ci.

5

Return of duty

(2) Where the Minister is satisfied that, because of a clerical or arithmetical error, an amount has been paid as duty in respect of goods that was not properly payable, the Minister shall return that amount to the importer or owner of the goods by or on whose behalf it was paid.

(2) Le ministre rembourse à l'importateur 10 ou au propriétaire de marchandises tout montant qu'il estime payé en trop, en raison d'une erreur de copiste ou d'une erreur de calcul, dans les droits qu'ils ont payés ou qui 10 ont été payés en leur nom sur les 15 marchandises.

Restitution de droits

Idem

(3) Where, in relation to the importation of any goods and as a consequence of the operation of any provision of this Act, duty is paid or security posted by or on behalf of a person who, at the time the duty is paid or security posted, is considered by customs to be the importer in Canada of the goods and it is subsequently ruled by the Tribunal that the person was not the importer in Canada of the goods, the duty so paid or security so 25 posted shall be returned to the person forthwith after the Tribunal's ruling is made.

(3) Si le tribunal décide que la personne 15 qui, sous le régime de la présente loi, a versé des droits ou fourni une caution ou au nom de qui les droits ont été versés ou la caution 20 fournie, et qui, au moment du versement ou de la remise de la caution était considérée comme l'importateur des marchandises en cause par les douanes, n'était pas l'importa- 20 teur des marchandises en cause, les droits ou la caution lui sont restitués aussitôt après la décision du Tribunal.

Idem

Where Tribunal makes new order or finding

13. Where, pursuant to subsection 91(3), the Tribunal rescinds an order or finding with respect to goods and makes another 30 order or finding with respect to the goods, (a) the other order or finding shall be deemed, for the purposes of this Act, to have been made on the date that the order or finding so rescinded was made; and 35 (b) any duty paid by or on behalf of any person as a consequence of the order or finding so rescinded shall, except to the extent of any duty payable by the person as a consequence of the other order or 40 finding, be returned to the person forthwith after the other order or finding is in fact made.

13. Dans les cas ou, aux termes du para- 35 graphe 91(3), le Tribunal annule une ordonnance ou des conclusions et rend une autre ordonnance ou d'autres conclusions pour les marchandises en cause :

Nouvelle ordonnance ou nouvelles conclusions

a) celles-ci sont réputées avoir été rendues à la date de la première ordonnance ou des 30 premières conclusions; b) les droits versés en vertu de la première ordonnance ou des premières conclusions sont restitués sans délai à la personne qui les a versés ou au nom de qui ils ont été 35 versés jusqu'à concurrence des droits exigibles en vertu de l'autre ordonnance ou des autres conclusions.

Exemption from Application of Act

Exonérations

Exemption of goods from application of Act

14. The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance, 45 make regulations exempting any goods or

14. Sur la recommandation du ministre 40 des Finances, le gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire des marchandises

Exonérations réglementaires

class of goods from the application of this Act.

ou des catégories de marchandises à l'application de la présente loi.

NORMAL VALUE AND EXPORT PRICE

VALEUR NORMALE ET PRIX À L'EXPORTATION

Normal Value

Valeur normale

Determination
of normal value
of goods

15. Subject to sections 19 and 20, where goods are sold to an importer in Canada, the normal value of such goods is the price of like goods when they are sold by the exporter of the first mentioned goods

(a) to purchasers

(i) with whom the exporter is not associated at the time of the sale of the like goods, and

(ii) who are at the same or substantially the same trade level as the importer,

(b) in the same or substantially the same quantities as the sale of goods to the importer,

(c) in the ordinary course of trade for use in the country of export under competitive conditions,

(d) during such period of sixty days that ends in the interval commencing with the first day of the year preceding the date of the sale of the goods to the importer and ending on the fifty-ninth day after such date as is selected by the Deputy Minister or, where, in the opinion of the Deputy Minister, the nature of the trade in those goods or the fact that they are sold to the importer for future delivery requires that sales of like goods by the exporter during a period other than a period of sixty days that ends in that interval be taken into account, during such period of sixty days or longer

(i) that precedes the date of the sale of the goods to the importer, or

(ii) where the goods are sold to the importer for future delivery, that precedes the date of the sale of the goods to the importer or within the year that precedes the date of the delivery of the goods to the importer

as the Deputy Minister specifies for those goods or for goods of the class to which those goods belong, and

15. La valeur normale des marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada est, sous réserve des articles 19 et 20, le prix, rectifié conformément au présent paragraphe, auquel des marchandises similaires sont vendues, par l'exportateur des marchandises mentionnées en premier lieu :

a) à des acheteurs

(i) auxquels il n'est pas associé au moment de la vente des marchandises similaires,

(ii) qui se situent au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur;

b) en quantités égales ou sensiblement égales aux quantités vendues à l'importateur;

c) dans le cours ordinaire des affaires pour consommation dans le pays d'exportation en situation de concurrence;

d) pendant la période de soixante jours que précise le sous-ministre et qui se termine au cours de l'intervalle commençant le premier jour de l'année précédant la date de la vente à l'importateur et se terminant le cinquante-neuvième jour qui suit cette date ou, si le sous-ministre est d'avis que, vu la nature du commerce de ces marchandises ou le fait que celles-ci sont livrables à terme, il est nécessaire de tenir compte des ventes de marchandises similaires effectuées par l'exportateur pendant une autre période, alors pendant la période d'au moins soixante jours que le sous-ministre rend applicable à ces marchandises ou à des marchandises de la même catégorie et qui :

(i) ou bien précède la date de la vente à l'importateur,

(ii) ou bien, dans le cas de marchandises livrables à terme, soit précède la date de la vente, soit se situe dans l'année précédant la date de livraison;

Valeur normale
des marchandi-
ses

(e) at the place from which the goods were shipped directly to Canada or, if the goods have not been shipped to Canada, at the place from which the goods would be shipped directly to Canada under normal conditions of trade,

adjusted in the prescribed manner and circumstances to reflect the differences in terms and conditions of sale, in taxation and other differences relating to price comparability between the goods sold to the importer and the like goods sold by the exporter.

e) au lieu d'où les marchandises ont été directement expédiées au Canada ou, à défaut d'expédition au Canada, au lieu d'où, dans des conditions commerciales normales, les marchandises seraient expédiées directement au Canada.

La rectification nécessaire à l'application du présent paragraphe, réalisée selon les modalités et dans les circonstances prévues par règlement, a pour objet de traduire, en ce qui a trait à la comparaison entre le prix des marchandises vendues à l'importateur et le prix des marchandises similaires vendues par l'exportateur, les différences existant notamment en matière de conditions de vente et de taxation.

Rules applied in determining normal value

16. (1) In the application of section 15 in the case of any goods,

(a) if there was not, in the opinion of the Deputy Minister, such a number of sales of like goods made by the exporter at the place described in paragraph 15(e) as to permit a proper comparison with the sale of the goods to the importer in Canada, but sales of like goods were made by the exporter at one other place or several other places in the country of export, there shall, for the purpose of making that comparison, be included with sales of like goods made by the exporter at the place described in paragraph 15(e) sales of like goods made by the exporter at that one other place or at the nearest of the several other places to the place described in paragraph 15(e), as the case may be;

(b) if there was not, in the opinion of the Deputy Minister, such a number of sales of like goods made by the exporter to purchasers described in subparagraph 15(a)(i) who are at the same or substantially the same trade level as the importer in Canada as to permit a proper comparison with the sale of goods to the importer, but there was such a number of sales of like goods made to purchasers described in subparagraph 15(a)(i) who are at the trade level nearest and subsequent to that of the importer, there shall be substituted for the purchasers described in paragraph

16. (1) Pour l'application de l'article 15 :

a) si, selon le sous-ministre, l'exportateur n'a pas effectué, au lieu désigné à l'alinéa 15e), un nombre de ventes de marchandises similaires permettant une comparaison utile avec les ventes des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada mais qu'il a effectué des ventes de marchandises dans un ou plusieurs autres lieux du pays d'exportation, les ventes de marchandises similaires en cet autre lieu ou celui de plusieurs autres lieux qui est le plus proche de celui désigné à l'alinéa 15e), selon le cas, sont ajoutées aux ventes de marchandises similaires que l'exportateur a effectuées au lieu désigné à l'alinéa 15e);

b) les acheteurs visés au sous-alinéa 15a)(i) et qui sont situés au niveau suivant du circuit de distribution le plus proche de celui de l'importateur doivent être préférés, pour permettre une comparaison utile avec la vente de marchandises à l'importateur, aux acheteurs visés à l'alinéa 15a) si le sous-ministre est d'avis que le nombre de ventes de marchandises similaires par l'exportateur aux acheteurs visés au sous-alinéa 15a)(i) et qui sont situés au même niveau ou presque du circuit de distribution que l'importateur se trouvant au Canada ne permet pas une comparaison utile;

c) sont réputés être l'exportateur le ou les vendeurs que le sous-ministre peut dési-

Règles applicables à sa détermination

15(a) purchasers described in subparagraph 15(a)(i) who are at the trade level nearest and subsequent to that of the importer;

(c) if by reason of the fact that

(i) the sales of like goods made by the exporter were solely or primarily for export, or

(ii) the sales of like goods made by the exporter during the period that is applicable by reason of paragraph 15(d) were solely or primarily to purchasers who at any time during that period were not purchasers described in subparagraph 15(a)(i),

there was not, in the opinion of the Deputy Minister, such a number of sales of like goods made by the exporter as to permit a proper comparison with the sale of the goods to the importer in Canada, but there were sales of like goods for use in the country of export by other vendors, such one or more of any such vendors as the Deputy Minister may specify shall be deemed to be the exporter for the purpose of determining the normal value of the goods sold to the importer in Canada;

(d) if the quantity of goods sold to the importer in Canada is larger than the largest quantity of like goods sold by the exporter for use in the country of export, the sales of like goods shall be those sales of like goods that are in the largest quantity sold by the exporter for such use; and

(e) if the quantity of goods sold to the importer in Canada is smaller than the smallest quantity of like goods sold by the exporter for use in the country of export, the sales of like goods shall be those sales of like goods that are in the smallest quantity sold by the exporter for such use.

(2) In determining the normal value of any goods under section 15, there shall not be taken into account

(a) any sale of like goods for use in the country of export by a vendor to a purchaser if the vendor did not, at the same or substantially the same time, sell like goods in the ordinary course of trade to other persons in the country of export at the

5 gner parmi ceux qui ont effectué des ventes de marchandises similaires pour consommation intérieure dans le pays d'exportation si le sous-ministre est d'avis que l'exportateur n'a pas effectué un nombre de ventes de marchandises similaires permettant une comparaison utile avec les ventes des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada parce qu'elles ont été faites, selon le cas :

(i) uniquement ou essentiellement pour l'exportation,

(ii) uniquement ou essentiellement à des acheteurs qui n'étaient pas des acheteurs visés au sous-alinéa 15(a)(i) au cours de la période applicable en vertu de l'alinéa 15d);

d) les ventes de marchandises similaires sont celles où les marchandises similaires sont en quantité la plus grande et que l'exportateur a effectuées pour consommation dans le pays d'exportation si la quantité de marchandises vendue à l'importateur se trouvant au Canada est plus grande que la plus grande quantité de marchandises similaires que l'exportateur ait vendue pour consommation dans ce pays;

e) les ventes de marchandises similaires sont celles où les marchandises similaires sont en quantité la moins grande et que l'exportateur a effectuées pour consommation dans le pays d'exportation si la quantité de marchandises que l'exportateur a vendue à l'importateur se trouvant au Canada est plus petite que la plus petite quantité de marchandises similaires qu'il ait vendue pour consommation dans ce pays.

(2) Dans le calcul de la valeur normale de marchandises visée à l'article 15, il n'est pas tenu compte des ventes de marchandises similaires qui suivent :

a) celles effectuées pour consommation dans le pays d'exportation par un vendeur qui, au même moment ou à peu près, ne vendait pas, dans le cours ordinaire des affaires et dans le pays d'exportation, des

Idem

Idem

same trade level as, and not associated with, the purchaser; and

(b) any sale of like goods that, in the opinion of the Deputy Minister, forms part of a series of sales of goods at prices that do not provide for recovery in the normal course of trade and within a reasonable period of time of the cost of production of the goods, the administration and selling costs with respect to the goods and an amount for profit.

Price of like goods

17. In determining the normal value of any goods under section 15, the price of like goods when sold by the exporter to purchasers during the period referred to in paragraph 15(d) is

(a) the price at which the preponderance of sales of like goods that comply with all the terms and conditions referred to in section 15 or that are applicable by virtue of subsection 16(1) was made by the exporter to purchasers throughout the period; and

(b) when there is no such preponderance of sales at a single price throughout the period, the weighted average of the prices at which like goods were so sold by the exporter to purchasers throughout the period.

Goods deemed to be like goods

18. Where goods imported into Canada and goods sold for use in the country of export are like goods except only that the goods sold for such use have applied to them a trade mark, as defined in the *Trade Marks Act*, that is not applied to the goods imported into Canada, and goods like the goods imported are not sold for use in the country of export, the goods imported and the goods sold for such use shall be deemed to be like goods for the purposes of this section if, in the opinion of the Deputy Minister,

(a) the goods are being imported into Canada without that trade mark applied to them in order to avoid the operation of section 15; and

(b) it is probable that there will be applied to the goods, subsequent to their importation into Canada, that trade mark or any other mark so closely resembling that

marchandises similaires à des personnes, autres que l'acheteur, non associées à celui-ci et situées au même niveau du circuit de distribution que lui;

b) celles qui, de l'avis du sous-ministre, s'inscrivent dans une série de ventes effectuées à des prix ne permettant pas, dans un délai raisonnable et dans le cours ordinaire des affaires, le recouvrement du coût de production des marchandises, des frais administratifs et des frais de vente ni la réalisation d'un bénéfice.

Prix des marchandises similaires

17. Pour le calcul de la valeur normale visée à l'article 15, le prix des marchandises similaires que l'exportateur vend au cours de la période mentionnée à l'alinéa 15d) est, selon le cas :

a) le prix auquel a été effectué le plus grand nombre de ventes remplissant les conditions énumérées à l'article 15 ou applicables en vertu du paragraphe 16(1);

b) la moyenne pondérée des prix de vente, s'il n'y a pas eu un nombre assez grand de ventes à un prix unique.

Marchandises réputées similaires

18. Pour l'application du présent article, les marchandises importées et les marchandises vendues pour consommation dans le pays d'exportation sont réputées des marchandises similaires, bien que seules les marchandises destinées à la consommation dans ce pays aient une marque de commerce au sens de la *Loi sur les marques de commerce* et que des marchandises similaires à celles importées ne soient pas vendues pour consommation dans ce pays, si le sous-ministre est d'avis que :

a) d'une part, les marchandises sont importées sans marque de commerce afin d'être soustraites à l'application de l'article 15;

b) d'autre part, après leur importation, les marchandises porteront, en toute probabilité, cette marque de commerce ou une autre susceptible d'être confondue avec elle.

trade mark that it is likely to be taken therefor.

Where normal value cannot be determined under section 15

19. Subject to section 20, where the normal value of any goods cannot be determined under section 15 by reason that there was not, in the opinion of the Deputy Minister, such a number of sales of like goods that comply with all the terms and conditions referred to in that section or that are applicable by virtue of subsection 16(1) as to permit a proper comparison with the sale of the goods to the importer, the normal value of the goods shall be determined, at the option of the Deputy Minister in any case or class of cases, as

(a) such price of like goods when sold by the exporter to importers in any country other than Canada during the period referred to in paragraph 15(d) as, in the opinion of the Deputy Minister, fairly reflects the market value of the goods at the time of the sale of the goods to the importer in Canada, adjusted in the prescribed manner and circumstances to reflect the differences in terms and conditions of sale, in taxation and other differences relating to price comparability between the goods sold to the importer in Canada and the like goods sold by the exporter to importers in the country other than Canada; or

(b) the aggregate of

- (i) the cost of production of the goods,
- (ii) an amount for administrative, selling and all other costs, and
- (iii) an amount for profits.

20. Where goods sold to an importer in Canada are shipped directly to Canada from a country where, in the opinion of the Deputy Minister,

- (a) the government of that country has a monopoly or substantial monopoly of its export trade, and
- (b) domestic prices are substantially determined by the government of that

Normal value where export monopoly

19. La valeur normale visée à l'article 15 qui ne peut être établie parce que le nombre de ventes de marchandises similaires remplissant les conditions énumérées à l'article 15 ou applicables en vertu du paragraphe 16(1) ne permet pas, de l'avis du sous-ministre, une comparaison utile avec la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada, est, au choix du sous-ministre, dans chaque cas ou série de cas, l'un des montants suivants, sous réserve de l'article 20 :

a) le prix de vente, d'une part, auquel des marchandises similaires sont vendues, au cours de la période visée à l'alinéa 15(d), par l'exportateur à des importateurs se trouvant dans des pays étrangers et, d'autre part, qui, de l'avis du sous-ministre, traduit la valeur marchande de ces marchandises au moment de leur vente à l'importateur se trouvant au Canada, ce prix étant rectifié, selon les modalités et dans les circonstances prévues par règlement, dans le but de traduire, en ce qui a trait à la comparaison entre le prix des marchandises vendues à l'importateur se trouvant au Canada et le prix des marchandises similaires vendues par l'exportateur à des importateurs se trouvant dans ces pays étrangers, les différences existant notamment en matière de conditions de vente et 30 de taxation;

b) la somme des montants suivants :

- (i) le coût de production des marchandises,
- (ii) un montant pour les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente;
- (iii) un montant pour les bénéfices.

20. Si des marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada sont expédiées directement au Canada d'un pays dont, de l'avis du sous-ministre, le gouvernement, à la fois :

- a) exerce un monopole ou un quasi-monopole sur son commerce à l'exportation,
- b) fixe, en majeure partie, les prix intérieurs de sorte qu'on est fondé à croire que

Autre moyen de calculer la valeur normale

Valeur normale en cas de monopole à l'exportation

country and there is sufficient reason to believe that they are not substantially the same as they would be if they were determined in a competitive market,

the normal value of the goods is

(c) where like goods are sold by producers in any country other than Canada designated by the Deputy Minister for use in that country,

(i) the price of such like goods at the time of the sale of the goods to the importer in Canada, adjusted in the prescribed manner and circumstances to reflect the differences in terms and conditions of sale, in taxation and other differences relating to price comparability between the goods sold to the importer in Canada and the like goods sold by producers in the country other than Canada designated by the Deputy Minister for use in that country, or

(ii) the aggregate of

(A) the cost of production of such like goods,

(B) an amount for administrative, selling and all other costs, and

(C) an amount for profits,

whichever of such price or aggregate the Deputy Minister designates for any case or class of cases; or

(d) where, in the opinion of the Deputy Minister, sufficient information has not been furnished or is not available to enable the normal value of the goods to be determined as provided in paragraph (c), the price of like goods

(i) produced in any country designated by the Deputy Minister, other than Canada or the country from which the goods were shipped directly to Canada, and

(ii) imported into Canada and sold by the importer thereof in the condition in which they were imported to a person with whom, at the time of the sale, such importer was not associated,

such price to be adjusted in the prescribed manner and circumstances to reflect the differences in terms and conditions of sale,

ceux-ci seraient différents dans un marché où joue la concurrence,

l'un des montants suivants représente la valeur normale de ces marchandises :

5 c) au choix du sous-ministre dans chaque cas ou série de cas, si des marchandises similaires sont vendues par des producteurs pour consommation dans un pays étranger désigné par le sous-ministre :

(i) soit le prix de ces marchandises similaires au moment de la vente des marchandises à l'importateur se trouvant au Canada, rectifié selon les modalités et dans les circonstances prévues par règlement, dans le but de traduire, en ce qui a trait à la comparaison entre le prix des marchandises vendues à l'importateur se trouvant au Canada et le prix des marchandises similaires vendues par des producteurs pour la consommation dans le pays étranger désigné par le sous-ministre, les différences existant notamment en matière de conditions de vente et de taxation,

(ii) soit la somme des montants suivants :

(A) le coût de production de ces marchandises,

(B) un montant pour les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente,

(C) un montant pour les bénéfices;

d) si le sous-ministre est d'avis qu'il est impossible d'établir la valeur normale des marchandises en vertu de l'alinéa c) vu l'insuffisance ou l'inaccessibilité des renseignements nécessaires, le prix, rectifié conformément au présent alinéa, de marchandises similaires :

(i) produites dans le pays étranger — autre que celui d'où les marchandises ont été directement expédiées au Canada — que désigne le sous-ministre,

(ii) en outre, importées au Canada et vendues, dans le même état que lors de leur importation, par leur importateur à une personne à laquelle il n'était pas associé au moment de la vente,

in taxation and other differences relating to price comparability between the goods sold to the importer and the imported like goods in relation to their sale by the importer thereof.

5

la rectification nécessaire à l'application du présent paragraphe, réalisée selon les modalités et dans les circonstances prévues par règlement, a pour objet de traduire, en ce qui a trait à la comparaison entre le prix des marchandises vendues à l'importateur et celui des marchandises similaires importées quant à leur vente par leur importateur, les différences existant notamment en matière de conditions de vente et de taxation.

Credit sales of like goods

21. (1) Where any sale of like goods referred to in section 17, paragraph 19(a), subparagraph (7)(c)(i) or paragraph (7)(d) was made on credit terms other than cash discounts, the price for which the like goods were sold is deemed, for the purpose of such provision, to be an amount equal to the quotient obtained when

(a) the aggregate of the present value of every payment of principal or interest, or of principal and interest, provided for by any agreement entered into with respect to the sale, determined

(i) as of the time of the sale, and

(ii) by reference to a discount rate equal to

(A) the interest rate prevailing in the country in which the goods were sold, at the time of the sale, for commercial loans available in that country in the currency in which the payments are expressed in the agreement and on terms, other than the interest rate, comparable to the credit terms on which the sale of the like goods was made, or

(B) where it is not possible to ascertain the interest rate referred to in clause (A) or there is no such interest rate, the interest rate selected as provided for by regulations made pursuant to paragraph 97(i),

is divided by

(b) the number or quantity of the like goods sold,

40

so as to arrive at a unit price for the like goods sold.

Ventes à crédit

21. (1) Le prix de vente unitaire des marchandises similaires visées à l'article 17, à l'alinéa 19a, au sous-alinéa (7)c(i) ou à l'alinéa (7)d est, si la vente est faite selon des modalités de crédit autre qu'un escompte au comptant, réputé, pour l'application de la disposition en cause, être le montant égal au quotient :

a) du total de la valeur actuelle de chaque paiement du principal ou de l'intérêt, ou du principal et de l'intérêt, prévu à toute entente relative à la vente et calculé :

(i) d'une part, à la date de la vente,

(ii) d'autre part, par rapport à un taux d'escompte égal :

(A) au taux d'intérêt en vigueur à la date de la vente dans le pays où les marchandises ont été vendues, et applicable aux prêts commerciaux qui sont faits dans ce pays, dans la même monnaie que celle qui est exprimée dans l'entente et selon des modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, comparables,

35

(B) en l'absence du taux d'intérêt visé à la disposition (A) ou dans l'impossibilité de le déterminer, au taux d'intérêt choisi conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 97i),

sur

b) le nombre ou la quantité de marchandises similaires vendues.

Where agreement relates to several goods	(2) For the purpose of paragraph (1)(a), where an agreement with respect to the sale of like goods also relates to the sale of other goods, only such portion of the present value of any payment of principal or interest, or of principal and interest, provided for by the agreement as is reasonably attributable to the like goods shall be included in determining the aggregate referred to in that paragraph.	(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), si l'entente relative à la vente de marchandises similaires se rapporte aussi à la vente d'autres marchandises, seule la partie de la valeur actuelle de chaque paiement du principal ou de l'intérêt, ou du principal et de l'intérêt, qui peut être vraisemblablement attribuable aux marchandises similaires est prise en compte pour le calcul du total visé à cet alinéa.	Entente portant sur d'autres marchandises
Purchasers to be regarded as one	22. For the purpose of section 15, where two or more purchasers are persons associated with each other during the period that, by reason of the operation of paragraph 15(d), is relevant for the purpose of that subsection, such purchasers shall be regarded as a single purchaser.	22. Pour l'application de l'article 15, les acheteurs associés l'un à l'autre au cours de la période qui, en raison de l'application de l'alinéa 15d), est à prendre en compte dans l'application de ce paragraphe, sont considérés comme un acheteur unique.	Acheteur unique
Where exporter provides benefit on resale in country of export	23. Where, by reason of any provision of section 17, 19 or 20, the normal value of goods sold to an importer in Canada is required to be determined by reference to the price of like goods sold by the exporter of the first mentioned goods and the exporter agrees with persons who purchase the like goods from him in the country of export of the goods sold to the importer in Canada to provide, directly or indirectly, to persons who purchase the like goods in the country of export (a) on resale from the persons with whom such an agreement is made, or (b) from any person on any subsequent resale, any benefit by way of rebate, service, other goods or otherwise, the normal value for the purposes of this Act of the goods sold to the importer in Canada is the normal value as determined pursuant to that provision minus an amount to reflect the value of the benefit to persons who purchase the like goods on resale.	23. Lorsque, en application d'une disposition des articles 17, 19 ou 20, la valeur normale de marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada doit se déterminer par rapport au prix de marchandises similaires vendues par l'exportateur et que celui-ci convient avec des personnes qui lui achètent ces marchandises similaires dans le pays d'exportation d'accorder directement ou indirectement des avantages sous forme notamment de rabais, de services ou d'autres marchandises, a) soit aux acheteurs de ce pays auxquels ces personnes les revendent, b) soit aux acheteurs subséquents, également de ce pays, la valeur normale est celle qui est déterminée à cette disposition moins un montant équivalent à l'avantage pour ces acheteurs.	Cas où des avantages sont accordés par l'exportateur

	Export Price	Prix à l'exportation	
Determination of export price of goods	24. (1) The export price of goods sold to an importer in Canada, notwithstanding any invoice or affidavit to the contrary, is an amount equal to the lesser of	24. (1) Le prix à l'exportation de marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada est, malgré toute facture ou affidavit incompatible, égal au moindre des deux montants suivants :	Prix à l'exportation

(a) the exporter's sale price for the goods, adjusted by deducting therefrom

(i) the costs, charges and expenses incurred in preparing the goods for shipment to Canada that are additional to those costs, charges and expenses generally incurred on sales of like goods for use in the country of export, 5

(ii) any duty or tax imposed on the goods by or pursuant to a law of Canada or of a province, to the extent that such duty or tax is paid by or on behalf or at the request of the exporter, and 10

(iii) all other costs, charges and expenses resulting from the exportation of the goods, or arising from their shipment, from the place described in paragraph 15(e) or the place substituted therefor by virtue of paragraph 16(1)(a); and 20

(b) the price at which the importer has purchased or agreed to purchase the goods, adjusted by deducting therefrom all costs, charges, expenses, duties and taxes described in subparagraphs (a)(i) to (iii). 25

Special rules to
determine
export price

25. Where, in respect of goods sold to an importer in Canada,

(a) there is no exporter's sale price or no price at which the importer in Canada has purchased or agreed to purchase the goods, or 30

(b) the Deputy Minister is of the opinion that the export price, as determined under section 24, is unreliable

(i) by reason that the sale of the goods for export to Canada was a sale between associated persons, or 35

(ii) by reason of a compensatory arrangement, made between any two or more of the following, namely, the manufacturer, producer, vendor, exporter, importer in Canada and any other person, that directly or indirectly affects or relates to 40

(A) the price of the goods, 45

(B) the sale of the goods,

(C) the net return to the exporter, vendor, manufacturer or producer of the goods, or

a) le prix auquel l'exportateur a vendu les marchandises et rectifié par déduction des montants suivants :

(i) les frais entraînés par la préparation des marchandises en vue de leur expédition vers le Canada et venant en sus de ceux habituellement entraînés par des ventes de marchandises similaires pour consommation dans le pays d'exportation, 10

(ii) les droits et taxes imposés en vertu d'une loi fédérale ou provinciale et payés par l'exportateur, en son nom ou à sa demande,

(iii) tous les autres frais découlant de l'exportation des marchandises ou découlant de leur expédition, depuis le lieu désigné à l'alinéa 15e) ou le lieu qui lui a été substitué en vertu de l'alinéa 16(1)a); 20

b) le prix auquel l'importateur a acheté ou s'est engagé à acheter les marchandises et rectifié par déduction des montants visés aux sous-alinéas a)(i) à (iii).

25. Si, pour des marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada, selon le cas : 25 Règles particulières

a) il n'y a pas de prix auquel l'exportateur a vendu les marchandises ou de prix auquel l'importateur se trouvant au Canada les a achetées ou s'est engagé à les acheter; 30

b) le sous-ministre est d'avis que le prix à l'exportation des marchandises importées, établi selon l'article 24, est sujet à caution parce que, selon le cas : 35

(i) la vente des marchandises en vue de leur exportation vers le Canada a eu lieu entre personnes associées,

(ii) un arrangement de nature compensatoire, d'une part, a eu lieu entre au moins deux des personnes suivantes : le fabricant, le producteur, le vendeur, l'exportateur, l'importateur se trouvant au Canada et toute autre personne, et, d'autre part, a un effet ou porte sur, selon le cas : 40

(A) le prix des marchandises,

(D) the net cost to the importer of the goods,

the export price of the goods is

(c) if the goods were sold by the importer in the condition in which they were or are to be imported to a person with whom, at the time of the sale, he was not associated, the price for which the goods were so sold less an amount equal to the aggregate of

(i) all costs, including duties imposed by virtue of this Act or the *Customs Tariff* and taxes,

(A) incurred on or after the importation of the goods and on or before their sale by the importer, or

(B) resulting from their sale by the importer,

(ii) an amount for profit by the importer on the sale,

(iii) the costs, charges and expenses incurred by the exporter, importer or any other person in preparing the goods for shipment to Canada that are additional to those costs, charges and expenses generally incurred on sales of like goods for use in the country of export, and

(iv) all other costs, charges and expenses incurred by the exporter, importer or any other person resulting from the exportation of the imported goods, or arising from their shipment, from the place described in paragraph 15(e) or the place substituted therefor by virtue of paragraph 16(1)(a);

(d) if the goods are imported for the purpose of assembly, packaging or other further manufacture in Canada or for incorporation into other goods in the course of manufacture or production in Canada, the price of such goods as assembled, packaged or otherwise further manufactured, or of the goods into which the imported goods have been incorporated, when sold to a person with whom the vendor is not associated at the time of the sale, less an amount equal to the aggregate of

(i) an amount for profit on the sale of the assembled, packaged or otherwise further manufactured goods or of the

(B) la vente des marchandises,

(C) le profit net réalisé par l'exportateur, le vendeur, le fabricant ou le producteur des marchandises,

(D) le coût net des marchandises pour l'importateur,

le prix à l'exportation des marchandises est, selon le cas :

c) si les marchandises ont été vendues par l'importateur dans le même état que lors de leur importation effective ou future et à une personne à laquelle il n'était pas associé au moment de la vente, leur prix de vente moins un montant égal à la somme des montants suivants :

(i) tous les frais, notamment les droits imposés en vertu de la présente loi ou du *Tarif des douanes*, et les taxes :

(A) soit engagés lors de l'importation des marchandises ou par la suite et lors de leur vente par l'importateur ou avant cette vente,

(B) soit découlant de leur vente par l'importateur,

(ii) un montant pour les bénéfices réalisés par l'importateur sur la vente,

(iii) les frais que la préparation des marchandises en vue de leur expédition vers le Canada a entraînés, entre autres pour l'exportateur ou l'importateur, et venant en sus de ceux habituellement entraînés par des ventes de marchandises similaires pour consommation dans le pays d'exportation,

(iv) tous les autres frais engagés, autres par l'exportateur ou l'importateur, et découlant de l'exportation des marchandises importées ou découlant de leur expédition depuis le lieu désigné à l'alinéa 15e) ou le lieu qui lui a été substitué en vertu de l'alinéa 16(1)a);

d) si les marchandises sont importées pour une étape ultérieure de fabrication, pour montage ou pour conditionnement au Canada ou comme biens entrant dans la fabrication ou la production au Canada d'autres marchandises, leur prix de vente après ces opérations, ou le prix de vente des marchandises dans la fabrication desquelles elles ont été incorporées, à une

goods into which the imported goods have been incorporated,

(ii) the administrative, selling and all other costs incurred in selling the goods described in subparagraph (i),

(iii) the costs that are attributable or in any manner related to the assembly, packaging or other further manufacture or to the manufacture or production of the goods into which the imported goods have been incorporated,

(iv) the costs, charges and expenses incurred by the exporter, importer or any other person in preparing the imported goods for shipment to Canada that are additional to those costs, charges and expenses generally incurred on sales of like goods for use in the country of export, and

(v) all other costs, charges and expenses, including duties imposed by virtue of this Act or the *Customs Tariff* and taxes,

(A) resulting from the exportation of the imported goods, or arising from their shipment, from the place described in paragraph 15(e) or the place substituted therefor by virtue of paragraph 16(1)(a) that are incurred by the exporter, importer or any other person, or

(B) incurred on or after the importation of the imported goods and on or before the sale of such goods as assembled, packaged or otherwise further manufactured or of the goods into which the imported goods have been incorporated; or

(e) in any cases not provided for by paragraphs (c) and (d), the price determined in such manner as the Minister specifies.

personne à laquelle le vendeur n'est pas associé au moment de la vente, moins un montant égal à la somme des montants suivants :

(i) un montant pour les bénéfices réalisés sur la vente,

(ii) les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente,

(iii) tous les autres frais entraînés par les opérations en cause ou par la fabrication ou production des marchandises dans la fabrication desquelles elles ont été incorporées,

(iv) les frais engagés, notamment par l'exportateur ou l'importateur, pour la préparation des marchandises en vue de leur expédition vers le Canada et venant en sus de ceux habituellement entraînés par la vente de marchandises similaires pour consommation dans le pays d'exportation,

(v) tous les autres frais, y compris les droits imposés en vertu de la présente loi ou du *Tarif des douanes*, et les taxes :

(A) découlant de l'exportation des marchandises importées ou découlant de leur expédition vers le Canada depuis le lieu désigné à l'alinéa 15e) ou le lieu qui lui a été substitué en vertu de l'alinéa 16(1)a) et engagés, notamment par l'exportateur ou l'importateur,

(B) engagés lors de l'importation des marchandises ou par la suite et lors de la vente des marchandises ayant subi ces opérations ou des marchandises dans lesquelles les marchandises importées ont été incorporées ou avant cette vente;

e) dans les cas que ne prévoient pas les alinéas c) et d), le prix établi conformément aux modalités que fixe le ministre.

Export price where agreement affects anti-dumping duty

26. Where the manufacturer, producer, vendor or exporter of goods sold to an importer in Canada undertakes, directly or indirectly in any manner whatever, to indemnify, pay on behalf of or reimburse the importer or purchaser in Canada of the

26. Lorsque le fabricant, le producteur, le vendeur ou l'exportateur de marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada s'engage, de quelque façon que ce soit, à payer pour le compte de l'importateur ou de l'acheteur se trouvant au Canada ou à

Cas des arrangements touchant les droits antidumping

goods for all or any part of the anti-dumping duty that may be levied on the goods,

(a) such indemnity, payment or reimbursement is deemed not to be a compensatory arrangement referred to in subparagraph 25(b)(ii); and

(b) the export price of the goods is the export price thereof as otherwise determined under this Act minus the amount of the indemnity, payment or reimbursement. 10

Credit sales of goods sold to importer in Canada

27. (1) For the purposes of sections 24 and 25, where any sale of goods referred to in those sections was made on credit terms other than cash discounts, the sale price for the goods is deemed to be an amount equal 15 to the quotient obtained when

(a) the aggregate of the present value of every payment of principal or interest, or of principal and interest, provided for by any agreement entered into with respect to 20 the sale, determined

(i) as of the time of the sale, and

(ii) by reference to a discount rate equal to

(A) the interest rate prevailing, at 25 the time of the sale, in the country in which the vendor is located for commercial loans available in that country in the currency in which the payments are expressed in the agreement 30 and on terms, other than the interest rate, comparable to the credit terms on which the sale of the goods was made, or

(B) where it is not possible to ascer- 35 tain the interest rate referred to in clause (A) or there is no such interest rate, the interest rate selected as provided for by regulations made pursuant to paragraph 97(j), 40

is divided by

(b) the number or quantity of the goods sold,

so as to arrive at a unit price for the goods sold. 45

Where agreement relates to several goods

(2) For the purpose of paragraph (1)(a), where an agreement with respect to the sale of goods referred to in section 24 or 25 also

lui rembourser tout ou partie des droits anti-dumping qui peuvent être exigibles sur les marchandises ou à l'indemniser à cet égard :

a) les paiements, les remboursements ou 5 les indemnités, selon le cas, sont réputés ne pas être des arrangements compensatoires aux termes du sous-alinéa 25b)(ii);

b) le prix à l'exportation des marchandises est celui qui est établi selon la présente loi 10 moins le montant des paiements, des remboursements ou des indemnités.

Ventes à crédit de marchandises vendues à l'importateur au Canada

27. (1) Pour l'application des articles 24 et 25, le prix de vente unitaire de marchandises visées à ces articles est, si la vente a été faite selon des modalités de crédit autres 15 qu'un escompte au comptant, réputé être le montant égal au quotient :

a) du total de la valeur actuelle de chaque versement du principal ou des intérêts, ou du principal et des intérêts, prévu à toute 20 entente relative à la vente et calculé :

(i) d'une part, à la date de la vente,

(ii) d'autre part, par rapport à un taux d'escompte égal :

(A) au taux d'intérêt en vigueur à la 25 date de la vente dans le pays où se trouve le vendeur et applicable aux prêts commerciaux qui sont faits dans ce pays dans la même monnaie que celle qui est exprimée dans l'entente 30 et selon des modalités de crédit, autre que le taux d'intérêt, comparables, (B) en l'absence du taux d'intérêt visé à la disposition (A) ou dans l'impossibilité de le déterminer, au taux 35 d'intérêt choisi conformément aux règlements pris en vertu de l'alinéa 97j),

sur

b) le nombre ou la quantité de marchandi- 40 ses vendues.

Entente portant sur d'autres marchandises

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), si l'entente relative à la vente des marchandises visées aux articles 24 et 25 se rapporte aussi

relates to the sale of other goods, only such portion of the present value of any payment of principal or interest, or of principal and interest, provided for by the agreement as is reasonably attributable to the goods referred to in section 24 or 25, as the case may be, shall be included in determining the aggregate referred to in that paragraph.

Where exporter provides benefit on resale in Canada

28. For the purposes of sections 24 and 25, where the exporter of goods sold to an importer in Canada agrees with the importer to provide, directly or indirectly, to persons who purchase the goods in Canada

(a) on resale from the importer, or

(b) from any person on any subsequent resale,

any benefit by way of rebate, service, other goods or otherwise, the export price of the goods is the export price as otherwise determined under this Act, after subtracting therefrom any amount that is required to be subtracted under section 26, minus an amount to reflect the value of the benefit to persons who purchase the goods on resale.

Normal Value and Export Price

Normal value and export price where information not available

29. (1) Where, in the opinion of the Deputy Minister, sufficient information has not been furnished or is not available to enable the determination of normal value or export price as provided in sections 15 to 28, the normal value or export price, as the case may be, shall be determined in such manner as the Minister specifies.

Consignment shipments

(2) Where goods are or are to be shipped to Canada on consignment and there is no known purchaser in Canada of the goods, the normal value and export price of the goods shall be determined in such manner as the Minister specifies.

Normal value and export price where goods exported to Canada through another country

30. (1) Where goods are exported to Canada from one country but pass in transit through another country, the normal value and export price of the goods shall, subject to such terms and conditions as to shipment, documentation, warehousing, transshipment or the like as are prescribed, be determined

à la vente d'autres marchandises, seule la partie de la valeur actuelle de chaque paiement du principal ou de l'intérêt, ou du principal et de l'intérêt, qui peut être vraisemblablement attribuable aux marchandises visées à ces articles est prise en compte pour le calcul du total visé à cet alinéa.

Octroi d'avantages pour la revente

28. Pour l'application des articles 24 et 25, lorsque l'exportateur de marchandises vendues à un importateur se trouvant au Canada convient avec l'importateur d'accorder directement ou indirectement des avantages sous forme notamment de rabais, de services ou d'autres marchandises, aux personnes qui achètent les marchandises au Canada

a) soit à l'importateur,

b) soit à tout acheteur subséquent,

le prix d'exportation est celui qui est par ailleurs déterminé aux termes de la présente loi, après soustraction de tout montant à soustraire en vertu de l'article 26, moins un montant équivalent à l'avantage pour ces acheteurs.

Valeur normale et prix à l'exportation

Renseignements insuffisants

29. (1) La valeur normale et le prix à l'exportation sont établis selon les modalités que fixe le ministre dans les cas où le sous-ministre est d'avis qu'il est impossible de les établir conformément aux articles 15 à 28 vu l'insuffisance ou l'inaccessibilité des renseignements nécessaires.

Expédition pour mise en consignment

(2) La valeur normale et le prix à l'exportation de marchandises expédiées ou destinées à l'expédition vers le Canada pour y être mises en consignment alors qu'on ne connaît pas d'acheteur se trouvant au Canada, sont établis selon les modalités que fixe le ministre.

Marchandises en transit

30. (1) La valeur normale et le prix à l'exportation de marchandises exportées vers le Canada en provenance d'un pays donné et transitant par un autre pays sont établis de la même façon que si ces marchandises avaient été expédiées directement vers le Canada à partir du premier pays, sous réserve des

as if the goods were shipped directly to Canada from such first mentioned country.

Normal value and export price where goods shipped indirectly to Canada

(2) Where any goods

(a) are or are to be shipped indirectly to Canada from the country of origin through one or more other countries, and

(b) would, but for this section, have a normal value as computed under section 15 that is less than the normal value would be if the country of export were the country of origin,

the normal value and export price of the goods shall, notwithstanding any other provision of this Act, be determined as if the goods were or were to be shipped directly to Canada from the country of origin.

modalités réglementaires applicables notamment à l'expédition, aux documents à fournir, à l'entreposage et au transbordement.

(2) Par dérogation à la présente loi, la valeur normale et le prix à l'exportation de marchandises importées sont établis de la même façon que si les marchandises avaient été ou devaient être expédiées directement vers le Canada à partir du pays d'origine, dans les cas où :

a) les marchandises sont ou doivent être expédiées indirectement vers le Canada à partir du pays d'origine;

b) en outre, la valeur normale de ces marchandises, calculée conformément à l'article 15, est, abstraction faite du présent article, inférieure à ce qu'elle serait si le pays d'exportation était le même que le pays d'origine.

PROCEDURE IN DUMPING AND SUBSIDY INVESTIGATIONS

Commencement of Investigation

Initiation of investigation

31. (1) The Deputy Minister shall cause an investigation to be initiated respecting the dumping or subsidizing of any goods forthwith on his own initiative, or, where he receives a written complaint respecting the dumping or subsidizing of the goods, within thirty days after the date on which written notice is given by or on behalf of the Deputy Minister to the complainant that the complaint is properly documented, if he is of the opinion

(a) that there is evidence that the goods have been or are being dumped or subsidized; and

(b) that the evidence discloses a reasonable indication that the dumping or subsidizing referred to in paragraph (a) has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation.

Idem

(2) The Deputy Minister shall, on receipt of a notice in writing from the Tribunal pursuant to section 46 respecting the dumping or subsidizing of any goods, cause an investigation to be initiated respecting the

ENQUÊTES DE DUMPING ET DE SUBVENTIONNEMENT

Ouverture d'enquête

Idem

31. (1) De sa propre initiative ou, s'il reçoit une plainte écrite concernant le dumping ou le subventionnement de marchandises, dans les trente jours suivant la date à laquelle il informe ou fait informer, par avis écrit, le plaignant de ce que le dossier est complet, le sous-ministre fait ouvrir une enquête de dumping ou de subventionnement sur les marchandises au sujet desquelles il est d'avis, à la fois :

a) que des éléments de preuve indiquent qu'elles ont été ou sont sous-évaluées ou subventionnées;

b) que des éléments de preuve indiquent de façon raisonnable que le dumping ou le subventionnement soit cause, a causé ou est susceptible de causer un préjudice sensible, soit cause ou a causé un retard sensible.

Idem

(2) Le sous-ministre, dès réception d'un avis écrit que lui transmet le Tribunal en vertu de l'article 46, fait ouvrir une enquête sur le dumping ou le subventionnement des marchandises visées par l'avis.

dumping or subsidizing of any goods described in the notice.

Idem

(3) Where a reference is made to the Tribunal pursuant to subsection 33(2) and the Tribunal advises that the evidence discloses a reasonable indication that the dumping or subsidizing of the goods that are the subject of the reference has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation, the Deputy Minister shall initiate an investigation respecting the dumping or subsidizing of the goods forthwith after receipt of the advice.

Where Deputy Minister receives a complaint

32. (1) Where the Deputy Minister receives a written complaint respecting the dumping or subsidizing of goods, he shall, within twenty-one days after such receipt,

(a) where the complaint is properly documented, cause the complainant, and, in the case of subsidized goods, the government of the country of export, to be informed in writing of such receipt and that the complaint is properly documented; or

(b) where the complaint is not properly documented, cause the complainant to be informed of such receipt and of the additional information and material that is needed in order for the complaint to be properly documented.

Additional information and material

(2) For the purposes of subsection (1), where the Deputy Minister receives from a complainant additional written information or material in relation to a complaint referred to in that subsection with respect to which he has at any time caused the complainant to be informed pursuant to paragraph (1)(b), the Deputy Minister shall, unless, before the receipt of the additional information or material, he has caused the complainant to be informed in writing pursuant to paragraph (1)(a) that the complaint is properly documented, be deemed to have received, on the day that he received the additional written information or material, a complaint respecting the dumping or subsidizing of goods composed of the complaint with respect to which he has caused the complainant to be so informed pursuant to paragraph (1)(b) and the additional information or material.

(3) Dans les cas où le Tribunal, saisi du renvoi prévu au paragraphe 33(2), avise que des éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises objet du renvoi soit cause, a causé ou est susceptible de causer un préjudice sensible, soit cause ou a causé un retard sensible, le sous-ministre ouvre une enquête sur le dumping ou le subventionnement dès réception de l'avis.

Idem

32. (1) Dans les cas où il reçoit une plainte écrite concernant le dumping ou le subventionnement de marchandises, le sous-ministre, dans les vingt et un jours suivant la réception :

a) si le dossier est complet, en fait informer par écrit le plaignant et, s'il s'agit de subventionnement, le gouvernement du pays d'exportation;

b) si le dossier est incomplet, en fait informer le plaignant en lui précisant les renseignements et pièces complémentaires à fournir.

Réception d'une plainte

(2) Dans les cas où, en vertu de l'alinéa (1)b), il informe le plaignant que le dossier est incomplet et où il reçoit les renseignements et pièces complémentaires, le sous-ministre est réputé recevoir la plainte à la date où il reçoit ces renseignements ou pièces sauf si, entre temps, il revient sur sa décision et, conformément à l'alinéa (1)a), informe le plaignant que le dossier est complet.

Renseignements et pièces complémentaires

Where Deputy
Minister
decides not to
initiate
investigation

33. (1) Where, after receipt of a properly documented written complaint respecting the dumping or subsidizing of goods, the Deputy Minister decides, with respect to some or all of the goods specified in the complaint, not to cause an investigation to be initiated, he shall cause a written notice of his decision, setting out the reasons therefor, to be sent to the complainant and, in the case of subsidized goods, to the government of the country of export.

Reference to
Tribunal

(2) Where, after receipt of a properly documented written complaint respecting the dumping or subsidizing of goods, the Deputy Minister decides, with respect to some or all of the goods specified in the complaint, not to cause an investigation to be initiated by reason only that in his opinion the evidence does not disclose a reasonable indication that the dumping or subsidizing of the goods in respect of which he has so decided has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation,

- (a) the Deputy Minister may, on the date of the notice referred to in subsection (1), or
- (b) the complainant may, within thirty days after the date of the notice referred to in subsection (1),

refer to the Tribunal the question whether the evidence discloses a reasonable indication that the dumping or subsidizing of the goods in respect of which the Deputy Minister has so decided has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation.

Notice of
investigation
and referral to
Tribunal

34. Where the Deputy Minister causes an investigation to be initiated respecting the dumping or subsidizing of goods,

(a) in the case of an investigation initiated pursuant to any provision of this Act other than section 7, the Deputy Minister shall cause notice of the investigation

- (i) to be given to the exporter, the importer, the government of the country of export, the complainant, if any, and such other persons as may be prescribed, and

33. (1) S'il est saisi d'un dossier complet mais décide de ne pas faire ouvrir d'enquête sur tout ou partie des marchandises en cause, le sous-ministre fait transmettre un avis écrit et motivé de sa décision au plaignant et, dans le cas de subventionnement, au gouvernement du pays d'exportation.

Décision de ne
pas ouvrir
d'enquête

(2) Si le sous-ministre, saisi d'un dossier complet, décide de ne pas faire ouvrir d'enquête sur tout ou partie des marchandises pour la seule raison que, selon lui, les éléments de preuve n'indiquent pas, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement soit cause, a causé ou est susceptible de causer un préjudice sensible, soit cause ou a causé un retard sensible, il est loisible :

Renvoi devant
le Tribunal

- a) soit au sous-ministre, à la date de l'avis visé au paragraphe (1);
 - b) soit au plaignant, dans les trente jours suivant la date de l'avis prévu au paragraphe (1),
- de demander au Tribunal de se prononcer sur cette question.

34. À l'occasion de toute enquête de dumping ou de subventionnement que fait ouvrir le sous-ministre :

Avis d'enquête

a) sauf s'il s'agit d'une enquête visée à l'article 7, le sous-ministre :

- (i) fait donner avis de cette enquête à l'importateur, à l'exportateur, au gouvernement du pays d'exportation, à l'éventuel plaignant et à toutes les autres personnes que prévoient les règlements,
- (ii) fait publier cet avis dans la *Gazette du Canada*;

(ii) to be published in the *Canada Gazette*; and

(b) in the case of an investigation initiated pursuant to subsection 31(1), the Deputy Minister may, on the date of the notice given to the complainant pursuant to paragraph (a), or any person or government that was given notice pursuant to paragraph (a) may, within thirty days from the date of the notice, refer to the Tribunal the question whether the evidence discloses a reasonable indication that the dumping or subsidizing of any goods in respect of which the Deputy Minister has caused the investigation to be initiated has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation.

Termination of investigation

35. (1) Where, at any time before making a preliminary determination in an investigation respecting the dumping or subsidizing of goods,

(a) the Deputy Minister is satisfied in respect of some or all of such goods that

(i) there is insufficient evidence of dumping or subsidizing to justify proceeding with the investigation in relation thereto, or

(ii) the margin of dumping of or the amount of the subsidy on the goods or the actual or potential volume of dumped or subsidized goods is negligible, or

(b) in the case of an investigation initiated pursuant to subsection 31(1) with respect to which a reference has not been made to the Tribunal pursuant to paragraph 34(b), the Deputy Minister comes to the conclusion in respect of some or all of such goods that the evidence does not disclose a reasonable indication that the dumping or subsidizing thereof has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation, the Deputy Minister shall, subject to subsections (2) and (3),

(c) cause the investigation to be terminated with respect to the goods in respect of which he is so satisfied or has come to such conclusion, and

b) s'il s'agit d'une enquête visée au paragraphe 31(1), le sous-ministre peut, à la date de l'avis donné conformément à l'alinéa a), et toute personne ou tout gouvernement avisé conformément à cet alinéa peut, dans les trente jours suivant la date de l'avis, demander au Tribunal de se prononcer sur la question de savoir si les éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause soit cause, a causé, ou est susceptible de causer un préjudice sensible, soit cause ou a causé un retard sensible.

35. (1) Si le sous-ministre, avant de rendre une décision provisoire lors d'une enquête de dumping ou de subventionnement, en arrive à l'une des conclusions suivantes au sujet des marchandises ou de certaines d'entre elles :

a) il est convaincu que, selon le cas :

(i) il n'y a pas assez d'éléments prouvant le dumping ou le subventionnement pour justifier la poursuite de l'enquête,

(ii) leur marge de dumping, le montant de la subvention les concernant ou le volume réel ou éventuel de marchandises sous-évaluées ou subventionnées est négligeable;

b) il conclut, au cours d'une enquête qu'il a fait ouvrir en application du paragraphe 31(1) sans qu'il y ait eu renvoi au Tribunal en vertu de l'alinéa 34b), que les éléments de preuve n'indiquent pas, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement soit cause, a causé ou est susceptible de causer un préjudice sensible, soit cause ou a causé un retard sensible,

il doit, sous réserve des paragraphes (2) et (3) :

c) faire clore l'enquête sur les marchandises objet de ses conclusions;

d) faire donner et publier avis de cette clôture selon les modalités prévues à l'alinéa 34a).

Clôture de l'enquête

(d) cause notice of such termination to be given and published as provided in paragraph 34(a).

Notice and
reference to
Tribunal prior
to termination

(2) Where, in the case of an investigation described in paragraph (1)(b) respecting the dumping or subsidizing of goods, the Deputy Minister comes to the conclusion referred to in that paragraph in respect of some or all of such goods,

(a) the Deputy Minister shall cause notice of his conclusion to be given and published as provided in paragraph 34(a); and

(b) the Deputy Minister may, on the date of the notice given to the complainant pursuant to paragraph (a), or any person 15 or government that was given notice pursuant to paragraph (a) may, within thirty days from the date of the notice, refer to the Tribunal the question whether the evidence discloses a reasonable indication 20 that the dumping or subsidizing of the goods in respect of which the Deputy Minister has come to that conclusion has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing 25 retardation.

Limitation on
termination

(3) Where notice is given pursuant to paragraph (2)(a) in an investigation, the Deputy Minister may not terminate the investigation with respect to the goods to 30 which the notice relates by reason only that he has come to the conclusion referred to in paragraph (1)(b) in respect of those goods,

(a) where no reference is made to the Tribunal pursuant to paragraph (2)(b) 35 within the thirty days referred to in that paragraph, until the thirty days have expired; or

(b) where such a reference is made to the Tribunal, unless and until the Tribunal 40 advises that in its opinion the evidence does not disclose a reasonable indication that the dumping or subsidizing of the goods has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is 45 causing retardation.

Termination of
investigation

36. Where a reference is made to the Tribunal pursuant to paragraph 34(b) and the Tribunal advises with respect to any of the

(2) Si le sous-ministre en arrive à la conclusion prévue à l'alinéa (1)b) :

Avis donné
avant la clôture
de l'enquête

a) il en fait donner et publier avis selon les modalités prévues à l'alinéa 34a);

b) il peut, à la date de l'avis donné conformément à l'alinéa a), et toute personne ou tout gouvernement avisé conformément à cet alinéa peut, dans les trente jours suivant la date de l'avis, demander au Tribunal de se prononcer sur la question de 10 savoir s'il existe des éléments de preuve indiquant, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause soit cause, a causé ou est susceptible de causer un préjudice sen- 15 sible, soit cause ou a causé un retard sensible.

(3) Le sous-ministre ne peut clore une enquête à l'égard de laquelle l'avis prévu à l'alinéa (2)a) a été donné pour la seule raison 20 qu'il en est arrivé à la conclusion visée par l'alinéa (1)b) :

Délai

a) en l'absence de renvoi au Tribunal dans les trente jours visés à l'alinéa (2)b), qu'à l'expiration de ces trente jours; 25

b) en cas de renvoi au Tribunal, que si le Tribunal lui fait savoir qu'il partage sa conclusion.

36. Si le Tribunal, saisi d'un renvoi en vertu de l'alinéa 34b), fait savoir au sous- 30 ministre que, du moins pour certaines mar-

Clôture de
l'enquête

goods that are the subject of the reference that the evidence does not disclose a reasonable indication that the dumping or subsidizing of such goods has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation, the Deputy Minister shall terminate the investigation in respect of those goods forthwith after receipt of the advice and shall cause notice of the termination to be given and published as provided in paragraph 34(a).

Tribunal to give advice

37. Where a reference is made to the Tribunal pursuant to section 33, 34 or 35 on any question in relation to any matter before the Deputy Minister,

(a) the Deputy Minister shall forthwith provide the Tribunal with such information and material with respect to the matter as may be required under the rules of the Tribunal; and

(b) the Tribunal shall render its advice on the question

(i) without holding any hearings thereon,

(ii) on the basis of the information that was before the Deputy Minister when he reached his decision or conclusion on that question, and

(iii) forthwith after the date on which the reference is made to it and, in any event, not later than thirty days after such date.

Preliminary Determination

Preliminary determination of dumping or subsidizing

38. (1) Subject to sections 39 and 40, within ninety days after the initiation of an investigation respecting the dumping or subsidizing of goods, the Deputy Minister shall make a preliminary determination of dumping or subsidizing with respect to the goods in respect of which the investigation has not been terminated pursuant to section 35 or 36 after estimating and specifying, in relation to each importer of goods in respect of which the investigation is made, as follows, namely,

(a) in the case of dumped goods,

(i) estimating the margin of dumping of the goods to which the preliminary determination applies, using the infor-

chandises, les éléments de preuve présentés n'indiquent pas, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement des marchandises en cause soit cause, a causé ou est susceptible de causer un préjudice sensible, soit cause ou a causé un retard sensible, celui-ci clôt l'enquête sur ces marchandises dès réception de l'avis et fait donner et publier un avis de clôture conformément à l'alinéa 34a).

37. En cas de renvoi au Tribunal aux termes des articles 33, 34 ou 35 sur toute question portée devant le sous-ministre :

a) le sous-ministre fournit sans délai au Tribunal tous les renseignements et pièces qu'exigent les règles du Tribunal;

b) le Tribunal donne son avis :

(i) sans audience,

(ii) en se fondant sur les renseignements dont disposait le sous-ministre pour en arriver à une décision ou conclusion,

(iii) dès qu'il est saisi mais, au plus tard, dans les trente jours suivant la date où il est saisi.

Renvoi au Tribunal

Décision provisoire

38. (1) Sous réserve des articles 39 et 40, dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'ouverture d'une enquête de dumping ou de subventionnement, le sous-ministre rend une décision provisoire de dumping ou de subventionnement concernant les marchandises au sujet desquelles n'a pas eu lieu la clôture d'enquête prévue aux articles 35 ou 36 après avoir, pour chacun des importateurs des marchandises objet de l'enquête :

a) dans le cas de marchandises sous-évaluées :

(i) fait l'estimation de la marge de dumping des marchandises, compte tenu des renseignements dont il dispose,

Décision provisoire de dumping ou de subventionnement

mation available to him at the time the estimate is made, and

(ii) specifying the goods to which the preliminary determination applies;

(b) in the case of subsidized goods, 5

(i) estimating the amount of the subsidy on the goods to which the preliminary determination applies, using the information available to him at the time the estimate is made, 10

(ii) specifying the goods to which the preliminary determination applies, and

(iii) where the whole or any part of the subsidy on the goods to which the preliminary determination applies is an export subsidy, specifying that there is an export subsidy on the goods and estimating the amount of the export subsidy thereon, except that the Deputy Minister shall not specify or estimate anything pursuant to this subparagraph where he is of the opinion that, having regard to the country that is providing the export subsidy, the nature of the goods on which there is an export subsidy and the circumstances under which the export subsidy is provided, provision of the export subsidy in relation to those goods is not inconsistent with that country's obligations under the international agreement known as the General Agreement on Tariffs and Trade; and 20 25 30

(c) in the case of dumped or subsidized goods, specifying the name of the person he believes, on the information available to him at the time he makes the estimate referred to in paragraph (a)(i) or (b)(i), as the case may be, is the importer in Canada of the goods. 35

(2) Where the Deputy Minister makes a preliminary determination of dumping or subsidizing in respect of goods, he shall 40

(a) cause notice of the determination to be given and published as provided in paragraph 34(a); and 45

(b) cause to be filed with the Secretary written notice of the determination, stating the reasons therefor, together with such other material relating to the determina-

(ii) précisé les marchandises visées par la décision;

b) dans le cas de marchandises subventionnées :

(i) il fait l'estimation du montant de la subvention concernant les marchandises, compte tenu des renseignements dont il dispose, 5

(ii) il précise, les marchandises visées par la décision, 10

(iii) il précise, s'il y a lieu, que les marchandises font l'objet d'une subvention à l'exportation et le montant estimatif de la subvention, étant entendu qu'il n'y a ni précision ni estimation si, eu égard au pays qui octroi la subvention, à la nature des marchandises et aux circonstances entourant l'octroi, le sous-ministre est d'avis que cet octroi n'est pas contraire aux obligations de ce pays aux termes de l'accord international dénommé l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; 15 20

c) dans le cas de marchandises sous-évaluées ou subventionnées, il précise le nom de la personne qu'il croit être l'importateur compte tenu des renseignements dont il dispose à la date de l'estimation visée au sous-alinéa a)(i) ou b)(i), selon le cas. 25

(2) Dès qu'il rend une décision provisoire de dumping ou de subventionnement, le sous-ministre : 30 Avis de la décision provisoire

a) en fait donner et publier avis selon les modalités prévues à l'alinéa 34a);

b) en fait déposer auprès du secrétaire un avis motivé accompagné des pièces requises en l'espèce par les règles du Tribunal. 35

tion as may be required under the rules of the Tribunal.

Time extended

39. (1) Subject to section 40, where, in any investigation respecting the dumping or subsidizing of goods, the Deputy Minister, before the expiration of the ninety days referred to in subsection 38(1), causes written notice to be given to the persons and the government referred to in paragraph 34(a) that by reason of

- (a) the complexity or novelty of the issues presented by the investigation,
- (b) the variety of goods or number of persons involved in the investigation,
- (c) the difficulty of obtaining satisfactory evidence in the investigation, or
- (d) any other circumstance specified in the notice that, in the opinion of the Deputy Minister, makes it unusually difficult for him to decide within such ninety days whether to terminate the investigation with respect to some or all of the goods, proceed in accordance with subsection (1) or accept an undertaking or undertakings,

the decision referred to in paragraph (d) will not be made within such ninety days, the period of ninety days referred to in section 38 is thereupon extended to one hundred and thirty-five days.

Notice of time extension

(2) Where the Deputy Minister causes notice to be given pursuant to subsection (1), he shall cause a notice to the same effect to be published in the *Canada Gazette* forthwith.

Days not counted

40. Where, in any investigation respecting the dumping or subsidizing of goods, notice is given and published pursuant to paragraph 35(2)(a), there shall not be counted as one of the ninety days referred to in section 38 or as one of the one hundred and thirty-five days referred to in subsection 39(1)

- (a) in any case where the question referred to in that paragraph is not referred to the Tribunal, any of the thirty days referred to in paragraph 35(2)(b); or
- (b) in any other case, any day in the period commencing on the day following the date of the notice given pursuant to

39. (1) Sous réserve de l'article 40, le délai prévu au paragraphe 38(1) est porté à cent trente-cinq jours si le sous-ministre, avant l'expiration des quatre-vingt-dix jours prévus à ce paragraphe, indique, dans un avis écrit donné aux personnes et au gouvernement visés à l'alinéa 34a), que la détermination visée à l'alinéa d) ci-dessous ne sera pas rendue dans le délai prévu pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

- a) la complexité ou le caractère inédit des points soulevés par l'enquête;
- b) la diversité des marchandises ou le nombre de personnes touchées par l'enquête;
- c) les difficultés rencontrées pour obtenir des éléments de preuve satisfaisants;
- d) toute autre circonstance qui, selon le sous-ministre, fait qu'il lui est exceptionnellement difficile de déterminer, dans le délai imparti, s'il doit clore l'enquête pour tout ou partie des marchandises, rendre une décision provisoire de dumping ou de subventionnement conformément à l'article 38 ou accepter un ou des engagements.

Prorogation

Avis de prorogation

(2) Dans le cas de prorogation prévu au paragraphe (1), le sous-ministre fait publier, sans délai, un avis à cet effet dans la *Gazette du Canada*.

40. En cas d'avis prévu à l'alinéa 35(2)a), le délai visé à l'article 38 ou au paragraphe 39(1) ne comprend :

- a) ni le délai visé à l'alinéa 35(2)b), s'il n'y a pas eu le renvoi prévu à cet alinéa;
- b) ni, dans le cas d'un renvoi prévu à l'alinéa 35(2)b), la période commençant le lendemain de la date de l'avis donné conformément à l'alinéa 35(2)a) et se terminant à la date à laquelle le Tribunal donne son avis après avoir été saisi du renvoi.

Computation du délai

paragraph 35(2)(a) and ending on the day on which the Tribunal renders its advice on the question referred to in paragraph 35(2)(b).

Final Determination

Final determination or termination

41. (1) Within ninety days after making, in any investigation, a preliminary determination of dumping or subsidizing in respect of goods, the Deputy Minister shall

(a) where, on the evidence available to him, he is satisfied, in relation to each importer of goods in respect of which the investigation is made,

(i) that the goods have been or are being dumped or subsidized, and

(ii) that neither the margin of dumping of or the amount of the subsidy on the goods nor the actual or potential volume of dumped or subsidized goods is negligible,

make a final determination of dumping or subsidizing with respect to the goods after specifying, in relation to each such importer, as follows, namely,

(iii) in the case of dumped goods, specifying the goods to which the determination applies and the margin of dumping of such goods, and

(iv) in the case of subsidized goods,

(A) specifying the goods to which the determination applies,

(B) specifying the amount of the subsidy on such goods, and

(C) where the whole or any part of the subsidy on such goods is an export subsidy, specifying the amount of the export subsidy on such goods, except that the Deputy Minister shall not specify anything pursuant to this clause where he is of the opinion that, having regard to the country that is providing the export subsidy, the nature of the goods and the circumstances under which the export subsidy is provided, provision of the export subsidy in relation to those goods is not inconsistent with that country's obligations under the international agreement known as the

Décision définitive

Décision définitive ou clôture de l'enquête

41. (1) Dans les quatre-vingt-dix jours suivant sa décision provisoire de dumping ou de subventionnement, le sous-ministre, selon le cas :

a) si, au vu des éléments de preuve dont il dispose, il constate pour chacun des importateurs des marchandises objet de l'enquête les faits suivants :

(i) les marchandises ont été ou sont sous-évaluées ou subventionnées,

(ii) la marge de dumping de ces marchandises ou le montant de la subvention octroyée pour elles ainsi que leur volume réel ou éventuel ne sont pas négligeables,

il rend une décision définitive de dumping ou de subventionnement après avoir précisé, pour chacun des importateurs :

(iii) dans le cas de marchandises sous-évaluées, les marchandises objet de la décision et leur marge de dumping,

(iv) dans le cas de marchandises subventionnées :

(A) les marchandises objet de la décision,

(B) le montant de la subvention octroyée pour elles,

(C) s'il y a lieu, le montant de la subvention à l'exportation octroyée pour elles, étant entendu que rien n'est précisé si, eu égard au pays qui octroie la subvention, à la nature des marchandises et aux circonstances entourant l'octroi, le sous-ministre est d'avis que cet octroi n'est pas contraire aux obligations de ce pays aux termes de l'accord international dénommé Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce;

b) fait clore l'enquête sur les marchandises au sujet desquelles, au vu des éléments de preuve dont il dispose, il n'y a pas d'importateur à l'égard de qui il en arrive à la constatation prévue à l'alinéa a).

General Agreement on Tariffs and Trade; or

(b) where, on the evidence available to him, there is no importer in Canada described in paragraph (a) with respect to whom he is satisfied in accordance with that paragraph, cause the investigation to be terminated with respect to the goods. 5

Notice of final determination

(2) Where the Deputy Minister makes a final determination of dumping or subsidizing in respect of goods, he shall cause notice that he has made the determination to be

(a) given and published as provided in paragraph 34(a); and

(b) filed with the Secretary in writing, 15 stating the reasons therefor, together with such other material relating to the determination as may be required under the rules of the Tribunal.

Notice of termination

(3) Where the Deputy Minister causes an investigation respecting the dumping or subsidizing of any goods to be terminated pursuant to subsection (1) in respect of those goods, he shall cause notice of such termination to be 25

(a) given and published as provided in paragraph 34(a); and

(b) given in writing to the Secretary.

(2) Dès qu'il rend la décision définitive prévue au paragraphe (1), le sous-ministre :

a) en fait donner et publier avis selon les modalités prévues à l'alinéa 34a);

b) en fait déposer auprès du secrétaire un avis motivé, accompagné des pièces requises en l'espèce par les règles du Tribunal. 5

Avis de la décision définitive

(3) Dès qu'il fait clore une enquête conformément au paragraphe (1), le sous-ministre :

a) en fait donner et publier avis selon les modalités prévues à l'alinéa 34a);

b) en fait donner un avis écrit au secrétaire.

Avis de clôture de l'enquête

INQUIRIES BY TRIBUNAL

ENQUÊTES MENÉES PAR LE TRIBUNAL

Tribunal to make inquiry

42. (1) The Tribunal, forthwith after receipt by the Secretary pursuant to subsection 38(2) of a notice of a preliminary determination of dumping or subsidizing in respect of goods, shall make inquiry with respect to such of the following matters as is appropriate in the circumstances, namely, 35

(a) in the case of any goods to which the preliminary determination applies, as to whether the dumping or subsidizing of the goods

(i) has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation, or

(ii) would have caused material injury or retardation except for the fact that provisional duty was imposed in respect of the goods; 45

42. (1) Dès réception par le secrétaire de l'avis de décision provisoire de dumping ou de subventionnement prévu au paragraphe 38(2), le Tribunal fait enquête sur celles parmi les questions suivantes qui sont indiquées dans les circonstances, à savoir : 15

a) si le dumping des marchandises en cause ou leur subventionnement : 20

(i) soit cause, a causé ou est susceptible de causer un préjudice sensible, soit cause ou a causé un retard sensible,

(ii) soit aurait causé un préjudice sensible ou un retard sensible sans l'application de droits provisoires aux marchandises; 25

b) si, dans le cas de marchandises sous-évaluées objet de la décision provisoire : 30

Enquête du Tribunal

(b) in the case of any dumped goods to which the preliminary determination applies, as to whether

(i) either

(A) there has occurred a considerable importation of like goods that were dumped, which dumping has caused material injury or would have caused material injury except for the application of anti-dumping measures, or

(B) the importer of the goods was or should have been aware that the exporter was practising dumping and that such dumping would cause material injury, and

(ii) material injury has been caused by reason of the fact that the dumped goods

(A) constitute a massive importation into Canada, or

(B) form part of a series of importations into Canada, which importations in the aggregate are massive and have occurred within a relatively short period of time,

and it appears necessary to the Tribunal that duty be assessed on the imported goods in order to prevent the recurrence of such material injury; and

(c) in the case of any subsidized goods to which the preliminary determination applies where a subsidy on the goods is an export subsidy, as to whether

(i) material injury has been caused by reason of the fact that the subsidized goods

(A) constitute a massive importation into Canada, or

(B) form part of a series of importations into Canada, which importations in the aggregate are massive and have occurred within a relatively short period of time, and

(ii) a countervailing duty should be imposed on the subsidized goods in order to prevent the recurrence of such material injury.

(2) The Tribunal shall, forthwith after receipt by the Secretary pursuant to paragraph 52(1)(f) of a notice of a preliminary

(i) d'une part :

(A) ou bien a eu lieu une importation considérable de marchandises similaires sous-évaluées dont le dumping a causé un préjudice sensible ou en aurait causé si des mesures antidumping n'avaient pas été prises,

(B) ou bien l'importateur des marchandises était ou aurait dû être au courant du dumping que pratiquait l'exportateur et du fait que ce dumping causerait un préjudice sensible,

(ii) d'autre part, un préjudice sensible a été causé du fait que les marchandises sous-évaluées :

(A) soit représentent une importation massive,

(B) soit appartiennent à une série d'importations, massives dans l'ensemble et échelonnées sur une période relativement courte,

et le Tribunal estime nécessaire que soient imposés des droits sur les marchandises importées afin de prévenir la réapparition du préjudice;

c) si, dans le cas de marchandises subventionnées objet de la décision provisoire pour lesquelles marchandises une subvention à l'exportation a été octroyée :

(i) d'une part, un préjudice sensible a été causé du fait que les marchandises subventionnées :

(A) soit représentent une importation massive,

(B) soit appartiennent à une série d'importations, massives dans l'ensemble et échelonnées sur une période relativement courte,

(ii) d'autre part, des droits compensateurs devraient être imposés sur les marchandises subventionnées afin de prévenir la réapparition du préjudice.

(2) Dès réception par le secrétaire, aux termes de l'alinéa 52(1)f), d'un avis de décision provisoire de dumping ou de subvention-

Idem

Idem

determination of dumping or subsidizing in respect of goods with respect to which an undertaking or undertakings have been terminated, make inquiry as to whether the dumping or subsidizing

(a) has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation; or

(b) would have caused, during any period after the undertaking or undertakings, as the case may be, with respect to the goods were accepted, material injury except for such acceptance.

(3) The Tribunal, in considering any question relating to the production in Canada of 15 la production ou à la mise en production de such goods or the establishment in Canada of such production, shall take fully into account the provisions of

(a) in a dumping case, paragraph 1 of Article 4 of the Agreement signed at 20 Geneva, Switzerland, on December 17, 1979 on Implementation of Article VI of the General Agreement on Tariffs and Trade; and

(b) in a subsidy case, paragraph 7 of 25 Article 6 of the Subsidies and Countervailing Duties Agreement.

43. (1) In any inquiry referred to in section 42 in respect of any goods, the Tribunal shall, forthwith after the date of receipt by 30 the Secretary of notice of a final determination of dumping or subsidizing with respect to any such goods, but, in any event, not later than one hundred and twenty days after the date of receipt by the Secretary of notice of a 35 preliminary determination with respect to the goods, make such order or finding with respect to the goods to which the final determination applies as the nature of the matter may require, and shall declare to what goods, 40 including, where applicable, from what supplier and from what country of export, the order or finding applies.

(2) The Secretary shall forward by registered mail to the Deputy Minister, the 45 importer, the exporter and such other persons as may be specified by the rules of the Tribunal

nement relatif à des marchandises pour lesquelles un ou des engagements ont été terminés, le Tribunal détermine si le dumping ou le subventionnement :

5 a) soit cause, a causé ou est susceptible de 5 causer un préjudice sensible, soit cause ou a causé un retard sensible;

b) soit aurait causé, pendant la période suivant l'acceptation de l'engagement ou des engagements, selon le cas, un préjudice 10 sensible sans l'acceptation de cet engagement ou de ces engagements.

(3) En examinant les questions relatives à 15 la production ou à la mise en production de marchandises au Canada, le Tribunal tient 15 compte des dispositions suivantes :

a) s'il s'agit d'un dumping, le paragraphe 1 de l'article 4 de l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, 20 signé à Genève (Suisse) le 17 décembre 1979;

b) s'il s'agit d'un subventionnement, le paragraphe 7 de l'article 6 de l'Accord.

43. (1) Dans le cas des enquêtes visées à 25 l'article 42, le Tribunal rend, à l'égard de marchandises objet d'une décision définitive de dumping ou de subventionnement, les ordonnances ou les conclusions indiquées dans chaque cas en y précisant les marchan- 30 dises concernées et, le cas échéant, leur fournisseur et leur pays d'exportation. Ces ordonnances ou conclusions doivent être rendues dès réception par le secrétaire de l'avis de cette décision définitive mais, au plus tard, 35 dans les cent vingt jours suivant la date à laquelle le secrétaire reçoit l'avis de décision provisoire.

(2) Le secrétaire envoie, par courrier recommandé, au sous-ministre, à l'importa- 40 teur, à l'exportateur et aux autres personnes que prévoient les règles du Tribunal, copie des textes suivants :

Tribunal to be guided by Canada's obligations

Applicabilité des accords internationaux

Tribunal to make order or finding

Ordonnances ou conclusions du Tribunal

Notice of order or finding

Copie des ordonnances ou conclusions

- (a) forthwith after it is made, a copy of each order or finding made by the Tribunal pursuant to this section; and
- (b) not later than fifteen days after the making of an order or finding by the Tribunal pursuant to this section, a copy of the reasons for making the order or finding.

Recommencement of inquiry where order or finding set aside by court

44. (1) Where, pursuant to an application under section 28 of the *Federal Court Act*, 10 an order or finding of the Tribunal is set aside or is set aside in relation to particular goods, the Tribunal shall

- (a) where the matter is referred back to the Tribunal for determination, forthwith 15 recommence the inquiry made in respect of the goods to which the order or finding applies or in respect of the particular goods, as the case may be, and
- (b) in any other case, decide, within thirty 20 days after the final disposition of the application, whether or not to recommence the inquiry in respect of the goods to which the order or finding applies or in respect of the particular goods, as the case 25 may be, and, if the Tribunal decides that the inquiry should be recommenced, forthwith recommence the inquiry,

and a new order or finding compatible with the final disposition of the issues raised by or 30 as a result of the application shall be made by the Tribunal with respect to the goods in respect of which the inquiry is recommenced forthwith and, in any event, not later than one hundred and twenty days after 35

- (c) where paragraph (a) applies, the date on which the order or finding is set aside, and
- (d) where paragraph (b) applies, the date on which the Tribunal decides that the 40 inquiry should be recommenced.

Idem

(2) Where an inquiry is recommenced pursuant to subsection (1) with respect to any goods

- (a) the Secretary shall forthwith give 45 notice of the recommencement of the inquiry with respect to those goods to every person to whom he forwarded, pur-

- a) dès qu'elles ont été rendues en vertu du présent article, l'ordonnance ou les conclusions du Tribunal;
- b) dans les quinze jours suivant la date de l'ordonnance ou des conclusions, l'exposé 5 des motifs correspondants.

Reprise de l'enquête

44. (1) En cas d'annulation, à la suite d'une demande faite en vertu de l'article 28 de la *Loi sur la Cour fédérale*, de son ordonnance ou de ses conclusions pour tout ou 10 partie des marchandises en cause, le Tribunal :

- a) si l'affaire lui est renvoyée pour décision, rouvre sans délai l'enquête tenue sur les marchandises ou la partie en cause, 15
- b) dans les autres cas, décide, dans les trente jours suivant le jugement définitif sur la demande, si l'enquête devrait être rouverte et le cas échéant, rouvre l'enquête sans délai 20

il rend aussitôt une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions compatibles avec le jugement définitif sur la demande mais, au plus tard, cent vingt jours suivant :

- c) en cas d'application de l'alinéa a), la 25 date de l'annulation;
- d) en cas d'application de l'alinéa b), la date où il décide de rouvrir l'enquête.

(2) En cas de réouverture d'enquête aux 30 termes du paragraphe (1) :

- a) le secrétaire donne sans délai avis de la réouverture à toute personne à qui il a envoyé une copie de l'ordonnance ou des conclusions en cause en application du paragraphe 43(2); 35

suant to subsection 43(2), a copy of the order or finding with respect to which the application under section 28 of the *Federal Court Act* was made; and

(b) the Tribunal shall, for the purpose of making the new order or finding referred to in subsection (1), take any further steps in the inquiry, whether by way of hearing or rehearing any matter, the receipt of additional evidence or otherwise, that it considers necessary or advisable.

Where
imposition of
duty not in
public interest

45. (1) Where, as a result of an inquiry referred to in section 42 arising out of the dumping or subsidizing of any goods, the Tribunal makes an order or finding described in any of sections 3 to 6 with respect to those goods and the Tribunal is of the opinion that the imposition of an anti-dumping or countervailing duty, or the imposition of such a duty in the full amount provided for by any of those sections, in respect of the goods would not or might not be in the public interest, the Tribunal shall, forthwith after making the order or finding,

(a) report to the Minister of Finance that it is of such opinion and provide him with a statement of the facts and reasons that caused it to be of that opinion; and

(b) cause a copy of the report to be published in the *Canada Gazette*.

Persons
interested may
make
representations

(2) Where any person interested in an inquiry referred to in subsection (1) makes a request to the Tribunal for an opportunity to make representations to the Tribunal on the question whether the Tribunal should, if it makes an order described in any of sections 3 to 6 with respect to any goods in respect of which the inquiry is being made, make a report pursuant to paragraph (1)(a) with respect to those goods, the Tribunal shall afford such person an opportunity to make representations to the Tribunal on that question orally or in writing, or both, as the Tribunal directs in the case of that inquiry.

Tribunal may
direct Deputy
Minister to
make
investigation

46. Where, during an inquiry referred to in this section respecting the dumping or subsidizing of goods to which a preliminary determination under this Act applies, the Tribunal is of the opinion that

b) le Tribunal prend les mesures qu'il considère nécessaires ou souhaitables pour rendre la nouvelle ordonnance ou les nouvelles conclusions, notamment par audition, nouvelle audition ou réception de nouveaux éléments de preuve.

Intérêt public
en cause

45. (1) Dans les cas où, à l'issue d'une enquête menée en vertu de l'article 42, il rend une ordonnance ou des conclusions visées aux articles 3 à 6 mais estime que l'assujettissement des marchandises en cause à des droits antidumping ou compensateurs ou au plein montant des droits prévus à ces articles serait ou pourrait être contraire à l'intérêt public, le Tribunal, aussitôt après avoir rendu l'ordonnance ou la conclusion :

a) transmet un rapport au ministre des Finances énonçant son opinion, faits et motifs à l'appui;

b) fait publier le texte de son rapport dans la *Gazette du Canada*.

Droit de
présenter des
observations

(2) Le Tribunal donne à toute personne intéressée qui en fait la demande la possibilité de lui présenter des observations oralement ou par écrit ou des deux façons suivant ce qu'il décide pour l'enquête en question, sur la question de savoir s'il devrait faire le rapport visé à l'alinéa (1)a) pour les marchandises en cause.

Enquête
ordonnée par le
Tribunal

46. Si, au cours d'une enquête visée au présent article au sujet du dumping ou du subventionnement de marchandises objet d'une décision provisoire prévue à la présente loi, le Tribunal est d'avis :

(a) there is evidence that goods the uses and other characteristics of which closely resemble the uses and other characteristics of goods to which the preliminary determination applies have been or are being dumped or subsidized, and
(b) the evidence discloses a reasonable indication that the dumping or subsidizing referred to in paragraph (a) has caused, is causing or is likely to cause material injury or has caused or is causing retardation, the Tribunal, by notice in writing setting out the description of the goods first mentioned in paragraph (a), may direct the Deputy Minister to cause an investigation to be initiated respecting the dumping or subsidizing of such goods.

Order or finding terminates proceedings under this Act

Inquiry into matters referred by the Governor in Council

Acceptance of undertaking

a) d'une part, que les éléments de preuve indiquent que des marchandises dont l'utilisation et les autres caractéristiques sont très proches de celles qui font l'objet de la décision provisoire ont été ou sont sous-évaluées ou subventionnées,
b) d'autre part, que les éléments de preuve indiquent de façon raisonnable que le dumping ou le subventionnement visé à l'alinéa a) soit cause, a causé ou est susceptible de causer un préjudice sensible, soit cause ou a causé un retard sensible, il peut, par avis écrit donnant la description de ces marchandises, ordonner au sous-ministre de faire ouvrir une enquête sur leur dumping ou leur subventionnement.

Clôture des procédures

Renvoi par le gouverneur en conseil

47. An order or finding made by the Tribunal with respect to any dumped or subsidized goods, other than an order or finding described in any of sections 3 to 6, terminates all proceedings under this Act respecting the dumping or subsidizing of the goods.

48. The Tribunal shall inquire into and report to the Governor in Council on any matter or thing in relation to

- (a) the importation of goods into Canada that may cause or threaten injury to, or that may retard the establishment of, the production of any goods in Canada, or
- (b) the provision, by persons normally resident out of Canada, of services in Canada that may cause or threaten injury to, or that may retard, the provision of any services in Canada by persons normally resident in Canada,

that the Governor in Council refers to the Tribunal for inquiry and report.

47. Exception faite des ordonnances ou conclusions visées à l'un des articles 3 à 6, les ordonnances ou conclusions du tribunal closent les procédures relatives au dumping ou au subventionnement des marchandises en cause.

48. Le Tribunal, saisi d'un renvoi par le gouverneur en conseil, ouvre une enquête et fait rapport au gouverneur en conseil sur tout ce qui concerne, selon le cas :

- a) l'importation de marchandises qui peut causer ou menacer de causer un préjudice à la production de marchandises au Canada ou peut retarder la mise en production de marchandises au Canada;
- b) la prestation, par des personnes ne résidant pas ordinairement au Canada, de services au Canada qui peut causer ou menacer de causer un préjudice à la prestation de services au Canada par des personnes résidant ordinairement au Canada, ou qui peut la retarder.

UNDERTAKINGS

ENGAGEMENTS

49. (1) Subject to subsection (2), the Deputy Minister may, in any investigation respecting the dumping or subsidizing of goods, accept an undertaking or undertakings with respect to dumped or subsidized goods where he is of the opinion that observance of the undertaking or undertakings, as the case may be, will eliminate

49. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le sous-ministre peut, au cours d'une enquête de dumping ou de subventionnement de marchandises, accepter l'engagement ou les engagements qui, d'après lui :
a) soit éliminent la marge de dumping des marchandises en cause ou la subvention qui est octroyée pour elles :

Acceptation de l'engagement

(a) the margin of dumping of or the subsidy on

(i) where the undertaking is given by an exporter, the goods if they are sold by the exporter to importers in Canada, 5 and

(ii) where the undertaking is given by the government of a country from which the goods are exported to Canada, the goods if they are exported to Canada 10 from that country pursuant to sales thereof by exporters to importers in Canada; or

(b) any material injury or retardation that is being or any material injury that is 15 likely to be caused by the dumping or subsidizing.

Idem

(2) The Deputy Minister shall not accept an undertaking with respect to dumped or subsidized goods

(a) unless he is of the opinion that observance of the undertaking will not cause

(i) where the undertaking is given by an exporter, the price at which the goods are sold to importers in Canada by the 25 exporter, or

(ii) where the undertaking is given by the government of a country, the price at which the goods, when exported to Canada from that country, will be sold 30 to importers in Canada,

to increase by more than the estimated margin of dumping of the goods or the estimated amount of the subsidy thereon;

(b) where he has made a preliminary 35 determination of dumping or subsidizing with respect to the goods; or

(c) where he is of the opinion that it would not be practicable to administer the undertaking or undertakings, as the case 40 may be.

50. Forthwith after accepting, in any investigation, an undertaking or undertakings with respect to dumped or subsidized goods, the Deputy Minister shall 45

(i) dans le cas où l'engagement est pris par un exportateur, si les marchandises sont vendues par l'exportateur à des importateurs se trouvant au Canada,

(ii) dans le cas où l'engagement est pris 5 par le gouvernement d'un pays d'où les marchandises sont exportées du Canada, si elles sont exportées de ce pays vers le Canada conformément à des ventes par des exportateurs à des importateurs se 10 trouvant au Canada;

b) soit font disparaître le préjudice sensible ou le retard sensible que cause le dumping ou le subventionnement ou le préjudice sensible qu'il est susceptible de 15 causer.

(2) Le sous-ministre ne peut accepter d'engagement dans l'un ou l'autre des cas 20 suivants :

a) que s'il est d'avis que l'observation de 20 l'engagement ne fera pas augmenter d'un montant plus élevé que le montant estimatif de la marge de dumping estimée ou celui de la subvention :

(i) dans le cas où l'engagement est pris 25 par un exportateur, le prix auquel les marchandises sont vendues aux importateurs se trouvant au Canada par l'exportateur,

(ii) dans le cas où l'engagement est pris 30 par le gouvernement d'un pays, le prix auquel les marchandises seront vendues à des importateurs se trouvant au Canada lors de leur exportation de ce 35 pays;

b) s'il a rendu une décision provisoire de dumping ou de subventionnement au sujet des marchandises en cause;

c) s'il est d'avis qu'il ne serait pas possible 40 d'exécuter l'engagement ou les engagements.

50. Dès qu'il a accepté un ou des engagements dans une enquête, le sous-ministre :

a) fait suspendre l'enquête;

b) veille à ce qu'avis de l'acceptation du ou des engagements et de la prise des

Restrictions

Mesures consécutives à l'acceptation de l'engagement

45

Procedure where undertaking accepted

- (a) cause further action in the investigation to be suspended; and
- (b) cause notice of the acceptance of the undertaking or undertakings, as the case may be, of the suspension referred to in paragraph (a) and of his reasons for accepting the undertaking or undertakings, as the case may be, to be given and published as provided in paragraph 34(a).

Deputy Minister to terminate undertaking

51. (1) Where, within thirty days after the date of the notice of acceptance of an undertaking or undertakings with respect to dumped or subsidized goods given pursuant to paragraph 50(b), the Deputy Minister receives from

- (a) in the case of dumped goods, the importer or exporter of the goods or the complainant in the investigation respecting the goods, and
- (b) in the case of subsidized goods, the importer, exporter or government of the country of export of the goods or the complainant in the investigation respecting the goods,

a written request that the undertaking or any such undertaking, as the case may be, be terminated, the Deputy Minister shall forthwith terminate that undertaking or all such undertakings, as the case may be.

Deputy Minister to resume investigation

(2) Where the Deputy Minister terminates any undertaking pursuant to subsection (1), he shall forthwith cause the investigation to be resumed with respect to all the goods to which the investigation related when he accepted the undertaking or undertakings, as the case may be, and shall cause notice of the resumption of the investigation to be given as provided in paragraph 34(a).

Termination of undertaking by Deputy Minister

52. (1) Where, at any time after he has accepted an undertaking or undertakings with respect to any dumped or subsidized goods that were the subject of an investigation, the Deputy Minister

- (a) is satisfied that the undertaking or any such undertaking, as the case may be, has been or is being violated,
- (b) is of the opinion that he would not have accepted the undertaking or undertakings, as the case may be, if the informa-

dispositions prévues à l'alinéa a) et de l'exposé des motifs à l'appui de son acceptation du ou des engagements soit donné et publié conformément à l'alinéa 34a).

5 Fin de l'engagement sur demande

51. (1) Le sous-ministre met fin sans délai à l'engagement ou aux engagements si, par écrit et dans les trente jours suivant l'avis donné conformément à l'alinéa 50b), il en est requis, pour ce qui est de l'engagement ou de l'un d'entre eux, selon le cas, par :

- a) s'il s'agit de marchandises sous-évaluées, l'importateur, l'exportateur ou le plaignant;
- b) s'il s'agit de marchandises subventionnées, l'importateur, l'exportateur ou le gouvernement du pays d'exportation, ou le plaignant.

10

15

(2) Dès qu'il met fin à un engagement conformément au paragraphe (1), le sous-ministre fait reprendre l'enquête sur toutes les marchandises qui faisaient l'objet de celle-ci au moment où il avait accepté l'engagement ou les engagements, selon le cas, et fait donner avis de la reprise conformément à l'alinéa 34a).

Reprise d'enquête

25

52. (1) Dans les cas où, après avoir accepté un ou des engagements dans une enquête, le sous-ministre :

Fin de l'engagement

- a) ou bien est convaincu que l'engagement ou l'un d'entre eux, selon le cas, n'a pas été 30 ou n'est pas honoré,
- b) ou bien est d'avis qu'il n'aurait pas accepté l'engagement ou les engagements, selon le cas, si les renseignements dont il dispose lui avaient été accessibles au 35 moment de son acceptation,

tion available to him at that time had been available to him when he accepted the undertaking, or

(c) is satisfied that he would not have accepted the undertaking or undertakings, as the case may be, if the circumstances prevailing at that time had prevailed when he accepted the undertaking or undertakings, as the case may be,

he shall forthwith

(d) terminate the undertaking or undertakings, as the case may be,

(e) make a preliminary determination of dumping or subsidizing with respect to each of the goods that were the subject of the investigation in accordance with

(i) in the case of dumped goods, paragraphs 38(a) and (c), and

(ii) in the case of subsidized goods, paragraphs 38(b) and (c),

(f) cause notice of the termination of the undertaking or undertakings, as the case may be, and of the making of the preliminary determination to be given and published as provided in paragraph 34(a) and to be filed with the Secretary in writing, and

(g) cause the investigation with respect to the goods referred to in paragraph (e) to be resumed.

(2) Where, in any investigation respecting the dumping or subsidizing of goods, a number of undertakings are accepted by the Deputy Minister under section 49 and any one or more of such undertakings have been or are being violated, the Deputy Minister shall not, unless he sees good reason to the contrary, take any action under subsection (1) if the undertakings that have not been and are not being violated account for substantially all the imports into Canada of the goods.

53. (1) The Deputy Minister shall review an undertaking before the expiration of three years from the date on which he accepted it and before the expiration of each subsequent period, if any, for which he renews it pursuant to this section and if, on any such review, he is satisfied

c) ou bien est convaincu qu'il n'aurait pas accepté l'engagement ou les engagements, selon le cas, si les circonstances avaient été les mêmes au moment de son acceptation,

5 il doit sans délai :

d) mettre fin à l'engagement ou aux engagements;

e) rendre une décision provisoire de dumping ou de subventionnement sur chacune des marchandises objet de l'enquête conformément :

(i) s'il s'agit de marchandises sous-évaluées, aux alinéas 38a) et c),

(ii) s'il s'agit de marchandises subventionnées, aux alinéas 38b) et c);

f) faire donner et publier avis de la fin de l'engagement ou des engagements, selon le cas, et de la décision provisoire conformément à l'alinéa 34a) et faire déposer cet avis auprès du secrétaire;

g) faire reprendre l'enquête qu'il a menée sur les marchandises visées à l'alinéa e).

Where no action to be taken

Exception

Review and renewal of undertaking by Deputy Minister

Réexamen et renouvellements des engagements

	<p>(a) that the undertaking continues to serve the purpose for which it was intended, and</p> <p>(b) that he is not required to terminate it under section 52,</p> <p>he shall renew the undertaking for a further period of not more than three years.</p>	<p>ment pour une durée d'au plus trois ans s'il constate :</p> <p>a) que l'engagement a encore sa raison d'être;</p> <p>5 b) qu'il n'est pas tenu d'y mettre fin en 5 vertu de l'article 52.</p>	
Expiration of undertaking	<p>(2) An undertaking that is not renewed for a further period pursuant to a review under subsection (1) expires at the end of the period before the expiration of which the review was required to be made.</p>	<p>(2) Tout engagement qui n'est pas renouvelé aux termes du paragraphe (1) expire à la fin de la période avant l'expiration de laquelle il devait faire l'objet d'un réexamen.</p>	Expiration
Expiration terminates all proceedings	<p>(3) Where an undertaking expires by reason of subsection (2), the expiration terminates all proceedings under this Act respecting the dumping or subsidizing of the goods to which the undertaking relates, unless, in any case where the Deputy Minister has accepted two or more undertakings, the Deputy Minister, for good reason, otherwise directs.</p>	<p>(3) La fin d'un engagement aux termes du paragraphe (2) clôt les procédures relatives au dumping ou au subventionnement des marchandises en cause sauf si le sous-ministre, dans les cas où il a accepté plusieurs engagements, prend une décision contraire pour de bonnes raisons.</p>	Clôture des procédures
Notice of renewal or expiration	<p>(4) Where an undertaking is renewed pursuant to subsection (1) or expires by reason of subsection (2), the Deputy Minister shall cause notice of such renewal or expiration, as the case may be, to be given and published as provided in paragraph 34(a) and filed with the Secretary.</p>	<p>(4) Le sous-ministre fait donner et publier conformément à l'alinéa 34a) et déposer auprès du secrétaire avis de tout renouvellement visé au paragraphe (1) et de toute expiration visée au paragraphe (2).</p>	Avis de renouvellement ou d'expiration
Amendment of undertaking	<p>54. Subject to subsections 53(1) and (2), an undertaking may be amended at any time in accordance with its terms.</p>	<p>54. Il est toujours possible, sous réserve des paragraphes 53(1) et (2), de modifier un engagement, conformément à ses modalités.</p>	Modification des engagements
	<p>DETERMINATIONS BY DOMINION CUSTOMS APPRAISER</p>	<p>DÉCISIONS DE L'APPRÉCIATEUR FÉDÉRAL DES DOUANES</p>	
Determination by Dominion customs appraiser	<p>55. Where the Deputy Minister</p> <p>(a) has made a final determination of dumping or subsidizing under subsection 41(1) with respect to any goods, and</p> <p>(b) has received from the Tribunal an order or finding described in any of sections 4 to 6 with respect to the goods to which the final determination applies,</p> <p>he shall cause a Dominion customs appraiser to determine, not later than six months after the date of the order or finding,</p> <p>(c) in respect of any goods released during the period described in subparagraph 4(b)(i) or (ii) or paragraph 5(b) or 6(b),</p>	<p>55. Après avoir :</p> <p>a) rendu la décision définitive de dumping ou de subventionnement prévue au paragraphe 41(1),</p> <p>b) reçu l'ordonnance ou les conclusions du Tribunal visées à l'un des articles 4 à 6 au sujet des marchandises objet de la décision définitive,</p> <p>le sous-ministre fait déterminer par un appréciateur fédéral des douanes, dans les six mois suivant la date de l'ordonnance ou des conclusions :</p> <p>c) la question de savoir si les marchandises dédouanées pendant la période prévue,</p>	<p>Décision de l'appréciateur fédéral des douanes</p>

whichever is applicable, that appear to be goods of the same description as goods described in the order or finding, whether the goods so released are in fact goods of the same description as goods described in the order or finding, 5

(d) the normal value and export price of or the amount of the subsidy on the goods so released, and

(e) where section 6 or section 10 applies in respect of the goods, the amount of the export subsidy on the goods.

RE-DETERMINATIONS AND APPEALS

Re-determination by Dominion Customs Appraiser or Deputy Minister

Determination
final

56. (1) Where, subsequent to the making of an order or finding of the Tribunal or an order of the Governor in Council imposing a countervailing duty under section 7, any goods are imported into Canada, a determination by a customs official

(a) as to whether the imported goods are goods of the same description as goods to which the order or finding of the Tribunal or the order of the Governor in Council applies,

(b) of the normal value of or the amount, if any, of the subsidy on any such imported goods that are of the same description as goods to which the order or finding of the Tribunal or the order of the Governor in Council applies, and

(c) of the export price of or the amount, if any, of the export subsidy on any such imported goods that are of the same description as goods to which the order or finding of the Tribunal applies,

made within thirty days after their release is final and conclusive unless the importer, after having paid all duties owing on the imported goods, makes, within ninety days from the making of the determination, a written request in the prescribed form to a Dominion customs appraiser for a re-determination of such determination.

Determination
deemed to have
been made

(2) Where, in the case of any imported goods referred to in subsection (1), a determination referred to in that subsection that is

selon le cas, au sous-alinéa 4b)(i) ou (ii), ou à l'alinéa 5b) ou 6b) et qui semblent de même description que celles désignées dans l'ordonnance ou les conclusions sont en fait de même description; 5

d) la valeur normale et le prix à l'exportation de ces marchandises ou le montant de la subvention octroyée pour elles;

e) si l'article 6 ou l'article 10 s'appliquent aux marchandises, le montant de la subvention à l'exportation octroyée pour elles. 10

RÉVISIONS ET APPELS

Révisions par l'appréciateur fédéral des douanes et par le sous-ministre

Caractère
définitif des
décisions

56. (1) Lorsque des marchandises sont importées après la date de l'ordonnance ou des conclusions du Tribunal ou celle du décret imposant des droits compensateurs, prévu à l'article 7, est définitive une décision rendue par un fonctionnaire des douanes dans les trente jours après leur dédouanement et qui détermine :

a) la question de savoir si les marchandises sont de même description que des marchandises auxquelles s'applique l'ordonnance ou les conclusions, ou le décret,

b) la valeur normale des marchandises de même description que des marchandises qui font l'objet de l'ordonnance ou des conclusions, ou du décret, ou le montant de l'éventuelle subvention qui est octroyée pour elles,

c) le prix à l'exportation des marchandises de même description que des marchandises qui font l'objet de l'ordonnance ou des conclusions ou le montant de l'éventuelle subvention à l'exportation,

sauf si l'importateur, après avoir payé les droits exigibles sur ces marchandises, demande, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de cette décision, à un appréciateur fédéral des douanes, par écrit et en la forme prescrite par le sous-ministre, de réviser sa décision. 40

Absence de
décision

(2) À défaut de décision quant aux marchandises importées visées au paragraphe (1), dans les trente jours mentionnés à ce

	<p>relevant in the case of those goods is not in fact made in respect of them within the thirty days referred to in that subsection, a determination that the goods are not goods of the same description as the goods to which the order or finding of the Tribunal or the order of the Governor in Council, as the case may be, applies shall be deemed for the purposes of this section to have been made on the thirtieth day after the release of the imported goods and to be a determination referred to in subsection (1).</p>	<p>paragraphe, la décision suivante est réputée avoir été rendue aux termes du paragraphe (1) le trentième jour suivant le dédouanement des marchandises : les marchandises ne sont pas de même description que celles qui font l'objet de l'ordonnance ou des conclusions, ou du décret, selon le cas.</p>	
Review by Dominion customs appraiser	<p>57. A Dominion customs appraiser may re-determine any determination referred to in subsection 56(1),</p> <p>(a) in accordance with a request made pursuant to subsection 56(1), or</p> <p>(b) in any case where he deems it advisable, within two years after the release of the goods to which the determination applies,</p> <p>unless the Deputy Minister has previously redetermined the determination pursuant to section 59.</p>	<p>57. L'appréciateur fédéral des douanes peut, sauf si le sous-ministre a réexaminé la décision conformément à l'article 59, réviser une décision rendue en vertu du paragraphe 56(1) :</p> <p>a) soit à la suite d'une demande faite en application de ce paragraphe;</p> <p>b) soit, de sa propre initiative, dans les deux ans suivant le dédouanement des marchandises objet de la décision.</p>	Révision par l'appréciateur fédéral
Review by Deputy Minister	<p>58. A determination or re-determination by a Dominion customs appraiser pursuant to section 55, 56 or 57 with respect to any imported goods is final and conclusive unless the importer, after having paid all duties owing on the goods and within ninety days after the date of the determination or re-determination, makes a written request in the prescribed form to the Deputy Minister for a re-determination.</p>	<p>58. Les décisions ou révisions de l'appréciateur fédéral des douanes prévues aux articles 55, 56 ou 57 sont définitives en ce qui a trait à des marchandises importées sauf si l'importateur, après avoir payé les droits exigibles sur les marchandises et dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date des décisions ou révisions, demande au sous-ministre, par écrit et en la forme prescrite par celui-ci, de procéder à un réexamen.</p>	Réexamen par le sous-ministre
Re-determination	<p>59. The Deputy Minister may re-determine any determination or re-determination referred to in section 55, 56 or 57 made by a Dominion customs appraiser or other customs official in respect of any imported goods</p> <p>(a) in accordance with a request made pursuant to section 58;</p> <p>(b) at any time, if the importer or exporter has made any misrepresentation or committed a fraud in obtaining release of the goods;</p> <p>(c) at any time, if subsection 2(6) or section 26 applies or at any time becomes applicable in respect of the goods;</p>	<p>59. Le sous-ministre peut réexaminer les décisions ou révisions prévues aux articles 55, 56 ou 57 et rendues par un appréciateur fédéral ou tout autre fonctionnaire des douanes :</p> <p>a) à la suite d'une demande faite en application de l'article 58;</p> <p>b) dans les cas où l'importateur ou l'exportateur a fait une déclaration trompeuse ou commis une fraude lors du dédouanement des marchandises;</p> <p>c) dans les cas où le paragraphe 2(6) ou l'article 26 sont applicables aux marchandises en cause ou le deviennent;</p>	Idem

(d) at any time, for the purpose of giving effect to a decision of the Tariff Board, the Federal Court of Canada or the Supreme Court of Canada with respect to the goods; and

(e) in any case where he deems it advisable, within two years after the release of the goods to which the determination referred to in section 55 or subsection 56(1), as the case may be, applies if he has not previously made a re-determination with respect to the goods pursuant to any of paragraphs (a) to (d).

Effect of
re-determina-
tion

60. Where, in accordance with section 57 or 59, a re-determination as to whether any goods are goods described in paragraph 56(1)(a) or a re-determination of the normal value or export price of or the amount of the subsidy or export subsidy on the goods has been made,

(a) the importer shall pay any additional duty payable with respect to the goods, or

(b) the whole or a part of any duty paid in respect of the goods shall be returned to the importer forthwith,

if on the re-determination it is determined that such additional duty is payable or that the whole or such part of the duty paid was not payable, as the case may be.

Appeal to Tariff Board

Appeal to the
Tariff Board

61. (1) A person who deems himself aggrieved by a re-determination of the Deputy Minister made pursuant to section 59 with respect to any goods may appeal therefrom to the Tariff Board by filing a notice of appeal in writing with the Deputy Minister and the secretary of the Tariff Board within ninety days after the day on which the re-determination was made.

Publication of
notice of appeal

(2) Notice of the hearing of an appeal under subsection (1) shall be published in the *Canada Gazette* at least twenty-one days prior to the day of the hearing, and any person who on or before that day enters an appearance with the Secretary of the Tariff Board may be heard on the appeal.

d) en vue d'exécuter une décision de la Commission du tarif, de la Cour fédérale ou de la Cour suprême portant sur ces marchandises;

e) de sa propre initiative, dans les deux ans suivant le dédouanement des marchandises objet de la décision rendue, selon le cas, en vertu de l'article 55 ou du paragraphe 56(1), sauf s'il a déjà fait un réexamen en vertu des alinéas a) à d).

Effet de la
révision ou du
réexamen

60. Les révisions ou réexamens prévus aux articles 57 ou 59 entraînent, selon que des droits supplémentaires sont exigibles ou que tout ou partie des droits payés n'était pas exigible, l'une des conséquences suivantes :

a) acquittement par l'importateur des droits supplémentaires payables sur les marchandises;

b) restitution totale ou partielle à l'importateur, sans délai, des droits déjà payés sur ces marchandises.

Appels à la Commission du tarif

Appel à la
Commission du
tarif

61. (1) Quiconque s'estime lésé par un réexamen effectué en application de l'article 59, peut en appeler à la Commission du tarif en déposant, auprès du sous-ministre et du secrétaire de la Commission, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date du réexamen, un avis d'appel.

Avis d'audition

(2) L'avis d'audition d'un appel interjeté en application du paragraphe (1) est publié dans la *Gazette du Canada* au moins vingt et un jours avant la date de l'audition. Peuvent être entendues les personnes qui, au plus tard le jour de l'audition, déposent auprès du bureau du secrétaire de la Commission du tarif un acte de comparution.

Order or finding of the Board

(3) On any appeal under subsection (1), the Tariff Board may make such order or finding as the nature of the matter may require and, without limiting the generality of the foregoing, may declare what duty is payable or that no duty is payable on the goods with respect to which the appeal was taken, and an order, finding or declaration of the Tariff Board is final and conclusive subject to further appeal as provided in section 62.

(3) La Commission du tarif saisie d'un appel en vertu du paragraphe (1) peut rendre les ordonnances ou conclusions indiquées en l'espèce et, notamment, déclarer soit quels 5 droits sont payables soit qu'aucun droit n'est payable sur les marchandises visées par l'appel. Les ordonnances, conclusions et déclarations de la Commission sont définitives, sauf recours prévu à l'article 62.

Ordonnances ou conclusions de la Commission

Appeal to Federal Court of Canada

Appels à la Cour fédérale du Canada

Appeal to Federal Court on question of law

Recours devant la Cour fédérale sur un point de droit

62. (1) Any of the parties to an appeal under section 61, namely,
(a) the person who appealed,
(b) the Deputy Minister, or
(c) any person who entered an appearance in accordance with subsection 61(2), if he has a substantial interest in the appeal and has obtained leave from the Court or a judge thereof,
may, within ninety days after the making of an order or finding under subsection 61(3), appeal therefrom to the Federal Court of Canada on any question of law.

62. (1) Dans les quatre-vingt-dix jours 10 suivant l'ordonnance ou les conclusions prévues au paragraphe 61(3), recours peut en être porté sur une question de droit devant la Cour fédérale par :
a) la personne qui a interjeté l'appel prévu 15 à l'article 61;
b) le sous-ministre;
c) les personnes ayant déposé un acte de comparution en application du paragraphe 61(2) à condition qu'elles aient un intérêt 20 suffisant et aient obtenu l'autorisation de cette cour ou d'un de ses juges.

Disposition of appeal

Jugement de la Cour fédérale

(2) The Federal Court of Canada may 25 dispose of an appeal by making such order or finding as the nature of the matter may require and, without limiting the generality of the foregoing, may
(a) declare what duty is payable or that 30 no duty is payable on the goods with respect to which the appeal to the Tariff Board was taken; or
(b) refer the matter back to the Tariff Board for re-hearing.

(2) La Cour fédérale peut se prononcer sur le recours en rendant les décisions indiquées en l'espèce et, notamment : 25
a) déclarer soit quels droits sont payables soit qu'aucun droit n'est payable sur les marchandises visées par l'appel à la Commission du tarif;
b) renvoyer l'affaire à la Commission du 30 tarif pour une nouvelle audition.

CANADIAN IMPORT TRIBUNAL

TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS

Establishment and Tenure

Constitution et mandats

Tribunal established

Constitution du Tribunal

63. (1) There shall be a tribunal to be called the Canadian Import Tribunal, consisting of not more than five members to be appointed by the Governor in Council under this section and such other members as are 40 appointed under sections 65 and 66.

63. (1) Est constitué le Tribunal canadien des importations, dont au plus cinq membres sont nommés par le gouverneur en conseil en vertu du présent article, d'autres membres 35 pouvant être nommés en vertu des articles 65 et 66.

Tenure	(2) Subject to subsection (3), each regular member shall hold office during good behaviour for a period of seven years, but may be removed at any time by the Governor in Council for cause.	(2) Les membres titulaires occupent leur poste à titre inamovible pour un mandat maximal de sept ans, sous réserve de révocation motivée que prononce le gouverneur en conseil.	Mandat
No appointment after seventy years	(3) No person shall be appointed as a regular member after attaining the age of seventy years and a regular member ceases to hold office on attaining the age of seventy years.	(3) La limite d'âge pour la nomination ou le maintien au Tribunal des membres titulaires est de soixante-dix ans.	Limite d'âge
Chairman and Vice-Chairman	64. (1) The Governor in Council shall appoint one of the regular members to be Chairman of the Tribunal and one of such members to be Vice-Chairman of the Tribunal.	64. (1) Le gouverneur en conseil nomme le président et le vice-président parmi les membres titulaires.	Président et vice-président
Other employment prohibited	(2) Each regular member shall devote the whole of his time to the performance of his duties under this Act, and shall not accept or hold any office or employment inconsistent with his duties and functions under this Act.	(2) Les membres titulaires se consacrent exclusivement à la charge que leur confère la présente loi et ne peuvent occuper une charge ou un emploi incompatibles avec leurs fonctions.	Fonctions exclusives

Temporary Substitute Members

Membres suppléants

Temporary substitute members	65. If any regular member is absent or incapacitated, the Governor in Council may appoint a person, on such terms and conditions as the Governor in Council deems appropriate, to act as a temporary substitute member during the absence or incapacity.	65. Pour la période d'absence ou d'empêchement d'un membre titulaire, le gouverneur en conseil peut nommer un membre suppléant aux conditions qu'il juge indiquées.	Membres suppléants
------------------------------	--	---	--------------------

Temporary Members

Membres provisoires

Temporary members	66. (1) The Governor in Council may appoint temporary members to the Tribunal, each of whom shall hold office during good behaviour for a term not exceeding three years, but may be removed at any time by the Governor in Council for cause.	66. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer des membres provisoires à titre inamovible pour un mandat maximal de trois ans, sous réserve de révocation motivée qu'il prononce.	Membres provisoires
Number of temporary members	(2) The number of temporary members holding office shall not at any time exceed five.	(2) Il ne peut y avoir plus de cinq membres provisoires en fonctions.	Nombre

Remuneration and Re-appointment

Rémunération et renouvellement de mandat

Remuneration and expenses	67. (1) Each member of the Tribunal shall be paid such remuneration for his services as is fixed by the Governor in Council and is entitled to be paid reasonable travel and living allowances while absent from his	67. (1) Les membres du Tribunal reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil et ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors de leur lieu ordinaire de rési-	Rémunération et indemnités
---------------------------	--	---	----------------------------

	ordinary place of residence in the course of his duties under this Act.	dence, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.	
Re-appoint-ment	(2) Subject to subsection 63(3), each member of the Tribunal is eligible to be re-appointed as a member in the same or another capacity.	(2) Sous réserve du paragraphe 63(3), les membres du Tribunal peuvent recevoir un nouveau mandat, à des fonctions identiques ou non.	Nouveau mandat 5
	<i>Chairman</i>	<i>Président</i>	
Duties of Chairman	68. (1) The Chairman is the chief executive officer of the Tribunal and has supervision over and direction of the work of the Tribunal including (a) the apportionment of the work among the members thereof and the assignment of members to sit at hearings of the Tribunal and to preside thereat; and (b) generally, the conduct of the work of the Tribunal, the management of its internal affairs and the duties of the staff of the Tribunal.	68. (1) Le président est le premier dirigeant du Tribunal; à ce titre, il en assure la direction et la gestion, notamment en ce qui a trait à : a) la répartition des tâches et des séances entre les membres et la désignation des présidents de séance; b) la conduite des activités du Tribunal, sa gestion interne et les fonctions du personnel.	Fonctions 10
Duties of Vice-Chairman	(2) If the Chairman is absent or incapacitated or if the office of Chairman is vacant, the Vice-Chairman has and may exercise and perform all the powers and functions of the Chairman during the absence, incapacity or vacancy.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le vice-président assure l'intérim, avec pleins pouvoirs.	Fonctions du vice-président 20
Acting Chairman	(3) The Tribunal may authorize one of its regular members to act as Chairman during any period that the Vice-Chairman has and may exercise and perform all the powers and functions of the Chairman by virtue of subsection (2) and the Vice-Chairman is himself absent or incapacitated or the office of Vice-Chairman is vacant.	(3) Le Tribunal peut autoriser un membre titulaire à assurer la présidence par intérim en cas d'empêchement ou d'absence du président et du vice-président ou de vacance simultanée de leur poste.	Président par intérim 25
	<i>Head Office, Sitzings and Quorum</i>	<i>Siège, séances et quorum</i>	
Head Office	69. (1) The head office of the Tribunal shall be in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	69. (1) Le siège du Tribunal est fixé dans la région de la Capitale nationale définie à l'annexe de la <i>loi sur la Capitale nationale</i> .	Siège 35
Sittings	(2) The Tribunal may sit at such times and places as it considers necessary or desirable for the proper conduct of its business.	(2) Le Tribunal tient ses séances aux dates, heures et lieux qu'il estime nécessaires ou utiles à l'exécution de ses travaux.	Séances 30
Quorum	(3) Three members of the Tribunal constitute a quorum and any three or more members of the Tribunal have and may exercise and perform all the powers and functions of the Tribunal.	(3) Le quorum est constitué par trois membres et un minimum de trois membres est requis pour l'exercice des pouvoirs et fonctions du Tribunal.	Quorum 35

	Rules	Règles	
Rules	<p>70. (1) The Tribunal may, subject to the approval of the Governor in Council, make rules respecting</p> <p>(a) the sittings of the Tribunal; and</p> <p>(b) the procedure for making representations to the Tribunal and generally the manner of conducting any business before the Tribunal.</p>	<p>70. (1) Le Tribunal peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, établir des règles régissant :</p> <p>a) ses séances;</p> <p>b) les modalités à suivre pour lui présenter des observations et, de façon générale, la procédure relative à ses travaux.</p>	Règles
Rules to be laid before Parliament	<p>(2) The Minister of Finance shall cause copies of all rules made pursuant to subsection (1) to be laid before Parliament on any of the first fifteen days that either House of Parliament is sitting after the making thereof.</p>	<p>(2) Le ministre des Finances dépose le texte des règles prévues au paragraphe (1) devant le Parlement dans les quinze premiers jours de séance de l'une ou l'autre chambre qui suivent l'établissement de ce texte.</p>	Dépôt devant le Parlement
	Officers and Employees	Personnel	
Secretary	<p>71. (1) There shall be a Secretary of the Tribunal who shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure.</p>	<p>71. (1) Le secrétaire du Tribunal est nommé à titre amovible par le gouverneur en conseil.</p>	Secrétaire
Acting Secretary	<p>(2) The Chairman of the Tribunal may authorize any person to act as Secretary of the Tribunal during the absence or incapacity of the Secretary or while the office of Secretary is vacant.</p>	<p>(2) Le président du Tribunal peut autoriser toute personne à suppléer au secrétaire en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, ou de vacance de son poste.</p>	Secrétaire par intérim
Officers and employees	<p>(3) Such officers and employees as are necessary for the proper conduct of the work of the Tribunal shall be appointed in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i>.</p>	<p>(3) Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Tribunal est nommé conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la Fonction publique</i>.</p>	Personnel
Application of Public Service Superannuation Act	<p>(4) For the purposes of the <i>Public Service Superannuation Act</i>,</p> <p>(a) the regular members of the Tribunal and the Secretary shall be deemed to be persons employed in the Public Service; and</p> <p>(b) each temporary substitute member appointed under section 65 and each temporary member appointed under section 35 shall be deemed to be a person employed in the Public Service, unless, in the case of any such member, the Governor in Council otherwise directs.</p>	<p>(4) Pour l'application de la <i>Loi sur la pension de la Fonction publique</i> :</p> <p>a) les membres titulaires du Tribunal et le Secrétaire sont réputés employés de la Fonction publique;</p> <p>b) tout autre membre est réputé employé de la Fonction publique sauf décision contraire du gouverneur en conseil à son égard.</p>	Application de la Loi sur la pension de la Fonction publique
Experts	<p>(5) The Tribunal may, with the approval of the Treasury Board, appoint and fix the remuneration of persons having technical or</p>	<p>(5) Le Tribunal peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, nommer des experts et spécialistes auprès du Tribunal à titre consultatif.</p>	Assistance technique

special knowledge to assist the Tribunal in any matter in an advisory capacity.

Powers

Tribunal a court

72. (1) The Tribunal is a court of record and shall have an official seal, which shall be judicially noticed.

Power as to witnesses, etc.

(2) The Tribunal has, as regards the attendance, swearing and examination of witnesses, the production and inspection of documents, the enforcement of its orders, the entry on and inspection of property and other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction, all such powers, rights and privileges as are vested in a superior court of record.

Court of justice

(3) The Tribunal shall be deemed to be a court of justice for the purposes of section 172 of the *Customs Act*.

Procedural Matters

Hearing and taking of evidence

73. (1) The Chairman of the Tribunal may direct that evidence relating to any matter before the Tribunal be received, in whole or in part, by a member of the Tribunal and such member has and may exercise all the powers of the Tribunal in relation to such matter.

Report on evidence

(2) A member of the Tribunal by whom evidence relating to any matter has been received pursuant to subsection (1) shall make a report thereon to the Tribunal and a copy of the report, modified in such manner as in the opinion of the member is necessary to comply with subsection 75(3), shall be provided to every person who is a party to proceedings before the Tribunal in that matter.

Making of order or finding

(3) After receiving any report made under subsection (2) and after holding such hearing, rehearing or further hearing with respect to the matter as the circumstances require or as the Tribunal in its discretion deems it advisable to hold, the Tribunal may make its order, finding or report or, where the report under that subsection is a report on evidence taken in relation to a review undertaken pursuant to subsection 76(2) or a reconsideration undertaken pursuant to paragraph 45

Pouvoirs

72. (1) Le Tribunal est une cour d'archives; il a un sceau officiel, dont l'authenticité 5 est admise d'office.

Cour d'archives

(2) Le Tribunal a, pour la comparution, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen des pièces, l'exécution de ses ordonnances, l'entrée dans des lieux et la visite de ceux-ci ainsi que pour tout ce qui est nécessaire ou indiqué dans l'exercice de sa compétence, les pouvoirs, droits et privilèges d'une cour supérieure d'archives.

Pouvoirs relatifs aux témoins, etc.

(3) Le Tribunal est réputé être une cour de justice pour l'application de l'article 172 de la *Loi sur les douanes*.

Cour de justice

15

Procédure

73. (1) Le président peut, dans toute instance, investir un membre du Tribunal des pouvoirs du Tribunal pour recueillir des éléments de preuve relatifs à l'instance.

Audition de la preuve

(2) Le membre qui a recueilli des éléments de preuve établit un rapport pour le Tribunal; un exemplaire du rapport, avec les modifications que le membre estime indiquées pour le rendre conforme aux dispositions du paragraphe 75(3), est ensuite transmis aux parties à l'instance.

Rapport

(3) Après réception du rapport visé au paragraphe (2) et après toute audition, nouvelle audition ou audition supplémentaire qu'il estime indiquée ou que les circonstances exigent, le Tribunal peut rendre son ordonnance ou ses conclusions ou faire un rapport ou, si le rapport visé à ce paragraphe a trait à des éléments de preuve recueillis au cours des réexamens prévus au paragraphe 76(2) ou à l'alinéa 91(1)g), prendre les mesures indiquées dans les circonstances et prévues au

Ordonnance ou conclusions

91(1)(g) with respect to an order or finding, take any action that is provided for by subsection 76(2) or paragraph 91(3)(a), as the case may be, and that is appropriate in the circumstances.

paragraphe 76(2) ou à l'alinéa 91(3)a), selon le cas.

Disposition of inquiry after member ceases to be a member

74. (1) Where a member resigns as a member of the Tribunal or otherwise ceases to be a member, he may, at the request of the Chairman, at any time within one hundred and twenty days after ceasing to be a member, take part in the disposition of any inquiry in relation to which he previously took part in any proceeding before the Tribunal, and for such purpose he shall be deemed to be a member of the Tribunal.

74. (1) Le président peut demander à un membre, dans les cent vingt jours qui suivent la cessation de ses fonctions, par démission ou autrement, de participer à la conclusion de l'enquête à laquelle il avait pris part et, à cette fin, cette personne est réputée membre du Tribunal.

Membre démissionnaire

Where member unable to take part in disposition

(2) Where a member to whom subsection (1) applies or any other member has taken part in a proceeding before the Tribunal in relation to an inquiry and has died or for any other reason is unable to take part in the disposition of the inquiry, the remaining members who took part in the proceeding may, notwithstanding subsection 38(3), make the disposition and for that purpose shall be deemed to constitute the Tribunal.

(2) En cas de décès d'un membre visé au paragraphe (1) ou d'un autre membre ayant pris part à une enquête, ou de son empêchement de prendre part à la conclusion de l'enquête, les autres membres qui ont pris part à l'enquête la concluent et, nonobstant le paragraphe 38(3), sont réputés constituer le Tribunal dans l'instance.

Incapacité d'un membre de prendre part à l'enquête

Right to appear

75. (1) All parties to a hearing before the Tribunal may appear in person or may be represented at the hearing by counsel or an agent.

75. (1) Toute partie à une instance devant le Tribunal peut comparaître en personne ou être représentée par un avocat ou mandataire.

Droit de comparaître

Hearing may be *in camera*

(2) A hearing before the Tribunal may, on the request of any party to the hearing, be held *in camera* if that party establishes to the satisfaction of the Tribunal that the circumstances of the case so require.

(2) Le Tribunal peut tenir ses audiences à huis clos sur demande de l'une des parties et à condition que celle-ci lui en démontre la nécessité en l'espèce.

Déroulement des auditions

Confidential evidence not to be disclosed

(3) Where evidence or information (a) with respect to which the Deputy Minister indicates to the Tribunal in writing that subsection 84(1) applies is filed with the Secretary pursuant to paragraph 38(2)(b), or (b) that is in its nature confidential is given or elicited in the course of any proceedings before the Tribunal, the evidence or information shall not knowingly be disclosed in any manner that is calculated or likely to make it available for the use of any business competitor or rival of any person to whose business or affairs the evidence or information relates.

(3) Ne peuvent être sciemment communiqués de manière à pouvoir être utilisés par des concurrents ou rivaux de la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par eux, les renseignements ou éléments de preuve suivants :

Renseignements protégés

a) ceux qui sont déposés auprès du secrétaire conformément à l'alinéa 38(2)b) et à propos desquels le sous-ministre a indiqué par écrit au Tribunal qu'ils faisaient l'objet de l'application du paragraphe 84(1);
b) ceux qui sont confidentiels de nature et qui sont fournis ou obtenus au cours d'une procédure devant le Tribunal.

40

Finality and Review of Orders and Findings		Caractère définitif des ordonnances ou conclusions et réexamen	
Orders and findings of Tribunal final	<p>76. (1) Subject to this section and paragraph 91(1)(g), every order or finding of the Tribunal is final and conclusive.</p>	<p>76. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et de l'alinéa 91(1)g), les ordonnances ou conclusions du Tribunal sont définitives.</p>	Caractère définitif des ordonnances ou conclusions
Review of orders by Tribunal and rehearing	<p>(2) At any time after the making of an order or finding described in any of sections 3 to 6, the Tribunal may, on its own initiative or at the request of the Deputy Minister or any other person or of any government, review the order or finding and, in the making of such review, may rehear any matter before deciding it.</p>	<p>(2) Le Tribunal peut, de sa propre initiative ou à la demande du sous-ministre, de toute autre personne ou d'un gouvernement, réexaminer une ordonnance ou des conclusions rendues en vertu des articles 3 à 6 et à cette fin, accorder une nouvelle audition sur toute question.</p>	5 Réexamen et nouvelle audition
Idem	<p>(3) The Tribunal shall not initiate any review pursuant to subsection (2) at the request of any person or government unless such person or government satisfies the Tribunal that initiation of the review is warranted.</p>	<p>(3) Le Tribunal n'agit en vertu du paragraphe (2) à la suite d'une demande que si celui qui la fait le convainc de son bien-fondé.</p>	Idem
Order or finding to be rescinded or continued	<p>(4) Where the Tribunal reviews an order or finding pursuant to subsection (2), the Tribunal shall, on completion of the review, make an order rescinding the order or finding or continuing it with or without amendment, as the circumstances require.</p>	<p>(4) À la fin du réexamen visé au paragraphe (2), le Tribunal rend une ordonnance annulant l'ordonnance ou les conclusions ou les prorogeant avec ou sans modification selon le cas.</p>	Annulation ou prorogation de l'ordonnance ou des conclusions
Order or finding deemed to be rescinded	<p>(5) Where the Tribunal has not initiated a review pursuant to subsection (2) with respect to an order or finding before the expiration of five years after</p> <p>(a) if no order continuing the order or finding has been made pursuant to subsection (4), the day on which the order or finding was made, or</p> <p>(b) if one or more orders continuing the order or finding have been made pursuant to subsection (4), the day on which the last such order was made,</p> <p>the order or finding shall be deemed to have been rescinded as of the expiration of such five years.</p>	<p>(5) À défaut de réexamen aux termes du paragraphe (2), l'ordonnance ou les conclusions sont réputées annulés après l'expiration de cinq ans suivant :</p> <p>a) la date de l'ordonnance ou des conclusions, si aucune prorogation n'a été faite en vertu du paragraphe (4);</p> <p>b) la date de la dernière ordonnance de prorogation, dans les autres cas.</p>	20
			Présomption

Annual Report		Rapport annuel	
Annual report to be made	<p>77. The Tribunal shall, within three months after the termination of each year, submit to the Minister of Finance a report relating to the activities of the Tribunal for that year and the Minister of Finance shall</p>	<p>77. Dans les trois premiers mois suivant la fin de chaque année civile, le Tribunal présente au ministre des Finances le rapport de ses activités au cours de l'année précédente. Le ministre le fait déposer devant chaque</p>	30 Rapport annuel

cause each such report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the Minister receives it.

chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

GENERAL

Provision of Evidence to Deputy Minister

Deputy Minister may require evidence to be provided

78. (1) Where,

(a) in any investigation under this Act respecting the dumping or subsidizing of goods, or

(b) in relation to the sale of any goods located or in the course of production out of Canada that are of the same description as goods to which an order or finding of the Tribunal described in section 3, 5 or 6 applies and that will or may be imported into Canada,

the Deputy Minister believes on reasonable grounds that any person in Canada is able to provide evidence relevant to the investigation or to the making, for the purpose of facilitating the administration or enforcement of this Act, of an estimate of the duty that will or may be payable on the goods when imported into Canada, the Deputy Minister may, by notice in writing, require the person to provide the Deputy Minister, under oath or otherwise, with the evidence referred to in the notice.

Notice to provide evidence

(2) Where, by notice given pursuant to subsection (1), the Deputy Minister requires any person to provide evidence, he shall

(a) include in the notice sufficient information for the person to identify the evidence;

(b) specify in the notice the time within which and the manner and form in which the evidence is to be provided; and

(c) include with the notice a copy or summary of this section, sections 82 to 85 and section 88.

Evidence or statement to be provided

(3) Where a person is required by notice given pursuant to subsection (1) to provide the Deputy Minister with evidence, the person shall

(a) if it is reasonably practicable for him to do so, provide the evidence in accordance with the notice;

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Production de preuves

78. (1) Dans les cas où :

a) dans le cadre d'une enquête de dumping ou de subventionnement;

b) à l'égard d'une vente de marchandises qui se trouvent à l'étranger ou y sont en cours de production, qui sont de même description que celles auxquelles s'applique une ordonnance ou des conclusions du Tribunal visées aux articles 3, 5 ou 6 et qui seront ou pourraient être importées au Canada,

il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne se trouvant au Canada est en mesure de fournir des éléments de preuve utiles à l'enquête ou, pour faciliter l'application de la présente loi, à l'estimation des droits payables ou éventuellement payables sur les marchandises, le sous-ministre peut, par avis écrit, exiger d'elle qu'elle fournisse les éléments précisés à l'avis sous la foi du serment ou autrement.

Demande d'éléments de preuve

(2) L'avis mentionné au paragraphe (1) :

a) contient des renseignements suffisants pour que son destinataire puisse reconnaître les éléments de preuves dont il s'agit;

b) mentionne le délai dans lequel ils doivent être transmis ainsi que la façon de le faire et la forme qu'ils doivent prendre;

c) est accompagné du texte ou d'un résumé du présent article et des articles 82 à 85 et 88.

(3) La personne qui reçoit l'avis mentionné au paragraphe (1) doit :

a) s'il lui est possible de le faire sans problèmes sérieux, transmettre les éléments de preuve demandés;

Réponse à l'avis

	<p>(b) if it is reasonably practicable for him to provide a part only of the evidence in accordance with the notice,</p> <p>(i) so provide that part of the evidence, and</p> <p>(ii) provide the Deputy Minister with a written statement under oath identifying the remainder of the evidence and specifying the reason why it is not reasonably practicable for the person to provide the remainder of the evidence in accordance with the notice; and</p> <p>(c) if it is not reasonably practicable for him to provide the evidence in accordance with the notice, provide the Deputy Minister with a statement under oath so stating and specifying the reason why it is not reasonably practicable to so provide the evidence.</p>	<p>b) si, sans problèmes sérieux, il ne lui est possible de transmettre qu'une partie des renseignements :</p> <p>(i) transmettre la partie en cause,</p> <p>(ii) fournir en outre au sous-ministre une déclaration écrite sous serment précisant les éléments de preuve manquants et les problèmes que lui causerait leur transmission;</p> <p>c) s'il ne lui est pas possible sans problèmes sérieux de transmettre les éléments de preuve demandés, fournir une déclaration sous serment à cet effet, motifs à l'appui.</p>	
No oral evidence	<p>(4) Nothing in this section shall be construed as authorizing the Deputy Minister to require any person to provide evidence orally.</p>	<p>(4) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser le sous-ministre à exiger d'une personne qu'elle dépose oralement.</p>	Non-obligation de témoigner
Extension of time	<p>(5) Where, pursuant to paragraph (2)(b), the Deputy Minister specifies the time within which evidence is to be provided, he may, either before or after the expiration of such time, extend the time within which the evidence is to be provided.</p>	<p>(5) Le sous-ministre peut proroger le délai visé à l'alinéa (2)b) avant ou après son expiration.</p>	Prorogation de délai
Designation of evidence as confidential	<p>79. (1) Where a person who provides the Deputy Minister with evidence pursuant to subsection 78(3) wishes some or all of the evidence to be kept confidential, he shall submit, at the time the evidence is provided, a statement designating as confidential the evidence that he wishes to be kept confidential, together with an explanation of why he designated that evidence as confidential.</p>	<p>79. (1) La personne qui fournit des éléments de preuve aux termes du paragraphe 78(3) et qui désire qu'ils soient gardés, confidentiels en tout ou en partie fournit, en même temps que les éléments, une déclaration désignant comme tels ceux qu'elle veut garder confidentiels et explique les raisons de la désignation.</p>	Caractère confidentiel
Summary of statement to be provided	<p>(2) Where, pursuant to subsection (1), a person submits to the Deputy Minister a statement designating evidence as confidential, together with the explanation referred to in that subsection, he shall submit to the Deputy Minister, at the same time, a summary of the evidence designated as confidential in sufficient detail to convey a reasonable understanding of the evidence.</p>	<p>(2) La personne qui fournit la déclaration et les explications visées au paragraphe (1) fournit en même temps un résumé des éléments désignés comme confidentiels en des termes suffisamment précis pour permettre de les comprendre.</p>	Résumé à fournir

*Collection of Duty*Duties a debt to
Her Majesty

80. (1) Where duty is payable on any goods imported into Canada, the amount of the duty is, on and after the date on which it should have been paid, a debt due and payable to Her Majesty by the importer of the goods and such debt may be recovered at any time by action in any court of competent jurisdiction, together with costs of the action.

Lien

(2) Where a debt is due and payable to Her Majesty by an importer pursuant to subsection (1), Her Majesty has a lien for the amount of the debt on any goods imported into Canada by the importer after the debt becomes due and payable and customs may withhold delivery of such goods until the debt is paid.

Recovery of
duties from
person other
than importer

81. (1) Notwithstanding anything in this Act, where any duty payable under this Act in respect of goods has not been paid within thirty days after a demand for payment of the duty has been made pursuant to this Act, the Minister may, by notice in writing, require any person in Canada to whom the goods are sold to pay a sum in respect of the duty not exceeding the amount of the duty payable in respect of the goods sold to such person, which sum is, after such notice has been given, a debt due and payable to Her Majesty by such person and may be recovered at any time by action in any court of competent jurisdiction, together with costs of the action.

Idem

(2) Where an amount that is less than the duty payable in respect of goods imported into Canada is recovered from a person pursuant to subsection (1), such recovery is without prejudice to any recourse available to Her Majesty under subsection 80(1) with respect to the remainder of the duty payable.

*Disclosure of Information*Definition of
"information"

82. In sections 83 to 87, "information" includes evidence.

Information to
be disclosed

83. Where information is provided to the Deputy Minister for the purposes of any proceedings under this Act, every party to the proceedings has, unless the information is

*Recouvrement des droits*Créances de Sa
Majesté

80. (1) À partir du moment où ils auraient dû être payés, les droits payables sur des marchandises importées sont des créances de Sa Majesté contre l'importateur des marchandises et leur recouvrement, de même que les frais de justice afférents, peut être poursuivi devant tout tribunal compétent.

5

Privilège

(2) À titre de garantie sur la créance prévue au paragraphe (1), Sa Majesté a un privilège sur les marchandises qu'importe l'importateur visé à ce paragraphe pour les droits impayés et les douanes ont, jusqu'à acquittement de la dette, un droit de rétention sur ces marchandises.

15

Recouvrement
auprès des
acheteurs

81. (1) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, s'il n'a pas été satisfait, dans les trente jours suivant celle-ci, à une demande de paiement des droits payables sur des marchandises en vertu de la présente loi, le ministre peut, par avis écrit, exiger de toute personne se trouvant au Canada à qui les marchandises ont été vendues, l'acquittement de ces droits, jusqu'à concurrence de ceux payables sur les marchandises ainsi vendues. Ces droits sont des créances de Sa Majesté contre le destinataire de l'avis et leur recouvrement, de même que les frais de justice afférents, peut être poursuivi devant tout tribunal compétent.

30

Recouvrement
du solde

(2) Le recouvrement effectué en vertu du paragraphe (1) est, pour tout solde éventuel, sans préjudice des recours que prévoit le paragraphe 80(1).

35

*Communication de renseignements*Définition de
«renseigne-
ments»

82. Pour l'application des articles 83 à 87, sont compris parmi les renseignements les éléments de preuve.

Communication
des renseigne-
ments

83. Toute partie à une procédure prévue par la présente loi a droit, sur demande, de consulter les renseignements auxquels ne s'applique pas le paragraphe 84(1) et fournis

40

	information to which subsection 84(1) applies, a right, on request, to examine such information during normal business hours and a right, on payment of the prescribed fee, to be provided with copies of any such information that is in documentary form or that is in any other form in which it may be readily and accurately copied.	au sous-ministre dans le cadre de la procédure pendant les heures d'ouverture et a droit, sur paiement des frais prévus par règlement, de s'en faire délivrer des copies si les renseignements sont contenus dans un document ou s'ils sont sous une forme qui permet de les reproduire facilement et avec exactitude.	
Information not to be disclosed	<p>84. (1) Where a person</p> <p>(a) designates information as confidential pursuant to paragraph 85(1)(a), or</p> <p>(b) submits to the Deputy Minister, with respect to evidence (in this section referred to as "information") provided by him pursuant to subsection 78(3), the statement and explanation referred to in subsection 79(1),</p> <p>and that designation or submission, as the case may be, is not withdrawn by the person, no person employed in the public service of Canada who comes into possession of that information while he is so employed shall, either before or after he ceases to be so employed, knowingly disclose that information, or knowingly allow it to be disclosed, to any other person in any manner that is calculated or likely to make it available for the use of any business competitor or rival of any person to whose business or affairs the information relates.</p>	<p>84. (1) Les employés de la fonction publique du Canada qui ont en leur possession, au cours de leur emploi, des renseignements désignés comme confidentiels aux termes de l'alinéa 85(1)a) ou des éléments de preuve fournis à titre confidentiel conformément au paragraphe 78(3) (dénommés «renseignements» au présent article) ne peuvent, si la personne qui les a désignés ou fournis n'a pas renoncé à leur caractère confidentiel, sciemment les communiquer ou laisser communiquer de manière à ce qu'ils puissent être vraisemblablement utilisés par un concurrent de la personne dont l'entreprise ou les activités sont concernées par les renseignements. Cette interdiction s'applique même après que l'employé a cessé ses fonctions.</p>	Interdiction de communication
Disclosure of summary or statement	<p>(2) Subsection (1) does not apply in respect of any summary of information or statement referred to in paragraph 85(1)(b) or any summary referred to in subsection 79(2).</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux résumés ou déclarations visés à l'alinéa 85(1)b) ni aux résumés visés au paragraphe 79(2).</p>	Communication de résumés ou déclarations
Disclosure to counsel	<p>(3) Notwithstanding subsection (1), information to which that subsection applies that has been provided to the Deputy Minister in any proceedings under this Act may be disclosed by the Deputy Minister to counsel for any party to those proceedings or to other proceedings under this Act arising out of those proceedings for use by such counsel only in those proceedings or other proceedings, subject to such conditions as the Deputy Minister considers are reasonably necessary or desirable to ensure that the information will not, without the written consent of the person who submitted it to the</p>	<p>(3) Nonobstant le paragraphe (1), les renseignements auxquels ce paragraphe s'applique peuvent être communiqués par le sous-ministre à l'avocat d'une partie à la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou à toute procédure prévue à la présente loi qui en découle; l'avocat ne peut les utiliser que dans le cadre de ces procédures, sous réserve des conditions que le sous-ministre juge indiquées pour empêcher que les renseignements ne soient divulgués, sans le consentement de la personne qui les a fournis, de manière à pouvoir être utilisés par :</p>	Communication à l'avocat

Deputy Minister, be disclosed to any person by counsel in any manner that is calculated or likely to make it available to

(a) any party to the proceedings or other proceedings, including a party who is represented by that counsel; or

(b) any business competitor or rival of any person to whose business or affairs the information relates.

Definition of
"counsel"

(4) In subsection (3), "counsel", in relation to a party to proceedings under this Act, means legal counsel and includes any person, other than a director, servant or employee of the party, who acts on behalf of the party in the proceedings.

Designation of
information as
confidential

85. (1) Where a person who provides information to the Deputy Minister for the purposes of proceedings under this Act wishes some or all of the information to be kept confidential, he shall submit, at the time the information is provided,

(a) a statement designating as confidential the information that he wishes to be kept confidential, together with an explanation of why he designated that information as confidential; and

(b) a summary of the information designated as confidential pursuant to paragraph (a) in sufficient detail to convey a reasonable understanding of the substance of the information or a statement

(i) that such a summary cannot be made, or

(ii) that such a summary would disclose facts that the person has a proper reason for wishing to keep confidential,

together with an explanation that justifies the making of any such statement.

Interpretation

(2) A person who designates information as confidential pursuant to paragraph (1)(a) fails to comply with paragraph (1)(b) where

(a) he provides neither the summary nor a statement referred to in paragraph (1)(b);

(b) he provides a summary of the information designated as confidential pursuant to paragraph (1)(a), but the Deputy Minister is satisfied that the summary does not comply with paragraph (1)(b);

a) toute partie à ces procédures, y compris celles qui sont représentées par avocat;

b) tout concurrent de la personne à l'entreprise ou aux activités de laquelle ils se rapportent.

5

(4) Au paragraphe (3), «avocat» s'entend du conseiller juridique d'une partie à une procédure; y est assimilée toute personne, autre qu'un administrateur, préposé ou employé de cette partie, qui agit au nom de celle-ci au cours de la procédure.

Définition
d'«avocat»

85. (1) La personne qui fournit des renseignements au sous-ministre dans le cadre d'une procédure prévue par la présente loi, et qui désire que tout ou partie de ces renseignements soient gardés confidentiels doit, au moment où elle les fournit, soumettre :

Caractère
confidentiel

a) d'une part une déclaration précisant quels renseignements elle désire ainsi désigner, explication à l'appui;

b) d'autre part, soit un résumé des renseignements ainsi désignés en termes suffisamment précis pour faire comprendre assez clairement l'essentiel des renseignements, soit une déclaration, accompagnée d'une explication destinée à la justifier, énonçant, selon le cas,

(i) qu'il est impossible de faire ce résumé,

(ii) qu'un résumé communiquerait des faits qu'elle désire valablement garder confidentiels.

20

(2) Les cas où une personne qui désigne des renseignements comme confidentiels aux termes de l'alinéa (1)a ne se conforme pas à l'alinéa (1)b sont les suivants :

Interprétation

a) elle ne fournit ni le résumé ni la déclaration prévus à l'alinéa (1)b;

b) le résumé qu'elle fournit n'est pas, de l'avis du sous-ministre, conforme aux exigences de cet alinéa;

45

(c) he provides a statement referred to in paragraph (1)(b), but does not provide an explanation that justifies the making of the statement; or

(d) he provides a statement referred to in paragraph (1)(b), but the Deputy Minister is satisfied that the explanation given as justification for the making of the statement does not justify the making thereof.

c) elle fournit une déclaration mais ne donne pas les explications qui la justifieraient;

d) elle fournit une déclaration mais les explications données pour sa justification ne convainquent pas le sous-ministre de son bien-fondé.

Where there has been failure to comply

86. (1) Where a person has designated information as confidential pursuant to paragraph 85(1)(a) and the Deputy Minister considers that such designation is warranted, but the person has failed to comply with paragraph 85(1)(b), the Deputy Minister shall cause the person to be informed of such failure, of the ground on which he has so failed and of the application of subsection 87(3) if the person fails to take, within the time limited therefor by or pursuant to that subsection, such action as it is necessary for him to take in order to comply with paragraph 85(1)(b).

86. (1) Dans les cas où le sous-ministre considère comme légitime la désignation faite en vertu de l'alinéa 85(1)a) mais que la personne qui l'a faite ne se conforme pas à l'alinéa 85(1)b), le sous-ministre la fait informer de ce défaut, de ce qui l'a causé ainsi que de l'application du paragraphe 87(3) advenant son défaut de prendre, dans le délai prévu au paragraphe 87(3), les mesures qui s'imposent qui pour l'observation de l'alinéa 85(1)b).

Inobservation

Where Deputy Minister considers designation unwarranted

(2) Where, pursuant to paragraph 85(1)(a), a person has designated information as confidential and the Deputy Minister considers that, because of its nature, extent, availability from other sources or the failure of the person to provide any explanation of why he designated it as confidential, the designation of that information as confidential is unwarranted, the Deputy Minister shall cause the person

(2) Dans les cas où il ne considère pas comme légitime la désignation faite en vertu de l'alinéa 85(1)a), vu la nature ou l'abondance des renseignements ainsi désignés, leur accessibilité d'autres sources ou le défaut de fournir une explication de la désignation, le sous-ministre :

Rejet

(a) to be notified of the fact that the Deputy Minister considers the designation of that information as confidential unwarranted and of the Deputy Minister's reasons for so considering; and

(b) where the person has failed to comply with paragraph 85(1)(b), to be informed as provided in subsection 86(1).

a) fait donner avis à cet effet à la personne qui les a fournis en précisant les motifs de sa décision;

b) dans le cas de non-conformité à l'alinéa 85(1)b), fait informer cette personne conformément au paragraphe 86(1).

Withdrawal of designation or submission of explanation

87. (1) Where a person is notified pursuant to paragraph 86(2)(a) with respect to any information that he has designated as confidential pursuant to paragraph 85(1)(a), he may, within fifteen days after being so notified,

87. (1) La personne qui a été avisée conformément à l'alinéa 86(2)a) peut, dans les quinze jours suivant l'avis,

Renonciation ou nouvelle explication

(a) withdraw the designation, or

a) soit renoncer à la désignation;

b) soit fournir au sous-ministre des explications ou des explications plus poussées sur les raisons de la désignation.

(b) submit to the Deputy Minister an explanation or further explanation of why he designated the information as confidential,

and where he does neither of those things within such fifteen days, that information shall not thereafter be taken into account by the Deputy Minister in the proceedings for the purposes of which it was provided or in any proceedings arising out of those proceedings, unless he obtains it elsewhere than from that person.

Deputy
Minister to
reconsider

(2) Where, pursuant to subsection (1), a person submits to the Deputy Minister, within the fifteen days referred to in that subsection, an explanation or further explanation of why he designated information as confidential, the Deputy Minister shall again consider whether, taking into account that explanation or further explanation, the designation of the information as confidential is warranted and, if he decides that it is not warranted, shall cause the person to be notified that the information will not thereafter be taken into account by the Deputy Minister in the proceedings for the purposes of which it was provided or in any proceedings arising out of those proceedings, in which case the information shall not thereafter be taken into account by the Deputy Minister in any such proceedings, unless he obtains it elsewhere than from that person.

Where failure
to comply not
rectified

(3) Subject to subsection (4), where a person who has been informed pursuant to section 86 that he has failed to comply with paragraph 85(1)(b) with respect to any information does not, within fifteen days after being so informed or within such longer time not exceeding thirty days after being so informed as the Deputy Minister, either before or after the expiration of the fifteen days, in his discretion allows, take such action as it is necessary for him to take in order to comply with paragraph 85(1)(b), the Deputy Minister shall cause the person to be notified that the information will not thereafter be taken into account by the Deputy Minister in the proceedings for the purposes of which it was provided or in any proceedings arising out of those proceedings, in which case the information shall not there-

Si elle fait défaut d'agir dans le délai, le sous-ministre ne peut tenir compte des renseignements désignés dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou de toute procédure en découlant, sauf s'il les obtient d'une autre source.

5

(2) Dans les cas où, conformément au paragraphe (1), une personne fournit au sous-ministre, dans les quinze jours visés à ce paragraphe, une explication ou une explication plus poussée des raisons pour lesquelles elle a désigné des renseignements comme confidentiels, celui-ci examine de nouveau la question et, s'il décide que la désignation n'est pas légitime, il fait aviser cette personne qu'il ne sera pas tenu compte des renseignements dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou de toute procédure en découlant; le sous-ministre ne peut dès lors tenir compte des renseignements que s'ils les obtient d'une autre source.

Nouvel examen

(3) Sous réserve du paragraphe (4), si la personne qui a été avisée conformément à l'article 86 qu'elle ne s'était pas conformée à l'alinéa 85(1)b) quant à des renseignements ne prend pas les mesures nécessaires pour s'y conformer dans les quinze jours suivant l'avis ou dans le délai supplémentaire — ne pouvant dépasser les trente jours suivant l'avis — que fixe, à son appréciation, le sous-ministre, avant ou après l'expiration des quinze jours, le sous-ministre fait aviser cette personne qu'il ne tiendra pas compte des renseignements dans le cadre de la procédure pour laquelle ils ont été fournis ou dans toute procédure en découlant, étant entendu que, dans ce cas, il ne peut tenir compte des renseignements que s'il les obtient d'une autre source.

Défaut de
remédier à
l'inobservation

after be taken into account by the Deputy Minister in any such proceedings, unless he obtains it elsewhere than from that person.

Exception

(4) Subsection (3) does not apply in respect of any information that the Deputy Minister is prohibited by subsection (1) or (2) from taking into account in the proceedings for the purposes of which it was provided.

Application of sections 86 and 87

88. Sections 86 and 87 do not apply in respect of evidence submitted to the Deputy Minister pursuant to subsection 78(3).

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas aux renseignements dont le sous-ministre ne peut tenir compte aux termes du paragraphe (1) ou (2).

Exception

88. Les articles 86 et 87 ne s'appliquent pas aux éléments de preuve fournis au sous-ministre aux termes du paragraphe 78(3).

Application des articles 86 et 87

Ruling on Who is Importer

Request for ruling on who is importer in Canada

89. (1) Where a question arises or is raised as to which of two or more persons is, for the purposes of this Act, the importer in Canada of goods imported or to be imported into Canada on which duty is payable or has been paid or will be payable if the goods are imported, the Deputy Minister may, and at the request of any person interested in the importation of the goods shall, request the Tribunal for a ruling on that question, unless, in the case only of goods that have been imported into Canada,

(a) a determination has been made pursuant to section 55 or subsection 56(1) with respect to the goods; and

(b) more than ninety days have elapsed since the determination referred to in paragraph (a) was made.

Idem

(2) Where the Deputy Minister makes a request under subsection (1) for a ruling on the question referred to therein, the Deputy Minister shall

(a) state in the request which of the two or more persons he believes is the importer in Canada of the goods;

(b) if any of the goods is of the same description as the goods specified in a preliminary determination made in an investigation that was initiated pursuant to section 31 and is still continuing, so state in the request;

(c) provide the Tribunal with such information as he considers will be useful to it in considering the question and with such

Décision sur l'identité de l'importateur

Demande

89. (1) Si, pour l'application de la présente loi, il faut déterminer qui est l'importateur de marchandises qui ont été ou seront importées et sur lesquelles des droits sont exigibles ou ont été versés ou seront exigibles si les marchandises sont importées, le sous-ministre peut, de sa propre initiative, ou doit, à la demande de toute personne intéressée, saisir le Tribunal de la question sauf si, uniquement dans le cas de marchandises déjà importées au Canada:

a) la détermination visée à l'article 55 ou au paragraphe 56(1) a eu lieu;

b) plus de quatre-vingt-dix jours se sont écoulés depuis cette détermination.

(2) Dans les cas où il fait la demande visée au paragraphe (1), le sous-ministre :

Idem

a) mentionne la personne qu'il croit être l'importateur;

b) le cas échéant, mentionne le fait que certaines des marchandises sont de même description que celles qui font l'objet d'une décision provisoire rendue au cours d'une enquête visée à l'article 31 et qui se poursuit;

c) fournit au Tribunal les renseignements qu'il juge utiles et tous autres renseignements que le Tribunal peut demander;

d) donne avis de la demande aux personnes mentionnées dans les règles du Tribunal ou que le Tribunal précise.

other information as the Tribunal may request; and

(d) give notice of his request to such persons as the rules of the Tribunal require or as the Tribunal may require.

5

Investigation
deemed to
continue

(3) Where, in any investigation, the Deputy Minister makes a final determination of dumping or subsidizing under subsection 41(1) in respect of any goods, the investigation shall, for the purpose of paragraph 10 89(2)(b), be deemed to continue until such time as the Tribunal makes an order or finding in respect of the goods.

(3) L'enquête au cours de laquelle le sous-ministre rend une décision définitive de dumping ou de subventionnement aux termes du paragraphe 41(1), est, pour l'application de 5 l'alinéa 89(2)b), réputée se poursuivre jusqu'à ce que le Tribunal rende une ordonnance ou des conclusions pour les marchandises en cause.

Présomption

Tribunal's
ruling

90. Where a request is made to the Tribunal under subsection 89(1) for a ruling on 15 the question referred to therein, the Tribunal

90. Dans les cas où il est saisi de la 15 demande visée au paragraphe 89(1), le Tribunal :

Décision du
Tribunal

(a) shall arrive at its ruling on the question by determining which of the two or more persons is the importer in Canada of the goods; 20

a) détermine qui est l'importateur;
b) rend sa décision dès la réception de la demande;

(b) subject to paragraph (c), shall give its ruling on the question forthwith after receiving the request therefor; and

c) dans le cas visé à l'alinéa 89(2)b), ne 15 rend sa décision qu'après avoir rendu l'ordonnance ou les conclusions sur l'enquête ouverte à la suite de la réception par le secrétaire de l'avis de décision provisoire ou, le cas échéant, dès la réception par le 20 secrétaire de l'avis de clôture d'enquête visé au paragraphe 41(3) et relatif aux marchandises précisées dans la décision provisoire.

(c) shall not, if a statement pursuant to paragraph 89(2)(b) is made in the request, 25 give its ruling on the question until after it makes an order or finding in the inquiry commenced as a consequence of the receipt by the Secretary of notice of the preliminary determination referred to in 30 that paragraph, unless, after the request is made to the Tribunal, the Secretary receives notice pursuant to subsection 41(3) that the investigation has been terminated pursuant to subsection 41(1) in 35 respect of the goods specified in the preliminary determination, in which case the Tribunal shall give its ruling on the question forthwith after the Secretary receives 40 that notice.

40

Rules

91. (1) Where

(a) a request is made to the Tribunal pursuant to subsection 89(1) for a ruling on the question referred to therein,

(b) a statement pursuant to paragraph 45 89(2)(b) is made in the request, and

(c) the Tribunal's ruling on the question is that the importer in Canada of the goods is a person other than the person specified

91. (1) Dans les cas où :

25 Règles

a) le Tribunal est saisi de la demande sur la question visée au paragraphe 89(1),

b) la demande contient la mention visée à l'alinéa 89(2)b),

c) la personne que le Tribunal considère 30 comme l'importateur n'est pas celle que le sous-ministre avait désignée aux termes de l'alinéa 89(2)a),

as such by the Deputy Minister pursuant to paragraph 89(2)(a),

the following rules apply:

(d) as soon as possible after the Tribunal gives its ruling on the question, the Deputy Minister shall

(i) reconsider any final determination of dumping or subsidizing made pursuant to subsection 41(1) with respect to the goods specified in the preliminary determination and shall confirm the final determination, rescind it or make amendments to it, as is appropriate in the circumstances,

(ii) cause notice of the action taken by him pursuant to subparagraph (i) to be given to prescribed persons and governments, published in the *Canada Gazette* and filed with the Secretary in writing;

(e) where the Deputy Minister rescinds a final determination pursuant to paragraph (d), section 41 shall again apply in respect of the goods to which the final determination applied as if that section had not previously applied in respect of those goods, except that the action that the Deputy Minister is required by that section to take shall, notwithstanding anything therein, be taken by him within sixty days after the Tribunal gives its ruling on the question;

(f) where the Deputy Minister has caused the investigation referred to in paragraph 89(2)(b) to be terminated pursuant to subsection 41(1) with respect to the goods specified in the preliminary determination, the Tribunal shall be deemed to have directed the Deputy Minister, by notice in writing pursuant to section 46, to cause an investigation to be initiated respecting the dumping or subsidizing of those goods and the Deputy Minister shall, pursuant to subsection 31(2), forthwith cause such an investigation to be commenced; and

(g) the Tribunal may, on its own initiative or at the request of the Deputy Minister or any person interested but subject to subsection (2), reconsider, under the authority of this paragraph, any order or finding made by it in the inquiry referred to in 50

les règles suivantes s'appliquent :

d) aussitôt que possible après la décision du Tribunal, le sous-ministre :

(i) réexamine toute décision définitive de dumping ou de subventionnement rendue aux termes du paragraphe 41(1) quant aux marchandises précisées dans la décision provisoire et la confirme, l'annule ou la modifie selon ce qui est indiqué dans les circonstances,

(ii) fait donner avis des mesures prises en vertu du sous-alinéa (i) aux personnes et gouvernements visés par règlement, fait publier l'avis dans la *Gazette du Canada* et fait déposer l'avis auprès du secrétaire;

e) si le sous-ministre annule la décision définitive aux termes de l'alinéa d), l'article 41 s'applique de nouveau aux marchandises objet de la décision définitive comme s'il ne s'était jamais appliqué sauf que le sous-ministre doit prendre les mesures qui y sont prévues dans les soixante jours suivant la date où le Tribunal tranche la question;

f) si le sous-ministre a fait clore l'enquête visée à l'alinéa 89(2)b) en vertu du paragraphe 41(1) pour les marchandises objet de la décision provisoire, le Tribunal est réputé avoir ordonné au sous-ministre de faire ouvrir une enquête sur leur dumping ou leur subventionnement par l'avis écrit mentionné à l'article 46 et le sous-ministre fait ouvrir l'enquête sans délai conformément au paragraphe 31(2);

g) le Tribunal peut, de sa propre initiative ou sur demande du sous-ministre ou de toute autre personne intéressée, mais sous réserve du paragraphe (2), réexaminer, aux termes du présent alinéa, l'ordonnance ou les conclusions rendues au cours de l'enquête visée à l'alinéa 90c) et, aux fins de ce réexamen, faire une nouvelle audition.

paragraph 90(c) and, in so reconsidering, may rehear any matter before deciding it.

Limitation on reconsideration of order or finding

(2) The Tribunal shall not commence reconsideration of an order or finding under the authority of paragraph (1)(g)

(a) later than ninety days after the making of the ruling on the question referred to in paragraph (1)(a); or

(b) at the request of any person unless such person satisfies the Tribunal that reconsideration of the order or finding is warranted.

Completion of reconsideration

(3) Where the Tribunal reconsiders an order or finding under the authority of paragraph (1)(g)

(a) the Tribunal shall complete the reconsideration forthwith and, in any event, not later than ninety days after the day on which it decides to commence it and, on completion thereof, shall confirm the order or finding or rescind it and make such other order or finding with respect to the goods to which the order or finding under reconsideration applies as the nature of the matter may require, and, where it makes another order or finding, shall declare to what goods, including, where applicable, from what supplier and from what country of export, the order or finding applies; and (b) the Secretary shall forward by registered mail to the Deputy Minister, the importer, the exporter and such other persons and governments as may be specified by the rules of the Tribunal

(i) forthwith after the reconsideration is completed, notice of the action taken pursuant to paragraph (a) with respect to the order or finding and, where another order or finding has been made pursuant to that paragraph, a copy of such other order or finding, and

(ii) not later than fifteen days after the completion of the reconsideration, a copy of the reasons for the action taken thereon.

Determination pursuant to section 55

92. A determination made pursuant to section 55 in respect of any imported goods on the basis that the importer of the goods was a person who is subsequently ruled by

(2) Le réexamen prévu à l'alinéa (1)g) ne peut commencer :

Restrictions

a) qu'avant l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours suivant la date où il tranche la question visée à l'alinéa (1)a);

b) que si la personne qui en fait la demande convainc le Tribunal que le réexamen est légitime.

(3) Dans le cas du réexamen prévu à l'alinéa (1)g) :

Fin du réexamen

a) le Tribunal le termine sans retard et au plus tard quatre-vingt-dix jours suivant sa décision de le commencer en confirmant ou annulant l'ordonnance ou les conclusions ou en rendant les nouvelles ordonnances ou conclusions indiquées avec précision des marchandises concernées et, le cas échéant, de leur fournisseur et de leur pays d'exportation;

b) le secrétaire envoie, par courrier recommandé, au sous-ministre, à l'importateur, à l'exportateur ainsi qu'aux autres personnes ou aux gouvernements que prévoient les règles du Tribunal les documents suivants :

(i) dès la fin du réexamen, avis des mesures prises aux termes de l'alinéa a) et, le cas échéant, copie de la nouvelle ordonnance ou des nouvelles conclusions;

(ii) dans les quinze jours suivant la fin du réexamen, l'exposé des motifs correspondants.

92. La détermination faite en vertu de l'article 55 pour des marchandises importées et concernant une personne qui, selon la décision du Tribunal, n'est pas l'importateur des

Détermination prévue à l'article 55

the Tribunal not to have been the importer thereof shall be deemed not to have been made and, for the purpose of section 55, the date of the order or finding of the Tribunal with respect to goods that appear to be of the same description as the imported goods shall be deemed to be

(a) where, following its ruling, the Tribunal reconsiders the order or finding pursuant to paragraph 91(1)(g) and confirms it, the date on which the Tribunal confirms the order or finding;

(b) where, following its ruling, the Tribunal reconsiders the order or finding pursuant to paragraph 91(1)(g) and rescinds it and makes another order or finding with respect to goods of that description, the date of the other order or finding; and

(c) in any other case, the date of the Tribunal's ruling.

Determination pursuant to section 56, 57 or 59

93. A determination or re-determination made pursuant to section 56, 57 or 59 in respect of any goods on the basis that the importer of the goods was a person who is subsequently ruled by the Tribunal not to have been the importer thereof shall be deemed not to have been made and the goods shall, for the purposes of section 56, be deemed to be released on the earlier of

(a) the day that is sixty days after the day on which the Tribunal made the ruling; and

(b) the day on which a new determination is made pursuant to section 56 in respect of the goods.

Ruling binding

94. A ruling given by the Tribunal on the question of who is the importer in Canada of any goods imported or to be imported into Canada is binding on the Deputy Minister, and on every person employed by the Department of National Revenue in the administration or enforcement of this Act, with respect to the particular goods in relation to which the ruling is given, unless the Tribunal is fraudulently misled or, in the case only of goods to be imported into Canada, material facts that are not available to the Deputy Minister at the time the Tribunal gives its

marchandises est réputée ne pas avoir été faite et, pour l'application de l'article 55, la date de l'ordonnance ou des conclusions du Tribunal quant à des marchandises qui semblent être de même description que les marchandises importées est réputée être, selon le cas :

a) si le Tribunal confirme l'ordonnance ou les conclusions qui ont fait l'objet du réexamen prévu à l'alinéa 91(1)g), la date de la confirmation;

b) si le Tribunal annule l'ordonnance ou les conclusions qui ont fait l'objet du réexamen prévu à l'alinéa 91(1)g) et rend une nouvelle ordonnance ou de nouvelles conclusions pour des marchandises répondant à cette description, la date de la nouvelle ordonnance ou des nouvelles conclusions;

c) dans les autres cas, la date de la décision du Tribunal sur l'identité de l'importateur.

93. La détermination ou la révision prévues aux articles 56, 57 ou 59 et concernant une personne qui, selon la décision du Tribunal, n'est pas l'importateur sont réputées ne pas avoir été faites et les marchandises en cause sont, pour l'application de cet article, réputées avoir été dédouanées à la première des dates suivantes à survenir :

Détermination prévue aux articles 56, 57 ou 59

a) celle qui tombe soixante jours après la décision du Tribunal;

b) celle où une nouvelle détermination est faite en vertu de l'article 56.

30

94. La décision rendue par le Tribunal sur l'identité de l'importateur lie le sous-ministre ainsi que toute personne employée par le ministère du Revenu national pour la mise en oeuvre ou l'exécution de la présente loi quant aux marchandises objet de la décision sauf si le Tribunal est induit en erreur par la fraude ou si, dans le seul cas d'une importation future, des faits importants dont ne disposait pas le sous-ministre au moment de la décision viennent ensuite à son attention.

Caractère obligatoire de la décision

45

ruling come to the Deputy Minister's attention after it is given.

Deputy
Minister to
provide name of
importer

95. Where any person interested in the importation of goods into Canada requests the Deputy Minister to provide the person with the name of the importer of the goods, the Deputy Minister shall, except in prescribed circumstances, forthwith provide the person with the name of the importer.

95. Le sous-ministre communique sans délai, sauf dans les cas prévus par règlement, le nom de l'importateur de marchandises aux personnes intéressées à l'importation des marchandises qui en font la demande.

Communication
du nom de
l'importateur

5

Gathering of Information

Deputy
Minister may
gather
information in
advance

96. In order to facilitate the administration and enforcement of this Act, where the Deputy Minister believes that goods located or in the course of production out of Canada are or may be of the same description as goods to which an order or finding of the Tribunal described in section 3, 5 or 6 applies and that they will or may be imported into Canada, he may, for the purpose of estimating the margin of dumping of or the amount of the subsidy on the goods before they are imported into Canada, seek from persons in or out of Canada, in such manner and form as he considers appropriate in the circumstances, such information as he believes will be useful for that purpose.

Collecte de renseignements

96. Dans les cas où il croit que des marchandises qui se trouvent à l'étranger ou y sont en cours de production sont ou pourraient être de même description que celles qui font l'objet d'une ordonnance ou de conclusions rendues aux termes des articles 3, 5 ou 6 et qu'elles seront ou pourraient être importées au Canada, le sous-ministre peut, pour faciliter l'application de la présente loi, recueillir auprès de personnes se trouvant au Canada ou à l'étranger, selon les modalités qu'il juge indiquées, des renseignements qu'il croit utiles à l'estimation de la marge de dumping des marchandises ou du montant de la subvention octroyée pour elles avant qu'elles ne soient importées.

Collecte de
renseignements
à l'avance

REGULATIONS

Regulations

97. The Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing anything that by this Act is to be or may be prescribed by regulation;
 - (b) specifying the circumstances and manner in which
 - (i) two or more dumping investigations,
 - (ii) two or more subsidy investigations,
 - or
 - (iii) one or more dumping investigations and one or more subsidy investigations,
- may be joined and carried on as one and the persons to whom and manner in which notice of such joining shall be given;
- (c) defining the expression "agricultural product" for the purpose of the definition "material injury" in subsection 2(1);

RÈGLEMENTS

Règlements

97. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire mentionnée dans la présente loi;
- b) préciser les cas où peuvent être jointes des enquêtes menées par le sous-ministre, qu'il s'agisse d'au moins deux enquêtes de dumping, d'au moins deux enquêtes de subventionnement ou d'au moins une enquête de dumping et d'au moins une enquête de subventionnement, la manière de les réunir en une seule et de les mener ainsi que les personnes à aviser et les modalités de l'avis;
- c) définir, pour l'application de la définition de «préjudice sensible» au paragraphe 2(1), le terme «produit agricole»;
- d) définir, pour l'application de la définition de «subvention», au paragraphe 2(1), 40 le terme «droits ou taxes internes»;

(d) defining the expression "duty or internal tax" for the purpose of the definition "subsidy" in subsection 2(1);

(e) defining the expressions "cost of production," "an amount for administrative, 5 selling and all other costs" and "an amount for profits" for the purpose of paragraph 19(b) or subparagraph 20(c)(ii);

(f) defining the expression "an amount for 10 profit" for the purpose of subparagraph 25(c)(ii) or 25(d)(i);

(g) defining the expression "person interested" for the purpose of subsection 45(2) or section 89 or 95;

(h) prescribing the procedure to be followed in an investigation ordered by the Governor in Council under subsection 7(1);

(i) providing for the selection of an interest rate, from among or by reference to interest rates prevailing in or out of Canada at the time of the sale referred to in subsection 21(1), by reference to which the determination referred to in paragraph 25 21(1)(a) shall be made in the circumstances described in clause 21(1)(a)(ii)(B);

(j) providing for the selection of an interest rate, from among or by reference to 30 interest rates prevailing in or out of Canada at the time of the sale referred to in subsection 27(1), by reference to which the determination referred to in paragraph 27(1)(a) shall be made in the circumstances described in clause 27(1)(a)(ii)(B);

(k) providing for the determination of or specifying the date as of which the equivalent dollar value of any amount that is 40 expressed in the currency of a country other than Canada and that is used or taken into account for any purpose in the administration or enforcement of this Act shall be ascertained, determined or calculated; and

(l) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

e) définir, pour l'application de l'alinéa 19(b) ou de la division 20c)(ii)(A), les termes «coût de production», «un montant pour les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente» et «un 5 montant pour les bénéfices»;

f) définir, pour l'application du sous-alinéa 25c)(ii) ou 25d)(i), le terme «un montant pour les bénéfices réalisés»;

g) définir, pour l'application du paragraphe 10 45(2) ou des articles 89 ou 95 le terme «personne intéressée»;

h) prévoir la procédure à suivre pour les enquêtes que demande le gouverneur en conseil aux termes du paragraphe 7(1); 15

i) prévoir, pour la détermination prévue à l'alinéa 21(1)a) du taux d'intérêt à prendre en compte aux termes de la division 21(1)a)(ii)(B), le choix d'un taux parmi ou d'après ceux qui sont en vigueur au 20 Canada ou à l'étranger au moment de la vente visée au paragraphe 21(1);

j) prévoir, pour la détermination prévue à l'alinéa 27(1)a) du taux d'intérêt à prendre en compte aux termes de la division 25 27(1)a)(ii)(B), le choix d'un taux parmi ou d'après ceux qui sont en vigueur au Canada ou à l'étranger au moment de la vente visée au paragraphe 27(1);

k) prévoir le mode de détermination de la 30 date où est fixé ou calculé l'équivalent en dollars de montants exprimés dans la monnaie d'un pays étranger et à prendre en compte pour l'application de la présente loi ou préciser cette date; 35

l) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONNEXES

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*1980-81-82-83,
c. 111, Sch. I

98. (1) Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by deleting therefrom the reference to

"Anti-Dumping Tribunal
Tribunal antidumping"

5

(2) Schedule I to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the reference to

"Canadian Human Rights Commission
Commission canadienne des droits de la 10
personne"

a reference to

"Canadian Import Tribunal *Tribunal*
canadien des importations"

98. (1) L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression de ce qui suit :

«Tribunal antidumping
Anti-dumping Tribunal»

5

(2) L'annexe I de la même loi est modifiée par insertion, après

«Statistique Canada
Statistics Canada»,

de ce qui suit :

10

«Tribunal canadien des importations
Canadian Import Tribunal»

99. Schedule II to the said Act is amended by deleting therefrom the reference to

"Anti-dumping Act, subsection 29(3)
Loi antidumping"

99. L'annexe II de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :

«Loi antidumping, paragraphe 29(3)
Anti-dumping Act»

15

R.S., c. C-39

*Currency and Exchange Act**Loi sur la monnaie et les changes*

S. R. C. C-39

100. The *Currency and Exchange Act* is amended by adding thereto, immediately after section 13.1 thereof, the following section:

100. La *Loi sur la monnaie et les changes* est modifiée par insertion, après l'article 13.1, de ce qui suit :

Conversion of
foreign
currencies for
purposes of
customs laws

"**13.2** For the purposes of the administration, application and operation of the laws relating to the customs, the Governor in Council may make regulations specifying, or specifying the means or method of ascertaining, determining or calculating, the equivalent dollar value of currencies of countries other than Canada for a day or any other period or generally."

"**13.2** Pour l'application de la législation douanière, le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer l'équivalent en dollars de monnaies de pays autres que le Canada ou en prévoir le mode de calcul, pour une journée ou une période plus longue ou de façon générale."

Législation
douanière

R.S., c. C-41

*Customs Tariff**Tarif des douanes*

S.R.C. C-41

1980-81-82-83,
c. 129, s. 4

101. Section 3.6 of the *Customs Tariff* is repealed.

101. L'article 3.6 du *Tarif des douanes* est abrogé.

1980-81-82-83,
c. 129, art. 4

102. Section 7 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

102. L'article 7 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definitions
"government"

"**7.** (1) In this section,
"government", in relation to any country other than Canada, includes any agency or institution acting for, on behalf of or

"**7.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«accord commercial» Les accords ou ententes ayant trait au commerce internatio-

Définitions

«accord
commercial»

	under the authority of the government of that country;	nal, auxquels est partie le gouvernement du Canada.	
"specified"	"specified" means specified by the Governor in Council in an order under subsection (2);	«gouvernement» Sont assimilées à un gouvernement les institutions habilitées par le gouvernement d'un pays étranger à agir en son nom ou à le représenter.	«gouvernement»
"trade agreement"	"trade agreement" means any agreement or arrangement relating to international trade to which the Government of Canada is a party.		
Governor in Council may make orders	(2) Notwithstanding this or any other Act of Parliament, for the purpose of	(2) Par dérogation à la présente loi et à toute autre loi du Parlement, le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre des Finances appuyée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, par décret ayant pour but, selon le cas :	Décret du gouverneur en conseil
	(a) enforcing Canada's rights under a trade agreement in relation to a country, or		
	(b) responding to acts, policies or practices of the government of a country that, as a result of discrimination or otherwise, adversely affect or lead directly or indirectly to adverse effects on trade in Canadian goods or services,	a) d'exercer les droits qu'un accord commercial reconnaît au Canada à l'égard d'un pays,	
	the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Finance concurred in by the Secretary of State for External Affairs, by order do any one or more of the following things in relation to that country:	b) de répliquer aux actes, politiques ou pratiques, discriminatoires ou autres, d'un gouvernement qui ont ou entraîneraient directement ou indirectement, un effet défavorable sur le commerce des marchandises ou des services canadiens, prendre, à l'égard de ce pays, une ou plusieurs des mesures suivantes :	
	(c) suspend or withdraw rights or privileges granted by Canada under a trade agreement or an Act of Parliament;	c) suspendre ou retirer les droits ou les privilèges que le Canada lui a accordés en vertu d'un accord commercial ou d'une loi du Parlement;	
	(d) make any goods that are the product of that country or any class of such goods subject to a surtax in an amount, over and above the rate of customs duty specified in Schedule A for such goods or class of goods, not exceeding thirty-three and one-third per cent <i>ad valorem</i> ;	d) assujettir les marchandises ou catégories de marchandises qui sont des produits de ce pays à une surtaxe d'un montant s'ajoutant au taux des droits figurant à l'annexe A pour ces marchandises mais ne dépassant pas trente-trois et un tiers pour cent <i>ad valorem</i> ;	
	(e) include on the Import Control List established under section 5 of the <i>Export and Import Permits Act</i> any goods that are the product of that country; and	e) inclure dans la liste de marchandises d'importation contrôlée établie aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> des marchandises qui sont des produits de ce pays;	
	(f) establish, in respect of any goods or class of goods that are the product of that country, rates of customs duty, not exceeding at the maximum the rate to which the customs duty on such goods or class of goods could be increased under paragraph (d), that vary from time to time as the quantity of such	f) établir, à l'égard des marchandises ou catégories de marchandises qui sont des produits de ce pays, des taux de droits de douane ne dépassant pas celui auquel les droits de douane applicables à ces	

	goods or class of goods imported into Canada during a specified period of time equals or exceeds specified totals.	marchandises ou catégories de marchandises pourraient être portés en vertu de l'alinéa <i>d</i>) et pouvant varier selon que la quantité de ces marchandises ou catégories de marchandises importées au Canada, pendant la période déterminée dans le décret, égale ou dépasse les totaux spécifiés dans ce décret.	
Period of order and publication in the <i>Canada Gazette</i>	(3) An order under subsection (2) shall (a) have effect for such period as is specified unless the order is sooner revoked; and (b) be published in the <i>Canada Gazette</i> .	(3) Les décrets pris en vertu du paragraphe (2) : a) s'appliquent, sauf révocation, pendant la période qui y est spécifiée; b) sont publiés dans la <i>Gazette du Canada</i> .	Durée d'application et publication
Removal from Import Control List	(4) Where, by order under subsection (2), any goods are included on the Import Control List referred to in paragraph (2)(e), such goods shall be deemed to have been removed from that List when the order ceases to have effect or is revoked.	(4) Les marchandises incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée en vertu d'un décret pris aux termes de l'alinéa (2)e) sont réputées rayées de la liste, à la date de cessation d'effet ou de révocation du décret.	Radiation de la liste de marchandises d'importation contrôlée
Order tabled in Parliament	(5) The Minister of Finance shall cause a copy of any order under subsection (2) to be laid before Parliament on any of the first fifteen days after the making thereof that either House of Parliament is sitting.	(5) Le ministre des Finances fait déposer devant le Parlement une copie des décrets prévus au paragraphe (2) dans les quinze premiers jours de séance de l'une ou l'autre chambre suivant leur prise.	Dépôt des décrets
Regulations	(6) The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes of this section and for its enforcement.	(6) Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements nécessaires à l'application du présent article.	Règlements
Balance of payments surcharge	7.1 (1) Where at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on a report of the Minister of Finance, that Canada's external financial position and its balance of payments are such as to require special measures respecting Canadian imports, the Governor in Council may, by order, subject any goods that are the product of any country or any class of such goods to a surcharge over and above the duties specified in Schedule A.	7.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, assujettir les marchandises ou catégories de marchandises qui sont des produits d'un pays à une surcharge s'ajoutant aux droits figurant à l'Annexe A s'il est convaincu, à la suite d'un rapport du ministre des Finances, que la position financière extérieure du Canada de même que les conditions de sa balance des paiements rendent nécessaire l'adoption de mesures spéciales visant les importations canadiennes.	Surcharge visant la balance des paiements
Amount of surcharge	(2) The surcharge referred to in subsection (1) may be different in amount for different goods or classes of goods, but shall not in any case exceed thirty-three and one-third per cent <i>ad valorem</i> .	(2) La surcharge prévue au paragraphe (1) peut varier selon les marchandises ou catégories de marchandises sans toutefois dépasser trente-trois et un tiers pour cent <i>ad valorem</i> .	Montant
Period surcharge in effect and publication in the <i>Canada Gazette</i>	(3) An order made under subsection (1) shall	(3) Les décrets pris en vertu du paragraphe (1) :	Durée et publication

Order ceases to have effect unless approved by Parliament

(a) have effect for such period as is specified in the order unless the order is sooner revoked; and

(b) be published in the *Canada Gazette*.

(4) Notwithstanding paragraph (3)(a), 5 where the period for which an order is specified to have effect will expire after the 180th day from the day on which the order is made, the order shall cease to have effect on such 180th day if Parliament is 10 then sitting or, if Parliament is not then sitting, on the expiration of the 15th sitting day after that day, unless before the order so ceases to have effect it is approved by a resolution adopted by both Houses of 15 Parliament.

Sitting day

(5) For the purposes of subsection (4), a day on which either House of Parliament sits shall be deemed to be a sitting day."

1980-81-82-83, c. 67, s. 5

103. (1) Subsections 8(1) to (4) of the 20 said Act are repealed and the following substituted therefor:

Surtax under certain conditions

"8. (1) Where at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of

(a) a report of the Minister of Finance,

(b) an inquiry made by the Canadian Import Tribunal under section 21 of the *Special Import Measures Act*, or

(c) in the case of any textile and cloth- 30 ing goods within the meaning of the *Textile and Clothing Board Act*, an inquiry made by the Textile and Clothing Board under that Act,

that goods of any kind, that are the prod- 35 uct of any country, are being imported into Canada under such conditions as to cause or threaten serious injury to Canadian producers of like or directly competitive products, the Governor in Council may, on the 40 recommendation of the Minister of Finance, by order make any goods of that kind that are the product of any country specified in the order, when imported into such region or part of Canada during the 45 period that the order is in effect, subject to a surtax

(d) at a rate specified in the order, or

a) s'appliquent, sauf révocation, pendant la période qui y est spécifiée;

b) sont publiés dans la *Gazette du Canada*.

(4) À moins d'avoir été ratifié par une 5 résolution adoptée par les deux chambres du Parlement, un décret dont la durée d'application spécifiée est de plus de 180 jours après sa prise cesse néanmoins, par 10 dérogation à l'alinéa (3)a), de s'appliquer le 180^{ème} jour suivant sa prise si c'est un jour de séance ou, sinon, le quinzième jour de séance ultérieur.

5 Résolution affirmative

(5) Pour l'application du paragraphe 15 (4), tout jour où l'une ou l'autre chambre du Parlement siège est un jour de séance."

Interprétation

103. (1) Les paragraphes 8(1) à (4) de la 20 même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1980-81-82-83, c. 67, art. 5

"8. (1) Si, à un moment quelconque, il 20 est convaincu, en se fondant :

Surtaxe dans certaines circonstances

a) soit sur un rapport du ministre des Finances,

b) soit sur une enquête menée, en vertu 25 de l'article 21 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, par le Tribunal canadien des importations,

c) soit sur une enquête menée, en vertu 30 de la *Loi sur la commission du textile et du vêtement*, par la Commission du textile et du vêtement sur des articles de textile et d'habillement définis dans ladite loi,

que des marchandises de toute nature, qui 35 sont des produits d'un pays, sont importées au Canada dans des conditions où elles causent ou menacent de causer un préjudice grave à des producteurs canadiens de produits semblables ou directement concurrentiels, le gouverneur en conseil peut, 40 sur la recommandation du ministre des Finances, par décret, assujettir les marchandises de cette nature qui sont les produits d'un pays mentionné au décret, lorsqu'elles sont importées dans la région ou la 45 partie du Canada et au cours de la période

(e) at a rate specified in the order that varies from time to time as the quantity of such goods imported into such region or part of Canada during a period specified in the order equals or exceeds totals specified in the order, 5

but no such rate shall, at the maximum, exceed the rate that in the opinion of the Governor in Council is sufficient to prevent further such injury or the threat of 10 such injury.

Period,
revocation and
publication of
order

(2) Every order made under subsection (1) 15

(a) shall, subject to this section, remain in effect for such period, not exceeding 15 three years, as is specified therein;

(b) may, notwithstanding anything in this section, be revoked at any time by the Governor in Council, unless, prior to that time, a resolution specifying a day 20 on which the order shall cease to have effect has been adopted by both Houses of Parliament pursuant to subsection (3); and

(c) shall be published in the *Canada Gazette*. 25

Duration of
order

(3) Where an order is made under subsection (1) pursuant to a report of the Minister of Finance, the order ceases to have effect on the expiration of the 180th 30 day from the date of its making if Parliament is sitting on that day or, if Parliament is not sitting on that day, on the expiration of the 15th sitting day after that day, unless before the order so ceases to 35 have effect

(a) it is approved by a resolution adopted by both Houses of Parliament,

(b) the Canadian Import Tribunal reports to the Governor in Council pursuant to section 21 of the *Special Import Measures Act* that the goods described in the report of the Minister of Finance are still being imported into Canada from the country named in the 45

où le décret est en vigueur, à une surtaxe fixée selon l'un des taux suivants qui ne doit cependant pas dépasser celui que le gouverneur en conseil estime suffisant pour prévenir le préjudice ou la menace de 5 préjudice :

d) le taux spécifié dans le décret;

e) le taux spécifié dans le décret qui peut varier selon que la quantité des marchandises, importées dans cette 10 région ou partie du Canada et à l'époque spécifiée dans le décret, égale ou dépasse les totaux spécifiés dans le décret.

(2) Les décrets pris en vertu du paragraphe (1) : 15 Application, révo- cation et publication du décret

a) s'appliquent, sous réserve des autres dispositions du présent article, pendant la période, d'une durée maximale de trois ans, qui y est spécifiée; 20

b) peuvent, nonobstant les autres dispositions du présent article, être à tout moment révoqués par le gouverneur en conseil, sauf si les deux chambres du Parlement ont déjà adopté une résolution aux termes du paragraphe (3) prévoyant la date de sa cessation d'effet; 25

c) sont publiés dans la *Gazette du Canada*.

(3) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) qui est fondé sur un rapport du ministre des Finances cesse de s'appliquer à l'expiration du 180^{ème} jour suivant sa prise si c'est un jour de séance ou, sinon, le quinzième jour de séance ultérieur mais 35 s'applique pendant toute la période prévue à l'alinéa 2a) si, selon le cas :

a) il est ratifié par une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement,

b) le Tribunal canadien des importations a fait, conformément à l'article 21 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, rapport au gouverneur en conseil l'informant que les marchandises objet du rapport du ministre des Finan- 45 ces sont encore importées au Canada du pays que mentionne le rapport, dans des conditions où elles causent ou menacent

Durée
d'application du
décret

	<p>report under such conditions as to cause or threaten serious injury to Canadian producers of like or directly competitive products, or</p> <p>(c) where the goods described in the report of the Minister of Finance are goods referred to in paragraph (1)(c), the Textile and Clothing Board reports to the Minister of Industry, Trade and Commerce pursuant to the <i>Textile and Clothing Board Act</i> that the goods described in the report of the Minister of Finance are still being imported into Canada from the country named in the report under such conditions as to cause or threaten serious injury to Canadian producers of like or directly competitive products,</p> <p>in which case the order shall remain in effect for the period referred to in paragraph (2)(a).</p>	<p>de causer un préjudice grave à des producteurs canadiens de produits semblables ou directement concurrentiels,</p> <p>c) la Commission du textile et du vêtement fait rapport, conformément à la <i>Loi sur la commission du textile et du vêtement</i>, au ministre de l'Industrie et du Commerce, si les marchandises objet du rapport du ministre des Finances sont celles décrites à l'alinéa (1)c), l'informant que ces marchandises sont encore importées au Canada du pays que mentionne le rapport dans des conditions où elles causent ou menacent de causer un préjudice grave à des producteurs canadiens de produits semblables ou directement concurrentiels.</p>	
Sitting day	<p>(4) For the purposes of subsection (3), a day on which either House of Parliament sits shall be deemed to be a sitting day.</p>	<p>(4) Pour l'application du paragraphe (3), tout jour où l'une ou l'autre chambre du Parlement siège est un jour de séance.</p>	Interprétation
Resolution of Parliament revoking order	<p>(5) Notwithstanding anything in this section, where an order made under subsection (1) remains in effect by reason of any provision of this section and a resolution praying that it be revoked is adopted by both Houses of Parliament, the order shall cease to have effect on the day that the resolution is adopted or, if the adopted resolution specifies a day on which the order shall cease to have effect, on such specified day.</p>	<p>(5) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, tout décret pris en vertu du paragraphe (1) et qui a continué à s'appliquer pour l'une des raisons prévues au présent article, cesse de s'appliquer le jour de l'adoption d'une résolution de révocation par les deux chambres du Parlement ou, le cas échéant, le jour que prévoit cette résolution.</p>	Résolution de révocation
Notice in <i>Canada Gazette</i>	<p>(6) Where an order made under subsection (1)</p> <p>(a) remains in effect by reason of paragraph (3)(a), (b) or (c), or</p> <p>(b) ceases to have effect by reason of a resolution of both Houses of Parliament, the Minister of Finance shall cause a notice to that effect to be published in the <i>Canada Gazette</i>."</p>	<p>(6) Le ministre des Finances fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> l'avis approprié en cas de :</p> <p>a) continuation, en vertu des alinéas (3)a), b) ou c), d'un décret pris en vertu du paragraphe (1);</p> <p>b) révocation, par suite d'une résolution adoptée par les deux chambres du Parlement, d'un décret pris en vertu du paragraphe (1).»</p>	Publication d'un avis
	<p>(2) Section 8 of the said Act is further amended by renumbering subsections (5) to</p>	<p>(2) L'article 8 de la même loi est modifié par substitution, aux actuels numéros de</p>	

(8) thereof as subsections (7) to (10), respectively.

paragraphe (5) à (8), des numéros (7) à (10).

R.S. c. E-17

*Export and Import Permits Act**Loi sur les licences d'exportation et d'importation*

S.R. c. E-17

c. 32(2nd
Suppl.), s. 1

104. All that portion of subsection 5(2) of the *Export and Import Permits Act* following paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

“(b) an inquiry made under section 21 of the *Special Import Measures Act* by the Canadian Import Tribunal in respect of any goods,

that goods of any kind are being imported or are likely to be imported into Canada at such prices, in such quantities and under such conditions as to cause or threaten serious injury to the production in Canada of like or directly competitive goods, any goods of the same kind may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List, for the purpose of limiting the importation of such goods to the extent and, subject to subsection (5), for the period that in the opinion of the Governor in Council is necessary to prevent or remedy the injury.

Idem

(3) Where at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council on a report of the Minister made pursuant to an inquiry referred to in paragraph (2)(a) or (b) that goods of any kind are being imported or are likely to be imported into Canada at such prices, in such quantities and under such conditions as to make it advisable to collect information with respect to the importation of such goods in order to ascertain whether such importation is causing or threatening injury to the production in Canada of like or directly competitive goods, any goods of the same kind may, by order of the Governor in Council, be included on the Import Control List in order to facilitate the collection of such information.

Idem

(4) Where, for the purpose of facilitating the implementation of action taken

104. Le passage du paragraphe 5(2) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* qui suit l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) d'une enquête menée, en vertu de l'article 21 de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* par le Tribunal canadien des importations relativement à des marchandises,

que des marchandises de tout genre sont importées ou seront vraisemblablement importées au Canada à des prix, en quantités et dans des conditions portant ou menaçant de porter un préjudice grave à la production au Canada de marchandises semblables ou directement concurrentielles, toutes marchandises du même genre peuvent, par décret du gouverneur en conseil, être incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée afin de limiter l'importation de ces marchandises dans la mesure et, sous réserve du paragraphe (5), pour la période qui sont nécessaires, de l'avis du gouverneur en conseil, pour empêcher le préjudice ou y remédier.

c. 32 (2^e
suppl.), art. 1

Idem

(3) Si, à un moment quelconque, il est convaincu en se fondant sur un rapport du Ministre rédigé à la suite d'une enquête menée aux termes des alinéas (2)a) ou b), que des marchandises de tout genre sont ou seront vraisemblablement importées au Canada à des prix, en quantités et dans des conditions tels qu'il est souhaitable d'obtenir sur leur importation des renseignements destinés à déterminer si celle-ci cause ou menace de causer un préjudice à la production au Canada de marchandises semblables ou directement concurrentielles, le gouverneur en conseil peut, par décret, inclure les marchandises du même genre dans la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

(4) Le gouverneur en conseil peut, par décret, inclure des marchandises dans la

Idem

Goods deemed
to be removed
from List

under section 3.4 of the *Customs Tariff* or paragraph 7(2)(f) or 8(1)(e) thereof, the Governor in Council considers it necessary to collect information with respect to the importation of any goods, the Governor in Council may, by order, include such goods on the Import Control List for that purpose.

(5) Where goods are included on the Import Control List by order of the Governor in Council under subsection (2), (3) or (4), the goods shall be deemed to be removed from that List

- (a) on the expiration of the period of three years from the day on which they are included on the List by the order; or
- (b) if the order specifies a day prior to the expiration of the period referred to in paragraph (a) on which they shall be deemed to be removed from that List, on the day specified in the order."

105. Section 8 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Import permits

"8. (1) The Minister may issue to any resident of Canada applying therefor a permit to import goods included in an Import Control List, in such quantity and of such quality, by such persons, from such places or persons and subject to such other terms and conditions as are described in the permit or in the regulations.

Idem

(2) Notwithstanding subsection (1) and any regulation made pursuant to section 12 that is not compatible with the purpose of this subsection, where goods are included in an Import Control List solely for the purpose described in subsection 5(3) or (4), the Minister shall issue to any resident of Canada applying therefor a permit to import such goods, subject only to compliance with and the application of such regulations made pursuant to section 12 as it is reasonably necessary to comply with or apply in order to achieve that purpose."

106. Section 10 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

liste des marchandises d'importation contrôlée si, pour faciliter l'application des mesures prises aux termes de l'article 3.4 du *Tarif des douanes* ou de ses alinéas 7(2)f) ou 8(1)e), il estime nécessaire d'obtenir des renseignements sur leur importation.

(5) Les marchandises incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée aux termes d'un décret pris en vertu des paragraphes (2), (3) ou (4) sont réputées rayées de la liste :

- a) à l'expiration des trois ans suivant la date de leur inclusion aux termes du décret;
- b) à la date précisée au décret, si celle-ci est antérieure à celle de l'expiration des trois ans."

Radiation

105. L'article 8 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"8. (1) Le Ministre peut délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence d'importer des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'importation contrôlée, en la quantité et de la qualité, par les personnes, des endroits ou des personnes et sous réserve des autres stipulations et conditions que décrivent la licence ou les règlements.

Licences
d'importation

(2) Nonobstant le paragraphe (1) et tout règlement pris en vertu de l'article 12 qui n'est pas compatible avec l'objet du présent paragraphe, le Ministre doit délivrer à tout résident du Canada qui en fait la demande une licence d'importer des marchandises comprises dans une liste de marchandises d'importation contrôlée aux seules fins visées aux paragraphes 5(3) ou (4), sous la seule réserve de l'observation et de l'application des règlements pris en vertu de l'article 12 qui sont raisonnablement nécessaires pour atteindre cet objet."

Idem

106. L'article 10 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Alteration of
permits, etc.

"10. (1) Subject to subsection (3), the Minister may amend, suspend, cancel or reinstate any permit, certificate or other authorization issued or granted under this Act.

5

«10. (1) Sous réserve du paragraphe 3, le Ministre peut modifier, suspendre, annuler ou rétablir toute licence, tout certificat ou toute autre autorisation délivrée ou concédée selon la présente loi.

5

Modifications
des licences,
etc.

Idem

(2) Where a permit has been issued under this Act to any person for the importation of goods that have been included in an Import Control List solely for the purpose described in subsection 10 5(3) or (4) and

(a) the person furnished, in or in connection with his application for the permit, information that was false or misleading in a material particular, 15

(b) the Minister has, subsequent to the issuance of the permit and on the application of the person, issued to the person under this Act another permit for the importation of the same goods, 20

(c) the goods have, subsequent to the issuance of the permit, been included in an Import Control List for a purpose other than that described in subsection 5(3) or (4), 25

(d) it becomes necessary or desirable to correct an error in the permit, or

(e) the person agrees to the amendment, suspension or cancellation of the permit, 30

the Minister may amend, suspend or cancel the permit, as is appropriate in the circumstances.

Idem

(3) Except as provided in subsection (2), the Minister shall not amend, suspend or 35 cancel a permit that has been issued under this Act in the circumstances described in that subsection unless to do so would be compatible with the purpose of subsection 8(2), namely, that permits to import goods 40 that have been included in an Import Control List in such circumstances be issued as freely as possible to persons wishing to import such goods and with no more inconvenience to such persons than is neces- 45 sary to achieve the purpose for which the goods were placed on the List."

Idem

(2) Le Ministre peut modifier, suspendre ou annuler la licence, selon ce qui est indiqué dans les circonstances, dans les cas où a été délivrée en vertu de la présente loi à une personne une licence d'importer des 10 marchandises comprises dans une liste de marchandises d'importation contrôlée aux seules fins visées aux paragraphes 5(3) ou (4) et où :

a) la personne a fourni, à l'occasion de 15 la demande de licence, des renseignements faux ou trompeurs sur un point important;

b) le Ministre a délivré en vertu de la présente loi, après la délivrance de la 20 licence et sur demande de la personne, une autre licence d'importer pour les mêmes marchandises;

c) les marchandises ont, après la délivrance de la licence, été incluses dans 25 une liste de marchandises d'importation contrôlée à d'autres fins que celles visées aux paragraphes 5(3) ou (4),

d) il est nécessaire ou indiqué de corri- 30 ger une erreur dans la licence, ou

e) la personne consent à la modification, suspension ou annulation.

Idem

(3) Sauf cas prévus au paragraphe (2), le Ministre ne peut modifier, suspendre ou 35 annuler une licence délivrée en vertu de la présente loi dans les circonstances visées à ce paragraphe que si le faire est compatible avec l'objet visé au paragraphe 8(2), c'est-à-dire que les licences d'importer des 40 marchandises incluses dans la liste de marchandises d'importation contrôlée dans ces circonstances soient délivrées aussi librement que possible aux personnes qui désirent les importer et sans leur causer plus 45 d'inconvénients qu'il est nécessaire pour atteindre le but visé par leur insertion dans la liste.»

Privacy Act		Loi sur la protection des renseignements personnels	
1980-81-82-83, c. 111, Sch. II	<p>107. (1) The schedule to the <i>Privacy Act</i> is amended by deleting therefrom the reference to</p> <p>“Anti-Dumping Tribunal <i>Tribunal antidumping</i>”</p> <p>(2) The schedule to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the reference to</p> <p>“Canadian Human Rights Commission <i>Commission canadienne des droits de la personne</i>”</p> <p>a reference to</p> <p>“Canadian Import Tribunal <i>Tribunal canadien des importations</i>”</p>	<p>107. (1) L'annexe de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> est modifiée par suppression de ce qui suit:</p> <p>«Tribunal antidumping <i>Anti-dumping Tribunal</i>»</p> <p>(2) L'annexe de la même loi est modifiée par insertion, après:</p> <p>«Statistique Canada <i>Statistics Canada</i>»,</p> <p>de ce qui suit:</p> <p>«Tribunal canadien des importations <i>Canadian Import Tribunal</i>»</p>	1980-81-82-83, c. 111, annexe II
TRANSITIONAL AND REPEAL		DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ABROGATION	
Definitions	<p>108. (1) In this section, “former Act” means the <i>Anti-dumping Act</i> and “former Tribunal” means the Anti-dumping Tribunal established by section 21 of the former Act.</p>	<p>108. (1) Au présent article, «ancienne loi» s'entend de la <i>Loi antidumping</i> et «ancien tribunal» s'entend du Tribunal antidumping constitué par l'article 21 de l'ancienne loi.</p>	Définitions
Complaint deemed to have been received pursuant to this Act	<p>(2) Where a written complaint received by the Deputy Minister pursuant to subsection 13(1) of the former Act respecting the dumping of goods has not, before the coming into force of this Act, been disposed of under the former Act by the initiation of an investigation or by the sending to the complainant by the Deputy Minister, pursuant to subsection 13(2) of the former Act, of a written notice of his decision not to initiate an investigation, the complaint shall be deemed for all purposes to have been received by the Deputy Minister pursuant to subsection 31(1) of this Act on the day that this Act comes into force.</p>	<p>(2) Les plaintes reçues par le sous-ministre sous le régime du paragraphe 13(1) de l'ancienne loi et qui, à l'entrée en vigueur de la présente loi, n'ont pas été tranchées, soit par l'ouverture d'une enquête soit par l'envoi de l'avis de non-ouverture d'enquête visé au paragraphe 13(2) de la même loi, sont présumées à toutes fins avoir été reçues par celui-ci sous le régime du paragraphe 31(1) de la présente loi à la date d'entrée en vigueur de celle-ci.</p>	Application de la présente loi
Notice deemed to have been sent pursuant to this Act	<p>(3) Where, on the coming into force of this Act,</p> <p>(a) a written complaint respecting the dumping of goods received by the Deputy Minister pursuant to subsection 13(1) of the former Act has been disposed of by the Deputy Minister by sending to the complainant, pursuant to subsection 13(2) of the former Act, a written notice of the</p>	<p>(3) L'avis transmis en vertu du paragraphe 13(2) de l'ancienne loi est réputé à toutes fins avoir été transmis en vertu du paragraphe 33(1) de la présente loi à la date d'entrée en vigueur de la présente loi dans le cas où, à cette date, d'une part le délai réglementaire visé à l'alinéa 13(3)b) de l'ancienne loi n'est pas encore expiré et d'autre part, l'ancien tribunal n'a pas été saisi du renvoi visé au paragraphe 13(3) de l'ancienne loi.</p>	Idem

Deputy Minister's decision not to initiate an investigation,

(b) subsection 13(3) of the former Act applies in relation to the complaint and the prescribed period referred to in paragraph 5 (b) of that subsection has not elapsed since the date of the written notice referred to in paragraph (a), and

(c) the question described in subsection 13(3) of the former Act has not been 10 referred, pursuant to that subsection, to the former Tribunal with respect to the dumped goods,

the notice sent pursuant to subsection 13(2) of the former Act shall be deemed for all 15 purposes to have been sent pursuant to subsection 33(1) of this Act on the day that this Act comes into force.

(4) Where, on the coming into force of this Act,

(a) a written complaint respecting the dumping of goods received by the Deputy Minister pursuant to subsection 13(1) of the former Act has been disposed of by the Deputy Minister by sending to the com- 25 plainant, pursuant to subsection 13(2) of the former Act, a written notice of the Deputy Minister's decision not to initiate an investigation, and

(b) the question described in subsection 30 13(3) of the former Act stands referred, pursuant to that subsection, to the former Tribunal with respect to the dumped goods,

that question shall be deemed for all pur- 35 poses to have been referred to the Tribunal with respect to those goods pursuant to subsection 33(2) of this Act on the day that this Act comes into force.

(5) Where, on the coming into force of this 40 Act,

(a) an investigation initiated under the former Act respecting the dumping of any goods is pending, and

(b) a preliminary determination has not 45 been made under section 14 of the former Act in respect of the goods,

the investigation shall be deemed for all purposes to have been initiated pursuant to sub-

(4) Le renvoi à l'ancien tribunal fait en 20 vertu du paragraphe 13(3) de l'ancienne loi à la suite de la transmission de l'avis mentionné au paragraphe 13(2) de cette loi et qui, à la date de l'entrée en vigueur de la 5 présente loi, n'a pas fait l'objet d'une décision est réputé avoir été fait en vertu du paragraphe 33(2) de la présente loi à cette date.

(5) L'enquête en cours à la date d'entrée 10 Idem en vigueur de la présente loi et pour laquelle il n'y a pas eu de détermination préliminaire de dumping aux termes de l'article 14 de l'ancienne loi est réputée à toutes fins avoir 15 été ouverte en vertu du paragraphe 31(1) de la présente loi à cette date.

Question deemed to be referred pursuant to this Act

Investigation deemed to be initiated under this Act

Proceedings to be continued under *Anti-dumping Act*

Interpretation

Orders made under the *Anti-dumping Act*

Former members

section 31(1) of this Act on the day that this Act comes into force.

(6) Where, before the coming into force of this Act, proceedings commenced under the former Act respecting the dumping of any goods have proceeded at least to the stage where a preliminary determination has been made under subsection 14(1) of the former Act in respect of the goods, the proceedings shall be continued under the former Act in respect of the goods as if this Act had not come into force and anything done under or pursuant to any provision of the former Act in the continuation of the proceedings shall be as valid and effective for its purpose as it would have been if this Act had not come into force.

(7) For greater certainty, proceedings under the former Act in respect of the dumping of any goods shall be deemed for the purposes of subsection (6) to include every inquiry, final determination, determination, re-determination and appeal that is required or permitted to be made under the former Act in respect of the goods.

(8) Every order or finding made pursuant to section 16 of the former Act that is in force on the day that this Act comes into force or that is made pursuant to that section after the day on which this Act comes into force shall have the same force and effect for the purposes of sections 3 to 5 of this Act, and shall continue in effect according to its terms, as if made under section 43 or 44 of this Act and section 76 of this Act shall apply in respect of the order or finding in all respects as if it had been made under section 43 or 44 of this Act on the later of the day that this Act comes into force and the day on which the order of finding was in fact made pursuant to section 16 of the former Act.

109. (1) Each person who, immediately before the coming into force of this Act, was a member of the Anti-dumping Tribunal established by section 21 of the *Anti-dumping Act*, as that Act read before it was repealed by this Act (in this section referred to as the "former Act"), shall be deemed for

(6) La procédure entamée en vertu de l'ancienne loi et qui a dépassé l'étape de la détermination préliminaire prévue au paragraphe 14(1) de cette loi se continue sous le régime de cette loi comme si la présente loi n'était pas entrée en vigueur.

(7) Il demeure entendu que sont comprises parmi les procédures visées au paragraphe (6) les enquêtes, déterminations définitives, déterminations, nouvelles déterminations et appels qu'exige ou permet l'ancienne loi.

(8) Les ordonnances ou conclusions rendues en vertu de l'article 16 de l'ancienne loi et qui ont encore effet à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou celles qui sont rendues en vertu du même article après cette date ont la même valeur, pour l'application des articles 3 à 5 de la présente loi, que si elles avaient été rendues en vertu de l'article 43 ou 44 de la présente loi et l'article 76 de la présente loi s'applique à celles-ci comme si elles avaient été rendues en vertu de l'article 43 ou 44 de la présente loi à la dernière des dates suivantes à survenir : la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ou celle où elles ont été effectivement rendues.

109. (1) Les membres du Tribunal antidumping—constitué aux termes de l'article 21 de la *Loi antidumping* (dénommée ci-après l'«ancienne loi») dont l'abrogation est prévue dans la présente loi—en fonctions à l'entrée en vigueur de la présente loi deviennent membres titulaires du Tribunal et sont

Maintien de l'ancienne loi

Idem

Continuation de l'effet des ordonnances

Anciens membres

Maintien en poste

the purposes of this Act to have been appointed, as of the date on which he was appointed under section 21 of the former Act, as a member of the Tribunal under section 32 of this Act.

5

Former
Chairman and
Vice-Chairman

(2) The person who, immediately before the coming into force of the Act, was Chairman of the Anti-dumping Tribunal established by section 21 of the former Act and the person who, at that time, was Vice-Chairman of that Tribunal shall hold the offices of Chairman and Vice-Chairman, respectively, of the Tribunal as though they had been appointed as such under section 64 of this Act.

15

Former
Secretary

(3) The person who, immediately before the coming into force of this Act, was Secretary of the Anti-dumping Tribunal established by section 21 of the former Act shall hold the office of Secretary of the Tribunal as though appointed as such under subsection 71(1) of this Act.

20

*Anti-dumping
Act repealed*

110. The *Anti-dumping Act* is repealed.

COMMENCEMENT

Coming into
force

111. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

maintenus à leur poste jusqu'à l'expiration du mandat qui était prévu à cet article.

5

(2) Les président et vice-président du Tribunal antidumping en fonctions à l'entrée en vigueur de la présente loi deviennent respectivement président et vice-président du Tribunal comme s'ils avaient été nommés en vertu de l'article 64 de la présente loi.

Anciens
président et
vice-président

Secrétaire

(3) Le secrétaire du Tribunal antidumping en fonctions à l'entrée en vigueur de la présente loi devient secrétaire du Tribunal comme s'il avait été nommé en vertu du paragraphe 71(1) de la présente loi.

10

110. La *Loi antidumping* est abrogée.

Abrogation de
la *Loi
antidumping*

ENTRÉE EN VIGUEUR

111. La présente loi entre en vigueur à la 15 date fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

PROVISIONS	TABLE ANALYTIQUE
AN ACT RESPECTING THE IMPOSITION OF ANTI-DUMPING AND COUNTERVAILING DUTIES AND TO AMEND THE CURRENCY AND EXCHANGE ACT, THE CUSTOMS TARIFF AND THE EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT	LOI PORTANT ASSUJETTISSEMENT AUX DROITS ANTIDUMPING ET AUX DROITS COMPENSATEURS ET MODIFIANT LA LOI SUR LA MONNAIE ET LES CHANGES, LE TARIF DES DOUANES AINSI QUE LA LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION
SHORT TITLE	TITRE ABRÉGÉ
1. Short Title	1. Titre abrégé
INTERPRETATION	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION
2. Definitions	2. Définitions
LIABILITY FOR ANTI-DUMPING, COUNTERVAILING AND PROVISIONAL DUTIES	DROITS ANTIDUMPING, DROITS COMPENSATEURS, ET DROITS PROVISOIRES
<i>Anti-dumping and Countervailing Duty</i>	<i>Droits antidumping et droits compensateurs</i>
3. Anti-dumping and countervailing duty	3. Droits antidumping et droits compensateurs
4. Idem	4. Idem
5. Anti-dumping duty	5. Droits antidumping
6. Countervailing duty	6. Droits compensateurs
7. Governor in Council may impose countervailing duty by order	7. Droits compensateurs imposés par décret
<i>Provisional Duty</i>	<i>Droits provisoires</i>
8. Imposition of provisional duty	8. Droits provisoires
<i>Payment of Duty During Court Proceedings</i>	<i>Paiement des droits en cours d'instance</i>
9. Duty ceases where order or finding set aside by court	9. Fin de l'assujettissement aux droits
<i>General Rules Relating to Payment of Duty</i>	<i>Dispositions générales concernant le paiement de droits</i>
10. Where both anti-dumping duty and countervailing duty payable on goods	10. Double assujettissement
11. When duty payable	11. Obligations de l'importateur
12. Return of duty in certain circumstances	12. Restitution des droits dans certains cas d'annulation de l'ordonnance ou des conclusions
13. Where Tribunal makes new order or finding	13. Nouvelle ordonnance ou nouvelles conclusions
<i>Exemption from Application of Act</i>	<i>Exonérations</i>
14. Exemption of goods from application of Act	14. Exonérations réglementaires

PROVISIONS — *Cont.*

NORMAL VALUE AND EXPORT PRICE

Normal Value

15. Determination of normal value of goods
16. Rules applied in determining normal value
17. Price of like goods
18. Goods deemed to be like goods
19. Where normal values cannot be determined under section 15
20. Normal value where export monopoly
21. Credit sales of like goods
22. Purchasers to be regarded as one
23. Where exporter provides benefit on resale in country of export

Export Price

24. Determination of export price of goods
25. Special rules to determine export price
26. Export price where agreement affects anti-dumping duty
27. Credit sales of goods sold to importer in Canada
28. Where exporter provides benefit on resale in Canada

Normal Value and Export Price

29. Normal value and export price where information not available
30. Normal value and export price where goods exported to Canada through another country

PROVISIONS — *Cont.*

PROCEDURE IN DUMPING AND SUBSIDY INVESTIGATIONS

Commencement of Investigation

31. Initiation of investigation
32. Where Deputy Minister receives a complaint
33. Where Deputy Minister decides not to initiate investigation
34. Notice of investigation and referral to Tribunal
35. Termination of investigation
36. Termination of investigation
37. Tribunal to give advice

Preliminary Determination

38. Preliminary determination of dumping or subsidizing
39. Time extended

TABLE ANALYTIQUE (*suite*)

VALEUR NORMALE ET PRIX À L'EXPORTATION

Valeur normale

15. Valeur normale des marchandises
16. Règles applicables à sa détermination
17. Prix des marchandises similaires
18. Marchandises réputées similaires
19. Autre moyen de calculer la valeur normale
20. Valeur normale en cas de monopole à l'exportation
21. Ventes à crédit
22. Acheteur unique
23. Cas où des avantages sont accordés par l'exportateur

Prix à l'exportation

24. Prix à l'exportation
25. Règles particulières
26. Cas des arrangements touchant les droits antidumping
27. Ventes à crédit
28. Octroi d'avantages pour la revente

Valeur normale et prix à l'exportation

29. Renseignements insuffisants
30. Marchandises en transit

TABLE ANALYTIQUE (*suite*)

ENQUÊTES DE DUMPING ET DE SUBVENTIONNEMENT

Ouverture d'enquête

31. Ouverture d'enquête
32. Réception d'une plainte
33. Décision de ne pas ouvrir d'enquête
34. Avis d'enquête
35. Clôture de l'enquête
36. Clôture de l'enquête
37. Renvoi au Tribunal

Décision provisoire

38. Décision provisoire de dumping ou de subventionnement
39. Prorogation

40. Days not counted

40. Computation du délai

*Final Determination**Décision définitive*

41. Final determination or termination

41. Décision définitive ou clôture de l'enquête

INQUIRIES BY TRIBUNAL

ENQUÊTES MENÉES PAR LE TRIBUNAL

- 42. Tribunal to make inquiry
- 43. Tribunal to make order or finding
- 44. Recommencement of inquiry where order or finding set aside by court
- 45. Where imposition of duty not in public interest
- 46. Tribunal may direct Deputy Minister to make investigation
- 47. Order or finding terminates proceedings under this Act
- 48. Inquiry into matters referred by the Governor in Council

- 42. Enquête du Tribunal
- 43. Ordonnances ou conclusions du Tribunal
- 44. Reprise de l'enquête
- 45. Intérêt public en cause
- 46. Enquête ordonnée par le Tribunal
- 47. Clôture des procédures
- 48. Renvoi par le gouverneur en conseil

UNDERTAKINGS

ENGAGEMENTS

- 49. Acceptance of undertaking
- 50. Procedure where undertaking accepted
- 51. Deputy Minister to terminate undertaking
- 52. Termination of undertaking by Deputy Minister
- 53. Review and renewal of undertaking by Deputy Minister
- 54. Amendment of undertaking

- 49. Acceptation de l'engagement
- 50. Mesures consécutives à l'acceptation de l'engagement
- 51. Fin de l'engagement sur demande
- 52. Fin de l'engagement
- 53. Réexamen et renouvellement des engagements
- 54. Modification des engagements

DETERMINATION BY DOMINION CUSTOMS APPRAISER

DÉCISION DE L'APPRÉCIATEUR FÉDÉRAL DES DOUANES

55. Determination by Dominion customs appraiser

55. Décision de l'appréciateur fédéral des douanes

PROVISIONS — *Cont.*TABLE ANALYTIQUE (*suite*)

RE-DETERMINATIONS AND APPEALS

RÉVISIONS ET APPELS

*Re-determination by Dominion Customs Appraiser or Deputy Minister**Révisions par l'appréciateur fédéral des douanes et par le sous-ministre*

- 56. Determination final
- 57. Review by Dominion customs appraiser
- 58. Review by Deputy Minister
- 59. Re-determination
- 60. Effect of re-determination

- 56. Caractère définitif des décisions
- 57. Révision par l'appréciateur fédéral
- 58. Réexamen par le sous-ministre
- 59. Idem
- 60. Effet de la révision ou du réexamen

*Appeal to Tariff Board**Appels à la Commission du tarif*

61. Appeal to the Tariff Board

61. Appel à la Commission du tarif

Appeal to Federal Court of Canada

62. Appeal to Federal Court on question of law

CANADIAN IMPORT TRIBUNAL

Establishment and Tenure

63. Tribunal established
64. Chairman and Vice-Chairman

Temporary Substitute Members

65. Temporary substitute members

Temporary Members

66. Temporary members

Remuneration and Re-appointment

67. Remuneration and expenses

Chairman

68. Duties of Chairman

Head Office, Sittings and Quorum

69. Head Office

Rules

70. Rules

Officers and Employees

71. Secretary

Powers

72. Tribunal a court

Procedural Matters

73. Hearing and taking of evidence
74. Disposition of inquiry after member ceases to be a member
75. Right to appear

Appels à la Cour fédérale du Canada

62. Recours devant la Cour fédérale sur un point de droit

TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS

Constitution et mandats

63. Constitution du Tribunal
64. Président et vice-président

Membres suppléants

65. Membres suppléants

Membres provisoires

66. Membres provisoires

Rémunération et renouvellement de mandat

67. Rémunération et indemnités

Président

68. Fonctions

Siège, séances et quorum

69. Siège

Règles

70. Règles

Personnel

71. Secrétaire

Pouvoirs

72. Cour d'archives

Procédure

73. Audition de la preuve
74. Membre démissionnaire
75. Droit de comparaître

PROVISIONS — *Cont.**Finality and Review of Orders and Findings*

76. Orders and findings of Tribunal final

Annual Report

77. Annual report to be made

GENERAL

Provision of Evidence to Deputy Minister

78. Deputy Minister may require evidence to be provided
79. Designation of evidence as confidential

Collection of Duty

80. Duties a debt to Her Majesty
81. Recovery of duties from person other than importer

Disclosure of Information

82. Definitions
83. Information to be disclosed
84. Information not to be disclosed
85. Designation of information as confidential
86. Where there has been failure to comply
87. Withdrawal of designation or submission of explanation
88. Application of section

Ruling on Who is Importer

89. Request for ruling on who is importer in Canada
90. Tribunal's ruling
91. Rules
92. Determination pursuant to section 55
93. Determination pursuant to sections 56, 57 or 59
94. Ruling binding
95. Deputy Minister to provide name of importer

Gathering of Information

96. Deputy Minister may gather information in advance

TABLE ANALYTIQUE (*suite*)*Caractère définitif des ordonnances ou conclusions et réexamen*

76. Caractère définitif des ordonnances ou conclusions

Rapport annuel

77. Rapport annuel

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Production de preuves

78. Demande d'éléments de preuve
79. Caractère confidentiel

Recouvrement des droits

80. Créances de Sa Majesté
81. Recouvrement auprès des acheteurs

Communication de renseignements

82. Définitions
83. Communication des renseignements
84. Interdiction de communication
85. Caractère confidentiel
86. Inobservation
87. Renonciation ou nouvelle explication
88. Application de l'article

Décision sur l'identité de l'importateur

89. Demande
90. Décision du Tribunal
91. Règles
92. Détermination prévue à l'article 55
93. Détermination prévue aux articles 56, 57 ou 59
94. Caractère obligatoire de la décision
95. Communication du nom de l'importateur

Collecte de renseignements

96. Collecte de renseignements à l'avance

PROVISIONS — *Conc.*

REGULATIONS

97. Regulations

RELATED AMENDMENTS

Access to Information

98.-99. Access to Information

Currency and Exchange Act

100. Currency and Exchange Act

Customs Tariff

101.-103. Customs Tariff

Export and Import Permits Act

104.-106. Export and Import Permits Act

Privacy Act

107. Privacy Act

TRANSITIONAL AND REPEAL

108. Definitions

109. Former members

110. *Anti-Dumping Act* repealed

COMMENCEMENT

111. Coming into force

TABLE ANALYTIQUE (*fin*)

RÈGLEMENTS

97. Règlements

MODIFICATIONS CONNEXES

Loi sur l'accès à l'information

98.-99. Loi sur l'accès à l'information

Loi sur la monnaie et les changes

100. Loi sur la monnaie et les changes

Tarif des douanes

101.-103. Tarif des douanes

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

104.-106. Loi sur les licences d'exportation et d'importation

Loi sur la protection des renseignements personnels

107. Loi sur la protection des renseignements personnels

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ABROGATION

108. Définitions

109. Maintien en poste

110. Abrogation de la *Loi antidumping*

ENTRÉE EN VIGUEUR

111. Entrée en vigueur



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

CA1
FN
- W/5

322-1/308A
322-1/310C
322-1/310D
322-1/310E
322-1/316
322-1/311A



House of Commons
CANADA

NOTICES OF MOTIONS

WAYS AND MEANS

Wednesday, February 15, 1984

CONTENTS

	Page
Income Tax Act	3
Excise Tax Act (3)	10
Excise Tax Act (4)	16
Excise Act (2)	20
Customs Act	21
Customs Tariff.....	32

Notice of Ways and Means Motion to Amend the Income Tax Act

That it is expedient to amend the Income Tax Act and to provide among other things:

Automobile Benefits

(1) That for the 1984 and subsequent taxation years, the amount of the benefit in respect of the operating costs of an automobile provided to an employee or shareholder be allowed to be computed at the rate of 50 per cent of the standby charge in respect of the automobile.

Employee Stock Options

(2) That, where an arm's length employee of a corporation exercises or disposes of an option granted to him after February 15, 1984 to acquire qualifying equity shares of his employer or a related corporation, one half of the resulting benefit included in his income from employment be allowed as a deduction in computing his taxable income provided that the exercise price for the shares is not less than their fair market value at the time the option was granted.

Life Insurance Policies and Annuities

(3) That for taxation years commencing after 1982, the provision of the Act allowing a taxpayer to elect to be taxed annually on income accrued on certain annuities and life insurance policies be amended

(a) to clarify that the election is not available to a corporation, partnership, unit trust or any trust of which a corporation or partnership is a beneficiary,

(b) to allow the election to be made for annuities under which payments have commenced, and

(c) to provide that the election cease to apply for prescribed annuity contracts.

Replacement Property Rules

(4) That the replacement property rules be amended to provide that, for a disposition after February 15, 1984 of a former business property that is in part a building and in part land, a taxpayer may elect to reallocate to one part the proceeds of disposition of the other in an amount not exceeding the capital gain on that other part.

Alimony and Maintenance Payments

(5) That the provisions of the Act relating to the deduction and taxation of alimony and maintenance payments be extended to provide that amounts paid after 1983 by a taxpayer in a year in respect of expenses (other than a house purchase expense) incurred in the year or a preceding year for the maintenance of a qualifying person or that person's children be treated as allowances payable on a periodic basis where the taxpayer and the qualifying person have

agreed in writing to that treatment before the end of the year in which the payment is made and, for this purpose, a "house purchase expense" means any amount paid in respect of the acquisition or improvement of a dwelling unit, including any payment of principal or interest in respect of indebtedness incurred to finance such acquisition or improvement to the extent that the aggregate of all principal and interest payments made in a year on any such indebtedness exceeds 1/5 of its original principal amount.

(6) That for the purpose of the provisions of the Act relating to the deduction and taxation of alimony and maintenance payments, any such payments made after 1983 and before the making of an order or written separation agreement be deemed to be made pursuant to the order or agreement where the order or agreement so provides and the payments are made in the year in which such order or agreement was made or in the immediately preceding year.

Depletion Recapture

(7) That paragraph 59(3.3)(a) of the Act be amended

(a) to eliminate any income inclusion in respect of an amount described therein that becomes receivable by a taxpayer after 1983 where the amount would, if incurred as an expense, qualify as a Canadian oil and gas exploration expense (other than such an expense in respect of non-conventional lands where the amount is receivable by the taxpayer in 1984 or a drilling expense in respect of a qualified tertiary oil recovery project), and

(b) to require the inclusion in income of 10 per cent of an amount described therein that becomes receivable by a taxpayer in 1984 where the amount would, if incurred as an expense, qualify as a Canadian oil and gas exploration expense in respect of non-conventional lands (other than a drilling expense in respect of a qualified tertiary oil recovery project).

Rollover of Pension Benefits

(8) That the provisions of the Act allowing the tax-free transfer to a registered retirement savings plan or registered pension plan of amounts received from a pension fund or plan be restricted, for amounts received after February 15, 1984, to transfers from registered or certain foreign service pension funds or plans.

Moving Expenses

(9) That with respect to relocations within Canada occurring after 1983, the moving expense deduction be extended to individuals who were unemployed immediately before moving to a new employment or business.

Canadian Exploration Expenses

(10) That the provisions of the Act relating to expenses incurred before 1984 in drilling an oil or gas well in Canada that are included in the definition "Canadian exploration expense" be extended to such expenses incurred before 1986.

Elected Value for Farm Transfers

(11) That rules be provided to permit, on the death of a taxpayer after 1983, a transfer of his qualifying farm property, including an interest in his family farm partnership or shares of his family farm corporation, to his child for any value between the cost amount of the property and its fair market value.

Family Farm Holding Corporations	(12) That the provisions of the Act relating to the transfer by a spousal trust of shares of a family farm corporation to a child of the settlor be extended to apply to transfers after May 25, 1978 of shares of a family farm holding corporation.
Transfers to Parents	(13) That where a taxpayer, who has under the special rules relating to inter-generational transfers acquired a farm property, an interest in a family farm partnership or shares of a family farm corporation or of a small business corporation, dies after 1983, the property be permitted to be transferred to a parent of the taxpayer for any value between its cost amount and its fair market value.
Definition of Child	(14) That for the purpose of the provisions of the Act providing for the deferral of tax on transfers of property by a taxpayer to his child, the definition of "child" be amended for transfers after 1983 to include a person who, at any time before he attained the age of 21 years, was in law or in fact in the custody and control of the taxpayer and wholly dependent on him for support.
Leased Farm Property	(15) That farm property transferred after December 31, 1983 that is property leased by an individual to his family farm corporation or to a family farm corporation or partnership of his spouse or child be treated as property used by him in the business of farming for the purposes of the provisions of the Act relating to intergenerational transfers of farm property.
Late-Filed and Amended Elections	(16) That the Minister of National Revenue be permitted after February 15, 1984 to accept an election under section 85, 93, 97 or 98 of the Act after expiry of the late-filing period, or an amended election under those sections, where in his opinion it would be just and equitable to do so and the taxpayer pays a penalty, not exceeding \$8,000, with such election.
Transfer of Resource Properties	(17) That subsection 85(1.1) of the Act not apply with respect to dispositions of resource properties after February 15, 1984.
Offshore Investment Funds	(18) That an anti-avoidance rule be introduced with effect from January 1, 1985 requiring a taxpayer who has an investment in a taxation year in a non-resident investment fund to include in his income for the year an amount calculated by reference to the designated cost of his investment multiplied by the prescribed rate of interest.
Trust Resource Income	(19) That for the 1982 and subsequent taxation years, the Act be amended to permit a trust to allocate to its beneficiaries as income an amount not exceeding its Crown royalties and payments under the Petroleum and Gas Revenue Tax Act.
Dependent Nieces and Nephews	(20) That for the 1984 and subsequent taxation years, the personal exemption for dependent nieces and nephews be amended to remove the conditions that relate to the status of their parents.
Qualifying Medical Expenses	(21) That for the 1984 and subsequent taxation years, the costs in respect of dogs trained to alert profoundly deaf persons, the cost of hydraulic wheelchair lifts for vehicles as prescribed by a medical practitioner and the cost of cloth

diapers or disposable briefs for persons who are incontinent because of illness or affliction qualify for the purposes of the medical expense deduction.

Special Medical Deduction

(22) That for the 1984 and subsequent taxation years, the special deduction allowed under the Act to individuals confined to a bed or wheelchair for a substantial portion of each day for a 12-month period ending in the year be extended to persons who are so confined for a period beginning in the year and continuing to the end of the year and who, in the opinion of a medical practitioner, will be so confined for a 12-month period.

Donation of Real Property

(23) That the provision of the Act permitting a taxpayer to make a charitable gift of real property at less than its fair market value be extended to apply to gifts of Canadian real property made after February 15, 1984 by non-residents to prescribed non-resident charities where the use of that property will be in the Canadian public interest.

Foreign Tax Credit

(24) That in calculating foreign tax credits for the 1984 and subsequent taxation years, taxpayers be allowed to carry forward unclaimed foreign business-income taxes paid for the preceding seven years and be allowed to carry back such unclaimed taxes paid for the subsequent three years.

Spousal RRSPs

(25) That the special three-year rule requiring a taxpayer to include in his income amounts withdrawn from his spouse's registered retirement savings plan cease to apply in respect of amounts withdrawn after February 15, 1984 where, at the time of the withdrawal and as a result of the breakdown of the marriage, the taxpayer and his spouse were living apart and separated pursuant to a Court order or written separation agreement.

Farm Capital Gain Rollover

(26) That where an individual has, after December 31, 1983, disposed of a qualified farm property owned by him or by his spouse on that date, he be entitled to deduct in a taxation year a special contribution to a registered retirement savings plan to the extent that the total of all such special contributions for the year and preceding taxation years made by him or his spouse does not exceed the lesser of his taxable capital gains on such dispositions and the amount by which his farm contribution limit exceeds the total of his contributions (other than special contributions) to registered retirement savings plans and registered pension plans for the year and all preceding years after 1983 and for the purpose of this paragraph

(a) "qualified farm property" of an individual means any real property owned by him and used by him, his spouse, any of his children or a family farm corporation of any such person in the business of farming and includes shares of his family farm corporation and an interest in his family farm partnership,

(b) "farm contribution limit" of an individual means the product obtained when \$10,000 is multiplied by the number of years after 1971 and before 1984 in which the individual or his spouse was a full-time farmer, and

(c) “full-time farmer” in a year means an individual who was in the year a shareholder of his family farm corporation and an individual who in the year leased farmland to a full-time farmer who was his spouse or child or to a family farm corporation or partnership of his spouse or child and includes any other individual (other than an individual who in the year had or would have had, if he sustained sufficient farming losses, a restricted farm loss) who was in the year actively engaged in the business of farming in Canada.

Registration of Charities (27) That

(a) for taxation years commencing after 1983, the provisions relating to charities be amended to provide that a charity be required to be registered as a charitable organization, a private foundation or a public foundation, and

(b) for taxation years commencing after 1984, a charity not qualify as a charitable organization or public foundation where a majority of its directors, officers or trustees do not deal with each other at arm’s length or further, in the case of a charity registered after February 15, 1984, where 50 per cent or more of its capital was contributed by one person or a group of persons who do not deal with each other at arm’s length.

**Exclusion from
Received Donations**

(28) That for taxation years commencing after 1983, endowments for periods of 10 years or more and gifts out of the capital of an estate not be treated as received donations for the purposes of a charity’s disbursement quota.

**Disbursement Quota of
Charitable Foundation**

(29) That for taxation years commencing after 1983, the disbursement quota of a charitable foundation be the total of

(a) 80 per cent of received donations received by it in its immediately preceding taxation year,

(b) 80 per cent (100 per cent in the case of a private foundation) of gifts from other charities received by it in its immediately preceding taxation year, and

(c) 4.5 per cent of the value of its investment assets at the beginning of the year.

Disbursement Quota

(30) That for the 1984 and subsequent taxation years, rules be provided to permit a carry-over of the disbursements of a charity in excess of its quota and to grant the Minister of National Revenue the discretion to reduce the disbursement quota of a charity.

**Information Returns of
Charities**

(31) That for the 1984 and subsequent taxation years, the time within which a registered charity is required to file information and public information returns with the Minister of National Revenue be extended from three months to six months after the end of its taxation year.

Non-qualified Investments of Charities	(32) That for taxation years commencing after 1983, certain shares and indebtedness held by a private foundation be defined as "non-qualified investments" and that a special tax be payable by the issuer or borrower where such an investment fails to yield a minimum annual rate of return to the foundation.
Anti-avoidance Rules for Charities	<p>(33) That for taxation years commencing after 1983, anti-avoidance rules be introduced</p> <p>(a) to prevent a group of charities from reducing or postponing its disbursement requirements by transferring funds within the group, and</p> <p>(b) to impose a special tax of 25 per cent where a foundation transfers more than 50 per cent of its capital to a charitable organization for the purpose of reducing or postponing its disbursement requirements.</p>
Accumulations By Charities	(34) That where in a taxation year commencing after 1983 a charity chooses not to use or fails to use for its intended purpose any property or income accumulated with the consent of the Minister of National Revenue, the amount thereof be deemed to be a receipted donation received by it in the year.
Waiver of Reassessment Period	(35) That the provisions of the Act allowing a taxpayer to waive the four-year reassessment period be amended to permit him to specify an expiry date for waivers filed after February 15, 1984.
Tax Instalments	<p>(36) That for the 1984 and subsequent taxation years,</p> <p>(a) individuals and corporations not be required to pay tax instalments for a taxation year where the federal tax payable or the instalment base for the year is \$1,000 or less, and</p> <p>(b) interest on deficient tax instalments for a taxation year not be eligible where the combined federal and provincial interest payable in respect of such instalments is \$25 or less.</p>
Joint and Several Liability	(37) That the provision of the Act relating to the joint and several tax liability arising as a consequence of spousal property transfers be amended to provide that a transferee will not be liable or required to make any payment after February 15, 1984 in respect of amounts owed under the Act by the transferor where property is transferred pursuant to a Court order or written separation agreement if at the time the property was transferred the transferor and transferee were separated and living apart as a result of the breakdown of their marriage.
Refund of Taxes	(38) That the Minister of National Revenue be required after February 15, 1984 to refund to a taxpayer resident in Canada any overpayment of tax and any interest or penalty thereon resulting from a decision in which a court vacates or varies the taxpayer's assessment or refers his assessment back to the Minister for reassessment notwithstanding an appeal of the decision by the Minister.

Notice of Objection	(39) That a notice of objection to an assessment made after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph be permitted to be filed within 180 days after the date on which the assessment was made.
Costs in Tax Court of Canada	(40) That the Tax Court of Canada be empowered to award costs of up to \$1,000 to a taxpayer on the disposition of an appeal after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph.
Costs in Federal Court of Canada	(41) That the Federal Court of Canada be required to award to a taxpayer all reasonable and proper costs of an appeal instituted by the Minister of National Revenue that is disposed of after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph where the disputed amount of tax assessed or loss determined does not exceed \$10,000 or \$20,000 respectively.
Foreign Property	(42) That for the purposes of the provision of the Act relating to property held by pension funds and other exempt persons, the definition of "foreign property" be amended to exclude a share of a Canadian corporation listed on a prescribed stock exchange and acquired after 1983 pursuant to the exchange or conversion in accordance with terms and conditions existing on December 31, 1983 of another such share issued before 1984.
Security for Taxes Payable	(43) That for taxes in dispute that are payable at any time after February 15, 1984, taxpayers be permitted to provide security for payment thereof satisfactory to the Minister of National Revenue.
Interest on Non-Resident Withholding Tax	(44) That, where the withholding tax required under Part XIII of the Act to be deducted by a taxpayer from any amount paid or credited to a non-resident is not remitted on or before the 15th day of the month following that in which the amount was so paid or credited, interest at the prescribed rate be payable by the taxpayer for the period after the later of that day and February 15, 1984.
Tax Avoidance	(45) That effective after February 15, 1984, section 246 of the Act relating to directions of the Treasury Board to counteract the avoidance or reduction of taxes be repealed.

Notice of Ways and Means Motion to Amend the Excise Tax Act (3)

That it is expedient to introduce a measure to amend the Excise Tax Act and to provide among other things:

1. That the definition “manufacturer or producer” in subsection 2(1) of the Act be amended to include

(a) any person who imports into Canada new motor vehicles designed for highway use, or chassis therefor, and

(b) any person who sells new motor vehicles designed for highway use, or chassis therefor, otherwise than predominantly to consumers.

2. That a manufacturer or producer of new motor vehicles described in any enactment founded on this motion, who imports into Canada new motor vehicles designed for highway use, or chassis therefor, be deemed to be the manufacturer or producer in Canada of the new motor vehicles or chassis so imported and not the importer thereof, and that the goods so imported be deemed to be goods produced or manufactured in Canada and not imported goods.

3. That new motor vehicles sold by a manufacturer or producer thereof described in any enactment founded on this motion, be deemed to be goods produced or manufactured in Canada and not imported goods.

4. That the taxes imposed by Part III or V of the Act not be payable on new motor vehicles designed for highway use, or chassis therefor,

(a) imported by a person defined in any enactment founded on subparagraph 1(a) of this motion to be a manufacturer or producer, or

(b) sold to a person defined in any enactment founded on subparagraph 1(b) of this motion to be a manufacturer or producer

who is a licensed manufacturer under the Act.

5. That a person who coats or finishes goods for sale be included in paragraph (f) of the definition “manufacturer or producer” in subsection 2(1) of the Act and that the current inclusion in that definition of a person who prepares goods for sale by some process other than those specifically listed therein be deleted.

6. That goods imported by a person included in the definition “manufacturer or producer” pursuant to any enactment founded on paragraph 5 of this motion that are coated or finished in Canada for sale be deemed to be goods manufactured or pro-

duced in Canada and not imported goods and the current reference in the deeming provision in subsection 2(4) of the Act to the preparation of goods for sale by some process other than those specifically listed therein be deleted.

7. That goods to be coated or finished for sale be included in paragraph (b) of the definition "partly manufactured goods" in subsection 26(1) of the Act and that the reference to the preparation of goods for sale by some process other than those specifically listed therein be deleted.

8. That the penalty for default in payment or remittance of any tax payable or collectible under the Act within the time prescribed be replaced by a penalty of one-half of one per cent and interest at the prescribed rate, in respect of each month or part thereof during which the default continues, calculated on the total tax, penalty and interest outstanding and that the current provisions in the Act regarding recovery or collection of such penalty be extended to apply to penalty and interest.

9. That "prescribed rate" be defined as the rate of interest determined pursuant to regulation of the Governor in Council and that prior to the effective date of such determination, the rate be set at one per cent per month.

10. That authority to make regulations prescribing the method of determining the prescribed rate of interest, the frequency of such determination and the date on which such rate shall come into force, be vested in the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance.

11. That where a licensed manufacturer has sold goods, in respect of which he is the manufacturer or producer, on credit to a person with whom he is dealing at arm's length, as described in section 251 of the Income Tax Act, and subsequently establishes, in accordance with generally accepted accounting principles, that the debt owing to him in respect of the sale has become a bad debt, the Minister of National Revenue be authorized, on application by the manufacturer, to pay to him,

(a) where the debt in whole has become a bad debt, an amount equal to the aggregate of the ad valorem taxes paid in respect of the sale under Part III or V of the Act, or

(b) where the debt has become in part a bad debt, an amount equal to that portion of the aggregate of the ad valorem taxes so paid that such part of the debt is of the whole debt.

12. That no application by or payment to a licensed manufacturer may be made pursuant to any enactment founded on paragraph 11 of this motion if

(a) the debt has not been written off as a bad debt on the books of account of the manufacturer at the time he applies for payment,

(b) the fiscal period, as defined by subsection 248(1) of the Income Tax Act, of the manufacturer in which the debt has been written off has not ended, or

(c) the sale occurred before any enactment founded on paragraph 11 of this motion comes into force.

13. That a licensed manufacturer who recovers all or part of a bad debt in respect of which a payment pursuant to any enactment founded on paragraph 11 of this motion has been made be required to repay to Her Majesty an amount equal to the proportion of the amount paid to him in respect of the bad debt that the amount of the debt so recovered is of the amount of the debt in respect of which the amount was paid to him, and that the amount that he is required to repay be payable not later than the last day of the first month succeeding that in which the bad debt or part thereof was recovered.

14. That the Minister of National Revenue be required to pay interest at the prescribed rate on refunds or payments of taxes or monies, other than those under Part I of the Act, outstanding more than sixty days after an application for payment has been received by him, compounded monthly and paid in respect of each day from the sixty-first day after receipt of the application, except where the amount of the interest so calculated is less than one dollar.

15. That the authority of the Minister of National Revenue to authorize by regulation any person to make a return in respect of an accounting period of less than one month be replaced by the authority to authorize by regulation any person to make a return in respect of an accounting period of not less than twenty-one days and not more than thirty-five days.

16. That where a person is authorized to file a return pursuant to any enactment founded on paragraph 15 of this motion, such return be filed and the tax paid not later than the last day of the first authorized accounting period following the end of the accounting period to which the return relates and, upon default in payment of any tax, penalty and interest accrue from the day immediately following the last day of the first authorized accounting period following the accounting period to which the return relates.

17. That the provisions of subsection 55(1) of the Act whereby a person who fails to pay or collect taxes or other sums, or affix or cancel stamps, is guilty of an offence and subject to a penalty be limited to apply only to a person who willfully fails to collect or remit taxes or other sums as required pursuant to Part II of the Act.

18. That a person who manufactures or produces goods by contract for labour only from any article or material supplied by another person, other than a licensed manufacturer, for delivery to that other person, be deemed, for the purposes of Parts III and V of the Act, to have sold the goods at the time they are delivered to that other person, at a sale price equal to the charge made under the contract.

19. That the wording of the French version of subsection 27(5) of the Act be amended to conform with the English version thereof.

20. That section 26.1 of the Act be extended to apply to any licensed manufacturer in respect of goods that he sells in conjunction with goods of his manufacture or production in Canada or that are of the same class as goods he manufactures or produces in Canada.

21. That the Governor in Council be authorized to determine that a local authority is a municipality for purposes of the definition "municipality" in subsection 2(1) of the

Act and that any such determination come into force on a date prior to the date on which the determination is made, if the determination so provides.

22. That the requirements in section 30 of the Act to provide a written invoice stating separately the amount of the consumption or sales tax on goods be repealed.

23. That the authority of the Minister of National Revenue to delegate to the Deputy Minister of National Revenue for Customs and Excise or such other officer as he may deem expedient the exercise of powers conferred on him by the Act be broadened to include an officer of such class as the Minister may deem expedient.

24. That a refund of the taxes imposed by the Act may be granted where goods on which the tax has been paid are sold to a licensed manufacturer as partly manufactured goods.

25. That any reference to "registered mail" or "registered letter" be extended to include certified letter.

26. That the exemption from the consumption or sales tax for X-ray apparatus and X-ray film in section 21 of Part VIII of Schedule III to the Act be limited to X-ray apparatus and film for medical use.

27. That a person to whom the Minister of National Revenue has decided to make a payment under any of sections 44 to 47 and 49 of the Act, other than paragraph 44(1)(g), be permitted, in lieu thereof, on such terms and conditions as the Minister deems appropriate, to deduct from any tax, interest, penalty or other sum that he is liable or about to become liable to pay or remit under the Act, other than under Part I or IV.1, the amount that would otherwise be payable to him.

28. That where the Minister of National Revenue has decided to make a payment to a person licensed under any Part of the Act, other than Part I or IV.1, pursuant to an application under any of sections 44 to 47 and 49 of the Act, other than paragraph 44(1)(g), the Minister be authorized, at the request of the applicant, to grant a deduction in lieu of the payment, from any tax, interest, penalty or other sum payable under any Part of the Act, other than Part I or IV.1, that the applicant is liable or about to become liable to pay or remit, on such terms and conditions as the Minister deems appropriate.

29. That where the Minister of National Revenue has decided to make a payment to a person licensed under section 25.16 of the Act pursuant to an application under paragraph 44(1)(g) of the Act, the Minister be authorized to grant a deduction in lieu of the payment, from any tax, interest, penalty or other sum payable under Part IV.1 of the Act that the applicant is liable or about to become liable to pay or remit, on such terms and conditions as the Minister deems appropriate.

30. That every person who deducts an amount pursuant to any enactment founded on paragraph 27 of this motion be required to declare separately the amount so deducted in the return that is required by section 17 or 50 of the Act to be made in respect of the period in which the deduction is taken.

31. That a tax return containing a declaration as required by any enactment founded on paragraph 30 of this motion in respect of an amount deducted pursuant to any enactment founded on paragraph 27 of this motion be deemed to be an application in writing for the purposes of section 44 of the Act.

32. That where the Minister of National Revenue has specified a later day for the filing of a return or the payment of any tax or portion thereof under the Act, the person liable to pay such tax or portion be liable to pay in addition thereto, interest at the prescribed rate from the date from which that person was initially liable to pay the tax or portion thereof.

33. That the exemption from consumption or sales tax for machinery and apparatus described in paragraph 1(a) of Part XIII of Schedule III to the Act be limited to machinery and apparatus for use primarily in the activities described in that paragraph.

34. That containers designed for repeated use sold to or imported by manufacturers or producers that are not for use by them exclusively and directly in the manufacture or production of goods be added to the list of goods mentioned in Part XIII of Schedule III to the Act that are excluded from the exemption from the consumption or sales tax.

35. That where an amount is paid in error, whether by reason of a mistake of law, fact or otherwise, and is taken into account as if it were a tax payable under the Act, no refund thereof or payment of an amount equal thereto be granted unless an application in writing therefor is made to the Minister of National Revenue, by the person to whom the refund or payment may be made,

(a) within twelve months after the time the amount would have been payable if it were a tax payable under the Act, where it is established subsequent to the making of the application that the amount was not payable as a tax by a declaration under section 59 of the Act, an order or judgement of the Federal Court or any other court of competent jurisdiction, or a decision of the Minister or other duly authorized officer respecting the interpretation or application of the Act,

(b) within four years after the time the amount would have been payable if it were a tax payable under the Act, where the application is made subsequent to a declaration, order, judgement or decision referred to in any enactment founded on subparagraph 35(a) of this motion that establishes that the amount was not payable as a tax, except that no such refund or payment be granted or paid in respect of any amount that, if it were a tax, would have been payable more than twelve months prior to the making of such declaration, order, judgement or decision, or

(c) within four years after the time the amount was paid, in any other case.

36. That where any taxes imposed by the Act have been paid and a refund of the taxes or a payment of an amount equal to the taxes may be granted as a result of the occurrence of an event described in any of paragraphs 44(1)(b), (d), (e), (f) or (g) or sub-

sections 44(2), (3) or (3.1), no such refund or payment be granted unless an application in writing therefor is made to the Minister of National Revenue, by the person to whom the refund or payment may be made,

(a) within twelve months after the time the said event occurred, where it is established subsequent to the making of the application that the refund or payment may be made by a declaration under section 59 of the Act, an order or judgement of the Federal Court or any other court of competent jurisdiction, or a decision of the Minister or other duly authorized officer respecting the interpretation or application of the Act,

(b) within four years after the time the said event occurred, where the application is made subsequent to a declaration, order, judgement or decision referred to in any enactment founded on subparagraph 36(a) of this motion that establishes that the refund or payment may be made, except that no such refund or payment be granted where the said event occurred more than twelve months prior to the making of such declaration, order, judgement or decision, or

(c) within four years after the time the said event occurred, in any other case.

37. That any enactment founded on

(a) paragraphs 35 and 36 come into force on October 29, 1980 and that any limitation of rights or entitlements under the Act or any broadening of such rights or entitlements with respect to a refund of tax, a payment of an amount equal to tax or a payment or refund of a sum paid and taken to account as tax contained in any enactments founded on those paragraphs be effective as of that date with respect to any refund or payment where the application therefor is made on or after that date;

(b) paragraphs 5 to 7, 11 to 13, 18, 19, 26, 33 and 34 come into force on February 16, 1984; and

(c) paragraphs 1 to 4 come into force on March 1, 1984.

Notice of Ways and Means Motion to Amend the Excise Tax Act (4)

That it is expedient to introduce a measure to amend the Excise Tax Act to introduce a comprehensive system of assessments and appeals and to provide among other things:

1. That the Minister of National Revenue be required to consider, with all due dispatch, any written application for a refund of taxes paid or for a payment of an amount equal to taxes paid or of moneys paid or overpaid in error, to send notice of his decision in respect of the application to the applicant and, where he approves the application, to grant the refund or payment, subject to any right of Her Majesty to a deduction or set-off.
2. That the Minister of National Revenue be authorized to vary, vacate or confirm any decision in respect of an application for a refund or payment within one year of his original decision or within the time limited for making an assessment, whichever is the later, and that such new decision be subject to the same requirements, rights and remedies as the original decision.
3. That the Minister of National Revenue be authorized to assess any person for tax or any other sums payable under the Act where that person fails to keep proper records and accounts, to file or substantiate a return, or to pay the tax or other sums due as required by the Act or upon the completion of or at any time during an audit.
4. That an assessment and any audit or other examination upon which an assessment is based be completed with all due dispatch and, where an assessment is made, that notice of the assessment be sent to the person assessed.
5. That a notice of assessment set out the amount of tax and other sums due under the Act, that no taxes under the Act are owing or the amount of any refund due to the person assessed, as the case may require.
6. That where an assessment discloses that a refund is due to a person assessed, the Minister be required to pay the amount of the refund due, subject to any right of Her Majesty to a deduction or set-off.
7. That an assessment, subject to a re-assessment or to the final disposition of an objection or appeal, be valid and binding despite any error, defect or omission in the assessment or in any proceeding under the Act or under any enactment founded on this motion and that a person's liability for tax not be affected by an incorrect or incomplete assessment or by the fact that no assessment has been made.
8. That a person assessed for taxes or other sums due under the Act be required to pay any amounts assessed within 30 days, or in lieu thereof, to provide security acceptable to the Minister of National Revenue.

9. That the Minister of National Revenue be authorized to issue a re-assessment in respect of any period covered by an assessment.

10. That, except in the case of a misrepresentation or fraud by the person assessed, no assessment or re-assessment be authorized to be made more than four years after the tax or other sums payable under the Act first became payable, unless an audit or examination of the records and accounts of the person assessed is commenced within four years after the day the tax or other sums payable under the Act first became payable.

11. That a person assessed for taxes or other sums be entitled, within 180 days after a notice of assessment is sent to him, to serve a notice of objection on the Minister respecting the assessment.

12. That where an application for a refund or payment is rejected in whole or in part by the Minister, the applicant be entitled, within 180 days after the notice of decision is sent to him, to serve a notice of objection on the Minister respecting the decision.

13. That upon receipt of a notice of objection to an assessment or a decision in respect of an application for a refund or payment, the Minister be required

(a) to reconsider the assessment or decision to which the notice relates,

(b) to vacate, confirm or vary the assessment or decision,

(c) to send notice of his decision to the person objecting, and

(d) where he determines that an amount is owing to that person, to pay to him the amount owing, subject to any right of Her Majesty to a deduction or set-off.

14. That a person serving a notice of objection be permitted, where the Minister consents, to waive reconsideration by the Minister of any assessment or decision to which the notice relates and appeal directly to the Tariff Board or the Federal Court, Trial Division.

15. That where a person has served a notice of objection and the Minister

(a) in the case of an assessment, thereafter makes a re-assessment in respect of the taxes or other sums so assessed, and sends notice thereof to the person objecting, or

(b) in any case, fails to send notice of his decision to the person objecting within 180 days after receiving the notice of objection,

the person objecting be entitled to appeal directly to the Tariff Board or the Federal Court, Trial Division within 90 days after the Minister sent notice of the re-assessment to him or within 90 days after the expiry of the time period for sending such notice of his decision, as the case may be.

16. That any person who, having filed a notice of objection, disagrees with the Minister's decision in respect of the notice of objection be permitted to appeal to the Tariff Board or, in place thereof, to the Federal Court, Trial Division within 90 days after notice of the Minister's decision is sent to him.

17. That the Tariff Board and the Federal Court, Trial Division be given absolute and concurrent jurisdiction to hear any appeal brought pursuant to any enactment founded on paragraph 14, 15, 16 or 25 of this motion and be empowered to make any order, judgement, finding or declaration as the subject matter of the appeal may require.

18. That any party to an appeal before the Tariff Board be permitted to appeal from the decision to the Federal Court, Trial Division and that the Federal Court, Trial Division be empowered to make any order, judgement, finding or declaration as the subject matter of the appeal may require.

19. That every appeal before the Federal Court, Trial Division be deemed to be an action to which the Federal Court Act and the Federal Court Rules apply except as provided in any enactment founded on this motion.

20. That any party to an appeal before the Federal Court, Trial Division be permitted to appeal from the decision to the Federal Court of Appeal in accordance with the Federal Court Act and the Federal Court Rules.

21. That on the disposition of an appeal, the Federal Court be empowered to order, in its discretion, the payment of costs by any party.

22. That where an appeal is brought by the Minister from a decision of the Tariff Board and the amount of the tax, refund or payment in dispute does not exceed ten thousand dollars, the Federal Court be required to order the Minister to pay all reasonable and proper costs of the respondent in respect of the appeal.

23. That the Tariff Board or Federal Court, Trial Division be authorized to permit, in its discretion,

(a) any person to intervene in an appeal from a decision of the Minister and be joined as a party to the appeal if that person establishes to its satisfaction that he has a substantial interest in the subject matter of the proceeding, and

(b) any person, without adding that person as a party to the proceeding, to render assistance to it,

and that for that purpose, the Tariff Board or the Federal Court, Trial Division, as the case may be, be required to consider the possibility of undue delay or prejudice and such other matter as it deems appropriate in exercising its discretion and be authorized to make any order in respect of such intervention or assistance as it deems appropriate.

24. That where a disposition of an objection or an appeal establishes that the person objecting or appealing is entitled to a refund or payment, the Minister of National

Revenue be required to pay to him the amount of the refund or payment, notwithstanding an appeal by the Minister from a decision or judgement of the Tariff Board or Federal Court, subject to any right of Her Majesty to a deduction or set-off.

25. That any person who has purchased transportation by air or acquired goods from a person who has collected or paid tax in respect of the purchase or acquisition be entitled

(a) to object to a decision of the Minister rejecting an application for a refund or payment or to an assessment respecting the purchase or acquisition by serving a notice of objection on the Minister within 30 days after the time otherwise limited for doing so, or

(b) to appeal, within 30 days after the time otherwise limited for doing so, to the Tariff Board or, in place thereof, to the Federal Court, Trial Division from a decision of the Minister respecting a notice of objection served by the person who collected or paid the tax in respect of the purchase or acquisition

if the person who collected or paid the tax

(c) failed to serve a notice of objection on the Minister or to appeal from the decision of the Minister respecting the notice of objection, as the case may be, within the time limited for doing so, or

(d) waived, in favour of the person who made the purchase or acquisition, his rights to so object or appeal, as the case may be, and to receive a refund or payment.

26. That the Minister be permitted to refer any question of law, fact or mixed law and fact relating to the Act to the Federal Court, Trial Division for hearing and determination.

27. That no determination by the Minister in respect of the value for tax or the fair price on which tax should be imposed be subject to appeal.

28. That no decision of the Minister regarding an application for a refund or payment or a notice of objection and no assessment or re-assessment be subject to appeal or review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with except as provided in any enactment founded on this motion.

29. That any enactment founded on this motion come into force on a day to be fixed by proclamation.

Notice of Ways and Means Motion to Amend the Excise Act (2)

That it is expedient to introduce a measure to amend the Excise Act and to provide among other things:

1. That the restrictions in subsection 17(3) of the Act on the licensing of an excisable manufactory be repealed.
2. That any enactment founded on paragraph 1 come into force on February 16, 1984.

Notice of Ways and Means Motion: Customs Act

1. That sections 35 to 44 of the *Customs Act* be repealed and the following substituted therefor:

“35. (1) The value for duty of imported goods shall be determined in accordance with sections 36 to 44.1.

(2) In this section and sections 36 to 44.1,

“computed value” means, in respect of goods, the value of the goods determined in accordance with section 41;

“country of export” means, in respect of goods, the country from which the goods are shipped directly to Canada;

“deductive value” means, in respect of goods, the value of the goods determined in accordance with subsection 40(2);

“goods of the same class or kind”, in relation to goods being appraised, means imported goods that

(a) are within a group or range of imported goods produced by a particular industry or industry sector that includes identical goods and similar goods in relation to the goods being appraised, and

(b) for the purposes of

(i) section 40, were produced in any country and exported from any country, and

(ii) section 41, were produced in and exported from the same country as the country in and from which the goods being appraised were produced and exported;

“identical goods”, in relation to goods being appraised, means imported goods that

(a) are the same in all respects, including physical characteristics, quality and reputation, as the goods being appraised, except for minor differences in appearance that do not affect the value of the goods,

(b) were produced in the same country as the country in which the goods being appraised were produced, and

(c) were produced by or on behalf of the person by or on behalf of whom the goods being appraised were produced,

but does not include imported goods where engineering, development work, art work, design work, plans or sketches undertaken in Canada were supplied, directly or indirectly, by the purchaser of those imported goods free of charge or at a reduced cost for use in connection with the production and sale for export of those imported goods;

“import” means import into Canada;

“person” includes any corporation wherever and however incorporated, a partnership and an association;

“prescribed” means prescribed by regulation of the Governor in Council;

“price paid or payable”, in respect of the sale of goods for export to Canada, means the aggregate of all payments made or to be made, directly or indirectly, in respect of the goods by the purchaser to or for the benefit of the vendor;

“produce” includes grow, manufacture and mine;

“similar goods”, in relation to goods being appraised, means imported goods that

(a) closely resemble the goods being appraised in respect of their component materials and characteristics,

(b) are capable of performing the same functions as, and of being commercially interchangeable with, the goods being appraised,

(c) were produced in the same country as the country in which the goods being appraised were produced, and

(d) were produced by or on behalf of the person by or on behalf of whom the goods being appraised were produced,

but does not include imported goods where engineering, development work, art work, design work, plans or sketches undertaken in Canada were supplied, directly or indirectly, by the purchaser of those imported goods free of charge or at a reduced cost for use in connection with the production and sale for export of those imported goods;

“sufficient information”, in respect of the determination of any amount, difference or adjustment, means objective and quantifiable information that establishes the accuracy of the amount, difference or adjustment;

“transaction value” in respect of goods, means the value of the goods determined in accordance with subsection 37(4).

(3) For the purposes of this section and sections 36 to 44.1, where there are no identical goods or similar goods, as the case may be, in relation to goods being appraised but there are goods that would be identical goods or similar goods, as the case may be, if they were produced by or on behalf of the person by or on behalf of whom the goods being appraised were produced, those goods shall be deemed to be identical goods or similar goods, as the case may be.

(4) For the purposes of sections 36 to 44.1, persons are related to each other if

- (a) they are individuals connected by blood relationship, marriage or adoption within the meaning of subsection 251(6) of the *Income Tax Act*;
- (b) one is an officer or director of the other;
- (c) each such person is an officer or director of the same two corporations, associations, partnerships or other organizations;
- (d) they are partners;
- (e) one is the employer of the other;
- (f) they directly or indirectly control or are controlled by the same person;
- (g) one directly or indirectly controls or is controlled by the other;
- (h) any other person directly or indirectly owns, holds or controls five per cent or more of the outstanding voting stock or shares of each such person; or
- (i) one directly or indirectly owns, holds or controls five per cent or more of the outstanding voting stock or shares of the other.

36. (1) The value for duty of goods shall be appraised on the basis of the transaction value of the goods in accordance with the conditions set out in section 37.

(2) Where the value for duty of goods is not appraised in accordance with subsection (1), it shall be appraised on the basis of the first of the following values, considered in the order set out herein, that can be determined in respect of the goods and that can, under sections 38 to 41, be the basis on which the value for duty of the goods is appraised:

- (a) the transaction value of identical goods that meets the requirements set out in section 38;
- (b) the transaction value of similar goods that meets the requirements set out in section 39;
- (c) the deductive value of the goods; and
- (d) the computed value of the goods.

(3) Notwithstanding subsection (2), on the written request of the importer of any goods being appraised made prior to the commencement of the appraisal of those goods, the order of consideration of the values referred to in paragraphs (2)(c) and (d) shall be reversed.

(4) Where the value for duty of goods is not appraised on the basis of any of the values referred to in paragraphs (2)(a) to (d), the value for duty of those goods shall be appraised under section 42.

37. (1) Subject to subsection (6), the value for duty of goods is the transaction value of the goods if the goods are sold for export to Canada and the price paid or payable for the goods can be determined and if

(a) there are no restrictions respecting the disposition or use of the goods by the purchaser thereof, other than restrictions that

(i) are imposed by law,

(ii) limit the geographical area in which the goods may be resold, or

(iii) do not substantially affect the value of the goods;

(b) the sale of the goods by the vendor to the purchaser or the price paid or payable for the goods is not subject to some condition or consideration, in respect to the goods, in respect of which a value cannot be determined;

(c) where any part of the proceeds of any subsequent resale, disposal or use of the goods by the purchaser thereof is to accrue, directly or indirectly, to the vendor, the price paid or payable for the goods includes the value of that part of the proceeds or such price is adjusted in accordance with subparagraph (5)(a)(v); and

(d) the purchaser and the vendor of the goods are not related to each other at the time the goods are sold for export or, where the purchaser and the vendor are related to each other at that time,

(i) their relationship did not influence the price paid or payable for the goods, or

(ii) the importer of the goods demonstrates that the transaction value of the goods meets the requirement set out in subsection (3).

(2) In the application of paragraph (1)(d), where the purchaser and the vendor of goods being appraised are related to each other at the time the goods are sold for export and the officer who is appraising the value for duty of the goods has grounds to believe that the requirement set out in subparagraph (1)(d)(i) is not met, the officer shall notify the importer of the goods of such grounds and, on the written request of the importer, the notification shall be in writing.

(3) For the purposes of subparagraph (1)(d)(ii), the transaction value of goods being appraised shall, taking into consideration any relevant factors including, without limiting the generality of the foregoing, such factors and differences as may be prescribed, closely approximate one of the following values that is in respect of identical goods or similar goods exported at the same or substantially the same time as the goods being appraised and is the value for duty of the goods to which it relates:

(a) the transaction value of identical goods or similar goods in a sale of those goods for export to Canada between a vendor and purchaser who are not related to each other at the time of the sale;

(b) the deductive value of identical goods or similar goods; or

(c) the computed value of identical goods or similar goods.

(4) The transaction value of goods shall be determined by ascertaining the price paid or payable for the goods when the goods are sold for export to Canada and adjusting the price paid or payable in accordance with subsection (5).

(5) The price paid or payable in the sale of goods for export to Canada shall be adjusted

(a) by adding thereto amounts, to the extent that each such amount is not already included in the price paid or payable for the goods, equal to

(i) commissions and brokerage in respect of the goods incurred by the purchaser thereof, other than fees paid or payable by the purchaser to his agent for the service of representing him abroad in respect of the sale,

(ii) the packing costs and charges incurred by the purchaser in respect of the goods, including the cost of cartons, cases and other containers and coverings that are treated for customs purposes as being part of the imported goods and all expenses of packing incident to placing the goods in the condition in which they are shipped to Canada,

(iii) the value of any of the following goods and services, determined in the manner prescribed, that are supplied, directly or indirectly, by the purchaser of the goods free of charge or at a reduced cost for use in connection with the production and sale for export of the imported goods, apportioned to the imported goods in a reasonable manner and in accordance with generally accepted accounting principles:

(A) materials, components, parts and other goods incorporated in the imported goods,

(B) tools, dies, moulds and other goods utilized in the production of the imported goods,

(C) any materials consumed in the production of the imported goods, and

(D) engineering, development work, art work, design work, plans and sketches undertaken elsewhere than in Canada and necessary for the production of the imported goods,

(iv) royalties and licence fees, including payments for patents, trademarks and copyrights, in respect of the goods that the purchaser of the goods must pay, directly or indirectly, as a condition of the sale of the goods for export to Canada, exclusive of charges for the right to reproduce the goods in Canada,

(v) the value of any part of the proceeds of any subsequent resale, disposal or use of the goods by the purchaser thereof that accrues or is to accrue, directly or indirectly, to the vendor, and

(vi) the cost of transportation of, the loading, unloading and handling charges and other charges and expenses associated with the transportation of, and the cost of insurance relating to the transportation of, the goods to the place within the country of export from which the goods are shipped directly to Canada;

(b) by deducting therefrom amounts, to the extent that each such amount is included in the price paid or payable for the goods, equal to

(i) the cost of transportation of, the loading, unloading and handling charges and other charges and expenses associated with the transportation of, and the cost of insurance relating to the transportation of, the goods from the place within the country of export from which the goods are shipped directly to Canada, and

(ii) any of the following costs, charges or expenses if the cost, charge or expense is identified separately from the price paid or payable for the goods:

(A) any reasonable cost, charge or expense that is incurred for the construction, erection, assembly or maintenance of, or technical assistance provided in respect of, the goods after the goods are imported, and

(B) any duties and taxes paid or payable by reason of the importation of the goods or sale of the goods in Canada, including, without limiting the generality of the foregoing, any duties or taxes levied on the goods under the *Customs Tariff*, the *Excise Tax Act*, the *Excise Act*, the *Anti-dumping Act* or any other law relating to customs; and

(c) by disregarding any rebate of, or other decrease in, the price paid or payable for the goods that is effected after the goods are imported.

(6) Where there is not sufficient information to determine any of the amounts required to be added to the price paid or payable in respect of any goods being appraised, the value for duty of the goods shall not be appraised under this section.

38. (1) Subject to subsections (2) to (5), where the value for duty of goods is not appraised under section 37, the value for duty of the goods is, if it can be

determined, the transaction value of identical goods, in a sale of those goods for export to Canada, if that transaction value is the value for duty of the identical goods and the identical goods were exported at the same or substantially the same time as the goods being appraised and were sold under the following conditions:

- (a) to a purchaser at the same or substantially the same trade level as the purchaser of the goods being appraised; and
- (b) in the same or substantially the same quantities as the goods being appraised.

(2) Where the value for duty of goods being appraised cannot be determined under subsection (1) because identical goods were not sold under the conditions described in paragraphs (1)(a) and (b), there shall be substituted therefor, in the application of subsection (1), identical goods sold under any of the following conditions:

- (a) to a purchaser at the same or substantially the same trade level as the purchaser of the goods being appraised but in quantities different from the quantities in which those goods were sold;
- (b) to a purchaser at a trade level different from that of the purchaser of the goods being appraised but in the same or substantially the same quantities as the quantities in which those goods were sold; or
- (c) to a purchaser at a trade level different from that of the purchaser of the goods being appraised and in quantities different from the quantities in which those goods were sold.

(3) For the purposes of determining the value for duty of goods being appraised under subsection (1), the transaction value of identical goods shall be adjusted by adding thereto or deducting therefrom, as the case may be, amounts to account for

- (a) commercially significant differences between the costs, charges and expenses referred to in subparagraph 37(5)(a)(vi) in respect of the identical goods and those costs, charges and expenses in respect of the goods being appraised that are attributable to differences in distances and modes of transport; and
- (b) where the transaction value is in respect of identical goods sold under the conditions described in any of paragraphs (2)(a) to (c), differences in the trade levels of the purchasers of the identical goods and the goods being appraised or the quantities in which the identical goods and the goods being appraised were sold or both, as the case may be.

(4) Where there is not sufficient information to determine any amount referred to in subsection (3) or the adjustment therefor in relation to the transaction value of identical goods, the value for duty of the goods being appraised shall not be appraised on the basis of that transaction value under this section.

(5) Where, in relation to goods being appraised, there are two or more transaction values of identical goods that meet all the requirements set out in subsections (1) and (3) or, where there is no such transaction value but there are two or more transaction values of identical goods sold under the conditions described in any of paragraphs (2)(a) to (c) that meet all the requirements set out in this section that are applicable by virtue of subsection (2), the value for duty of the goods being appraised shall be determined on the basis of the lowest such transaction value.

39. (1) Subject to subsections (2) and 38(2) to (5), where the value for duty of goods is not appraised under section 37 or 38, the value for duty of the goods is, if it can be determined, the transaction value of similar goods, in a sale of those goods for export to Canada, if that transaction value is the value for duty of the similar goods and the similar goods were exported at the same or substantially the same time as the goods being appraised and were sold under the following conditions:

(a) to a purchaser at the same or substantially the same trade level as the purchaser of the goods being appraised; and

(b) in the same or substantially the same quantities as the goods being appraised.

(2) Subsections 38(2) to (5) apply to this section in respect of similar goods and wherever in those subsections the expression "identical goods" is referred to, there shall be substituted therefor the expression "similar goods".

40. (1) Subject to subsections (5) and 36(3), where the value for duty of goods is not appraised under sections 37 to 39, the value for duty of the goods is the deductive value of the goods if it can be determined.

(2) The deductive value of goods being appraised is

(a) where the goods being appraised, identical goods or similar goods are sold in Canada in the condition in which they were imported at the same or substantially the same time as the time of importation of the goods being appraised, the price per unit, determined in accordance with subsection (3) and adjusted in accordance with subsection (4), at which the greatest number of units of the goods being appraised, identical goods or similar goods are so sold;

(b) where the goods being appraised, identical goods or similar goods are not sold in Canada in the circumstances described in paragraph (a) but are sold in Canada in the condition in which they were imported before the expiration of ninety days after the time of importation of the goods being appraised, the price per unit, determined in accordance with subsection (3) and adjusted in accordance with subsection (4) at which the greatest number of units of the goods being appraised, identical goods or similar goods are so sold at the earliest date after the time of importation of the goods being appraised; or

(c) where the goods being appraised, identical goods or similar goods are not sold in Canada in the circumstances described in paragraph (a) or (b) but the goods being appraised, after being assembled, packaged or further processed in Canada, are sold in Canada before the expiration of one hundred and eighty days after the time of importation thereof and the importer of the goods being appraised requests that this paragraph be applied in the determination of the value for duty of those goods, the price per unit, determined in accordance with subsection (3) and adjusted in accordance with subsection (4), at which the greatest number of units of the goods being appraised are so sold.

(3) For the purposes of subsection (2), the price per unit, in respect of goods being appraised, identical goods or similar goods, shall be determined by ascertaining the unit price, in respect of sales of the goods at the first trade level after importation thereof to persons who

(a) are not related to the persons from whom they buy the goods at the time the goods are sold to them, and

(b) have not supplied, directly or indirectly, free of charge or at a reduced cost for use in connection with the production and sale for export of the goods any of the goods or services referred to in subparagraph 37(5)(a)(iii).

at which the greatest number of units of the goods is sold where, in the opinion of the Deputy Minister or any person authorized by him, a sufficient number of such sales have been made to permit a determination of the price per unit of the goods.

(4) For the purposes of subsection (2), the price per unit, in respect of goods being appraised, identical goods or similar goods, shall be adjusted by deducting therefrom an amount equal to the aggregate of

(a) an amount, determined in the manner prescribed, equal to

(i) the amount of commission generally earned on a unit basis, or

(ii) the amount for profit and general expenses, including all costs of marketing the goods, considered together as a whole, that is generally reflected on a unit basis

in connection with sales in Canada of goods of the same class or kind as those goods;

(b) the costs, charges and expenses in respect of the transportation and insurance of the goods within Canada and the costs, charges and expenses associated therewith that are generally incurred in connection with sales in Canada of the goods being appraised, identical goods or similar goods, to the extent that an amount for such costs, charges and expenses is not deducted in respect of general expenses under paragraph (a);

(c) the costs, charges and expenses referred to in subparagraph 37(5)(b)(i), incurred in respect of the goods, to the extent that an amount for such costs, charges and expenses is not deducted in respect of general expenses under paragraph (a);

(d) any duties and taxes referred to in clause 37(5)(b)(ii)(B) in respect of the goods, to the extent that an amount for such duties and taxes is not deducted in respect of general expenses under paragraph (a); and

(e) where paragraph (2)(c) applies, the amount of the value added to the goods that is attributable to the assembly, packaging or further processing in Canada of the goods.

(5) Where there is not sufficient information to determine an amount referred to in paragraph (4)(e) in respect of any goods being appraised, the value for duty of the goods shall not be appraised under paragraph (2)(c).

(6) In this section, "time of importation" means, in respect of goods, the date on which the collector or other proper officer authorizes, pursuant to this Act, the release of the goods for use in Canada.

41. (1) Subject to subsection 36(3), where the value for duty of goods is not appraised under section 37 to 40, the value for duty of the goods is the computed value of the goods if it can be determined.

(2) The computed value of goods being appraised is the aggregate of amounts equal to

(a) the costs, charges and expenses incurred in respect of, or the value of,

(i) materials employed in producing the goods being appraised, and

(ii) the production or other processing of the goods being appraised,

determined in the manner prescribed, including, without limiting the generality of the foregoing,

(iii) the costs, charges and expenses referred to in subparagraph 37(5)(a)(ii),

(iv) the value of any of the goods and services referred to in subparagraph 37(5)(a)(iii), determined and apportioned to the goods being appraised as referred to in that subparagraph, whether or not such goods and services have been supplied free of charge or at a reduced cost, and

(v) the costs, charges and expenses incurred by the producer in respect of engineering, development work, art work, design work, plans or sketches undertaken in Canada that were supplied,

directly or indirectly, by the purchaser of the goods being appraised for use in connection with the production and sale for export of those goods, apportioned to the goods being appraised as referred to in subparagraph 37(5)(a)(iii); and

(b) the amount, determined in the manner prescribed, for profit and general expenses considered together as a whole, that is generally reflected in sales for export to Canada of goods of the same class or kind as the goods being appraised made by producers in the country of export.

(3) For the purposes of this section, “general expenses” means the direct and indirect costs, charges and expenses of producing and selling goods for export, other than the costs, charges and expenses referred to in paragraph (2)(a).

42. Where the value for duty of goods is not appraised under sections 37 to 41, it shall be appraised on the basis of

(a) a value derived from the method, from among the methods of valuation set out in sections 37 to 41 that, when applied in a flexible manner to the extent necessary to arrive at a value for duty of the goods, conforms most closely to the requirements set out therein with respect to that method; and

(b) information available in Canada.

43. For the purposes of sections 35 to 44.1, where goods are exported to Canada from any country but pass in transit through another country, the goods shall, subject to such terms and conditions as may be prescribed, be deemed to be shipped directly to Canada from the first mentioned country.

44. The value for duty of imported goods shall be computed in Canadian currency in accordance with regulations made pursuant to section 13.1 of the *Currency and Exchange Act*.

44.1 The Governor in Council may make regulations prescribing anything that is, by sections 36 to 44, to be prescribed.

44.2 The importer of any goods, on his written request, shall be informed in writing of the manner in which the value for duty of the goods was determined.”

2. That any enactment founded on paragraph 1 of this motion shall be deemed to come into force on the 1st day of January, 1985, and shall apply to all goods imported or taken out of warehouse for consumption on or after that day, and to apply to goods previously imported for which no entry for consumption was made before that day.

Notice of Ways and Means Motion: Customs Tariff

1. That subsection 2(1) of the *Customs Tariff* be amended by adding the following definition immediately after the definition of "p.c.":

" "photographer" means anyone using a photographic process, that is, a process which involves the formation of images directly or indirectly by action of light or other forms of radiation on sensitive surfaces;"

2. That paragraph 3(2.2)(a) of the said Act be repealed and the following substituted therefor:

"(a) in the case of goods enumerated in tariff items 16002-1, 16102-1, 17700-1, 17800-1, 23235-1, 53205-1, 53210-1 and 53215-1, the appropriate rate set opposite the relevant item in the schedule to this subsection;"

3. That the schedule to paragraph 3(2.2)(a) of the said Act be amended by adding under the column described as Tariff Item, immediately after tariff item 16102-1, the following tariff item, "17700-1" and by adding opposite that tariff item under the column described as Rate, the following: "on and after January 1, 1985 28.6 p.c." and, by adding in item 17800-1, under the column Rate, immediately following "on and after January 1, 1982 20 p.c.", the following: "on and after January 1, 1985 24.3 p.c.".

4. That subsection 3(2.3) of the said Act be repealed and the following substituted therefor:

"(2.3) Television apparatus and parts thereof for use in community antenna television transmission lines classified under tariff items 44533-1 or 44533-8, audio-frequency electric amplifiers and parts thereof for use in community antenna television transmission lines classified under tariff item 44540-1 and goods classified under tariff items 2300-1, 14100-1, 14101-1, 14102-1, 42701-1, 42701-2, 42701-3, 42815-1 and 56805-1 are excluded from the operation of subsection (2.2)."

5. That paragraph 3.1(3)(a) of the said Act be amended by inserting immediately after the reference to "14100-1", a reference to "14101-1, 14102-1,".

6. That paragraph 5(3)(b) of the said Act be repealed and the following substituted therefor:

"(b) duties on goods that are classified under any of the following tariff items, namely:

Tariff items 17900-1, 18100-1, 20210-1, 28800-1, 32202-1, 32300-1, 36200-1, 41505-1, 41505-2, 41505-3, 43900-1, 44500-1, 51800-1, 51805-1, 51806-1, 52202-1, 52203-1, 53205-1, 53210-1, 53215-1, 53235-1, 53405-1, 53410-1, 54205-1, 54205-2, 54215-1, 55301-1, 55302-1, 55825-1, 55830-1, 55835-1, 56105-1, 56110-1, 56205-1, 56510-1, 56521-1, 56805-1, 56810-1, 56820-1, 56825-1, 56910-1, 56915-1, 57200-1, 57201-1, 57202-1, 57203-1, 57401-1, 57600-1, 59705-1, 59705-2, 61105-1, 61105-2, 61105-3, 61110-1, 61500-1, 61900-1, 63400-1, 64700-1, 65100-1, 65101-1, 65102-1, 65105-1, 65610-1, 65615-1 and 65620-1.”

7. That section 12 of the said Act be repealed and the following substituted therefor:

“12. The Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, may from time to time reduce or remove any duty applicable under any tariff item in Chapters 915, 928, 929 and 939 of Group XII of Schedule A, with the exception of tariff items 93901-61, 93901-71, 93901-75, 93902-61, 93902-71, 93902-75, 93903-71, 93903-75 and 93903-77, and *any item under heading 93907*, on any goods classified, for purposes of this Act, under any one of the said items, and the reduction or removal shall apply under such conditions and for such period as may be specified by the Governor in Council.”

8. That the said Act be further amended by adding thereto, immediately after section 22, the following section:

“23. (1) The rate of duty applicable under this or any other Act of Parliament, or under any regulation or order in council made thereunder, to goods that are used goods or less than prime quality goods is the rate of duty otherwise applicable to those goods increased by twenty-five per cent.

(2) The Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, may make regulations

(a) defining, for the purposes of this section, the expressions “used goods” and “less than prime quality goods”;

(b) excluding used goods and less than prime quality goods and any class or category thereof, in whole or in part, from the application of this section; and

(c) suspending the application of this section in respect of any used goods or less than prime quality goods or any class or category thereof.

(3) Sections 46 to 50 of the *Customs Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to any importer affected by the application of this section.”

9. That Schedule A to the said Act be amended by striking out in the paragraph immediately following tariff item 8748-1 the reference to “weighing five pounds or less, each,” and by substituting therefor a reference to “weighing five pounds or 2.27 kilograms or less, each, or that are labelled, advertised, or sold as such,”.

10. That Schedule A to the said Act be further amended by striking out tariff items:

14100-1, 17800-1, 17800-3, 18030-1, 18100-1, 18700-1, 19910-1, 22001-1, 23400-1, 28900-1, 28900-2, 32603-1, 35200-1, 35400-1, 41400-1, 41500-1, 41505-1, 41505-2, 41515-1, 42700-5, 42701-1, 43910-1, 43910-2, 44300-1, 44300-2, 44300-3, 44300-4, 44504-1, 44506-1, 44508-1, 44512-1, 44516-1, 44524-1, 44533-1, 44533-2, 44533-3, 44533-4, 44533-5, 44536-3, 44537-1, 44538-1, 44540-1, 44542-1, 44603-1, 44612-1, 51100-1, 51110-1, 51400-1, 51805-1, 51902-1, 54125-1, 61105-1, 61800-1, 61815-2, 62410-1, 62900-1, 64700-1, 71002-1, 71003-1, 71006-1, 91510-4, 93402-1, 93902-3, 93902-42, 93902-82 and 93907-1

and the enumerations of goods, the rates of duty set opposite each of those items and any paragraphs immediately following tariff items 14100-1, 42700-9, 42701-2, 44533-5 and 44540-1 and by inserting in Schedule A to the said Act the items, enumerations of goods and rates of duty and the paragraphs as specified in Schedule I to this motion.

11. That Schedule A to the said Act be further amended by striking out in tariff item 44548-1 the reference to “tariff items 44533-1, 44533-2, 44533-3, 44533-4, 44533-5, 44534-1, 44535-1, 44536-1, 44536-2, 44536-3, 44538-1 and 44540-1” and substituting therefor a reference to “tariff items 44533-1, 44533-2, 44533-3, 44533-4, 44533-5, 44533-6, 44533-7, 44533-8, 44534-1, 44535-1, 44536-1, 44536-2, 44536-3, 44536-5, 44538-3, 44538-4 and 44540-1”.

12. That Schedule A to the said Act be further amended by striking out in tariff item 44550-1 the reference to “tariff items 44533-1, 44533-2, 44533-3, 44533-4, 44533-5, 44534-1, 44535-1, 44538-1,” and substituting therefor a reference to “tariff items 44533-1, 44533-2, 44533-3, 44533-4, 44533-5, 44533-6, 44533-7, 44533-8, 44534-1, 44535-1, 44538-3, 44538-4,”.

13. That Schedule A to the said Act be further amended by striking out in tariff item 69605-1 the reference to “tariff items 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42701-1, or 42701-2” and substituting therefor a reference to “tariff items 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-11, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15, 42700-16, 42701-1, 42701-2, or 42701-3”.

14. That Schedule A of the said Act be further amended by striking out in tariff item 69605-1 subparagraph (a)(iv) and in tariff item 69605-2 paragraph (d) the words “any school separately incorporated in Canada that offers” and by substituting therefor a reference to “any school, *either separately incorporated in Canada or, if not incorporated, not related in any manner to non-qualifying organizations, solely established to offer*”.

15. That Schedule A to the said Act be further amended by striking out tariff item 44062-1 and the enumeration of goods and the rates of duty set opposite that tariff item and by inserting in Schedule A to the said Act the item, enumeration of goods and rates of duty specified in Schedule II to this motion.

16. That Schedule A to the said Act be further amended by striking out tariff items:

6905-1, 6905-2, 17315-1, 17800-2, 19510-1, 19755-1, 41040-1, 41305-1, 42000-1, 42100-1, 42600-1, 43150-1, 43155-1, 43705-1, 43710-1, 44028-1, 44315-1, 44320-1, 44530-1, 44725-1, 46218-1, 46220-1, 46245-1, 46246-1, 49201-1, 49202-1, 51105-1, 51145-1, 59730-1, 65804-1, 65810-1, 65811-1, 65815-1, 69005-1, 69625-1, 69640-1 and 93811-3

and the enumerations of goods and the rates of duty set opposite each of those items and by inserting in Schedule A to the said Act the items, enumerations of goods and rates of duty specified in Schedule III to this motion.

17. That the French version of Schedule A to the said Act be amended by striking out in tariff item 19700-4 the reference to “ondulé, non coupé en fonction de dimensions ou de formes précises” and substituting therefor a reference to “*pour cannelure, non coupé en fonction de dimensions ou de formes précises*”.

18. That the French version of Schedule A to the said Act be further amended by striking out in tariff item 50600-8 the reference to “moulures en bois de plus d’un côté profilé” and substituting therefor a reference to “moulures en bois de plus d’un profil”.

19. That the English version of Schedule A to the said Act be amended by striking out in tariff item 50055-1 the reference to “not over six feet in length or over fifteen inches in width,” and substituting therefor a reference to “*over fifteen inches in width and not over six feet in length,*”.

20. That the English version of Schedule A to the said Act be further amended by striking out in Note 1. immediately following tariff item 50075-1 the reference to “siding and mouldings of wood having the same profile and cross-section throughout their length,” and substituting therefor a reference to “siding and mouldings of wood having the same profile *in* cross-section throughout their length;”.

21. That any enactment founded on paragraphs 1, 9, 14 and 16 to 20 inclusive of this motion shall be deemed to have come into force on the 16th day of February, 1984, and to have been applied to all goods mentioned in the said paragraphs imported or taken out of warehouse for consumption on or after that day, and to have applied to goods previously imported for which no entry for consumption was made before that day.

22. That any enactment founded on paragraphs 2 to 8 inclusive, 10 to 13 inclusive and 15 of this motion shall come into force on the 1st day of January, 1985, and shall apply to all goods mentioned in the said paragraphs imported or taken out of warehouse for consumption on or after that day, and shall apply to goods previously imported for which no entry for consumption was made before that day.

Schedule I

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	General Prefer- ential Tariff
14100-1	Sugar candy and confectionery, n.o.p., including sweetened gums, candied popcorn, candied nuts, flavouring powders, custard powders, jelly pow- ders, sweetmeats, sweetened breads, cakes, pies, puddings and all other confections containing sugar.....	13 p.c. 13 p.c. 13 p.c.	16.8 p.c. 16.1 p.c. 15.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	7.5 p.c. 7.5 p.c. 7.5 p.c.	7.5 p.c. 7.5 p.c. 7.5 p.c.
	on and after January 1, 1986				12.5 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987				12.5 p.c.	35 p.c.
14101-1	Liquorice candy.....	14.3 p.c.	18.1 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	7.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	14.3 p.c.	17.4 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	7.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	14.2 p.c.	16.7 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	7.5 p.c.
14102-1	Toffee.....	13.9 p.c.	17.7 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	7.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	13.8 p.c.	16.9 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	7.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	13.8 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	7.5 p.c.
Except in the case of goods classified under tariff items 14100-1, 14101-1 and 14102-1 that are the growth, produce or manufacture of the United King- dom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, or the Republic of Ireland, the Most-Favoured-Nation Tariff applies.						
17700-1	Advertising catalogues.....	5 cts.	2.5 cts.	15 cts.	Free	Free
	but not less than	—	30.5 p.c.	35 p.c.	2.5 cts.	15 cts.
	on and after January 1, 1986				21.3 p.c.	35 p.c.
	per pound	5 cts.	1.25 cts.	15 cts.	Free	Free
	but not less than	—	29.5 p.c.	35 p.c.	1.25 cts.	15 cts.
					20.6 p.c.	35 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
17800-1	on and after January 1, 1987	5 cts.	—	15 cts.	Free	5 cts.	—	15 cts.	Free
	per pound	—	28.6 p.c.	35 p.c.	—	—	20 p.c.	35 p.c.	—
	but not less than	—	—	—	—	—	—	—	—
	Advertising and printed matter, viz.: Advertising pamphlets, advertising show cards, illustrated advertising periodicals; catalogues, <i>n.o.p.</i> , price lists and price books; advertising almanacs and calendars; patent medicine or other advertising circulars, fly sheets or pamphlets; advertising chromos, chromotypes, oleographs or like work produced by any process other than hand painting or drawing, and having any advertisement or advertising matter printed, lithographed or stamped thereon, or attached thereto, including advertising bills, folders and posters, or other similar artistic work, lithographed, printed or stamped on paper or cardboard for business or advertisement purposes, <i>n.o.p.</i>.....per pound	5 cts.	2.5 cts.	15 cts.	Free	5 cts.	2.5 cts.	15 cts.	Free
	but not less than	—	25.9 p.c.	35 p.c.	—	—	21.3 p.c.	35 p.c.	—
	on and after January 1, 1986	5 cts.	1.25 cts.	15 cts.	Free	5 cts.	1.25 cts.	15 cts.	Free
	per pound	—	25 p.c.	35 p.c.	—	—	20.6 p.c.	35 p.c.	—
	but not less than	—	—	—	—	—	—	—	—
	on and after January 1, 1987	5 cts.	—	15 cts.	Free	5 cts.	—	15 cts.	Free
	per pound	—	24.3 p.c.	35 p.c.	—	—	20 p.c.	35 p.c.	—
	but not less than	—	—	—	—	—	—	—	—
	Goods specified in items 17700-1 and 17800-1 shall be exempt from customs duty when produced in countries entitled to the British Preferential Tariff or Most-Favoured-Nation Tariff and relat-	—	—	—	—	—	—	—	—

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
18030-1	ing exclusively to products or services of such countries, but not relating to Canadian products or services.								
	Plans and drawings, related specifications, any substitute therefor, reproductions of the foregoing, n.o.p.; maps and charts, n.o.p.	12.6 p.c. 11.7 p.c. 10.7 p.c.	12.6 p.c. 11.7 p.c. 10.7 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	Free Free Free	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	Free Free Free
18100-1	Bank notes, bonds, bills of exchange, cheques, promissory notes, drafts and all similar work, unsigned, and cards or other commercial blank forms printed or lithographed, or printed from steel or copper or other plates; printed matter, n.o.p.	14.6 p.c. 13.4 p.c. 12.2 p.c.	14.6 p.c. 13.4 p.c. 12.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
18700-1	Albumentized and other papers, textile fabrics and films, n.o.p.; all the foregoing chemically prepared for photographers' use	Free Free Free	12.2 p.c. 11.3 p.c. 10.4 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	Free Free Free	Free Free Free	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	Free Free Free
18701-1	Microfilm, unexposed	Free Free Free	13.3 p.c. 12.3 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	Free Free Free	Free Free Free	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	Free Free Free
	Tarred paper and prepared roofings (including shingles), tiles and lay-in panels for ceilings, fibre-								

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
19200-7	board, strawboard, sheathing and insulation, manufactured wholly or in part of vegetable fibres, n.o.p.; blotting paper, not printed nor illustrated:								
	<i>Gypsum wallboard</i>	10.9 p.c.	10.9 p.c.	35 p.c.	Free	10.7 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	Free
	on and after January 1, 1986	10.1 p.c.	10.1 p.c.	35 p.c.	Free	9.9 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	Free
	on and after January 1, 1987	9.4 p.c.	9.4 p.c.	35 p.c.	Free	9.2 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	Free
19900-3	<i>Box files of paper or paperboard</i>	13.2 p.c.	13.2 p.c.	35 p.c.	8.5 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	35 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1986	12.2 p.c.	12.2 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.2 p.c.	11.2 p.c.	35 p.c.	7 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.	6.5 p.c.
19900-4	<i>Printed envelopes, which otherwise would be classified under tariff item 19900-1, not padded, excluding envelopes for seeds</i>	12.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	35 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.5 p.c.	11.5 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.6 p.c.	10.6 p.c.	35 p.c.	7 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.	6.5 p.c.
19910-1	Containers wholly or partially manufactured from fibreboard or paperboard, n.o.p.....	Free	12.2 p.c.	35 p.c.	Free	Free	12 p.c.	35 p.c.	Free
	on and after January 1, 1986	Free	11.3 p.c.	35 p.c.	Free	Free	11.1 p.c.	35 p.c.	Free
	on and after January 1, 1987	Free	10.4 p.c.	35 p.c.	Free	Free	10.2 p.c.	35 p.c.	Free

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
	ters, liniments, salves, ointments, pastes, drops, waters, essences and oils.....	10.4 p.c.	10.4 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	9.9 p.c.	9.9 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	9.5 p.c.	9.5 p.c.	25 p.c.	6 p.c.	9.2 p.c.	9.2 p.c.	25 p.c.	6 p.c.
	Any article in this item containing more than forty per cent of proof spirit shall be rated for duty at	\$1.50	\$1.50	\$2.00	\$1.00	\$1.50	\$1.50	\$2.00	\$1.00
	and	11.1 p.c.	11.1 p.c.	25 p.c.	7 p.c.	10.7 p.c.	10.7 p.c.	25 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1986								
	per gallon	\$1.50	\$1.50	\$2.00	\$1.00	\$1.50	\$1.50	\$2.00	\$1.00
	and	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	9.9 p.c.	9.9 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.
	on and after January 1, 1987								
	per gallon	\$1.50	\$1.50	\$2.00	\$1.00	\$1.50	\$1.50	\$2.00	\$1.00
	and	9.5 p.c.	9.5 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	9.2 p.c.	9.2 p.c.	25 p.c.	6 p.c.
23400-1	Perfumery, including toilet preparations, non- alcoholic, namely: hair oils, tooth and other pow- ders and washes, pomatums, pastes and all other perfumed preparations, n.o.p., used for the hair, mouth or skin	14.5 p.c.	14.5 p.c.	40 p.c.	9.5 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	40 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1986	13.4 p.c.	13.4 p.c.	40 p.c.	8.5 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	40 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1987	12.2 p.c.	12.2 p.c.	40 p.c.	8 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	40 p.c.	7.5 p.c.
28900-1	Baths, bathtubs, basins, closets, closet seats and covers, closet tanks, lavatories, urinals, sinks and laundry tubs of earthenware, stone, cement, clay or other material, n.o.p.	12.6 p.c.	13.6 p.c.	35 p.c.	Free	12.5 p.c.	13.5 p.c.	35 p.c.	Free
	on and after January 1, 1986	12.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	Free	12.4 p.c.	12.4 p.c.	35 p.c.	Free
	on and after January 1, 1987	11.4 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	Free	11.3 p.c.	11.3 p.c.	35 p.c.	Free

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	General Prefer- ential Tariff
28900-2	Toilet bowls and tanks and combinations thereof of china.....	12.6 p.c.	13.6 p.c.	35 p.c.	9 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1986	12.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.4 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	7.5 p.c.
32603-1	Demijohns or carboys, bottles, flasks, jars and balls, of glass, not cut, n.o.p.; lamp chimneys of glass, n.o.p.....	13.6 p.c.	13.6 p.c.	32.5 p.c.	9 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1986	12.5 p.c.	12.5 p.c.	32.5 p.c.	8 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.4 p.c.	11.4 p.c.	32.5 p.c.	7.5 p.c.	7.5 p.c.
35200-1	Brass and copper nails, tacks, rivets and burrs or washers; bells and gongs, n.o.p.; and manufactures of brass or copper, n.o.p.....	12.1 p.c.	12.1 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.2 p.c.	11.2 p.c.	30 p.c.	7 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.3 p.c.	10.3 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.	6.5 p.c.
35400-1	Manufactures of aluminum, n.o.p.....	12.1 p.c.	12.1 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.2 p.c.	11.2 p.c.	30 p.c.	7 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.3 p.c.	10.3 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.	6.5 p.c.
41400-1	Typewriters.....	Free	5.2 p.c.	25 p.c.	Free	Free
	on and after January 1, 1986	Free	2.6 p.c.	25 p.c.	Free	Free
	on and after January 1, 1987	Free	Free	25 p.c.	Free	Free
	Electric vacuum cleaners and attachments therefor; hand vacuum cleaners; and complete parts of all the foregoing, including suction hose, n.o.p.:					
41500-1	Other than the following.....	5 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1986	5 p.c.	14 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	5 p.c.
	on and after January 1, 1987	5 p.c.	12.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	5 p.c.

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
41500-2	Commercial or industrial vacuum cleaners..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	5.1 p.c. 5.1 p.c. 5.1 p.c.	15.1 p.c. 14.1 p.c. 12.6 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	5.1 p.c. 5.1 p.c. 5.1 p.c.	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c.	15 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c.
	Refrigerators and combination refrigerator-freezers, domestic or store, completely equipped or not:								
41505-1	Domestic, electric, with refrigerator capacity of not less than 0.38 m ³ on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	15.7 p.c. 14.2 p.c. 12.6 p.c.	15.7 p.c. 14.2 p.c. 12.6 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.
41505-2	Domestic, n.o.p..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.
41505-3	Store..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
	Washing machines, domestic, with or without motive power incorporated therein; complete parts of washing machines:								
41515-1	Other than the following..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	15 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	15 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.
41516-1	Complete parts of electric washing machines..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	15.1 p.c. 14.1 p.c. 12.6 p.c.	15.6 p.c. 14.1 p.c. 12.6 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	15 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion						
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Preferential Tariff
42700-5	Machines, n.o.p., and accessories, attachments, control equipment and tools for use therewith; parts of the foregoing:							
	Household machines, electric motor driven, including knives, knife sharpeners, floor polishers, humidifiers, air conditioners, tooth brushes, can openers, hair dryers, food mixers, food blenders, food grinders, food choppers, garbage disposal units, portable dishwashers, shoe polishers, clothes brushes, massagers, and combinations thereof; accessories, attachments, control equipment and tools for use therewith; parts of the foregoing	2.5 p.c.	13.5 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.	13.5 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	2.5 p.c.	13 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.	13 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	2.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.	12.5 p.c.	2.5 p.c.
		4.8 p.c.	13 p.c.	35 p.c.	4.8 p.c.	2.5 p.c.	10.7 p.c.	2.5 p.c.
42700-10	Parts of portable air compressors	4.6 p.c.	12 p.c.	35 p.c.	4.6 p.c.	2.5 p.c.	9.9 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	4.4 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.	4.4 p.c.	2.5 p.c.	9.2 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987							
42700-11	Electric dishwashers, not including electric portable dishwashers, household, n.o.p.	4.2 p.c.	15.2 p.c.	35 p.c.	4.2 p.c.	2.5 p.c.	13.5 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	4.1 p.c.	14.6 p.c.	35 p.c.	4.1 p.c.	2.5 p.c.	13 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	4.1 p.c.	14.1 p.c.	35 p.c.	4.1 p.c.	2.5 p.c.	12.5 p.c.	2.5 p.c.
42700-12	Parts of electric dishwashers enumerated in tariff item 42700-11, other than parts otherwise entitled to entry under tariff items 42700-5, 42700-6 or 42700-8	2.5 p.c.	13.5 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.	13.5 p.c.	2.5 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
42700-13	on and after January 1, 1986	2.5 p.c.	13 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.	13 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	2.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
	Parts of food mixers enumerated in tariff item 42700-5	3.2 p.c.	14.2 p.c.	35 p.c.	3.2 p.c.	2.5 p.c.	13.5 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
42700-14	on and after January 1, 1986	3.1 p.c.	13.6 p.c.	35 p.c.	3.1 p.c.	2.5 p.c.	13 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	3.1 p.c.	13.1 p.c.	35 p.c.	3.1 p.c.	2.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
	Vending machines for hot or cold beverages, ice cream or cigarettes.....	2.5 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
42700-15	on and after January 1, 1986	2.5 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	2.5 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
	Vending machines for candy	3 p.c.	11.2 p.c.	35 p.c.	3 p.c.	2.5 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
42700-16	on and after January 1, 1986	3 p.c.	10.4 p.c.	35 p.c.	3 p.c.	2.5 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	3 p.c.	9.7 p.c.	35 p.c.	3 p.c.	2.5 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
	Vending machines, n.o.p.	2.9 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.	2.9 p.c.	2.5 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	2.9 p.c.	10.3 p.c.	35 p.c.	2.9 p.c.	2.5 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	2.8 p.c.	9.5 p.c.	35 p.c.	2.8 p.c.	2.5 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.

Except that in the case of the importation into Canada of any goods enumerated in tariff items 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-11, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15 and 42700-16, the Governor in Council on the recommendation of the Minister of Regional Industrial Expansion may, whenever he considers that it is in the public interest and that the goods are not available from production in Canada, remit the duty specified in these items

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion					
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P.	
						Tariff	Tariff
						M.F.N. Tariff	General Tariff
							General Prefer- ential Tariff
42701-1	Other than the following.....	2.7 p.c.	10.9 p.c.	35 p.c.	2.7 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	2.6 p.c.	10 p.c.	35 p.c.	2.6 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	2.6 p.c.	9.3 p.c.	35 p.c.	2.6 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.
42701-3	<i>Factory or warehouse fork lift trucks, powered by</i>						
	<i>liquefied petroleum gas.....</i>	2.7 p.c.	10.9 p.c.	35 p.c.	2.7 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	2.7 p.c.	10.1 p.c.	35 p.c.	2.7 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	2.7 p.c.	9.4 p.c.	35 p.c.	2.7 p.c.	2.5 p.c.	2.5 p.c.

applicable to the goods, and subsections 17(2), (3), (4), (5) and (8) of the *Financial Administration Act* apply in the case of a remission granted under this provision.

Articles which otherwise would be classified under tariff items 42700-1 to 42700-4, namely: compressor sets, electricity generating sets, fork lift trucks, front-end loaders or tractor shovels, gear reducers, pumps and pump sets, motor operated valves, positive displacement blowers and vacuum pumps, metal working lathes, metal working milling machines, cutting tools for use with metal working machines, articulated folding boom-type cranes designed for mounting on trucks; accessories, attachments and control equipment for use therewith; parts of the foregoing:

Except that in the case of the importation into Canada of any goods enumerated in tariff items 42701-1, 42701-2 and 42701-3 that are the manufacture of the United Kingdom of Great Britain and

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	General Prefer- ential Tariff
	Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, or the Republic of Ireland, the Most-Favoured-Nation Tariff applies.					
	Except that in the case of the importation into Canada of any goods enumerated in tariff items 42701-1, 42701-2 and 42701-3, the Governor in Council on the recommendation of the <i>Minister of Regional Industrial Expansion</i> may, whenever he considers that it is in the public interest and that the goods are not available from production in Canada, remit the duty specified in these items applicable to the goods, and subsections 17(2), (3), (4), (5) and (8) of the <i>Financial Administration Act</i> apply in the case of a remission granted under this provision.					
	Cars and trailers including house trailers, n.o.p., wheelbarrows, trucks, road or railway scrapers and hand carts:					
43910-1	Cars, travel trailers, tent trailers, non-commercial snowmobile, utility, boat and commercial horse trailers, trailers for use as permanent mountings for machinery or equipment; wheelbarrows, trucks and hand carts; road or railway scrapers..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.
43910-3	Road maintenance graders, self propelled on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	10.1 p.c. 10.1 p.c. 10.1 p.c.	12.1 p.c. 11.2 p.c. 10.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
43910-4	Other	10.2 p.c.	12.2 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	10 p.c.	12 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1986	10.2 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.	10 p.c.	11.1 p.c.	30 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.2 p.c.	10.4 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	10.2 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.
43910-5	Mobile homes and truck trailers, n.o.p.	10 p.c.	15.6 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	15.6 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1986	10 p.c.	15.3 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	15.3 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1987	10 p.c.	15 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	15 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
44034-3	Sportsmen's fishing lines in retail packages	Free	12.7 p.c.	30 p.c.	Free	Free	12 p.c.	30 p.c.	Free
	on and after January 1, 1986	Free	11.7 p.c.	30 p.c.	Free	Free	11.1 p.c.	30 p.c.	Free
	on and after January 1, 1987	Free	10.8 p.c.	30 p.c.	Free	Free	10.2 p.c.	30 p.c.	Free
44126-1	Pump or slide-action shotguns	Free	6.1 p.c.	30 p.c.	Free	Free	6 p.c.	30 p.c.	Free
	on and after January 1, 1986	Free	5.9 p.c.	30 p.c.	Free	Free	5.8 p.c.	30 p.c.	Free
	on and after January 1, 1987	Free	5.6 p.c.	30 p.c.	Free	Free	5.5 p.c.	30 p.c.	Free
	Apparatus, and parts thereof, for cooking or for heating buildings, not to include commercial food processing machines, namely, continuous pressure and atmospheric preheaters and cookers, and parts thereof, for sterilizing or for cooking or for both sterilizing and cooking food products in hermetically sealed containers:								
11300-1	Other than the following	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1986	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.
11300-2	Commercial automatic openers	13.9 p.c.	13.9 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1986	12.7 p.c.	12.7 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.5 p.c.	11.5 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
44300-3	Parts, other than heating elements, of electric stoves or ranges.....	13.6 p.c.	13.6 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1986	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.4 p.c.	11.4 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.
44300-4	Parts of gas stoves or ranges.....	14.4 p.c.	14.4 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1986	13.3 p.c.	13.3 p.c.	30 p.c.	8.5 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1987	12.1 p.c.	12.1 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.
	Apparatus for cooking, designed for household use; parts thereof:								
44300-10	Other than the following.....	15.1 p.c.	15.6 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	15 p.c.	15.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1986	14.1 p.c.	14.1 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	14 p.c.	14 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1987	12.6 p.c.	12.6 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
44300-11	Electric coffee makers.....	17.3 p.c.	17.8 p.c.	30 p.c.	11.5 p.c.	15 p.c.	15.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1986	16 p.c.	16 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	14 p.c.	14 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1987	14.3 p.c.	14.3 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
44300-12	Parts of gas stoves or ranges.....	16.1 p.c.	16.6 p.c.	30 p.c.	10.5 p.c.	15 p.c.	15.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
	on and after January 1, 1986	15 p.c.	15 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	14 p.c.	14 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1987	13.4 p.c.	13.4 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
44300-20	Apparatus for heating buildings, designed for household use; parts thereof.....	14.4 p.c.	14.4 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	14.4 p.c.	14.4 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	13.4 p.c.	13.4 p.c.	30 p.c.	8.5 p.c.	13.4 p.c.	13.4 p.c.	30 p.c.	8.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
44300-30	Mechanical popcorn cookers and parts thereof.....	Free	Free	30 p.c.	Free	Free	Free	30 p.c.	Free

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
44504-1	Electric arc lamps and incandescent electric light lamps, n.o.p..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	13.7 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	13.7 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
44504-2	Fluorescent lamps..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	15.2 p.c. 13.9 p.c. 12.7 p.c.	15.2 p.c. 13.9 p.c. 12.7 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
	Incandescent lamps over 31 volts:								
44504-3	Other than the following..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	15 p.c. 13.8 p.c. 12.6 p.c.	15 p.c. 13.8 p.c. 12.6 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
44504-4	Infra-red..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
44504-5	Quartz-halogen..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	16.1 p.c. 14.8 p.c. 13.5 p.c.	16.1 p.c. 14.8 p.c. 13.5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10.5 p.c. 9.5 p.c. 9 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
	Electric telegraph apparatus and complete parts thereof, other than goods enumerated in tariff item 44546-1:								
44506-1	Other than the following..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	Free Free Free	12.2 p.c. 11.3 p.c. 10.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	Free Free Free	Free Free Free	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	Free Free Free
44506-2	Telegraph stock ticker terminals, telegraph keyboard perforators, teletype terminal equipment and tele-								

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
	<i>graph facsimile apparatus</i>	Free	12 p.c.	30 p.c.	Free	Free	12 p.c.	30 p.c.	Free
	on and after January 1, 1986	Free	11.1 p.c.	30 p.c.	Free	Free	11.1 p.c.	30 p.c.	Free
	on and after January 1, 1987	Free	10.2 p.c.	30 p.c.	Free	Free	10.2 p.c.	30 p.c.	Free
44506-3	<i>Complete parts of all the foregoing</i>	Free	12 p.c.	30 p.c.	Free	Free	12 p.c.	30 p.c.	Free
	on and after January 1, 1986	Free	11.1 p.c.	30 p.c.	Free	Free	11.1 p.c.	30 p.c.	Free
	on and after January 1, 1987	Free	10.2 p.c.	30 p.c.	Free	Free	10.2 p.c.	30 p.c.	Free
	Electric telephone apparatus and complete parts thereof:								
44508-1	<i>Other than the following</i>	10.3 p.c.	17.8 p.c.	30 p.c.	10.3 p.c.	10 p.c.	17.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
44508-2	<i>Telephone hand sets, video telephones and telephone intercommunication systems</i>	10 p.c.	17.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	17.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
44508-3	<i>Complete parts of all the foregoing</i>	10.1 p.c.	17.6 p.c.	30 p.c.	10.1 p.c.	10 p.c.	17.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
44512-1	Electric and galvanic batteries, n.o.p., and complete parts thereof, including separator walls of wood, cut to size or not.....	12.7 p.c.	12.7 p.c.	27.5 p.c.	8 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	27.5 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.7 p.c.	11.7 p.c.	27.5 p.c.	7.5 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	27.5 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.8 p.c.	10.8 p.c.	27.5 p.c.	7 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	27.5 p.c.	6.5 p.c.
44516-1	Electric motors, and complete parts thereof, n.o.p.	10.8 p.c.	10.8 p.c.	37.5 p.c.	7 p.c.	10.7 p.c.	10.7 p.c.	37.5 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1986	10 p.c.	10 p.c.	37.5 p.c.	6.5 p.c.	9.9 p.c.	9.9 p.c.	37.5 p.c.	6.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	9.3 p.c.	9.3 p.c.	37.5 p.c.	6 p.c.	9.2 p.c.	9.2 p.c.	37.5 p.c.	6 p.c.
	Electric apparatus and complete parts thereof, n.o.p.:								

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion					
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Preferential Tariff
44524-1	<i>Other than the following</i>						
	on and after January 1, 1986	12.2 p.c.	12.2 p.c.	30 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.3 p.c.	10.3 p.c.	30 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	30 p.c.
44524-7	<i>Electric receptacle boxes and covers, of metal</i>						
	on and after January 1, 1986	12.8 p.c.	12.8 p.c.	30 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.8 p.c.	11.8 p.c.	30 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.9 p.c.	10.9 p.c.	30 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	30 p.c.
44524-8	<i>Electric junction boxes</i>						
	on and after January 1, 1986	13.6 p.c.	13.6 p.c.	30 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1986	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.5 p.c.	11.5 p.c.	30 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	30 p.c.
44524-9	<i>Industrial control-type switches</i>						
	on and after January 1, 1986	12.9 p.c.	12.9 p.c.	30 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.9 p.c.	11.9 p.c.	30 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.9 p.c.	10.9 p.c.	30 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	30 p.c.
44524-10	<i>Commercial battery chargers</i>						
	on and after January 1, 1986	12.3 p.c.	12.3 p.c.	30 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.4 p.c.	11.4 p.c.	30 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.5 p.c.	10.5 p.c.	30 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	30 p.c.
44524-11	<i>Burglar alarms</i>						
	on and after January 1, 1986	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.5 p.c.	11.5 p.c.	30 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	30 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.6 p.c.	10.6 p.c.	30 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	30 p.c.
Radio and television apparatus and parts thereof, n.o.p.c.							
44533-1	<i>Other than the following</i>						
	on and after January 1, 1986	Free	11 p.c.	25 p.c.	Free	10.7 p.c.	25 p.c.
	on and after January 1, 1986	Free	10.2 p.c.	25 p.c.	Free	9.9 p.c.	25 p.c.
	on and after January 1, 1987	Free	9.5 p.c.	25 p.c.	Free	9.2 p.c.	25 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
44533-2	Domestic radio receiving sets, including radio receiving sets for motor vehicles, other than receiver-tuner-amplifier combinations; parts of domestic radio receiving sets..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	Free Free Free	3.8 p.c. 1.9 p.c. Free	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free	Free Free Free	3.8 p.c. 1.9 p.c. Free	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free
44533-3	Receiver-tuner-amplifier combinations of domestic radio receiving sets, including radio receiving sets for motor vehicles..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	Free Free Free	4.7 p.c. 2.4 p.c. Free	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free	Free Free Free	3.8 p.c. 1.9 p.c. Free	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free
44533-4	Domestic colour television receiving sets, other than 19 inch screen; parts of domestic colour television receiving sets..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	Free Free Free	10 p.c. 8.8 p.c. 7.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free	Free Free Free	10 p.c. 8.8 p.c. 7.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free
44533-5	Domestic colour television receiving sets, 19 inch screen..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	Free Free Free	11 p.c. 9.7 p.c. 8.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free	Free Free Free	10 p.c. 8.8 p.c. 7.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free
44533-6	Monochrome television receiving sets and parts thereof..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	Free Free Free	3 p.c. 1.5 p.c. Free	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free	Free Free Free	3 p.c. 1.5 p.c. Free	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free
44533-7	Colour television cameras and parts thereof.....	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	Free

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
44533-8	<i>Domestic receiving antennae, and mountings there- for, for radio or television, not including citizens band radio</i>	Free	11.4 p.c. 10.5 p.c. 9.8 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free	Free Free Free	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free
	on and after January 1, 1986	Free							
	on and after January 1, 1987	Free							
	Except that in the case of television apparatus and parts thereof, for use in community antenna television transmission lines, classified under tariff items 44533-1 or 44533-8, that are the manufacture of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, or the Republic of Ireland, the Most-Favoured-Nation Tariff applies.								
44536-3	Turntables.....	2 p.c. 1 p.c. Free	2 p.c. 1 p.c. Free	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	1 p.c. 0.5 p.c. Free	1 p.c. 0.5 p.c. Free	1.9 p.c. 0.9 p.c. Free	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	1 p.c. 0.5 p.c. Free
	on and after January 1, 1986								
	on and after January 1, 1987								
44536-5	Tone arms	1.9 p.c. 0.9 p.c. Free	1.9 p.c. 0.9 p.c. Free	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	1 p.c. 0.5 p.c. Free	1 p.c. 0.5 p.c. Free	1.9 p.c. 0.9 p.c. Free	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	1 p.c. 0.5 p.c. Free
	on and after January 1, 1986								
	on and after January 1, 1987								
44537-1	Parts and materials for use in the manufacture or repair of the goods enumerated in tariff items 44536-1, 44536-2, 44536-3 and 44536-5.....	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	Free

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	General Preferential Tariff
44538-3	Recorders, reproducers and dictation recording and transcribing equipment using magnetizable tape as a recording medium; parts thereof, n.o.p.: <i>Other than the following</i> on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	9.1 p.c. 8.6 p.c. 8 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	6 p.c. 5.5 p.c. 5 p.c.	6 p.c. 5.5 p.c. 5 p.c.
44538-4	<i>Video tape recorders and reproducers other than those used in television broadcasting</i> on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	9.5 p.c. 8.9 p.c. 8.3 p.c.	9.5 p.c. 8.9 p.c. 8.3 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	6 p.c. 5.5 p.c. 5.5 p.c.	6 p.c. 5.5 p.c. 5 p.c.
44540-1	Loudspeakers; audio-frequency electric amplifiers; parts thereof, n.o.p. on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	Free Free Free	11.4 p.c. 10.5 p.c. 9.8 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free	Free Free Free

Except that in the case of audio-frequency electric amplifiers and parts thereof, for use in community antenna television transmission lines, that are the manufacture of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands, the Isle of Man, or the Republic of Ireland, the Most-Favoured-Nation Tariff applies.

Electron tubes, except X-ray tubes;
Bases, beaded assemblies, cages, guns, mounts, stems and wire-wound grids, all for use in the manufacture of electron tubes, except X-ray tubes:

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
44542-1	Other than the following..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	Free Free Free	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	— — —	Free Free Free	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	— — —
44542-2	Television picture tubes, colour on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	Free Free Free	10.8 p.c. 10 p.c. 9.3 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	— — —	Free Free Free	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	— — —
	Manufactures, articles or wares, of iron or steel or of which iron or steel or both are the component materials of chief value, n.o.p.:								
44603-1	Other than the following..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	10.1 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	12.1 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.
44612-1	Bottles or cylinders of steel for use as high-pressure containers for gas..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	Free Free Free	12.4 p.c. 11.5 p.c. 10.6 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free	Free Free Free	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	Free Free Free
51100-1	Racquets and racquet frames; baseball bats; hollow practice golf balls; balls of all kinds for use in sports, games or athletics, n.o.p.; finished parts of golf clubs on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
51101-1	Golf balls, n.o.p. on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	14.7 p.c. 13.5 p.c. 12.3 p.c.	14.7 p.c. 13.5 p.c. 12.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion					General Prefer- ential Tariff		
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
51101-2	Golf clubs..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	14.5 p.c. 13.3 p.c. 12.1 p.c.	14.5 p.c. 13.3 p.c. 12.1 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
51110-1	Skis..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
51400-1	Coffins and caskets, <i>n.o.p.</i> ; metal parts of coffins and caskets.....	15 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	10 p.c.	15 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	10 p.c.
51400-2	Caskets and coffins, metal.....	19.5 p.c.	19.5 p.c.	25 p.c.	13 p.c.	15 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	10 p.c.
51805-1	Billiard tables, with or without pockets..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	17.9 p.c. 17.7 p.c. 17 p.c.	18.5 p.c. 17.7 p.c. 17 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	12 p.c. 11.5 p.c. 11 p.c.	15.7 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	16.3 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 10 p.c.
51806-1	Billiard cues, balls, cue-racks and cue-tips..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	15.7 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	16.3 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	15.7 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	16.3 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 10 p.c.
	House, office, cabinet or store furniture of wood, iron or other material, and parts thereof, not to include forgings, castings, and stampings of metal, in the rough:								
51901-2	Wooden bedroom furniture, not upholstered, not including cribs and bunk beds..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	15.3 p.c. 15.3 p.c. 15.3 p.c.	16.6 p.c. 15.9 p.c. 15.3 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	11 p.c. 10.5 p.c. 10 p.c.	15 p.c. 15 p.c. 15 p.c.	16.3 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 10 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
51901-3	Wooden office furniture, not including desks, visible record equipment, typewriter stands and tables..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	16.2 p.c. 16.1 p.c. 16.1 p.c.	17.5 p.c. 16.7 p.c. 16.1 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	11.5 p.c. 11 p.c. 10.5 p.c.	15 p.c. 15 p.c. 15 p.c.	16.3 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 10 p.c.
51901-4	Metal filing cabinets..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	14.1 p.c. 13.3 p.c. 12.7 p.c.	14.1 p.c. 13.3 p.c. 12.7 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	9 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	13.8 p.c. 13.1 p.c. 12.5 p.c.	13.8 p.c. 13.1 p.c. 12.5 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	9 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.
51901-5	In chief part by value of metal, n.o.p..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	13.9 p.c. 13.2 p.c. 12.6 p.c.	13.9 p.c. 13.2 p.c. 12.6 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	9 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	13.8 p.c. 13.1 p.c. 12.5 p.c.	13.8 p.c. 13.1 p.c. 12.5 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	9 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.
52307-1	Men's ski jackets made from woven fabrics wholly of cotton.....	30 p.c.	30 p.c.	35 p.c.	—	22.5 p.c.	22.5 p.c.	35 p.c.	—
54125-1	Cordage, exceeding 2.5 cm in circumference, n.o.p....	17.6 p.c.	20.1 p.c.	25 p.c.	—	17.5 p.c.	20 p.c.	25 p.c.	—
56301-1	Polyester-cotton percale bedsheets, not fitted	22.5 p.c.	27.5 p.c.	50 p.c.	—	20 p.c.	25 p.c.	50 p.c.	—
56831-1	Disposable gloves made of materials described in headings 93901 to 93906 inclusive	20.5 p.c.	25.5 p.c.	45 p.c.	17 p.c.	20 p.c.	25 p.c.	45 p.c.	16.5 p.c.
57201-1	Carpets, tufted, in rolls, otherwise classified under tariff item 57200-1: Other than the following..... and per square metre but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18.7 p.c. 18.7 p.c.	20.7 p.c. 18.3 cts. 20.7 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15 40 p.c. \$2.15	13.5 p.c. 12.2 cts. 18.7 p.c. 13.5 p.c. 5.7 cts.	18 p.c. 18 p.c.	20 p.c. 1.7 cts./ft ² 20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ² 40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 1.1 cts./ft ² 18 p.c. 13 p.c. 0.5 ct./ft ²

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion									
Tariff Item	British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	
57202-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18.7 p.c.	20.7 p.c.	40 p.c.	18.7 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	18 p.c.
				\$2.15	13.5 p.c.			20 cts./ft ²	13 p.c.
		18.1 p.c.	20.1 p.c. 18.3 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c. 12.2 cts.	18 p.c.	20 p.c. 1.7 cts./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 1.1 cts./ft ²
		18.1 p.c.	20.1 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c. 5.7 cts.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
57203-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18.1 p.c.	20.1 p.c.	40 p.c.	18.1 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 18.3 cts.	40 p.c. \$2.15	12.2 cts.	18 p.c.	20 p.c. 1.7 cts./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c. 5.7 cts.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	18 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	20 cts./ft ²	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61105-1	but not in excess of on and after January 1, 1986 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./ft ²
		18 p.c.	20 p.c. 8.6 cts.	40 p.c. \$2.15	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c. 0.8 ct./ft ²	40 p.c. 20 cts./ft ²	13 p.c. 0.5 ct./ft ²
		18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	13 p.c.
61800-1	but not in excess of on and after January 1, 1987 and per square metre	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	20 p.c.	40 p.c.	18 p.c.	13 p.c.
				\$2.15	13 p.c.			20 cts./ft ²	1.1 cts./

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion						
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Preferential Tariff
61815-2	Solid, press-on, industrial rubber tires, <i>n.o.p.</i> ; off-highway tires, the section width of the tire measuring at least 16 inches including normal sidewalls but not including protective side ribs, bars or decorations, and the diameter of the tire rim measuring at least 24 inches	13.1 p.c.	13.1 p.c.	35 p.c.	8.5 p.c.	13.1 p.c.	13.1 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.7 p.c.	11.7 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	11.7 p.c.	11.7 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.2 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.	6.5 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.
61815-3	Solid, press-on, industrial rubber tires, <i>not including used or retread tires</i>	14.4 p.c.	14.4 p.c.	35 p.c.	9.5 p.c.	13.1 p.c.	13.1 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	12.9 p.c.	12.9 p.c.	35 p.c.	8.5 p.c.	11.7 p.c.	11.7 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.2 p.c.	11.2 p.c.	35 p.c.	7 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.
61815-4	Solid or cushion industrial tires, <i>n.o.p.</i> , <i>not including used or retread tires</i>	13.2 p.c.	13.2 p.c.	35 p.c.	8.5 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	12.2 p.c.	12.2 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.2 p.c.	11.2 p.c.	35 p.c.	7 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.
	<i>Pneumatic tires, wholly or in part of rubber, other than tires entitled to entry under tariff items 61810-1 and 61815-2, and not including used or retread tires:</i>							
61815-5	Industrial, passenger car, bicycle, motorcycle, bus, truck, aircraft, racing car, farm implement, tractor or off-highway tires	12.6 p.c.	12.6 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.6 p.c.	11.6 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.7 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	7 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.
61815-6	<i>N.o.p.</i>	13.7 p.c.	13.7 p.c.	35 p.c.	9 p.c.	12 p.c.	12 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1986	12.6 p.c.	12.6 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	11.1 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.7 p.c.	11.7 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	10.2 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.

Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion								
Tariff Item		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff
62410-1	Toys of all kinds, n.o.p. on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	10.2 p.c. 10.2 p.c. 10.2 p.c.	14.6 p.c. 13.6 p.c. 12.7 p.c.	40 p.c. 40 p.c. 40 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	14.4 p.c. 13.4 p.c. 12.5 p.c.	40 p.c. 40 p.c. 40 p.c.
	Umbrellas, parasols and sunshades of all kinds and materials:							
62900-1	Garden, beach, patio or lawn type on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.
62900-2	N.o.p. on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.
64700-1	Jewellery of any material, for the adornment of the person, n.o.p. on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	16.4 p.c. 14.8 p.c. 13.3 p.c.	16.4 p.c. 14.8 p.c. 13.3 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	10.5 p.c. 9.5 p.c. 8.5 p.c.	16.2 p.c. 14.7 p.c. 13.2 p.c.	16.2 p.c. 14.7 p.c. 13.2 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.
	Buttons made of materials described in headings 93901 to 93906 inclusive:							
65101-1	Of polyester, acrylic or casein resins and, per gross on and after January 1, 1986 and, per gross on and after January 1, 1987 and, per gross	12.6 p.c. 5 cts. 12.6 p.c. 5 cts. 12.6 p.c. 5 cts.	14.5 p.c. 5 cts. 13.5 p.c. 5 cts. 12.6 p.c. 5 cts.	35 p.c. 5 cts. 35 p.c. 5 cts. 35 p.c. 5 cts.	9.5 p.c. 3.3 cts. 9 p.c. 3.3 cts. 8 p.c. 3.3 cts.	12.6 p.c. 5 cts. 12.6 p.c. 5 cts. 12.6 p.c. 5 cts.	14.5 p.c. 5 cts. 13.5 p.c. 5 cts. 12.6 p.c. 5 cts.	35 p.c. 5 cts. 35 p.c. 5 cts. 35 p.c. 5 cts.

Rates in Effect Prior to
Rates Proposed in this Motion

Tariff Item		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
65102-1	N.o.p. and, per gross	12.7 p.c. 5 cts.	14.6 p.c. 5 cts.	35 p.c. 5 cts.	9.5 p.c. 3.3 cts.	12.6 p.c. 5 cts.	14.5 p.c. 5 cts.	35 p.c. 5 cts.	9.5 p.c. 3.3 cts.
	on and after January 1, 1986	12.7 p.c.	13.6 p.c.	35 p.c.	9 p.c.	12.6 p.c.	13.5 p.c.	35 p.c.	9 p.c.
	and, per gross	5 cts.	5 cts.	5 cts.	3.3 cts.	5 cts.	5 cts.	5 cts.	3.3 cts.
	on and after January 1, 1987	12.7 p.c.	12.7 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	12.6 p.c.	12.6 p.c.	35 p.c.	8 p.c.
	and, per gross	5 cts.	5 cts.	5 cts.	3.3 cts.	5 cts.	5 cts.	5 cts.	3.3 cts.
Coverings, inside and outside, used in covering or holding goods imported therewith, shall be subject to the following provisions:									
71002-1	Usual coverings containing goods subject to any <i>ad valorem</i> rate of duty	Free	6 p.c.	20 p.c.	Free	Free	6 p.c.	20 p.c.	Free
	on and after January 1, 1986	Free	5.8 p.c.	20 p.c.	Free	Free	5.8 p.c.	20 p.c.	Free
	on and after January 1, 1987	Free	5.5 p.c.	20 p.c.	Free	Free	5.5 p.c.	20 p.c.	Free

If, in the case of sales of like or similar goods in the ordinary course of trade in the country of export, the value of the usual coverings is included in the selling price of the goods they contain, then for the purposes of items 71001-1 and 71002-1 the coverings shall be considered as part of the goods.

71006-1 The term coverings in items 71001-1 to 71005-1 inclusive shall include any articles used in covering or holding goods imported therewith, subject to regulations prescribed by the Minister.

91510—Industrial mixtures, including reaction blends, of fatty acids not containing 90 per cent or more by weight of any one acid; acid

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion					General Prefer- ential Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff			
	oils from refining, n.o.p.; industrial mixtures, including reaction blends, of fatty alcohols not containing 90 per cent or more by weight of any one alcohol:								
91510-4	Higher fatty alcohols, unsulphated, for use in the manufacture of goods enumerated in heading 93402	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	25 p.c.	—	—
	93402—Organic surface-active agents; surface-active preparations and washing preparations, whether or not containing soap:								
93402-1	Other than the following..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	10.3 p.c. 10.3 p.c. 10.3 p.c.	13.4 p.c. 13.1 p.c. 12.8 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	13.1 p.c. 12.8 p.c. 12.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	8.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	
93402-5	Automatic dishwasher detergents..... on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	17.2 p.c. 17.1 p.c. 16.9 p.c.	20.3 p.c. 19.9 p.c. 19.4 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	13.1 p.c. 12.8 p.c. 12.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	8.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	

93902—Polymerisation and copolymerisation products (for example, polyethylene, polytetrahaloethylenes, polyisobutylene, polystyrene, polyvinyl chloride, polyvinyl acetate, polyvinyl chloroacetate and other polyvinyl derivatives, polyacrylic and polymethacrylic derivatives, coumarone-indene resins):

(a) Without admixture other than an agent necessary to prevent caking, including scrap and waste; aqueous emulsions, aqueous disper-

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff
93902-3	sions or aqueous solutions, without other admixture:								
	Polyethylene type.....	10.2 p.c.	10.2 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.	9.7 p.c.	9.7 p.c.	20 p.c.	6 p.c.
	on and after January 1, 1986	10.1 p.c.	10.1 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.	9.6 p.c.	9.6 p.c.	20 p.c.	6 p.c.
	on and after January 1, 1987	10 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.	9.5 p.c.	9.5 p.c.	20 p.c.	6 p.c.
	(c) Moulding compositions, n.o.p., including scrap or waste, whether or not completely formulated; such compositions in the form of not fully cured preforms for compression moulding:								
93902-42	Polyethylene type.....	11.5 p.c.	11.5 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.	11.4 p.c.	11.4 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	11.3 p.c.	11.3 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.	11.2 p.c.	11.2 p.c.	25 p.c.	7 p.c.
	on and after January 1, 1987	11.1 p.c.	11.1 p.c.	25 p.c.	7 p.c.	11 p.c.	11 p.c.	25 p.c.	7 p.c.
	(f) Foamed and expanded, in logs, sheets, blocks, boards, flakes, granules, powder, shreds, scrap or waste:								
93902-77	Polyethylene type.....	14.3 p.c.	14.3 p.c.	25 p.c.	9.5 p.c.	13.9 p.c.	13.9 p.c.	25 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1986	14.1 p.c.	14.1 p.c.	25 p.c.	9 p.c.	13.7 p.c.	13.7 p.c.	25 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1987	13.9 p.c.	13.9 p.c.	25 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	25 p.c.	9 p.c.
	(g) Plates, sheets, film, sheeting, strip; lay-flat or other tubing, blocks, bars, rods, sticks, non-textile monofilament and other profile shapes imported in lengths, all produced in uniform cross-section:								
93902-82	Polyethylene type.....	14.6 p.c.	14.6 p.c.	25 p.c.	9.5 p.c.	14.5 p.c.	14.5 p.c.	25 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	14.1 p.c.	14.1 p.c.	25 p.c.	9 p.c.	14 p.c.	14 p.c.	25 p.c.	9 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	General Prefer- ential Tariff
	on and after January 1, 1987	13.6 p.c.	13.6 p.c.	25 p.c.	9 p.c.	9 p.c.
	93907—Articles of materials of the kinds described in headings 93901 to 93906 inclusive, n.o.p.:					
93907-1	Other than the following.....	14.6 p.c.	14.6 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	14.1 p.c.	14.1 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1987	13.6 p.c.	13.6 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	9 p.c.
93907-11	Bottles, with or without caps.....	14.7 p.c.	14.7 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	14.2 p.c.	14.2 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1987	13.7 p.c.	13.7 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	9 p.c.
93907-12	Bottle caps.....	14.8 p.c.	14.8 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	14.3 p.c.	14.3 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1987	13.8 p.c.	13.8 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	9 p.c.
93907-13	Tableware, not including tumblers or disposable goods.....	15.3 p.c.	15.3 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	14.7 p.c.	14.7 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	9 p.c.
	on and after January 1, 1987	14.2 p.c.	14.2 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	9 p.c.

Schedule II

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff
44062-1	Hinges entitled to entry under tariff items 35200-1, 35400-1 and 36215-1; Furniture entitled to entry under tariff items 35400-1, 44603-1, 61800-1 and 93907-1; Castings entitled to entry under tariff items 35400-1 and 39000-1; Forgings entitled to entry under tariff item 39200-1; Sealed-beam lamps entitled to entry under tariff items 44504-1, 44504-2, 44504-3, 44504-4, and 44504-5; Microphones entitled to entry under tariff item 44536-1; Magnesium castings entitled to entry under tariff item 71100-1; Mirrors, optically worked, entitled to entry under tariff item 32305-1; Glassware, optically worked, entitled to entry under tariff item 32648-1; Goods except parts, entitled to entry under tariff items 44028-1, 44300-1, 44300-2, 44514-1, 44538-3, 44538-4 and 44540-1; Goods entitled to entry under tariff items 31200-1, 36800-1, 41417-1, 41417-2, 41505-1, 41505-2, 41505-3, 42400-1, 42405-1, 42700-1, 42701-1, 43005-1, 43300-1, 44053-1, 44057-1, 44059-1, 44500-1, 44502-1, 44512-1, 44516-1, 44524-1, 44524-7, 44524-8, 44524-9, 44524-10, 44524-11,					

Tariff Item	Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
	British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	General Prefer- ential Tariff
44526-1, 44532-1, 44533-1, 44533-8, 46200-1, 47100-1, 61815-1 and 61815-5; <i>Non-electric parts of water closets.</i>					
All the foregoing when for use in the manufacture, repair, maintenance, rebuilding, modification or conversion of the goods enumerated in tariff item 44060-1.....	Free	Free	27.5 p.c.	Free	Free
					Various
					27.5 p.c.
					Various
					Free
					Various

Schedule III

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion							
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
Feeds, n.o.p., for animals and poultry, and ingredients for use therein, n.o.p.:									
6931-1	Cattle food containing molasses.....	5 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	—	5 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	—
6931-2	Cattle food containing molasses, not containing dairy products	4 p.c.	4 p.c.	20 p.c.	—	4 p.c.	4 p.c.	20 p.c.	—
7855-1	Foliage of <i>Asparagus setaceus</i> , fresh, cut.....	Free	Free	40 p.c.	—	Free	12.5 p.c.	40 p.c.	—
9911-1	Tropical fruit, including mango, papaya and pineapple, dehydrated, whether or not containing added sugar or other sweetening matter, n.o.p.	15 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	Free	15 p.c. 15 p.c.	15 p.c. 15 p.c.	35 p.c. 35 p.c.	5 p.c. —
16901-1	Micro-forms of goods enumerated in tariff items 16900-1, 17000-1, 17100-1, 17200-1, 17205-1, 17210-1, 17305-1, 17310-1, 17315-1, 17320-1, 17325-1, 17330-1, 18200-2, 18205-1, 18305-1, 18310-1, 18400-1 and 18405-1	Free	Free	25 p.c.	Free	Free Free	10 p.c. Free	25 p.c. Free	Free Free
17315-1	All books for bona fide libraries, and being the property of the organized authorities of such libraries and not in any case the property of individuals or business concerns, under such regulations as the Minister may prescribe	Free	Free	Free	Free	Free	Free	Free	Free

Tariff Item		Rates in Effect Prior to					Rates Proposed in this Motion		
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
18102-1	Computer generated mailing lists excluding gummed or other ready-to-use labels.....	Free	Free	35 p.c.	Free	Free	Free	35 p.c.	Free
19510-1	Wallpaper and other wallcovering sample books.....	Free	Free	35 p.c.	Free	Various	Various	Various	Various
Paper and paperboards of all kinds, n.o.p.:									
19700-7	Linerboard.....	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	9 p.c.	9 p.c.	25 p.c.	6 p.c.				
	on and after January 1, 1986	7.7 p.c.	7.7 p.c.	25 p.c.	5 p.c.				
	on and after January 1, 1987	6.5 p.c.	6.5 p.c.	25 p.c.	4 p.c.				
19700-8	Solid bleached borboard, coated or uncoated, not cut to size or shape, having a thickness of not less than 0.009 inch	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	9 p.c.	9 p.c.	25 p.c.	6 p.c.				
	on and after January 1, 1986	7.7 p.c.	7.7 p.c.	25 p.c.	5 p.c.				
	on and after January 1, 1987	6.5 p.c.	6.5 p.c.	25 p.c.	4 p.c.				
19755-1	Paper or fibreboard, decorated or not, not including glassine, for use only in the manufacture of goods described in headings 93901 to 93905	Free	Free	25 p.c.	Free	Free	Free	25 p.c.	Free
						11.4 p.c.	11.4 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.
41040-1	Safety goggles and safety spectacles designed for eye protection of workers employed in hazardous work; parts thereof, including lenses and frames; plastic or glass shapes for lenses thereof.....	Free	Free	Free	Free	10 p.c.	12.5 p.c.	22.5 p.c.	8 p.c.
						12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
						Free	Free	Free	Free

Tariff Item		Rates in Effect Prior to					Rates Proposed in this Motion		
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff
41305-1	Machinery and apparatus (<i>not including hand looms, parts thereof, and goods enumerated in tariff item 42700-6</i>) for preparing, manufacturing, testing or finishing yarns, cordage, and fabrics made from textile fibres or from paper, imported for use exclusively by manufacturers and scholastic or charitable institutions in such processes only; <i>parts of the foregoing</i>	Free	Free	10 p.c.	Free	Free 2.5 p.c. 10 p.c.	Free 11.4 p.c. 12.9 p.c.	10 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	Free 2.5 p.c. 8.5 p.c.
42000-1	<i>Machinery for use exclusively in the tanning or embossing of leather; parts of the foregoing:</i> <i>Other than the following</i>	Free	Free	10 p.c.	Free	Free 2.5 p.c.	Free 11.4 p.c.	10 p.c. 35 p.c.	Free 2.5 p.c.
42000-2	<i>Hide mixing machinery; soak drums and tanks; tanning and re-tanning drums and vessels; dry milling machinery; spraying machinery; spray control and exhaust equipment; parts of the foregoing</i>	2.5 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	Free 2.5 p.c.	Free 11.4 p.c.	10 p.c. 35 p.c.	Free 2.5 p.c.
42100-1	Blungers, pugging machines, wet or dry pans, clay distintegrators, ball mills, pull-downs, batting-out machines; complete parts of the foregoing; the foregoing when imported by manufacturers of clay products for use exclusively in the manufac-	2.5 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	Free 2.5 p.c.	Free 11.4 p.c.	10 p.c. 35 p.c.	Free 2.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	2.5 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.				
	on and after January 1, 1986	2.5 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.				
	on and after January 1, 1987	2.5 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.				

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion								
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	
	ture of clay products, in their own factories, under regulations prescribed by the Minister	Free	6.3 p.c.	10 p.c.	Free	Free	6.3 p.c. 11.4 p.c.	10 p.c. 35 p.c.	Free	2.5 p.c. 2.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	Free	6 p.c.	10 p.c.	Free					
	on and after January 1, 1986	Free	5.8 p.c.	10 p.c.	Free					
	on and after January 1, 1987	Free	5.5 p.c.	10 p.c.	Free					
42600-1	Ozone generators or ozone airifiers <i>having a capacity of 11.34 kilograms or less per day</i> ; parts thereof	Free	5 p.c.	10 p.c.	Free	Free	5 p.c. 12.9 p.c.	10 p.c. 30 p.c.	Free	8.5 p.c.
43150-1	Geophysical precision instruments and equipment, <i>n.o.p.</i> ; parts, attachments, tripods, base plates and fitted cases for the foregoing	Free	Free	20 p.c.	Free	Free	Free 2.5 p.c. 12.9 p.c.	20 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	Free	2.5 p.c. 8.5 p.c.
43155-1	Photogrammetric and remote-sensing instruments and equipment, including plotting equipment; accessories for use with the foregoing; parts and fit- ted cases for the foregoing	Free	Free	20 p.c.	Free	Various	Various	Various	Various	Various
	Parts for signal systems by which railroads govern or control the movement and route of rail vehicles, warn of the approach of rail vehicles, detect dangerous conditions on or near the track or on rail vehicles, or determine the identity of passing rail vehicles:									
43705-1	Other than the following	Free	Free	30 p.c.	Free	Free	Free 2.5 p.c. 12.9 p.c.	30 p.c. 35 p.c. 30 p.c.	Free	2.5 p.c. 8.5 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion					General Prefer- ential Tariff
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	B.P. Tariff	
43705-2	Apparatus housings; Batteries; Bolts, nuts and screws; Bootleg pedestals; Electronic carrier systems; Flashing light crossarms; Foundations; Fuses; Insulated switch rods; Number plates; Pole line type lightning arresters; Power service entrance equipment; Power transformers; Semaphore train order signals; Signal bridges, cantilevers and appurtenances; Signal lamp bulbs; Signal masts, ladders, mast bases, pinnacles and clamps; Signs; Wire connectors; Wooden gate arms; Parts of the foregoing	12.9 p.c.	12.9 p.c.	30 p.c.	8.5 p.c.	Free 2.5 p.c. 12.9 p.c.	Free 30 p.c. 35 p.c. 30 p.c.
	on and after January 1, 1985	12 p.c.	12 p.c.	30 p.c.	8 p.c.		Free
	on and after January 1, 1986	11.1 p.c.	11.1 p.c.	30 p.c.	7 p.c.		2.5 p.c.
	on and after January 1, 1987	10.2 p.c.	10.2 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.		8.5 p.c.
44028-1	Chronometers and compasses, and parts thereof, including cards therefor, for aircraft or for the						

Tariff Item	Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion						
	British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Preferential Tariff
goods enumerated in tariff items 44000-1 to 44009-1 inclusive.....	Free	Free	Free	Free	Free 2.5 p.c. 14.6 p.c.	Free 10.3 p.c. 14.6 p.c.	Free 30 p.c. 35 p.c.
44315-1 Hydrostatically-operated controls, and parts thereof, for use in the manufacture of gas water heaters	Free	1.9 p.c.	30 p.c.	Free	Free 10 p.c.	1.9 p.c. 12.9 p.c.	Free 30 p.c. 35 p.c.
on and after January 1, 1985	Free	1.3 p.c.	30 p.c.	Free			
on and after January 1, 1986	Free	0.6 p.c.	30 p.c.	Free			
on and after January 1, 1987	Free	Free	30 p.c.	Free			
44320-1 Gas control devices, n.o.p., not including automatic pilots, thermostatic controls, thermostatically-operated controls, gas control valves up to and including 19 mm internal pipe size, and pilot safety devices whether separate or in combination with the aforementioned gas control valves; the foregoing for use on, or for the manufacture or repair of, or for conversion to, gas-fired apparatus for cooking, or for heating buildings, or for heating water or for refrigeration; including such devices when for use in the gas line between such apparatus and the meter, or in the gas line between such apparatus and the consumer's gas storage device; parts of the foregoing	Free	1.9 p.c.	30 p.c.	Free	Various	Various	Various
on and after January 1, 1985	Free	1.3 p.c.	30 p.c.	Free			
on and after January 1, 1986	Free	0.6 p.c.	30 p.c.	Free			
on and after January 1, 1987	Free	Free	30 p.c.	Free			

Tariff Item		Rates in Effect Prior to					Rates Proposed in this Motion				
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff		
44530-1	Electric transformers, rectifiers, cableconnecting devices, trailing cable extensions with couplers moulded on, junction boxes, and complete parts of the foregoing; <i>the foregoing when flameproof and for use in mines in which inflammable gases exist.</i>	Free	6.6 p.c.	37.5 p.c.	Free	Free	6.6 p.c.	37.5 p.c.	Free		
	on and after January 1, 1985	Free	4.4 p.c.	37.5 p.c.	Free	11.4 p.c.	11.4 p.c.	37.5 p.c.	7.5 p.c.		
	on and after January 1, 1986	Free	2.2 p.c.	37.5 p.c.	Free	12.9 p.c.	12.9 p.c.	30 p.c.	8.5 p.c.		
	on and after January 1, 1987	Free	Free	37.5 p.c.	Free						
44599-1	<i>Machinery and apparatus: accessories, attachments, control equipment and tools for use therewith; parts of all the foregoing; the foregoing not to include laser equipment, water or waste treatment equipment, reverse osmosis equipment for the demineralization or deionization of water, laminar flow clean air work stations, fume hoods, clean rooms, wet processing benches or stations for use in clean rooms, high efficiency particulate air filter modules, laminar flow modules, electronic work tables, passthrough chambers for clean rooms, room pressurization or air flow monitors, acrylic storage boxes, and parts thereof; all the foregoing for use directly in the design, development, testing or manufacture of semiconductor devices</i>	Free	Free	30 p.c.	Free	12.9 p.c.	12.9 p.c.	30 p.c.	8.5 p.c.	Various	Various
44600-1	<i>Electroshockers for fish population sampling</i>	Free	Free	30 p.c.	Free	12.9 p.c.	12.9 p.c.	30 p.c.	8.5 p.c.		

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	General Prefer- ential Tariff
44725-1	Well points, well screens and well strainers; parts of the foregoing	10 p.c.	12.9 p.c.	35 p.c.	8.5 p.c.	Free
	on and after January 1, 1985	10 p.c.	12 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	12.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	10 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.	7 p.c.	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	10 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.	6.5 p.c.	8.5 p.c.
44726-1	Pitless well heads and parts thereof	Free	6.3 p.c.	12.5 p.c.	Free	Free
	on and after January 1, 1985	Free	6 p.c.	12.5 p.c.	Free	12.5 p.c.
	on and after January 1, 1986	Free	5.8 p.c.	12.5 p.c.	Free	35 p.c.
	on and after January 1, 1987	Free	5.5 p.c.	12.5 p.c.	Free	8.5 p.c.
46245-1	Motion picture cameras, video cameras, cameras specifically designed for use on animation stands; View-finders for use with the foregoing cameras; Camera blimps; Dollies or other mobile mounting units for the foregoing cameras; Booms, without wiring, for use with microphones; Slide, film or video tape editing equipment, namely: editing machines, splicers, synchronizers, viewers, rewinds or combinations thereof; Optical sound equipment; Digital or analog mixing consoles incorporating micro- processor or micro-computer control systems; tape recorders including video tape recorders;					

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion				
		British Prefer- ential Tariff	Most- Favoured- Nation Tariff	General Tariff	General Prefer- ential Tariff	General Prefer- ential Tariff
	<i>thereof; fittings and valves for scuba diving tanks and parts thereof; underwater compasses.....</i>	Free	Free	35 p.c.	Free	Various
65804-1	Filmed or video taped television commercials and radio commercials recorded on magnetic tape manufactured from synthetic resins or cellulose plastics imported for reference purposes only under such conditions as the Minister may prescribe by regulations.....	Free	Free	30 p.c.	Free	Free
65810-1	Magnetic recording tape, unrecorded, n.o.p., manufactured from synthetic resins or cellulose plastics on and after January 1, 1985 on and after January 1, 1986 on and after January 1, 1987	5 p.c. 5.1 p.c. 5.1 p.c. 5.1 p.c.	8 p.c. 7.7 p.c. 7.3 p.c. 6.9 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	5 p.c. 5 p.c. 4.5 p.c. 4.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.
	<i>Sound recordings, n.o.p., on any medium, not including audio-visual recordings:</i>					
65812-1	Other than the following.....	Free	Free	25 p.c.	Free	30 p.c. 25 p.c.
65812-2	Of a musical nature, including recordings of operas, operettas, musical comedies and other recordings having a significant musical content; recordings of music hall and cabaret numbers, whether musical or not, including monologues and soliloquies and other recordings of a similar entertainment character.....	14.6 p.c. 13.5 p.c.	14.6 p.c. 13.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c.	25 p.c. 25 p.c.
	on and after January 1, 1985					9.5 p.c.

Tariff Item		Rates in Effect Prior to Rates Proposed in this Motion						
		British Preferential Tariff	Most-Favoured-Nation Tariff	General Tariff	General Preferential Tariff	B.P. Tariff	M.F.N. Tariff	General Preferential Tariff
65812-3	on and after January 1, 1986	12.4 p.c.	12.4 p.c.	25 p.c.	8 p.c.			
	on and after January 1, 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.			
	<i>Phonograph records which otherwise would be classified under tariff item 65812-2</i>	14.6 p.c.	14.6 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	14.6 p.c.	14.6 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	16.3 p.c.	16.3 p.c.	30 p.c.	10.5 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	9 p.c.
65812-4	on and after January 1, 1986	15 p.c.	15 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	8 p.c.
	on and after January 1, 1987	13.7 p.c.	13.7 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	7.5 p.c.
	<i>Of an advertising character</i>	14.6 p.c.	14.6 p.c.	25 p.c.	9.5 p.c.	14.6 p.c.	14.6 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	13.5 p.c.	13.5 p.c.	25 p.c.	9 p.c.			
65813-1	on and after January 1, 1986	12.4 p.c.	12.4 p.c.	25 p.c.	8 p.c.			
	on and after January 1, 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.			
	<i>Audio-visual recordings on magnetic tape, n.o.p., manufactured from synthetic resins or cellulose plastics</i>	14.6 p.c.	14.6 p.c.	25 p.c.	9.5 p.c.	14.6 p.c.	14.6 p.c.	9.5 p.c.
	on and after January 1, 1985	13.5 p.c.	13.5 p.c.	25 p.c.	9 p.c.			
65815-1	on and after January 1, 1986	12.4 p.c.	12.4 p.c.	25 p.c.	8 p.c.			
	on and after January 1, 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.			
	Motion picture films, negative or positive, with or without sound; still picture films, negative or positive; video tape recordings; all the foregoing being news features or recordings of current events.....	Free	Free	Free	Free	Free	Free	Free
69005-1	Casual donations sent by persons abroad to friends in Canada, or brought into Canada personally by non-residents as gifts to friends, and not being advertising matter, tobacco or alcoholic beverages, when the value thereof does not exceed forty							



Chambre des communes
CANADA

AVIS DE MOTIONS

VOIES ET MOYENS

Le mercredi 15 février 1984

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Loi de l'impôt sur le revenu	3
Loi sur la taxe d'accise (3)	11
Loi sur la taxe d'accise (4)	18
Loi sur l'accise (2)	22
Loi sur les douanes	23
Tarif des douanes	34

Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu

Qu'il y a lieu de modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de prévoir entre autres choses:

Avantages découlant de l'utilisation d'une automobile

(1) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, le montant de l'avantage relatif aux frais de fonctionnement d'une automobile fournie à un employé ou à un actionnaire puisse être calculé au taux de 50 pour cent des frais pour droit d'usage de l'automobile.

Options d'achat d'actions des employés

(2) Que, lorsqu'un employé d'une corporation avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance exerce une option qui lui a été accordée ou en dispose, après le 15 février 1984, pour acquérir des actions à revenu variable admissibles de son employeur ou d'une corporation liée, la moitié de l'avantage qui en résulte et qui est inclus dans son revenu d'emploi soit déductible dans le calcul de son revenu imposable, pourvu que le prix de levée d'option ne soit pas inférieur à la juste valeur marchande des actions au moment où l'option a été accordée.

Polices d'assurance-vie et rentes

(3) Que, pour les années d'imposition commençant après 1982, la disposition de la Loi qui permet à un contribuable de choisir de payer l'impôt chaque année sur le revenu accumulé de certaines rentes et polices d'assurance-vie soit modifiée

a) pour préciser que le choix n'est pas permis à une corporation, une société, une fiducie d'investissement à participation unitaire ou une fiducie dont une corporation ou une société est un bénéficiaire,

b) pour permettre que le choix s'applique aux rentes en vertu desquelles les paiements ont commencé, et

c) pour prévoir que le choix ne s'applique plus aux contrats de rente prescrits.

Règles relatives aux biens de remplacement

(4) Que les règles relatives aux biens de remplacement soient modifiées de sorte que lorsqu'il y a disposition, après le 15 février 1984, d'un ancien bien d'entreprise qui est en partie un bâtiment et en partie un fonds de terre, un contribuable puisse choisir de réattribuer à une partie le produit de la disposition de l'autre partie, jusqu'à concurrence du gain en capital réalisé sur cette autre partie.

**Pensions alimentaires et
paiements de soutien**

(5) Que les dispositions de la Loi concernant la déduction et l'imposition des pensions alimentaires et paiements de soutien soient étendues pour permettre que les montants payés après 1983 par un contribuable dans une année à titre de dépenses (autre qu'une dépense pour l'achat d'une maison) engagées dans l'année où une année antérieure pour subvenir aux besoins d'une personne admissible ou de ses enfants, soient traités comme des allocations payables périodiquement lorsque le contribuable et la personne admissible ont convenu par écrit avant la fin de l'année dans laquelle les paiements sont effectués de les considérer ainsi et, à cette fin, une «dépense pour l'achat d'une maison» désigne tout montant payé à l'égard de l'acquisition ou de l'amélioration d'une unité de logement, y compris tout paiement de capital ou d'intérêts se rapportant à la dette contractée pour financer cette acquisition ou cette amélioration dans la mesure où le total de tous les paiements effectués dans l'année au titre du capital et des intérêts de cette dette excède 1/5 du montant du capital initial.

(6) Que, aux fins des dispositions de la Loi relatives à la déduction et l'imposition des pensions alimentaires et des paiements de soutien, les paiements du genre effectués après 1983 et avant l'établissement d'une ordonnance ou d'un accord écrit de séparation soient réputés avoir été faits en vertu de l'ordonnance ou de l'accord si l'ordonnance ou l'accord le prévoit et si les paiements sont effectués dans l'année de l'établissement de l'ordonnance ou de l'accord ou dans l'année précédente.

**Récupération de la
déduction pour
épuisement**

(7) Que l'alinéa 59(3.3)a) de la Loi soit modifié

a) pour éliminer toute inclusion dans le revenu d'un montant décrit à cet alinéa qui devient recevable par un contribuable après 1983 lorsque le montant, s'il avait été engagé comme dépense, aurait été admissible comme frais d'exploration gazière et pétrolière au Canada (autres que des dépenses relatives à des terres non conventionnelles, lorsque le montant est recevable par le contribuable en 1984 ou des frais de forage qui se rapportent à un projet qualifié de récupération tertiaire du pétrole), et

b) pour exiger l'inclusion dans le revenu de 10 pour cent du montant décrit à cet alinéa qui devient recevable par un contribuable en 1984, lorsque le montant, s'il avait été engagé comme dépense, aurait été admissible comme frais d'exploration pétrolière et gazière au Canada (autres que des frais de forage qui se rapportent à un projet qualifié de récupération tertiaire du pétrole) à l'égard de terres non conventionnelles.

**Transfert des
prestations de pension**

(8) Que les dispositions de la Loi qui permettent le transfert libre d'impôt des montants provenant d'une caisse ou d'un régime de pensions à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à une caisse ou à un régime enregistré de pensions ne s'appliquent, pour les montants reçus après le 15 février 1984, qu'aux transferts en provenance d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions ou de certaines caisses ou certains régimes de pensions pour services à l'étranger.

Frais de déménagement

(9) Que, pour les déménagements au Canada survenant après 1983, la déduction des frais de déménagement soit étendue aux particuliers qui étaient sans emploi immédiatement avant leur déménagement pour occuper un nouvel emploi ou exploiter une nouvelle entreprise.

Frais d'exploration au Canada	(10) Que les dispositions de la Loi relatives aux frais engagés avant 1984 pour le forage d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada qui sont visés par la définition de «frais d'exploration au Canada» soient étendues à ces mêmes frais engagés avant 1986.
Choix de la valeur lors du transfert d'une entreprise agricole	(11) Que des règles soient établies pour permettre, lorsqu'un contribuable décède après 1983, le transfert d'un bien agricole admissible, y compris une participation dans sa société agricole familiale ou des actions de sa corporation agricole familiale, à son enfant pour tout montant se situant entre le coût indiqué du bien et sa juste valeur marchande.
Corporation agricole familiale de portefeuille	(12) Que les dispositions de la Loi relatives au transfert d'actions d'une corporation agricole familiale par une fiducie en faveur du conjoint à un enfant de l'auteur de la fiducie s'appliquent aussi aux transferts d'actions d'une corporation agricole familiale de portefeuille effectués après le 25 mai 1978.
Transfert au père ou à la mère	(13) Que, lorsqu'un contribuable qui, dans le cadre des règles spéciales visant le transfert entre générations, a acquis un bien agricole, une participation dans une société agricole familiale ou des actions d'une corporation agricole familiale ou d'une corporation exploitant une petite entreprise décède après 1983, ce bien puisse être transféré à son père ou à sa mère pour tout montant se situant entre le coût indiqué du bien et sa juste valeur marchande.
Définition du mot «enfant»	(14) Que, aux fins des dispositions de la Loi permettant le report de l'impôt sur les transferts de biens d'un contribuable à son enfant, la définition du mot «enfant» soit modifiée, pour les transferts effectués après 1983, afin qu'y soit comprise une personne qui, à une date quelconque avant d'atteindre l'âge de 21 ans, était entièrement à la charge du contribuable pour sa subsistance et dont ce dernier avait la garde et la surveillance, en droit ou de fait.
Location de biens agricoles	(15) Que tout bien agricole transféré après le 31 décembre 1983 et qui est loué par un contribuable à sa corporation agricole familiale, à celle de son conjoint ou de son enfant ou à une société agricole familiale de ceux-ci soit assimilé à un bien utilisé par le contribuable dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole aux fins des dispositions de la Loi se rapportant aux transferts entre générations de biens agricoles.
Choix tardifs ou modifiés	(16) Que le Ministre du Revenu national puisse, après le 15 février 1984, accepter un choix en vertu de l'article 85, 95, 97 ou 98 de la Loi après le délai de production d'un choix tardif, ou accepter un choix modifié en vertu de l'un de ces articles, lorsque, à son avis, il serait juste et équitable de le faire et que le contribuable paie une pénalité ne dépassant pas \$8,000 à la production de son choix tardif ou modifié.
Transfert d'avoirs miniers	(17) Que le paragraphe 85(1.1) de la Loi ne s'applique pas à l'égard des dispositions d'avoirs miniers faites après le 15 février 1984.

Fonds de placements non résidents	(18) Qu'une règle anti-évitement soit établie prenant effet le 1 ^{er} janvier 1985 afin d'obliger un contribuable qui, dans une année d'imposition, a un investissement dans un fonds de placements non résident, à inclure dans son revenu pour l'année un montant calculé d'après le coût désigné de son investissement, multiplié par le taux d'intérêt prescrit.
Revenu d'une fiducie tiré de ressources	(19) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, la Loi soit modifiée afin de permettre à une fiducie d'attribuer à ses bénéficiaires à titre de revenu une somme n'excédant pas ses redevances à la Couronne et ses paiements prévus dans la <i>Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers</i> .
Nièces et neveux à charge	(20) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, l'exemption personnelle relative aux nièces et neveux à charge soit modifiée pour supprimer les conditions relatives au statut de leur père et mère.
Frais médicaux admissibles	(21) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, les frais relatifs à des chiens dressés pour avertir des personnes atteintes de surdité profonde, le coût des élévateurs hydrauliques de chaise roulante pour véhicule tels que prescrits par un médecin et le coût des couches en tissu ou des sous-vêtements jetables pour les personnes souffrant d'incontinence en raison d'une maladie ou d'un accident soient admissibles au titre de frais médicaux déductibles.
Déduction médicale spéciale	(22) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, la déduction spéciale accordée en vertu de la Loi aux particuliers obligés de garder le lit ou de demeurer dans un fauteuil roulant de longues périodes chaque jour, pendant une période de 12 mois se terminant dans l'année, soit étendue aux personnes dans cette situation pendant une période qui commence dans l'année et qui se continue jusqu'à la fin de l'année, et qui, de l'avis d'un médecin, seront dans cette situation pendant une période d'au moins 12 mois.
Don de charité de biens immobiliers	(23) Que les dispositions de la Loi qui permettent à un contribuable de donner un bien immeuble pour un montant inférieur à sa juste valeur marchande soient élargies aux dons de biens immeubles situés au Canada faits, après le 15 février 1984, par des non-résidents à des organismes de charité non résidents prescrits, lorsque l'utilisation de ce bien est d'intérêt public au Canada.
Crédit pour impôt étranger	(24) Que, dans le calcul des crédits pour impôt étranger pour les années d'imposition 1984 et suivantes, les contribuables puissent reporter aux années subséquentes les impôts étrangers sur le revenu d'entreprise non déduits payés en rapport avec les sept années précédentes de même que reporter aux années précédentes ces impôts non déduits payés en rapport avec les trois années suivantes.
REER du conjoint	(25) Que la règle spéciale de trois ans, qui oblige un contribuable à inclure dans son revenu les montants retirés du régime enregistré d'épargne-retraite de son conjoint, ne s'applique plus aux montants retirés après le 15 février 1984 lorsque, au moment du retrait et par suite de la rupture de leur mariage, le contribuable et son conjoint vivaient séparément, en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord écrit de séparation.

Roulement du gain en capital agricole

(26) Qu'un particulier qui, après le 31 décembre 1983, a disposé d'un bien agricole admissible lui appartenant ou appartenant à son conjoint à ce moment soit autorisé à déduire pour une année d'imposition une contribution spéciale à un régime enregistré d'épargne-retraite dans la mesure où le total de ses contributions spéciales et de celles de son conjoint pour l'année et les années d'imposition précédentes n'excède pas le moindre de ses gains en capital imposables à l'égard de ces dispositions ou de l'excédent de sa limite de contribution sur le total de ses contributions (autres que des contributions spéciales) à des régimes enregistrés d'épargne-retraite et à des régimes enregistrés de pensions pour l'année et toutes les années d'imposition antérieures après 1983, et, aux fins du présent paragraphe,

a) «bien agricole admissible» d'un particulier désigne un bien immobilier lui appartenant et utilisé par lui, son conjoint, un de ses enfants ou par la corporation agricole familiale de l'un d'eux, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole et inclut des actions de sa corporation agricole familiale et une participation dans sa société agricole familiale,

b) «limite de contribution» d'un particulier désigne le produit de \$10,000 par le nombre d'années après 1971 et avant 1984 au cours desquelles le particulier ou son conjoint était un agriculteur à temps complet, et

c) «agriculteur à temps complet» dans une année désigne un particulier qui était dans l'année un actionnaire de sa corporation agricole familiale et un particulier qui a loué une terre agricole à un agriculteur à temps complet qui était son conjoint, son enfant ou une corporation ou société agricole familiale de son conjoint ou de son enfant et inclut tout autre particulier (autre qu'un particulier qui dans l'année avait ou aurait eu, s'il avait subi suffisamment de pertes agricoles, une perte agricole restreinte) qui, dans l'année, a pris une part active dans l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada.

Enregistrement des organismes de charité

(27) Que,

a) pour les années d'imposition commençant après 1983, les dispositions relatives aux organismes de charité soient modifiées de façon qu'un organisme de charité soit tenu d'être enregistré à titre d'œuvre de charité, de fondation privée ou de fondation publique, et

b) pour les années d'imposition commençant après 1984, un organisme de charité ne soit pas admissible à titre d'œuvre de charité ou fondation publique lorsque la majorité de ses administrateurs, officiers ou fiduciaires ont entre eux un lien de dépendance et, dans le cas d'une œuvre de charité ou d'une fondation publique enregistrée après le 15 février 1984, lorsque 50 pour cent ou plus de son capital a été fourni par une personne ou par un groupe de personnes ayant entre elles un lien de dépendance.

Exclusion du montant des dons pour lesquels reçu a été délivré

(28) Que, pour les années d'imposition commençant après 1983, les dotations pour une période de 10 ans ou plus et les dons provenant du capital d'une succession ne soient pas considérés comme des dons pour lesquels un reçu a été délivré pour les fins du calcul des paiements à effectuer par un organisme de charité.

Montant des paiements à effectuer par une fondation de charité

(29) Que, pour les années d'imposition commençant après 1983, le montant des paiements à effectuer par une fondation de charité comprenne le total de

a) 80 pour cent des dons pour lesquels un reçu a été délivré et qu'elle a reçus dans l'année d'imposition précédente,

b) 80 pour cent (100 pour cent dans le cas d'une fondation privée) des dons d'autres organismes de charité qu'elle a reçus dans l'année d'imposition précédente, et

c) 4.5 pour cent de la valeur de ses placements au début de l'année.

Montant des paiements à effectuer

(30) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, des règles soient établies pour permettre le report de l'excédent des débours sur le montant des paiements à effectuer par un organisme de charité pour une année d'imposition et pour permettre au Ministre du Revenu national de réduire, à sa discrétion, le montant des paiements à effectuer par un organisme de charité.

Déclarations de renseignements des organismes de charité

(31) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, le délai de production, auprès du Ministre du Revenu national, d'une déclaration de renseignements et d'une déclaration publique de renseignements d'un organisme de charité enregistré soit reporté à six mois après la fin de son année d'imposition.

Placements non admissibles d'organismes de charité

(32) Que, pour les années d'imposition commençant après 1983, certaines actions et créances détenues par une fondation privée soient définies comme des «placements non admissibles» et qu'un impôt spécial soit payable par l'émetteur ou l'emprunteur, lorsqu'un tel investissement ne produit pas un taux de rendement minimum annuel pour la fondation.

Règles anti-évitement pour les organismes de charité

(33) Que, pour les années d'imposition commençant après 1983, des règles anti-évitement soient établies

a) pour empêcher un groupe d'organismes de charité de réduire le montant des paiements à effectuer ou d'en retarder le paiement en procédant à des transferts de fonds au sein du groupe, et

b) pour exiger un impôt spécial de 25 % lorsqu'une fondation transfère plus de 50 pour cent de son capital à une œuvre de charité dans le but de réduire son montant des paiements à effectuer ou d'en retarder le paiement.

Accumulations par des organismes de charité	(34) Que, lorsque dans une année d'imposition commençant après 1983 un organisme de charité choisit de ne pas utiliser ou omet d'utiliser aux fins prévues un bien ou un revenu accumulé avec le consentement du Ministre du Revenu national, ce montant soit réputé être un don reçu dans l'année et pour lequel un reçu a été délivré.
Renonciation au délai d'établissement d'une nouvelle cotisation	(35) Que les dispositions de la Loi permettant à un contribuable de renoncer au délai de quatre ans pendant lequel une nouvelle cotisation peut être établie soient modifiées afin qu'il puisse préciser une date d'expiration pour les renonciations produites après le 15 février 1984.
Acomptes provisionnels d'impôts	(36) Que, pour les années d'imposition commençant après 1983, <ul style="list-style-type: none"> a) les particuliers et les corporations ne soient pas tenus de verser des acomptes provisionnels d'impôt pour une année d'imposition, lorsque l'impôt fédéral à payer ou l'acompte provisionnel de base pour l'année d'imposition ne dépasse pas \$1,000, et b) les intérêts sur les acomptes provisionnels d'impôt insuffisants pour une année d'imposition ne soient pas exigés lorsque les intérêts payables aux niveaux fédéral et provincial sur ces acomptes ne dépassent pas \$25.
Responsabilité solidaire	(37) Que les dispositions de la Loi concernant la responsabilité solidaire résultant de certains transferts de biens entre conjoints soient modifiées afin de prévoir que le bénéficiaire d'un transfert ne soit pas tenu ni assujéti à l'obligation d'effectuer un paiement après le 15 février 1984, au titre des sommes dues, en vertu de la Loi, par l'auteur du transfert lorsque le bien est transféré en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord écrit de séparation si, par suite de la rupture de leur mariage, l'auteur et le bénéficiaire du transfert vivaient séparément à ce moment-là.
Remboursement d'impôts	(38) Que, après le 15 février 1984, le Ministre du Revenu national soit, nonobstant appel par celui-ci, tenu de rembourser à un contribuable résidant au Canada tout paiement d'impôt en trop, ainsi que les intérêts et pénalités y afférents, qui résulte de la décision d'une cour d'annuler ou de modifier une cotisation du contribuable ou de la déférer à ce ministre pour qu'il procède à une nouvelle cotisation.
Avis d'opposition	(39) Qu'un avis d'opposition à une cotisation établie après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale puisse être produit dans les 180 jours de la date d'établissement de la cotisation.
Frais de la Cour canadienne de l'impôt	(40) Que la Cour canadienne de l'impôt ait le pouvoir d'allouer jusqu'à \$1,000 de frais à un contribuable, lorsqu'elle statue sur un appel après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale.

Frais de la Cour fédérale du Canada	(41) Que la Cour fédérale du Canada soit tenue d'allouer à un contribuable tous ses frais raisonnables et justifiés afférents à un appel interjeté par le Ministre du Revenu national sur lequel elle statue, après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, si le montant contesté d'impôt cotisé ou de perte déterminée ne dépasse pas \$10,000 et \$20,000 respectivement.
Biens étrangers	(42) Que, aux fins des dispositions de la Loi relatives aux biens détenus par des caisses de pensions et par d'autres personnes exonérées d'impôt, la définition de «biens étrangers» soit modifiée pour exclure une action d'une corporation canadienne inscrite à une bourse de valeurs prescrite acquise après 1983 par suite de l'échange ou de la conversion, selon les modalités en vigueur au 31 décembre 1983, d'une autre action du genre émise avant 1984.
Garanties pour le paiement des impôts	(43) Que, pour tout impôt faisant l'objet d'un litige et payable à une date quelconque après le 15 février 1984, un contribuable puisse fournir, pour en assurer le paiement, des garanties que le Ministre du Revenu national juge satisfaisantes.
Intérêts sur les retenues d'impôt des non-résidents	(44) Que, lorsque l'impôt devant être retenu en vertu de la Partie XIII de la Loi sur tout montant payé par un contribuable à un non-résident, ou porté à son crédit, n'a pas été versé au plus tard le 15 du mois suivant celui où le montant a été payé ou crédité, des intérêts au taux prescrit soient payables par le contribuable pour la période après la plus tardive des dates suivantes: cette date et le 15 février 1984.
Évitement fiscal	(45) Que, après le 15 février 1984, l'article 246 de la Loi, qui porte sur les directives du Conseil du Trésor visant à faire échec à l'évitement ou à la réduction des impôts, soit abrogé.

Avis de motion des voies et moyens modifiant la Loi sur la taxe d'accise (3)

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi afin de modifier la Loi sur la taxe d'accise et de prévoir entre autres:

1. Que la définition de «fabricant ou producteur» figurant au paragraphe 2(1) de la Loi soit modifiée pour comprendre

a) toute personne qui importe au Canada de nouveaux véhicules automobiles conçus pour servir sur les routes, ou leurs châssis, et

b) toute personne qui vend de nouveaux véhicules automobiles conçus pour servir sur les routes, ou leurs châssis, autres que ceux qui les vendent principalement aux consommateurs.

2. Qu'un fabricant ou producteur de nouveaux véhicules automobiles, tel qu'il est défini dans tout texte législatif fondé sur la présente motion, qui importe au Canada de nouveaux véhicules automobiles conçus pour servir sur les routes, ou leurs châssis, soit réputé être le fabricant ou le producteur au Canada des nouveaux véhicules automobiles ou châssis ainsi importés et non leur importateur, et que les marchandises ainsi importées soient réputées être des marchandises produites ou fabriquées au Canada et non des marchandises importées.

3. Que les nouveaux véhicules automobiles vendus par un fabricant ou un producteur, tel qu'il est défini dans tout texte législatif fondé sur la présente motion, soient réputés être des marchandises produites ou fabriquées au Canada et non des marchandises importées.

4. Que les taxes imposées en vertu des Parties III ou V de la Loi ne soient pas payables à l'égard des nouveaux véhicules automobiles conçus pour servir sur les routes, ou de leurs châssis,

a) importés par une personne définie dans tout texte législatif fondé sur le paragraphe 1a) de la présente motion comme étant un fabricant ou un producteur, ou

b) vendus à une personne définie dans tout texte législatif fondé sur le paragraphe 1b) de la présente motion comme étant un fabricant ou un producteur

qui est un fabricant muni de licence en vertu de la Loi.

5. Qu'une personne qui enduit ou finit des marchandises pour la vente soit incluse dans l'alinéa f) de la définition de «fabricant ou producteur» figurant au paragraphe

2(1) de la Loi et que l'expression actuelle comprise dans cette définition au sujet d'une personne qui prépare des marchandises pour la vente selon tout procédé autre que ceux énumérés spécifiquement dans ledit alinéa soit radiée.

6. Que les marchandises importées par une personne incluse dans la définition de «fabricant ou producteur», conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 5 de la présente motion, qui sont enduites ou finies au Canada afin d'être vendues soient réputées être des marchandises fabriquées ou produites au Canada et non des marchandises importées, et que la référence dans la disposition du paragraphe 2(4) de la Loi à la préparation de marchandises pour la vente selon tout procédé autre que ceux spécifiquement énumérés dans ladite disposition soit radiée.

7. Que les marchandises qui doivent être enduites ou finies pour la vente soient incluses dans l'alinéa b) de la définition de «marchandises partiellement fabriquées» figurant au paragraphe 26(1) de la Loi et que la référence à la préparation de marchandises pour la vente selon tout procédé autre que ceux spécifiquement énumérés dans ledit alinéa soit radiée.

8. Que l'amende pour défaut de paiement ou de remise de toute taxe payable ou exigible en vertu de la Loi dans le délai prescrit soit remplacée par une amende de un demi pour cent et un intérêt au taux prescrit, à l'égard de chaque mois ou fraction de mois pendant lequel le défaut de paiement se continue, calculés en fonction de la somme totale de la taxe, de l'amende et de l'intérêt due et que les dispositions actuelles de la Loi relatives au recouvrement ou à la perception d'une telle amende soient élargies pour s'appliquer à l'amende et à l'intérêt.

9. Que «taux prescrit» soit défini comme étant le taux d'intérêt déterminé par voie de règlement du gouverneur en conseil et que, avant la date d'entrée en vigueur de ce taux, le taux soit fixé à un pour cent par mois.

10. Que le pouvoir d'établir des règlements prescrivant la façon de déterminer le taux d'intérêt prescrit, la fréquence d'une telle détermination, et la date d'entrée en vigueur d'un tel taux, soit conféré au gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des Finances.

11. Que, lorsqu'un fabricant muni de licence a vendu à crédit des marchandises, dont il est le fabricant ou le producteur, à une personne avec laquelle il fait des opérations sans lien de dépendance, aux termes de l'article 251 de la Loi de l'impôt sur le revenu, et qu'il établit par la suite, conformément aux principes comptables généralement reconnus, que la dette qui lui est due à l'égard de la vente est devenue une mauvaise créance, le ministre du Revenu national soit autorisé, sur demande du fabricant, à lui verser,

a) lorsque la totalité de la dette est devenue une mauvaise créance, un montant égal à l'ensemble des taxes ad valorem acquittées à l'égard de la vente en vertu des Parties III ou V de la Loi, ou

b) lorsqu'une partie de la dette est devenue une mauvaise créance, un montant égal à la fraction de l'ensemble des taxes ad valorem ainsi acquittées que ladite partie représente par rapport à la totalité de la dette.

12. Qu'aucune demande ne soit faite par un fabricant muni de licence et qu'aucun paiement ne soit versé à celui-ci, conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 11 de la présente motion si

- a) la dette représentant une mauvaise créance n'a pas été radiée des livres de compte du fabricant à la date à laquelle il demande le paiement,
- b) l'exercice financier du fabricant, tel qu'il est défini au paragraphe 248(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu, au cours de laquelle la dette a été radiée n'est pas terminé, ou
- c) la vente est survenue avant l'entrée en vigueur de tout texte législatif fondé sur l'article 11 de la présente motion.

13. Qu'un fabricant muni de licence, qui recouvre la totalité ou une partie d'une mauvaise créance à l'égard de laquelle un paiement a été fait conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 11 de la présente motion, soit tenu de rembourser à Sa Majesté une somme égale à la proportion de montant qui lui a été versé à l'égard de la mauvaise créance qui représente le montant de la dette ainsi recouvré par rapport à celui à l'égard duquel le montant lui a été versé et que le montant qu'il est tenu de rembourser soit payable au plus tard le dernier jour du premier mois suivant celui durant lequel la mauvaise créance ou une partie de celle-ci a été recouvrée.

14. Que le ministre du Revenu national soit tenu de verser de l'intérêt au taux prescrit sur des remboursements ou des paiements de taxes ou de sommes d'argent, autres que ceux prévus à la Partie I de la Loi, qui sont en souffrance depuis plus de soixante jours après qu'une demande de paiement ait été reçue par lui, à taux composé mensuellement et payé à l'égard de chaque jour à compter du soixante-et-unième jour suivant la réception de la demande, sauf lorsque le montant de l'intérêt ainsi calculé est inférieur à un dollar.

15. Que le pouvoir du ministre du Revenu national d'autoriser par voie de règlement toute personne à produire une déclaration à l'égard d'une période comptable de moins d'un mois soit remplacé par le pouvoir d'autoriser par voie de règlement toute personne à produire une déclaration à l'égard d'une période comptable d'au moins vingt-et-un jours et d'au plus trente-cinq jours.

16. Que, lorsqu'une personne est autorisée à produire une déclaration conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 15 de la présente motion, ladite déclaration soit produite et la taxe acquittée au plus tard le dernier jour de la première période comptable autorisée suivant la fin de celle à laquelle la déclaration se rapporte et que, à défaut de paiement de la taxe, l'amende et l'intérêt s'accumulent à compter du lendemain du dernier jour de la première période comptable autorisée suivant celle à l'égard de laquelle la déclaration se rapporte.

17. Que les dispositions du paragraphe 55(1) de la Loi selon lesquelles une personne, qui omet d'acquitter ou de percevoir des taxes ou autres sommes, ou d'apposer ou d'oblitérer des timbres, est coupable d'une infraction et encourt une amende, soient limitées pour ne s'appliquer qu'à une personne qui délibérément omet de percevoir ou de remettre des taxes ou autres sommes exigées conformément à la Partie II de la Loi.

18. Qu'une personne qui fabrique ou produit des marchandises, en vertu d'un contrat pour la main-d'œuvre seulement, à partir d'un article ou d'une matière fourni par une personne autre qu'un fabricant muni de licence, pour livraison à cette autre personne, soit réputée, aux fins des Parties III et V de la Loi, avoir vendu les marchandises à la date à laquelle elles sont livrées à cette autre personne, à un prix de vente égal au prix établi en vertu du contrat.
19. Que le libellé de la version française du paragraphe 27(5) de la Loi soit modifié pour être conforme à celui de la version anglaise.
20. Que l'article 26.1 de la Loi soit élargi pour s'appliquer à tout fabricant muni de licence en ce qui concerne les marchandises qu'il vend conjointement avec des marchandises de sa fabrication ou production au Canada ou qui appartiennent à la même catégorie que les marchandises qu'il fabrique ou produit au Canada.
21. Que le gouverneur en conseil soit autorisé à déterminer qu'une administration locale est une municipalité aux fins de la définition de «municipalité» figurant au paragraphe 2(1) de la Loi et qu'une telle détermination entre en vigueur à une date antérieure à celle à laquelle la détermination est effectuée, si elle le prévoit ainsi.
22. Que l'exigence prévue à l'article 30 de la Loi de fournir une facture par écrit indiquant séparément le montant de la taxe de consommation ou de vente sur des marchandises soit abrogée.
23. Que le pouvoir du ministre du Revenu national de déléguer au sous-ministre du Revenu national, Douanes et Accise, ou à un autre fonctionnaire qu'il peut juger à propos de désigner, l'exercice des pouvoirs que lui a conférés la Loi, soit élargi pour comprendre un fonctionnaire d'une catégorie que le Ministre peut juger à propos de désigner.
24. Qu'un remboursement des taxes imposées en vertu de la Loi puisse être accordé lorsque des marchandises à l'égard desquelles la taxe a été acquittée sont vendues à un fabricant muni de licence à titre de marchandises partiellement fabriquées.
25. Que toute mention de «courrier recommandé» ou «lettre recommandée» soit élargie pour comprendre une lettre certifiée.
26. Que l'exemption de la taxe de consommation ou de vente à l'égard des appareils de rayons X et films pour rayons X, figurant à l'article 21 de la Partie VIII de l'Annexe III de la Loi, soit limitée aux appareils de rayons X et films pour rayons X destinés à l'usage médical.
27. Qu'une personne à qui le ministre du Revenu national a décidé de verser un paiement aux termes de l'un ou l'autre des articles 44 à 47 et 49 de la Loi, sauf l'alinéa 44(1)g, soit autorisée, en remplacement, selon les modalités que le Ministre juge appropriées, à déduire de toute taxe, de tout intérêt, de toute amende ou de toute autre somme qu'elle est obligée ou sur le point d'être obligée de payer ou de remettre en vertu de la Loi, autres que ceux prévus aux Parties I ou IV.1, le montant qui lui serait autrement payable.

28. Que, lorsque le ministre du Revenu national a décidé de verser un paiement à une personne munie de licence en vertu de l'une ou l'autre des Parties de la Loi, sauf les Parties I ou IV.1, conformément à une demande faite aux termes de l'un ou l'autre des articles 44 à 47 et 49 de la Loi, sauf l'alinéa 44(1)g), le Ministre soit autorisé, à la demande du réclamant, à accorder en remplacement du paiement une déduction de toute taxe, de tout intérêt, de toute amende ou de toute autre somme payable sous le régime de l'une ou l'autre des Parties de la Loi, autre que les Parties I ou IV.1, que le réclamant est obligé ou sur le point d'être obligé de payer ou de remettre, selon les modalités que le Ministre juge appropriées.

29. Que, lorsque le ministre du Revenu national a décidé de verser un paiement à une personne munie de licence en vertu de l'article 25.16 de la Loi, conformément à une demande faite aux termes de l'alinéa 44(1)g) de la Loi, le Ministre soit autorisé à accorder en remplacement du paiement une déduction de toute taxe, de tout intérêt, de toute amende ou de toute autre somme payable sous le régime de la Partie IV.1 de la Loi que le réclamant est obligé ou sur le point d'être obligé de payer ou de remettre, selon les modalités que le Ministre juge appropriées.

30. Que toute personne qui déduit un montant conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 27 de la présente motion soit tenue de déclarer séparément le montant ainsi déduit dans la déclaration qu'elle est obligée, selon les articles 17 ou 50 de la Loi, de produire à l'égard de la période au cours de laquelle la déduction est faite.

31. Qu'une déclaration de taxe, comprenant une déclaration tel qu'elle est exigée par tout texte législatif fondé sur l'article 30 de la présente motion, à l'égard d'un montant déduit conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 27 de la présente motion, soit réputée être une demande par écrit aux fins de l'article 44 de la Loi.

32. Que, lorsque le ministre du Revenu national a spécifié une date plus tardive pour la production d'une déclaration ou pour le paiement de toute taxe ou partie de celle-ci en vertu de la Loi, la personne tenue de payer cette taxe ou partie de celle-ci soit obligée de payer en outre de l'intérêt au taux prescrit à compter de la date à partir de laquelle cette personne était à l'origine obligée de payer ladite taxe ou partie de celle-ci.

33. Que l'exemption de la taxe de consommation ou de vente à l'égard des machines et appareils visés à l'alinéa 1a) de la Partie XIII de l'Annexe III de la Loi soit limitée aux machines et appareils devant servir principalement aux activités décrites dans cet alinéa.

34. Que les contenants conçus pour un usage répété, achetés ou importés par des fabricants ou des producteurs, qui ne doivent pas leur servir exclusivement et directement pour la fabrication ou la production de marchandises, soient ajoutés à la liste des marchandises mentionnées à la Partie XIII de l'Annexe III de la Loi qui sont exclues de l'exemption de la taxe de consommation ou de vente.

35. Que, lorsqu'un montant est payé par erreur, soit en raison d'une erreur de droit ou de fait ou autrement, et que ce montant est considéré comme une taxe payable en vertu de la Loi, aucun remboursement de ce montant ou paiement d'un montant

équivalent à ce montant ne soit permis à moins qu'une demande par écrit soit adressée au ministre du Revenu national par la personne à qui le remboursement ou le paiement peut être fait

a) dans les douze mois suivant la date à laquelle le montant aurait été payable s'il s'était agi d'une taxe payable en vertu de la Loi, lorsqu'il est établi suite à la présentation de la demande que le montant n'était pas payable à titre de taxe en vertu d'une déclaration faite en vertu de l'article 59 de la Loi, d'une ordonnance ou d'un jugement de la Cour fédérale ou de toute autre cour compétente, ou d'une décision du Ministre ou de tout autre fonctionnaire dûment autorisé à interpréter ou appliquer la Loi,

b) dans les quatre ans suivant la date à laquelle le montant aurait été payable s'il s'était agi d'une taxe payable en vertu de la Loi, lorsque la demande est faite suite à une déclaration, une ordonnance, un jugement ou une décision visés dans tout texte législatif fondé sur le paragraphe 35a) de la présente motion qui établit que le montant n'était pas payable à titre de taxe, sauf qu'aucun remboursement ou paiement ne peut être fait à l'égard de tout montant qui, s'il s'était agi d'une taxe, aurait été payable plus de douze mois avant la déclaration, l'ordonnance, le jugement ou la décision, ou

c) dans les quatre ans suivant la date à laquelle le montant a été payé, en tout autre cas.

36. Que, lorsque des taxes imposées en vertu de la Loi ont été acquittées et qu'un remboursement des taxes ou un paiement d'un montant égal aux taxes peut être effectué suite à la réalisation d'un événement privé dans l'un ou l'autre des alinéas 44(1)b), d), e), f) ou g) ou aux paragraphes 44(2), (3) ou (3.1), aucun remboursement ou paiement ne soit effectué à moins qu'une demande par écrit soit adressée au ministre du Revenu national par la personne à qui le remboursement ou le paiement peut être fait

a) dans les douze mois suivant la date à laquelle ledit événement s'est produit, lorsqu'il est établi suite à la présentation de la demande que le remboursement ou le paiement peut être fait en vertu d'une déclaration faite en vertu de l'article 59 de la Loi, d'une ordonnance ou d'un jugement de la Cour fédérale ou de toute autre cour compétente, ou d'une décision du Ministre ou de tout autre fonctionnaire dûment autorisé à interpréter ou appliquer la Loi,

b) dans les quatre ans suivant la date à laquelle ledit événement s'est produit, lorsque la demande est faite suite à une déclaration, une ordonnance, un jugement ou une décision visés dans tout texte législatif fondé sur le paragraphe 36a) de la présente motion qui établit que le remboursement ou le paiement peut être fait, sauf qu'aucun remboursement ou paiement ne peut être fait lorsque ledit événement s'est produit plus de douze mois avant la déclaration, l'ordonnance, le jugement ou la décision, ou

c) dans les quatre ans suivant la date à laquelle ledit événement s'est produit, en tout autre cas.

37. Que tout texte législatif fondé sur

a) les articles 35 et 36 entre en vigueur le 29 octobre 1980 et que toute restriction des droits en vertu de la Loi ou tout élargissement de ces droits à l'égard d'un remboursement de taxes, d'un paiement d'un montant égal aux taxes ou d'un paiement ou remboursement d'une somme payée et considérée comme une taxe figurant dans tout texte législatif fondé sur ces articles prennent effet à compter de cette date à l'égard de tout remboursement ou paiement lorsque la demande est présentée à cette date ou après cette date,

b) les articles 5 à 7, 11 à 13, 18, 19, 26, 33 et 34 entre en vigueur le 16 février 1984, et

c) les articles 1 à 4 entre en vigueur le 1^{er} mars 1984.

Avis de motion des voies et moyens modifiant la Loi sur la taxe d'accise (4)

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi afin de modifier la Loi sur la taxe d'accise et d'établir un système exhaustif de cotisation et d'appel et de prévoir entre autres:

1. Que le ministre du Revenu national soit tenu d'étudier, avec toute la diligence possible, toute demande écrite de remboursement de taxes payées ou de paiement d'un montant équivalant aux taxes payées ou de sommes payées ou payées en trop par erreur, d'informer le réclamant de sa décision à l'égard de la demande et, lorsqu'il approuve la demande, de verser le remboursement ou le paiement, sous réserve de tout droit de Sa Majesté à une déduction ou à une compensation.
2. Que le ministre du Revenu national soit autorisé à modifier, annuler ou ratifier toute décision prise à l'égard d'une demande de remboursement ou de paiement dans l'année qui suit sa décision initiale ou dans le délai prévu pour l'établissement d'une cotisation, la dernière de ces éventualités étant à retenir, et que cette nouvelle décision soit sujette aux mêmes dispositions, droits et correctifs que la décision initiale.
3. Que le ministre du Revenu national soit autorisé à cotiser une personne à l'égard de la taxe ou de toute autre somme payable en vertu de la Loi lorsque cette personne omet de tenir des registres ou des livres de comptes appropriés, de produire ou d'étayer une déclaration ou de payer la taxe ou les autres sommes dues en vertu de la Loi ou lorsqu'une vérification est terminée ou en tout temps pendant cette vérification.
4. Qu'une cotisation et toute vérification ou tout autre examen sur lequel est fondée une cotisation soit complété avec toute la diligence possible et, lorsqu'une cotisation est établie, qu'un avis de cotisation soit envoyé au contribuable concerné.
5. Qu'un avis de cotisation indique le montant des taxes et autres sommes dues en vertu de la Loi, qu'aucune taxe n'est due en vertu de la Loi ou le montant de tout remboursement dû au contribuable, selon le cas.
6. Que, lorsqu'une cotisation indique qu'un remboursement est dû à un contribuable, le Ministre soit tenu de payer le montant du remboursement dû, sous réserve de tout droit de Sa Majesté à une déduction ou à une compensation.
7. Qu'une cotisation, sous réserve d'une nouvelle cotisation ou de la disposition finale d'une opposition ou d'un appel, soit valable et exécutoire malgré toute erreur, vice de forme ou omission dans la cotisation ou dans toute procédure prise en vertu de la Loi ou de tout texte législatif fondé sur la présente motion et que l'obligation contributive d'une personne ne soit pas touchée en raison d'une cotisation incorrecte ou incomplète ou du fait qu'aucune cotisation n'a été établie.

8. Qu'une personne qui a été cotisée à l'égard de taxes ou d'autres sommes dues en vertu de la Loi soit tenue de payer tout montant cotisé dans les 30 jours, ou, pour y tenir lieu, de fournir une garantie agréée par le ministre du Revenu national.
9. Que le ministre du Revenu national soit autorisé à établir une nouvelle cotisation à l'égard de toute période couverte par une cotisation.
10. Que, sauf dans le cas d'une présentation erronée des faits ou d'une fraude de la part du contribuable, aucune cotisation ou nouvelle cotisation ne soit autorisée à être établie plus de quatre ans après que la taxe ou des autres sommes payables en vertu de la Loi sont devenues en premier lieu exigibles, à moins qu'une vérification ou un examen des registres et des livres de comptes du contribuable ne soit effectué dans les quatre ans suivant le jour où la taxe ou les autres sommes dues en vertu de la Loi sont devenues en premier lieu exigibles.
11. Qu'une personne, qui a été cotisée à l'égard de taxes ou d'autres sommes, ait droit, dans les 180 jours suivant la date d'envoi de l'avis de cotisation, de signifier au Ministre un avis d'opposition à la cotisation.
12. Que, lorsque le Ministre refuse en tout ou en partie une demande de remboursement ou de paiement, le réclamant ait droit, dans les 180 jours suivant la date d'envoi de l'avis de décision, de signifier au Ministre un avis d'opposition à la décision.
13. Que, sur réception d'un avis d'opposition à une cotisation ou à une décision à l'égard d'une demande de remboursement ou de paiement, le Ministre soit tenu
- a) d'examiner de nouveau la cotisation ou la décision faisant l'objet de l'opposition,
 - b) d'annuler, de ratifier ou de modifier la cotisation ou la décision,
 - c) d'informer de sa décision l'opposant, et
 - d) lorsqu'il détermine qu'un montant est dû à cette personne, de lui verser le montant dû, sous réserve de tout droit de Sa Majesté à une déduction ou une compensation.
14. Qu'une personne qui signifie un avis d'opposition puisse, lorsque le Ministre y consent, renoncer à ce que le Ministre effectue un nouvel examen de toute cotisation ou décision faisant l'objet de l'avis d'opposition et en appeler directement à la Commission du tarif ou à la Division de première instance de la Cour fédérale.
15. Que, lorsqu'une personne a signifié un avis d'opposition et que le Ministre
- a) dans le cas d'une cotisation, établit par la suite une nouvelle cotisation à l'égard des taxes ou des autres sommes ainsi cotisées, et envoie un avis de cette nouvelle cotisation à l'opposant, ou
 - b) en tout cas, omet d'envoyer un avis de sa décision à l'opposant dans les 180 jours suivant la réception de l'avis d'opposition,

l'opposant ait droit d'en appeler directement à la Commission du tarif ou à la Division de première instance de la Cour fédérale dans les 90 jours de la date d'envoi de l'avis de nouvelle cotisation du Ministre ou dans les 90 jours suivant l'expiration du délai pour l'envoi d'un tel avis de décision, selon le cas.

16. Que toute personne qui, ayant signifié un avis d'opposition, n'est pas d'accord avec la décision du Ministre relativement à l'avis d'opposition, puisse en appeler à la Commission du tarif ou à la Division de première instance de la Cour fédérale dans les 90 jours suivant la date d'envoi de l'avis de la décision du Ministre.

17. Que la Commission du tarif et la Division de première instance de la Cour fédérale aient toutes les deux la compétence absolue pour entendre tout appel présenté en vertu de tout texte législatif fondé sur les articles 14, 15, 16 ou 25 de la présente motion et aient le pouvoir de rendre une ordonnance, un jugement ou une décision ou de faire une déclaration selon le motif de l'appel.

18. Que toute partie à un appel entendu par la Commission du tarif puisse en appeler de la décision à la Division de première instance de la Cour fédérale et que cette dernière ait le pouvoir de rendre une ordonnance, un jugement ou une décision ou de faire une déclaration selon le motif de l'appel.

19. Que tout appel entendu par la Division de première instance de la Cour fédérale soit réputé être une action à laquelle s'appliquent la Loi sur la Cour fédérale et les règles de la Cour fédérale, sauf lorsqu'il est prévu autrement dans tout texte législatif fondé sur la présente motion.

20. Que toute partie à un appel entendu par la Division de première instance de la Cour fédérale puisse en appeler de la décision à la Cour d'appel fédérale conformément à la Loi sur la Cour fédérale et aux règles de la Cour fédérale.

21. Que, lorsqu'elle statue sur un appel, la Cour fédérale ait le pouvoir d'ordonner, à sa discrétion, le paiement des frais par toute partie.

22. Que, lorsque le Ministre interjette appel d'une décision de la Commission du tarif et que le montant de la taxe, du remboursement ou du paiement en litige n'excède pas dix mille dollars, la Cour fédérale soit tenue d'ordonner au Ministre de payer tous les frais raisonnables et justifiés du contribuable afférents à l'appel.

23. Que la Commission du tarif ou la Division de première instance de la Cour fédérale soit autorisée à permettre, à sa discrétion,

a) à toute personne d'intervenir dans un appel d'une décision du Ministre et d'agir à titre de partie à l'appel si cette personne établit à leur satisfaction qu'elle a un intérêt important dans la cause portée en appel, et

b) à toute personne, sans qu'elle soit partie à l'appel, de l'aider

et que, à cette fin, la Commission du tarif ou la Division de première instance de la Cour fédérale, selon le cas soit tenue de considérer la possibilité de retards indus ou de préjudice et de toute autre question qu'elle juge appropriée dans l'exercice de sa discrétion et soit autorisée à rendre toute ordonnance à l'égard de cette intervention ou de cette aide dans la mesure où elle le juge approprié.

24. Que, lors d'une disposition d'une opposition ou d'un appel, il est établi que l'opposant ou l'appelant a droit à un remboursement ou à un paiement, le ministre du Revenu national soit tenu de verser le montant du remboursement ou du paiement, nonobstant un appel par le Ministre d'une décision ou d'un jugement de la Commission du tarif ou de la Cour fédérale, sous réserve de tout droit de Sa Majesté à une déduction ou à une compensation.

25. Que toute personne, qui a réglé le prix de son transport aérien à une personne ou qui a acquis des biens d'une telle personne qui a perçu ou payé la taxe à l'égard de l'achat ou de l'acquisition ait droit

a) de s'opposer à une décision du Ministre de rejeter une demande de remboursement ou de paiement ou à une cotisation concernant l'achat ou l'acquisition en signifiant un avis d'opposition au Ministre dans les 30 jours suivant la date par ailleurs prévue à cette fin, ou

b) d'en appeler, dans les 30 jours suivant la date par ailleurs prévue à cette fin, à la Commission du tarif ou à la Division de première instance de la Cour fédérale d'une décision du Ministre concernant un avis d'opposition signifié par la personne qui a perçu ou payé la taxe à l'égard de l'achat ou de l'acquisition

si la personne qui a perçu ou payé la taxe

c) a omis de signifier un avis d'opposition au Ministre ou d'en appeler de la décision du Ministre concernant l'avis d'opposition, selon le cas, dans le délai prévu à cette fin, ou

d) a renoncé, en faveur de la personne qui a fait l'achat ou l'acquisition, à ses droits d'opposition ou d'appel, selon le cas, et de recevoir un remboursement ou un paiement.

26. Que le Ministre puisse renvoyer toute question de droit, toute question de fait ou toute question de droit et de fait découlant de l'application de la Loi à la Division de première instance de la Cour fédérale pour qu'elle tienne des audiences et se prononce sur ces questions.

27. Qu'aucune détermination faite par le Ministre relativement à la valeur imposable ou au prix raisonnable sur lequel la taxe devrait être imposée ne fasse l'objet d'un appel.

28. Qu'aucune décision du Ministre relativement à une demande de remboursement ou de paiement ou à un avis d'opposition ni aucune cotisation ou nouvelle cotisation ne fassent l'objet d'un appel ou d'un examen ou ne soient limitées, prohibées, mises de côté, ou traitées d'aucune autre façon, sauf lorsqu'il est prévu autrement dans tout texte législatif fondé sur la présente motion.

29. Que tout texte législatif fondé sur la présente motion entre en vigueur à une date fixée par proclamation.

Avis de motion des voies et moyens modifiant la Loi sur l'accise (2)

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi afin de modifier la Loi sur l'accise et de prévoir entre autres:

1. Que les restrictions figurant au paragraphe 17(3) de la Loi au sujet de l'octroi d'une licence à une manufacture sujette à l'accise soient abrogées.
2. Que tout texte législatif fondé sur l'article 1 entre en vigueur le 16 février 1984.

Avis de motion des voies et moyens:

La Loi sur les douanes

1. Que les articles 35 à 44 de la *Loi sur les douanes* soient abrogés et remplacés par ce qui suit :

«35. (1) La valeur en douane des marchandises importées est déterminée conformément aux articles 36 à 44.1.

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 36 à 44.1.

«importer» Importer au Canada.

«marchandises de même nature ou de même espèce» En matière d'évaluation de marchandises importées, celles qui :

a) d'une part sont classées dans un groupe ou une gamme de marchandises importées produites par une branche de production particulière ou un secteur particulier d'une branche de production qui comprend des marchandises identiques et semblables aux marchandises à évaluer;

b) d'autre part, en cas d'application :

(i) de l'article 40, ont été produites dans n'importe quel pays et exportées de n'importe quel pays,

(ii) de l'article 41, ont été produites dans le même pays que les marchandises à évaluer et exportées du pays de production et d'exportation de celles-ci.

«marchandises identiques» En matière d'évaluation de marchandises, les marchandises importées qui concurremment :

a) sont les mêmes à tous égards que les marchandises à évaluer, notamment quant aux caractéristiques physiques, à la qualité et à la réputation, abstraction faite des différences mineures d'aspect qui n'affectent pas leur valeur,

b) ont été produites dans le même pays que les marchandises à évaluer,

c) ont été produites par ou pour le producteur des marchandises à évaluer ou la personne pour qui ces dernières ont été produites,

à l'exclusion des marchandises importées qui incorporent ou comportent des travaux d'ingénierie, d'étude, d'art, d'esthétique industrielle, plans ou croquis exécutés au Canada et fournis, directement ou indirectement, sans frais ou à un coût réduit, par l'acheteur des marchandises en vue de leur production et de leur vente à l'exportation.

«marchandises semblables» En matière d'évaluation de marchandises, les marchandises importées qui concurremment :

a) ressemblent beaucoup, quant à leurs matières et composants et à leurs caractéristiques, aux marchandises à évaluer,

b) sont en mesure d'accomplir les mêmes fonctions que les marchandises à évaluer et leur sont commercialement interchangeables,

c) ont été produites dans le même pays que les marchandises à évaluer,

d) ont été produites par ou pour le producteur des marchandises à évaluer ou la personne pour qui ces dernières ont été produites,

à l'exclusion des marchandises importées qui incorporent ou comportent des travaux d'ingénierie, d'étude, d'art, d'esthétique industrielle, plans ou croquis exécutés au Canada et fournis, directement ou indirectement, sans frais ou à un coût réduit, par l'acheteur des marchandises en vue de leur production et de leur vente à l'exportation.

«pays d'exportation» En matière de marchandises, le pays d'où elles sont expédiées directement au Canada.

«personne» S'entend également des sociétés, quel qu'en soit le lieu ou le mode de constitution, des sociétés de personnes et des associations.

«prescrit» ou «réglementaire» Établi par règlement pris par le gouverneur en conseil.

«prix payé ou à payer» En cas de vente de marchandises pour l'exportation au Canada, la somme de tous les versements effectués ou à effectuer par l'acheteur directement ou indirectement au vendeur ou à son profit, en paiement des marchandises.

«produire» A, entre autres, le sens de cultiver, fabriquer et extraire.

«renseignements suffisants» Renseignements objectifs et quantifiables permettant, quand il s'agit de déterminer un montant, une différence ou un ajustement, de les chiffrer avec exactitude.

«valeur reconstituée» En matière de marchandises, la valeur de celles-ci déterminée conformément à l'article 41.

«valeur de référence» En matière de marchandises, la valeur de celles-ci déterminée conformément au paragraphe 40(2).

«valeur transactionnelle» En matière de marchandises, la valeur de celles-ci déterminée conformément au paragraphe 37(4).

(3) Pour l'application du présent article et des articles 36 à 44.1, à défaut de marchandises identiques ou semblables, selon le cas, aux marchandises à évaluer, sont considérées comme semblables ou identiques les marchandises qui l'auraient effectivement été si elles avaient été produites par ou pour le producteur des marchandises à évaluer.

(4) Pour l'application des articles 36 à 44.1, sont liées entre elles les personnes suivantes :

- a) les personnes physiques liées par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption au sens du paragraphe 251(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- b) le dirigeant ou l'administrateur et celui qui est dirigé ou administré;
- c) les dirigeants ou administrateurs communs de deux sociétés, associations, sociétés de personnes ou autres organisations;
- d) les associés;
- e) l'employeur et son employé;
- f) les personnes qui, directement ou indirectement, contrôlent la même personne ou sont contrôlées par la même personne;
- g) deux personnes dont l'une contrôle l'autre directement ou indirectement;
- h) plusieurs personnes dont une même personne en possède, détient ou contrôle directement ou indirectement au moins cinq pour cent des actions ou parts émises et assorties du droit de vote;
- i) la personne qui possède, détient ou contrôle directement ou indirectement au moins cinq pour cent des actions ou parts émises et assorties du droit de vote d'une autre personne.

36. (1) La valeur en douane des marchandises est déterminée sur la base de leur valeur transactionnelle lorsqu'elle répond aux exigences visées à l'article 37.

(2) Lorsque la valeur en douane des marchandises n'est pas déterminée par application du paragraphe (1), elle est déterminée en utilisant les valeurs ci-après qui peuvent constituer la base de l'évaluation par l'application des articles 38 à 41, prises dans l'ordre où elles s'appliquent :

- a) la valeur transactionnelle de marchandises identiques répondant aux exigences visées à l'article 38;
- b) la valeur transactionnelle de marchandises semblables répondant aux exigences visées à l'article 39;

c) la valeur de référence des marchandises;

d) la valeur reconstituée des marchandises.

(3) Nonobstant le paragraphe (2), à la demande écrite de l'importateur des marchandises à évaluer présentée avant le début de l'évaluation, l'ordre d'applicabilité des valeurs visées aux alinéas (2)c) et d) est inversé.

(4) En cas d'inapplicabilité des alinéas (2)a) à d), la valeur en douane des marchandises est déterminée par l'application de l'article 42.

37. (1) Sous réserve du paragraphe (6), la valeur en douane des marchandises est leur valeur transactionnelle si elles sont vendues pour l'exportation au Canada et le prix payé ou à payer est déterminable et si les conditions suivantes sont réunies :

a) il n'existe pas de restriction concernant la cession ou l'utilisation des marchandises par l'acheteur, autre qu'une restriction qui :

(i) soit est imposée par la loi,

(ii) soit limite la zone géographique dans laquelle les marchandises peuvent être revendues,

(iii) soit n'affecte pas substantiellement la valeur des marchandises;

b) la vente des marchandises à l'acheteur ou le prix payé ou à payer pour celles-ci n'est pas subordonné à des conditions ou à des prestations dont la valeur n'est pas déterminable en ce qui concerne les marchandises à évaluer;

c) aucune partie du produit de toute revente, disposition ou utilisation ultérieure des marchandises par l'acheteur ne revient directement ou indirectement au vendeur, sauf s'il a été tenu compte de cette ristourne dans le prix payé ou à payer ou si ce prix est ajusté conformément au sous-alinéa (5)a)(v);

d) l'acheteur et le vendeur ne sont pas liés au moment de la vente des marchandises pour l'exportation ou, s'ils le sont,

(i) soit que le lien qui les unit n'a pas influencé le prix payé ou à payer,

(ii) soit que l'importateur démontre que la valeur transactionnelle des marchandises à évaluer répond aux exigences visées au paragraphe (3).

(2) En application de l'alinéa (1)d), lorsque l'acheteur et le vendeur des marchandises à évaluer sont liés au moment de la vente des marchandises pour l'exportation, le fonctionnaire qui évalue la valeur en douane des marchandises,

ayant des motifs de croire qu'il n'est pas satisfait aux exigences visées au sous-alinéa (1)d(i), doit aviser l'importateur des marchandises de ces motifs et sur demande par écrit de celui-ci, il doit l'aviser par écrit.

(3) Pour l'application du sous-alinéa (1)d(ii), la valeur transactionnelle des marchandises à évaluer doit, compte tenu des facteurs pertinents, notamment des facteurs et différences réglementaires, être très proche de l'une des valeurs ci-après prise comme valeur en douane d'autres marchandises identiques ou semblables qui ont été exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer :

- a) la valeur transactionnelle de marchandises identiques ou semblables vendues pour l'exportation au Canada par un vendeur à un acheteur avec qui il n'est pas lié au moment de la vente;
- b) la valeur de référence de marchandises identiques ou semblables;
- c) la valeur reconstituée de marchandises identiques ou semblables.

(4) Dans le cas d'une vente de marchandises pour l'exportation au Canada, la valeur transactionnelle est le prix payé ou à payer, ajusté conformément au paragraphe (5).

(5) Dans le cas d'une vente de marchandises pour l'exportation au Canada, le prix payé ou à payer est ajusté

a) en y ajoutant, dans la mesure où ils n'y ont pas déjà été inclus, les montants représentant :

(i) les commissions et les frais de courtage relatifs aux marchandises et supportés par l'acheteur, à l'exclusion des honoraires versés ou à verser par celui-ci à son mandataire à l'étranger à l'occasion de la vente,

(ii) les coûts et frais d'emballage relatifs aux marchandises et supportés par l'acheteur, y compris le prix des cartons, caisses et autres emballages considérés à des fins douanières comme faisant partie intégrante des marchandises importées, et les frais accessoires de conditionnement de celles-ci en vue de leur expédition au Canada,

(iii) la valeur, déterminée de façon réglementaire et imputée d'une manière raisonnable et conforme aux principes de comptabilité généralement acceptés aux marchandises importées, des marchandises et services ci-après, fournis directement ou indirectement par l'acheteur des marchandises, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production et de la vente pour l'exportation des marchandises importées :

(A) matières, composants, pièces et autres marchandises incorporés dans les marchandises importées,

(B) outils, matrices, moules et autres marchandises utilisés pour la production des marchandises importées,

(C) matières consommées dans la production des marchandises importées,

(D) travaux d'ingénierie, d'étude, d'art, d'esthétique industrielle, plans et croquis exécutés à l'extérieur du Canada et nécessaires pour la production des marchandises importées,

(iv) les redevances et les droits de licence relatifs aux marchandises, y compris les paiements afférents aux brevets d'invention, marques de commerce et droits d'auteur, que l'acheteur est tenu d'acquitter directement ou indirectement en tant que condition de la vente des marchandises pour l'exportation au Canada, à l'exclusion des frais afférents au droit de reproduction de ces marchandises au Canada,

(v) la valeur de toute partie du produit de toute revente, disposition ou utilisation ultérieure par l'acheteur des marchandises, qui revient ou doit revenir, directement ou indirectement, au vendeur,

(vi) les coûts de transport des marchandises jusqu'à l'endroit situé dans le pays d'exportation d'où elles sont expédiées directement au Canada, les frais de chargement, de déchargement, de manutention et autres frais connexes à ce transport ainsi que les coûts d'assurance relatifs à ce transport;

b) en retranchant, dans la mesure où ils ont été inclus, les montants représentant :

(i) les coûts de transport des marchandises depuis l'endroit situé dans le pays d'exportation d'où elles sont expédiées directement au Canada, les frais de chargement, de déchargement, de manutention et autres frais connexes à ce transport ainsi que les coûts d'assurance relatifs à ce transport,

(ii) les frais suivants lorsqu'ils sont identifiés comme constituant un élément à part du prix payé ou à payer :

(A) les coûts et frais raisonnables de construction, d'installation, d'assemblage ou d'entretien des marchandises après leur importation, ou des services d'assistance technique dont elles font l'objet après leur importation,

(B) les droits et taxes payés ou à payer en raison de l'importation ou de la vente des marchandises au Canada et, notamment, les droits ou taxes perçus sur ces marchandises en vertu du *Tarif des douanes*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi antidumping* ou de toute autre loi concernant les douanes;

c) en ne tenant aucun compte de toute remise ou réduction du prix payé ou à payer effectuée après l'importation des marchandises.

(6) En l'absence de renseignements suffisants pour déterminer les montants qui doivent être ajoutés au prix payé ou à payer pour les marchandises à évaluer, la valeur en douane des marchandises ne doit pas être déterminée en application du présent article.

38. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), la valeur en douane des marchandises, dans les cas où elle n'est pas déterminée par application de l'article 37, est, si elle est déterminable, la valeur transactionnelle de marchandises identiques vendues pour l'exportation au Canada, et exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer, pourvu que cette valeur transactionnelle soit la valeur en douane des marchandises identiques et que la vente de celles-ci et la vente des marchandises à évaluer, concurremment :

- a) soient réalisées approximativement au même niveau commercial;
- b) portent sur une quantité égale ou sensiblement égale.

(2) En l'absence d'une vente de marchandises identiques répondant aux conditions fixées aux alinéas (1)a) et b), la valeur en douane des marchandises est, pour l'application du paragraphe (1), déterminée par référence à des marchandises identiques dont la vente est, par rapport à celle des marchandises à évaluer, réalisée :

- a) soit au même niveau commercial ou approximativement au même niveau commercial mais pour une quantité différente;
- b) soit à un niveau commercial différent mais pour une quantité égale ou sensiblement égale;
- c) soit à un niveau commercial différent pour une quantité différente.

(3) Pour l'application du paragraphe (1), la valeur transactionnelle de marchandises identiques est ajustée en y ajoutant ou en retranchant, selon le cas, les montants représentant, à la fois :

- a) les différences notables du point de vue commercial, découlant de différences dans les distances et les modes de transport, entre les marchandises identiques et les marchandises à évaluer en ce qui concerne les coûts et frais visés à l'alinéa 37(5)a)(vi);
- b) les différences entre les marchandises identiques et les marchandises à évaluer découlant, dans les situations visées aux alinéas (2)a) à c), soit du facteur niveau commercial, soit du facteur quantité, soit de l'un et l'autre facteur.

(4) En l'absence de renseignements suffisants pour déterminer les montants visés au paragraphe (3) ou l'ajustement qui en résulte relativement à la valeur transactionnelle des marchandises identiques, la valeur en douane des marchandises à évaluer ne doit pas se fonder sur la valeur transactionnelle par application du présent article.

(5) Lorsqu'il existe, dans l'évaluation des marchandises, plusieurs valeurs transactionnelles afférentes soit à des marchandises identiques qui remplissent les conditions visées aux paragraphes (1) et (3) soit, à défaut, à des marchandises identiques qui remplissent l'une des conditions visées aux alinéas (2)a) à c) en plus des autres exigences prévues par le présent article et applicables en vertu du paragraphe (2), la valeur en douane des marchandises à évaluer se fonde sur la moindre de ces valeurs transactionnelles.

39. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 38(2) à (5), la valeur en douane des marchandises importées, dans les cas où elle n'est pas déterminée par application de l'article 37 ou 38, est, si elle est déterminable, la valeur transactionnelle de marchandises semblables vendues pour l'exportation au Canada, et exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer, pourvu que cette valeur transactionnelle soit la valeur en douane des marchandises semblables et que la vente de celles-ci et la vente des marchandises à évaluer, concurremment :

- a) soient réalisées au même niveau commercial ou approximativement au même niveau commercial;
- b) portent sur une quantité égale ou sensiblement égale.

(2) Les paragraphes 38(2) à (5) s'appliquent aux situations prévues au présent article et, en ce qui a trait aux marchandises semblables, l'expression «marchandises identiques» figurant à ces paragraphes désigne alors des marchandises semblables.

40. (1) Sous réserve des paragraphes (5) et 36(3), la valeur en douane des marchandises est, dans les cas où elle n'est pas déterminée par l'application des articles 37 à 39, leur valeur de référence, si elle est déterminable.

(2) La valeur de référence des marchandises à évaluer est fonction du prix unitaire, déterminé conformément au paragraphe (3) et ajusté conformément au paragraphe (4), de marchandises de référence choisies selon les modalités suivantes :

- a) lorsque, à la date de l'importation des marchandises à évaluer ou approximativement à cette date, ces marchandises, des marchandises identiques ou semblables sont vendues au Canada dans l'état où elles ont été importées, le prix unitaire de vente de celles-ci au moment sus-indiqué est retenu;
- b) lorsque ces marchandises, des marchandises identiques ou semblables ne sont pas vendues au Canada dans les situations visées à l'alinéa a) mais sont vendues au Canada dans l'état où elles ont été importées dans les quatre-vingt-dix jours de leur importation, le prix unitaire de celles-ci dès leur vente est retenu;
- c) lorsque ces marchandises, des marchandises identiques ou semblables ne sont pas vendues au Canada dans les situations visées aux alinéas a) ou b) et que les marchandises à évaluer, après assemblage,

emballage ou transformation complémentaire, sont vendues au Canada dans les cent quatre-vingts jours de leur importation, si l'importateur des marchandises à évaluer demande l'application du présent alinéa en vue de déterminer leur valeur en douane, le prix unitaire de vente des marchandises à évaluer est retenu.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), le prix unitaire des marchandises à évaluer, de marchandises identiques ou de marchandises semblables désigne le prix unitaire auquel ces marchandises sont vendues, au premier niveau commercial après leur importation, à des personnes qui, à la fois,

a) ne sont pas liées, au moment de la vente, aux vendeurs des marchandises en question,

b) n'ont fourni, directement ou indirectement, sans frais ou à coût réduit, aucun des marchandises ou services visés au sous-alinéa

37(5)a(iii) pour être utilisés lors de la production et de la vente à l'exportation des marchandises en question,

lors de ventes qui totalisent le plus grand nombre d'unités de ces marchandises et qui, de l'avis du sous-ministre ou de son délégataire, sont suffisamment nombreuses pour permettre la détermination d'un tel prix.

(4) Pour l'application du paragraphe (2), le prix unitaire qui y est visé est ajusté en retranchant la somme des montants suivant :

a) un montant, déterminé de la manière prescrite, représentant :

(i) soit le montant de la commission normale payée sur une base unitaire,

(ii) soit le montant pour les bénéfices et frais généraux, considérés comme un tout et comprenant tous les frais de commercialisation, normalement inclus dans le prix unitaire,

afférent à la vente au Canada de marchandises de même nature ou de même espèce que les marchandises en question;

b) les coûts et frais de transport et d'assurance des marchandises à l'intérieur du Canada, y compris les coûts et frais connexes, généralement supportés lors de la vente au Canada des marchandises à évaluer, des marchandises identiques ou des marchandises semblables, dans la mesure où ils ne sont pas déduits avec les frais généraux visés à l'alinéa a);

c) les coûts et frais supportés afférents aux marchandises en question et visés au sous-alinéa 37(5)b(i), dans la mesure où ils ne sont pas déduits avec les frais généraux visés à l'alinéa a);

d) les droits et taxes visés à la disposition 37(5)b(ii)(B), dans la mesure où ils ne sont pas déduits avec les frais généraux visés à l'alinéa a);

e) dans le cas visé à l'alinéa (2)c), la valeur ajoutée aux marchandises en question par suite de leur assemblage, emballage ou transformation complémentaire au Canada.

(5) Si, en l'absence de renseignements suffisants, la valeur visée à l'alinéa (4)e) n'est pas déterminable, la valeur en douane des marchandises à évaluer ne doit pas se fonder sur l'alinéa (2)c).

(6) Dans le présent article, la date de l'importation des marchandises est la date à laquelle le receveur ou un autre fonctionnaire compétent autorise, en application de la présente loi, le dédouanement des marchandises pour utilisation au Canada.

41. (1) Sous réserve du paragraphe 36(3), la valeur en douane des marchandises, dans le cas où elle n'est pas déterminée par application des articles 37 à 40, est la valeur reconstituée, si elle peut être déterminée.

(2) La valeur reconstituée des marchandises à évaluer est la somme des éléments suivants :

a) des coûts et frais supportés ou de la valeur :

(i) des matières utilisées dans la production des marchandises à évaluer d'une part,

(ii) d'opérations de production, ou autres, des marchandises à évaluer d'autre part,

déterminés de manière réglementaire et incluant notamment

(iii) les coûts et frais visés au sous-alinéa 37(5)a)(ii),

(iv) la valeur des marchandises et services visés au sous-alinéa 37(5)a)(iii) déterminée et imputée aux marchandises à évaluer de la manière visée dans ce sous-alinéa, même lorsqu'ils sont fournis sans frais ou à coût réduit,

(v) les coûts et frais, supportés par le producteur, des travaux d'ingénierie, d'étude, d'art, d'esthétique industrielle, de plans ou croquis exécutés au Canada et fournis, directement ou indirectement, par l'acheteur des marchandises en vue de leur production et de leur vente à l'exportation, imputés aux marchandises à évaluer de la manière visée au sous-alinéa 37(5)a)(iii);

b) le montant, déterminé de manière réglementaire, de l'ensemble des bénéfices et frais généraux, généralement supportés dans les ventes de marchandises de même nature ou de même espèce que les marchandises à évaluer, effectuées pour l'exportation au Canada par des producteurs qui se trouvent dans le pays d'exportation.

(3) Pour l'application du présent article, les frais généraux sont les coûts et frais directs et indirects de production et de vente des marchandises pour l'exportation, qui ne sont pas visés à l'alinéa (2)a).

42. Lorsqu'elle n'est pas déterminée conformément aux articles 37 à 41, la valeur en douane des marchandises se fonde sur les deux éléments suivants :

- a) une valeur obtenue en utilisant celle des méthodes d'évaluation prévues par les articles 37 à 41 qui, appliquée avec suffisamment de souplesse pour permettre de déterminer la valeur en douane, se conformera le plus près possible aux exigences établies de la méthode utilisée;
- b) les données disponibles au Canada.

43. Pour l'application des articles 35 à 44.1, lorsque des marchandises provenant d'un pays sont exportées au Canada en passant par un autre pays elles sont considérées, sous réserve de modalités réglementaires, comme ayant été expédiées directement au Canada à partir du premier pays.

44. La valeur en douane des marchandises importées est convertie en monnaie canadienne conformément aux règlements pris en application de l'article 13.1 de la *Loi sur la monnaie et les changes*.

44.1 Le gouverneur en conseil peut, par règlement, établir tout ce qui doit l'être pour application des articles 36 à 44.

44.2 L'importateur de marchandises, s'il en fait la demande par écrit, est renseigné par écrit sur la manière dont la valeur en douane des marchandises a été déterminée.»

2. Que tout texte législatif fondé sur l'alinéa 1 de la présente motion soit réputé être entré en vigueur le premier jour de janvier 1985 et s'être appliqué à toutes les marchandises importées ou sorties d'entrepôt en vue de la consommation à compter de cette date, et s'être appliqué aux marchandises déjà importées qui n'ont pas été déclarées en vue de la consommation avant cette date.

Avis de motion des voies et moyens: Tarif des douanes

1. Que le paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes* soit modifié par adjonction de la définition qui suit immédiatement après la définition de «p.c.» :

«photographe» s'entend de toute personne qui utilise un procédé photographique, c'est-à-dire, un procédé qui entraîne la formation d'images sur des surfaces sensibles, directement ou indirectement sous l'action de la lumière ou d'autres genres de radiation;»

2. Que l'alinéa 3(2.2)(a) de ladite loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) pour les marchandises énumérées dans les numéros tarifaires 16002-1, 16102-1, 17700-1, 17800-1, 23235-1, 53205-1, 53210-1 et 53215-1, le taux inscrit en regard de chacun des numéros dans l'annexe du présent paragraphe;»

3. Que l'annexe de l'alinéa 3(2.2)(a) de ladite loi soit modifiée par adjonction, dans la colonne intitulée «Numéros», immédiatement après le numéro tarifaire 16102-1, du numéro tarifaire «17700-1», par adjonction, en regard de ce numéro tarifaire, dans la colonne intitulée «Droits», de ce qui suit : «à compter du 1^{er} janvier 1985 28.6 p.c.», et par adjonction, dans le numéro tarifaire 17800-1, sous la colonne intitulée «Droits», immédiatement après «à compter du 1^{er} janvier 1982 20 p.c.», de ce qui suit: «à compter du 1^{er} janvier 1985 24.3 p.c.».

4. Que le paragraphe 3(2.3) de ladite loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(2.3) Sont soustraits à l'application du paragraphe (2.2) les appareils de télévision et leurs pièces, qui doivent servir dans des lignes de télédistribution, classés sous les numéros tarifaires 44533-1 ou 44533-8, les amplificateurs électriques d'audiofréquences et leurs pièces, qui doivent servir dans des lignes de télédistribution, classés sous le numéro tarifaire 44540-1, et les marchandises classées sous les numéros tarifaires 2300-1, 14100-1, 14101-1, 14102-1, 42701-1, 42701-2, 42701-3, 42815-1 et 56805-1».

5. Que l'alinéa 3.1(3)(a) de ladite loi soit modifié par adjonction, immédiatement après le numéro «14100-1», des numéros «14101-1, 14102-1»,.

6. Que l'alinéa 5(3)(b) de ladite loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) aux droits imposés sur les marchandises classées sous un des numéros tarifaires suivants, à savoir:

Numéros tarifaires 17900-1, 18100-1, 20210-1, 28800-1, 32202-1, 32300-1, 36200-1, 41505-1, 41505-2, 41505-3, 43900-1, 44500-1, 51800-1, 51805-1, 51806-1, 52202-1, 52203-1, 53205-1, 53210-1, 53215-1, 53235-1, 53405-1, 53410-1, 54205-1, 54205-2, 54215-1, 55301-1, 55302-1, 55825-1, 55830-1, 55835-1, 56105-1, 56110-1, 56205-1, 56510-1, 56521-1, 56805-1, 56810-1, 56820-1, 56825-1, 56910-1, 56915-1, 57200-1, 57201-1, 57202-1, 57203-1, 57401-1, 57600-1, 59705-1, 59705-2, 61105-1, 61105-2, 61105-3, 61110-1, 61500-1, 61900-1, 63400-1, 64700-1, 65100-1, 65101-1, 65102-1, 65105-1, 65610-1, 65615-1 et 65620-1.»

7. Que l'article 12 de ladite loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit:

«12. Sur recommandation du ministre des Finances, le gouverneur en conseil peut à l'occasion réduire ou supprimer tout droit applicable en vertu de tout numéro tarifaire dans les chapitres 915, 928, 929 et 939 du Groupe XII de la liste A, à l'exception des numéros tarifaires 93901-61, 93901-71, 93901-75, 93902-61, 93902-71, 93902-75, 93903-71, 93903-75 et 93903-77, et de tout numéro sous la position 93907, sur toutes marchandises classées, aux fins de la présente loi, sous l'un quelconque desdits numéros, et la réduction ou la suppression s'appliquera dans les conditions et pour la période qui peuvent être spécifiées par le gouverneur en conseil.»

8. Que ladite loi soit en outre modifiée par addition immédiatement après l'article 22, de l'article qui suit :

«23. (1) Le taux applicable, en vertu de la présente loi ou d'une autre loi du Parlement, ou en vertu du règlement ou d'un décret en conseil pris sous leur régime, à des marchandises usagées ou à des marchandises de qualité inférieure est le taux de droit, applicable par ailleurs à ces marchandises, majoré de vingt-cinq pour cent.

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, par règlement :

(a) définir les expressions «marchandises usagées» et «marchandises de qualité inférieure» pour l'application du présent article;

(b) soustraire à l'application du présent article, en totalité ou en partie, des marchandises usagées et des marchandises de qualité inférieure, et toute classe ou catégorie de celles-ci;

(c) suspendre l'application du présent article à des marchandises usagées ou à des marchandises de qualité inférieure, ou à toute classe ou catégorie de celles-ci.

(3) Les articles 46 à 50 de la *Loi sur les douanes* s'appliquent, avec les adaptations de circonstance, à un importateur touché par l'application du présent article.»

9. Que, dans l'alinéa qui suit immédiatement le numéro tarifaire 8748-1, la liste A de ladite loi soit modifiée par suppression des mots «pesant cinq livres ou moins chacun,», et en les remplaçant par les mots «pesant cinq livres ou 2.27 kilos ou moins chacun, ou qui sont étiquetés, annoncés ou vendus comme tels,».

10. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression des numéros tarifaires suivants :

14100-1, 17800-1, 17800-3, 18030-1, 18100-1, 18700-1, 19910-1, 22001-1, 23400-1, 28900-1, 28900-2, 32603-1, 35200-1, 35400-1, 41400-1, 41500-1, 41505-1, 41505-2, 41515-1, 42700-5, 42701-1, 43910-1, 43910-2, 44300-1, 44300-2, 44300-3, 44300-4, 44504-1, 44506-1, 44508-1, 44512-1, 44516-1, 44524-1, 44533-1, 44533-2, 44533-3, 44533-4, 44533-5, 44536-3, 44537-1, 44538-1, 44540-1, 44542-1, 44603-1, 44612-1, 51100-1, 51110-1, 51400-1, 51805-1, 51902-1, 54125-1, 61105-1, 61800-1, 61815-2, 62410-1, 62900-1, 64700-1, 71002-1, 71003-1, 71006-1, 91510-4, 93402-1, 93902-3, 93902-42, 93902-82 et 93907-1

des énumérations de marchandises, des taux de droit indiqués en regard de ces numéros, et de tout ou tous autres alinéas qui suivent immédiatement les numéros tarifaires 14100-1, 42700-9, 42701-2, 44533-5 et 44540-1, et par insertion, dans la liste A de ladite loi, des numéros, des énumérations de marchandises, des taux de droit et des alinéas tels que précisés à l'annexe I de la présente motion.

11. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression dans le numéro tarifaire 44548-1 de la référence aux «numéros tarifaires 44533-1, 44533-2, 44533-3, 44533-4, 44533-5, 44534-1, 44535-1, 44536-1, 44536-2, 44536-3, 44538-1 et 44540-1», et en la remplaçant par les «numéros tarifaires 44533-1, 44533-2, 44533-3, 44533-4, 44533-5, 44533-6, 44533-7, 44533-8, 44534-1, 44535-1, 44536-1, 44536-2, 44536-3, 44536-5, 44538-3, 44538-4, et 44540-1».

12. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression dans le numéro tarifaire 44550-1 de la référence aux «numéros tarifaires 44533-1, 44533-2, 44533-3, 44533-4, 44533-5, 44534-1, 44535-1, 44538-1,», et en la remplaçant par une mention des «numéros tarifaires 44533-1, 44533-2, 44533-3, 44533-4, 44533-5, 44533-6, 44533-7, 44533-8, 44534-1, 44535-1, 44538-3, 44538-4,».

13. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression dans le numéro tarifaire 69605-1 de la référence aux «numéros tarifaires 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42701-1 ou 42701-2», et en la remplaçant par une mention des «numéros tarifaires 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-11, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15, 42700-16, 42701-1, 42701-2 ou 42701-3».

14. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression dans le sous-alinéa a)(iv) du numéro tarifaire 69605-1 et dans l'alinéa d) du numéro tarifaire 69605-2, des mots «toute école incorporée séparément au Canada qui offre» et en les remplaçant par les mots «toute école incorporée séparément au Canada ou qui, n'étant pas incorporée, n'a aucun lien avec des organismes non admissibles et a été établie uniquement pour offrir».

15. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression du numéro tarifaire 44062-1 et de l'énumération des marchandises et des taux de droit indiqués en regard de ce numéro, et par insertion, dans la liste A de ladite loi, du numéro tarifaire, de l'énumération de marchandises et des taux de droit précisés à l'annexe II de la présente motion.

16. Que la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression des numéros tarifaires suivants :

6905-1, 6905-2, 17315-1, 17800-2, 19510-1, 19755-1, 41040-1, 41305-1, 42000-1, 42100-1, 42600-1, 43150-1, 43155-1, 43705-1, 43710-1, 44028-1, 44315-1, 44320-1, 44530-1, 44725-1, 46218-1, 46220-1, 46245-1, 46246-1, 49201-1, 49202-1, 51105-1, 51145-1, 59730-1, 65804-1, 65810-1, 65811-1, 65815-1, 69005-1, 69625-1, 69640-1 et 93811-3

des énumérations de marchandises et des taux de droit indiqués en regard de ces numéros et par insertion, dans la liste A de ladite loi, des numéros tarifaires, des énumérations de marchandises et des taux de droit précisés à l'annexe III de la présente motion.

17. Que la version française de la liste A de ladite loi soit modifiée par suppression dans le numéro tarifaire 19700-4 des mots «ondulé, non coupé en fonction de dimensions ou de formes précises», et en les remplaçant par les mots «*pour cannelure, non coupé en fonction de dimensions ou de formes précises*».

18. Que la version française de la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression dans le numéro tarifaire 50600-8 des mots «moulures en bois de plus d'un côté profilé», et en les remplaçant par les mots «moulures en bois de plus *d'un profil*».

19. Que la version anglaise de la liste A de ladite loi soit modifiée par suppression dans le numéro tarifaire 50055-1 des mots «not over six feet in length or over fifteen inches in width», et en les remplaçant par les mots «*over fifteen inches in width and not over six feet in length*,».

20. Que la version anglaise de la liste A de ladite loi soit en outre modifiée par suppression dans la Note 1. qui suit le numéro tarifaire 50075-1 des mots «siding and mouldings of wood having the same profile and cross-section throughout their length», et en les remplaçant par les mots «siding and mouldings of wood having the same profile *in cross-section throughout their length*,».

21. Que tout texte législatif fondé sur les alinéas 1, 9, 14 et 16 à 20 inclusivement de la présente motion soit réputé être entré en vigueur le 16^e jour de février 1984 et s'être appliqué à toutes les marchandises mentionnées dans lesdits alinéas et importées ou sorties d'entrepôt en vue de la consommation à compter de cette date, et s'être appliqué aux marchandises déjà importées qui n'ont pas été déclarées en vue de la consommation avant cette date.

22. Que tout texte législatif fondé sur les alinéas 2 à 8 inclusivement, 10 à 13 inclusivement et 15 de la présente motion entrera en vigueur le 1^{er} jour de janvier 1985 et s'appliquera à toutes les marchandises mentionnées dans lesdits alinéas et importées ou sorties d'entrepôt en vue de la consommation à compter de cette date, et s'appliquera aux marchandises déjà importées qui n'ont pas été déclarées en vue de la consommation avant cette date.

Annexe I

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
14100-1	Sucre candi et confiseries, n.d., y compris les gommes sucrées, le maïs éclaté et glacé, les noix glacées, les poudres aromatiques, les poudres à crèmes, les poudres à gelées, les sucreries, les pains sucrés, les gâteaux, les tartes, les poudings et toutes autres friandises contenant du sucre	13 p.c.	16.8 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	12.5 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	13 p.c.	16.1 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	12.5 p.c.	15.6 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13 p.c.	15.5 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	12.5 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
14101-1	Régisse candi.....	14.3 p.c.	18.1 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	12.5 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	14.3 p.c.	17.4 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	12.5 p.c.	15.6 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.2 p.c.	16.7 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	12.5 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
14102-1	Caramel au beurre.....	13.9 p.c.	17.7 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	12.5 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	13.8 p.c.	16.9 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	12.5 p.c.	15.6 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.8 p.c.	16.3 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	12.5 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.
	Toutefois, lorsqu'il s'agit des marchandises classées dans les numéros tarifaires 14100-1, 14101-1 et 14102-1 qui sont cultivées, produites ou fabriquées au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, dans les îles Anglo-Normandes, dans l'île de Man ou en République d'Irlande, le Tarif de la nation la plus favorisée s'applique.								
17700-1	Catalogues publicitaires.....la livre	5 c.	2.5 c.	15 c.	En fr.	5 c.	2.5 c.	15 c.	En fr.
	mais au moins	—	30.5 p.c.	35 p.c.	—	—	21.3 p.c.	35 p.c.	—

Numéro tarifaire	Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion										
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général		
17800-1	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	la livre	5 c.	1.25 c.	15 c.	En fr.	5 c.	1.25 c.	15 c.	En fr.	
		mais au moins	—	29.5 p.c.	35 p.c.	—	—	20.6 p.c.	35 p.c.	—	
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	la livre	5 c.	—	15 c.	En fr.	5 c.	—	15 c.	En fr.	
		mais au moins	—	28.6 p.c.	35 p.c.	—	—	20 p.c.	35 p.c.	—	
	Annonces et imprimés, savoir: brochures publicitaires, pancartes publicitaires, périodiques publicitaires illustrés; catalogues, <i>n.d.</i> , prix-courants et barèmes; almanachs et calendriers publicitaires; circulaires, prospectus ou brochures publicitaires concernant des médicaments brevetés ou d'autres articles; chromos, chromotypes, oléographies ou ouvrages similaires produits par tout procédé autre que la peinture ou le dessin à la main et portant des annonces ou de la publicité imprimées, lithographiées, empreintes ou annexées, y compris les écriteaux, dépliants et affiches publicitaires, ou d'autres travaux artistiques similaires lithographiés, imprimés ou empreints sur papier ou sur carton et servant au commerce ou à la réclame, <i>n.d.</i>										
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	la livre	5 c.	2.5 c.	15 c.	En fr.	5 c.	2.5 c.	15 c.	En fr.	
		mais au moins	—	25.9 p.c.	35 p.c.	—	—	21.3 p.c.	35 p.c.	—	
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	la livre	5 c.	1.25 c.	15 c.	En fr.	5 c.	1.25 c.	15 c.	En fr.	
		mais au moins	—	25 p.c.	35 p.c.	—	—	20.6 p.c.	35 p.c.	—	
		à compter du 1 ^{er} janvier 1987	la livre	5 c.	—	15 c.	En fr.	5 c.	—	15 c.	En fr.
mais au moins			—	24.3 p.c.	35 p.c.	—	—	20 p.c.	35 p.c.	—	

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
17800-3	Les articles désignés aux numéros 17700-1 et 17800-1 sont exemptés des droits lorsqu'ils sont produits dans des pays ayant droit au Tarif de préférence britannique ou de la nation la plus favorisée et se rapportent exclusivement à des produits ou services de ces pays, mais non à des produits ou services canadiens.								
18030-1	Plans et tracés, devis connexes, tout ce qui tient lieu de ces articles, reproductions de ce qui précède, n.d.; cartes et graphiques, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.6 p.c. 11.7 p.c. 10.7 p.c.	12.6 p.c. 11.7 p.c. 10.7 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	En fr. En fr. En fr.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	En fr. En fr. En fr.
18100-1	Billets de banque, obligations, lettres de change, chèques, billets à ordre, traites et imprimés similaires, non signés, cartes et autres modèles commerciaux, imprimés ou lithographiés ou imprimés à l'aide de planches d'acier, de cuivre ou d'autres planches; imprimés, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.6 p.c. 13.4 p.c. 12.2 p.c.	14.6 p.c. 13.4 p.c. 12.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
18700-1	Papier albuminé et autres papiers, tissus textiles et films, n.d.; tout ce qui précède préparé chimiquement pour l'usage des photographes à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr. En fr. En fr.	12.2 p.c. 11.3 p.c. 10.4 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	En fr. En fr. En fr.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
18701-1	<i>Microfilm vierge</i>	En fr.	13.3 p.c.	30 p.c.	En fr.	12 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	12.3 p.c.	30 p.c.	En fr.	11.1 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	11.3 p.c.	30 p.c.	En fr.	10.2 p.c.	En fr.
	Papier goudronné et matériaux préparés pour toitu- res (y compris les bardeaux), carreaux et pan- neaux amovibles pour plafonds, carton-fibre, car- ton-paille, matériaux de revêtement et d'isolement, faits, en entier ou en partie, de fibres végétales, n.d.; papier buvard, non imprimé, ni illustré:						
19200-7	<i>Panneaux muraux en gypse</i>	10.9 p.c.	10.9 p.c.	35 p.c.	En fr.	10.7 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	10.1 p.c.	10.1 p.c.	35 p.c.	En fr.	9.9 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	9.4 p.c.	9.4 p.c.	35 p.c.	En fr.	9.2 p.c.	En fr.
19900-3	<i>Boîtes-classeurs en papier ou carton</i>	13.2 p.c.	13.2 p.c.	35 p.c.	8.5 p.c.	12 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	12.2 p.c.	12.2 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	11.1 p.c.	7 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.2 p.c.	11.2 p.c.	35 p.c.	7 p.c.	10.2 p.c.	6.5 p.c.
19900-4	<i>Enveloppes imprimées, qui autrement seraient classées dans le numéro tarifaire 19900-1, non-remboursées, sauf les enveloppes pour graines de semence</i>	12.5 p.c.	12.5 p.c.	35 p.c.	8 p.c.	12 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	11.5 p.c.	11.5 p.c.	35 p.c.	7.5 p.c.	11.1 p.c.	7 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.6 p.c.	10.6 p.c.	35 p.c.	7 p.c.	10.2 p.c.	6.5 p.c.
19910-1	Réipients fabriqués, en totalité ou en partie, de carton-fibre ou de carton-bois, n.d.	En fr.	12.2 p.c.	35 p.c.	En fr.	12 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	11.3 p.c.	35 p.c.	En fr.	11.1 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	10.4 p.c.	35 p.c.	En fr.	10.2 p.c.	En fr.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion						
		Tarif de pré- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
22001-1	Toutes préparations médicinales et pharmaceuti- ques, composées de plus d'une substance, même contenant de l'alcool, y compris les médicaments brevetés, spécialités pharmaceutiques, teintures, pilules, poudres, tablettes, trochisques, pastilles, capsules remplies, sirops, cordiaux, amers, ano- dins, toniques, emplâtres, liniments, pommades, onguents, pâtes, gouttes, eaux, essences et huiles . à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.4 p.c. 10.3 p.c. 9.5 p.c.	10.4 p.c. 10.3 p.c. 9.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	6.5 p.c. 6.5 p.c. 6 p.c.	10 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	10 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	6.5 p.c. 6.5 p.c. 6 p.c.
	Tout article compris dans le présent numéro et renfermant plus de quarante pour cent d'esprit- preuve sera soumis à un droit de							
	par gallon	\$1.50	\$1.50	\$2.00	\$1.00	\$1.50	\$1.50	\$1.00
	et	11.1 p.c.	11.1 p.c.	25 p.c.	7 p.c.	10.7 p.c.	10.7 p.c.	7 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986							
	par gallon	\$1.50	\$1.50	\$2.00	\$1.00	\$1.50	\$1.50	\$1.00
	et	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	9.9 p.c.	9.9 p.c.	6.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987							
	par gallon	\$1.50	\$1.50	\$2.00	\$1.00	\$1.50	\$1.50	\$1.00
	et	9.5 p.c.	9.5 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	9.2 p.c.	9.2 p.c.	6 p.c.
23400-1	Parfumerie, y compris les préparations non alcoolli- ques pour la toilette, savoir: huiles à cheveux, poudres et eaux dentifrices et autres, pommades, pâtes et autres préparations parfumées, n.d., pour la chevelure, la bouche ou la peau..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.5 p.c. 13.4 p.c. 12.2 p.c.	14.5 p.c. 13.4 p.c. 12.2 p.c.	40 p.c. 40 p.c. 40 p.c.	9.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
28900-1	Baignoires, cuvettes, cabinets, sièges et abattants de cabinets, réservoirs de cabinets, lavabos, uri- noirs, éviers et cuves à lessive, en terre cuite, grès, ciment, argile ou autre matière, n.d.	12.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr.	12.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986								
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987								
28900-2	Cuvettes et réservoirs de cabinets, et combinaisons de ce qui précède, en porcelaine	12.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	12.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986								
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987								
32603-1	Dames-jeannes ou touries, bouteilles, flacons, fioles, cruches et ballons de verre non taillé, n.d.; chemi- nées de verre pour lampes, n.d.	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	32.5 p.c. 32.5 p.c. 32.5 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	32.5 p.c. 32.5 p.c. 32.5 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986								
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987								
35200-1	Clous, broquettes, rivets et contre-rivures ou rondel- les en laiton ou en cuivre; cloches, clochettes et gongs, n.d.; et articles de laiton ou de cuivre, n.d.	12.1 p.c. 11.2 p.c. 10.3 p.c.	12.1 p.c. 11.2 p.c. 10.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986								
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987								
35400-1	Articles en aluminium, n.d.	12.1 p.c. 11.2 p.c. 10.3 p.c.	12.1 p.c. 11.2 p.c. 10.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986								
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987								
41400-1	Dactylotypes	En fr. En fr. En fr.	5.2 p.c. 2.6 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr.	5 p.c. 2.5 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986								
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987								

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de
		pré- rence- britan- nique	la nation la plus favorisée	Tarif général	pré- rence général	préférence britan- nique	la nation la plus favorisée	Tarif général	préférence général
41500-1	Aspirateurs électriques et leurs accessoires; aspira- teurs à main; et les pièces achevées de tout ce qui précède, y compris les boyaux de succion, n.d.:								
	Autres que ce qui suit	5 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	5 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	5 p.c.	14 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	5 p.c.	14 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
41500-2	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	5 p.c.	12.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	5 p.c.	12.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	Aspirateurs pour usage commercial ou industriel	5.1 p.c.	15.1 p.c.	25 p.c.	5.1 p.c.	5 p.c.	15 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	5.1 p.c.	14.1 p.c.	25 p.c.	5.1 p.c.	5 p.c.	14 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
41505-1	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	5.1 p.c.	12.6 p.c.	25 p.c.	5.1 p.c.	5 p.c.	12.5 p.c.	25 p.c.	5 p.c.
	Réfrigérateurs et réfrigérateurs-congélateurs combi- nés, ménagers ou pour magasins, munis ou non de tous leurs accessoires:								
	Ménagers, électriques, ayant une puissance frigorifi- que d'au moins 0.38 m ³	15.7 p.c.	15.7 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	15.5 p.c.	15.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
41505-2	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	14.2 p.c.	14.2 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	14 p.c.	14 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.6 p.c.	12.6 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	Ménagers, n.d.	15.5 p.c.	15.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	15.5 p.c.	15.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
41505-3	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	14 p.c.	14 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	14 p.c.	14 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	Pour magasins	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
41505-3	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de pré- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
Lessiveuses de ménage, avec ou sans moteur en fai- sant partie; pièces achevées de lessiveuses:									
41515-1	<i>Autres que ce qui suit</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	15 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.
41516-1	<i>Pièces achevées de lessiveuses électriques</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15.1 p.c. 14.1 p.c. 12.6 p.c.	15.6 p.c. 14.1 p.c. 12.6 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	15 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.
Machines, n.d., et accessoires, dispositifs, matériel de commande et outils devant servir avec ces machines; pièces de ce qui précède:									
42700-5	Appareils électroménagers à moteur, y compris les couteaux, aiguiseurs de couteaux, polisseu- ses à planchers, humidificateurs, condition- neurs d'air, brosses à dents, ouvre-boîtes, sèche- cheveux, malaxeurs, mélangeurs et hachoirs d'aliments, broyeurs d'ordures ménagères, lave-vaisselle mobiles, polisseuses à chaussures, brosses à vêtements, masseurs, et combinaisons de ces appareils; accessoires, dispositifs de com- mande et outils devant servir avec ces appa- reils; pièces de ce qui précède à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	13.5 p.c. 13 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	13.5 p.c. 13 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de pré- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
42700-10	Pièces pour compresseurs d'air mobiles à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	4.8 p.c. 4.6 p.c. 4.4 p.c.	13 p.c. 12 p.c. 11.1 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	4.8 p.c. 4.6 p.c. 4.4 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.
42700-11	Lave-vaisselle électriques, à l'exclusion des lave- selle électriques mobiles, ménagers, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	4.2 p.c. 4.1 p.c. 4.1 p.c.	15.2 p.c. 14.6 p.c. 14.1 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	4.2 p.c. 4.1 p.c. 4.1 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	13.5 p.c. 13 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.
42700-12	Pièces de lave-vaisselle électriques désignés au numéro tarifaire 42700-11, autres que les pièces pouvant être autrement importées en vertu des numéros tarifaires 42700-5, 42700-6 ou 42700-8 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	13.5 p.c. 13 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	13.5 p.c. 13 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.
42700-13	Pièces des malaxeurs désignés au numéro tarifaire 42700-5 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	3.2 p.c. 3.1 p.c. 3.1 p.c.	14.2 p.c. 13.6 p.c. 13.1 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	3.2 p.c. 3.1 p.c. 3.1 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	13.5 p.c. 13 p.c. 12.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.
42700-14	Distributeurs automatiques de boissons chaudes ou froides, de crème glacée ou de cigarettes à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.
42700-15	Distributeurs automatiques de bonbons à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	3 p.c. 3 p.c. 3 p.c.	11.2 p.c. 10.4 p.c. 9.7 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	3 p.c. 3 p.c. 3 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.

Numéro tarifaire		Tarif de pré- férence- britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- férence général	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
42700-16	<i>Distributeurs automatiques, n.d.</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	2.9 p.c. 2.9 p.c. 2.8 p.c.	11.1 p.c. 10.3 p.c. 9.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.9 p.c. 2.9 p.c. 2.8 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	2.5 p.c. 2.5 p.c. 2.5 p.c.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'importation au Canada des marchandises désignées aux numéros tarifaires 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-11, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15 et 42700-16, le gouverneur en conseil, sur l'avis du ministre de l'Expansion économique régionale, peut, s'il juge qu'il y va de l'intérêt public et qu'il n'est pas possible de se procurer ces marchandises en s'adressant à l'industrie canadienne, remettre les droits spécifiés dans ces numéros à l'égard desdites marchandises, et les paragraphes 17(2), (3), (4), (5) et (8) de la Loi sur l'administration financière s'appliquent dans le cas d'une remise accordée en vertu de cette clause.

Articles qui autrement seraient classés dans les numéros tarifaires 42700-1 à 42700-4, savoir: groupes compresseurs, groupes électrogènes, chariots élévateurs à fourche, chargeurs à benne frontale ou chargeuses-pelleteuses, réducteurs à engrenages, pompes et groupes pompes, soupapes commandées par un moteur, souffleries à mouvement alternatif et pompes à vide, tours pour travailler les métaux, fraiseuses pour travailler les métaux, outils tranchants devant servir avec des machines à travailler les métaux, grues articulées

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion						
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
42701-1	plantes genre à flèche conques pour être montées sur des camions; accessoires, dispositifs et appareils de commande devant servir avec ces articles; pièces de ce qui précède:							
	Autres que ce qui suit.....	2.7 p.c.	10.9 p.c.	35 p.c.	2.7 p.c.	2.5 p.c.	10.7 p.c.	2.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	2.6 p.c.	10 p.c.	35 p.c.	2.6 p.c.	2.5 p.c.	9.9 p.c.	2.5 p.c.
42701-3	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	2.6 p.c.	9.3 p.c.	35 p.c.	2.6 p.c.	2.5 p.c.	9.2 p.c.	2.5 p.c.
	<i>Chariots élévateurs pour usines ou entrepôts fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié.....</i>	2.7 p.c.	10.9 p.c.	35 p.c.	2.7 p.c.	2.5 p.c.	10.7 p.c.	2.5 p.c.
	à compter de 1 ^{er} janvier 1986	2.7 p.c.	10.1 p.c.	35 p.c.	2.7 p.c.	2.5 p.c.	9.9 p.c.	2.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	2.7 p.c.	9.4 p.c.	35 p.c.	2.7 p.c.	2.5 p.c.	9.2 p.c.	2.5 p.c.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'importation au Canada des marchandises désignées aux numéros tarifaires 42701-1, 42701-2 et 42701-3, qui sont fabriquées au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans les îles Anglo-Normandes dans l'île de Man ou en République d'Irlande, le Tarif de la nation la plus favorisée s'applique.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'importation au Canada des marchandises désignées aux numéros tarifaires 42701-1, 42701-2 et 42701-3, le gouverneur en conseil, sur l'avis du ministre de l'Expansion économique régionale, peut, s'il juge qu'il y va de l'intérêt public et qu'il n'est pas possible de se procurer ces marchandises en s'adressant à l'industrie canadienne, remettre les droits spécifiés dans ces numéros à l'égard desdites marchandises, et les

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion								
Numéro tarifaire	Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
<p>paragraphes 17(2), (3), (4), (5) et (8) de la <i>Loi sur l'administration financière</i> s'appliquent dans le cas d'une remise accordée en vertu de cette clause.</p> <p>Voitures et remorques, y compris les roulottes-remorques, n.d., brouettes, chariots, racleurs pour routes ou chemins de fer et voitures à bras:</p>								
43910-1	Voitures, remorques de tourisme, tentes-remorques, remorques non commerciales pour motoneiges, bateaux et chevaux, et remorques utilitaires non commerciales, remorques devant servir d'accessoires permanents pour machinerie ou matériel, brouettes, chariots et voitures à bras, racleurs pour routes ou chemins de fer	10 p.c.	12 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	10 p.c.	11.1 p.c.	30 p.c.	7 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	7 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10 p.c.	10.2 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.
43910-3	Niveleuses automotrices pour l'entretien des routes.....	10.1 p.c.	12.1 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	10.1 p.c.	11.2 p.c.	30 p.c.	7 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	7 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.1 p.c.	10.3 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.
43910-4	Autres.....	10.2 p.c.	12.2 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	10.2 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	7 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.2 p.c.	10.4 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.
43910-5	Maisons roulantes et les remorques pour camions, n.d.....	10 p.c.	15.6 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	10 p.c.	15.3 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10 p.c.	15 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	30 p.c.	10 p.c.

Numéro tarifaire		Tarif de pré- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion			
					Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
44034-3	<i>Lignes de pêche pour sportifs, en emballages de vente au détail</i>							
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	12.7 p.c.	30 p.c.	En fr.	En fr.	12 p.c.	30 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	11.7 p.c.	30 p.c.	En fr.	En fr.	11.1 p.c.	30 p.c.
		En fr.	10.8 p.c.	30 p.c.	En fr.	En fr.	10.2 p.c.	30 p.c.
44126-1	<i>Fusils de chasse à coulisse</i>	En fr.	6.1 p.c.	30 p.c.	En fr.	En fr.	6 p.c.	30 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	5.9 p.c.	30 p.c.	En fr.	En fr.	5.8 p.c.	30 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	5.6 p.c.	30 p.c.	En fr.	En fr.	5.5 p.c.	30 p.c.
	Appareils, et leurs pièces, pour la cuisson ou pour le chauffage des bâtiments, sans comprendre les machines servant à la préparation commerciale des aliments, savoir: les appareils de cuisson con- tinue et de préchauffage continu, autoclaves ou non, ainsi que leurs pièces, pour la stérilisation ou la cuisson ou pour la stérilisation et la cuisson des aliments dans des récipients hermétiques:							
44300-1	<i>Autres que ce qui suit</i>	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.
44300-2	<i>Fours à micro-ondes commerciaux</i>	13.9 p.c.	13.9 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	12.7 p.c.	12.7 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.5 p.c.	11.5 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.
44300-3	<i>Pièces de fourneaux ou cuisinières électriques, autres que les éléments chauffants</i>	13.6 p.c.	13.6 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	12.5 p.c.	12.5 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.4 p.c.	11.4 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.

Droits en vigueur avant les droits
proposés dans la présente motion

Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
44300-4	<i>Pièces de fourneaux ou cuisinières à gaz</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.4 p.c. 13.3 p.c. 12.1 p.c.	14.4 p.c. 13.3 p.c. 12.1 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
	Appareils de cuisson, conçus pour usage domestique; leurs pièces:								
44300-10	<i>Autres que ce qui suit</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15.1 p.c. 14.1 p.c. 12.6 p.c.	15.6 p.c. 14.1 p.c. 12.6 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	15 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.
44300-11	<i>Cafétières électriques</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	17.3 p.c. 16 p.c. 14.3 p.c.	17.8 p.c. 16 p.c. 14.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	11.5 p.c. 10 p.c. 9.5 p.c.	15 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.
44300-12	<i>Pièces de fourneaux ou cuisinières à gaz</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	16.1 p.c. 15 p.c. 13.4 p.c.	16.6 p.c. 15 p.c. 13.4 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 8 p.c.	15 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	15.5 p.c. 14 p.c. 12.5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	10 p.c. 9 p.c. 8 p.c.
44300-20	Appareils pour le chauffage des bâtiments, conçus pour usage domestique; leurs pièces à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.4 p.c. 13.4 p.c. 12.5 p.c.	14.4 p.c. 13.4 p.c. 12.5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	14.4 p.c. 13.4 p.c. 12.5 p.c.	14.4 p.c. 13.4 p.c. 12.5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.
44300-30	Grille-mais mécaniques et leurs pièces	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.
44504-1	Lampes à arc électriques, lampes électriques à incandescence, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.7 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	13.7 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.

Droits en vigueur avant les droits
proposés dans la présente motion

Numéro tarifaire	Tarif de pré- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
44504-2	Lampes fluorescentes.....	15.2 p.c.	15.2 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	13.9 p.c.	13.9 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.7 p.c.	12.7 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	7.5 p.c.
	<i>Lampes à incandescence de plus de 31 volts:</i>							
44504-3	Autres que ce qui suit.....	15 p.c.	15 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	13.8 p.c.	13.8 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.6 p.c.	12.6 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	7.5 p.c.
44504-4	Infra-rouge.....	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	12.4 p.c.	12.4 p.c.	30 p.c.	8 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.3 p.c.	11.3 p.c.	30 p.c.	7.5 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	7.5 p.c.
44504-5	Quartz halogène.....	16.1 p.c.	16.1 p.c.	30 p.c.	10.5 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	14.8 p.c.	14.8 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	12.4 p.c.	12.4 p.c.	8 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	11.3 p.c.	11.3 p.c.	7.5 p.c.
	Appareils électriques de télégraphie et leurs pièces achevées, autres que les marchandises désignées au numéro tarifaire 44546-1:							
44506-1	Autres que ce qui suit.....	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
44506-2	Terminaux de téléimprimeurs (bourse), perforatrices à clavier de télégraphie, matériel de terminaux de téléscripteurs et appareils de télénographie.....	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
44506-3	Pièces achevées de tout ce qui précède à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr. En fr. En fr.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	En fr. En fr. En fr.
	Appareils électriques de téléphone et leurs pièces achevées:								
44508-1	Autres que ce qui suit.....	10.3 p.c.	17.8 p.c.	30 p.c.	10.3 p.c.	10 p.c.	17.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
44508-2	Combinés de téléphone, vidéophones et systèmes télé- phoniques d'intercommunication	10 p.c.	17.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	10 p.c.	17.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
44508-3	Pièces achevées de tout ce qui précède	10.1 p.c.	17.6 p.c.	30 p.c.	10.1 p.c.	10 p.c.	17.5 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
44512-1	Piles électriques et galvaniques, n.d., et leurs pièces achevées, y compris les cloisons en bois, coupées ou non à la dimension	12.7 p.c. 11.7 p.c. 10.8 p.c.	12.7 p.c. 11.7 p.c. 10.8 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	8 p.c. 7.5 p.c. 7 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987								
44516-1	Moteurs électriques et leurs pièces achevées, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.8 p.c. 10 p.c. 9.3 p.c.	10.8 p.c. 10 p.c. 9.3 p.c.	37.5 p.c. 37.5 p.c. 37.5 p.c.	7 p.c. 6.5 p.c. 6 p.c.	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	37.5 p.c. 37.5 p.c. 37.5 p.c.	7 p.c. 6.5 p.c. 6 p.c.
	Appareils électriques et leurs pièces achevées, n.d.:								
44524-1	Autres que ce qui suit..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.2 p.c. 11.3 p.c. 10.3 p.c.	12.2 p.c. 11.3 p.c. 10.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7.5 p.c. 6.5 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.

Droits en vigueur avant les droits
proposés dans la présente motion

Numéro tarifaire		Tarif de pré- férence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- férence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
44524-7	<i>Boîtiers et couvercles de prises de courant élec- triques, en métal</i>	12,8 p.c. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 11,8 p.c. à compter du 1 ^{er} janvier 1987 10,9 p.c.	12,8 p.c. 11,8 p.c. 10,9 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8,5 p.c. 7,5 p.c. 7 p.c.	12 p.c. 11,1 p.c. 10,2 p.c.	12 p.c. 11,1 p.c. 10,2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6,5 p.c.
44524-8	<i>Boîtiers de dérivation électrique</i>	13,6 p.c. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 12,5 p.c. à compter du 1 ^{er} janvier 1987 11,5 p.c.	13,6 p.c. 12,5 p.c. 11,5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7,5 p.c.	12 p.c. 11,1 p.c. 10,2 p.c.	12 p.c. 11,1 p.c. 10,2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6,5 p.c.
44524-9	<i>Commuteurs de commande industriels</i>	12,9 p.c. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 11,9 p.c. à compter du 1 ^{er} janvier 1987 10,9 p.c.	12,9 p.c. 11,9 p.c. 10,9 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8,5 p.c. 7,5 p.c. 7 p.c.	12 p.c. 11,1 p.c. 10,2 p.c.	12 p.c. 11,1 p.c. 10,2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6,5 p.c.
44524-10	<i>Chargeurs de batteries pour usage commercial</i>	12,3 p.c. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 11,4 p.c. à compter du 1 ^{er} janvier 1987 10,5 p.c.	12,3 p.c. 11,4 p.c. 10,5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7,5 p.c. 7 p.c.	12 p.c. 11,1 p.c. 10,2 p.c.	12 p.c. 11,1 p.c. 10,2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6,5 p.c.
44524-11	<i>Systèmes d'alarme antivol</i>	12,5 p.c. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 11,5 p.c. à compter du 1 ^{er} janvier 1987 10,6 p.c.	12,5 p.c. 11,5 p.c. 10,6 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7,5 p.c. 7 p.c.	12 p.c. 11,1 p.c. 10,2 p.c.	12 p.c. 11,1 p.c. 10,2 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6,5 p.c.
	Appareils de radio et de télévision, et leurs pièces, n.d.								
44533-1	Autres que ce qui suit	En fr. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 En fr. à compter du 1 ^{er} janvier 1987 En fr.	11 p.c. 10,2 p.c. 9,5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr.	10,7 p.c. 9,9 p.c. 9,2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr.
44533-2	Postes de radio domestiques, y compris les postes de radio pour véhicules automobiles, autres que les combinés comprenant récepteurs, syntonisa-								

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
44533-3	teurs et amplificateurs; pièces de postes de radio domestiques.....	En fr.	3.8 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	3.8 p.c.	25 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	1.9 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	1.9 p.c.	25 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
44533-4	Postes de radio domestiques combinés comprenant récepteurs, syntonisateurs et amplificateurs, y compris les postes de radio pour véhicules automobiles.....	En fr.	4.7 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	3.8 p.c.	25 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	2.4 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	1.9 p.c.	25 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
44533-5	Télécouleurs domestiques, autres que ceux ayant un écran de 19 pouces; pièces de télécouleurs domestiques.....	En fr.	10 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	10 p.c.	25 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	8.8 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	8.8 p.c.	25 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	7.5 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	7.5 p.c.	25 p.c.	En fr.
44533-6	Télécouleurs domestiques à écran de 19 pouces.....	En fr.	11 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	10 p.c.	25 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	9.7 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	8.8 p.c.	25 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	8.2 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	7.5 p.c.	25 p.c.	En fr.
44533-7	Téléviseurs monochromes et leurs pièces.....	En fr.	3 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	3 p.c.	25 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	1.5 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	1.5 p.c.	25 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
44533-7	Caméras de télévision couleur pour usage domes- tique, et leurs pièces.....	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.

Numéro tarifaire	Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général	
44533-8	Antennes réceptrices pour usage domestique et leurs dispositifs de montage, pour radio ou télévision, sauf radio-amateur à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr. En fr. En fr.	11.4 p.c. 10.5 p.c. 9.8 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr.	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr.	
	Sauf que dans le cas des appareils de télévision et de leurs pièces, qui doivent servir dans des lignes de télédistribution, qui sont classés dans les numéros tarifaires 44533-1 ou 44533-8, et qui sont fabriqués au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans les îles Anglo-Normandes, dans l'île de Man, ou en République d'Irlande, le Tarif de la nation la plus favorisée s'applique.									
44536-3	Tourne-disques à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	2 p.c. 1 p.c. En fr.	2 p.c. 1 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	1 p.c. 0.5 p.c. En fr.	1.9 p.c. 0.9 p.c. En fr.	1.9 p.c. 0.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	1 p.c. 0.5 p.c. En fr.	
44536-5	Bras de pick-up à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	1.9 p.c. 0.9 p.c. En fr.	1.9 p.c. 0.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	1 p.c. 0.5 p.c. En fr.	1.9 p.c. 0.9 p.c. En fr.	1.9 p.c. 0.9 p.c. En fr.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	1 p.c. 0.5 p.c. En fr.	
44537-1	Pièces et matières devant servir à la fabrication ou à la réparation des marchandises désignées aux numéros tarifaires 44536-1, 44536-2, 44536-3 et 44536-5	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.	

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion								
Numéro tarifaire		Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de
		pré- rence- britan- nique	la nation la plus favorisée	Tarif général	pré- rence général	préférence britan- nique	la nation la plus favorisée	préférence général
Enregistreurs, reproducteurs et matériel d'enregistrement et de transcription de dictée utilisant une bande magnétisable comme support d'enregistrement; leurs pièces, n.d.:								
44538-3	Autres que ce qui suit	9.1 p.c.	9.1 p.c.	25 p.c.	6 p.c.	9.1 p.c.	9.1 p.c.	6 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	8.6 p.c.	8.6 p.c.	25 p.c.	5.5 p.c.	8.6 p.c.	8.6 p.c.	5.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	8 p.c.	8 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	8 p.c.	8 p.c.	5 p.c.
44538-4	Magnétoscopes et reproducteurs autres que ceux utilisés pour la télédiffusion.....	9.5 p.c.	9.5 p.c.	25 p.c.	6 p.c.	9.1 p.c.	9.1 p.c.	6 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	8.9 p.c.	8.9 p.c.	25 p.c.	5.5 p.c.	8.6 p.c.	8.6 p.c.	5.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	8.3 p.c.	8.3 p.c.	25 p.c.	5.5 p.c.	8 p.c.	8 p.c.	5 p.c.
44540-1	Hauts-parleurs; amplificateurs électriques d'audiofréquences; leurs pièces n.d.....	En fr.	11.4 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	10.7 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	10.5 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	9.9 p.c.	En fr.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	9.8 p.c.	25 p.c.	En fr.	En fr.	9.2 p.c.	En fr.

Toutefois, lorsqu'il s'agit des *amplificateurs électriques d'audiofréquences* et leurs pièces, qui doivent servir dans des lignes de télédistribution, et qui sont fabriqués au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans les îles Anglo-Normandes, dans l'île de Man, ou en République d'Irlande, le Tarif de la nation la plus favorisée s'applique.

Tubes électroniques, à l'exception des tubes à rayons X;

Culots, ensembles à perles, cages, canons, montures, queusots et grilles bobinées, tous ces articles

Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	devant entrer dans la fabrication de tubes élec- troniques, à l'exception des tubes à rayons X:								
44512-1	Autres que ce qui suit..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr. En fr. En fr.	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	— — —	En fr. En fr. En fr.	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	— — —
44512-2	Tubes-image de télécouleur..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr. En fr. En fr.	10.8 p.c. 10 p.c. 9.3 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	— — —	En fr. En fr. En fr.	10.7 p.c. 9.9 p.c. 9.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	— — —
	Objets fabriqués, articles ou marchandises, en fer ou en acier ou dont le fer ou l'acier ou les deux domi- nent en valeur, n.d.:								
44603-1	Autres que ce qui suit..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.1 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	12.1 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.
44612-1	Bouteilles ou cylindres d'acier devant servir de réci- pients à haute pression pour le gaz..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter de 1 ^{er} janvier 1987	En fr. En fr. En fr.	12.4 p.c. 11.5 p.c. 10.6 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	En fr. En fr. En fr.
51100-1	Raquettes et cadres de raquettes; battes de base- ball; balles creuses de golf pour l'entraînement; bal- les de toutes sortes devant servir aux sports, aux jeux ou à l'athlétisme, nd.: pièces achevées de clubs de golf..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
51101-1	Balles de golf, <i>n.d.</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.7 p.c. 13.5 p.c. 12.3 p.c.	14.7 p.c. 13.5 p.c. 12.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
51101-2	Clubs de golf..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.5 p.c. 13.3 p.c. 12.1 p.c.	14.5 p.c. 13.3 p.c. 12.1 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
51110-1	Skis..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
51400-1	Cercueils et bières, <i>n.d.</i> ; pièces en métal pour cer- cueils et bières.....	15 p.c.	15 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	15 p.c.	15 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
51400-2	Cercueils et bières en métal.....	19.5 p.c.	19.5 p.c.	30 p.c.	13 p.c.	15 p.c.	15 p.c.	30 p.c.	10 p.c.
51805-1	Tables de billard, avec ou sans blouses..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	17.9 p.c. 17.7 p.c. 17 p.c.	18.5 p.c. 17.7 p.c. 17 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	12 p.c. 11.5 p.c. 11 p.c.	15.7 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	16.3 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 10 p.c.
51806-1	Queues, billes, porte-queues et procédés de queues de billard..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15.7 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	16.3 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	15.7 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	16.3 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 10 p.c.

Meubles en bois, en fer ou en une autre matière, de maison, de bureau, de cabinet ou de magasin, et leurs pièces, à l'exclusion des articles forgés, moulés et emboutis en métal, non ouvrés:

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
51901-2	Meubles de chambre à coucher en bois, non rembourrés, à l'exclusion des lits d'enfants et des lits superposés..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	15.3 p.c. 15.3 p.c. 15.3 p.c.	16.6 p.c. 15.9 p.c. 15.3 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	11 p.c. 10.5 p.c. 10 p.c.	15 p.c. 15 p.c. 15 p.c.	16.3 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 10 p.c.
51901-3	Meubles de bureau en bois, à l'exclusion des bureaux, du matériel de classement apparent, des supports pour machines à écrire et des tables..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	16.2 p.c. 16.1 p.c. 16.1 p.c.	17.5 p.c. 16.7 p.c. 16.1 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	11.5 p.c. 11 p.c. 10.5 p.c.	15 p.c. 15 p.c. 15 p.c.	16.3 p.c. 15.6 p.c. 15 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	10.5 p.c. 10 p.c. 10 p.c.
51901-4	Classeurs en métal..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.1 p.c. 13.3 p.c. 12.7 p.c.	14.1 p.c. 13.3 p.c. 12.7 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	9 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	13.8 p.c. 13.1 p.c. 12.5 p.c.	13.8 p.c. 13.1 p.c. 12.5 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	9 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.
51901-5	Dont le métal est l'élément dominant en valeur, n.d..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.9 p.c. 13.2 p.c. 12.6 p.c.	13.9 p.c. 13.2 p.c. 12.6 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	9 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.	13.8 p.c. 13.1 p.c. 12.5 p.c.	13.8 p.c. 13.1 p.c. 12.5 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	9 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.
52307-1	Vestes de ski pour hommes en tissus entièrement de coton.....	30 p.c.	30 p.c.	35 p.c.	—	22.5 p.c.	22.5 p.c.	35 p.c.	—
54125-1	Cordages excédant 2.5 cm de circonférence, n.d.....	17.6 p.c.	20.1 p.c.	25 p.c.	—	17.5 p.c.	20 p.c.	25 p.c.	—
56301-1	Drapes de lit en percale de polyester-coton, plats.....	22.5 p.c.	27.5 p.c.	50 p.c.	—	20 p.c.	25 p.c.	50 p.c.	—
56831-1	Gants jetables faits des matières désignées sous les positions 93901 à 93906 inclusivement.....	20.5 p.c.	25.5 p.c.	45 p.c.	17 p.c.	20 p.c.	25 p.c.	45 p.c.	16.5 p.c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
Numéro tarifaire	Tarif de pré- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général
<i>Moquettes, tuftées, en rouleaux, autrement classées dans le numéro tarifaire 57200-1:</i>							
57201-1	Autres que ce qui suit	et, le mètre carré	18.7 p.c.	20.7 p.c.	18.3 c.	40 p.c.	13.5 p.c.
		mais au plus				\$2.15	12.2 c.
		à compter du 1 ^{er} janvier 1986	18.7 p.c.	20.7 p.c.	8.6 c.	40 p.c.	18.7 p.c.
		et, le mètre carré				\$2.15	13.5 p.c.
57202-1	Nylon	mais au plus	18.7 p.c.	20.7 p.c.		40 p.c.	5.7 c.
		à compter du 1 ^{er} janvier 1987				\$2.15	18.7 p.c.
		et, le mètre carré	18.1 p.c.	20.1 p.c.	18.3 c.	40 p.c.	13.5 p.c.
						\$2.15	13.5 p.c.
57203-1	Polypropylène, laine ou mélanges de laine, acrylique, polyester, rayonne ou acétate	et, le mètre carré	18.1 p.c.	20.1 p.c.	8.6 c.	40 p.c.	13 p.c.
		mais au plus				\$2.15	1.1 c./pc ²
		à compter du 1 ^{er} janvier 1986	18.1 p.c.	20.1 p.c.	8.6 c.	40 p.c.	18 p.c.
		et, le mètre carré				\$2.15	13 p.c.
57203-1	Polypropylène, laine ou mélanges de laine, acrylique, polyester, rayonne ou acétate	mais au plus	18.1 p.c.	20.1 p.c.	8.6 c.	40 p.c.	0.5 c./pc ²
		à compter du 1 ^{er} janvier 1987				\$2.15	18 p.c.
		et, le mètre carré	18.1 p.c.	20.1 p.c.	8.6 c.	40 p.c.	13 p.c.
						\$2.15	13 p.c.

Droits en vigueur avant les droits
proposés dans la présente motion

Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
61105-1	Bottes, bottines, souliers, pantoufles et semelles intérieures de toute matière, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	18.3 p.c. 18.3 p.c. 18.3 p.c.	23.4 p.c. 23.1 p.c. 22.8 p.c.	40 p.c. 40 p.c. 40 p.c.	— — —	18 p.c. 18 p.c. 18 p.c.	23.1 p.c. 22.8 p.c. 22.5 p.c.	40 p.c. 40 p.c. 40 p.c.	— — —
61800-1	Colle de caoutchouc, et articles en caoutchouc et en gutta-percha, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	12.1 p.c. 11.2 p.c. 10.3 p.c.	12.1 p.c. 11.2 p.c. 10.3 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	27.5 p.c. 27.5 p.c. 27.5 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.
61815-2	Bandages industriels pleins en caoutchouc posés par pression, n.d.; pneus pour utilisation hors des grand-roues, ayant une largeur transversale d'au moins 16 pouces y compris les flancs ordinaires mais non les nervures, barres ou décorations laté- rales de protection, et ayant un diamètre de jante d'au moins 24 pouces. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.1 p.c. 11.7 p.c. 10.2 p.c.	13.1 p.c. 11.7 p.c. 10.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8.5 p.c. 7.5 p.c. 6.5 p.c.	13.1 p.c. 11.7 p.c. 10.2 p.c.	13.1 p.c. 11.7 p.c. 10.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8.5 p.c. 7.5 p.c. 6.5 p.c.
61815-3	Bandages industriels pleins en caoutchouc, posés par pression, à l'exclusion des pneus usagés ou rechapés .. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.4 p.c. 12.9 p.c. 11.2 p.c.	14.4 p.c. 12.9 p.c. 11.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9.5 p.c. 8.5 p.c. 7 p.c.	13.1 p.c. 11.7 p.c. 10.2 p.c.	13.1 p.c. 11.7 p.c. 10.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8.5 p.c. 7.5 p.c. 6.5 p.c.
61815-4	Bandages industriels pleins ou creux, n.d., à l'exclusion des pneus usagés ou rechapés. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.2 p.c. 12.2 p.c. 11.2 p.c.	13.2 p.c. 12.2 p.c. 11.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8.5 p.c. 8 p.c. 7 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
<i>Pneus entièrement ou partiellement en caoutchouc, autres que ceux pouvant être importés en vertu des numéros tarifaires 61810-1 et 61815-2, et à l'exclusion des pneus usagés ou rechapés:</i>									
61815-5	<i>Pneus industriels, de voitures particulières, de bicyclettes, de motocyclettes, d'autobus et d'autocars, de camions, d'aéronefs, de voitures de course, de matériel agricole, de tracteurs, ou pour circulation hors des grand-roues</i>	12.6 p.c. 11.6 p.c. 10.7 p.c.	12.6 p.c. 11.6 p.c. 10.7 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7.5 p.c. 7 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.
61815-6	<i>N.d.</i>	13.7 p.c. 12.6 p.c. 11.7 p.c.	13.7 p.c. 12.6 p.c. 11.7 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	12 p.c. 11.1 p.c. 10.2 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	8 p.c. 7 p.c. 6.5 p.c.
62410-1	Jouets de toute sorte, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.2 p.c. 10.2 p.c. 10.2 p.c.	14.6 p.c. 13.6 p.c. 12.7 p.c.	40 p.c. 40 p.c. 40 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c.	10 p.c. 10 p.c. 10 p.c.	14.4 p.c. 13.4 p.c. 12.5 p.c.	40 p.c. 40 p.c. 40 p.c.	9.5 p.c. 8.5 p.c. 8 p.c.
Parapluies, parasols et ombrelles de toute sorte et de toute matière:									
62900-1	<i>Types jardin, plage, patio ou parterre</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
62900-2	<i>N.d.</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	13.6 p.c. 12.5 p.c. 11.4 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
64700-1	Bijoux de toute matière, pour la parure, n.d. à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	16.4 p.c. 14.8 p.c. 13.3 p.c.	16.4 p.c. 14.8 p.c. 13.3 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	10.5 p.c. 9.5 p.c. 8.5 p.c.	16.2 p.c. 14.7 p.c. 13.2 p.c.	16.2 p.c. 14.7 p.c. 13.2 p.c.	45 p.c. 45 p.c. 45 p.c.	10.5 p.c. 9.5 p.c. 8.5 p.c.
Boutons faits des matières désignées sous les positions 93901 à 93906 inclusivement:									
65101-1	Résines de polyester, acrylique ou caséine et, la grosse à compter du 1 ^{er} janvier 1986 et, la grosse à compter du 1 ^{er} janvier 1987 et, la grosse	12.6 p.c. 5 c. 12.6 p.c. 5 c. 12.6 p.c. 5 c.	14.5 p.c. 5 c. 13.5 p.c. 5 c. 12.6 p.c. 5 c.	35 p.c. 5 c. 35 p.c. 5 c. 35 p.c. 5 c.	9.5 p.c. 3.3 c. 9 p.c. 3.3 c. 8 p.c. 3.3 c.	12.6 p.c. 5 c. 12.6 p.c. 5 c. 12.6 p.c. 5 c.	14.5 p.c. 5 c. 13.5 p.c. 5 c. 12.6 p.c. 5 c.	35 p.c. 5 c. 35 p.c. 5 c. 35 p.c. 5 c.	9.5 p.c. 3.3 c. 9 p.c. 3.3 c. 8 p.c. 3.3 c.
65102-1	N.d. et, la grosse à compter du 1 ^{er} janvier 1986 et, la grosse à compter du 1 ^{er} janvier 1987 et, la grosse	12.7 p.c. 5 c. 12.7 p.c. 5 c. 12.7 p.c. 5 c.	14.6 p.c. 5 c. 13.6 p.c. 5 c. 12.7 p.c. 5 c.	35 p.c. 5 c. 35 p.c. 5 c. 35 p.c. 5 c.	9.5 p.c. 3.3 c. 9 p.c. 3.3 c. 8 p.c. 3.3 c.	12.6 p.c. 5 c. 12.6 p.c. 5 c. 12.6 p.c. 5 c.	14.5 p.c. 5 c. 13.5 p.c. 5 c. 12.6 p.c. 5 c.	35 p.c. 5 c. 35 p.c. 5 c. 35 p.c. 5 c.	9.5 p.c. 3.3 c. 9 p.c. 3.3 c. 8 p.c. 3.3 c.
Les emballages, intérieurs et extérieurs, servant à couvrir ou contenir des marchandises importées dans ces emballages, sont soumis aux dispositions suivantes:									
71002-1	Emballages usuels contenant des marchandises assujetties à un droit ad valorem quelconque..... à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr. En fr. En fr.	6 p.c. 5.8 p.c. 5.5 p.c.	20 p.c. 20 p.c. 20 p.c.	En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr.	6 p.c. 5.8 p.c. 5.5 p.c.	20 p.c. 20 p.c. 20 p.c.	En fr. En fr. En fr.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Si, dans le cas de vente de marchandises similai- res par l'exportateur dans le cours ordinaire du com- merce dans le pays d'exportation, la valeur des emballages usuels est comprise dans le prix de vente des marchandises qu'ils contiennent, alors, aux fins des numéros tarifaires 71001-1 et 71002-1, les emballages sont censés faire partie des marchandises.								
71006-1	Le mot emballages, dans les numéros tarifaires 71001-1 à 71005-1 inclusivement, comprend tout article employé pour recouvrir ou contenir des marchandises importées dans ces emballages, sous réserve des règlements établis par le Minis- tre.								
	91510 — Mélanges industriels, obtenus par réac- tion ou autrement, d'acides gras ne contenant pas 90 p. 100 en poids ou plus d'un acide quel- conque; huiles acides de raffinage, n.d.; mélanges industriels, obtenus par réaction ou autrement, d'alcools gras ne contenant pas 90 p. 100 en poids ou plus d'un alcool quelconque:								
91510-4	Alcools gras supérieurs, non sulfatés, devant ser- vir à la fabrication des marchandises désignées sous la position 93402.....	En fr.	En fr.	25 p.c.	—	En fr.	En fr.	25 p.c.	—

93402 — Agents organiques tensio-actifs; prépara-
tions tensio-actives et préparations pour la les-
sive, contenant ou non du savon:

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
93402-1	Autres que ce qui suit	10.3 p.c.	13.4 p.c.	25 p.c.	8.5 p.c.	10 p.c.	13.1 p.c.	25 p.c.	8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	10.3 p.c.	13.1 p.c.	25 p.c.	8.5 p.c.	10 p.c.	12.8 p.c.	25 p.c.	8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.3 p.c.	12.8 p.c.	25 p.c.	8.5 p.c.	10 p.c.	12.5 p.c.	25 p.c.	8 p.c.
93402-5	Détectifs pour lave-vaisselle automatiques	17.2 p.c.	20.3 p.c.	25 p.c.	13.5 p.c.	10 p.c.	13.1 p.c.	25 p.c.	8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	17.1 p.c.	19.9 p.c.	25 p.c.	13 p.c.	10 p.c.	12.8 p.c.	25 p.c.	8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	16.9 p.c.	19.4 p.c.	25 p.c.	12.5 p.c.	10 p.c.	12.5 p.c.	25 p.c.	8 p.c.
93902 — Produits de polymérisation et de copoly- mérisation (par exemple polyéthylène, polytétra- haloéthylènes, polyisobutylène, polystyrène, chlo- rure de polyvinyle, acétate de polyvinyle, chloracétate de polyvinyle et autres dérivés poly- vinyliques, dérivés polyacryliques et polyméthac- ryliques, résines de coumarone-indène):									
a) Sans introduction de substances autres qu'une substance antimassante, y compris les déchets et les débris; émulsions aqueuses, dispersions aqueu- ses ou solutions aqueuses, sans introduction d'autres substances:									
93902-3	Type polyéthylène	10.2 p.c.	10.2 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.	9.7 p.c.	9.7 p.c.	20 p.c.	6 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	10.1 p.c.	10.1 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.	9.6 p.c.	9.6 p.c.	20 p.c.	6 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	6.5 p.c.	9.5 p.c.	9.5 p.c.	20 p.c.	6 p.c.
c) Compositions à mouler, n.d., y compris les déchets et les débris, complètement formulées ou non; ces compositions présentées sous forme d'articles préformés non entièrement polymérisés pour moulage par compression:									

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
93902-42	Type polyéthylène à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	11.5 p.c. 11.3 p.c. 11.1 p.c.	11.5 p.c. 11.3 p.c. 11.1 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	7.5 p.c. 7.5 p.c. 7 p.c.	11.4 p.c. 11.2 p.c. 11 p.c.	11.4 p.c. 11.2 p.c. 11 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	7.5 p.c. 7 p.c. 7 p.c.
	f) En mousse ou expansés, en cylindres, feuilles, blocs, planches, flocons, granules, poudre, lan- guettes, déchets ou débris:								
93902-77	Type polyéthylène à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.3 p.c. 14.1 p.c. 13.9 p.c.	14.3 p.c. 14.1 p.c. 13.9 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 9 p.c.	13.9 p.c. 13.7 p.c. 13.5 p.c.	13.9 p.c. 13.7 p.c. 13.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	9 p.c. 9 p.c. 9 p.c.
	g) Plaques, feuilles, pellicules, feuilles en rouleaux ou en bandes; tubes plats ou autres, blocs, barres, joncs, bâtons, monofils non destinés au tissage et autres profilés importés en longueurs, tous de sec- tion transversale uniforme:								
93902-82	Type polyéthylène à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.6 p.c. 14.1 p.c. 13.6 p.c.	14.6 p.c. 14.1 p.c. 13.6 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 9 p.c.	14.5 p.c. 14 p.c. 13.5 p.c.	14.5 p.c. 14 p.c. 13.5 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 9 p.c.
	93907 – Ouvrages faits avec les matières désignées sous les positions 93901 à 93906 inclusivement, n.d.:								
93907-1	Autres que ce qui suit à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.6 p.c. 14.1 p.c. 13.6 p.c.	14.6 p.c. 14.1 p.c. 13.6 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 9 p.c.	14.5 p.c. 14 p.c. 13.5 p.c.	14.5 p.c. 14 p.c. 13.5 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 9 p.c.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
93907-11	<i>Bouteilles, avec ou sans capsules</i>	14.7 p.c.	14.7 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	14.5 p.c.	14.5 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	14.2 p.c.	14.2 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	14 p.c.	14 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.7 p.c.	13.7 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
93907-12	<i>Capsules de bouteilles</i>	14.8 p.c.	14.8 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	14.5 p.c.	14.5 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	14.3 p.c.	14.3 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	14 p.c.	14 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	13.8 p.c.	13.8 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
93907-13	<i>Articles de table, à l'exclusion des gobelets et des objets jetables</i>	15.3 p.c.	15.3 p.c.	30 p.c.	10 p.c.	14.5 p.c.	14.5 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	14.7 p.c.	14.7 p.c.	30 p.c.	9.5 p.c.	14 p.c.	14 p.c.	30 p.c.	9 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.2 p.c.	14.2 p.c.	30 p.c.	9 p.c.	13.5 p.c.	13.5 p.c.	30 p.c.	9 p.c.

Annexe II

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion					
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
44062-1	Gonds pouvant être importés en vertu des numéros tarifaires 35200-1, 35400-1 et 36215-1; Meubles pouvant être importés en vertu des numé- ros tarifaires 35400-1, 44603-1, 61800-1 et 93907-1; Moulages pouvant être importés en vertu des numé- ros tarifaires 35400-1 et 39000-1; Pièces forgées pouvant être importées en vertu des numéros tarifaires 39200-1; Phares scellés pouvant être importés en vertu des numéros tarifaires 44504-1, 44504-2, 44504-3, 44504-4 et 44504-5; Microphones pouvant être importés en vertu du numéro tarifaire 44536-1; Moulages en magnésium pouvant être importés en vertu du numéro tarifaire 71100-1; Miroirs, travaillés optiquement, pouvant être importés en vertu du numéro tarifaire 32305-1; Verrerie, travaillée optiquement, pouvant être importée en vertu du numéro tarifaire 32648-1; Marchandises, sauf les pièces, pouvant être impor- tées en vertu des numéros tarifaires 44028-1, 44300-1, 44300-2, 44514-1, 44538-3, 44538-4 et 44540-1;						

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire	Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général	Tarif de préférence général
Marchandises pouvant être importées en vertu des numéros tarifaires 31200-1, 36800-1, 41417-1, 41417-2, 41505-1, 41505-2, 41505-3, 42400-1, 42405-1, 42700-1, 42701-1, 43005-1, 43300-1, 44053-1, 44057-1, 44059-1, 44500-1, 44502-1, 44512-1, 44516-1, 44524-1, 44524-7, 44524-8, 44524-9, 44524-10, 44524-11, 44526-1, 44532-1, 44533-1, 44533-8, 46200-1, 47100-1, 61815-1, et 61815-5;									
<i>Pièces non électriques de cabinets.</i>									
Tout ce qui précède devant servir à la fabrication, la réparation, l'entretien, la construction, la modifi- cation ou la conversion des marchandises énumé- rées dans le numéro tarifaire 44060-1									
	En fr.	En fr.	27.5 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	27.5 p.c. Divers	En fr. Divers	En fr. Divers

Annexe III

Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion			
						Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	Aliments, n.d., pour animaux et volailles, et leurs ingrédients, n.d.:								
6931-1	Nourriture pour bestiaux, contenant de la mélasse	5 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	—	5 p.c.	10 p.c.	20 p.c.	—
6931-2	Nourriture pour bestiaux, contenant de la mélasse, ne contenant pas de produits de la laiterie	4 p.c.	4 p.c.	20 p.c.	—	4 p.c.	4 p.c.	20 p.c.	—
7855-1	Feuilles d' <i>Asparagus setaceus</i> , fraîches, coupées	En fr.	En fr.	40 p.c.	—	En fr.	12.5 p.c.	40 p.c.	—
9911-1	Fruits tropicaux, y compris la mangue, la papaye et l'ananas, déshydratés, auxquels a été ajouté ou non du sucre ou tout autre édulcorant, n.d.	15 p.c.	15 p.c.	35 p.c.	En fr.	15 p.c. 15 p.c.	15 p.c. 15 p.c.	35 p.c. 35 p.c.	5 p.c. —
16901-1	Microformes des marchandises désignées aux numéros 16900-1, 17000-1, 17100-1, 17200-1, 17205-1, 17210-1, 17305-1, 17310-1, 17315-1, 17320-1, 17325-1, 17330-1, 18200-2, 18205-1, 18305-1, 18310-1, 18400-1 et 18405-1	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.	En fr. En fr.	10 p.c. En fr.	25 p.c. En fr.	En fr. En fr.
17315-1	Tous les livres, pour les bibliothèques reconnues, appartenant aux autorités constituées de ces bibliothèques et n'étant dans aucun cas la pro-								

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	priété de particuliers ou de sociétés commerciales, conformément aux règlements que peut prescrire le Ministre	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
18102-1	Listes d'envoi créées par ordinateur, à l'exclusion des étiquettes gommées ou des autres étiquettes prêtes à l'emploi	En fr.	En fr.	35 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	35 p.c.	En fr.
19510-1	Livres d'échantillons de papiers peints et d'autres revêtements muraux	En fr.	En fr.	35 p.c.	En fr.	Divers	Divers	Divers	Divers
	Papier et carton de toute sorte, n.d.:								
19700-7	Carton de couverture	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	9 p.c.	9 p.c.	25 p.c.	6 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	7.7 p.c.	7.7 p.c.	25 p.c.	5 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	6.5 p.c.	6.5 p.c.	25 p.c.	4 p.c.				
19700-8	Carton homogène blanchi pour boîtes, couché ou non, non coupé en fonction de dimensions ou de formes précises, d'une épaisseur d'au moins 0.009 pouce..	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.	10.3 p.c.	10.3 p.c.	25 p.c.	6.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	9 p.c.	9 p.c.	25 p.c.	6 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	7.7 p.c.	7.7 p.c.	25 p.c.	5 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	6.5 p.c.	6.5 p.c.	25 p.c.	4 p.c.				
19755-1	Papier ou carton dur, décoré ou non, à l'exclusion du papier cristal, devant servir exclusivement à la fabrication de marchandises désignées dans les positions 93901 à 93905	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.
						11.4 p.c.	11.4 p.c.	25 p.c.	7.5 p.c.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion						
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
41040-1	Lunettes de sûreté conçues pour la protection des yeux des travailleurs qui exécutent un travail dangereux; leurs pièces, y compris les lentilles et les montures; ébauches de lentilles, en plastique ou en verre, pour de telles lunettes	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	10 p.c. 12.5 p.c. En fr.	12.5 p.c. 12.5 p.c. En fr.	22.5 p.c. 30 p.c. En fr.
41305-1	Machines et appareils (à l'exclusion des métiers à tisser à bras, de leurs pièces et des machines désignées au numéro tarifaire 42700-6) servant à préparer, fabriquer, essayer ou finir les fils, cordages et tissus faits de fibres textiles ou de papier, importés pour servir exclusivement aux fabricants et aux institutions d'enseignement ou de charité pour ces procédés seulement; pièces de ce qui précède	En fr.	En fr.	10 p.c.	En fr.	En fr. 2.5 p.c. 10 p.c.	En fr. 11.4 p.c. 12.9 p.c.	En fr. 10 p.c. 35 p.c. 35 p.c.
42000-1	Machines devant servir exclusivement à tanner ou repousser le cuir; pièces de ce qui précède: Autres que ce qui suit	En fr.	En fr.	10 p.c.	En fr.	En fr. 2.5 p.c.	En fr. 11.4 p.c.	En fr. 10 p.c. 35 p.c.
42000-2	Machines pour brasser les peaux; tambours et cuves de trempage; tambours et récipients de tannage et de retannage; machines de broyage à sec; machines de vaporisation; matériel de réglage de vaporisation et d'évacuation; pièces de tout ce qui précède..	2.5 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.	En fr. 2.5 p.c.	En fr. 11.4 p.c.	En fr. 10 p.c. 35 p.c.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion						
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
42100-1	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	2.5 p.c.	10.7 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.			
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	2.5 p.c.	9.9 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.			
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	2.5 p.c.	9.2 p.c.	35 p.c.	2.5 p.c.			
	Râteaux pour mélanger, malaxeurs, mélanges à meules par voie sèche ou humide, broyeur à argile, broyeurs à boulets, bascules, machines à écraser les galettes; pièces achevées de ce qui pré- cède; tout ce qui précède importé par des fabri- cants de produits d'argile pour servir exclusive- ment à la fabrication des produits de l'argile dans leurs propres usines, en vertu des règlements pres- crits par le Ministre	En fr.	6.3 p.c.	10 p.c.	En fr.	En fr. 2.5 p.c.	6.3 p.c. 11.4 p.c.	En fr. 10 p.c. 35 p.c.
42600-1	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	En fr.	6 p.c.	10 p.c.	En fr.			
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	5.8 p.c.	10 p.c.	En fr.			
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	5.5 p.c.	10 p.c.	En fr.			
	Ozoniseurs ou purificateurs d'air à l'ozone ayant une capacité d'au plus 11.34 kilos par jour, et leurs piè- ces	En fr.	5 p.c.	10 p.c.	En fr.	En fr. 12.9 p.c.	5 p.c. 12.9 p.c.	En fr. 10 p.c. 30 p.c.
43150-1	Instruments et matériel de précision pour la géo- physique, n.d.; pièces, accessoires, trépieds, pla- ques de base et étuis pour tout ce qui précède.....	En fr.	En fr.	20 p.c.	En fr.	En fr. 2.5 p.c. 12.9 p.c.	En fr. 10.3 p.c. 12.9 p.c.	En fr. 20 p.c. 30 p.c. 30 p.c.

		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
43155-1	Instruments et matériel de photogrammétrie et de télé-détection, y compris le matériel de traçage; acces- soires devant servir avec ce qui précède; pièces et étuis de tout ce qui précède	En fr.	En fr.	20 p.c.	En fr.	Divers	Divers	Divers	Divers
	<i>Pièces de systèmes de signalisation qui permettent aux chemins de fer de commander ou de régler la circula- tion et l'itinéraire des véhicules ferroviaires, de d'annoncer l'approche de véhicules ferroviaires, de déceler les conditions dangereuses sur la voie ferrée ou près de celle-ci, ou sur les véhicules ferroviaires, ou d'identifier les véhicules ferroviaires qui passent:</i>								
43705-1	Autres que ce qui suit	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.
					2.5 p.c.	11.4 p.c.	35 p.c.	30 p.c.	2.5 p.c.
					12.9 p.c.	12.9 p.c.	30 p.c.	30 p.c.	8.5 p.c.
43705-2	Coffres pour appareils; Piles et batteries; Boulons, écrous et vis; Supports à manchons; Systèmes multiplex électroniques; Croix de passage à niveau à lumière clignotante; Fondations; Fusibles; Tringles de manœuvre isolées; Plaques matricules; Paratonnerres genre poteau de ligne; Matériel d'amenée de courant;								

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	<i>Transformateurs de puissance; Signaux de type sémaphore; Ponts, porte-à-faux et accessoires de signalisation; Ampoules de lampes de signalisation; Mâts de signalisation, échelles, bases de mâts, cou- ronnements et brides; Enseignes; Serre-fils; Bras de bois pour barrières; Pièces de tout ce qui précède</i>	12.9 p.c.	12.9 p.c.	30 p.c.	8.5 p.c.	En fr. 2.5 p.c. 12.9 p.c.	En fr. 11.4 p.c. 12.9 p.c.	30 p.c. 35 p.c. 30 p.c.	En fr. 2.5 p.c. 8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	12 p.c.	12 p.c.	30 p.c.	8 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	11.1 p.c.	11.1 p.c.	30 p.c.	7 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10.2 p.c.	10.2 p.c.	30 p.c.	6.5 p.c.				
44028-1	Chronomètres et boussoles, et leurs pièces, y compris les cartes pour ces instruments, pour aéronefs ou pour les marchandises désignées aux numéros tarifaires 44000-1 à 44009-1 inclusivement.....	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr. 2.5 p.c. 14.6 p.c.	En fr. 10.3 p.c. 14.6 p.c.	En fr. 30 p.c. 35 p.c.	En fr. 2.5 p.c. 9.5 p.c.
44315-1	Contrôles hydrostatiques et leurs pièces, devant servir à la fabrication des chauffe-eau à gaz	En fr.	1.9 p.c.	30 p.c.	En fr.	En fr. 10 p.c.	1.9 p.c. 12.9 p.c.	30 p.c. 35 p.c.	En fr. 8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	En fr.	1.3 p.c.	30 p.c.	En fr.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	0.6 p.c.	30 p.c.	En fr.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.				

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	Tarif de	
		préfé- rence- britan- nique	la nation la plus favorisée	Tarif général	préfé- rence général	préférence britan- nique	la nation la plus favorisée	Tarif général	préférence général
44320-1	Contrôles pour le gaz, n.d., à l'exclusion des veilleuses automatiques, des commandes thermostatiques, des contrôles actionnés par thermostat, des soupapes de réglage du gaz ayant un tuyau d'une dimension intérieure d'au plus 19 mm, et des veilleuses de sécurité isolées ou combinées avec les soupapes de réglage du gaz susmentionnées, tout ce qui précède devant servir sur des appareils au gaz pour la cuisson, le chauffage des bâtiments ou de l'eau ou pour la réfrigération ou devant servir à la fabrication, à la réparation ou à l'adaptation au gaz de ces appareils; y compris de tels dispositifs lorsqu'ils doivent servir dans les conduits de gaz entre de tels appareils et le compteur, ou dans les conduits de gaz entre de tels appareils et le récipient à gaz du consommateur; pièces de ce qui précède à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr. En fr. En fr. En fr.	1.9 p.c. 1.3 p.c. 0.6 p.c. En fr.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	Enf r. En fr. En fr. En fr.	Divers Divers Divers Divers	Divers Divers Divers Divers	Divers Divers Divers Divers	
44530-1	Transformateurs électriques, redresseurs de courant, dispositifs de raccordement des câbles, rallonges de câble pendant avec connecteurs moulés à même, boîtes de dérivation, et les pièces achevées de tout ce qui précède; tous les articles susmentionnés lorsqu'ils sont ignifuges et devant servir dans les mines où se trouvent des gaz inflammables	En fr.	6.6 p.c.	37.5 p.c.	En fr. 11.4 p.c. 12.9 p.c.	En fr. 11.4 p.c. 12.9 p.c.	6.6 p.c. 11.4 p.c. 12.9 p.c.	37.5 p.c. 37.5 p.c. 30 p.c.	En fr. 7.5 p.c. 8.5 p.c.

En fr.
7.5 p.c.
8.5 p.c.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion						
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
44599-1								
	Machines et appareils; accessoires, matériel de contrôle							
	et outils devant servir avec ces machines et appareils;							
	pièces de tout ce qui précède; tout ce qui précède ne							
	devant pas comprendre le matériel laser, le matériel							
	pour le traitement des eaux ou des déchets, le maté-							
	riel à osmose inverse pour la déminéralisation ou la							
	désionisation des eaux, les postes de travail à air pur							
	écoulé par courant laminaire, les hottes à vapeurs,							
	les salles blanches, les bancs ou les postes de traite-							
	ment par voie humide devant servir dans les salles							
	blanches, les modules à haute efficacité pour le fil-							
	trage des poussières, les modules à courant lami-							
	naire, les tables de travail électroniques, les chambres							
	de passage pour salles blanches, les moniteurs de							
	pressurisation des salles ou de la circulation de l'air							
	dans les salles, les boîtes d'entreposage en acrylique,							
	et leurs pièces; tout ce qui précède devant servir							
	directement à la conception, à la mise au point, à							
	l'essai ou à la fabrication des dispositifs semiconduc-							
	teurs	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	12,9 p.c. Divers	12,9 p.c. Divers	8,5 p.c. Divers
44600-1								
	Appareils à électrochocs pour l'échantillonnage des							
	populations de poissons	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	12,9 p.c.	12,9 p.c.	8,5 p.c.

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
44725-1	Pointes de tubes perforateurs, tamis et crépines pour puits; pièces de tout ce qui précède	10 p.c.	12.9 p.c.	35 p.c.	8.5 p.c.	En fr. 10 p.c.	6.3 p.c. 12.9 p.c.	12.5 p.c. 35 p.c.	En fr. 8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	10 p.c.	12 p.c.	35 p.c.	8 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	10 p.c.	11.1 p.c.	35 p.c.	7 p.c.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	10 p.c.	10.2 p.c.	35 p.c.	6.5 p.c.				
44726-1	Têtes de puits sans cavité et leurs pièces	En fr.	6.3 p.c.	12.5 p.c.	En fr.	En fr. 10 p.c.	6.3 p.c. 12.9 p.c.	12.5 p.c. 35 p.c.	En fr. 8.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	En fr.	6 p.c.	12.5 p.c.	En fr.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	En fr.	5.8 p.c.	12.5 p.c.	En fr.				
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr.	5.5 p.c.	12.5 p.c.	En fr.				

46245-1 Caméras cinématographiques, caméras vidéo, caméras
conçues expressément pour être utilisées sur des
bancs d'animation;

Visieurs devant servir avec les caméras ci-dessus;

Caissons insonores pour caméras;

Chariots ou autres unités mobiles pour les caméras
ci-dessus;

Grues, sans filerie, devant servir avec des micropho-
nes;

Équipement de montage de diapositives, de films ou
de bandes magnétoscopiques, à savoir: machines de
montage, colleuses de films, appareils à synchro-
niser les films, visionneuses, réenrouleuses ou leurs
combinaisons;

Équipement de son optique;

Pupitres de mixage numériques ou analogiques, com-
prenant des systèmes de commande par micro-pro-

Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion									
Numéro tarifaire		Tarif de pré- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
	<i>cesseur ou micro-ordinateur, des magnétophones et des magnétoscopes; Pièces de ce qui précède;</i>								
	<i>Tout ce qui précède devant servir à la production commerciale de films cinématographiques, de films animés ou de diaporamas ou de présentations ciné- matographiques à images multiples, avec ou sans son</i>	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.
	<i>Ce qui suit devant être utilisé pour des puits de pétrole ou de gaz naturel et devant être installé entre la tête du puits ou l'unité de pompage du pétrole en surface et la vanne de distribution sur place:</i>								
49201-1	<i>Duses, pointeaux d'éruption et régulateurs de débit; séparateurs et purificateurs, pétrole, gaz ou eau</i> à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 5 p.c.	8 p.c. 7.6 p.c. 7.2 p.c. 6.8 p.c.	20 p.c. 20 p.c. 20 p.c. 20 p.c.	5 p.c. 5 p.c. 5 p.c. 4.5 p.c.	En fr. En fr.	En fr. En fr.	En fr. En fr.	En fr. En fr.
49202-1	<i>Réservoir en acier boulonné; pompes à injection pour produits chimiques</i>	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.	En fr.
51105-1	Battes, balles, gants et jambières pour le cricket à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	En fr. En fr. En fr. En fr.	14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	35 p.c. 35 p.c. 35 p.c. 35 p.c.	En fr. En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr. En fr.	En fr. En fr. En fr. En fr.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion						
		Tarif de préfé- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préfé- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence général
51145-1	Matériel de plongée en scaphandre autonome, à savoir: régulateurs devant servir avec des bouteilles de plongée, leurs pièces; tuyaux souples, raccords et soupapes devant servir avec des régulateurs; indicateurs mécaniques de la pression, de la température et de la profondeur et combinaisons de tels appareils; raccords et soupapes de bouteilles de plongée en scaphandre autonome et leurs pièces; compas sous-marins	En fr.	En fr.	35 p.c.	En fr.	Divers	Divers	Divers
65804-1	Annonces publicitaires sur films ou sur rubans vidéo et annonces publicitaires pour la radio enregistrées sur bandes magnétiques fabriquées à partir de résines synthétiques ou de plastiques celluloses, importées uniquement à titre de références conformément aux conditions que le Ministre peut prescrire par règlement	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.	En fr.	30 p.c.	En fr.
65810-1	Bandes magnétiques vierges, n.d., fabriquées à partir de résines synthétiques ou de plastiques celluloses	5 p.c.	8 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	5 p.c.	8 p.c.	5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1985	5.1 p.c.	7.7 p.c.	25 p.c.	5 p.c.	5 p.c.	7.6 p.c.	5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1986	5.1 p.c.	7.3 p.c.	25 p.c.	4.5 p.c.	5 p.c.	7.2 p.c.	4.5 p.c.
	à compter du 1 ^{er} janvier 1987	5.1 p.c.	6.9 p.c.	25 p.c.	4.5 p.c.	5 p.c.	6.8 p.c.	4.5 p.c.
65812-1	Enregistrements sonores, n.d., sur tout support, à l'exclusion des enregistrements audio-visuels:	En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.	14.6 p.c.	14.6 p.c.	9.5 p.c.
	Autres que ce qui suit				En fr.	En fr.	25 p.c.	En fr.

Numéro tarifaire		Droits en vigueur avant les droits proposés dans la présente motion							
		Tarif de pré- rence- britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de pré- rence général	Tarif de préférence britan- nique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général	Tarif de préférence général
65812-2	A caractère musical, y compris les enregistrements d'opéras, d'opérettes, de comédies musicales et les autres enregistrements ayant une teneur musicale importante, enregistrements de numéros de music-hall et de cabaret, qu'ils soient musicaux ou non, y compris les monologues et les soliloques et les autres enregistrements ayant un caractère diversifiant semblable..... à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c.	14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	9.5 p.c. 9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
65812-3	Disques de phonographe qui seraient autrement classés dans le numéro tarifaire 65812-2..... à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.6 p.c. 16.3 p.c. 15 p.c. 13.7 p.c.	14.6 p.c. 16.3 p.c. 15 p.c. 13.7 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9.5 p.c. 10.5 p.c. 10 p.c. 9 p.c.	14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	30 p.c. 30 p.c. 30 p.c. 30 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
65812-4	A caractère publicitaire..... à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c.	14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.
65813-1	Enregistrements audio-visuels sur bandes magnétiques, n.d., fabriquées à partir de résines synthétiques ou de plastiques celluloses..... à compter du 1 ^{er} janvier 1985 à compter du 1 ^{er} janvier 1986 à compter du 1 ^{er} janvier 1987	14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	14.6 p.c. 13.5 p.c. 12.4 p.c. 11.3 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.	14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c.	14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c. 14.6 p.c.	25 p.c. 25 p.c. 25 p.c. 25 p.c.	9.5 p.c. 9 p.c. 8 p.c. 7.5 p.c.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

CA1
FN
- W15 -



House of Commons
Chambre des communes
CANADA

NOTICE OF MOTION AVIS DE MOTION

WAYS AND MEANS VOIES ET MOYENS

Thursday, April 5, 1984

Le jeudi 5 avril 1984

Notice of Ways and Means Motion with respect to the interpretation of Canada's international conventions relating to income tax and the Acts implementing such conventions

Avis de motion de voies et moyens concernant l'interprétation des conventions internationales conclues par le Canada en matière d'impôts sur le revenu et de leurs lois de mise en œuvre

That it is expedient to introduce a measure with respect to the interpretation of Canada's international tax conventions reading as follows:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi concernant l'interprétation des conventions fiscales internationales conclues par le Canada de la teneur suivante :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Income Tax Conventions Interpretation Act*.

1. *Loi sur l'interprétation des conventions en matière d'impôts sur le revenu*.

5 Titre abrégé

DEFINITION

DÉFINITION

Definition of "convention"

2. In this Act, "convention" means any convention or agreement between Canada and another state relating to tax on income, and includes any protocol or supplementary convention or agreement relating thereto.

2. Pour l'application de la présente loi, «convention» s'entend de toute convention ou de tout accord conclus entre le Canada et un autre État en matière d'impôts sur le revenu, y compris tout protocole, ou toute convention ou tout accord complémentaires y afférents.

Définition de «convention»

INTERPRETATION

INTERPRÉTATION

Meaning of undefined terms

3. Notwithstanding the provisions of a convention or the Act giving it the force of law in Canada, it is hereby declared that the law of Canada is that to the extent that a term in the convention is

3. Par dérogation à toute convention ou à la loi lui donnant effet au Canada, le droit au Canada est tel que les expressions appartenant aux catégories ci-dessous s'entendent, sauf indication contraire du contexte, au sens qu'elles ont pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* compte tenu de ses modifications, et non au sens qu'elles avaient pour cette application à la date de la conclusion de la convention ou de sa prise d'effet au Canada si, depuis lors, leur sens pour la même application a changé. Les catégories en question sont :

Sens des expressions non définies

- (a) not defined in the convention,
- (b) not fully defined in the convention, or
- (c) to be defined by reference to the laws of Canada,

that term has, except to the extent that the context otherwise requires, the meaning it has for the purposes of the *Income Tax Act*, as amended from time to time, and not the meaning it had for the purposes of the *Income Tax Act* on the date the convention was entered into or given the force of law in Canada if, after that date, its meaning for the purposes of the *Income Tax Act* has changed.

20

25

30

25

- a) les expressions non définies dans la convention;
- b) les expressions non définies exhaustivement dans la convention;
- c) les expressions à définir d'après les lois du Canada.

Permanent establishments in Canada

4. Notwithstanding the provisions of a convention or the Act giving it the force of

4. Par dérogation à toute convention ou à la loi lui donnant effet au Canada, le droit au

Établissements stables au Canada

law in Canada, it is hereby declared that the law of Canada is that where, for the purposes of the application of the convention, the profits from a business activity, including an industrial or commercial activity, attributable or allocable to a permanent establishment in Canada are to be determined for any period,

(a) there shall, except where the convention expressly otherwise provides, be included in the determination of those profits all amounts with respect to that activity that are attributable or allocable to the permanent establishment and that would be required to be included under the *Income Tax Act*, as amended from time to time, by a person resident in Canada carrying on the activity in Canada in the computation of his income from a business for that period; and

(b) there shall, except to the extent that an agreement between the competent authorities of the parties to the convention expressly otherwise provides, not be deducted in the determination of those profits any amount with respect to that activity that is attributable or allocable to the permanent establishment and that would not be deductible under the *Income Tax Act*, as amended from time to time, by a person resident in Canada carrying on the activity in Canada in the computation of his income from a business for that period.

Canada est tel que, dans le cas où, pour l'application de la convention, les bénéfices provenant d'une activité d'entreprise, y compris une activité industrielle ou commerciale, imputables à un établissement stable au Canada, doivent être calculés pour une période donnée, les dispositions suivantes sont à observer :

a) sont inclus dans le calcul de ces bénéfices, sauf disposition contraire de la convention, tous les montants afférents à cette activité qui sont imputables à cet établissement et qu'une personne résidant au Canada et y exerçant cette activité est tenue d'inclure, aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* compte tenu de ses modifications, dans ses revenus d'entreprise pendant cette période;

b) sauf disposition contraire d'un accord conclu entre les autorités compétentes des parties à la convention, ne sont pas déduits, dans le calcul de ces bénéfices, les montants afférents à cette activité qui sont imputables à cet établissement et qu'une personne résidant au Canada et y exerçant cette activité ne peut déduire, aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* compte tenu de ses modifications, dans le calcul de ses revenus d'entreprise pendant cette période.

Meaning of
certain terms

5. Notwithstanding the provisions of a convention or the Act giving the convention the force of law in Canada, in this section and in the convention,

(a) the term "Canada" means the territory of Canada, and includes

(i) every area beyond the territorial seas of Canada that, in accordance with international law and the laws of Canada, is an area in respect of which Canada may exercise rights with respect to the seabed and subsoil and their natural resources, and

(ii) the seas and airspace above every area described in subparagraph (i); and

5. Par dérogation à toute convention ou à la loi lui donnant effet au Canada, les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à la convention.

a) Le mot «Canada» s'entend du territoire du Canada, y compris :

(i) toute région située au-delà des mers territoriales du Canada qui, conformément au droit international et aux lois du Canada, est une région à l'égard de laquelle le Canada peut exercer des droits à l'égard du sol marin et son sous-sol et de leurs ressources naturelles,

(ii) Les mers et l'espace aérien au-dessus de la région visée à l'alinéa i).

Sens de
certaines
expressions

(b) the terms "immovable property" and "real property" with respect to such property in Canada are hereby declared to include

- (i) any right to explore for or exploit mineral deposits and sources in Canada and other natural resources in Canada, and
- (ii) any right to an amount computed by reference to the production (including profit) from, or to the value of production from, mineral deposits and sources in Canada and other natural resources in Canada.

b) Les expressions «biens immobiliers» et «biens immeubles», dans le cas où ces biens sont situés au Canada, s'appliquent :

- (i) au droit d'exploiter les gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles au Canada et au droit de faire de l'exploration relativement à ceux-ci,
- (ii) au droit à un montant calculé sur la base de la production y compris les bénéfices ou de la valeur de la production des gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles au Canada.

Meaning of "interest"

6. Notwithstanding section 3, the meaning of the term "interest" in any convention given the force of law in Canada before November 19, 1974 does not include any amount paid or credited, pursuant to an agreement in writing entered into before June 23, 1983, as consideration for a guarantee referred to in paragraph 214(15)(a) of the *Income Tax Act*.

6. Par dérogation à l'article 3, le terme «intérêts», dans les conventions qui ont eu effet au Canada avant le 19 novembre 1974, ne s'applique pas aux montants versés ou crédités en vertu d'un accord écrit conclu avant le 23 juin 1983 en contrepartie d'une garantie visée à l'alinéa 214(15)a) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Sens d'«intérêts»

APPLICATION

Application

7. This Act applies
(a) in the case of tax under Part XIII of the *Income Tax Act*, to amounts paid or credited after June 23, 1983; and
(b) in all other cases, to taxation years ending after June 23, 1983.

APPLICATION

7. La présente loi s'applique :
a) dans le cas de l'impôt prévu à la Partie XIII de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, aux montants versés ou crédités après le 23 juin 1983;
b) dans les autres cas, aux années d'imposition se terminant après le 23 juin 1983.

Application



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9



House of Commons
CANADA

NOTICES OF MOTIONS

WAYS AND MEANS

Monday, June 18, 1984

CONTENTS

	Page
Income Tax Act and Related Statutes	3
Petroleum and Gas Revenue Tax Act	15
Canada Pension Plan	16
Tax Court of Canada Act	17

NOTICE OF WAYS AND MEANS MOTION TO AMEND THE INCOME TAX ACT AND RELATED STATUTES

That it is expedient to amend the Income Tax Act and related statutes and to provide among other things:

Automobile Benefits

(1) That for the 1984 and subsequent taxation years, the amount of the benefit in respect of the operating costs of an automobile provided to an employee or shareholder be allowed to be computed at the rate of 50 per cent of the standby charge in respect of the automobile.

Employee Stock Options

(2) That, where an arm's length employee of a corporation exercises or disposes of an option granted to him after February 15, 1984 to acquire qualifying equity shares of his employer or a related corporation, one half of the resulting benefit included in his income from employment be allowed as a deduction in computing his taxable income provided that the exercise price for the shares is not less than their fair market value at the time the option was granted.

Scientific Research

(3) That for that 1984 and subsequent taxation years, paragraph 12(1)(v) of the Act include a reference to paragraph 37(1)(g) of the Act to ensure that any negative balance in a taxpayer's scientific research expenditure account be brought into income.

Life Insurance Policies and Annuities

(4) That for taxation years commencing after 1982, the provision of the Act allowing a taxpayer to elect to be taxed annually on income accrued on certain annuities and life insurance policies be amended

(a) to clarify that the election is not available to a corporation, partnership, unit trust or any trust of which a corporation or partnership is a beneficiary.

(b) to allow the election to be made for annuities under which payments have commenced, and

(c) to provide that the election cease to apply for prescribed annuity contracts.

Small Business Development Bonds

(5) That for taxation years ending in calendar years commencing after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, the restriction pertaining to a corporation's cumulative deduction account be removed from the small business development bond provisions of the Act.

Banker's Acceptances

(6) That for bankers' acceptances drawn after June 1984, funds raised through the sale of such acceptances be treated as borrowed money, so as to permit the provisions of the Act relating to the deductibility of interest and of expenses incurred in the course of borrowing money to apply in respect of such acceptances.

Recovery of Refund Interest

(7) That the provisions of the Act that allow a taxpayer a deduction in respect of certain tax refund interest repaid to the Minister of National Revenue be extended to apply in respect of tax refund interest repaid after April 19, 1983 under a provincial income tax statute.

Injection Substances

(8) That for the 1984 and subsequent taxation years, rules be introduced to allow a deduction for the cost of substances injected to assist in the recovery of petroleum, natural gas or related hydrocarbons and to provide that such substances be treated as inventory having a cost of nil.

Judicial Appointments

(9) That a taxpayer who is federally or provincially appointed a judge in the 1984 or a subsequent taxation year be permitted to elect to defer such portion of the income from his professional practice for a fiscal period commencing before the year and ending in the year as will ensure that his income for the year generally represents 12 months' earnings and the amount so deferred be included in his income for the immediately following year.

Replacement Property Rules

(10) That the replacement property rules be amended to provide that, for a disposition after February 15, 1984 of a former business property that is in part a building and in part land, a taxpayer may elect to reallocate to one part the proceeds of disposition of the other in an amount not exceeding the capital gain on that other part.

Capital Gain Strips

(11) That for transfers of property after 1984 or, if elected, after 1981, the rules relating to divisive corporate reorganizations in paragraph 55(3)(b) of the Act be amended to clarify the existing restrictions on preliminary transactions carried out in contemplation of the reorganization, and that effect after 1981, consequential changes be made to subsection 55(4) of the Act.

Alimony and Maintenance Payments

(12) That the provisions of the Act relating to the deduction and taxation of alimony and maintenance payments be extended to provide that amounts paid after 1983 by a taxpayer in respect of eligible post-separation expenses incurred in the year or a preceding year for the maintenance of a qualifying person or a child of that person who is in the custody of that person be treated as allowances payable on a periodic basis where the court order or written separation agreement under which the amounts were paid so provides and, for this purpose, eligible expenses include medical and education expenses and certain accommodation expenses in respect of the qualifying person's residence.

(13) That for the purpose of the provisions of the Act relating to the deduction and taxation of alimony and maintenance payments, any such payments made after 1983 and before the making of a court order or written separation agreement be deemed to be made pursuant to the order or agreement where the order or agreement so provides and the payments are made in the year in which such order or agreement was made or in the immediately preceding year.

Depletion Recapture

(14) That paragraph 59(3.3)(a) of the Act

(a) not require any income inclusion in respect of an amount described therein that becomes receivable by a taxpayer after 1983 where the amount would, if incurred as an expense, qualify as a Canadian oil and gas exploration expense (other than such an expense in respect of non-conventional lands, where the amount is receivable by the taxpayer in 1984, or a drilling expense in respect of a qualified tertiary oil recovery project),

(b) require the inclusion in income of 10 per cent of an amount described therein that becomes receivable by a taxpayer in 1984 where the amount would, if incurred as an expense, qualify as a Canadian oil and gas exploration expense in respect of non-conventional lands (other than a drilling expense in respect of a qualified tertiary oil recovery project), and

(c) apply for the 1984 and subsequent taxation years, where an amount becomes receivable by a taxpayer for property or services the cost of which was added in computing the earned depletion base of a person with whom he was not dealing at arm's length and not where an amount becomes receivable by a taxpayer on the disposition of property to a person with whom he was not dealing at arm's length.

(15) That paragraph 59(3.3)(f) of the Act apply after April 19, 1983, where an amount becomes receivable by a taxpayer for property or services the cost of which was added in computing the mining exploration depletion base of a person with whom he was not dealing at arm's length and not where an amount becomes receivable by a taxpayer on the disposition of property to a person with whom he was not dealing at arm's length.

Rollover of Pension Benefits

(16) That the provisions of the Act allowing the tax-free transfer to a registered retirement savings plan or registered pension plan of amounts received from a pension fund or plan be restricted, for transfers after February 15, 1984 in respect of amounts received after that date, to transfers from registered or certain foreign service pension funds or plans.

Moving Expenses

(17) That with respect to relocations within Canada occurring after 1983, the moving expense deduction be extended to individuals who were unemployed immediately before moving to a new employment or business.

Canadian Exploration Expenses

(18) That the provisions of the Act relating to expenses incurred before 1984 in drilling an oil or gas well in Canada that are included in the definition "Canadian exploration expense" be extended to such expenses incurred before 1986.

Elected Value for Farm Transfers

(19) That rules be provided to permit, on the death of a taxpayer after 1983, a transfer of his qualifying farm property, including an interest in a family farm partnership or shares of a family farm corporation, to his child for any value between the cost amount of the property and its fair market value.

Family Farm Holding Corporations

(20) That the provisions of the Act relating to the transfer by a spousal trust of shares of a family farm corporation to a child of the settlor be extended to apply to transfers after May 25, 1978 of shares of a family farm holding corporation.

Transfers to Parents

(21) That where a taxpayer, who has under the special rules relating to inter-generational transfers acquired a farm property, an interest in a family farm partnership or shares of a family farm corporation or of a small business corporation, dies after 1983, the property be permitted to be transferred to a parent of the taxpayer for any value between its cost amount and its fair market value.

Definition of Child

(22) That for the purpose of the provisions of the Act providing for the deferral of tax on transfers of property by a taxpayer to his child, the definition of "child" be amended for transfers after 1983 to include a person who, at any time before he attained the age of 21 years, was in law or in fact in the custody and control of the taxpayer and wholly dependent on him for support.

Leased Farm Property	(23) That farm property transferred after December 31, 1983 that is property leased by an individual to his family farm corporation or to a family farm corporation or partnership of his spouse or child be treated as property used by him in the business of farming for the purposes of the provisions of the Act relating to inter-generational transfers of farm property.
Late-Filed and Amended Elections	(24) That the Minister of National Revenue be permitted after February 15, 1984 to accept an election under section 85, 93, 97 or 98 of the Act after expiry of the late-filing period, or an amended election under those sections, where in his opinion it would be just and equitable to do so and the taxpayer pays a penalty, not exceeding \$8,000, with such election.
Transfer of Resource Properties	(25) That subsection 85(1.1) of the Act not apply with respect to dispositions of resource properties after February 15, 1984.
Amalgamations	(26) That for the 1984 and subsequent taxation years, the provisions of the Act relating to amalgamations provide that a new corporation resulting from an amalgamation be allowed to utilize, for the purposes of section 37 and Part VIII of the Act, unused scientific research expenditures made by its predecessor corporations.
Acquisition of Control	(27) That where control of a parent or subsidiary has last been acquired before November 13, 1981 and the subsidiary is subsequently wound up, the deductibility to the parent of any non-capital losses of the subsidiary incurred in taxation years ending before the acquisition of control be limited only by those provisions of the Act governing the deductibility of losses subsequent to acquisitions of control that were in force on November 12, 1981.
Offshore Investment Funds	(28) That an anti-avoidance rule be introduced with effect from January 1, 1985 requiring a taxpayer who has an investment in a taxation year in a non-resident investment fund to include in his income for the year an amount calculated by reference to the designated cost of his investment multiplied by the prescribed rate of interest.
Deduction in Computing Income of a Trust	(29) That the amendment to paragraph 104(6)(b) of the Act that came into force with respect to dispositions occurring after November 12, 1981 not apply in respect of a disposition to a specified tax exempt entity or Her Majesty after that date by a trust created before November 13, 1981.
Trust Resource Income	(30) That for the 1982 and subsequent taxation years, the Act be amended to permit a trust to allocate to its beneficiaries as income an amount not exceeding its Crown royalties and payments under the Petroleum and Gas Revenue Tax Act.
Prohibition on Deduction of Personal Exemptions	(31) That for the 1984 and subsequent taxation years, the provisions of the Act relating to the claiming of personal exemptions by a taxpayer prohibit a taxpayer from claiming a personal exemption in respect of a dependent child for a taxation year where the taxpayer is entitled to a deduction under paragraph 60(c.1) of the Act for the year in respect of a payment made for the maintenance of that child.
Dependent Nieces and Nephews	(32) That for the 1984 and subsequent taxation years, the personal exemption for dependent nieces and nephews be amended to remove the conditions that relate to the status of their parents.

Qualifying Medical Expenses	(33) That for the 1984 and subsequent taxation years, the costs in respect of dogs trained to alert profoundly deaf persons, the cost of hydraulic wheelchair lifts for vehicles as prescribed by a medical practitioner and the cost of cloth diapers or disposable briefs for persons who are incontinent because of illness, injury or affliction qualify for the purposes of the medical expense deduction.
Special Medical Deduction	(34) That for the 1984 and subsequent taxation years, the special deduction allowed under the Act to individuals confined to a bed or wheelchair for a substantial portion of each day for a 12-month period ending in the year be extended to persons who are so confined for a period beginning in the year and continuing to the end of the year and who, in the opinion of a medical practitioner, will be so confined for a 12-month period.
Donation of Real Property	(35) That the provision of the Act permitting a taxpayer to make a charitable gift of real property at less than its fair market value be extended to apply to gifts of Canadian real property made after February 15, 1984 by non-residents to prescribed non-resident charities where the use of that property will be in the Canadian public interest.
Forward Averaging	<p>(36) That for the 1983 and subsequent taxation years, the forward averaging provisions be amended to recognize that the provincial share of an individual's forward averaging tax adjustment will be determined in accordance with the income allocation rules applicable in computing an individual's tax for the year under Part I of the Act.</p> <p>(37) That for the 1982 and subsequent taxation years, the forward averaging provisions be clarified to ensure that the balance of any accumulated averaging amount that an individual's legal representative has not elected to include in the individual's taxable income for the year of his death be subject to tax under the Act as if 1/3 of such amount were added to his taxable income otherwise determined for each of the three taxation years immediately preceding the year of death.</p>
Overseas Employment Credit	<p>(38) That for the 1984 and subsequent taxation years the amount of an individual's tax otherwise payable as determined otherwise payable as determined under paragraph 122.3(3)(b) of the Act for the purposes of computing his overseas employment tax credit be increased by any amount claimed by him under the federal tax reduction and by any amount of tax deemed to be paid by him in respect of his income earned in the Province of Quebec and be reduced by any additional tax under subsection 120(1) of the Act on his income not earned in a province.</p> <p>(39) That an individual employed in a business carried on by a resident of Canada for the performance of services under an international development assistance program of the Government of Canada be eligible to claim an overseas employment tax credit on the same basis as other individuals where he commenced employment overseas after 1983 but before 1987 in connection with a contract entered into by his employer before August 16, 1983.</p>
Small Business Deduction	(40) That for taxation years ending in calendar years commencing after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph,, the provisions of section 125 of the Act relating to the small business deduction be revised

(a) to repeal the provisions relating to the total business limit and the cumulative deduction account, thereby removing the \$1,000,000 income accumulation cap above which a corporation or a group of associated corporations ceases to qualify for the small business deduction,

(b) to repeal the provisions relating to income from a non-qualifying business and to provide that such income is eligible for the 21% small business deduction,

(c) to allow any full-time employee of a personal services business or specified investment business to be included in applying the six full-time employee test which, if satisfied, makes the income from such business eligible for the 21% small business deduction,

(d) to repeal the connected partnership rules and amend the rule designed to prevent the use of multiple partnerships to increase a corporation's small business deduction, and

(e) to provide rules for calculating a corporation's business limit when its taxation year is less than 51 weeks in duration or when it has two or more taxation years ending in the same calendar year and is associated in each of those taxation years with a Canadian-controlled private corporation that has one or more taxation years ending in that calendar year.

Foreign Tax Credit

(41) That in calculating foreign tax credits for the 1984 and subsequent taxation years, taxpayers be allowed to deduct unclaimed foreign business-income taxes paid for the preceding seven and the subsequent three taxation years.

Investment Tax Credit

(42) That for taxation years ending in calendar years that commence after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, the provisions of the Act relating to the investment tax credit and the refundable investment tax credit be amended to provide that a Canadian-controlled private corporation qualify for

(a) a 35 per cent investment tax credit rate on its qualifying scientific research expenditures for the year, and

(b) the 40 per cent rate of refund in respect of its investment tax credits earned but not claimed in the year

only if the aggregate of the taxable incomes for the year of the corporation and all associated corporations does not exceed the aggregate of their business limits and, in the case of subparagraph (a), only to the extent of the corporation's defined scientific research expenditure limit for the year.

Share-Purchase Tax Credit

(43) That

(a) effective after April 25, 1984, a trust that is exempt from tax under the Act and a trust governed by an employee benefit plan not be permitted to allocate its share-purchase tax credit,

(b) for the 1982 and subsequent taxation years, the provisions of the Act relating to the share-purchase tax credit be amended to clarify that the unused share-purchase tax credit available to be carried back consists only of that portion of the credits that could not be claimed in the year in which they were earned,

(c) effective after June 1983, the share-purchase tax credits in respect of an issue of shares by a public corporation under a public offering be granted to the first holders of the shares (other than brokers or dealers in securities) instead of to the first registered holders if such treatment is elected by the public corporation, and

(d) for the 1982 and subsequent taxation years, provisions be introduced to clarify that the amount paid for the share-purchase tax credit be treated as part of the cost of the share and not be treated as income to the issuer.

Scientific Research Tax Credit

(44) That

(a) effective after April 25, 1984, a trust that is exempt from tax under the Act and a trust governed by an employee benefit plan not be permitted to attribute scientific research tax credit to its beneficiaries,

(b) for the 1982 and subsequent taxation years, the provisions of the Act relating to the scientific research tax credit be amended to clarify that the unused scientific research tax credit available to be carried back consists only of that portion of the credits that could not be claimed in the year in which they were earned,

(c) effective after September 1983, the scientific research tax credits in respect of an issue of shares or debt obligations by a public corporation under a public offering be granted to the first holders of the shares or debts (other than brokers or dealers in securities) instead of the first registered holders if such treatment is elected by the corporation, and

(d) for the 1982 and subsequent taxation years, provisions be introduced to clarify that the amount paid for the scientific research tax credit be treated as part of the cost of the share, debt obligation or right and not be treated as income of the issuer or grantor.

Co-operative Corporations and Credit Unions

(45) That for taxation years ending in calendar years that commence after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, the provisions of the Act relating to co-operative corporations and credit unions be amended to provide that such corporations no longer be deemed not to be private corporations for the purpose of determining the amount of investment tax credit earned by such corporations in a taxation year and the rate of refund in respect of such amount.

Spousal RRSPs

(46) That the special three-year rule requiring a taxpayer to include in his income amounts withdrawn from his spouse's registered retirement savings plan cease to apply in respect of amounts withdrawn after February 15, 1984 where, at the time of the withdrawal and as a result of the breakdown of their marriage, the taxpayer and his spouse were living apart and separated pursuant to a Court order or written separation agreement.

Farm Capital Gain Rollover

(47) That where an individual has, after December 31, 1983, disposed of a qualified farm property owned by him or by his spouse on that date, he be entitled to deduct in a taxation year a special contribution to a registered retirement savings plan to the extent that the total of all such special contributions for the year and preceding taxation years made by him does not exceed the lesser of his taxable capital gains on such dispositions and the amount by which his farm contribution limit exceeds the total of his contributions (other than special contributions) to registered retirement savings plans and registered pension plans for the year and all preceding years after 1983 and for the purpose of this paragraph

(a) “qualified farm property” of an individual means any real property owned by him and used by him, his spouse, any of his children or a family farm corporation of any such person in the business of farming at any time after 1971 and before 1984 and includes shares of his family farm corporation and an interest in his family farm partnership,

(b) “farm contribution limit” of an individual means the amount by which the product obtained when \$10,000 is multiplied by the number of years after 1981 and before 1984 in which the individual or his spouse was a full-time farmer exceeds the total of all special contributions by the individual’s spouse, and

(c) “full-time farmer” in a year means an individual who was in the year a shareholder of his family farm corporation and an individual who in the year leased farmland to a full-time farmer who was his spouse or child or to a family farm corporation or partnership of his spouse or child and includes any other individual (other than an individual who in the year had or would have had, if he sustained sufficient farming losses, a restricted farm loss) who was in the year actively engaged in the business of farming in Canada.

Registered Home Ownership Savings Plans

(48) That the special provisions applicable for the 1983 and 1984 taxation years relating to the deduction of unused contribution limits in respect of registered home ownership savings plans be amended to ensure their application in respect of condominiums or similar properties as though the property was registered by the taxpayer at the time he occupies it as his residence where the property is registered before 1986.

Transfers of Life Insurance Policies

(49) That for taxation years commencing after 1982, the transfer of an interest in a life insurance policy (other than an annuity contract) to the policyholder’s spouse, former spouse or child for no consideration occur on a taxfree basis where the transferee or a child of the policyholder or transferee is the person whose life is insured under the policy.

(50) That for taxation years commencing after 1982, a taxpayer be deemed to have last acquired before December 2, 1982 an interest in a life insurance policy (other than an annuity contract) if subsection 12.2(9) of the Act does not apply to that interest and it was acquired from a person with whom the taxpayer was not dealing at arm’s length who last acquired the interest before December 2, 1982.

Registration of Charities

(51) That

(a) in respect of charities registered after June 1984, the definition of “registered charity” be amended to clarify that the requirement that a registered charity be resident in Canada either created or established in Canada is applicable to a branch, section, parish, congregation or other division of a Canadian charitable organization or foundation,

(b) for taxation years commencing after 1983, the provisions relating to charities be amended to provide that a charity be required to be registered as a charitable organization, a private foundation or a public foundation, and

(c) for taxation years commencing after 1984, a charity not qualify as a charitable organization or public foundation where a majority of its directors, officers or trustees do not deal with each other at arm’s length or further, in the case of a charity registered after February 15, 1984, where more than 50 per cent of its capital was contributed by one person or a group of persons who do not deal with each other at arm’s length.

Exclusion from Receipted Donations

(52) That for taxation years commencing after 1983, endowments for periods of 10 years or more and gifts out of the capital of an estate not be treated as receipted donations for the purposes of a charity’s disbursement quota.

Disbursement Quota of a Charitable Foundation

(53) That for taxation years commencing after 1983, the disbursement quota of a charitable foundation be the total of

(a) 80 per cent of receipted donations received by it in its immediately preceding taxation year,

(b) 80 per cent, or 100 per cent in the case of a private foundation, of gifts from other charities received by it in its immediately preceding taxation year, and

(c) 4.5 per cent of the value of its investment assets at the beginning of the year.

Disbursement Quota

(54) That for the 1984 and subsequent taxation years, rules be provided to permit a carry-over of the disbursements of a charity in excess of its quota and to grant the Minister of National Revenue the discretion to reduce the disbursement quota of a charity.

Information Returns of Charities

(55) That for the 1984 and subsequent taxation years, the time within which a registered charity is required to file information and public information returns with the Minister of National Revenue be extended from three months to six months after the end of its taxation year.

Non-qualified Investments of Charities

(56) That for taxation years commencing after 1983, certain shares and indebtedness held by a private foundation be defined as “non-qualified investments” and that a special tax be payable by the issuer or borrower where such an investment fails to yield a minimum annual rate of return to the foundation.

Anti-avoidance Rules for Charities

(57) That for taxation years commencing after 1983, anti-avoidance rules be introduced.

(a) to prevent a group of charities from reducing or postponing its disbursement requirements by transferring funds within a group, and

(b) to impose a special tax of 25 per cent where a foundation transfers more than 50 per cent of its capital to a charitable organization for the purpose of reducing or postponing its disbursement requirements.

Accumulations by Charities	(58) That where in a taxation year commencing after 1983 a charity chooses not to use or fails to use for its intended purpose any property or income accumulated with the consent of the Minister of National Revenue, the amount thereof be deemed to be a receipted donation received by it in the year.
Reassessments	(59) That with respect to notices of assessment for the 1983 and subsequent taxation years, the existing four-year period during which the Minister of National Revenue may reassess tax payable under the Act be reduced to three years and that consequential changes be made to related provisions of the Act.
Waiver of Reassessment Period	(60) That effective after February 15, 1984, a taxpayer be permitted to revoke a waiver of the reassessment period upon one year's notice in the case of certain waivers filed before February 16, 1984 and upon six months' notice in other cases.
Tax Instalments	<p>(61) That the provisions of the Act requiring taxpayers to pay tax instalments be amended to require the instalments to be determined on the basis of tax payable before deducting any share-purchase tax credit or scientific research tax credit where the credit is pursuant to an investment acquired after February 15, 1984 other than certain investments acquired before March 1984.</p> <p>(62) That for the 1984 and subsequent taxation years,</p> <ul style="list-style-type: none">(a) individuals and corporations not be required to pay tax instalments for a taxation year where the federal tax payable or the instalment base for the year is \$1,000 or less, and(b) interest on deficient tax instalments for a taxation year not be exigible where the combined federal and provincial interest payable in respect of such instalments is \$25 or less. <p>(63) That for taxation years ending in calendar years that commence after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, the rule that provides an extension in the due date of a Canadian-controlled private corporation's balance of tax payable for a year be based on a requirement that the aggregate of the taxable incomes for the year of the corporation and all associated corporations not exceed the aggregate of their business limits.</p>
Joint and Several Liability	(64) That the provision of the Act relating to the joint and several tax liability arising as a consequence of spousal property transfers be amended to provide that a transferee will not be liable or required to make any payment after February 15, 1984 in respect of amounts owed under the Act by the transfer or where property is transferred pursuant to a court order or written separation agreement if at the time the property was transferred the transferor and transferee were separated and living apart as a result of the breakdown of their marriage.

Refund of Taxes	(65) That the Minister of National Revenue be required after February 15, 1984 to refund to a taxpayer resident in Canada any overpayment of tax, interest or penalty resulting from a decision in which a court vacates or varies the taxpayer's assessment or refers his assessment back to the Minister for reassessment notwithstanding an appeal of the decision by the Minister and that the Minister be empowered to repay tax, interest and penalties to other taxpayers who are disputing similar cases.
Notice of Objection	(66) That a notice of objection to an assessment made after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph be permitted to be filed within 180 days after the date on which the assessment was made.
Appeals	(67) That with respect to notices of objection served after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, a taxpayer be permitted to appeal from an assessment to the Tax Court of Canada or the Federal Court without the consent of the Minister of National Revenue after 90 days from service of the notice of objection on the Minister.
Costs in Tax Court of Canada	(68) That after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, the prohibition on the award of costs by the Tax Court of Canada to a taxpayer on the disposition of an appeal be repealed.
Costs in Federal Court of Canada	(69) That the Federal Court of Canada be required to award to a taxpayer all reasonable and proper costs of an appeal instituted by the Minister of National Revenue that is disposed of after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph where the disputed amount of tax assessed or loss determined does not exceed \$10,000 or \$20,000 respectively.
Part VI Tax and Preferred-Rate Amount	(70) That, for taxation years ending in calendar years that commence after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, the Act be amended to repeal Part VI thereof and to provide a simpler definition of the preferred-rate amount of a corporation at the end of a taxation year for the purpose of calculating a credit union's special deduction under subsection 137(3) of the Act.
Part VII or Part VIII Late Designations	(71) That effective after June 1983 in the case of a share-purchase tax credit designation and effective after September 1983 in the case of a scientific research tax credit designation, the penalty for late filing of the designation be required to accompany the related prescribed form.
Additional Part VII or Part VIII Tax	(72) That rules be introduced to provide that where a public corporation has made an election referred to in subparagraph 43(c) or 44(c) of this Motion and the share-purchase or scientific research tax credits reported by a person issuing information returns in respect of such credits exceed the amount of credit allocated to that person, he be required to pay additional Part VII or Part VIII tax in respect of that excess.
Foreign Property	(73) That for the 1972 and subsequent taxation years, a trust governed by a registered pension fund or plan not be subject to taxation in respect of foreign property held by the trust where it was created solely for the benefit of non-residents working outside Canada.

(74) That for the purposes of the provision of the Act relating to property held by pension funds and other exempt persons, the definition of "foreign property" be amended to exclude a share of a Canadian corporation listed on a prescribed stock exchange and acquired after 1983 pursuant to the exchange or conversion in accordance with terms and conditions existing on December 31, 1983 of another such share issued before 1984.

Part XII Tax

(75) That subsection 208(1) of the Act not apply until after December 31, 1989 with respect to income from properties acquired before December 12, 1979.

Non-Arm's Length Sale of Shares

(76) That section 212.1 of the Act not apply to a disposition of shares by a non-resident after April 10, 1978 to a Canadian corporation with which he does not, by virtue of a right referred to in paragraph 251(5)(b) of the Act, deal at arm's length.

Security for Taxes Payable

(77) That for taxes in dispute pursuant to notices of objection filed or appeals instituted after February 15, 1984, taxpayers be permitted to provide security for payment thereof satisfactory to the Minister of National Revenue.

Interest on Non-Resident Withholding Tax

(78) That, where the withholding tax required under Part XIII of the Act to be deducted by a taxpayer from any amount paid or credited to a non-resident is not remitted on or before the 15th day of the month following that in which the amount was so paid or credited,

(a) interest at the prescribed rate be payable by the taxpayer for the period commencing on the later of that day and February 15, 1984, where the taxpayer has failed to deduct or withhold such tax as required,

(b) the non-resident be jointly and severally liable with the taxpayer to pay any interest arising under subparagraph (a), and

(c) interest at the prescribed rate be payable by the taxpayer for the period commencing on that day, where the taxpayer has failed to remit or pay the tax that had been deducted or withheld.

Tax Avoidance

(79) That effective after February 15, 1984, section 246 of the Act relating to directions of the Treasury Board to counteract the avoidance or reduction of taxes be repealed.

Fiscal Period of Partnership

(80) That for taxation years ending in calendar years that commence after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, the Act be amended to clarify that a reference to a fiscal period of a partnership ending in a taxation year includes a fiscal period of the partnership ending coincidentally with that year.

Option Control

(81) That for taxation years ending in calendar years that commence after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph, the rules in subsection 251(5) of the Act be made applicable for the purpose of determining whether a corporation qualifies as a Canadian-controlled private corporation.

NOTICE OF WAYS AND MEANS MOTION TO AMEND THE PETROLEUM AND GAS REVENUE TAX ACT

That it is expedient to amend the Petroleum and Gas Revenue Tax Act and to provide among other things:

Injection Substances

(1) That the cost of substances injected into a natural reservoir to assist in the recovery of petroleum or gas be allowed as a deduction

(a) in computing a taxpayer's production revenue for the 1984 taxation year, where the substance is injected after 1980 and before the end of the taxation year and its cost was not previously deducted, and

(b) in computing a taxpayer's production revenue for taxation years ending after 1984, where the substance is injected in the taxation year.

NOTICE OF WAYS AND MEANS MOTION TO AMEND THE CANADA PENSION PLAN

That it is expedient to amend the Canada Pension Plan and to provide among other things:

Prescribed Rules

(1) That the provision of the Canada Pension Plan requiring deductions by reference to tables prepared in accordance with prescribed rules be replaced with a requirement that deductions be made in accordance with prescribed rules, that such replacement be effective on January 1, 1985 and that the provision in force prior to January 19, 1984 continue to apply until January 1, 1985.

NOTICE OF WAYS AND MEANS MOTION TO AMEND THE TAX COURT OF CANADA ACT

That it is expedient to amend the Tax Court of Canada Act and to provide among other things:

Costs in Tax Court of Canada

(1) That the Tax Court of Canada be empowered to award an appellant his costs of an appeal in matters under the jurisdiction of the Court disposed of after Royal Assent to any measure giving effect to this paragraph.



Chambre des communes
CANADA

AVIS DE MOTIONS

VOIES ET MOYENS

Le lundi 18 juin 1984

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Loi de l'impôt sur le revenu et autres lois connexes.....	3
Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers	16
Régime de pensions du Canada.....	17
Loi sur la Cour canadienne de l'impôt.....	18

AVIS DE MOTION DES VOIES ET MOYENS VISANT À MODIFIER LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET AUTRES LOIS CONNEXES

Qu'il y a lieu de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu et d'autres lois connexes et de prévoir entre autres choses:

Avantages découlant de l'utilisation d'une automobile

(1) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, le montant de l'avantage relatif aux frais de fonctionnement d'une automobile fournie à un employé ou à un actionnaire puisse être calculé au taux de 50 pour cent des frais pour droit d'usage de l'automobile.

Options d'achat d'actions des employés

(2) Que, lorsqu'un employé d'une corporation avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance exerce une option qui lui a été accordée ou en dispose, après le 15 février 1984, pour acquérir des actions à revenu variable admissibles de son employeur ou d'une corporation liée, la moitié de l'avantage qui en résulte et qui est inclus dans son revenu d'emploi soit déductible dans le calcul de son revenu imposable, pourvu que le prix de levée d'option des actions ne soit pas inférieur à la juste valeur marchande des actions au moment où l'option a été accordée.

Recherche scientifique

(3) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, l'alinéa 12(1)v) de la Loi comprenne un renvoi à l'alinéa 37(1)g) de la Loi afin que tout solde négatif du compte des dépenses de recherche scientifique d'un contribuable soit inclus dans le revenu.

Polices d'assurance-vie et rentes

(4) Que, pour les années d'imposition commençant après 1982, la disposition de la Loi qui permet à un contribuable de choisir de payer l'impôt chaque année sur le revenu accumulé de certaines rentes et polices d'assurance-vie soit modifiée

a) pour préciser que le choix n'est pas permis à une corporation, une société, une fiducie d'investissement à participation unitaire ou une fiducie dont une corporation ou une société est un bénéficiaire,

b) pour permettre que le choix s'applique aux rentes en vertu desquelles les paiements ont commencé, et

c) pour prévoir que le choix ne s'applique plus aux contrats de rente prescrits.

Obligations pour le développement de la petite entreprise

(5) Que, pour les années d'imposition se terminant dans les années civiles commençant après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, la restriction relative au compte des déductions cumulatives d'une corporation soit éliminée des dispositions de la Loi portant sur les obligations pour le développement de la petite entreprise.

Acceptations bancaires

(6) Que, pour les acceptations bancaires faites après juin 1984, les fonds recueillis grâce à la vente de ces acceptations soient traités comme de l'argent emprunté, de sorte que les dispositions de la Loi concernant la déductibilité des intérêts et des frais relatifs aux emprunts s'appliquent à ces acceptations.

Récupération de l'intérêt sur les remboursements

(7) Que les dispositions de la Loi qui permettent à un contribuable de déduire l'intérêt reçu sur un remboursement d'impôt qu'il a dû rembourser au ministère du Revenu national soient élargies pour s'appliquer à l'intérêt reçu sur un remboursement d'impôt et remboursé en vertu d'une loi fiscale provinciale après le 19 avril 1983.

Substances injectées	(8) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, des règles soient établies pour permettre la déduction du coût des substances injectées pour aider à la récupération du pétrole, du gaz naturel ou des hydrocarbures connexes, et que ces substances soient considérées comme des stocks dont le coût est nul.
Nominations comme juges	(9) Qu'un contribuable qui est nommé juge à une cour fédérale ou provinciale, dans l'année d'imposition 1984 ou dans une année d'imposition suivante, puisse choisir de reporter la partie de son revenu tiré de l'exercice de sa profession pour un exercice financier qui a commencé avant l'année et qui se termine dans l'année, de sorte que son revenu pour l'année représente généralement les gains de 12 mois et que le montant reporté soit inclus dans son revenu de l'année d'imposition suivante.
Règles relatives aux biens de remplacement	(10) Que les règles relatives aux biens de remplacement soient modifiées de sorte que, lorsqu'il y a disposition, après le 15 février 1984, d'un ancien bien d'entreprise qui est en partie un bâtiment et en partie un fonds de terre, un contribuable puisse alors choisir d'attribuer à une partie le produit de la disposition de l'autre partie, jusqu'à concurrence du gain en capital réalisé sur cette autre partie.
Dépouillements de gains en capital	(11) Que, pour les transferts de biens effectués après 1984 ou, si un choix est produit, après 1981, les règles, prévues à l'alinéa 55(3)b) de la Loi, relatives aux réorganisations ayant pour but de diviser une corporation soient modifiées afin de préciser les restrictions actuelles concernant les transactions préliminaires effectuées en vue de la réorganisation et que, applicables après 1981, des modifications corrélatives soient apportées au paragraphe 55(4) de la Loi.
Pensions alimentaires et allocations indemnitaires	<p>(12) Que les dispositions de la loi concernant la déduction et l'imposition des pensions alimentaires et des allocations indemnitaires soient étendues pour permettre que les montants payés après 1983 par un contribuable, à titre de dépenses admissibles par suite d'une séparation engagées dans l'année ou une année antérieure pour subvenir aux besoins d'une personne admissible ou d'un enfant de cette personne et dont celle-ci a la garde, soient traités comme des allocations payables périodiquement lorsqu'une ordonnance d'un tribunal ou un accord écrit de séparation en vertu duquel ces montants sont payés le prévoit expressément et, à cette fin, les dépenses admissibles comprennent les frais médicaux et les dépenses relatives aux études ainsi que certains frais relatifs à la résidence de la personne admissible.</p> <p>(13) Que, aux fins des dispositions de la Loi concernant la déduction et l'imposition des pensions alimentaires et des allocations indemnitaires, les paiements effectués après 1983 et avant l'établissement d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord écrit de séparation soient réputés avoir été faits en vertu de l'ordonnance ou de l'accord écrit de séparation lorsque l'ordonnance ou l'accord le prévoit et que les paiements sont effectués dans l'année au cours de laquelle l'ordonnance ou l'accord a été établi, ou dans l'année d'imposition précédente.</p>
Récupération de la déduction pour épuisement	<p>(14) Que l'alinéa 59(3.3)a) de la Loi</p> <p>a) n'oblige pas l'inclusion dans le revenu d'un montant décrit à cet alinéa qui devient recevable par un contribuable après 1983 lorsque le montant, s'il avait été engagé comme dépense, aurait été admissible comme frais d'exploration gazière et pétrolière au Canada (autre qu'une telle dépense relative à des terres non conventionnelles, lorsque le montant est recevable par le contribuable en 1984, ou des frais de forage qui se rapportent à un projet admissible de récupération tertiaire du pétrole),</p>

b) exige l'inclusion dans le revenu de 10 pour cent du montant décrit à cet alinéa qui devient recevable par un contribuable en 1984, lorsque le montant, s'il avait été engagé comme dépense, aurait été admissible comme frais d'exploration pétrolière et gazière au Canada (autre que des frais de forage relatifs à un projet admissible de récupération tertiaire du pétrole) à l'égard des terres non conventionnelles, et

c) s'applique aux années d'imposition 1984 et suivantes, lorsqu'un montant devient recevable par un contribuable pour des biens ou des services dont le coût a été ajouté dans le calcul de la base pour épuisement gagné d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance, mais ne s'applique pas lorsqu'un montant devient recevable par un contribuable lors de la disposition d'un bien en faveur d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance.

(15) Que l'alinéa 59(3.3)f) de la Loi s'applique, après le 19 avril 1983, lorsqu'un montant devient recevable par un contribuable pour des biens ou des services dont le coût a été ajouté dans le calcul de la base de la déduction d'épuisement pour l'exploration minière d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance, mais ne s'applique pas lorsqu'un montant devient recevable par un contribuable lors de la disposition d'un bien en faveur d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance.

Transfert de prestations de pension

(16) Que les dispositions de la Loi qui permettent le transfert libre d'impôt des montants provenant d'une caisse ou d'un régime de pensions à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à un régime enregistré de pensions ne s'appliquent, pour les transferts effectués après le 15 février 1984 relativement à des montants reçus après cette date, qu'aux transferts en provenance d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions ou de certaines caisses ou certains régimes de pensions pour services à l'étranger.

Frais de déménagement

(17) Que, pour les déménagements au Canada survenant après 1983, la déduction des frais de déménagement soit étendue aux particuliers qui étaient sans emploi immédiatement avant leur déménagement pour aller occuper un nouvel emploi ou exploiter une nouvelle entreprise.

Frais d'exploration au Canada

(18) Que les dispositions de la Loi relative aux frais engagés avant 1984, pour le forage d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada, qui sont visés par la définition de «frais d'exploration au Canada» soient étendues à de tels frais engagés avant 1986.

Choix de la valeur lors du transfert d'une entreprise agricole

(19) Que des règles soient établies pour permettre, lorsqu'un contribuable décède après 1983, le transfert d'un bien agricole admissible, y compris une participation dans une société agricole familiale ou des actions d'une corporation familiale, à son enfant pour tout montant se situant entre le coût indiqué du bien et sa juste valeur marchande.

Corporation agricole familiale de portefeuille

(20) Que les dispositions de la Loi relatives au transfert d'actions d'une corporation agricole familiale par une fiducie en faveur du conjoint à un enfant de l'auteur de la fiducie s'appliquent aussi aux transferts d'actions d'une corporation agricole familiale de portefeuille effectués après le 25 mai 1978.

Transfert au père ou à la mère	(21) Que, lorsqu'un contribuable qui, dans le cadre des règles spéciales visant le transfert entre générations, a acquis un bien agricole, une participation dans une société agricole familiale ou des actions d'une corporation agricole familiale ou d'une corporation exploitant une petite entreprise décède après 1983, ce bien puisse être transféré à son père ou à sa mère pour tout montant se situant entre le coût indiqué du bien et sa juste valeur marchande.
Définition du mot «enfant»	(22) Que, aux fins des dispositions de la Loi permettant le report de l'impôt sur les transferts de biens d'un contribuable à son enfant, la définition du mot «enfant» soit modifiée, pour les transferts effectués après 1983, afin qu'y soit comprise une personne qui, à une date quelconque avant d'atteindre l'âge de 21 ans, était entièrement à la charge du contribuable pour sa subsistance et dont ce dernier avait la garde et la surveillance, en droit ou de fait.
Location de biens agricoles	(23) Que tout bien agricole transféré après le 31 décembre 1983 et loué par un contribuable à sa corporation agricole familiale, à celle de son conjoint ou de son enfant ou à une société agricole de l'un deux, soit assimilé à un bien utilisé par le contribuable dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole, aux fins des dispositions de la Loi se rapportant aux transferts entre générations de biens agricoles.
Choix tardifs ou modifiés	(24) Que le Ministre du Revenu national puisse, après le 15 février 1984, accepter un choix en vertu de l'article 85, 93, 97 ou 98 de la Loi après le délai de production d'un choix tardif, ou accepter un choix modifié en vertu de l'un de ces articles, lorsque, à son avis, il serait juste et équitable de le faire et que le contribuable paie une pénalité ne dépassant pas \$8,000 lors de la production de son choix tardif ou modifié.
Transfert d'avoirs miniers	(25) Que le paragraphe 85(1.1) de la Loi ne s'applique pas à l'égard des dispositions d'avoirs miniers faites après le 15 février 1984.
Fusions	(26) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, les dispositions de la Loi relatives aux fusions permettent à une nouvelle corporation qui résulte d'une fusion d'utiliser, aux fins de l'article 37 et de la Partie VIII de la Loi, les dépenses pour la recherche scientifique inutilisées par ses corporations remplacées.
Prise de contrôle	(27) Que, lorsque le contrôle d'une corporation mère ou d'une filiale a été acquis pour la dernière fois avant le 13 novembre 1981 et que la filiale est liquidée par la suite, la déductibilité, pour la corporation mère, des pertes autres qu'une perte en capital que la filiale a subies dans les années d'imposition se terminant avant la prise de contrôle ne soit restreinte que par les dispositions de la Loi concernant la déductibilité des pertes subséquentes aux prises de contrôle, qui étaient en vigueur le 12 novembre 1981.
Fonds de placements non résidents	(28) Qu'une règle anti-évitement soit établie, prenant effet le 1 ^{er} janvier 1985, afin d'obliger un contribuable qui, dans une année d'imposition, a un investissement dans un fonds de placements non résident, à inclure dans son revenu pour l'année un montant calculé d'après le coût désigné de son investissement, multiplié par le taux d'intérêt prescrit.
Déduction dans le calcul du revenu d'une fiducie	(29) Que la modification de l'alinéa 104(6)b) de la Loi, en vigueur pour ce qui est des dispositions effectuées après le 12 novembre 1981, ne s'applique pas aux dispositions effectuées après cette date par une fiducie créée avant le 13 novembre 1981 en faveur de Sa Majesté ou d'une entité exonérée d'impôt désignée.

Revenu d'une fiducie tiré de ressources	(30) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, la Loi soit modifiée afin de permettre à une fiducie d'attribuer à ses bénéficiaires, à titre de revenu, une somme n'excédant pas ses redevances à la Couronne et ses paiements prévus dans la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers.
Refus de l'exemption personnelle	(31) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, les dispositions de la Loi concernant les exemptions personnelles d'un contribuable empêchent celui-ci de demander une exemption à l'égard d'un enfant à charge pour une année d'imposition lorsqu'il a droit à une déduction en vertu de l'alinéa 60(c.1) de la Loi pour l'année relativement à un paiement qu'il a fait pour le soutien de cet enfant.
Nièces et neveux à charge	(32) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, l'exemption personnelle relative aux nièces et neveux à charge soit modifiée pour supprimer les conditions relatives au statut de leurs parents.
Frais médicaux admissibles	(33) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, les frais relatifs à des chiens dressés pour avertir des personnes atteintes de surdité profonde, le coût des élévateurs hydrauliques, de chaises roulantes pour véhicules prescrits par un médecin et le coût des couches en tissu ou des sous-vêtements jetables pour les personnes souffrant d'incontinence en raison d'une maladie, d'une blessure ou d'une infirmité soient admissibles à titre de frais médicaux déductibles.
Déduction médicale spéciale	(34) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, la déduction spéciale accordée en vertu de la Loi aux particuliers obligés de garder le lit ou de demeurer dans un fauteuil roulant pendant de longues périodes chaque jour, pendant une période de 12 mois se terminant dans l'année, soit étendue aux personnes dans cette situation pendant une période qui commence dans l'année et qui se continue jusqu'à la fin de l'année et qui, de l'avis d'un médecin, seront dans cette situation pendant une période d'au moins 12 mois.
Don de biens immeubles	(35) Que la disposition de la Loi qui permet à un contribuable de donner un bien immeuble pour un montant inférieur à sa juste valeur marchande soit élargie aux dons de biens immeubles situés au Canada faits, après le 15 février 1984, par des non-résidents à des organismes de charité non résidents prescrits, lorsque l'utilisation de ce bien est d'intérêt public au Canada.
Étalement du revenu	<p>(36) Que, pour les années d'imposition 1983 et suivantes, les dispositions relatives à l'étalement du revenu soient modifiées afin de reconnaître le fait que la fraction du rajustement de l'impôt sur le revenu étalé d'un particulier qui se rapporte à l'impôt provincial doit être calculée selon les règles d'attribution du revenu prévues dans le calcul de l'impôt d'un particulier pour l'année en vertu de la Partie I de la Loi.</p> <p>(37) Que, pour les années d'imposition 1982 et suivantes, les dispositions d'étalement du revenu soient précisées de sorte que le solde de tout montant d'étalement accumulé que le représentant légal d'un particulier n'a pas choisi d'inclure dans le revenu du particulier pour l'année de son décès soit assujéti à l'impôt en vertu de la Loi, comme si $\frac{1}{3}$ de ce montant était ajouté à son revenu imposable déterminé par ailleurs pour chacune des trois années d'imposition qui précèdent l'année de son décès.</p>

Crédit d'impôt pour emploi à l'étranger

(38) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, le montant de l'impôt payable par ailleurs par un particulier et déterminé en vertu de l'alinéa 122.3(3)b) de la Loi aux fins du calcul de son crédit d'impôt pour emploi à l'étranger soit augmenté de tout montant réclamé à titre de réduction d'impôt fédéral et de tout montant d'impôt réputé avoir été payé par lui relativement à son impôt gagné dans la province de Québec, et soit réduit de tout impôt additionnel en vertu du paragraphe 120(1) de la Loi, calculé sur son revenu non gagné dans une province.

(39) Qu'un particulier qui est un employé d'une entreprise exploitée par un résident du Canada, pour la prestation de services en vertu d'un programme d'aide au développement international du gouvernement du Canada, puisse réclamer le crédit d'impôt pour emploi à l'étranger de la même façon qu'un autre particulier lorsqu'il a commencé son emploi à l'étranger après 1983, mais avant 1987, en vertu d'un contrat conclu par son employeur avant le 16 août 1983.

Déduction accordée aux petites entreprises

(40) Que, pour les années d'imposition se terminant dans les années civiles commençant après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe ait reçu la sanction royale, les dispositions de l'article 125 de la Loi concernant la déduction accordée aux petites entreprises soient révisées

a) afin d'abroger les dispositions concernant le plafond global des affaires et le compte des déductions cumulatives, éliminant ainsi le plafond de revenu accumulé de \$1,000,000 au-delà duquel une corporation ou un groupe de corporations associées n'était plus admissible à la déduction accordée aux petites entreprises,

b) afin d'abroger les dispositions concernant le revenu tiré d'une entreprise non admissible et de prévoir que ce revenu est admissible à la déduction accordée aux petites entreprises de 21 pour cent,

c) afin de permettre que tout employé à temps complet d'une entreprise de prestation de services personnels ou d'une entreprise de placements désignée soit inclus dans la détermination du nombre d'employés à temps complet qui doit être de six et, si cette exigence est respectée, que le revenu de cette entreprise soit admissible à la déduction accordée aux petites entreprises de 21 pour cent,

d) afin d'abroger les règles relatives aux sociétés rattachées et de modifier la règle conçue afin d'éviter la création de plusieurs sociétés en vue d'augmenter la déduction accordée aux petites entreprises d'une corporation, et

e) afin d'établir des règles de calcul du plafond des affaires d'une corporation lorsque son année d'imposition est inférieure à 51 semaines ou lorsqu'elle a deux ou plusieurs années d'imposition se terminant dans la même année civile et qu'elle est associée, dans chacune de ces années d'imposition, avec une corporation privée dont le contrôle est canadien dont une ou plusieurs années d'imposition se terminent dans cette année civile.

Crédit pour impôt étranger

(41) Que, dans le calcul des crédits pour l'impôt étranger pour les années d'imposition 1984 et suivantes, les contribuables puissent déduire les impôts étrangers payés, mais non déduits, pour les sept années d'imposition précédentes et les trois années d'imposition subséquentes.

Crédit d'impôt à l'investissement

(42) Que, pour les années d'imposition se terminant dans les années civiles qui commencent après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, les dispositions de la Loi concernant le crédit d'impôt à l'investissement et le crédit d'impôt à l'investissement remboursable soient modifiées de façon qu'une corporation privée dont le contrôle est canadien soit admissible à

a) un crédit d'impôt à l'investissement de 35 pour cent sur ses dépenses admissibles de recherche scientifique pour l'année, et

b) un remboursement de 40 pour cent relativement à ses crédits d'impôt à l'investissement gagnés, mais non réclamés dans l'année,

uniquement si le total de l'impôt à payer pour l'année par la corporation et par toutes ses corporations associées ne dépasse pas le total de leurs plafonds des affaires et, dans le cas de l'alinéa a), uniquement jusqu'à concurrence de la limite des dépenses de recherche scientifique déterminée pour la corporation pour l'année.

Crédit d'impôt à l'achat d'actions

(43) Que,

a) après le 25 avril 1984, une fiducie qui est exonérée d'impôt en vertu de la Loi et une fiducie régie par un régime de prestations aux employés ne puissent pas attribuer leur crédit d'impôt à l'achat d'actions,

b) pour les années d'imposition 1982 et suivantes, les dispositions de la Loi relatives au crédit d'impôt à l'achat d'actions soient modifiées afin de préciser que la fraction inutilisée du crédit d'impôt à l'achat d'actions qui peut être reportée sur les années antérieures ne correspond qu'à la fraction des crédits qui n'a pas pu être utilisée dans l'année au cours de laquelle les crédits ont été gagnés,

c) après juin 1983, les crédits d'impôt à l'achat d'actions relatifs à une émission d'actions d'une corporation publique dans le cadre d'un appel public à l'épargne soient accordés aux premiers détenteurs des actions (autres que des négociants ou des courtiers en valeurs) plutôt qu'aux premiers détenteurs enregistrés, si la corporation publique en fait le choix, et

d) pour les années d'imposition 1982 et suivantes, des dispositions soient établies afin de préciser que le montant payé pour le crédit d'impôt à l'achat d'actions soit considéré comme étant une partie du coût de l'action et non pas comme un revenu de l'émetteur.

Crédit d'impôt pour la recherche scientifique

(44) Que,

a) après le 25 avril 1984, une fiducie qui est exonérée d'impôt en vertu de la Loi et une fiducie régie par un régime de prestations aux employés ne puissent pas attribuer à leurs bénéficiaires le crédit d'impôt pour la recherche scientifique,

b) pour les années d'imposition 1982 et suivantes, les dispositions de la Loi relatives au crédit d'impôt à la recherche scientifique soient modifiées afin de préciser que la fraction inutilisée d'un crédit d'impôt pour la recherche scientifique qui peut être reporté sur les années antérieures ne correspond qu'à la fraction des crédits qui n'a pu être utilisée dans l'année au cours de laquelle les crédits ont été gagnés,

c) après septembre 1983, les crédits d'impôt pour la recherche scientifique relatifs à une émission d'actions ou de créances d'une corporation publique, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, soient accordés aux premiers détenteurs des actions ou des créances (autres que des négociants ou des courtiers en valeurs) plutôt qu'aux premiers détenteurs enregistrés, si la corporation en fait le choix, et

d) pour les années d'imposition 1982 et suivantes, des dispositions soient établies afin de préciser que le montant payé pour un crédit d'impôt à la recherche scientifique soit considéré comme étant une partie du coût de l'action, de la créance ou du droit, et non pas comme un revenu de l'émetteur ou de la personne qui accorde le droit.

**Corporations coopératives
et caisses de crédit**

(45) Que, pour les années d'imposition se terminant au cours des années civiles qui commencent après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, les dispositions de la Loi concernant les corporations coopératives et les caisses de crédit soient modifiées afin de prévoir que ces corporations ne soient plus réputées être des corporations privées aux fins de calcul du montant du crédit d'impôt à l'investissement gagné par ces corporations au cours d'une année d'imposition et du calcul du taux de remboursement d'un tel montant.

REER au profit du conjoint

(46) Que la règle spéciale de trois ans, qui oblige un contribuable à inclure dans son revenu les montants retirés du régime enregistré d'épargne-retraite de son conjoint, ne s'applique plus aux montants retirés après le 15 février 1984 lorsque, au moment du retrait et par suite de la rupture de leur mariage, le contribuable et son conjoint vivaient séparément, en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord écrit de séparation.

**Roulement du gain en
capital agricole**

(47) Qu'un particulier qui, après le 31 décembre 1983, a disposé d'un bien agricole admissible lui appartenant ou appartenant à conjoint à cette date soit autorisé à déduire pour une année d'imposition une contribution spéciale à un régime enregistré d'épargne-retraite dans la mesure où le total de ces contributions spéciales pour l'année et les années d'imposition précédentes n'excède pas le moindre de ces gains en capital imposables à l'égard de ces dispositions et de l'excédent de sa limite de contributions sur le total de ses contributions (autres que des contributions spéciales) à des régimes enregistrés d'épargne-retraite et à des régimes enregistrés de pensions pour l'année et toutes les années antérieures après 1983 et, aux fins du présent paragraphe,

a) «bien agricole admissible» d'un particulier désigne un bien immeuble lui appartenant et utilisé par lui, son conjoint, un de ses enfants ou par la corporation agricole familiale de l'un deux, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole à une date quelconque après 1971 et avant 1984 et inclut des actions de sa corporation agricole familiale et une participation dans sa société agricole familiale,

b) «limite de contribution» d'un particulier désigne l'excédent du produit obtenu en multipliant \$10,000 par le nombre d'années après 1971 et avant 1984 au cours desquelles le particulier ou son conjoint était un agriculteur à plein temps sur le total de toutes les contributions spéciales faites par le conjoint du particulier, et

c) «agriculteur à plein temps» dans une année désigne un particulier qui était dans l'année un actionnaire de sa corporation agricole familiale et un particulier qui a loué une terre agricole à un agriculteur à plein temps qui était son conjoint, son enfant ou une corporation ou société agricole familiale de son conjoint ou de son enfant et inclut tout particulier (autre qu'un particulier qui dans l'année avait ou aurait eu, s'il avait subi suffisamment de pertes agricoles, une perte agricole restreinte) qui, dans l'année, a pris une part active dans l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada.

Régimes enregistrés d'épargne-logement

(48) Que les dispositions spéciales, qui s'appliquent aux années d'imposition 1983 et 1984, concernant la déduction de la partie inutilisée du plafond global des contributions à un régime enregistré d'épargne-logement soient modifiées afin qu'elles s'appliquent aux condominiums et biens semblables comme si le bien avait été enregistré par le contribuable au moment où il l'habite et en fait sa résidence, lorsque le bien est enregistré avant 1986.

Transferts de police d'assurance-vie

(49) Que, pour les années d'imposition commençant après 1982, le transfert sans contrepartie d'une participation dans une police d'assurance-vie (autre qu'un contrat de rente) au conjoint, à l'ex-conjoint ou à l'enfant du détenteur de police se fasse en franchise d'impôt lorsque le bénéficiaire du transfert ou un enfant du détenteur de police ou du bénéficiaire du transfert est la personne dont la vie est assurée en vertu de la police.

(50) Que, pour les années d'imposition commençant après 1982, un contribuable soit réputé avoir acquis pour la dernière fois avant le 2 décembre 1982 une participation dans une police d'assurance-vie (autre qu'un contrat de rente) si le paragraphe 12.2(9) de la Loi ne s'applique pas à cette participation et si elle a été acquise d'une personne qui l'avait acquise pour la dernière fois avant le 2 décembre 1982 et avec laquelle le contribuable avait un lien de dépendance.

Enregistrement d'un organisme de charité

(51) Que,

a) pour les organismes de charité enregistrés après le 15 juin 1984, la définition d'«organisme de charité enregistré» soit modifiée pour préciser que l'exigence qui veut qu'un organisme de charité enregistré réside au Canada et ait été créé ou établi au Canada s'applique à un chapitre, section, paroisse, congrégation ou autre division d'une œuvre de charité ou d'une fondation canadienne,

b) pour les années d'imposition commençant après 1983, les dispositions relatives aux organismes de charité soient modifiées de façon qu'un organisme de charité soit tenu d'être enregistré à titre d'œuvre de charité, de fondation privée ou de fondation publique, et

c) pour les années d'imposition commençant après 1984, un organisme de charité ne soit pas admissible à titre d'œuvre de charité ou de fondation publique lorsque la majorité de ses administrateurs, officiers ou fiduciaires ont entre eux un lien de dépendance et dans le cas d'un organisme de charité enregistré après le 15 février 1984, lorsque plus de 50 pour cent de son capital a été fourni par une personne ou par un groupe de personnes ayant entre elles un lien de dépendance.

Exclusion du montant des dons pour lesquels un reçu a été délivré	(52) Que, pour les années d'imposition commençant après 1983, les dotations pour une période de 10 ans ou plus et les dons provenant du capital d'une succession ne soient pas considérés comme des dons pour lesquels un reçu a été délivré aux fins du calcul du contingent des versements d'un organisme de charité.
Contingent des versements d'une fondation de charité	<p>(53) Que, pour les années d'imposition commençant après 1983, le contingent des versements d'une fondation de charité soit égal au total de</p> <ul style="list-style-type: none"> a) 80 pour cent des dons pour lesquels un reçu a été délivré et qu'elle a reçus dans l'année d'imposition précédente, b) 80 pour cent, ou 100 pour cent dans le cas d'une fondation privée, des dons d'autres organismes de charité qu'elle a reçus dans l'année d'imposition précédente, et c) 4.5 pour cent de la valeur de ses placements au début de l'année.
Contingent des versements	(54) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, des règles soient établies pour permettre le report de l'excédent des débours d'un organisme de charité sur son contingent des versements et pour permettre au Ministre du Revenu national de réduire, à sa discrétion, le contingent des versements d'un organisme de charité.
Déclarations de renseignements d'organismes de charité	(55) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, le délai de production, auprès du Ministre du Revenu national, d'une déclaration de renseignements et d'une déclaration publique de renseignements d'un organisme de charité enregistré soit reporté à six mois après la fin de son année d'imposition.
Placements non admissibles d'organismes de charité	(55) Que, pour les années d'imposition commençant après 1983, certaines actions et créances détenues par une fondation privée soient définies comme des «placements non admissibles» et qu'un impôt spécial soit payable par l'émetteur ou l'emprunteur lorsqu'un tel placement ne produit pas un taux de rendement minimum annuel pour la fondation.
Règles anti-évitement pour les organismes de charité	<p>(57) Que, pour les années d'imposition commençant après 1983, des règles anti-évitement soient établies</p> <ul style="list-style-type: none"> a) pour empêcher un groupe d'organismes de charité de réduire son contingent des versements ou d'en retarder le paiement en procédant à des transferts de fonds au sein du groupe, et b) pour exiger un impôt spécial de 25 pour cent lorsqu'une fondation transfère plus de 50 pour cent de son capital à une œuvre de charité dans le but de réduire son contingent des versements ou d'en retarder le paiement.
Accumulations par des organismes de charité	(58) Que, lorsque dans une année d'imposition commençant après 1983 un organisme de charité choisit de ne pas utiliser, ou omet d'utiliser aux fins prévues, un bien ou un revenu accumulé avec le consentement du Ministre du Revenu national, ce montant soit réputé être un don reçu dans l'année et pour lequel un reçu a été délivré.

Nouvelles cotisations	(59) Que, à l'égard des avis de cotisation visant les années d'imposition 1983 et suivantes, le délai de quatre ans pendant lequel le Ministre du Revenu national peut établir une nouvelle cotisation à l'égard de l'impôt à payer en vertu de la Loi soit ramené à trois ans et que des modifications corrélatives soient apportées aux dispositions connexes de la Loi.
Renonciation au délai d'établissement d'une nouvelle cotisation	(60) Que, après le 15 février 1984, un contribuable soit autorisé à renoncer au délai pendant lequel une nouvelle cotisation peut être établie s'il donne un avis d'un an dans le cas de certaines renonciations produites avant le 16 février 1984, et de six mois dans d'autres cas.
Acomptes provisionnels d'impôt	<p>(61) Que les dispositions de la Loi qui exigent que les contribuables paient des acomptes provisionnels d'impôt soient modifiées afin d'exiger que ces acomptes soient calculés selon l'impôt à payer avant la déduction de tout crédit d'impôt à l'achat d'actions ou de tout crédit d'impôt pour la recherche scientifique, lorsque le crédit découle d'un placement acquis après le 15 février 1984, autre que certains placements acquis avant mars 1984.</p> <p>(62) Que, pour les années d'imposition 1984 et suivantes,</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les particuliers et les corporations ne soient pas tenus de verser des acomptes provisionnels d'impôt pour une année d'imposition, lorsque l'impôt fédéral à payer ou la base d'acomptes provisionnels pour l'année est de \$1,000 ou moins, b) les intérêts sur les acomptes provisionnels d'impôt insuffisants pour une année d'imposition ne soient pas exigés lorsque les intérêts payables aux niveaux fédéral et provincial sur ces acomptes ne dépassent pas \$25 au total. <p>(63) Que, pour les années d'imposition se terminant au cours des années civiles commençant après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, la règle qui prévoit une prolongation du délai dans lequel une corporation privée dont le contrôle est canadien doit payer le solde de son impôt payable pour une année soit appliquée à condition que le total des revenus imposables pour l'année de la corporation et de toutes ses corporations associées ne dépasse pas le total de leurs plafonds des affaires.</p>
Responsabilité solidaire	(64) Que les dispositions de la Loi concernant la responsabilité solidaire résultant de certains transferts de biens entre conjoints soient modifiées afin de prévoir que le bénéficiaire du transfert ne soit pas tenu ni assujetti à l'obligation d'effectuer un paiement après le 15 février 1984, au titre des sommes dues, en vertu de la Loi, par l'auteur du transfert lorsque le bien est transféré en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord écrit de séparation si, à la date du transfert du bien, l'auteur et le bénéficiaire du transfert vivaient séparément par suite d'une rupture de leur mariage.
Remboursement d'impôts	(65) Que, après le 15 février 1984, le Ministre du Revenu national soit, nonobstant appel par celui-ci, tenu de rembourser à un contribuable résidant au Canada tout paiement d'impôt en trop, d'intérêts et pénalités y afférents, qui résulte de la décision d'une cour d'annuler ou de modifier une cotisation du contribuable ou de la déférer à ce ministre pour qu'il procède à une nouvelle cotisation, et que le Ministre soit autorisé à rembourser l'impôt, les intérêts et pénalités y afférents, aux contribuables qui auraient contesté un cas semblable.

Avis d'opposition	(66) Qu'un avis d'opposition à une cotisation établie après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale puisse être produit dans les 180 jours de la date d'établissement de la cotisation.
Appels	(67) Que, à l'égard d'avis d'opposition signifiés après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, un contribuable soit autorisé à en appeler d'une cotisation devant la Cour canadienne de l'impôt ou la Cour fédérale sans le consentement du Ministre du Revenu national après 90 jours de la date de signification d'un avis d'opposition au Ministre.
Frais de la Cour canadienne de l'impôt	(68) Que, après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, les dispositions qui empêchent la Cour canadienne de l'impôt d'allouer des frais à un contribuable à l'égard de la disposition d'un appel soient abrogées.
Frais de la Cour fédérale du Canada	(69) Que la Cour fédérale du Canada soit tenue d'allouer à un contribuable tous ses frais raisonnables et justifiés afférents à un appel interjeté par le Ministre du Revenu national sur lequel elle statue, après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, si le montant contesté d'impôt cotisé ou de perte déterminée ne dépasse pas \$10,000 et \$20,000 respectivement.
Impôt de la Partie VI et montant imposable à taux réduit	(70) Que, pour les années d'imposition se terminant au cours des années civiles qui commencent après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, la Loi soit modifiée afin d'en abroger la Partie VI et de prévoir une définition plus simple du montant imposable à taux réduit d'une corporation à la fin d'une année d'imposition aux fins du calcul de la déduction d'impôt spéciale accordée à une caisse de crédit en vertu du paragraphe 137(3) de la Loi.
Désignations tardives—Parties VII et VIII	(71) Que, après juin 1983 pour une désignation d'un crédit d'impôt à l'achat d'actions et après septembre 1983 pour une désignation d'un crédit d'impôt pour la recherche scientifique, la pénalité pour production tardive d'une telle désignation accompagne la formule prescrite.
Impôt supplémentaire de la Partie VII ou de la Partie VIII	(72) Que des règles soient établies afin de prévoir que, lorsqu'une corporation publique a exercé un choix visé à l'alinéa 43c) ou 44c) de la présente Motion et que le crédit d'impôt à l'achat d'action ou le crédit d'impôt pour la recherche scientifique déclaré par une personne qui produit des déclarations de renseignements à l'égard de ces crédits dépasse le montant du crédit attribué à cette personne, cette personne soit tenue de payer un impôt supplémentaire en vertu de la Partie VII ou de la Partie VIII au titre de cet excédent.
Biens étrangers	<p>(73) Que, pour les années d'imposition 1972 et suivantes, une fiducie régie par une caisse ou un régime enregistré de pensions ne soit pas assujettie à l'impôt à l'égard de biens étrangers qu'elle détenait lorsqu'elle a été créée au seul profit de non-résidents travaillant à l'extérieur du Canada.</p> <p>(74) Que, aux fins des dispositions de la Loi relatives aux biens détenus par des caisses de pensions et par d'autres personnes exonérées d'impôt, la définition de «biens étrangers» soit modifiée pour exclure une action d'une corporation canadienne inscrite à une bourse de valeurs prescrite acquise après 1983 par suite de l'échange ou de la conversion, selon les modalités en vigueur au 31 décembre 1983, d'une autre action du même genre émise avant 1984.</p>

Impôt de la Partie XII	(75) Que le paragraphe 208(1) de la Loi ne s'applique qu'après le 31 décembre 1983 à l'égard d'un revenu provenant de biens acquis avant le 12 décembre 1979.
Vente d'actions avec lien de dépendance	(76) Que l'article 212.1 de la Loi ne s'applique pas à une disposition d'actions par un non-résident après le 10 avril 1978 en faveur d'une corporation canadienne avec laquelle il a un lien de dépendance en vertu d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b) de la Loi.
Garanties pour le paiement des impôts	(77) Que, pour tout impôt faisant l'objet d'un litige en raison d'une opposition produite ou d'un appel interjeté après le 15 février 1984, un contribuable puisse fournir, pour en assurer le paiement, des garanties que le Ministre du Revenu national juge satisfaisantes.
Intérêts sur les retenues d'impôt de non-résidents	<p>(78) Que, lorsque l'impôt devant être retenu en vertu de la Partie XIII de la Loi sur tout montant payé par un contribuable à un non-résident, ou porté à son crédit, n'a pas été versé au plus tard le 15^e jour du mois suivant celui où le montant a été payé ou crédité,</p> <p>a) des intérêts au taux prescrit soient payables par le contribuable pour la période commençant à cette date ou le 15 février 1984, selon la plus tardive de ces deux dates, lorsque le contribuable a omis de déduire ou de retenir cet impôt, tel que prescrit,</p> <p>b) le non-résident soit solidairement responsable avec le contribuable de payer tout intérêt résultant de l'application de l'alinéa a), et</p> <p>c) des intérêts au taux prescrit soient payables par le contribuable pour la période commençant à cette date, lorsque le contribuable a omis de verser ou de payer l'impôt qui a été déduit ou retenu.</p>
Évitement fiscal	(79) Que, après le 15 février 1984, l'article 246 de la Loi, qui porte sur les directives du Conseil du Trésor visant à faire échec à l'évitement ou à la réduction des impôts, soit abrogé.
Exercice financier d'une société	(80) Que, pour les années d'imposition se terminant au cours des années civiles qui commencent après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, la Loi soit modifiée pour préciser qu'un renvoi à un exercice financier d'une société se terminant au cours d'une année d'imposition comprenne un exercice financier de la société dont la fin coïncide avec celle de l'année.
Contrôle des options	(81) Que, pour les années d'imposition se terminant au cours des années civiles qui commencent après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale, les règles du paragraphe 251(5) de la Loi s'appliquent lorsqu'il s'agit de déterminer si une corporation constitue une corporation privée dont le contrôle est canadien.

AVIS DE MOTION DES VOIES ET MOYENS VISANT À MODIFIER LA LOI DE L'IMPÔT SUR LES REVENUS PÉTROLIERS

Qu'il y a lieu de modifier la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers et de prévoir entre autres choses:

Substances injectées

(1) Que le coût des substances injectées dans un réservoir naturel pour faciliter la récupération du pétrole ou du gaz donne droit à une déduction

a) dans le calcul du revenu de production du contribuable pour l'année d'imposition 1984, lorsque la substance est injectée après 1980 et avant la fin de l'année d'imposition et que son coût n'a pas déjà été déduit, et

b) dans le calcul du revenu de production du contribuable pour les années d'imposition se terminant après 1984, lorsque la substance est injectée au cours de l'année d'imposition.

AVIS DE MOTION DES VOIES ET MOYENS VISANT À MODIFIER LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

Qu'il y a lieu de modifier le Régime de pensions du Canada et de prévoir entre autres choses:

Règles prescrites

(1) Que les dispositions du Régime de pensions du Canada qui exigent que des retenues soient opérées selon des tableaux établis conformément à des règles prescrites soient remplacées par une exigence voulant que les retenues soient faites conformément à des règles prescrites, que cette modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 1985 et que les dispositions en vigueur avant le 19 janvier 1984 continuent de s'appliquer jusqu'au 1^{er} janvier 1985.

AVIS DE MOTION DES VOIES ET MOYENS VISANT À MODIFIER LA LOI SUR LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT

Qu'il y a lieu de modifier la Loi sur la cour canadienne de l'impôt et de prévoir entre autres choses:

Frais de la Cour canadienne de l'impôt

(1) Que la Cour canadienne de l'impôt ait le pouvoir d'allouer des frais à une personne qui en appelle de questions relevant de la compétence de la Cour après que toute mesure donnant effet au présent paragraphe aura reçu la sanction royale.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

Additional copies may be obtained from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

On peut obtenir la version française de cette publication en écrivant au Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

322-1/304
322-1/308C

CA1
FN
-W15



House of Commons
Chambre des communes
CANADA

NOTICES OF MOTIONS AVIS DE MOTIONS

WAYS AND MEANS VOIES ET MOYENS

Tuesday, May 29, 1984

Le mardi 29 mai 1984

CONTENTS

	Page
Imposition of a Retail Sales Tax in the Nova Scotia Offshore Area	1
Income Tax Act	51

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Imposition d'une taxe de vente au détail dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	1
Loi de l'impôt sur le revenu	51

Notice of Ways and Means Motion With Respect to the Imposition of a Retail Sales Tax in the Nova Scotia Offshore Area

Avis de motion des voies et moyens visant l'imposition d'une taxe de vente au détail dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse

That it is expedient to introduce a measure to impose a retail sales tax in the Nova Scotia offshore area as follows:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi visant l'imposition d'une taxe de vente au détail dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse comme suit :

PART II

NOVA SCOTIA OFFSHORE RETAIL SALES TAX ACT

Short Title

38. This Part may be cited as the *Nova Scotia Offshore Retail Sales Tax Act*.

Interpretation

39. (1) For the purposes of this Part, "Agreement" means the Canada-Nova Scotia Agreement on Offshore Oil and Gas Resource Management and Revenue Sharing dated March 2, 1982 and entered into by the Government of Canada, as represented by the Prime Minister of Canada, and by the Government of Nova Scotia, as represented by the Premier of Nova Scotia, and includes any amendments thereto;

"Deputy Minister" means the Deputy Minister of National Revenue for Customs and Excise;

"designated goods" means (a) artificial islands, drilling rigs, drilling ships, storage vessels, installations, structures, equipment, machinery or apparatus, including production platforms, storage tanks, docks, caissons and pipelines, permanently or temporarily attached to or resting on the seabed or subsoil of the submarine areas

PARTIE II

LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL DANS LA ZONE EXTRACÔTIÈRE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Titre

38. La présente partie peut être citée sous le titre : *Loi sur la taxe de vente au détail dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse*.

Définitions

39. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«Accord» L'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières situées au large des côtes et sur le partage des recettes, en date du 2 mars 1982, conclu par le gouvernement du Canada, représenté par le premier ministre, et par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, représenté par le premier ministre; sont incluses les modifications apportées à l'Accord.

«commissaire provincial des impôts» La personne occupant la fonction intitulée *Provincial Tax Commissioner* nommée en vertu de la loi intitulée *Public Service Act*, chapitre 255 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée.

«loi néo-écossaise sur la taxe de vente» La loi intitulée *Health Services Tax Act*, chapitre 126 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967* modifiée par les lois

Définitions

10

«Accord»
«Agreement»

20

«commissaire provincial des impôts»
«Provincial Tax Commissioner»

«loi néo-écossaise sur la taxe de vente»
«Nova Scotia Sales Tax Act»

of the offshore area for the exploration, development or production of petroleum in the offshore area,

(b) equipment, machinery, apparatus or other structures used for the construction, erection or servicing of any artificial island, drilling rig, drilling ship, storage vessel, installation, structure, equipment, machinery or apparatus referred to in paragraph (a), and

(c) tangible personal property for use or consumption on or in respect of any artificial island, drilling rig, drilling ship, storage vessel, installation, structure, equipment, machinery, apparatus or other structure referred to in paragraph (a) or (b);

"federal law"
«lois fédérales»

"federal law" includes any Act of Parliament, any regulation within the meaning of the *Statutory Instruments Act* or any other law applicable in connection therewith;

"Minister"
«ministre»

"Minister" means the Minister of National Revenue;

"Nova Scotia Minister"
«ministre néo-écossais»

"Nova Scotia Minister" means the member of the Executive Council of Nova Scotia designated by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act for the purposes of this Part;

"Nova Scotia Sales Tax Act"
«loi néo-écossaise...»

"Nova Scotia Sales Tax Act" means the *Health Services Tax Act*, Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 126, as amended by Statutes of Nova Scotia 1969, Chapter 49; 1970-71, Chapter 56; 1972, Chapter 37; 1973, Chapter 35; 1973 (2nd session) Chapter 3; 1974, Chapters 15, 38, 50; 1975, Chapters 27, 28, 59; 1976, Chapter 25; 1977, Chapter 31; 1978-79, Chapters 19, 20; 1980, Chapter 33, 34; 1981, Chapter 26; 1982, Chapter 27; 1984, Chapter 18;

"offshore area"
«zone...»

"offshore area" means Sable Island and the submarine areas within the limits described in Schedule I;

"petroleum"
«pétrole»

"petroleum" includes any oil, relative hydrocarbon and any natural gas existing in its natural condition in strata;

"prescribed"
Version anglaise seulement

"prescribed" means

intitulées *Statutes of Nova Scotia* 1969, chapitre 49; 1970-71, chapitre 56; 1972, chapitre 37; 1973, chapitre 35; 1973 (2^e session) chapitre 3; 1974, chapitres 15, 38, 50; 1975, chapitres 27, 28, 59; 1976, chapitre 25; 1977, chapitre 31; 1978-79, chapitres 19, 20; 1980, chapitres 33, 34; 1981, chapitre 26; 1982, chapitre 27; 1984, chapitre 18.

10 «lois fédérales» Loi du Parlement, règlement au sens de la *Loi sur les textes réglementaires* ou toute autre règle s'y appliquant.

15 «lois provinciales» Comprend les lois de la législature de la Nouvelle-Écosse, les décrets en conseil, règles, proclamations et autres règles de droit de la Nouvelle-Écosse, à l'exception de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente et de ses règlements, décrets en conseil, règles et proclamations.

20 «marchandises désignées»

a) Îles artificielles, installations de forage, navires de stockage, installations, constructions, matériel, machines ou appareils, notamment les plate-formes de production, les réservoirs de stockage, les docks, les caissons et les pipe-lines fixés au fond de la mer ou au sous-sol des zones sous-marines de la zone extracôtière, ou reposant sur celui-ci, de façon temporaire ou permanente en vue de la prospection, de la mise en valeur ou de la production du pétrole dans la zone extracôtière;

b) matériel, machines, appareils ou constructions utilisés pour la construction, la mise en place ou l'entretien des îles artificielles, des installations de forage, des navires de stockage, des installations, des constructions, du matériel ou des machines visés à l'alinéa a);

c) biens mobiliers corporels destinés à l'usage ou à la consommation sur les îles artificielles, les installations de forage, les navires de stockage visés aux alinéas a) ou b), ou en rapport avec ceux-ci ou avec les installations, les constructions, le matériel ou les machines visés aux alinéas a) ou b).

20 «marchandises désignées»
"designated goods"

«lois provinciales»
"provincial laws"

	(a) in the case of a form or the information to be given on a form, prescribed by order of the Minister, and	«ministre» Le ministre du Revenu national.	«ministre» "Minister"
	(b) in any other case, prescribed by regulations made by the Governor in Council under this Part;	«ministre néo-écossais» Le membre du conseil exécutif de la Nouvelle-Écosse désigné pour l'application de la présente partie conformément à la Loi néo-écossaise sur l'Accord.	«ministre néo-écossais» "Nova Scotia Minister"
"production or processing" «production ou transformations»	"production or processing", in relation to any non-renewable resource, means the exploration for, extraction of, or transformation or conversion of, the non-renewable resource to the extent and in the manner prescribed;	«pétrole» Notamment les hydrocarbures apparentés et tout gaz naturel gisant à l'état naturel en couches géologiques.	«pétrole» "petroleum"
"provincial laws" «lois provinciales»	"provincial laws" includes Acts of the legislature of Nova Scotia and regulations, orders in council, rules, proclamations and any other laws of Nova Scotia, other than the Nova Scotia Sales Tax Act and any regulations, orders in council, rules and proclamations made thereunder;	«production ou transformation» La prospection en vue de la découverte de ressources non renouvelables, leur extraction, leur transformation ou leur conversion, selon les modalités réglementaires.	«production ou transformation» "production or processing"
"Provincial Tax Commissioner" «commissaire...»	"Provincial Tax Commissioner" means the Provincial Tax Commissioner appointed under the <i>Public Service Act</i> , Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 255, as amended;	«règlements» Les règlements pris par le gouverneur en conseil en vertu de la présente partie.	«règlements» "regulations"
"regulations" «règlements»	"regulations" means regulations made by the Governor in Council under this Part.	«sous-ministre» Le sous-ministre du Revenu national pour les douanes et l'accise.	«sous-ministre» "Deputy Minister"
		«zone extracôtière» L'Île de Sable et les zones sous-marines délimitées à l'annexe I.	«zone extracôtière» "offshore area"
Certain definitions of Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part	(2) Subject to this Part and the regulations, (a) for the purposes of this Part, the words and expressions "consumer", "consumption", "non-renewable resource", "purchaser", "purchase price", "sale", "tangible personal property", "use", "user" and "vendor" have the same meaning as in section 1 of the Nova Scotia Sales Tax Act, as set out in Schedule IV, with such modifications as the circumstances require; and (b) words and expressions used in the provisions of the Nova Scotia Sales Tax Act that are applicable in respect of this Part by virtue of section 50 have the same meaning as in section 1 of that Act, as set out in Schedule IV, with such modifications as the circumstances require.	(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements : a) pour l'application de la présente partie, les mots ou expressions suivants s'entendent au sens de l'article 1 de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, énoncée à l'annexe IV, avec les adaptations de circonstance : «consommateur», «consommation», «ressources non renouvelables», «acheteur», «prix d'achat», «vente», «bien mobilier corporel», «utilisation», «utilisateur» et «vendeur»; b) les mots et expressions utilisés dans la loi néo-écossaise sur la taxe de vente applicables à la présente partie en application de l'article 50 s'entendent au sens de l'article 1 de cette loi, énoncé à l'annexe IV, avec les adaptations de circonstance.	Application de définitions de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente
Electricity not tangible personal property	(3) For the purposes of this Part, "tangible personal property" does not include electricity.	(3) Pour l'application à la présente partie, «biens mobiliers corporels» ne comprend pas l'électricité.	Exclusion de l'électricité

References

40. (1) Notwithstanding section 3 but subject to this Part and the regulations, any provision or any part thereof of the Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part by virtue of section 50 or subsection 39(2) applies, in the same manner and for the purposes of this Part, as if it had been enacted by Parliament, unless the provision or part thereof is repugnant or inconsistent with any federal law.

40. (1) Nonobstant l'article 3 mais sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements, toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, applicable à la présente partie en application de l'article 50 ou du paragraphe 39(2), s'applique, de la même manière que si elle avait été édictée par le Parlement, sauf si la totalité ou une partie de la disposition est incompatible avec une loi fédérale.

Renvois

Idem

(2) For greater certainty, with respect to any provision of the Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part,

(a) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "this Act" shall be deemed to be a reference to Part II of this Act;

(b) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to Her Majesty in the right of the Province shall be deemed to be a reference to Her Majesty in right of Canada;

(c) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the Province of Nova Scotia" or "the Province" shall be deemed to be a reference to the offshore area;

(d) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the Minister" shall be deemed to be a reference to the Minister of National Revenue;

(e) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to the "Governor in Council" shall be deemed to be a reference to the Governor General of Canada in Council;

(f) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the regulations" shall be deemed to be a reference to the regulations made under Part II of this Act;

(g) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the Commissioner" shall be deemed to be a reference to the Deputy Minister within the meaning of Part II of this Act; and

(h) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "a Member of the House of Assembly" shall be deemed to be a reference to a Member of the House of Commons or the Senate.

(2) Il est entendu, en ce qui concerne toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente applicable à la présente partie, que la mention dans cette loi :

- a) de la «présente loi» est interprétée comme celle de la partie II de la présente loi;
- b) Sa Majesté du chef de la province est interprétée comme celle de Sa Majesté du chef du Canada;
- c) de la «province de la Nouvelle-Écosse» ou de la «province» est interprétée comme celle de la zone extracôtière;
- d) du «ministre» est interprétée comme celle du ministre du Revenu national;
- e) du «gouverneur en conseil» est interprétée comme celle du gouverneur général du Canada en conseil;
- f) des «règlements» est interprétée comme un renvoi aux règlements pris en vertu de la partie II de la présente loi;
- g) du «commissaire» est interprétée comme celle du sous-ministre au sens de la partie II de la présente loi;
- h) d'un «membre de l'assemblée» est interprétée comme celle d'un membre de la Chambre des communes ou du Sénat.

Idem

	<i>Application</i>	<i>Application</i>	
Application	41. This Part applies only within the off-shore area.	41. La présente partie ne s'applique qu'à la zone extracôtière.	Application
	<i>Her Majesty</i>	<i>Sa Majesté</i>	
Binding on Her Majesty	42. This Part is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.	42. La présente partie lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.	Application à la couronne
	<i>Delegation of powers</i>	<i>Délégation de pouvoirs</i>	
Responsibility of Minister	43. (1) The Minister is responsible for the administration and enforcement of this Part and shall control and supervise all persons appointed or employed to carry out or enforce this Part.	43. (1) Le ministre est chargé de l'application de la présente partie; il dirige et contrôle les personnels nommés ou employés pour l'application de la présente partie.	Responsabilité du ministre
Documents under control of Department of National Revenue	(2) For greater certainty, records, accounts, vouchers, documents, returns, reports and things obtained or prepared by or on behalf of the Minister for any purpose related to the administration or enforcement of this Part are under the control of the Department of National Revenue.	(2) Il est entendu que les registres, comptes, pièces justificatives, documents, déclarations, rapports et objets obtenus ou préparés par le ministre, ou pour son compte, à toute fin relative à l'application de la présente partie sont sous le contrôle du ministère du Revenu national.	Contrôle des documents par le ministère du Revenu national
Staff	(3) Such officers, clerks and employees as are necessary to administer and enforce this Part may be appointed or employed in the manner authorized by law.	(3) Le personnel nécessaire à l'application de la présente partie peut être nommé ou employé conformément à la loi.	Personnel
Delegation	(4) Subject to section 45, the Minister may delegate to his deputy head or such other officer or class of officers as he deems appropriate any of his powers, duties or functions under this Part and he may in connection therewith impose such terms and conditions as he deems appropriate.	(4) Sous réserve de l'article 45, le ministre peut déléguer à son sous-ministre, ou à un autre fonctionnaire ou à une catégorie de ceux-ci, les pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués par la présente partie; il peut assujettir la délégation aux modalités qu'il estime indiquées.	Délégation
Administration of oaths	(5) The Minister may designate any officer employed in connection with the administration or enforcement of this Part to administer or receive any oath, affirmation or statutory declaration for the purposes of or incidental to the administration or enforcement of this Part or the regulations, and every officer so designated has for such purposes all the powers of a commissioner for administering oaths or taking affidavits.	(5) Le ministre peut désigner un fonctionnaire employé à l'application de la présente partie pour faire prêter les serments et recevoir les déclarations sous serment, solennelles ou autres, exigés par l'application de la présente partie ou des règlements. À cet effet, le fonctionnaire dispose des pouvoirs d'un commissaire aux serments.	Commissaire aux serments
Power to designate Nova Scotia Minister or Provincial Commissioner	44. (1) Where a tax administration agreement is entered into pursuant to section 49, the Minister may, subject to any regulations made under this section, designate, in respect of any period before or after the day on which the designation is made, the Nova	44. (1) Lorsqu'un accord sur la perception des impôts est conclu conformément à l'article 49, le ministre peut, sous réserve des règlements pris en vertu du présent article, désigner, pour toute période antérieure ou postérieure à la désignation, le ministre néo-	Désignation du ministre néo-écossais ou du commissaire provincial des impôts

Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner to exercise any of the powers or to perform any of the duties and functions assigned to the Minister or the Deputy Minister by or under this Part that are, with the concurrence of the Nova Scotia Minister, specified in the designation from time to time, subject to such terms and conditions, if any, specified in the designation as may be prescribed by the regulations made under this section or as are provided for by the tax administration agreement and to such additional terms and conditions specified in the designation as the Minister deems appropriate.

Designation of officers

(2) Where the Minister has designated the Nova Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner to exercise any of his duties or powers or perform any of his duties and functions pursuant to subsection (1), the Nova Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner, as the case may be, may, subject to the regulations made under this section and the designation, delegate to his deputy or such other officer or class of officers as he deems appropriate any of the powers, duties and functions specified in the designation.

Regulations

(3) The Minister may make regulations governing the designation of the Nova Scotia Minister or Provincial Tax Commissioner pursuant to this section and prescribing anything that is by this section to be prescribed.

Certificates of the Nova Scotia Minister or Provincial Commissioner and their officials

(4) Where a tax administration agreement is entered into pursuant to section 49, any document or certificate that is executed or issued by the Nova Scotia Minister, the Provincial Tax Commissioner or an authorized delegate of the Nova Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner for the purpose of carrying out any of his powers, duties or functions under this Part on behalf or in place of the Minister, the Deputy Minister or an officer of the Department of National Revenue shall be deemed for all purposes of this Part, to be executed or issued by the Minister, the Deputy Minister or an officer of the Department of National Revenue, as the case may be.

écossais ou le commissaire provincial des impôts pour exercer les pouvoirs ou fonctions attribués au ministre ou au sous-ministre en vertu de la présente partie et qui sont, avec l'assentiment du ministre néo-écossais, précisés dans la désignation, sous réserve des modalités éventuelles précisées dans la désignation conformément aux règlements pris en vertu du présent article ou prévues dans l'accord sur la perception des impôts et aux modalités supplémentaires, précisées dans la désignation, que le ministre estime indiquées.

15

(2) Lorsque le ministre a désigné le ministre néo-écossais ou le commissaire provincial des impôts pour exercer les pouvoirs et les fonctions visés au paragraphe (1), le ministre néo-écossais ou le commissaire provincial des impôts, selon le cas, peut, sous réserve des règlements pris en vertu du présent article et de la désignation, déléguer à son sous-chef, ou à un autre fonctionnaire ou à une catégorie de fonctionnaires qu'il estime indiqués, les pouvoirs et les fonctions précisés dans la désignation.

Désignation de fonctionnaires

(3) Le ministre peut prendre des règlements régissant la désignation du ministre néo-écossais ou du commissaire provincial des impôts conformément au présent article et prendre toute autre mesure réglementaire prévue par le présent article.

Règlements

(4) Lorsqu'un accord sur la perception des impôts est conclu conformément à l'article 49, tout document ou certificat, exécuté ou délivré par le ministre néo-écossais, le commissaire provincial des impôts ou un de leurs délégués à l'exercice de leurs pouvoirs ou fonctions prévus à la présente partie pour le compte du ministre, du sous-ministre ou d'un fonctionnaire du ministère du Revenu national, est réputé, pour l'application de la présente partie, exécuté ou délivré par le ministre, le sous-ministre ou un fonctionnaire du ministère du Revenu national, selon le cas.

Certificat du ministre néo-écossais ou du commissaire provincial des impôts et de leurs fonctionnaires

Exception

45. The power to make regulations or statutory instruments, to recommend the making of regulations or to enter into agreements under this Part may not be delegated pursuant to section 43 or 44.

45. Le pouvoir de prendre des règlements ou des textes réglementaires, de recommander la prise de règlements ou de conclure des accords en vertu de la présente partie ne peut pas être délégué conformément à l'article 43 ou 44.

Exception

Nova Scotia Offshore Sales Tax

Taxe de vente extracôtière de la Nouvelle-Écosse

Imposition of tax in offshore area

46. (1) There shall be imposed, levied and collected a tax, at the rate prescribed by subsection (2), in respect of every sale in the offshore area to a purchaser of tangible personal property for use or consumption as 10 designated goods.

46. (1) Il est imposé, prélevé et perçu une taxe au taux indiqué au paragraphe (2) sur la vente à un acheteur dans la zone extracôtière de biens mobiliers corporels pour utilisation ou consommation comme marchandises désignées.

Imposition de la taxe dans la zone extracôtière

Rate of tax

(2) Tax shall be imposed, levied and collected under this section at

(2) Il est imposé, prélevé et perçu en vertu du présent article une taxe :

Taux de la taxe

(a) in the case of a cigarette, 15

(a) sur les cigarettes : 15

(i) the rate of two cents on each cigarette, where the cigarette is sold on or after the day this Part comes into force and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (ii), and 20

(i) au taux de deux cents par cigarette, dans les cas où la cigarette est vendue à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe conformément au sous-alinéa (ii), 20

(ii) the rate prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2), where the cigarette is sold in the period during which the regulations are applicable; 25

(ii) au taux fixé par règlement pris conformément au paragraphe 48(2), dans les cas où la cigarette est vendue pendant la période d'application du règlement; 25

(b) in the case of tobacco in any form other than a cigarette,

(b) sur le tabac sous une forme autre que celle de cigarette :

(i) the rate of fifty per cent of the purchase price, where the tobacco is sold on or after the day this Part comes into force and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (ii), and 30

(i) au taux de cinquante pour cent du prix d'achat, dans les cas où le tabac est vendu à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe conformément au sous-alinéa (ii), 30

(ii) the rate prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2), where the tobacco is sold in the period during which the regulations are applicable; 35

(ii) au taux fixé par règlement pris conformément au paragraphe 48(2), dans les cas où le tabac est vendu pendant la période d'application du règlement; 35

(c) in the case of the following tangible personal property, namely, 40

(c) sur les biens mobiliers corporels suivants : 40

(i) any surveying precision instrument or equipment that is used by a contractor, operator or any other person for the purpose of exploration for petroleum,

(i) instruments d'arpentage ou matériel utilisé par un entrepreneur, un exploitant ou une autre personne pour la prospection du pétrole,

(ii) machinery or apparatus that is used by a contractor, operator or any other person for the purpose of

(A) exploration for petroleum,

(B) extraction of petroleum at petroleum and natural gas production sites, and

(iii) any other tangible personal property of a class prescribed for the purposes of this paragraph that is consumed or used in the production or processing of non-renewable resources,

the rate of four per cent of the purchase price, where the tangible personal property is sold on or after the day this Part comes into force and before such time as a rate of tax prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2) first becomes applicable, and the rate prescribed by those regulations, where the tangible personal property is sold in the period during which those regulations are applicable; and

(d) in the case of any tangible personal property, other than tangible personal property referred to in paragraphs (a) to (c),

(i) the rate of ten per cent of the purchase price where the tangible personal property is sold on or after the day this Part comes into force and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (ii), and

(ii) the rate prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2), where the tangible personal property is sold in the period during which the regulations are applicable.

(3) The tax imposed under this section in respect of any sale in the offshore area to a purchaser of tangible personal property for use or consumption as designated goods is payable

(a) by the purchaser whether or not the purchase price, if any, is payable in cash, on terms, by instalments or in any other manner; and

(b) at the time

(ii) machines ou appareils utilisés par un entrepreneur, un exploitant ou une autre personne pour :

(A) la prospection du pétrole,

(B) l'extraction du pétrole aux lieux de production de pétrole ou de gaz naturel,

(iii) sur les autres biens mobiliers corporels, d'une catégorie désignée par règlement pour l'application du présent alinéa, consommés ou utilisés pour la production ou la transformation de ressources non renouvelables,

au taux de quatre pour cent du prix d'achat, dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe au taux fixé par règlement pris conformément au paragraphe 48(2), et au taux fixé par ce règlement, dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus pendant la période d'application du règlement;

d) sur les biens mobiliers corporels autres que les biens mobiliers corporels visés aux alinéas a) à c) :

(i) au taux de dix pour cent du prix d'achat, dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe conformément au sous-alinéa (ii),

(ii) au taux fixé par règlement pris conformément au paragraphe 48(2), dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus pendant la période d'application du règlement.

(3) La taxe imposée en vertu du présent article sur les biens mobiliers corporels vendus dans la zone extracôtière pour utilisation ou consommation comme marchandises désignées est à payer :

a) par l'acheteur, que le prix d'achat, s'il y a lieu, soit payable ou non au comptant, à tempérament, par versements ou de toute autre manière;

b) à la date qui survient en premier lieu :

When and by whom tax is payable

Paiement de la taxe

(i) the tangible personal property is delivered to the purchaser, or
(ii) the title in the tangible personal property is transferred to the purchaser, whichever is the earlier.

5

(i) soit au moment de la livraison des biens mobiliers corporels à l'acheteur,
(ii) soit au moment du transfert à l'acheteur de la propriété des biens mobiliers corporels.

5

Deemed purchase

(4) For the purposes of this Part, any user or consumer in the offshore area of tangible personal property as designated goods, other than a user or consumer of tangible personal property who has previously paid or has incurred liability to pay tax under the Nova Scotia Sales Tax Act in respect of that tangible personal property, shall be deemed to have purchased the tangible personal property for use or consumption as designated goods from a vendor at a sale in the offshore area, and the user or consumer shall be deemed to be the purchaser of the property.

10

15

15

20

20

25

25

30

30

35

35

40

40

Présomption

(4) Pour l'application de la présente partie, tout utilisateur ou consommateur dans la zone extracôtière de biens mobiliers corporels comme marchandises désignées, à l'exception d'un utilisateur ou d'un consommateur des biens mobiliers corporels qui a déjà payé ou est tenu de payer la taxe prévue par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente sur ces biens mobiliers corporels, est réputé avoir acheté les biens mobiliers corporels pour utilisation ou consommation comme marchandises désignées d'un vendeur dans la zone extracôtière; l'utilisateur ou le consommateur est réputé être l'acheteur des biens.

20

20

25

25

30

30

35

35

40

40

Definitions

“contractor”
«entrepreneur»

(5) In this section, “contractor” means any person who contracts with another person having a right to engage in production or processing of a non-renewable resource to carry out any part of the right of that other person to engage in production or processing of a non-renewable resource;

20

25

25

30

30

35

35

40

40

Définitions

«entrepreneur»
“contractor”

(5) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«entrepreneur» Personne qui conclut un contrat avec une autre personne, ayant le droit de s'adonner à la production ou à la transformation de ressources non renouvelables, afin d'exercer une partie des droits de cette autre personne de s'adonner la production ou à la transformation des ressources non renouvelables.

30

30

35

35

40

40

“exploration”
«prospection»

“exploration” includes development drilling;

30

30

35

35

40

40

«exploitant»
“operator”

«exploitant» Personne qui, à la fois :

a) a le droit de s'adonner à la production ou à la transformation de ressources non renouvelables;

b) produit ou transforme des ressources non renouvelables.

35

35

40

40

“machinery or apparatus”
«machines ou...»

“machinery or apparatus” includes drilling rigs;

30

30

35

35

40

40

«machines ou appareils»
“machinery...”

«machines ou appareils» Comprend des installations de forage.

«prospection» Comprend le forage en vue de la mise en valeur.

40

40

“operator”
«exploitant»

“operator” means any person who
(a) has a right to engage in production or processing of a non-renewable resource, and
(b) carries out production or processing of a non-renewable resource.

30

30

35

35

40

40

Exemptions

47. Notwithstanding section 46, tax under this Part is not payable in respect of tangible personal property sold on docks, wharfs or other structures that are permanently attached to land that is

40

Exemptions

47. Nonobstant l'article 46, la taxe prévue à la présente partie n'est pas à payer sur les biens mobiliers corporels vendus sur les quais, les bassins et les autres constructions fixés en permanence au sol situé, à la fois :

45

Ventes sur
quais exemptées

- (a) above the low water mark of Nova Scotia; and
 (b) outside the offshore area.

48. (1) Notwithstanding section 46 but subject to any regulations made under subsections (2) and (3), tax under this Part is not payable

(a) in respect of tangible personal property of a class, or

(b) by persons of a class

that is specifically exempted from the provisions of the Nova Scotia Sales Tax Act under the paragraphs of subsection 10(1) of that Act that are set out in Schedule IV.

(2) The Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance whenever it is considered to be in the public interest to do so, may make regulations,

(a) excluding any exemption under this Part specified in subsection 10(1) of the Nova Scotia Sales Tax Act and referred to in subsection (1);

(b) notwithstanding section 46, reducing the rate of tax prescribed by subsection 46(2) in respect of any tangible personal property for the period and under such conditions, if any, as may be prescribed;

(c) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(a)(ii), a rate of tax not exceeding the rate prescribed for cigarettes by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable;

(d) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(b)(ii), a rate of tax not exceeding the rate prescribed, for tobacco in any form other than a cigarette, by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable;

(e) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(c)(ii), a rate of tax, not exceeding the rate prescribed by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, for tangible personal property described in paragraph 46(2)(c), in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable; and

a) au-dessus de la laisse de basse mer de la Nouvelle-Écosse;

b) hors de la zone extracôtière.

48. (1) Nonobstant l'article 46 mais sous réserve de tout règlement pris en vertu des paragraphes (2) et (3), la taxe imposée en vertu de la présente partie n'est pas payable :

a) soit en ce qui concerne les biens mobiliers corporels d'une catégorie,

b) soit par des personnes d'une catégorie,

qui est expressément exemptée des dispositions de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente en application des alinéas du paragraphe 10(1) de cette loi qui sont énoncés à l'annexe IV.

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur avis conforme du ministre des Finances et lorsqu'il y va de l'intérêt public, par règlement :

a) annuler une exemption prévue à la présente partie, précisée au paragraphe 10(1) de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente et visée au paragraphe (1);

b) nonobstant l'article 46, réduire le taux de taxe, prévu au paragraphe 46(2), sur un bien mobilier corporel pour une période réglementaire et selon des conditions éventuellement prévues par règlement;

c) fixer, pour l'application du sous-alinéa 46(2)a)(ii), un taux de taxe non supérieur au taux fixé pour les cigarettes par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, et la date d'entrée en vigueur du taux;

d) fixer, pour l'application du sous-alinéa 46(2)b)(ii), un taux de taxe non supérieur au taux fixé pour le tabac, sous toute forme autre que celle de cigarette, par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, et la date d'entrée en vigueur du taux;

e) fixer, pour l'application du sous-alinéa 46(2)c)(ii), un taux de taxe, non supérieur au taux fixé par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, pour les biens mobiliers corporels visés à l'alinéa 46(2)c), et la date d'entrée en vigueur du taux;

f) fixer, pour l'application de l'alinéa 46(2)d)(ii), un taux de taxe, non supérieur

Classes of
goods

Catégories de
biens

Regulations

Règlements

	<p>(f) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(d)(ii), a rate of tax, not exceeding the rate prescribed by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, for any tangible personal property, other than tangible personal property referred to in paragraphs 46(2)(a) to (c), in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable.</p>	<p>au taux fixé par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, pour les biens mobiliers corporels autres que les biens mobiliers corporels visés aux alinéas 46(2)a) à c), et la date d'entrée en vigueur du taux.</p>
Idem	<p>(3) Notwithstanding section 46, the Governor in Council may make regulations conditionally or unconditionally, retroactively or prospectively,</p> <p>(a) of general application, on the recommendation of the Minister of Finance, or</p> <p>(b) in respect of a particular transaction or class of transactions, on the recommendation of the Minister,</p> <p>exempting any person or persons of any class from the payment of tax under this Part or exempting any tangible personal property or class of tangible personal property from the application of this Part.</p>	<p>(3) Nonobstant l'article 46, le gouverneur en conseil peut, conditionnellement ou incondi- tionnellement, rétroactivement ou active- ment, par règlement :</p> <p>a) soit d'application générale, sur recom- mandation du ministre des Finances,</p> <p>b) soit d'application particulière à une opération ou à une catégorie d'opérations, sur recommandation du ministre,</p> <p>exempter toute personne ou toute catégorie de personnes du paiement de la taxe prévue à la présente partie ou exempter tous biens mobiliers corporels ou toute catégorie de biens mobiliers corporels de l'application de la présente partie.</p>
Reduced rate of tax payable	<p>(4) Notwithstanding section 46, where a regulation has been made under any of paragraphs (2)(b) to (f), tax shall be imposed, levied and collected under this Part at the rate prescribed by the regulation, in respect of the tangible personal property specified therein, for the period and under such conditions, if any, as are specified therein.</p>	<p>(4) Nonobstant l'article 46, dans les cas où un règlement est pris en vertu d'un des alinéas (2)b) à f), la taxe est imposée, prélevée et perçue en vertu de la présente partie au taux réglementaire sur les biens mobiliers corporels visés par le règlement pour la période et selon les conditions éventuelles qui y sont précisées.</p>
	<p><i>Tax administration agreement</i></p>	<p><i>Accord sur la perception des impôts</i></p>
Power to collect	<p>49. (1) Subject to subsection (4), where a tax administration agreement is entered into pursuant to subsection (2), tax, interest, penalties and other sums payable under this Part may be collected by the Government of Nova Scotia on behalf of the Government of Canada in accordance with the terms and conditions of the agreement, as amended from time to time pursuant to subsection (3).</p>	<p>49. (1) Sous réserve du paragraphe (4), la taxe, les intérêts, les amendes et les autres sommes à payer conformément à la présente partie peuvent être perçus par le gouverne- ment de la Nouvelle-Écosse pour le compte du gouvernement du Canada conformément aux modalités d'un accord sur la perception des impôts, dans sa forme éventuellement modifiée conformément au paragraphe (3), conclu conformément au paragraphe (2).</p>
Tax administra- tion agreement	<p>(2) The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, on behalf of the Government of Canada, enter into a tax administration agreement with the Government of Nova Scotia pursuant to</p>	<p>(2) Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure au nom du gouvernement du Canada, un accord sur la perception des impôts avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse aux</p>

which the Government of Nova Scotia shall, on behalf of the Government of Canada, collect and administer the tax, interest, penalties and other sums payable under this Part, in accordance with the terms and conditions set out in the agreement.

(3) The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, on behalf of the Government of Canada, enter into an agreement amending the terms and conditions of any tax administration agreement entered into pursuant to subsection (2).

(4) All taxes, interest, penalties or other sums payable under this Part shall be made payable and remitted to the Receiver General.

(5) On the collection or receipt of any tax, interest, penalty or other sum by the Government of Nova Scotia pursuant to this Part, the tax, interest, penalty or other sum shall be deposited as soon as practicable to the credit of the Receiver General and paid into the Consolidated Revenue Fund in the manner prescribed by the Treasury Board under the *Financial Administration Act*.

(6) Every person who knowingly collects or receives any sum of money as tax under this Part in circumstances where such sum is not payable shall forthwith

(a) refund the sum to the person from whom he collected it; or

(b) if the person referred to in paragraph (a) is not known or readily ascertainable, pay the sum to the Receiver General.

(7) Any amount paid by or on behalf of any person on account of any tax, interest, penalty or other sum payable under this Part and collected by the Government of Nova Scotia

(a) relieves that person of liability to pay such amount

(i) on account of the tax, interest, penalty or other sum to the extent of the full amount thereof, or

termes duquel le gouvernement de la Nouvelle-Écosse doit percevoir et administrer, au nom du gouvernement du Canada, la taxe, les intérêts, les amendes et les autres sommes à payer prévus par la présente partie, en conformité avec les modalités de cet accord.

(3) Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure au nom du gouvernement du Canada un accord modifiant les modalités de tout accord sur la perception des impôts qui a été conclu conformément au paragraphe (2).

(4) Les taxes, intérêts, amendes ou autres sommes à payer en vertu de la présente partie sont à payer et sont versés au receveur général.

(5) Dès la perception ou la réception d'une taxe, d'intérêts, d'une amende ou d'une autre somme par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse conformément à la présente partie, la taxe, les intérêts, l'amende ou les autres sommes sont déposés aussitôt que possible au crédit du receveur général et versés au Fonds du revenu consolidé selon la manière prescrite par le conseil du Trésor conformément à la *Loi sur l'administration financière*.

(6) Toute personne qui, sciemment, perçoit ou reçoit une somme d'argent à titre de taxe prévue à la présente partie en des circonstances où cette taxe n'est pas payable, doit sans délai :

a) soit rembourser la somme à la personne de qui elle l'a perçue;

b) soit, si la personne visée à l'alinéa a) n'est pas connue ou n'est pas facilement identifiable, verser la somme au receveur général.

(7) Tout montant payé par une personne ou pour son compte à titre de taxe, d'intérêts, d'amende ou d'autre somme à payer en vertu de la présente partie et perçu par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse :

a) dégage cette personne de l'obligation de payer ce montant :

(i) soit à titre de taxe, d'intérêts, d'amende ou d'autre somme dans la mesure du plein montant de ceux-ci,

Amendments to the agreement

Modification de l'accord

Remittance to Receiver General

Remise au receveur général

Consolidated Revenue Fund

Fonds du revenu consolidé

Collection of excess sums

Perception de sommes excédentaires

No further liability

Limitation de l'obligation

(ii) as applied by the Minister; and
(b) shall be deemed to have been applied in accordance with the direction of that person.

(8) A document purporting to be an agreement entered into pursuant to subsection (2) or (3) that is

- (a) published in the *Canada Gazette*, or
- (b) certified as such by, or on behalf of, the Minister, the Receiver General, the Deputy Receiver General or the Minister of Finance,

is, in the absence of evidence to the contrary, evidence of the contents thereof and is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person purporting to have certified it.

Application of certain provisions of Nova Scotia Sales Tax Act in respect of this Part

50. Subject to this Part and the regulations, sections 4 to 9, subsection 10(2), sections 11, 14, 15, 17 to 20 and 21 to 39, except subsection 19(5) and section 25, of the Nova Scotia Sales Tax Act, as set out in Schedule IV, apply in respect of this Part, with such modifications as the circumstances require.

Liability and collection of tax

51. All taxes, interest, penalties or other sums payable under this Part are debts due to Her Majesty in right of Canada and are recoverable as such from the person required to pay the taxes, interest, penalties or other sums in accordance with this Part.

Refunds, deductions or rebates

52. (1) Subject to this section, a deduction from, refund of or rebate of any tax imposed by this Part may be granted by the Minister

- (a) where an overpayment has been made by any person,
- (b) where the tax was paid in error, or
- (c) to the persons or persons of the classes prescribed or in respect of the tangible personal property or tangible personal property of the classes prescribed,

(ii) soit selon l'application qu'en fait le ministre;

b) est réputé avoir été appliqué conformément aux instructions de cette personne.

(8) Un document, censé être un accord conclu conformément au paragraphe (2) ou (3), qui est :

- a) soit publié dans la *Gazette du Canada*,
- b) soit certifié comme tel par le ministre, le receveur général, le sous-receveur général ou le ministre des Finances, ou pour le compte de ceux-ci,

fait, sauf preuve contraire, foi de son contenu et est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du certificateur.

Application de certaines dispositions de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente à la présente partie

50. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et de ses règlements, les articles 4 à 9, le paragraphe 10(2), les articles 11, 14, 15 et 17 à 20 et 21 à 39, sauf le paragraphe 19(5) et l'article 25, de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente énoncés à l'annexe IV, s'appliquent à la présente partie, avec les adaptations de circonstance.

Responsabilité et perception de la taxe

51. Les taxes, intérêts, amendes ou autres sommes à payer en vertu de la présente partie sont des créances de Sa Majesté du chef du Canada et sont recouvrables comme telles auprès de la personne qui est tenue de les payer.

Remboursements, déductions ou rabais

52. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le ministre peut accorder une déduction ou un remboursement de toute taxe, ou un rabais sur celle-ci, imposée en vertu de la présente partie :

- a) lorsqu'une personne a effectué un paiement en trop;
- b) lorsque la taxe a été payée par erreur;
- c) aux personnes ou aux catégories réglementaires de personnes ou en ce qui con-

Proof of provision of tax administration agreement

5 Preuve d'une disposition de l'accord sur la perception des impôts

Adoption by reference

Incorporation par renvoi

Debts due to Her Majesty

Créances de Sa Majesté

Refunds

Remboursements

in such circumstances and according to such terms and conditions, if any, as may be prescribed.

Limitation on amount of refund

(2) No deduction, refund or rebate may be granted pursuant to this section in respect of any tax paid if an amount equal to the total amount of the tax collected has previously been recovered by any person.

Limitation on application for refund

(3) No deduction, refund or rebate may be granted pursuant to this section to any person in respect of any tax paid unless a written application therefor, in the form prescribed, is submitted to the Minister by or on behalf of the person within two years after the time the tax was paid.

Application to other taxes

(4) Instead of granting a deduction, refund or rebate that might otherwise be granted pursuant to this section to any person, the Minister may, where the person is liable or about to become liable to make any payment under this Part, apply the amount of the overpayment to that other liability and notify the person of that action.

Definition of "tax"

(5) In this section, "tax" includes interest and penalties in respect of tax.

Disclosure of information

Definitions

"official"
«fonctionnaire»

53. (1) In this section, "official" means any person employed, or occupying a position of responsibility, in the service of Her Majesty in right of Canada or in right of Nova Scotia and includes any person formerly so employed or formerly occupying such a position;

"tax document"
«document fiscal»

"tax document" means any record, account, voucher, document, return, report or thing obtained by or on behalf of the Minister for any purpose related to the administration or enforcement of this Part;

"tax information"
«renseignement fiscal»

"tax information" means any information obtained by or on behalf of the Minister

cerne des biens mobiliers corporels ou des catégories réglementaires de biens mobiliers corporels,

dans les circonstances prévues par règlement et conformément aux modalités réglementaires éventuelles.

Limitation du montant du remboursement

(2) Il ne peut être accordé de déduction, de remboursement ni de rabais conformément au présent article en ce qui concerne des taxes payées, si un montant égal au total des taxes perçues a été antérieurement recouvré par quiconque.

Prescription

(3) Il ne peut être accordé de déduction, de remboursement ni de rabais à quiconque conformément au présent article en ce qui concerne des taxes payées, sauf si une demande par écrit à cet effet, selon la forme réglementaire, est présentée au ministre par la personne, ou pour son compte, dans les deux ans du paiement des taxes.

Application à d'autres taxes

(4) Au lieu d'accorder une déduction, un remboursement ou un rabais qui pourrait par ailleurs être accordé conformément au présent article à quiconque, le ministre peut, si l'acheteur est tenu, ou sur le point de l'être, de faire un paiement conformément à la présente partie, appliquer le montant du paiement en trop à cette autre obligation et aviser l'acheteur de cette mesure.

(5) Dans le présent article, «taxe» comprend les intérêts et les amendes qui s'y rapportent.

Divulcation des renseignements

Définitions

53. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«document fiscal» Tout registre, compte, pièce justificative, document, déclaration, rapport ou objet obtenu par le ministre, ou pour son compte, à toute fin relative à l'application de la présente partie.

«fonctionnaire» Toute personne employée ou occupant un poste responsable au service de Sa Majesté du chef du Canada ou de la Nouvelle-Écosse et, notamment, toute personne ayant déjà été employée ainsi ou ayant déjà occupé un poste semblable.

«renseignement fiscal» Tout renseignement obtenu par le ministre, ou pour son

for any purpose related to the administration or enforcement of this Part.

Disclosure of information

(2) Except as authorized by this section, no official shall

(a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any tax information; or

(b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any tax document.

Idem

(3) Notwithstanding any other Act or law, no official shall be required, in connection with any legal proceedings,

(a) to give evidence relating to any tax information; or

(b) to produce any tax document.

Exception

(4) Subsections (2) and (3) do not apply in respect of criminal proceedings, either by indictment or on summary conviction, under an Act of Parliament or in respect of proceedings relating to the administration or enforcement of this Part.

Idem

(5) An official may communicate or allow to be communicated any tax information to, or allow inspection of or access to any tax document by,

(a) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the service of Her Majesty in right of Canada or in right of Nova Scotia, for any purpose relating to the administration or enforcement of this Part, including legal proceedings relating thereto;

(b) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the service of Her Majesty in right of Nova Scotia, for any purpose relating to the administration or enforcement of the Nova Scotia Sales Tax Act, if information obtained by the Government of Nova Scotia for that purpose is made available to the Minister on a reciprocal basis;

(c) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the Department of Finance for any purpose relating to the evaluation and formulation of tax policy;

compte, pour l'application de la présente partie.

(2) Sauf autorisation du présent article, aucun fonctionnaire ne peut :

a) soit sciemment communiquer ni sciemment permettre que soient communiqués à quiconque des renseignements fiscaux;

b) soit sciemment permettre à quiconque d'examiner des documents fiscaux ou d'y avoir accès.

Divulgence des renseignements

Idem

(3) Nonobstant toute autre loi ou règle de droit, aucun fonctionnaire ne peut être tenu, dans le cadre de procédures contentieuses :

a) soit de témoigner relativement à des renseignements fiscaux;

b) soit de produire des documents fiscaux.

Exception

(4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent pas en ce qui concerne les poursuites en matière criminelle, par voie d'acte d'accusation ou par déclaration de culpabilité par procédure sommaire, en vertu d'une loi du Parlement ou relativement à des poursuites ayant trait à l'application de la présente partie.

(5) Un fonctionnaire peut communiquer ou permettre que soient communiqués des renseignements fiscaux aux personnes suivantes ou permettre à ces mêmes personnes d'examiner ou d'avoir accès à des documents fiscaux :

a) toute personne occupant un poste responsable au service de Sa Majesté du chef du Canada ou de la Nouvelle-Écosse, aux fins de l'application de la présente partie, y compris les procédures contentieuses y afférentes;

b) toute personne employée ou occupant un poste responsable au service de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse aux fins de l'application de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, si les renseignements obtenus par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse à cette fin sont communiqués au ministre selon une formule d'échange réciproque;

c) toute personne employée ou occupant un poste responsable au sein du ministère des Finances pour l'évaluation et la formulation de la politique fiscale;

(d) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the Department of National Revenue, for any purpose relating to the administration and enforcement of the *Customs Act*, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act*, or the *Income Tax Act*; 5

(e) the Minister of Energy, Mines and Resources solely for the purpose of evaluating and formulating policy in relation 10 to energy matters;

(f) the Chief Statistician of Canada for the purposes of the *Statistics Act*;

(g) the Nova Scotia Minister or Provincial Tax Commissioner or their authorized 15 delegates for the purpose of carrying out any of their powers, duties or functions under this Part; or

(h) any person otherwise legally entitled thereto. 20

Protection of officers

Limitation

54. No action or judicial proceeding shall be commenced against a person for anything done in the performance of his duties under this Act or a person called on to assist a person in the performance of such duties 25 more than three months after the time when the cause of action or the subject-matter of the proceeding arose.

Extension of court jurisdiction

Jurisdiction extended

55. (1) It is hereby declared that, subject to any exceptions prescribed, every court in Nova Scotia has jurisdiction in respect of matters arising under this Part in the offshore area as if those matters had arisen within the territorial limits of the County of Halifax, to the same extent as the court has 35 jurisdiction in respect of matters occurring in its own territorial division.

Jurisdiction of Federal Court

(2) The Federal Court has concurrent jurisdiction in respect of matters referred to in subsection (1).

Saving

(3) Nothing in this Act limits the jurisdiction that a court may exercise apart from this Act.

d) toute personne employée ou occupant un poste responsable au sein du ministère du Revenu national en ce qui concerne l'application de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe 5 d'accise* ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

e) le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, aux fins seulement de l'évaluation et de la formulation de la politique relative aux questions énergétiques;

f) le statisticien en chef du Canada pour l'application de la *Loi sur la statistique*;

g) le ministre néo-écossais, le commissaire provincial des impôts, ou leur délégués, 15 pour l'exercice des pouvoirs ou fonctions que leur confère la présente partie;

h) toute personne par ailleurs habilitée par la loi.

Protection des fonctionnaires

54. Il ne peut être intenté d'action ni de 20 Prescription poursuite judiciaire contre une personne en ce qui concerne l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi, ou contre une personne appelée à l'aide d'une autre qui exerce de telles fonctions, plus de trois mois 25 après que la cause de l'action ou l'objet de la poursuite ait pris naissance.

Accroissement de la compétence de la cour

55. (1) Il est déclaré que, sous réserve des exceptions réglementaires, toute cour de la Nouvelle-Écosse est compétente pour traiter 30 des affaires résultant de l'application de la présente partie à la zone extracôtière, comme si ces affaires avaient pris naissance dans les limites territoriales du comté de Halifax, de la même manière que si la cour avait été 35 compétente pour traiter d'affaires prenant naissance dans le cadre de sa division territoriale.

Compétence accrue

(2) La Cour fédérale a compétence concurrente dans les affaires visées au para- 40 phe (1).

Compétence de la Cour fédérale

(3) La présente loi ne restreint pas la compétence d'une cour hors du cadre de la présente loi.

Réserve

Definition of "court"

(4) For the purposes of this section, "court" includes a judge thereof and any justice or magistrate.

(4) Pour l'application du présent article, «cour» comprend un juge de celle-ci et tout juge ou magistrat.

Définition de «cour»

Application of provincial laws

Application des lois provinciales

Regulations applying provincial laws

56. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance made after consultation with the Minister, may, for the purposes of the application in respect of this Part of any provision of the Nova Scotia Sales Tax Act referred to in subsection 48(1) or section 50, make regulations making any provincial laws or any part thereof specified by the regulations applicable, with such modifications as the circumstances require, within the offshore area or such portions of the offshore area as are described in the regulations for any such purpose set out therein.

56. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances après consultation avec le ministre, pour l'application de toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente visée au paragraphe 48(1) ou à l'article 50, prendre des règlements rendant applicables des lois provinciales ou des parties de celles-ci précisées dans les règlements, avec les adaptations de circonstance, à la zone extracôtière ou à des fractions de celle-ci indiquées dans les règlements, pour une fin qui y est précisée.

Règlements d'application des lois provinciales

Provincial agreement or notice required

(2) No regulations shall be made under subsection (1) unless

(a) the Lieutenant Governor in Council of the Province of Nova Scotia has consented thereto; or

(b) the Nova Scotia Minister is given written notice of the proposed regulations together with a copy thereof at least ninety days before the proposed regulations come into force.

(2) Aucun règlement ne peut être pris en application du paragraphe (1), à moins que ne survienne un des événements suivants :

a) le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse conviennent que des règlements doivent être pris;

b) le gouvernement de la Nouvelle-Écosse reçoit un avis écrit des règlements proposés ainsi qu'une copie de ces règlements au moins quatre-vingt-dix jours avant la date proposée de leur entrée en vigueur.

Nécessité d'un accord avec la province ou d'un avis à celle-ci

Exceptions

(3) This section does not apply to any provincial laws that impose a tax, charge or royalty or that are repugnant or inconsistent with any federal law.

(3) Le présent article ne s'applique pas aux lois provinciales qui prévoient l'imposition d'une taxe, d'un droit ou d'une redevance, ou qui sont incompatibles avec les lois fédérales.

Exceptions

Appropriation

Affectation

Appropriation

57. In respect of each fiscal year during the term of the Agreement, the Minister of National Revenue may pay out of the Consolidated Revenue Fund, at such times and in such manner as may be prescribed, amounts required to be refunded or reimbursed during that fiscal year to taxpayers under this Part or in lieu of those amounts, an amount to Her Majesty in right of Nova Scotia on account of amounts that have been refunded or reimbursed to taxpayers in respect of taxes paid under this Part.

57. En ce qui concerne chaque exercice se déroulant pendant la durée de l'Accord, le ministre du Revenu national peut payer sur le Fonds du revenu consolidé, aux dates et de la manière réglementaires, les montants qui doivent être remboursés au cours de cet exercice aux contribuables en vertu de la présente partie ou, au lieu de ces montants, un montant à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse au titre des montants qui ont été remboursés aux contribuables relativement

Affectation

aux taxes payées en vertu de la présente partie.

Regulations

Regulations

58. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Part and, without restricting the generality of the foregoing, may make regulations

(a) on the recommendation of the Minister,

(i) governing the determination of any matter that under this Part is to be determined by the Minister, 10

(ii) prescribing the accounts and records to be kept for the purposes of this Part, the place where, the manner in which and the terms and conditions under which those accounts and records 15 are to be kept and requiring those records to be kept in accordance with those regulations,

(iii) determining the manner of computing the amount of tax to be collected 20 and remitted under this Part and prescribing the periods within which returns by vendors are required to be filed under this Part,

(iv) prescribing the time when, manner 25 and circumstances in which and persons or classes of persons by whom, returns by users or consumers of tangible personal property are required to be filed for the purposes of this Part and requiring those returns to be filed in accordance with those regulations, 30

(v) prescribing, for the purpose of paragraph 46(2)(c), any class of tangible personal property that may be consumed 35 or used in the production or processing of non-renewable resources,

(vi) prescribing the circumstances in which and the terms and conditions under which a deduction from, refund of 40 or rebate of any tax under this Part may be granted pursuant to subsection 52(1),

(vii) facilitating the granting of any deduction, refund or rebate under this Part, 45

Règlements

Règlements

58. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente partie et, 5 notamment :

a) sur recommandation du ministre :

(i) concernant la décision à prendre sur toute question qui, en application de la présente partie, relève du ministre, 10

(ii) établir les comptes et les registres à tenir pour l'application de la présente partie, ainsi que le lieu où ceux-ci doivent être conservés et la manière et les modalités qui régissent leur tenue, et 15 l'obligation de les tenir conformément à ce règlement,

(iii) fixer la manière de calculer le montant de la taxe à percevoir et à verser en vertu de la présente partie et les périodes 20 au cours desquelles les déclarations des vendeurs doivent être produites en vertu de la présente partie,

(iv) fixer la date, la manière et les circonstances de la production, par des personnes ou des catégories de personnes, de déclarations d'utilisateurs ou de consommateurs de biens mobiliers corporels tenus à cette production en application de la présente partie et exiger que ces 30 déclarations soient produites, conformément à ce règlement,

(v) désigner, pour l'application de l'alinéa 46(2)c), une catégorie de biens mobiliers corporels qui peuvent être consommés ou utilisés pour la production ou la transformation de ressources non renouvelables, 35

(vi) prévoir les circonstances et les modalités de la déduction ou du remboursement de taxes prévues par la présente partie, ou d'un rabais sur celles-ci, pouvant être accordés conformément au paragraphe 52(1), 40

(vii) faciliter les déductions, les remboursements ou les rabais prévus par la présente partie, 45

- (viii) providing for the retention, by way of deduction or set-off, of the amount of tax or other indebtedness of a purchaser under this Part out of any amount or amounts that may be or become payable by Her Majesty to him, 5
- (ix) prescribing the time and manner of making payments pursuant to section 57, and
- (x) subject to this subsection and sub-10 sections 48(2) and (3), prescribing anything that is by this Part to be prescribed; and
- (b) on the recommendation of the Minister of Finance, 15
 - (i) excluding any provision or any part thereof of the Nova Scotia Sales Tax Act from the application of section 50 or subsection 39(2),
 - (ii) amending any of the provisions of 20 the Nova Scotia Sales Tax Act as set out in Schedule IV and the reference to that provision in subsection 39(2) or 48(1) or section 50 if the amendment would have the effect of making that 25 provision conform with the corresponding provision of the Nova Scotia Sales Tax Act as amended from time to time,
 - (iii) for carrying out or giving effect to any provision of the Nova Scotia Sales 30 Tax Act applicable in respect of this Part,
 - (iv) prescribing the interest rate or determining the manner of calculating the interest rate per year for the purpose 35 of subsection 30(1) of the Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part by virtue of section 50,
 - (v) for the purpose of the definition "production or processing" in subsection 40 39(1),
 - (A) prescribing the extent to which and the manner in which the exploration for, extraction of, or transformation or conversion of any non-renew- 45 able resource is carried out, and
 - (B) defining any words or expressions for the purpose of the prescription under clause (A),
- (viii) prévoir la retenue, par voie de déduction ou de compensation, du montant de la taxe d'un acheteur, ou d'une dette de celui-ci, en vertu de la présente partie de tout montant que Sa Majesté 5 peut lui devoir ou pourrait lui devoir,
- (ix) fixer la date et la manière de faire des paiements conformément à l'article 57,
- (x) sous réserve du présent paragraphe 10 et des paragraphes 48(2) et (3), prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;
- b) sur recommandation du ministre des Finances : 15
 - (i) soustraire toute disposition, ou fraction de celle-ci, de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente à l'application de l'article 50 ou du paragraphe 39(2),
 - (ii) modifier toute disposition de la loi 20 néo-écossaise sur la taxe de vente énoncée à l'annexe IV et le renvoi à cette disposition au paragraphe 39(2) ou 48(1) ou à l'article 50, si la modification a pour effet de rendre cette disposition 25 conforme à la disposition correspondante de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version éventuellement modifiée,
 - (iii) sur l'application de toute disposi- 30 tion de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente applicable à la présente partie,
 - (iv) fixer le taux d'intérêt ou la méthode de calcul du taux d'intérêt 35 annuel pour l'application du paragraphe 30(1) de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, applicable à la présente partie en vertu de l'article 50,
 - (v) pour l'application de la définition de «production ou transformation» au para- 40 graphe 39(1) :
 - (A) déterminer dans quelle mesure et de quelle manière les activités de prospection, d'extraction, de transformation ou de conversion de toutes 45 ressources non renouvelables peuvent être menées,
 - (B) définir les mots et expressions nécessaires à la détermination prévue à la disposition (A), 50

(vi) prescribing the persons or classes of persons to whom or the tangible personal property or classes thereof in respect of which a deduction from, refund of or rebate of any tax under this Part may be granted pursuant to subsection 52(1), and

(vii) prescribing, for the purposes of subsection 55(1), exceptions to the jurisdiction of the courts in Nova Scotia.

(vi) désigner les personnes, ou les catégories de personnes, à qui peut être accordée, conformément au paragraphe 52(1), une déduction ou un remboursement de toute taxe, ou un rabais sur celle-ci, imposée en vertu de la présente partie, ou désigner les biens mobiliers corporels, ou les catégories de biens mobiliers corporels, qui peuvent faire l'objet de cette déduction, de ce remboursement ou de ce rabais,

(vii) déterminer, pour l'application du paragraphe 55(1), les exceptions à la compétence des cours de la Nouvelle-Écosse.

Regulations of general or particular application

(2) Any regulation made under subsection (1) may be made applicable generally or to apply in the manner specified in the regulations.

Copy of proposed regulation to Nova Scotia Minister

(3) Subject to subsection (4), the Minister or the Minister of Finance shall furnish the Nova Scotia Minister with a copy of every regulation proposed to be made pursuant to subsection (1) on the recommendation of that Minister at least thirty days before the regulation is made unless the Minister and the Nova Scotia Minister otherwise agree.

Idem

(4) Where a copy of a proposed regulation has been furnished to the Nova Scotia Minister pursuant to subsection (3) and it is proposed to make the regulation with amendments from the version so furnished, that subsection does not apply in respect of the proposed regulation as so amended, but the Minister shall furnish the Nova Scotia Minister with a copy of the proposed regulation as so amended, unless the Minister and the Nova Scotia Minister otherwise agree.

Commencement of Regulations

59. (1) Any regulation made under this Part for the purposes of the implementation of a provision of this Part shall, if the regulation so provides, have retroactive effect and be deemed to have come into force

- (a) on the date the provision comes into force; or
- (b) on any date thereafter as specified in the regulation.

Publication

(2) No regulation made under this Part has effect until it has been published in the

(2) Tout règlement pris en application du paragraphe (1) peut s'appliquer de façon générale ou spéciale, selon ce qui y est précisé.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le ministre des Finances fournit au ministre néo-écossais un exemplaire de tout règlement dont il propose, sur sa recommandation, la prise en vertu du paragraphe (1), au moins trente jours avant la prise du règlement, sauf si le ministre et le ministre néo-écossais en conviennent autrement.

(4) Lorsqu'un exemplaire d'un règlement proposé a été fourni au ministre néo-écossais conformément au paragraphe (3) et qu'il est proposé qu'une version modifiée du règlement fourni soit prise, ce paragraphe ne s'applique pas à cette version modifiée, mais le ministre doit fournir au ministre néo-écossais un exemplaire de la version modifiée du règlement, sauf si le ministre et le ministre néo-écossais en conviennent autrement.

59. (1) Un règlement pris en vertu de la présente partie pour l'application d'une disposition de la présente partie s'applique, si le règlement le prévoit, rétroactivement et est réputé en vigueur :

- a) soit à la date d'entrée en vigueur de la disposition;
- b) soit à toute date ultérieure précisée dans le règlement.

(2) Un règlement pris en vertu de la présente partie n'a pas d'effet avant sa publica-

Application générale ou spéciale

Exemplaire du règlement proposé au ministre néo-écossais

Idem

Entrée en vigueur d'un règlement

Publication

	<p><i>Canada Gazette</i>, but, when so published, a regulation shall if it so provides, be effective with reference to a period before it was published.</p>	<p>tion dans la <i>Gazette du Canada</i>, mais une fois publié, un règlement prend effet en ce qui concerne une période antérieure à sa publication, s'il contient une disposition à cet effet.</p>	5	
Forms	<p>60. (1) The Minister may, by order, prescribe any form or any information to be given on a form that is by this Part or the regulations to be prescribed and may include on any form so prescribed a declaration, to be signed by the person completing the form, 10 declaring that the information given by him on the form is, to the best of his knowledge, true, accurate and complete.</p>	<p>5 60. (1) Le ministre peut, par arrêté, prévoir les formulaires et les renseignements que la présente loi prévoit devoir être précisés par règlement et inclure sur ces formulaires une déclaration, à être signée par la personne 10 remplissant le formulaire, à l'effet que les renseignements consignés sur le formulaire sont véridiques, complets et précis.</p>	10	Formulaires
Forms prescribed or authorized	<p>(2) Every form purporting to be a form prescribed or authorized by the Minister 15 shall be deemed to be a form prescribed by order of the Minister under this Act unless called in question by the Minister or some person acting for the Minister or Her Majesty.</p>	<p>(2) Tout formulaire passant pour prévu ou autorisé par le ministre est réputé être un 15 formulaire réglementaire prévu par arrêté du ministre en vertu de la présente loi, sauf s'il est remis en question par le ministre, ou par une personne agissant pour le compte de 20 celui-ci, ou par Sa Majesté.</p>	20	Formulaires réglementaires ou autorisés
	<p><i>Coming into force</i></p>	<p><i>Entrée en vigueur</i></p>		
Commence-ment	<p>61. This Part shall be deemed to have come into force on June 22, 1984.</p>	<p>61. La présente partie est réputée être entrée en vigueur le 22 juin 1984.</p>		Entrée en vigueur
	<p><i>Expiry</i></p>	<p><i>Cessation d'effet</i></p>		
Expiration	<p>62. This Part shall cease to have effect on a day to be fixed by proclamation.</p>	<p>62. La présente partie cesse d'avoir effet à la date fixée par proclamation.</p>		Cessation d'effet

SCHEDULE I

(Subsection 39(1), definition of "offshore area")

LIMITS OF THE OFFSHORE AREA

(All latitudes and longitudes referred to in this Schedule are determined according to N.A.D. 27 datum.)

The inner limit of the offshore area is the low water mark of Nova Scotia, except that

(a) in the vicinity of Chignecto Bay, the inner limit is a straight line from the most southwesterly point on the low water mark at Cape Chignecto (N.S.) to a point at latitude 45° 24' 10" and longitude 65° 03' 31", being on a line between that point at Cape Chignecto (N.S.) and Martin Head (N.B.);

(b) in the vicinity of Minas Channel, the inner limit is a straight line from the most southwesterly point on the low water mark at Cape Chignecto (N.S.) to the most northwesterly point on the low water mark at Long Point (N.S.);

(c) in the vicinity of St. Mary's Bay, the inner limit is a straight line from the most southerly point on the low water mark at Long Island (N.S.) to the low water mark at the nearest point on the mainland, being approximately two kilometres southwesterly of Meteghan (N.S.);

(d) in the vicinity of Chedabucto Bay, the inner limit is a straight line from the most easterly point on the low water mark at Glasgow Head (N.S.) to the most southwesterly point on the low water mark at Red Point (N.S.);

(e) in the vicinity of St. George's Bay, the inner limit is a straight line from the most easterly point on the low water mark at Cape George Point (N.S.) to the most westerly point on the low water mark at McKays Point (N.S.); and

(f) in any bay where a straight closing line of ten kilometres or less may be drawn between points on the low water mark of the bay so that the area of the bay landward of the closing line is greater than

ANNEXE I

(Paragraphe 39(1), définition de «zone extracôtière»)

LIMITES DE LA ZONE EXTRACÔTIÈRE

(Les latitudes et les longitudes sont rapportées à l'origine NAD 27)

La limite intérieure de la zone extracôtière est la laisse de basse mer de la Nouvelle-Écosse, sauf dans les six cas suivants :

a) au voisinage de la baie Chignecto, elle s'étend en ligne droite du point le plus au sud-ouest de la laisse de basse mer au cap Chignecto (N.-É.) jusqu'au point situé à 45° 24' 10" de latitude et à 65° 03' 31" de longitude sur une ligne située entre le cap Chignecto (N.-É.) et Martin Head (N.-B.);

b) au voisinage du canal Minas, elle s'étend en ligne droite du point le plus au sud-ouest de la laisse de basse mer au cap Chignecto (N.-É.) jusqu'au point le plus au nord-ouest de la laisse de basse mer à la pointe Long (N.-É.);

c) au voisinage de la baie Saint-Mary, elle s'étend en ligne droite de la pointe la plus au sud de la laisse de basse mer à l'île Long (N.-É.) jusqu'à la laisse de basse mer au point le plus rapproché sur la terre ferme, soit approximativement deux kilomètres au sud-ouest de Meteghan (N.-É.);

d) au voisinage de la baie Chedabucto, elle s'étend en ligne droite du point le plus à l'est de la laisse de basse mer à Glasgow Head (N.-É.) jusqu'au point le plus au sud-ouest de la laisse de basse mer à la pointe Red (N.-É.);

e) au voisinage de la baie Saint-George, elle s'étend en ligne droite du point le plus à l'est de la laisse de basse mer au cap George (N.-É.) jusqu'au point le plus à l'ouest de la laisse de basse mer à la pointe McKays (N.-É.);

f) dans les baies là où une ligne droite de fermeture d'au plus dix kilomètres peut être tracée entre des points sur la laisse de basse mer de la baie de manière à ce que

that of a semi-circle whose diameter is the closing line, the inner limit is the closing line; and for the purposes of this paragraph,

- (i) "bay" includes harbour, port, cove, 5 sound, channel, basin or other inlet,
- (ii) the closing line shall be drawn in such manner as to enclose a maximum area of the bay, and
- (iii) the area of the bay shall be cal- 10 culated as including any islands or parts of islands lying landward of the closing line and as excluding any area above the low water mark along the coast of the bay. 15

la zone de la baie, vers la terre ferme, enfermée par la ligne de fermeture soit plus grande que la surface d'un demi-cercle construit sur cette ligne, elle correspond à la ligne de fermeture; pour l'appli- 5 cation du présent alinéa,

- (i) sont notamment assimilés à une baie, les ports, criques, anses, détroits, bras de mer et bassins,
- (ii) la ligne de fermeture est tracée dans 10 la baie de manière à inclure le maximum de la zone de la baie ou du port,
- (iii) la zone de la baie est déterminée en incluant tout ou partie des îles qui se trouvent vers la terre ferme mais en 15 excluant les zones au-dessus de la laisse de basse mer le long de la côte de la baie.

The outer limit of the offshore area is as follows:

La limite extérieure de la zone extracôtière s'étend : 20

Commencing at the most northerly point of the boundary between the Provinces of Nova Scotia and New Brunswick in the 20 mouth of the Tidenish River, the limit runs

à partir du point le plus au nord de la frontière entre les provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, à l'embou- chure de la rivière Tidenish;

northerly in a straight line to a point at latitude 46° 01' 10" and longitude 64° 02' 34", being approximately on the middle thread of Baie Verte;

de là, vers le nord, en ligne droite, jusqu'à 25 un point situé à 46° 01' 10" de latitude et à 64° 02' 34" de longitude, soit approximative- 25 ment sur l'axe de la baie Verte;

thence easterly in a straight line to a point at latitude 46° 02' 18" and longitude 63° 49' 09", being approximately the midpoint between Coldspring Head (N.S.) and Cape Tormentine (N.B.);

de là vers l'est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 02' 18" de latitude et à 63° 30 49' 09" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre Coldspring Head (N.-É.) 30 et le cap Tormentine (N.-B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 46° 04' 30" and longitude 63° 39' 34", being approximately the midpoint between Coldspring Head (N.S.) and MacIvors Point (P.E.I.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 04' 30" de 35 latitude et à 63° 39' 34" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le cap Coldspring (N.-É.) et la pointe MacIvors (Î.-P.-É.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 59' 45" and longitude 63° 19' 41", being approximately the midpoint between Cape Cliff (N.S.) and Rice Point (P.E.I.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jus- 40 qu'à un point situé à 45° 59' 45" de latitude et à 63° 19' 41" de longitude, soit approxi- 40 mativement à mi-chemin entre le cap Cliff (N.-É.) et la pointe Rice (Î.-P.-É.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 55' 38" and longitude 63° 05' 06", being approximately the mid-

de là vers le sud-est, en ligne droite, jus- 45 qu'à un point situé à 45° 55' 38" de latitude et à 63° 05' 06" de longitude, soit approxi-

point between Cape John (N.S.) and Prim Point (P.E.I.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 51' 30" and longitude 62° 43' 30", being approximately the midpoint between Caribou Island (N.S.) and Wood Islands (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 53' 51" and longitude 62° 33' 31", being approximately the midpoint between Pictou Island (N.S.) and the most southerly point of Bear Cape Peninsula (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 56' 43" and longitude 62° 13' 06", being approximately the midpoint between Livingstone Cove (N.S.) and Murray Head (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 46° 19' 09" and longitude 61° 41' 56", being approximately the midpoint between Sight Point (N.S.) and East Point (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 46° 50' 24" and longitude 61° 24' 01", being in the direction of the midpoint between White Capes (N.S.) and Île d'Entrée (Que.), but terminating at an east-west line through the midpoint between Cable Head (P.E.I.) and Cap du Sud (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 00' 35" and longitude 61° 21' 05", being approximately the midpoint between White Capes (N.S.) and the south-east corner of the Île du Havre Aubert

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 19' 46" and longitude 60° 59' 34", being approximately the midpoint between Cape St. Lawrence (N.S.) and Pointe de l'Est (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 25' 24" and longitude 60° 45' 49", being approximately the mid-

mativement à mi-chemin entre le cap John (N.-É.) et la pointe Prim (Î.-P.-É.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 45° 51' 30" de latitude et à 62° 43' 30" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Caribou (N.-É.) et les îles Wood (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 45° 53' 51" de latitude et à 62° 33' 31" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Pictou (N.-É.) et la pointe la plus au sud de la péninsule du cap Bear (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 45° 56' 43" de latitude et à 62° 13' 06" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'anse Livingstone (N.-É.) et Murray Head (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 19' 09" de latitude et à 61° 41' 56" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre la pointe Sight (N.-É.) et la pointe East (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 50' 24" de latitude et à 61° 24' 01" de longitude, soit dans la direction du point situé à mi-chemin entre les caps White (N.-É.) et l'île d'Entrée (Qc) jusqu'à une ligne est-ouest passant par le point situé à mi-chemin entre Cable Head (Î.-P.-É.) et le cap du Sud (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 47° 00' 35" de latitude et à 61° 21' 05" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre les caps White (N.-É.) et le coin sud-est de l'Île du Havre Aubert (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 47° 19' 46" de latitude et à 60° 59' 34" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le cap Saint Lawrence (N.-É.) et la pointe de l'Est (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 47° 25' 24" de latitude et à 60° 45' 49" de longitude, soit

point between St. Paul Island (N.S.) and Pointe de l'Est (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 45' 40" and longitude 60° 24' 17", being approximately the mid-point between Cape Anguille (Nfld.) and Pointe de l'Est (Que.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 25' 28" and longitude 59° 43' 33", being approximately the mid-point between St. Paul Island (N.S.) and Cape Ray (Nfld.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 46° 54' 50" and longitude 59° 00' 30", being approximately the mid-point between Flint Island (N.S.) and Grand Bruit (Nfld.);

thence southeasterly in a straight line and on an azimuth of 135° 00' 00" to the outer edge of the continental margin;

thence in a general westerly direction along the outer edge of the continental margin to the Single Maritime Boundary between Canada and the United States of America;

thence in a general northerly direction along the Single Maritime Boundary to the point where the Boundary intersects a straight line drawn on an azimuth of 225° 00' 00" from a point at latitude 44° 25' 03" and longitude 66° 38' 47", being approximately the midpoint between Whipple Point on Brier Island (N.S.) and Southwest Head on Grand Manan Island (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to that point at latitude 44° 25' 03" and longitude 66° 38' 47";

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 44° 26' 09" and longitude 66° 32' 32", being approximately the mid-point between Brier Island (N.S.) and White Head Island (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 44° 50' 16" and longitude 66° 11' 39", being approximately the mid-

approximativement à mi-chemin entre l'île Saint Paul (N.-É.) et la pointe de l'Est (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 47° 45' 40" de latitude et à 60° 24' 17" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le cap Anguille (T.-N.) et la pointe de l'Est (Qc);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 47° 25' 28" de latitude et à 59° 43' 33" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Saint Paul (N.-É.) et le cap Ray (T.-N.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 54' 50" de latitude et à 59° 00' 30" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Flint (N.-É.) et Grand Bruit (T.-N.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, suivant un azimuth de 135° 00' 00", à partir du point précédent jusqu'à la limite extérieure de la marge continentale;

de là dans une direction généralement ouest, le long de la limite extérieure de la marge continentale, jusqu'à la frontière marine entre le Canada et les États-Unis d'Amérique;

de là dans une direction généralement nord, suivant la frontière marine jusqu'au point d'intersection de la frontière et d'une ligne droite tirée sur un azimuth de 225° 00' 00" à partir d'un point situé à 44° 25' 03" de latitude et à 66° 38' 47" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre la pointe Whipple sur l'île Brier (N.-É.) et Southwest Head sur l'île Grand Manan (N.-B.);

de là vers le nord-est en ligne droite, jusqu'au point situé à 44° 25' 03" de latitude et à 66° 38' 47" de longitude;

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 44° 26' 09" de latitude et à 66° 32' 32" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Brier (N.-É.) et l'île White Head (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 44° 50' 16" de latitude et à 66° 11' 39" de longitude, soit

point between Gullivers Head (N.S.) and Point Lepreau (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $45^{\circ} 00' 14''$ and longitude $65^{\circ} 43' 36''$, being approximately the mid-point between the west promontory of Parkers Cove (N.S.) and Cape Spencer (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $45^{\circ} 22' 19''$ and longitude $65^{\circ} 05' 31''$, being approximately the mid-point between Isle Haute (N.S.) and Martin Head (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $45^{\circ} 24' 10''$ and longitude $65^{\circ} 03' 31''$, being a point on the inner limit.

approximativement à mi-chemin entre Gullivers Head (N.-É.) et la pointe Lepreau (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $45^{\circ} 00' 14''$ de latitude et à $65^{\circ} 43' 36''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le promontoire ouest de l'anse Parkers (N.-É.) et le cap Spencer (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $45^{\circ} 22' 19''$ de latitude et à $65^{\circ} 05' 31''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'Isle Haute (N.-É.) et Martin Head (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $45^{\circ} 24' 10''$ de latitude et à $65^{\circ} 03' 31''$ de longitude sur la limite intérieure.

SCHEDULE IV

(Subsections 39(2), 48(1), section 50)

HEALTH SERVICES TAX ACT

Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 126, as amended by Statutes of Nova Scotia 1969, Chapter 49; 1970-71, Chapter 56; 1972, Chapter 37; 1973, Chapter 35; 1973 (2nd session), Chapter 3; 1974, Chapters 15, 38, 50; 1975, Chapters 27, 28, 59; 1976, Chapter 25; 1977, Chapter 31; 1978-79, Chapters 19, 20; 1980, Chapters 33, 34; 1981, Chapter 26; 1982, Chapter 27; 1984, Chapter 18.

Interpretation

1. In this Act,

- (a) "collector" means any person who has collected taxes under this Act;
- (b) "Commissioner" means the Provincial Tax Commissioner appointed under the Public Service Act;
- (ba) "consumption" or "use" includes the provision by way of promotional distribution of any tangible personal property and the incorporation into any structure, building or fixture, of tangible personal property including those manufactured by the consumer or further processed or otherwise improved by him;
- (c) "inspector" means a person appointed to be an inspector pursuant to this Act;
- (ca) "manufacture or production" means the transformation or conversion of raw or prepared material into a different state or form from that in which it originally existed as raw or prepared material but does not include production or processing;
- (d) "Minister" means the Minister of Finance;
- (e) "municipality" means "municipality" as defined in the Municipal Affairs Act;
- (ea) "non-renewable resource" means any naturally occurring inorganic substance, and includes coal, bituminous shales and other stratified deposits from which oil can be extracted by destructive distillation and including petroleum;
- (f) "person", in addition to the meaning ascribed to it by the Interpretation Act,

ANNEXE IV

(paragraphes 39(2) et 48(1), article 50)

LOI SUR LA TAXE DE SANTÉ

Chapitre 126 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée par les lois intitulées *Statutes of Nova Scotia 1969*, chapitre 49; 1970-71, chapitre 56; 1972, chapitre 37; 1973, chapitre 35; 1973 (2^e session), chapitre 3; 1974, chapitres 15, 38, 50; 1975, chapitres 27, 28, 59; 1976, chapitre 25; 1977, chapitre 31; 1978-79, chapitres 19, 20; 1980, chapitres 33, 34; 1981, chapitre 26; 1982, chapitre 27; 1984, chapitre 18.

Interprétation

1. Dans la présente loi,

- a) «percepteur» désigne toute personne ayant perçu des taxes en vertu de la présente loi;
- b) «commissaire» désigne le commissaire provincial des impôts nommé en vertu de la loi intitulée *Public Service Act*;
- ba) «consommation» ou «utilisation» comprend la fourniture, au moyen de la distribution d'articles publicitaires, d'un bien mobilier corporel quelconque, ainsi que l'incorporation dans toute structure, tout bâtiment ou tout appareil, de biens mobiliers corporels, notamment de ceux qui sont fabriqués par le consommateur, ou que ce dernier transforme de nouveau ou améliore de toute autre façon;
- c) «inspecteur» désigne une personne nommée en cette qualité conformément à la présente loi;
- ca) «fabrication ou production» désigne la transformation ou le changement d'état des matières premières ou des produits élaborés, qui prennent alors une forme différente de celle qu'ils avaient à l'origine, à l'exclusion toutefois des activités de production ou de transformation;
- d) «ministre» désigne le ministre des Finances;
- e) «municipalité» s'entend des municipalités telles qu'elles sont définies par la loi intitulée *Municipal Affairs Act*;
- ea) «ressources non renouvelables» désigne toute matière non organique que l'on

includes firm, partnership, association of persons, estate, trustee, executor, administrator or agent;

(fa)

(fb)

(fc) "promotional distribution" means the provision by any person to others of any tangible personal property (other than the provision thereof that is prescribed by the Minister to be excluded from the application of this clause) that is, in the opinion of the Minister, provided for anyone or any of the following:

(i) to describe or to promote or encourage the purchase, consumption or use of any tangible personal property,

(ii) to furnish to any person any directory, listing or compilation of persons, places, prices, services, commodities, places of business or users of any service, or

(iii) for any function, use or purpose prescribed by regulation to be promotional distribution;

(fd) "promotional distributor" means any person who is a resident of, or carries on business in the Province and who, by way of promotional distribution, provides or causes to be provided to any person in the Province any tangible personal property the fair value of which is not specifically charged to, and required to be paid by, the person to whom such tangible personal property is provided;

(g) "purchaser" means any person who acquires tangible personal property at a sale in the Province for his own consumption or use or for the consumption or use by other persons at his expense, or on behalf of or as agent for a principal who desires to acquire such property for consumption, or use by such principal or other persons at his expense, and includes a user and a promotional distributor to the extent that the fair value of any tangible personal property provided by way of promotional distribution exceeds any payments specifically made therefor by the person to whom such property is so provided;

trouve dans la nature, y compris le charbon, les schistes bitumineux et autres gisements stratifiés dont on peut extraire du pétrole par craquage, y compris le pétrole;

5 f) «personne» en plus du sens que lui attribue la loi intitulée *Interpretation Act*, désigne une entreprise, une société en nom collectif, une association de personnes, une succession, un fiduciaire, un exécuteur testamentaire, un administrateur ou un agent;

fa)

fb)

fc) «distribution d'articles publicitaires» désigne le fait pour une personne de fournir à des tiers un bien mobilier corporel (à l'exception des articles exemptés par le Ministre de l'application du présent alinéa) qui, de l'avis du Ministre, est fourni dans l'un quelconque des buts suivants :

(i) décrire, promouvoir ou encourager l'achat, la consommation ou l'utilisation d'un bien mobilier corporel quelconque,

(ii) fournir à quiconque un annuaire, une liste ou un répertoire de personnes, de lieux, de prix, de services, d'articles, d'entreprises ou d'utilisateurs de services quelconques, ou

(iii) dans le cadre de toute fonction, utilisation ou finalité assimilées par règlement à une distribution d'articles publicitaires;

fd) «distributeur d'articles publicitaires» désigne toute personne qui réside ou qui exploite une entreprise dans la province et qui, par voie de distribution d'articles publicitaires, fournit ou fait en sorte que soit fourni à une personne quelconque de la province tout bien mobilier corporel dont la juste valeur n'est pas expressément facturée et dont il n'est pas expressément demandé de payer le prix à la personne à laquelle ce bien mobilier corporel est destiné;

g) «acheteur» désigne toute personne qui acquiert dans une vente ayant lieu dans la province un bien mobilier corporel qu'elle se propose de consommer ou d'utiliser elle-

45

(h) “retail sale” means a sale to a purchaser for purposes of consumption or use and not for resale;

(i) “sale” includes a conditional sale, hire purchase and any transfer of title or possession, conditional or otherwise, including a sale on credit or where the price is payable by instalments, an exchange, barter, lease or rental, or any other contract whereby at a price or other consideration a person delivers to another tangible personal property and also includes the provision by way of promotional distribution of any tangible personal property;

(j) “transfer of possession”, “lease” or “rental” includes any transactions held by the Commissioner to be in lieu of a transfer of title, exchange or barter;

(k) “sale price” or “purchase price” or “fair value” includes a price in money and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged and other considerations accepted by the seller or person from whom the property passes as price or on account of the price of the thing covered by the contract, sale or exchange, and includes

(i) customs and excise;

(ii) charges for installation of the thing sold, for interest, for finance and for service, unless such charges are shown separately, on the invoice or in the contract with the purchaser;

(iii) charges for transportation, unless the total charges for transportation of the thing sold relate solely to transportation within the Province and are shown separately on the invoice or in the contract with the purchaser;

(l) “tangible personal property”

(i) means personal property that can be seen, weighed, measured, felt or touched or that is in any way perceptible to the senses;

(ii) includes electricity, telecommunication and telephone services;

(iii) includes transient accommodation;

même ou de faire consommer ou utiliser par un tiers à ses propres frais ou pour le compte d’un commettant ou à titre de représentant d’un commettant qui désire se procurer ce bien pour le consommer ou l’utiliser lui-même ou pour le faire consommer ou utiliser par toute autre personne à ses frais, cette définition englobant l’utilisateur et le distributeur d’articles publicitaires dans la mesure où la valeur juste d’un bien mobilier corporel quelconque transmis par voie de distribution d’articles publicitaires dépasse le prix payé en réalité par la personne qui reçoit ce bien;

h) «vente au détail» désigne une vente à un acheteur à des fins de consommation ou d’utilisation et non de revente;

i) «vente» désigne une vente sous condition, une location-vente et toute transmission conditionnelle ou non d’un titre de propriété ou de possession, y compris une vente à crédit ou une vente à tempérament, un échange, un troc, un bail ou une location, ou tout autre contrat en vertu duquel une personne livre un bien mobilier corporel à une autre personne moyennant contrepartie, cette définition englobant par ailleurs la fourniture d’un bien mobilier corporel par voie de distribution d’articles publicitaires;

j) «transfert de possession», «bail» ou «location» s’entend notamment de toute opération qui, de l’avis du commissaire, tient lieu de transfert de propriété, d’échange ou de troc;

k) «prix de vente» ou «prix d’achat» ou «juste valeur» désigne un prix en argent mais aussi la valeur des services rendus, la valeur réelle de la chose échangée ainsi que les autres contreparties acceptées par le vendeur ou par la personne qui se départit du bien et qui font office de prix ou dont il est tenu compte dans le prix de la chose faisant l’objet du contrat, de la vente ou de l’échange et comprend :

(i) les droits de douane et d’accise;

(ii) les frais d’installation de la chose vendue au titre des intérêts, les frais financiers et de service, à moins que ces

(m) "taxes" includes all penalties and interest that are or may be added to taxes under this Act;

(n) "user" or "consumer" means any person who within the Province utilizes any tangible personal property for his own consumption or use, or for the consumption or use of other persons at his expense, or on behalf of, or as the agent for, a principal who desires to acquire such property for the consumption or use by such principal or other persons at his expense and includes any person who within the Province consumes tangible personal property acquired by him for resale, or who within the Province consumes tangible personal property manufactured, processed or purchased by him within or without the Province;

(o) "vendor" means any person who in the ordinary course of his business within the Province sells tangible personal property to a purchaser at a retail sale in the Province;

(p) "transient accommodation" means the provision of lodging in hotels, motels, hostels, apartment houses, lodging houses, boarding houses, clubs and other similar accommodation, whether or not a membership is required for the lodging, but does not include

(i) lodging let for a continuous period of one month or more,

(ii) lodging in a lodging house, rooming house or boarding house if such house has accommodation for fewer than four tenants,

(iii) lodging supplied to students, patients, residents or employees in educational institutions, hospitals, nursing homes or homes for the aged,

(iv) lodging supplied by religious or charitable organizations at summer camps and similar places,

(v) tent or trailer sites supplied by a camp or trailer park,

(vi) lodging where less than four rooms, suites of rooms, apartments, cottages or cabins are provided for the accommodation of tenants,

frais ne soient indiqués séparément sur la facture ou sur le contrat passé avec l'acheteur;

(iii) les frais de transport, à moins que la totalité des frais de transport de la chose vendue ne s'applique qu'au transport à l'intérieur de la province et ne figure séparément sur la facture ou sur le contrat passé avec l'acheteur;

f) «bien mobilier corporel»

(i) désigne un bien mobilier que l'on peut voir, soupeser, mesurer, sentir ou toucher ou qui, d'une manière ou d'une autre, peut être perçu par les sens;

(ii) comprend les services liés à l'électricité, aux télécommunications et au téléphone;

(iii) comprend les logements de passage;

m) «taxes» comprend les amendes et l'intérêt qui sont ou peuvent être ajoutés à une taxe conformément à la présente loi;

n) «utilisateur» ou «consommateur» désigne une personne qui, à l'intérieur de la province, utilise ou consomme personnellement un bien mobilier corporel quelconque ou se propose de le faire consommer ou utiliser par toute autre personne à ses propres frais ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire se procurer ce bien afin de le consommer ou de l'utiliser lui-même ou de le faire consommer ou utiliser par toute autre personne à ses frais, et comprend toute personne qui, à l'intérieur de la province, consomme un bien mobilier corporel qu'elle s'est procuré en vue de le revendre ou qui, à l'intérieur de la province, consomme un bien mobilier corporel qu'elle a fabriqué, transformé ou acheté à l'intérieur ou à l'extérieur de la province;

o) «vendeur» désigne toute personne qui, par l'intermédiaire d'un point de vente au détail de la province, vend un bien mobilier corporel à un acheteur selon la pratique normale du commerce dans la province;

p) «logement de passage» désigne un logement offert dans un hôtel, un motel, une auberge, une maison de rapports ou une

- (vii) lodging where the charge for such is two dollars or less per day or fourteen dollars or less per week, or
- (viii) rooms situated in an hotel or other lodging place that do not contain beds and that are used for displaying merchandise or holding meetings, dinners, receptions or entertainments.

5

maison en location, une pension de famille, un club et tout autre logement du même type, que l'on ait besoin ou non d'une carte de membre pour se loger, à l'exclusion toutefois :

5

- (i) des logements loués sans interruption pour une période d'un mois ou davantage,
- (ii) du logement dans un meublé, une résidence ou une pension de famille, si la maison ne permet pas de loger quatre locataires,
- (iii) du logement fourni aux étudiants, aux malades, aux résidents ou aux employés des établissements scolaires, des hôpitaux, des maisons de soins ou des maisons pour les personnes âgées,
- (iv) du logement fourni par les organisations religieuses ou charitables dans des camps d'été ou dans d'autres installations du même type,
- (v) des emplacements pour les tentes ou les caravanes d'un terrain de camping ou de caravaning,
- (vi) du logement lorsque moins de quatre chambres, suites de chambres, appartements, chalets ou maisonnettes sont mises à leur disposition,
- (vii) des logements coûtant deux dollars ou moins par jour ou quatorze dollars ou moins par semaine, ou
- (viii) des chambres situées dans un hôtel ou dans tout logement ne contenant pas de lits ou servant à exposer de la marchandise, à tenir des réunions ou à organiser des dîners, des réceptions ou des spectacles.

10

15

20

25

30

35

2.
3.

2.
3.

10

If purchase
alleged not for
consumption or
use

4. If a person sells any tangible personal property at a retail sale in the Province to a person who alleges that he is not purchasing it for consumption or use, he shall nevertheless require such person to pay the tax, but such payment shall be refunded by the Minister on receipt of satisfactory evidence that the tax was wrongly paid.

15

4. Lorsqu'une personne vend un bien mobilier corporel, lors d'une vente au détail effectuée dans la province, à une autre personne alléguant que ce bien n'est pas destiné à être consommé ou utilisé, il lui faut néanmoins exiger le paiement de la taxe, qui sera remboursé à cette autre personne à condition que cette dernière parvienne à justifier aux

Cas où l'on
allègue que le
bien n'est pas
destiné à être
consommé ou
utilisé

45

Property
brought into
Province

5. (1) Every person who brings into the Province or who receives delivery in the Province of tangible personal property acquired by him for value for his own consumption or use in the Province, or for the consumption or use in the Province of other persons at his expense, or on behalf of, or as agent for, a principal, who desires to acquire such property for the consumption or use in the Province by such principal or other persons at his expense, shall immediately report the matter in writing to the Commissioner and supply to him the invoice and all other pertinent information as required by him in respect of the consumption or use of such property, and at the same time shall pay to Her Majesty in the right of the Province the same tax in respect of the consumption or use of such property as would have been payable if the property had been purchased at a retail sale in the Province.

Restriction on
subsection (1)

(2) If the tangible personal property referred to in subsection (1) is of the same class and kind that is, in the opinion of the Minister, available in the Province, there is no entitlement to the benefit provided by Section 8.

Valuation by
Commissioner

6. (1) Where the Commissioner deems fit, he may make a valuation of any tangible personal property that passes at any sale, and thereupon the sale price for the purpose of taxation under this Act shall be as determined by the Commissioner.

Notice of
Valuation

(2) The Commissioner shall give notice in writing of his valuation to the seller and purchaser, either by mail or personal service.

Calculation of
tax

7. The tax imposed by this Act shall be calculated separately on every purchase, and shall be computed to the nearest cent, and one-half cent shall be counted as one cent, but where, on the same occasion or as part of one transaction, several items of tangible personal property are purchased, the total of the purchases shall be deemed one purchase for the purposes of this Act except that where on the same occasion or as part of one

yeux du Ministre le bien-fondé de sa réclamation.

5. (1) Quiconque apporte ou prend livraison dans la province d'un bien mobilier corporel qu'il s'est procuré moyennant une contrepartie en vue de le consommer ou de l'utiliser personnellement dans la province ou de le faire consommer par d'autres personnes dans la province à ses propres frais ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire consommer ou utiliser lui-même ce bien dans la province, doit immédiatement en faire rapport par écrit au commissaire et lui remettre la facture et toute autre information qu'il pourra juger utile concernant la consommation ou l'utilisation de ce bien et verser en même temps à Sa Majesté du chef de la province une taxe relative à la consommation ou à l'utilisation de ce bien dont le montant est le même que celui qui aurait dû être payé si le bien avait été acheté dans un point de vente au détail de la province.

(2) Si le bien mobilier corporel mentionné au paragraphe (1) est de même catégorie et de même nature que ceux qui, aux yeux du ministre, peuvent être trouvés dans la province, on ne peut bénéficier des dispositions de l'article 8.

6. (1) Lorsque le commissaire le juge utile, il peut évaluer tout bien mobilier corporel transmis au cours d'une vente et, par la suite, déterminer le prix de vente de ce bien aux fins de l'imposition prévue par la présente loi.

(2) Le commissaire doit notifier par écrit son évaluation au vendeur et à l'acheteur, soit en la remettant en personne, soit en l'envoyant par courrier.

7. La taxe prévue par la présente loi doit être calculée séparément pour chaque achat et arrondie au cent le plus proche, un demi-cent étant compté comme un cent, étant entendu toutefois que, lorsque l'on achète en même temps ou dans le cadre d'une seule et même opération plusieurs biens mobiliers corporels, la somme des achats est réputée ne faire qu'un seul et même achat aux fins des dispositions de la présente loi, sauf que, lors-

Bien apporté
dans la province

Restriction
concernant
l'application du
paragraphe (1)

Évaluation par
le commissaire

Notification de
l'évaluation

Calcul de la
taxe

transaction more than one bottle or can of liquor is purchased from The Nova Scotia Liquor Commission the tax imposed by this Act shall be calculated separately on the purchase price of each bottle or can of liquor.

que l'on achète en même temps ou dans le cadre d'une seule et même opération plus d'une bouteille ou d'une cannette d'alcool auprès de la Commission des alcools de la Nouvelle-Écosse, la taxe appliquée en vertu de la présente loi doit être calculée séparément sur le prix d'achat de chaque bouteille ou cannette d'alcool.

Trade-in

8. Where tangible personal property is accepted in trade from the purchaser at the time of sale by the seller or vendor on account of the price of the property sold, the purchaser shall pay a tax at the rate of ten per cent of the difference between the purchase price of the property sold and the credit allowed for the tangible personal property accepted in trade on account of the purchase price.

8. Lorsqu'un bien mobilier corporel de l'acheteur est repris en échange par le vendeur et défalqué du prix de vente, l'acheteur est tenu de payer une taxe égale à dix pour cent de la différence entre le prix d'achat du bien vendu et le crédit accordé pour le bien mobilier corporel accepté en échange entraînant une diminution du prix d'achat.

Reprise

Certificate required for retail sale

9. (1) No vendor shall sell any tangible personal property in the Province at a retail sale unless he has been granted upon his application in the form required by the Commissioner a registration certificate under authority of this Act and such certificate is in force at the time of sale.

9. (1) Nul vendeur ne peut vendre au détail dans la province des biens mobiliers corporels à moins de s'être vu octroyer, après en avoir fait la demande selon la forme imposée par le commissaire, un certificat d'immatriculation en vigueur au moment de la vente et délivré en application de la présente loi.

Exigences d'un certificat lors d'une vente au détail

Registration certificate

(2) Such registration certificate shall be issued by the Commissioner and shall be kept at the principal place of business of the vendor in the Province and shall not be transferable.

(2) Ce certificat d'immatriculation doit être délivré par le commissaire et conservé à l'établissement principal de l'entreprise du vendeur dans la province; il n'est pas cessible.

Certificat d'immatriculation

Cancellation or refusal of registration certificate

(3) Subject to the approval of the Minister, the Commissioner may cancel or suspend a registration certificate in the case of a person who has been found guilty of an offence against this Act, or has failed to post the security required under this Act, and may refuse to issue a registration certificate to any person who has been found guilty of an offence against this Act, or has failed to post the security required under this Act.

(3) Sous réserve de l'agrément du ministre, le commissaire peut annuler ou suspendre l'application du certificat d'immatriculation d'une personne qui a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou qui n'a pas fait le dépôt de garantie prévu par cette loi, et peut refuser de délivrer un certificat d'immatriculation à toute personne qui a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou qui n'a pas fait le dépôt de garantie prévu par cette loi.

Annulation ou refus d'accorder un certificat d'immatriculation

Sale in bulk

(4) No person shall dispose of his stock through a sale in bulk, as defined by the Bulk Sales Act, without first obtaining a certificate in duplicate from the Commissioner that all taxes collected by such person have been paid.

(4) Nul ne peut vendre son stock par une vente en bloc selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Bulk Sales Act* sans obtenir au préalable un certificat en double exemplaire du commissaire attestant que toutes les taxes perçues par cette personne ont été payées.

Vente en bloc

Duty of
purchaser upon
sale in bulk

(5) Every person purchasing stock through a sale in bulk, as defined in the Bulk Sales Act, shall obtain from the person selling such stock the duplicate copy of the certificate furnished under subsection (4), and if he fails to do so he shall be responsible for payment to the Commissioner of all taxes collected by the person thus disposing of his stock through a sale in bulk.

Exemptions

10. (1) The following classes of tangible personal property are specifically exempted from the provisions of this Act

(a) food and food products for human consumption off the premises where purchased other than candies and similar confections, soft drinks and prepared meals;

(b) gasoline, coal, coke, fuel oil, natural and propane gas, and firewood for all purposes;

(c)

(d) Repealed 1969, c. 49, s. 5.

(e)

(ea) tangible personal property purchased by a volunteer fire department, where the purchase is made on a purchase order bearing the certificate of an official of the fire department that the property is being purchased for the sole use of and with the funds of the fire department and is not being purchased for resale;

(eb) smoke detection equipment;

(ec) portable fire extinguishers; and

(f) natural water, including ice and steam; and clay, sand, gravel and unfinished stone;

(g) artificial limbs, orthopaedic appliances, equipment designed solely for the use of cripples or chronic invalids; hearing aids; dentures and dental and optical appliances when purchased on the prescription of a dentist, optometrist or medical practitioner; toothpaste, baby's needs, personal hygiene supplies;

(gg) medicaments, whether purchased for use or consumption for humans or animals;

(ggg) concrete which is sold and delivered in liquid form but, notwithstanding clause

(5) Toute personne qui achète des stocks lors d'une vente en bloc, selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Bulk Sales Act*, doit se procurer auprès du vendeur le double du certificat remis conformément au paragraphe (4) et, si cette disposition n'est pas respectée, elle est tenue de payer au commissaire toutes les taxes perçues par la personne qui se départit ainsi de son stock par l'intermédiaire d'une vente en bloc.

Responsabilité
de l'acheteur
lors d'une vente
en bloc

Exonération

10. (1) Les catégories suivantes de biens mobiliers corporels sont expressément exonérées de l'application des dispositions de la présente loi :

a) les aliments et les produits alimentaires destinés à la consommation humaine hors des locaux où ils sont acquis, à l'exception des bonbons et autres confiseries, des boissons sans alcool et des repas préparés;

b) l'essence, le charbon, le coke, le mazout, le gaz naturel et le propane, ainsi que le bois de chauffage, quelle que soit leur utilisation;

c)

d) disposition abrogée : 1969, c. 49, art. 5.

e)

ea) les biens mobiliers corporels achetés par un service d'incendies volontaire, lorsque la commande d'achat porte le certificat d'un responsable du service à l'effet que le bien est acheté avec les fonds du service d'incendies en vue d'une utilisation exclusive à ce dernier et non pour la revente;

eb) le matériel de détection de la fumée;

ec) les extincteurs d'incendie portatifs;

f) l'eau naturelle, y compris la glace et la vapeur, ainsi que l'argile, le sable, le gravier et la pierre non façonnée;

g) les membres artificiels, les appareils orthopédiques et les appareils destinés à l'usage exclusif des infirmes et invalides chroniques; les appareils auditifs; les prothèses dentaires et les appareils dentaires et optiques obtenus sur ordonnance d'un dentiste, d'un optométriste ou d'un médecin; la pâte dentifrice, les accessoires pour bébé, les articles d'hygiène personnel;

(j), not the ingredients of such concrete unless the said ingredients are exempt under clause (f) hereof;

(h) machinery and apparatus and parts thereof which are to be used or which are used in the manufacture or production of goods for sale;

(ha) tangible personal property purchased by manufacturers, producers or processors of goods, or such other persons engaged in other commercial activities as are designated by the Minister, for use by them in the detection, measurement, prevention, treatment, reduction, removal, disposal or carrying away of pollutants to water, soil or air;

(i) materials consumed or expended in the manufacture or production of goods for sale;

(j) goods purchased for the purpose of being processed, fabricated, or manufactured into, or incorporated into goods for the purpose of sale;

(ja) goods purchased for the purpose of becoming attached to the goods referred to in clause (j) during the processing, fabrication or manufacture of goods for the purpose of sale;

(jb) machinery and equipment, and parts thereof, which are to be used or which are used in research and development;

(k)

(l) goods to be shipped by the seller for delivery outside the Province and ship stores delivered to a commercial vessel or boat that normally operates in extra-territorial waters;

(m) vessels of more than five hundred tons gross, and repairs to such vessels;

(n) vessels that do not exceed five hundred tons gross and that are operated for commercial purposes, as defined by the regulations, and repairs to such vessels;

(o) tangible personal property other than cigarettes and cigars purchased at a purchase price of fifty cents or less;

(p) prepared meals when purchased at a purchase price of four dollars or less;

gg) les médicaments, qu'ils soient destinés à l'usage ou à la consommation des hommes ou des animaux;

ggg) le béton vendu et livré sous forme liquide à l'exclusion, nonobstant l'alinéa j), des ingrédients qui composent ce béton, à moins qu'il ne soit déjà exonéré en vertu des dispositions de l'alinéa f);

h) les machines et les appareils, ainsi que leurs pièces, servant ou devant servir à la fabrication ou à la production de marchandises destinées à la vente;

ha) les biens mobiliers corporels achetés par les fabricants, les producteurs ou les transformateurs de produits ou par toute autre personne dont les activités commerciales sont classées à ce titre par le ministre, afin de s'en servir pour détecter, mesurer, prévenir, traiter, réduire, supprimer, écarter ou éloigner la pollution de l'eau, du sol ou de l'air;

i) les matières consommées ou utilisées lors de la fabrication ou de la production de marchandises destinées à la vente;

j) les marchandises achetées à des fins de transformation, de fabrication ou de mise en œuvre ou pour être incorporées à d'autres marchandises destinés à la vente;

ja) les marchandises devant servir d'accessoires aux marchandises mentionnées à l'alinéa j) lors de la transformation, de la fabrication ou de la mise en œuvre de ces marchandises destinées à la vente;

jb) les machines et les appareils, et leurs pièces, destinés à l'utilisation pour la recherche et le développement;

k)

l) les marchandises qui doivent être expédiées par le vendeur et livrées hors de la province et les approvisionnements de navire livrés à un navire commercial qui navigue habituellement hors des eaux territoriales;

m) les navires dont la jauge brute est de plus de cinq cents tonneaux, ainsi que les réparations apportées à ces navires;

n) les navires dont la jauge brute est inférieure à cinq cents tonneaux et qui sont exploités à des fins commerciales définies

(q) newspapers, however purchased, magazines and periodicals when purchased by subscription for delivery by mail;

(r)

(ra)

(s)

(sa) thermal insulation material, including thermal insulation material forming part of a building which is or is intended to be used exclusively for industrial purposes, 10 double and triple glazed windows and storm windows and doors, as determined by the Governor in Council pursuant to Section 40;

(t) aircraft, normally engaged in foreign 15 or inter-provincial trade, and repairs thereto;

(u)

(v)

(w)

(x) clothing;

(y) footwear;

(z) books which are printed and bound, and which are solely for educational, technical, cultural or literary purposes, but not 25 including directories, price lists, time tables, rate books, catalogues, periodic reports, fashion books, albums, magazines, periodicals, books for writing or drawing upon, or any books of the same general 30 classes;

(aa) explosives bought by a miner at his own expense and used by him in mining coal;

(ab) tangible personal property, when 35 delivered to and consumed or used on a reserve as defined by the *Indian Act*, Chapter I-6 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and tobacco in any form and beer, liquor and wine within the mean- 40 ing of the Liquor Control Act when the tobacco, beer, liquor or wine is purchased in a quantity not greater than the quantity prescribed from time to time by the regulations, and a motor vehicle within the 45 meaning of the Motor Vehicle Act and a snow vehicle within the meaning the Snow Vehicles Act, when such tangible personal property, tobacco, beer, liquor, wine,

par les règlements, ainsi que les réparations apportées à ces navires;

o) les biens mobiliers corporels, autres que les cigarettes et les cigares, dont le prix d'achat est de cinquante cents ou moins; 5

p) les repas préparés, lorsqu'ils sont acquis à un prix d'achat de quatre dollars ou moins;

q) les journaux, quel que soit leur mode d'acquisition, les revues et périodiques 10 acquis par abonnement et livrés par la poste;

r)

ra)

s)

sa) les matériaux d'isolation thermique, y compris les matériaux d'isolation thermique faisant partie d'un bâtiment utilisé ou devant être utilisé exclusivement à des fins industrielles ainsi que les doubles et triples 20 fenêtres, les volets et les portes, suivant la décision qui est prise par le gouverneur en conseil conformément à l'article 40;

t) les aéronefs normalement affectés au commerce interprovincial ou international 25 et leurs réparations;

u)

v)

w)

x) les vêtements;

y) les chaussures;

z) les livres imprimés et reliés, destinés uniquement à des fins pédagogiques, techniques, culturelles ou littéraires, à l'exclusion des annuaires, bulletins de prix, horai- 35 res, livres de tarifs, catalogues, rapports périodiques, journaux de mode, albums, revues, périodiques, cahiers à écrire ou à dessiner ou de tout livre entrant dans les mêmes catégories générales; 40

aa) les explosifs qu'un mineur achète à ses propres frais et utilise pour extraire le charbon;

ab) les biens mobiliers corporels, lorsqu'ils sont livrés et consommés ou utilisés sur 45 une réserve, telle que la définit la *Loi sur les Indiens*, chapitre I-6 des Statuts révisés du Canada de 1970, le tabac sous toutes ses formes, la bière, l'alcool et le vin au

motor vehicle or snow vehicle is purchased or used by an Indian whose name is entered in the Band List as provided by the said *Indian Act*;

(ac) settler's effects as defined in the 5 regulations;

(ad) heat pumps;

(ae) heat recovery units for extracting heat from waste air or water;

(af) time-controlled thermostats for heat- 10 ing systems;

(ag) devices to recycle heated air;

(ah) electricity produced or manufactured from excess material and energy of an industrial process where the electricity is 15 utilized by a corporation operating the process or a corporation that is, according to the regulations, related to it, for its own consumption or use.

sens où l'entend la loi intitulée *Liquor Control Act* lorsque les quantités de tabac, de bière, d'alcool ou de vin achetées ne dépassent pas les quantités prescrites de 5 temps à autre par les règlements, un véhicule automobile selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Motor Vehicle Act* et une motoneige selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Snow Vehicles Act*, lorsque ces biens mobiliers corporels, le 10 tabac, la bière, l'alcool, le vin, le véhicule automobile ou la motoneige sont achetés ou utilisés par un indien dont le nom figure sur le registre de la réserve conformément aux dispositions de la *Loi sur les Indiens*; 15

ac) les effets servant à s'établir, tels qu'ils sont définis par les règlements;

ad) les pompes à chaleur;

ae) les appareils de récupération de la chaleur permettant de recycler la chaleur 20 de l'air ou de l'eau renvoyés à l'extérieur;

af) les thermostats à minuterie des systèmes de chauffage;

ag) les dispositifs de recyclage de l'air 25 chaud;

ah) l'électricité produite ou fabriquée à partir d'une matière ou d'une énergie dégagée par un procédé industriel, lorsque cette électricité est utilisée pour ses propres besoins par la personne morale qui 30 exploite le procédé ou par une personne morale qui est liée à elle aux termes des règlements.

(2) A person in the Province to whom any 20 tangible personal property is provided by way of promotional distribution is, with respect to the consumption or use thereof, exempt from the tax imposed by this Act on the amount by which the fair value thereof 25 exceeds any payment that is made by him solely and specifically for the receipt by him of the tangible personal property so provided and that is not referable to the purchase, consumption or use by him of any other 30 property, right or service.

(2) Lorsque, pour être consommé ou uti- 35 lisé, un bien mobilier corporel est fourni dans la province à une personne sous la forme d'une distribution d'articles publicitaires, il est exonéré de la taxe prévue par la présente loi sur la différence entre la juste valeur de ce bien et tout paiement qu'elle a pu faire 40 uniquement en vue de recevoir le bien mobilier corporel en question et qui ne peut être rapproché de l'achat, de la consommation ou de l'utilisation par cette personne de tout 45 autre bien, droit ou service.

11. Every person who sells tangible personal property at a retail sale in the Province or maintains a place of business or has a representative within the Province shall be 35 deemed to be an agent for the Minister and

11. Toute personne qui vend un bien mobilier corporel dans un point de vente au détail de la province, exploite une entreprise ou possède un représentant dans la province, est réputée agir en tant que mandataire du 50

Exemption for promotional distribution

Exonération au titre de la distribution d'articles publicitaires

Collection of tax

Perception de la taxe

as such shall levy and collect the tax imposed by this Act upon the purchaser or user, provided that no person acting under this Act shall thus be made ineligible as a Member of the House of Assembly.

12.

13.

14. (1) Every vendor shall make returns to the Commissioner and shall keep such records in the form and at such location prescribed by the regulations, and any failure to do so shall constitute an offence against this Act.

(2) In a prosecution brought against a vendor for a violation of subsection (1), a certificate signed by the Commissioner that the vendor failed to keep such records and to make and file such returns in the form prescribed by the regulations shall be received in evidence without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the same and shall be *prima facie* proof of the matters contained therein.

15. Every manufacturer, wholesaler, importer, jobber, agent, and vendor shall keep records in the form prescribed by the regulations of all purchases and sales by him of tangible personal property, whether for consumption or use or for resale, and any failure to do so shall constitute an offence against this Act.

16.

17. (1) When a person having sold tangible personal property fails to make a return or remittance as required under this Act, or if his returns are not substantiated by his records, the Commissioner may make an estimate of the amount of the tax collected or that should have been collected by such person for which he has not accounted, and such estimated amount shall thereupon be deemed to be the tax collected or that should

ministre et, en cette qualité, doit appliquer et percevoir la taxe imposée en vertu de la présente loi à l'acheteur ou à l'utilisateur, étant entendu qu'aucune personne agissant en vertu de la présente loi ne peut de ce fait perdre le droit de siéger en tant que membre de l'assemblée législative.

12.

13.

14. (1) Tout vendeur doit tenir les registres et faire au commissaire les déclarations dans la forme et en un lieu prescrits par les règlements, sous peine d'enfreindre les dispositions de la présente loi.

(2) Lorsque des poursuites sont intentées à l'encontre d'un vendeur qui a enfreint les dispositions du paragraphe (1), un certificat signé par le commissaire attestant que le vendeur n'a pas tenu les registres ni fait les déclarations sous la forme prescrite par les règlements est admis à titre de preuve sans que l'on ait à démontrer l'authenticité de la signature ou la qualité officielle de la personne dont la signature apparaît dans le document, lequel sera considéré comme apportant une preuve *prima facie* de son contenu.

15. Tout fabricant, grossiste, importateur, courtier, agent ou vendeur doit, de la manière que peuvent prescrire les règlements, tenir les registres de l'ensemble des achats et des ventes de biens mobiliers corporels qu'il a effectués, qu'ils soient destinés à la consommation, à une utilisation quelconque ou à la revente, sous peine de contrevenir aux dispositions de la présente loi.

16.

17. (1) Lorsqu'une personne qui a vendu un bien mobilier corporel omet de faire une déclaration ou une remise exigée par la présente loi, ou lorsque ses déclarations ne sont pas justifiées par ses registres, le commissaire peut procéder à l'estimation du montant de taxe perçu ou qui aurait dû être perçu par cette personne et qui n'a pas été comptabilisé, cette estimation du montant ou du dépôt étant dès lors réputée être le montant de taxe

Records and
returns

Certificate is
prima facie
proof

Record of
purchase and
sale

Failure to make
return or
remittance

Registres et
déclarations

Le certificat
constitue une
preuve *prima
facie*

Registre
d'achat et de
vente

Absence de
déclaration ou
de remise

have been collected by that person, and he shall pay that amount to Her Majesty in the right of the Province, and the Commissioner may give notice in writing, either by mailing or by personal service, to the vendor, his heirs, administrators, executors or assigns, or to his custodian or trustee in bankruptcy, requiring that such estimated amount shall be paid over to the Minister or otherwise accounted for within thirty days from the date the notice is mailed or served.

qui a été perçu ou qui aurait dû être perçu par cette personne, cette dernière devant payer ce montant à Sa Majesté du chef de la province et le commissaire pouvant notifier par écrit au vendeur, à ses héritiers, administrateurs judiciaires, exécuteurs testamentaires ou ayants droit, ou encore à son séquestre ou syndic de faillite, soit par courrier, soit en mains propres, que le montant ainsi évalué doit être payé au ministre ou comptabilisé d'une manière ou d'une autre dans les trente jours de la notification de l'avis par courrier ou en mains propres.

Proof of amount owing

(2) Proof that notice under subsection (1) has been given shall constitute *prima facie* proof that the amount stated therein is due and owing, and the onus of proving otherwise shall rest on the person who sold the tangible personal property.

(2) La preuve que l'avis mentionné au paragraphe (1) a été signifié constitue une preuve *prima facie* que le montant qui y est indiqué est bien dû et échu, le fardeau de la preuve retombant sur le vendeur du bien mobilier corporel.

Preuve de la somme due

Notice of objection

18. (1) Where a person considers that he is not liable to taxation under this Act or disputes liability for the amount assessed against him by the Commissioner under subsection (2) of Section 32, he may personally or by his solicitor or agent, within sixty days of the date of the mailing of a notice under Section 32, serve on the Commissioner a notice of objection in duplicate setting out the reason for objection and all relevant facts.

18. (1) Lorsqu'une personne prétend ne pas être tenue de payer la taxe prévue par la présente loi ou conteste son obligation de payer le montant fixé par le commissaire en application du paragraphe 32(2), elle peut, soit personnellement, soit par l'entremise de son avocat ou de son représentant, et dans les soixante jours de la date d'expédition par la poste de l'avis prévu à l'article 32, signifier au commissaire un avis d'opposition en double exemplaire indiquant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

Avis d'opposition

Notice of objection by vendor

(2) Where a vendor disputes liability for the amount stated in any notice received or delivered to him under Section 6 or Section 17, he may personally or by his solicitor or agent, within sixty days from the date of mailing of such notice, serve on the Commissioner a notice of objection in duplicate setting out the reasons for the objection and all relevant facts.

(2) Lorsqu'un vendeur conteste son obligation de payer le montant indiqué dans un avis qu'il a reçu ou qui lui a été remis en application des articles 6 ou 17, il peut, soit personnellement, soit par l'entremise de son avocat ou de son représentant, et dans les soixante jours de la mise à la poste de cet avis, signifier au commissaire un avis d'opposition en double exemplaire indiquant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

Avis d'opposition de la part du vendeur

Service

(3) A notice of objection under this Section may be served by registered letter addressed to the Commissioner.

(3) La signification d'un avis d'opposition donné en application du présent article peut se faire par courrier recommandé adressé au commissaire.

Signification

Decision by Commissioner

(4) Upon receipt of the notice of objection, the Commissioner shall within sixty days reconsider the matter and vacate, confirm or vary the estimate, valuation or assessment,

(4) Dès réception d'un avis d'opposition, le commissaire doit, dans un délai de soixante jours, réexaminer la question et annuler, confirmer ou modifier l'estimation, l'évaluation

Décision du commissaire

and he shall thereupon notify the vendor or purchaser, as the case may be, of his action by registered mail.

Appeal to
Minister

(5) If the person who served or caused to be served a notice of objection pursuant to this Section is dissatisfied with the decision of the Commissioner under subsection (4), he may within thirty days of the receipt of such decision appeal from such decision to the Minister.

Notice of
appeal

(6) An appeal to the Minister shall be instituted by serving upon the Minister and the Commissioner by registered mail a notice of appeal setting out the grounds of the appeal and stating briefly all the facts relevant thereto.

Decision by
Minister

(7) Upon receipt of the notice, the Minister shall consider the matter and may affirm, vary or reverse the decision of the Commissioner and shall forthwith give the appellant written notice of his decision by registered mail.

Appeal from
Minister

19. (1) If the appellant is dissatisfied with the decision of the Minister, he may appeal therefrom to a judge of the Trial Division of the Supreme Court or to a judge of the County Court of the District in which the appellant resides or carries on business.

Notice of
appeal

(2) The appellant shall, within sixty days from the date of the giving of the notice of the decision complained of, serve upon the Minister and the Commissioner a written notice of his intention to appeal to a judge of the Trial Division of the Supreme Court or County Court, as the case may be, which notice shall be signed by the appellant or by his solicitor or agent, and shall set forth the grounds of the appeal.

Notice of time
and place of
appeal

(3) Within fourteen days after the service upon the Commissioner of the notice of appeal, the appellant shall apply to the judge for the appointment of a time and place for the hearing of the appeal, and shall serve upon the Minister and the Commissioner not less than fourteen days before the hearing a written notice of the time and place appointed for the hearing.

Duty of judge

(4) The judge shall hear the appeal and the evidence adduced before him by the

ou la cotisation, et aviser alors le vendeur ou l'acheteur, selon le cas, de ce qu'il a fait, par courrier recommandé.

Appel au
ministre

(5) Si la personne qui a signifié ou fait signifier un avis d'opposition en vertu des dispositions du présent article n'est pas satisfaite de la décision que le commissaire a prise en application du paragraphe (4), elle peut en appeler au ministre dans les trente jours de la réception de cette décision.

Avis d'appel

(6) Un appel au ministre doit être interjeté en signifiant au ministre et au commissaire par courrier recommandé un avis d'appel énonçant les motifs de l'appel et indiquant brièvement les faits qui s'y rapportent.

Décision du
ministre

(7) Dès réception de l'avis, le ministre doit réexaminer la question; il peut confirmer, modifier ou infirmer la décision du commissaire et doit donner immédiatement à l'appellant un avis écrit de sa décision par courrier recommandé.

Appel judiciaire

19. (1) Si l'appellant n'est pas satisfait de la décision du ministre, il peut en appeler à un juge de première instance de la Cour suprême ou à un juge de la Cour de comté relevant du district dans lequel l'appellant réside ou exploite son entreprise.

Avis d'appel

(2) L'appellant doit, dans les soixante jours de la remise de l'avis de la décision contestée, signifier par écrit au ministre et au commissaire un avis indiquant son intention d'en appeler devant un juge de première instance de la Cour suprême ou d'une Cour de comté, selon le cas, cet avis devant être signé par l'appellant, ou par son avocat ou son représentant, et indiquer les motifs de cet appel.

Avis concernant
la date et le lieu
de l'audition de
l'appel

(3) Dans les quatorze jours de la signification au ministre de l'avis d'appel, l'appellant doit demander au juge de désigner une date et un lieu pour l'instruction de l'appel et signifier par écrit au ministre et au commissaire un avis de la date et du lieu de l'instruction au moins quatorze jours avant cette instruction.

Attributions du
juge

(4) Le juge entend sous forme de procédure sommaire l'appel et les témoignages qui

	appellant and Her Majesty in a summary manner, and shall decide the matter of the appeal. Upon the request made to the judge by any party to the appeal, the hearing may be held <i>in camera</i> .	lui sont présentés par l'appelant et Sa Majesté, et statue sur la question portée en appel. Si l'une des parties à l'appel le demande au juge, l'audience peut se tenir à huis clos.	
	(5)	(5)	
Cost of appeal	(6) The costs of the appeal shall be in the discretion of the judge, and he may make an order respecting them in favour of or against Her Majesty, and may fix the amount thereof.	(6) Les frais d'appel sont laissés à la discrétion du juge, qui peut rendre une ordonnance les adjugeant à Sa Majesté ou à l'appelant et en fixer le montant.	Frais d'appel
Appeal from judge	(7) The Minister or the appellant may appeal from the decision of the judge to the Appeal Division of the Supreme Court upon any point of law raised upon the hearing of the appeal, and the rules governing appeals to the Appeal Division from a decision of a judge of the Trial Division of the Supreme Court or a judge of the County Court, as the case may be, shall apply to appeals under this subsection.	(7) Le ministre ou l'appelant peuvent en appeler de la décision du juge auprès de la Division d'appel de la Cour suprême sur toute question de droit soulevée lors de l'instruction de l'appel et les règles applicables aux appels d'une décision d'un juge de la Division de première instance de la Cour d'appel ou d'un juge de la Cour de comté, selon le cas, devant la Division d'appel de la Cour suprême s'appliquent aux appels interjetés en vertu du présent paragraphe.	Appel du juge
Irregularity or omission	20. An estimate made by the Commissioner under Section 17 shall not be varied or disallowed because of any irregularity, informality, omission, or error on the part of any person in observing of any directory provision up to the date of the giving of the notice of the estimate.	20. Une estimation faite par le commissaire en vertu des dispositions de l'article 17 ne peut être modifiée ou rejetée en raison d'une irrégularité, d'un manque de rigueur, d'une omission ou d'une erreur qu'a pu commettre une personne quelconque lors de l'observation d'une directive jusqu'à la date de la signification de l'avis d'évaluation.	Irrégularité ou omission
Liability unaffected by appeal	21. Neither the giving of a notice of appeal by any person nor any delay in the hearing of the appeal shall in any way affect the due date, the interest or penalties, or any liability for payment provided under this Act in respect of any taxes due and payable or that have been collected on behalf of Her Majesty that are the subject matter of the appeal or in any way delay the collection of the same; but in the event of the estimate of the Commissioner being set aside or reduced on appeal, the Minister shall refund the amount or excess amount of taxes which have been paid or collected on behalf of Her Majesty and of any additional interest or penalty imposed and paid thereon.	21. Le fait que toute personne donne un avis d'appel ou tout retard dans l'instruction d'un appel ne modifient en rien la date d'échéance, les intérêts ou pénalités, ou toute obligation de payer prévus par la présente loi en ce qui concerne les taxes dues et payables à Sa Majesté ou perçues pour son compte, qui font l'objet de l'appel ou qui, d'une façon ou d'une autre retardent la perception des taxes; toutefois, dans le cas où l'estimation du commissaire est annulée ou réduite en appel, le ministre rembourse la somme ou la somme excédentaire payée à Sa Majesté ainsi que tout intérêt ou toute pénalité additionnelle payée sur cette somme.	La responsabilité ne change pas du fait de l'appel
Liability of purchaser or user	22. The purchaser or user shall be and remain liable for the tax imposed under this Act until the same has been collected and, in	22. L'acheteur ou l'utilisateur restent responsables du paiement de la taxe appliquée en vertu de la présente loi tant que celle-ci	Responsabilité de l'acheteur ou de l'utilisateur

the event of failure on the part of the person selling tangible personal property to collect the tax, the seller shall immediately notify the Commissioner, and the purchaser or user may be sued therefor in any court of competent jurisdiction.

Deemed trust

23. Every person who collects any tax under this Act shall be deemed to hold the same in trust for Her Majesty and for the payment over of the same in the manner and at the time provided under this Act; and the amount shall, until paid, form a lien and charge on the entire assets of his estate, and have priority over all other claims of any person.

Notice of collection proceeding

24. Before taking any proceedings for the recovery of any taxes that are due and payable under this Act or that have been collected on behalf of Her Majesty in the right of the Province, the Commissioner shall give notice to the taxpayer or collector of his intention to enforce payment, but failure to give the notice in any case shall not affect the validity of any proceedings taken for the recovery of taxes or money collected as taxes under this Act.

25.

Certificate enforceable as order of court

26. Where default is made in the payment of any taxes that are due and payable under this Act or that have been collected on behalf of Her Majesty in the right of the Province, or any part thereof, the Commissioner may issue his certificate stating the amount so due, the amount thereof remaining unpaid (including interest and penalties) and the name of the person by whom it is payable, and may file the certificate with any prothonotary of the Supreme Court or a clerk of any county court, and when so filed the certificate shall be of the same force and effect, and all proceedings may be taken thereon, as if it were a judgment of the Court for the recovery of a debt of the amount

n'a pas été perçue et, lorsque la personne qui vend un bien mobilier corporel ne parvient pas à percevoir la taxe sur ce bien, elle doit en avvertir immédiatement le commissaire, l'acheteur ou l'utilisateur pouvant alors être poursuivi en justice devant les tribunaux compétents.

Présomption de fiducie

23. Toute personne qui perçoit une taxe en application de la présente loi est réputée détenir cette taxe en fiducie pour le compte de Sa Majesté dans le but de lui remettre cette taxe de la manière et au moment prévus en application de la présente loi; et le montant de cette taxe constitue, tant qu'il n'a pas été remis, un privilège et une charge sur tous les biens qu'elle possède, et ce privilège et cette charge ont préséance sur toute autre revendication de toute personne.

Notification des procédures de recouvrement

24. Avant d'entreprendre une procédure visant à assurer le recouvrement de taxes dues et payables en vertu des dispositions de la présente loi ou qui ont été perçues pour le compte de Sa Majesté du chef de la province, le commissaire doit notifier les contribuables ou les percepteurs de son intention de les obliger à payer, étant entendu, toutefois, qu'une absence de notification ne peut en aucun cas remettre en cause la validité de toute procédure entreprise en vue d'assurer le recouvrement de taxes ou de sommes d'argent perçues au titre des taxes conformément aux dispositions de la présente loi.

25.

Certificat exécutoire comme s'il s'agissait d'une ordonnance de la Cour

26. En cas de défaut de paiement de la totalité ou d'une partie d'une taxe quelconque due et payable en vertu de la présente loi ou déjà perçue pour le compte de Sa Majesté du chef de la province, le commissaire peut délivrer un certificat précisant la somme qui est due, le montant restant à payer (intérêt et pénalité y compris) ainsi que le nom de la personne qui en est redevable, et il pourra déposer ce certificat auprès de l'un quelconque des protonotaires de la Cour suprême ou des greffiers d'une Cour de comté, ce certificat, une fois enregistré, ayant la même valeur et le même effet, et donnant le même pouvoir d'entamer des procédures que s'il s'agissait d'un jugement obtenu devant cette Cour

stated in the certificate against the person named therein.

contre la personne nommée dans le certificat à l'égard d'une dette du montant spécifié dans ce certificat.

Statutory
garnishee

27. (1) Where the Commissioner has knowledge that any person is or is about to become indebted to a vendor or purchaser, he may demand of that person that the money otherwise payable by him to the vendor or purchaser be in whole or in part paid to the Minister on account of the vendor's or purchaser's liability under this Act.

27. (1) Lorsque le commissaire est informé qu'une personne est sur le point de s'endetter vis-à-vis d'un vendeur ou d'un acheteur, il peut exiger que l'argent qu'elle aurait normalement dû déboursier au vendeur ou à l'acheteur soit versé intégralement ou en partie au ministre afin de compenser les dettes du vendeur ou de l'acheteur en vertu des dispositions de la présente loi.

Saisie légale

Discharge of
Liability

(2) The receipt of the Commissioner for money so paid shall constitute a good and sufficient discharge of the liability of such person to the vendor or purchaser to the extent of the amount referred to in the receipt.

(2) La réception par le ministre de la somme d'argent ainsi versée dégagera en bonne et due forme cette personne de ses responsabilités envers le vendeur ou l'acheteur jusqu'à concurrence de la somme figurant sur le reçu.

Dégagement de
responsabilité

Liability of
garnishee

(3) Any person discharging any liability to a vendor or purchaser after receipt of a demand under this Section shall be personally liable to Her Majesty in the right of the Province to the extent of the liability discharged, as between him and the vendor or purchaser, or to the extent of the liability of the vendor or purchaser for the taxes due and payable under this Act or that have been collected on behalf of Her Majesty in the right of the Province, but not remitted, including interest and penalties whichever is the lesser amount.

(3) Toute personne qui s'acquitte d'une dette quelconque envers un vendeur ou un acheteur après avoir fait l'objet d'une demande en vertu du présent article est personnellement responsable envers Sa Majesté du chef de la province du paiement de la dette acquittée, comme si cette dette la liait au vendeur ou à l'acheteur, ou jusqu'à concurrence des dettes du vendeur ou de l'acheteur au titre des taxes dues et payables en vertu de la présente loi ou perçues pour le compte de Sa Majesté du chef de la province sans qu'elles lui aient été remises, pénalité et intérêt y compris, le montant le moins élevé étant retenu.

Responsabilité
du tiers saisi

Injunction

28. In addition to any penalties provided in this Act, the Commissioner, subject to the approval of the Minister, may apply to a Judge of the Trial Division of the Supreme Court for an injunction against any vendor who, having been found guilty of an offence against the Act, continues to sell tangible personal property taxable under this Act, ordering him to cease selling such tangible personal property until he has fulfilled his obligations under this Act and the regulations and has paid the costs of the application.

28. Sans préjuger des pénalités susceptibles d'être appliquées en vertu de la présente loi, le commissaire, sous réserve d'obtenir l'agrément du ministre, peut faire appel à un juge de la Division de première instance de la Cour suprême afin d'obtenir une injonction à l'encontre de tout vendeur qui, reconnu coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi, continuerait à vendre des biens mobiliers corporels taxables en vertu de la présente loi, lui ordonnant de cesser de vendre ces biens mobiliers corporels jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses obligations en vertu de la présente loi et des règlements et qu'il ait payé les frais relatifs à la demande.

Injunction

Exercise of
remedies to
recover tax

29. The powers conferred by this Act for the recovery of taxes or money collected as taxes, by action and by filing a certificate, may be exercised separately or concurrently, or cumulatively; and the liability of a person for the payment of any tax under this Act or the liability to remit taxes collected shall not be affected in any way by the fact that a fine or penalty has been imposed on or paid by him in respect of any contravention of this Act.

29. Les pouvoirs conférés par la présente loi en ce qui a trait au recouvrement de la taxe ou des sommes d'argent perçues à titre de taxe, qu'il s'agisse de poursuites judiciaires ou du dépôt d'un certificat, peuvent être exercés séparément, concurremment ou cumulativement; l'obligation pour une personne de payer toute taxe due en vertu de la présente loi ou de remettre les taxes déjà perçues ne sera absolument pas modifiée par le fait que cette personne s'est déjà vu imposer ou a déjà payé une amende ou une pénalité à la suite d'une infraction quelconque à la présente loi.

Exercice des
recours
permettant de
recouvrer la
taxe

Penalty and
interest

30. (1) In addition to any other penalty, the Commissioner may assess a penalty equal to not more than five per cent of the amount due and may assess interest on the amount due at such interest rate per year as is determined from time to time by the Governor in Council, against any person who fails to remit to the Minister any tax collected under this Act within the time required or who fails to pay any tax which he is required to pay under this Act.

30. (1) Sans préjuger de toute autre pénalité, le commissaire peut imposer une pénalité ne pouvant dépasser cinq pour cent de la somme due et peut appliquer des intérêts sur la somme due à un taux à l'encontre de quiconque omet de remettre au ministre, dans les délais prévus, toute taxe perçue en vertu de la présente loi, ou omet de payer toute taxe qu'il est tenu de payer en vertu de la présente loi.

Pénalité et
intérêt

Forms part of
tax provided for
in section 23

(2) The penalty and interest under this section shall form part of the amount of tax due or accruing due provided for in section 23.

(2) Les pénalités et les intérêts appliqués en vertu du présent article font partie du montant de la taxe due ou échue en vertu de l'article 23.

Partie de la
taxe prévue à
l'article 23

Variation of
assessment
under
subsection (1)

(3) The Commissioner may, where he deems fit, vary an assessment made under subsection (1) within a period of sixty days from the date of the original assessment.

(3) Lorsqu'il le juge utile, le commissaire a la possibilité de modifier une évaluation conformément aux dispositions du paragraphe (1) dans un délai de soixante jours à compter de la date de l'évaluation d'origine.

Modifications
de l'évaluation
au titre du
paragraphe (1)

Security by
applicant or
vendor

31. (1) Subject to the approval of the Minister, the Commissioner may require any applicant for a registration certificate or vendor to deposit with the Minister a bond by way of cash or other security satisfactory to the Minister in such amount as may be determined by the Commissioner, which shall not in any case be greater than an amount equal to six times the amount of the tax estimated by the Commissioner to be the amount normally collected by the applicant or vendor each month in compliance with this Act.

31. (1) Sous réserve de l'autorisation du ministre, le commissaire peut exiger que le demandeur d'un certificat d'immatriculation ou que le vendeur dépose auprès du ministre un cautionnement en espèce ou toute autre forme de garantie donnant satisfaction au ministre et d'un montant susceptible d'être déterminé par le commissaire mais ne pouvant dépasser, quoi qu'il en soit, une somme égale à six fois le montant de la taxe jugée par le commissaire comme étant le montant mensuel que recueille normalement le demandeur ou le vendeur en appliquant les dispositions de la présente loi.

Dépôt de
garantie du
demandeur ou
du vendeur

Commissioner's estimate of tax conclusive	(2) The Commissioner's estimate under subsection (1) is final and conclusive for the purposes of a bond under this Section.	(2) L'évaluation faite par le commissaire en vertu des dispositions du paragraphe (1) est sans appel lorsqu'il s'agit de fixer le montant du cautionnement en vertu du présent article.	Évaluation du commissaire sans appel
Realization on security	(3) Where a person who deposited a bond with the Minister under subsection (1) fails to collect or remit tax in accordance with this Act, the Commissioner may, by giving written notice to the person by registered mail or personal service, apply the bond in whole or in part to the amount that should have been collected, remitted or paid by the person as the amount due to Her Majesty as of the date of the notice.	(3) Lorsqu'une personne qui a déposé un cautionnement auprès du ministre en vertu des dispositions du paragraphe (1) omet de percevoir ou de remettre la taxe conformément aux dispositions de la présente loi, le commissaire peut, en lui notifiant par écrit son intention, par voie de courrier recommandé ou en mains propres, encaisser en totalité ou en partie ce dépôt de garantie pour payer le montant qui aurait dû être perçu, remis ou versé à cette personne au titre de la somme due à Sa Majesté à la date de la notification.	Encaissement du dépôt de garantie
Right of entry and inspection	32. (1) Any person appointed by the Commissioner may enter at any reasonable time the business premises occupied by any person, or the premises where his records are kept to determine whether this Act and the regulations are being and have been complied with, or to inspect, audit, and examine books of account, records, or documents, or to ascertain the quantities of tangible personal property on hand or sold by him, and the person occupying the premises shall answer all questions pertaining to these matters, and shall produce such books of account, records, or documents as may be required.	32. (1) Quiconque est nommé à cette fin par le commissaire peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux de l'exploitation d'une personne ou dans les locaux où elle tient ses registres afin de vérifier si la présente loi et les règlements qui s'y rattachent ont été et sont toujours respectés, ou pour inspecter, vérifier et examiner les livres de comptes, les registres ou les documents, ou pour déterminer les quantités de biens mobiliers corporels dont cette personne dispose ou qu'elle a vendus, et l'occupant des lieux doit répondre à toutes les questions qui lui sont posées à ce sujet et produire les livres de comptes, les registres et les documents requis.	Droit d'accès et d'inspection
Assessment of tax after inspection	(2) Where it appears from the inspection, audit, or examination of the books of account, records, or documents that this Act or the regulations have not been complied with, the person making the inspection, audit, or examination shall calculate the tax collected or due in such manner and form and by such procedure as the Commissioner may deem adequate and expedient, and the Commissioner shall assess the person for the amount of the tax so calculated, but the person so assessed may appeal the amount of the assessment under Sections 18 and 19.	(2) Lorsqu'il ressort de l'inspection, de la vérification ou de l'examen des livres de comptes, des registres ou des documents que la présente loi ou les règlements qui s'y rattachent n'ont pas été respectés, la personne chargée de cette inspection, de cette vérification ou de cet examen doit calculer la taxe perçue ou due de la manière, sous la forme et selon les modalités que le commissaire pourra juger utiles et pratiques et le commissaire doit imposer à la personne en cause le paiement de la taxe ainsi calculée, cette dernière pouvant toutefois appeler de cette cotisation en vertu des dispositions des articles 18 et 19.	Évaluation de la taxe après inspection

Variation of
assessment

(3) The Commissioner may, where he deems fit, vary an assessment made under subsection (2) within sixty days from the date of the original assessment, and such varied assessment shall be deemed to be an assessment made under subsection (2).

(3) Lorsqu'il le juge utile, le commissaire a la possibilité de modifier une évaluation conformément aux dispositions du paragraphe (2) dans un délai de soixante jours à compter de la date de l'évaluation d'origine, cette modification étant réputée constituer une évaluation aux termes du paragraphe (2).

Modifications
de l'évaluation

Period of
assessment
under
subsection (2)

(4) In making an assessment under subsection (2), the Commissioner shall not consider a period greater than four years prior to the date of the assessment unless the person has made any misrepresentation that is attributable to neglect, carelessness or wilful default or if there is evidence that he has committed fraud.

(4) Lorsqu'il procède à une évaluation aux termes du paragraphe (2), le commissaire ne doit pas remonter plus de quatre ans à l'arrière à compter de la date de l'évaluation, à moins que la personne en cause ait présenté les faits de manière erronée par négligence, insouciance ou imprudence, ou à moins qu'il soit démontré qu'une fraude a été commise.

Période
d'évaluation
aux termes du
paragraphe (2)

Search warrant

33. (1) Any justice who is satisfied by information upon oath that there is reasonable ground for believing that any person has in his possession any tangible personal property in respect of the consumption or use of which the tax payable has not been paid may at any time issue a warrant under his hand authorizing the Commissioner or other official appointed by the Commissioner named therein to enter and search any building, receptacle, or place where such tangible personal property is believed to be situated, and to make such enquiries as are deemed necessary; and such person shall produce for inspection by the person named in the warrant any tangible personal property in his possession and answer any questions relating thereto.

33. (1) Tout juge ayant acquis la conviction sur la foi d'une déclaration sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a en sa possession un bien mobilier corporel dont la consommation ou l'utilisation est passible d'une taxe qui n'a pas été payée peut, à tout moment, délivrer un mandat portant sa signature et autorisant le commissaire ou tout autre officier ministériel nommé par celui-ci, à entrer et à perquisitionner dans tout bâtiment, local ou lieu qui semble devoir abriter ce bien mobilier corporel, et à procéder à toutes les enquêtes jugées nécessaires; la personne nommée dans le mandat étant tenue de laisser inspecter tout bien mobilier corporel en sa possession et de répondre à toute question s'y rapportant.

Mandat de
perquisition

Offence

(2) Any person who wilfully refuses to answer any questions put to him under subsection (1) respecting the tangible personal property kept on hand on the premises, or who wilfully fails to produce for inspection any books of account, records, or documents, or any parcel, box, carton, barrel, tank or other receptacle in his possession or under his control that he is required to produce for purposes of inspection, shall be guilty of an offence against this Act.

(2) Toute personne qui, sciemment, refuse de répondre à une question qui lui est posée en vertu des dispositions du paragraphe (1) touchant les biens mobiliers corporels qu'elle détient dans les locaux ou qui, sciemment, refuse de laisser inspecter ses livres de compte, ses registres, ses documents ou tout colis, boîte, carton, tonneau, réservoir ou autre contenant placé en sa possession ou sous son contrôle et qu'elle est tenue de laisser inspecter, est coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi.

Infraction

No offer by
seller to absorb
or refund tax

34. No person who sells tangible personal property shall advertise or hold out or state to the public or to any purchaser or user, directly or indirectly, that the tax or any part

34. Nulle personne qui vend un bien mobilier corporel ne doit annoncer, soutenir ou affirmer en public ou à un acheteur ou à un utilisateur, directement ou indirectement,

Le vendeur ne doit pas offrir de prendre à sa charge ou de rembourser la taxe

thereof imposed under this Act will be assumed or absorbed by him or that it will not be considered as an element in the price to the purchaser or user or, if added, that it or any part thereof will be refunded.

qu'il prendra à son propre compte ou absorbera la totalité ou une partie de la taxe imposée par la présente loi ou qu'il n'en sera pas tenu compte dans le prix fait à l'acheteur 5 ou à l'utilisateur ou encore, si elle est rajoutée au prix, que la totalité ou toute partie de cette taxe sera remboursée. 5

Offence

35. Every person contravening any provision of this Act or of the regulations shall be guilty of an offence against this Act, and every violation in connection with a separate sale or transaction shall be considered a 10 separate offence.

35. Quiconque enfreint les dispositions de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction à l'encontre de la présente loi et toute infraction commise au sujet d'une 10 vente ou d'une transaction en particulier doit être considérée comme une infraction distincte.

Infraction

Liability of officer or agent for offence

36. If a corporation is guilty of an offence against this Act, and if an officer, director, employee, or agent of the corporation wilfully directed, authorized, assented to, 15 acquiesced, or participated in the commission of the offence, that person is a party to and guilty of the offence.

36. Lorsqu'une corporation est coupable d'une infraction prévue par la présente loi, tout dirigeant, administrateur ou représentant de la corporation qui, sciemment, a ordonné ou permis que l'infraction soit commise ou y a acquiescé, consenti ou participé, 20 est partie à l'infraction et en est coupable.

Responsabilité des dirigeants ou des représentants en cas d'infraction

False statement

37. Every person who makes a false statement in any form or return prescribed by this Act or the regulations is guilty of an offence against this Act. 20

37. Quiconque fait une fausse déclaration dans une formule prescrite par la présente loi ou les règlements est coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi. 25

Fausse déclaration

Penalty

38. (1) Subject to subsection (2), a person guilty of an offence against this Act shall be liable, on summary conviction, to a fine of 25 not less than ten dollars and not more than one thousand dollars; and, in default of payment, to imprisonment for a term not exceeding three months, and, in addition, shall be ordered by the magistrate or justice 30 to pay the amount of the tax that is owing including any arrears, penalties, and interest, on or before such date as shall be fixed by the magistrate or justice.

38. (1) Sous réserve des dispositions du paragraphe (2), une personne coupable d'une infraction à la présente loi est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix à mille dollars et, à défaut de 30 paiement, d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas trois mois et, en outre, elle est tenue par voie d'ordonnance du magistrat ou du juge de paix de payer la taxe qu'elle doit, y compris les montants en souffrance, les 35 pénalités et les intérêts éventuels, au plus tard à la date fixée par le magistrat ou le juge de paix.

Pénalités

Evidence and penalty for failure to collect tax

(2) (a) Every person who fails to collect 35 the tax imposed by this Act shall be liable, on summary conviction, to a fine equal to the amount of the tax, including any arrears, penalties, and interest, that should have been collected, as determined under 40 clause (b), and, in addition, to a penalty of not less than ten dollars and not more than one thousand dollars, and, in default of payment, to imprisonment for a term not exceeding three months. 45

(2) a) Quiconque omet de percevoir la taxe imposée par la présente loi est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une pénalité égale au montant de la taxe, y compris les montants en souffrance, les pénalités et les intérêts éventuels, qui auraient dus être perçus en 40 application des dispositions de l'alinéa b) et, en sus, d'une amende de dix à mille dollars à laquelle viendra s'ajouter, à

Règles de la preuve et pénalités en cas de défaut de percevoir la taxe

(b) The Commissioner shall determine the amount of the tax referred to in clause (a) from such information as is available to him, and shall issue a certificate as to the amount, but except where he deems there has been deliberate evasion of this Act, the Commissioner shall not consider a period of greater than three years in determining the said amount.

(c) In any prosecution under clause (a) a certificate signed or purporting to be signed by the Commissioner stating the amount of tax that should have been collected shall be evidence and *prima facie* proof of the amount of the tax that should have been collected, and of the authority of the person giving or making the same without any proof of appointment or signature.

More than one
offence

(3) Any information or complaint in respect of an offence under this Act or the regulations may be for one or more than one offence, and no information, complaint, warrant, conviction, or other proceedings in a prosecution under this Act or the regulations, is objectionable or insufficient by reason of the fact that it relates to two or more offences.

Remedy for
recovery
unaffected

(4) Nothing contained in this section, nor the enforcement of any penalty hereunder, shall suspend or affect any remedy for the recovery of any tax or amount payable under this Act.

Disposition of
fine

(5) Fines collected under this Act shall be paid to the Minister of Finance.

Onus of proof

39. (1) In any prosecution for failure to pay the tax or to collect or remit the tax, the onus of proving that the tax was paid, collected, or remitted, as the case may be, to the Minister, shall be upon the defendant.

défaut de paiement, une peine d'emprisonnement ne dépassant pas trois mois.

b) Le commissaire doit déterminer le montant de taxe visé à l'alinéa a) à partir des renseignements dont il dispose, doit délivrer un certificat correspondant à cette somme et, sauf s'il juge que l'on a cherché délibérément à éviter le paiement de la taxe, il ne doit pas remonter sur une période de plus de trois ans pour déterminer ce montant.

c) Dans toute poursuite intentée en vertu des dispositions de l'alinéa a), un certificat signé par le commissaire ou qui lui est attribué et qui précise le montant de la taxe qui aurait dû être perçu constitue la démonstration et la preuve *prima facie* que c'est bien ce montant qui aurait dû être perçu et témoigne de la qualité de la personne qui l'a signé sans que celle-ci ait à démontrer.

Multiplicité des
infractions

(3) Toute dénonciation ou plainte touchant une infraction à la loi ou aux règlements peut porter sur une ou plusieurs infractions et aucune demande d'information, aucune plainte, aucun mandat, aucune déclaration de culpabilité ou autre poursuite judiciaire en vertu des dispositions de la présente loi ou des règlements ne peut être contestée ou faire l'objet d'une fin de non recevoir parce qu'ils s'appliquent à plusieurs infractions.

Maintien des
possibilités de
recours
concernant la
perception de la
taxe

(4) Aucune disposition du présent article et aucune décision visant à appliquer une pénalité en vertu des présentes ne vient remettre en cause un recours éventuel ou ne s'y oppose lorsqu'il s'agit de recouvrer une taxe ou un montant quelconque qui doit être payé en vertu des dispositions de la présente loi.

40

Paiement des
amendes

(5) Les amendes perçues en vertu des dispositions de la présente loi sont versées au ministre des Finances.

Fardeau de la
preuve

39. (1) Dans toute poursuite intentée en cas de défaut de paiement, de perception ou de remise de la taxe, il appartient au défendeur de prouver au ministre que la taxe a bien été payée, perçue ou remise, selon le cas.

Limitation period	(2) An information or complaint, in respect of an offence against this Act or the regulations, shall be laid or made within six years of the time when the matter of the information or complaint arose, except that in the case of fraud no limitation shall apply.	(2) Toute dénonciation ou plainte touchant une infraction commise à l'encontre des dispositions de la présente loi ou des règlements qui s'y rapportent doit être présentée ou déposée dans un délai de six ans à compter du moment où se sont produits les faits faisant l'objet de cette dénonciation ou de cette plainte, aucun délai de prescription ne s'appliquant toutefois en cas de fraude.	Prescription
Form is <i>prima facie</i> proof	(3) In a prosecution brought against a vendor who is required to register under this Act, his application form shall be <i>prima facie</i> proof that the person charged is a vendor registered under this Act, and his return form shall be <i>prima facie</i> proof that he collected tax.	(3) En cas de poursuite intentée à l'encontre d'un vendeur devant être immatriculé en vertu des dispositions de la présente loi, le formulaire de demande de ce dernier constitue la preuve <i>prima facie</i> qu'il est bien un vendeur immatriculé en vertu de la loi, son formulaire de déclaration constituant une preuve <i>prima facie</i> qu'il a perçu la taxe.	Le formulaire constitue une preuve <i>prima facie</i>
Proof respecting partnership	(4) Where the vendor is described as a partnership on the application form, the application form shall be <i>prima facie</i> proof that the persons named thereon are partners registered as such under this Act, and the return form shall be <i>prima facie</i> proof that the partnership firm collected the tax.	(4) Lorsque le vendeur est décrit comme étant une société en nom collectif dans le formulaire de demande, ce formulaire constitue la preuve <i>prima facie</i> que les personnes dont le nom y figure sont des associés immatriculés en tant que tels en vertu de la présente loi, le formulaire de déclaration constituant une preuve <i>prima facie</i> que la société en nom collectif a perçu la taxe.	Règle de la preuve concernant les sociétés en nom collectif
Certificate is <i>prima facie</i> proof	(5) In a prosecution brought against a vendor who is required to register under this Act, a certificate signed by the Commissioner that the person charged is a vendor registered under this Act shall be received in evidence without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the same and shall be <i>prima facie</i> proof of the matters contained therein.	(5) Lorsque des poursuites sont intentées à l'encontre d'un vendeur tenu d'être immatriculé en vertu de la présente loi et qu'un certificat signé par le commissaire atteste que la personne accusée est un vendeur immatriculé aux termes de la présente loi, il n'est pas nécessaire de démontrer l'authenticité de la signature ou la qualité officielle de la personne l'ayant signé, ce certificat constitue une preuve <i>prima facie</i> des éléments qu'il contient.	Le certificat constitue une preuve <i>prima facie</i>
	40.	40.	
	41.	41.	
	42.	42.	40

Notice of Ways and Means Motion to amend
the Income Tax Act

Avis de motion des voies et moyens visant la
modification de la Loi de l'impôt sur le
revenu

That it is expedient to amend the *Income Tax Act* and to provide among other things:

Qu'il y a lieu de modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de prévoir entre autres choses :

That section 123 of the Act be amended for taxation years commencing after June 22, 1984 to provide that for a taxation year of a corporation, 5% of the corporation's "amount taxable earned by the corporation in the year in the Nova Scotia offshore area" (determined by regulations made on the recommendation of the Minister of Finance) be added to the tax payable under Part I of the Act by the corporation on its taxable income or taxable income earned in Canada for the year.

5 Que l'article 123 de la loi soit modifié pour 5
les années d'imposition commençant après le
22 juin 1984 afin de prévoir que, pour une
année d'imposition d'une corporation, 5 % du
«montant imposable gagné par la corporation
10 au cours de l'année dans la zone extracôtière 10
de la Nouvelle-Écosse» (déterminé par des
règlements pris sur recommandation du
ministre des Finances) de la corporation soit
ajouté à l'impôt payable en vertu de la Partie
I de la loi par la corporation sur son revenu 15
15 imposable ou sur son revenu imposable gagné
au Canada pour l'année.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*



House of Commons
Chambre des communes
CANADA

NOTICE OF MOTION AVIS DE MOTION

WAYS AND MEANS VOIES ET MOYENS

Friday, December 14, 1984
Le vendredi 14 décembre 1984

NOTICE OF WAYS AND MEANS MOTION TO AMEND THE EXCISE TAX ACT

That it is expedient to introduce a measure to amend the Excise Tax Act and to provide among other things:

1. That where gasoline or diesel fuel has been sold by a licensed manufacturer or licensed wholesaler to

- a) a hunter for commercial hunting, or
- b) a trapper for commercial trapping,

to whom a sales tax bulk permit has been issued under regulations made by the Governor in Council pursuant to any enactment founded on paragraph 77 of the Ways and Means Resolution to amend the Excise Tax Act adopted by this House on November 22, 1984, for the sole use of the purchaser and not for resale and the consumption or sales tax is payable in respect of that sale, the manufacturer or wholesaler be authorized in such circumstances and on such terms and conditions as the Minister of National Revenue may prescribe, to deduct, from his taxes otherwise payable under Part V of the Act, within four years from the time the gasoline or diesel fuel was sold, a fuel tax rebate in an amount calculated in accordance with any enactment founded on paragraph 73 of that Resolution.

2. That no deduction may be made by a licensed manufacturer or licensed wholesaler pursuant to any enactment founded on paragraph 1 of this motion unless he has reduced the amount charged for the gasoline or diesel fuel to the purchaser by an amount equal to the amount of the deduction and the amount of the reduction is shown separately on an invoice for the sale given to the purchaser by the manufacturer or wholesaler.

3. That where gasoline or diesel fuel has been sold in bulk by a registered vendor to

- a) a farmer for farming purposes,
- b) a fisherman for commercial fishing,
- c) a person for use in logging operations,
- d) a person for use in mining,
- e) a hunter for use in commercial hunting, or
- f) a trapper for use in commercial trapping,

to whom a sales tax bulk permit has been issued under regulations made by the Governor in Council pursuant to any enactment founded on paragraph 77 of the Ways and Means Resolution to amend the Excise Tax Act adopted by this House on November 22,

AVIS DE MOTION DES VOIES ET MOYENS MODIFIANT LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi afin de modifier la Loi sur la taxe d'accise et de prévoir entre autres:

1. Que, lorsque de l'essence ou du combustible diesel est vendu par un fabricant ou un grossiste muni d'une licence à

- a) un chasseur en vue de la chasse commerciale, ou
- b) un piégeur en vue du piégeage commercial,

à qui un permis-taxe de vente d'achat en vrac a été délivré en vertu des règlements établis par le gouverneur en conseil conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 77 de la résolution des voies et moyens modifiant la Loi sur la taxe d'accise, adoptée par cette Chambre le 22 novembre 1984, pour le seul usage de l'acheteur et non pour la revente, et que la taxe de consommation ou de vente est payable à l'égard de ladite vente, le fabricant ou le grossiste soit autorisé, dans les circonstances et selon les conditions que le ministre du Revenu national peut prescrire, à déduire de ses taxes autrement payables en vertu de la Partie V de la Loi, dans un délai de quatre ans à compter de la date à laquelle l'essence ou le combustible diesel a été vendu, une ristourne de taxe sur le carburant calculée conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 73 de ladite résolution.

2. Qu'aucune déduction ne puisse être effectuée par un fabricant ou un grossiste muni d'une licence conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 1 de la présente motion, sauf s'il a réduit le montant exigé en contrepartie de l'essence ou du combustible diesel vendu à l'acheteur d'un montant égal à celui de la déduction, et si le montant de la réduction est indiqué séparément sur une facture attestant la vente, remise à l'acheteur par le fabricant ou le grossiste.

3. Que, lorsque de l'essence ou du combustible diesel est vendu en vrac par un vendeur enregistré à

- a) un agriculteur aux fins d'opérations agricoles,
- b) un pêcheur en vue de la pêche commerciale,
- c) une personne en vue d'opérations forestières,
- d) une personne en vue d'opérations minières,
- e) un chasseur en vue de la chasse commerciale, ou
- f) un piégeur en vue du piégeage commercial,

à qui un permis-taxe de vente d'achat en vrac a été délivré en vertu des règlements établis par le gouverneur en conseil conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 77 de la résolution des voies et moyens modifiant la Loi sur la taxe d'accise, adoptée par

1984, for the sole use of the purchaser and not for resale, and the consumption or sales tax has been paid or is payable in respect of that gasoline or diesel fuel, the Minister of National Revenue be authorized, on application by the registered vendor made to the Minister in such form and manner as the Minister may prescribe, within four years from the time the gasoline or diesel fuel was sold, to pay to the registered vendor a fuel tax rebate in an amount calculated in accordance with any enactment founded on paragraph 73 of that Resolution.

4. That no fuel tax rebate may be paid by the Minister of National Revenue to a registered vendor pursuant to any enactment founded on paragraph 3 of this motion unless he has reduced the amount charged for the gasoline or diesel fuel to the purchaser by an amount equal to the amount of the fuel tax rebate applied for and the amount of the reduction is shown separately on an invoice for the sale given to the purchaser by the registered vendor.

5. That where gasoline or diesel fuel has been sold to or imported by

- a) a hunter for commercial hunting, or
- b) a trapper for commercial trapping,

for the sole use of the purchase or importer and not for resale and the consumption or sales tax has been paid or is payable in respect of that gasoline or diesel fuel and, in the case of a sale, the amount charged for the gasoline or diesel fuel has not been reduced in accordance with any enactment founded on paragraph 2 or 4 of this motion, the Minister of National Revenue be authorized, on application by the purchaser or importer made to the Minister in such form and manner as the Minister may prescribe, within four years from the time the gasoline or diesel fuel was purchased or imported, to pay to the purchaser or importer a fuel tax rebate in an amount calculated in accordance with any enactment founded on paragraph 73 of the Ways and Means Resolution to amend the Excise Tax Act adopted by this House on November 22, 1984.

6. That no deduction of a fuel tax rebate pursuant to any enactment founded on paragraph 1 of this motion and no payment of a fuel tax rebate pursuant to any enactment founded on paragraph 3 or 5 of this motion may be made in respect of gasoline or diesel fuel that is

cette Chambre le 22 novembre 1984, pour le seul usage de l'acheteur et non pour la revente, et que la taxe de consommation ou de vente a été payée ou est payable à l'égard de cette essence ou de ce combustible diesel, le ministre du Revenu national soit autorisé, sur demande faite par le vendeur enregistré en la forme et de la manière que le Ministre peut prescrire, dans un délai de quatre ans à compter de la date à laquelle l'essence ou le combustible diesel a été vendu, à payer au vendeur enregistré une ristourne de taxe sur le carburant calculée conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 73 de ladite résolution.

4. Qu'aucune ristourne de taxe sur le carburant ne soit payée par le ministre du Revenu national à un vendeur enregistré conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 3 de la présente motion, sauf si le vendeur enregistré a réduit le montant exigé en contrepartie de l'essence ou du combustible diesel vendu à l'acheteur d'un montant égal à celui de la ristourne de taxe sur le carburant demandée, et si le montant de la réduction est indiqué séparément sur une facture attestant la vente, remise à l'acheteur par le vendeur enregistré.

5. Que, lorsque de l'essence ou du combustible diesel est vendu à

- a) un chasseur en vue de la chasse commerciale, ou
- b) un piégeur en vue du piégeage commercial,

ou est importé par lui, pour le seul usage de l'acheteur ou de l'importateur et non pour la revente, que la taxe de consommation ou de vente a été payée ou est payable à l'égard de cette essence ou de ce combustible diesel et que, dans le cas d'une vente, le montant exigé en contrepartie de l'essence ou du combustible diesel n'a pas été réduit conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 2 ou 4 de la présente motion, le ministre du Revenu national soit autorisé, sur demande faite par l'acheteur ou l'importateur en la forme et de la manière que le Ministre peut prescrire, dans un délai de quatre ans à compter de la date à laquelle l'essence ou le combustible diesel a été acheté ou importé, à payer à l'acheteur ou à l'importateur une ristourne de taxe sur le carburant calculée conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 73 de la résolution des voies et moyens modifiant la Loi sur la taxe d'accise, adoptée par cette Chambre le 22 novembre 1984.

6. Qu'aucune déduction d'une ristourne de taxe sur le carburant conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 1 de la présente motion et qu'aucun paiement d'une ristourne de taxe sur le carburant conformément à l'article 3 ou 5 de la présente motion ne puissent être

to be used to propel a vehicle on a public highway, that is to be used other than for a commercial purpose or that is sold or imported on or after January 1, 1987.

7. That for purposes of any enactment founded on paragraph 3 of this motion, the terms 'logging operations', 'mining' and 'mineral resource' be given the same meanings as these terms may be given pursuant to any enactment founded on paragraphs 74 and 75 of the Ways and Means Resolution to amend the Excise Tax Act adopted by this House on November 22, 1984.

8. That where the amount charged to a purchaser for gasoline or diesel fuel is reduced in accordance with any enactment founded on paragraph 2 or 4 of this motion or a payment is made to a purchaser or importer of gasoline or diesel fuel pursuant to any enactment founded on paragraph 5 of this motion and that person sells the gasoline or diesel fuel or uses it for a purpose for which the reduction or payment could not have been made at the time of the purchase or importation, the amount of the reduction or payment in respect of the fuel tax rebate be deemed to be a tax under the Act payable by that person

- a) where he sells the gasoline or diesel fuel, at the time of delivery to the purchaser from him, and
- b) where he uses the fuel, at the time of the use.

9. That the Governor in Council be authorized to make regulations pertaining to the issuance, terms and conditions, and cancellation of sales tax bulk permits, to the records to be maintained, returns to be filed and timing of the filing of such returns by persons to whom sales tax bulk permits are issued and providing for a system of registration by the Minister of National Revenue of persons who regularly sell gasoline or diesel fuel in bulk to farmers, fishermen, hunters, trappers or persons engaged in logging or mining who hold sales tax bulk permits, including

- a) the form and manner of applying for, and the procedure for granting, registration,
- b) the terms and conditions on which registration may be granted, and
- c) the authority of the Minister to cancel any registration where any term or condition thereof is not complied with or where any provision of the Excise Tax Act or the

effectués à l'égard de l'essence ou du combustible diesel qui doit être utilisé pour propulser un véhicule sur une route publique ou qui doit être utilisé à des fins autres que commerciales ou qui est vendu ou importé à compter du 1^{er} janvier 1987.

7. Que, pour l'application de tout texte législatif fondé sur l'article 3 de la présente motion, les expressions «opérations forestières», «opérations minières» et «ressource minérale» aient le sens qui peut leur être donné par tout texte législatif fondé sur les articles 74 et 75 de la résolution des voies et moyens modifiant la Loi sur la taxe d'accise, adoptée par cette Chambre le 22 novembre 1984.

8. Que, lorsque le montant exigé d'un acheteur en contrepartie de l'essence ou du combustible diesel est réduit conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 2 ou 4 de la présente motion ou qu'un paiement est fait à un acheteur ou un importateur d'essence ou de combustible diesel conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 5 de la présente motion, et que la personne vend l'essence ou le combustible diesel ou l'utilise à une fin pour laquelle la réduction ou le paiement n'aurait pu être effectué à la date de l'achat ou de l'importation, le montant de la réduction ou du paiement à l'égard de la ristourne de la taxe sur le carburant soit réputé représenter une taxe payable, en vertu de la loi, par cette personne

- a) si elle vend l'essence ou le combustible diesel, à la date de livraison à l'acheteur, et
- b) si elle utilise le carburant, à la date de l'utilisation

9. Que le gouverneur en conseil soit autorisé à établir des règlements concernant l'attribution, les conditions et l'annulation des permis-taxe de vente d'achat en vrac, la tenue des registres, le dépôt des rapports et le délai du dépôt desdits rapports par des personnes à qui de tels permis sont délivrés, et l'établissement d'un système permettant au ministre du Revenu national d'enregistrer les personnes qui vendent régulièrement de l'essence ou du combustible diesel, en vrac, à des agriculteurs, pêcheurs, chasseurs ou piégeurs ou à d'autres personnes chargées d'opérations forestières ou minières, qui détiennent un permis-taxe de vente d'achat en vrac, notamment:

- a) les modalités de la demande d'enregistrement et de l'attribution de celle-ci,
- b) les conditions d'attribution de l'enregistrement, et
- c) le pouvoir du Ministre d'annuler un enregistrement dans les cas où n'est pas observée une condition de celui-ci ou une disposition de la Loi et du

regulations applicable to registered vendors is not complied with.

10. That the provisions of section 49.1 of the Act concerning rejection and approval of applications, section 49.2 of the Act deeming an overpayment to be a tax payable and imposing penalties on default of payment of the tax payable, section 50.1 of the Act concerning reports by licence holders, subsection 56(2) of the Act concerning false or deceptive statements in a return or application and section 57 of the Act concerning books and records be extended to apply to any payment or deduction in respect of the fuel tax rebate pursuant to any enactment founded on paragraph 1, 3 or 5 of this motion and to any application for a payment or to any person making an application or taking a deduction in respect of a fuel tax rebate.

11. That for purposes of any enactment founded on paragraph 3 or 9 of this motion, the term "in bulk" be given the following meaning:

"in bulk", in respect of a sale of gasoline or diesel fuel, means

- (i) in a quantity of five hundred litres or more, where the gasoline or diesel fuel is delivered to the purchaser at a retail outlet of the vendor, and
- (ii) in any quantity, in any other case.

12. That for purposes of any enactment founded on paragraph 3, 4 or 9 of this motion, the term "registered vendor" be given the following meaning:

"registered vendor" means a person who is registered under regulations made pursuant to any enactment founded on paragraph 9 of this motion.

13. That the authority of the Minister of National Revenue to pay a fuel tax rebate to a purchaser of gasoline or diesel fuel pursuant to any enactment founded on paragraph 71 of the Ways and Means Resolution to amend the Excise Tax Act adopted by this House on November 22, 1984 be limited to sales in respect of which the amount charged for the gasoline or diesel fuel has not been reduced pursuant to any enactment founded on paragraph 4 of this motion.

14. That any enactment founded on this motion come into force on December 1, 1984 in respect of gasoline or diesel fuel sold or imported on or after that date.

Règlement sur la taxe d'accise concernant les vendeurs enregistrés.

10. Que les dispositions de l'article 49.1 de la Loi concernant le rejet et l'approbation des demandes, de l'article 49.2 de la Loi considérant un paiement en trop comme étant une taxe payable et imposant des peines pour défaut de paiement de la taxe exigible, de l'article 50.1 de la Loi concernant les rapports des détenteurs de licence, du paragraphe 56(2) de la Loi concernant les déclarations fausses ou trompeuses dans un rapport ou une demande et de l'article 57 de la Loi concernant les livres et les registres soient élargies pour s'appliquer à tout paiement ou à toute déduction à l'égard de la ristourne de taxe sur le carburant conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 1, 3 ou 5 de la présente motion, à toute demande d'un paiement et à toute personne qui demande ou fait une déduction à l'égard d'une ristourne de taxe sur le carburant.

11. Que, pour l'application de tout texte législatif fondé sur l'article 3 ou 9 de la présente motion, l'expression «en vrac» s'entende au sens suivant:

«en vrac», qualificatif applicable à la vente d'essence ou de combustible diesel, désigne

- (i) une quantité d'au moins cinq cents litres livrée à l'acheteur à un point de vente au détail du vendeur, et
- (ii) n'importe quelle quantité, dans les autres cas.

12. Que, pour l'application de tout texte législatif fondé sur l'article 3, 4 ou 9 de la présente motion, l'expression «vendeur enregistré» s'entende au sens suivant:

«vendeur enregistré» désigne une personne enregistrée en vertu de règlements établis conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 9 de la présente motion.

13. Que le pouvoir du ministre de Revenu national de payer une ristourne de taxe sur le carburant à un acheteur d'essence ou de combustible diesel conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 71 de la résolution des voies et moyens modifiant la Loi sur la taxe d'accise, adoptée par cette Chambre le 22 novembre 1984, soit limité aux ventes à l'égard desquelles le montant exigé en contrepartie de l'essence ou du combustible diesel n'a pas été réduit conformément à tout texte législatif fondé sur l'article 4 de la présente motion.

14. Que tout texte législatif fondé sur la présente motion entre en vigueur le 1^{er} décembre 1984 à l'égard de l'essence ou du combustible diesel vendu ou importé à compter de cette date.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

